

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

Date de Publication : 04/07/2019

N° : 2019/135

SOMMAIRE

↳ Bureau de la Métropole

Finances et administration générale	page 4
Economie, nouvelles technologies, Enseignement supérieur	page 79
Transports, déplacements et accessibilité	page 127
Urbanisme et aménagement	page 146
Développement territorial, logement, centres anciens, Contrat de ville	page 171
Environnement, développement durable, Agriculture et forêt	page 183
Cadre de vie, traitement des déchets, Eau et assainissement	page 208
Tourisme, valorisation du patrimoine	page 239
Mer, littoral et ports, protection et mise en valeur Des espaces maritimes et naturels	page 243
Voirie, espaces publics et grands équipements Métropolitains	page 245
Culture et sport, grands évènements métropolitains	page 253

↳ Conseil de la Métropole

Finances et administration générale	page 281
Economie, nouvelles technologies, Enseignement supérieur	page 312
Transports, déplacements et accessibilité	page 319
Urbanisme et aménagement	page 338
Développement territorial, logement, centres anciens, Contrat de ville	page 373
Cadre de vie, traitement des déchets, Eau et assainissement	page 381
Mer, littoral et ports, protection et mise en valeur Des espaces maritimes et naturels	page 382
Voirie, espaces publics et grands équipements Métropolitains	page 389
Culture et sport, grands évènements métropolitains	page 391

LES DELIBERATIONS
BUREAU DU 16 MAI 2019

METROPOLE AIX-MARSEILLE-PROVENCE

Bureau de la Métropole

16 MAI 2019

Conformément aux dispositions légales en vigueur, le Procès-verbal de la Séance a été affiché aux portes du Siège de la Métropole Aix-Marseille-Provence Métropole et aux portes des Hôtel de Ville des Communes Membres à partir du 17 mai 2019 et ce, pour une durée de deux mois.



Etaient présents Mesdames et Messieurs :

Béatrice ALIPHAT - Martial ALVAREZ - Christophe AMALRIC - Sylvia BARTHELEMY - François BERNARDINI - Roland BLUM - Patrick BORÉ - Gérard BRAMOULLÉ - Christian BURLE - Martine CESARI - Gaby CHARROUX - Arlette FRUCTUS - Daniel GAGNON - Alexandre GALLESE - Danièle GARCIA - Gérard GAZAY - Roland GIBERTI - Nicolas ISNARD - Maryse JOISSAINS MASINI - Didier KHELFA - Richard MALLIÉ - Xavier MERY - Danielle MILON - Jean MONTAGNAC - Pascal MONTECOT - Roland MOUREN - Henri PONS - Georges ROSSO - Michel ROUX - Martine VASSAL.

Etaient absents et excusés Mesdames et Messieurs :
Frédéric COLLART - Georges CRISTIANI - Eric LE DISSÈS.

Commission "Finances et Administration Générale"

FAG 001-5776/19/BM

■ **Approbation d'une garantie d'emprunt à la Société Foncière Habitat et Humanisme pour le financement de l'opération d'acquisition-amélioration d'un logement social dénommée "Puvis Chavannes" située 15 Rue du Puvis Chavannes à Marseille 13001
MET 19/10813/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est sollicitée pour accorder sa garantie destinée à financer une opération d'acquisition-amélioration d'un logement social dénommée « Puvis Chavannes » située 15 Rue du Puvis Chavannes à Marseille 13001.

Portée par la Société Foncière Habitat et Humanisme, cette opération d'un montant total de 61 590 euros est financée par un emprunt de 18 802 euros proposé par la Caisse des Dépôts et Consignations. Cette opération bénéficie d'une garantie à hauteur de 55 % par la ville de Marseille.

L'obtention de ce prêt est conditionnée par la mise en place d'une garantie d'emprunt conjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 45 % soit 8 460,90 euros.

L'analyse financière de la SCA Foncière Habitat & Humanisme, effectuée à partir de son bilan 2017, met en évidence un actif comptable égal à 393 339 477 euros et un passif réel (dettes) correspondant à 87 562 716 euros. L'actif net comptable s'élève donc à 305 776 761 euros. Cet actif est bien inférieur à la valeur réelle dans la mesure où il se compose principalement de biens immobiliers dont la valeur réelle est supérieure à la valeur au bilan. Le résultat comptable 2017 est bénéficiaire de 142 462 euros.

Il est par conséquent proposé de faire droit à cette demande de garantie, qui permettra de réaliser l'opération d'intérêt public correspondante.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment ses articles L2252-1 à L2252-5 ;
- Le Code de la Construction et de l'Habitation ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n°88-13 du 5 janvier 1988 d'amélioration de la décentralisation ;
- La loi n° 91-662 du 13 juillet 1991 d'orientation pour la ville ;
- Le décret n° 88-366 du 18 avril 1988 relatif aux modalités d'octroi par les régions, départements, communes de leur garantie ou de leur caution pour les emprunts contractés par des personnes de droit privé ;
- L'arrêt de la Cour d'Appel de Bordeaux du 20 décembre 2005, acté par l'Etat dans la circulaire n° NOR INT/B/06/00041/C ;
- La délibération FAG 004-1738/17/CM du 30 mars 2017 approuvant dans le cadre des

garanties d'emprunt l'application d'une procédure simplifiée pour les emprunts de la Caisse des Dépôts et Consignations ;

- La délibération FAG 015-4064/18/CM du 28 juin 2018 relative à l'approbation du règlement et conditions générales d'octroi des garanties d'emprunts ;
- La délibération FAG 21-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le contrat de prêt N° 88918 en annexe signé entre la Société Foncière Habitat et Humanisme et la Caisse des Dépôts et Consignations.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- L'intérêt, pour la Métropole Aix-Marseille-Provence, de soutenir une production équilibrée de logement social sur son territoire.

Délibère

Article 1 :

Est accordée la garantie d'emprunt conjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 45 % pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 18 802 euros souscrit par la Société Foncière Habitat et Humanisme auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du contrat de prêt N° 88918.

Ce prêt, constitué d'une ligne, est destiné à financer une opération d'acquisition-amélioration d'un logement dénommée « Puvis Chavannes » située 15 Rue du Puvis Chavannes à Marseille 13001.

Les caractéristiques financières du prêt figurent à l'article 1 de la convention de garantie d'emprunt jointe en annexe.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

Article 2 :

La garantie de la Métropole Aix-Marseille-Provence est accordée pour la durée totale du contrat de prêt (durée de l'amortissement et du préfinancement), et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues

par la Société Foncière Habitat et Humanisme dont elle ne se serait pas acquittée à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à la Société Foncière Habitat et Humanisme pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par la Société Foncière Habitat et Humanisme est inférieure à douze mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à douze mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si la Société Foncière Habitat et Humanisme opte pour le paiement des intérêts de la période.

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de celui-ci.

Article 3 :

En contrepartie de sa garantie, la Métropole Aix-Marseille-Provence ne bénéficiera pas de logement réservé concernant ladite opération.

Article 4 :

Est approuvée la convention de garantie d'emprunt ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la Société Foncière Habitat et Humanisme.

Article 5 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou le Vice-Président délégué au Budget et aux Finances, est autorisé à signer la convention de garantie, ainsi que toutes les pièces relatives à cette garantie d'emprunt.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 002-5777/19/BM

**■ Approbation d'une garantie d'emprunt à la Société Foncière Habitat et Humanisme pour le financement de l'opération d'acquisition-amélioration d'un logement social dénommée "Gaston Ramon" située 11 bis Boulevard Gaston Ramon à Marseille 13009
MET 19/10812/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est sollicitée pour accorder sa garantie destinée à financer une opération d'acquisition-amélioration d'un logement social dénommée « Gaston Ramon » située 11 bis Boulevard Gaston Ramon à Marseille 13009.

Portée par la Société Foncière Habitat et Humanisme, cette opération d'un montant total de 175 816 euros est financée par un emprunt de 51 500 euros proposé par la Caisse des Dépôts et Consignations. Cette opération bénéficie d'une garantie à hauteur de 55 % par la ville de Marseille.

L'obtention de ce prêt est conditionnée par la mise en place d'une garantie d'emprunt conjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 45 % soit 23 175 euros.

L'analyse financière de la SCA Foncière Habitat & Humanisme, effectuée à partir de son bilan 2017, met en évidence un actif comptable égal à 393 339 477 euros et un passif réel (dettes) correspondant à 87 562 716 euros. L'actif net comptable s'élève donc à 305 776 761 euros. Cet actif est bien inférieur à la valeur réelle dans la mesure où il se compose principalement de biens immobiliers dont la valeur réelle est supérieure à la valeur au bilan. Le résultat comptable 2017 est bénéficiaire de 142 462 euros.

Il est par conséquent proposé de faire droit à cette demande de garantie, qui permettra de réaliser l'opération d'intérêt public correspondante.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment ses articles L2252-1 à L2252-5 ;
- Le Code de la Construction et de l'Habitation ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n°88-13 du 5 janvier 1988 d'amélioration de la décentralisation ;
- La loi n° 91-662 du 13 juillet 1991 d'orientation pour la ville ;
- Le décret n° 88-366 du 18 avril 1988 relatif aux modalités d'octroi par les régions, départements, communes de leur garantie

ou de leur caution pour les emprunts contractés par des personnes de droit privé ;

- L'arrêt de la Cour d'Appel de Bordeaux du 20 décembre 2005, acté par l'Etat dans la circulaire n° NOR INT/B/06/00041/C ;
- La délibération FAG 004-1738/17/CM du 30 mars 2017 approuvant dans le cadre des garanties d'emprunt l'application d'une procédure simplifiée pour les emprunts de la Caisse des Dépôts et Consignations ;
- La délibération FAG 015-4064/18/CM du 28 juin 2018 relative à l'approbation du règlement et conditions générales d'octroi des garanties d'emprunts ;
- La délibération FAG 21-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le contrat de prêt N° 87885 en annexe signé entre la Société Foncière Habitat et Humanisme et la Caisse des Dépôts et Consignations.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- L'intérêt, pour la Métropole Aix-Marseille-Provence, de soutenir une production équilibrée de logement social sur son territoire.

Délibère

Article 1 :

Est accordée la garantie d'emprunt conjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 45 % pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 51 500 euros souscrit par la Société Foncière Habitat et Humanisme auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du contrat de prêt N° 87885.

Ce prêt, constitué d'une ligne, est destiné à financer une opération d'acquisition amélioration de 1 logement dénommée « Gaston Ramon » située 11 bis Boulevard Gaston Ramon à Marseille 13009.

Les caractéristiques financières du prêt figurent à l'article 1 de la convention de garantie d'emprunt jointe en annexe.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

Article 2 :

La garantie de la Métropole Aix-Marseille-Provence est accordée pour la durée totale du contrat de prêt (durée de l'amortissement et du préfinancement), et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par la Société Foncière Habitat et Humanisme dont elle ne se serait pas acquittée à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à la Société Foncière Habitat et Humanisme pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par la Société Foncière Habitat et Humanisme est inférieure à douze mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à douze mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si la Société Foncière Habitat et Humanisme opte pour le paiement des intérêts de la période.

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de celui-ci.

Article 3 :

En contrepartie de sa garantie, la Métropole Aix-Marseille-Provence ne bénéficiera pas de logement réservé concernant ladite opération.

Article 4 :

Est approuvée la convention de garantie d'emprunt ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la Société Foncière Habitat et Humanisme.

Article 5 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou le Vice-Président délégué au Budget et aux Finances, est autorisé à signer la convention de garantie, ainsi que toutes les pièces relatives à cette garantie d'emprunt.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 003-5778/19/BM

■ Approbation d'une garantie d'emprunt à la SA HLM Unicil pour le financement de l'opération de réhabilitation de 106 logements sociaux dénommée "La Butte des Carmes" située Rue Sainte Barbe à Marseille 13002
MET 19/10782/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est sollicitée pour accorder sa garantie destinée à financer une opération de réhabilitation de 106 logements sociaux dénommée « Butte des Carmes » située Rue Sainte Barbe à Marseille 13002.

Portée par la SA HLM Unicil, cette opération d'un montant total de 166 871,03 euros est financée par un emprunt de 150 000 euros proposé par la Caisse des Dépôts et Consignations. Cette opération bénéficie d'une garantie à hauteur de 55 % par la ville de Marseille.

L'obtention de ce prêt est conditionnée par la mise en place d'une garantie d'emprunt conjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 45 % soit 67 500 euros.

L'analyse financière de la SA HLM Unicil, effectuée à partir de son bilan 2017, met en évidence un actif comptable égal à 1 453 550 516 euros et un passif réel (dettes) correspondant à 973 634 621 euros. L'actif net comptable s'élève donc à 479 915 895 euros. Cet actif est bien inférieur à la valeur réelle dans la mesure où il se compose principalement de biens immobiliers dont la valeur réelle est supérieure à la valeur au bilan. Le résultat comptable 2017 est bénéficiaire de 12 082 984 euros.

Il est par conséquent proposé de faire droit à cette demande de garantie, qui permettra de réaliser l'opération d'intérêt public correspondante.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment ses articles L2252-1 à L2252-5 ;
- Le Code de la Construction et de l'Habitation ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n°88-13 du 5 janvier 1988 d'amélioration de la décentralisation ;
- La loi n° 91-662 du 13 juillet 1991 d'orientation pour la ville ;

- Le décret n° 88-366 du 18 avril 1988 relatif aux modalités d'octroi par les régions, départements, communes de leur garantie ou de leur caution pour les emprunts contractés par des personnes de droit privé ;
- L'arrêt de la Cour d'Appel de Bordeaux du 20 décembre 2005, acté par l'Etat dans la circulaire n° NOR INT/B/06/00041/C ;
- La délibération FAG 004-1738/17/CM du 30 mars 2017 approuvant dans le cadre des garanties d'emprunt l'application d'une procédure simplifiée pour les emprunts de la Caisse des Dépôts et Consignations ;
- La délibération FAG 015-4064/18/CM du 28 juin 2018 relative à l'approbation du règlement et conditions générales d'octroi des garanties d'emprunts ;
- La délibération FAG 21-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le contrat de Prêt N° 88064 en annexe signé entre la SA HLM Unicil et la Caisse des Dépôts et Consignations.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- L'intérêt, pour la Métropole Aix-Marseille-Provence, de soutenir une production équilibrée de logements sociaux sur son territoire.

Délibère

Article 1 :

Est accordée la garantie d'emprunt conjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 45 % pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 150 000 euros souscrit par la SA HLM Unicil auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du Contrat de Prêt N° 88064.

Ce prêt, constitué d'une ligne, est destiné à financer une opération de réhabilitation de 106 logements dénommée « Butte des Carmes » située Rue Sainte Barbe à Marseille 13002.

Les caractéristiques financières du prêt figurent à l'article 1 de la convention de garantie d'emprunt jointe en annexe.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

Article 2 :

La garantie de la Métropole Aix-Marseille-Provence est accordée pour la durée totale du contrat de prêt (durée de l'amortissement et du préfinancement), et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par la SA HLM Unicil dont elle ne se serait pas acquittée à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à la SA HLM Unicil pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par la SA HLM Unicil est inférieure à douze mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à douze mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si la SA HLM Unicil opte pour le paiement des intérêts de la période.

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de celui-ci.

Article 3 :

En contrepartie de sa garantie, la Métropole Aix-Marseille-Provence bénéficiera de cinq logements réservés concernant ladite opération.

Article 4 :

Est approuvée la convention de garantie d'emprunt ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la SA HLM Unicil.

Article 5 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou le Vice-Président délégué au Budget et aux Finances, est autorisé à signer la convention de garantie, ainsi que toutes les pièces relatives à cette garantie d'emprunt.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 004-5779/19/BM

■ **Approbation d'une garantie d'emprunt à la SA HLM Logirem pour le financement de l'opération d'acquisition-amélioration de 9 logements sociaux dénommée "Fiacres-Duverger" située 5 Rue du Fiacres-2 Rue Duverger à Marseille 13002**

MET 19/10791/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est sollicitée pour accorder sa garantie destinée à financer une opération d'acquisition-amélioration de 9 logements sociaux dénommée « Fiacres-Duverger » située 5 Rue du Fiacres - 2 Rue Duverger à Marseille 13002.

Portée par la SA HLM Logirem, cette opération d'un montant total de 1 812 443 euros est financée par un emprunt de 1 125 558 euros proposé par la Caisse des Dépôts et Consignations. Cette opération bénéficie d'une garantie à hauteur de 55 % par la ville de Marseille.

L'obtention de ce prêt est conditionnée par la mise en place d'une garantie d'emprunt conjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 45 % soit 506 501,10 euros.

L'analyse financière de la SA HLM Logirem, effectuée à partir de son bilan 2017, met en évidence un actif comptable égal à 1 214 698 135 euros et un passif réel (dettes) correspondant à 696 001 663 euros. L'actif net comptable s'élève donc à 518 696 472 euros. Cet actif est bien inférieur à la valeur réelle dans la mesure où il se compose principalement de biens immobiliers dont la valeur réelle est supérieure à la valeur au bilan. Le résultat comptable 2017 est bénéficiaire de 27 271 542 euros.

Il est par conséquent proposé de faire droit à cette demande de garantie, qui permettra de réaliser l'opération d'intérêt public correspondante.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment ses articles L2252-1 à L2252-5 ;
- Le Code de la Construction et de l'Habitation ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n°88-13 du 5 janvier 1988 d'amélioration de la décentralisation ;

- La loi n° 91-662 du 13 juillet 1991 d'orientation pour la ville ;
- Le décret n° 88-366 du 18 avril 1988 relatif aux modalités d'octroi par les régions, départements, communes de leur garantie ou de leur caution pour les emprunts contractés par des personnes de droit privé ;
- L'arrêt de la Cour d'Appel de Bordeaux du 20 décembre 2005, acté par l'Etat dans la circulaire n° NOR INT/B/06/00041/C ;
- La délibération FAG 004-1738/17/CM du 30 mars 2017 approuvant dans le cadre des garanties d'emprunt l'application d'une procédure simplifiée pour les emprunts de la Caisse des Dépôts et Consignations ;
- La délibération FAG 015-4064/18/CM du 28 juin 2018 relative à l'approbation du règlement et conditions générales d'octroi des garanties d'emprunts ;
- La délibération FAG 21-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le contrat de Prêt N° 92524 en annexe signé entre la SA HLM Logirem et la Caisse des Dépôts et Consignations.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- L'intérêt, pour la Métropole Aix-Marseille-Provence, de soutenir une production équilibrée de logements sociaux sur son territoire.

Délibère

Article 1 :

Est accordée la garantie d'emprunt conjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 45 % pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 1 125 558 euros souscrit par la SA HLM Logirem auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du Contrat de prêt N° 92524.

Ce prêt, constitué de deux lignes, est destiné à financer une opération d'acquisition-amélioration de 9 logements dénommée « Fiacres-Duverger » et située 5 Rue du Fiacres-2 Rue Duverger à Marseille 13002.

Les caractéristiques financières du prêt figurent à l'article 1 de la convention de garantie d'emprunt jointe en annexe.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

Article 2 :

La garantie de la Métropole Aix-Marseille-Provence est accordée pour la durée totale du contrat de prêt (durée de l'amortissement et du préfinancement), et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par la SA HLM Logirem dont elle ne se serait pas acquittée à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à la SA HLM Logirem pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par la SA HLM Logirem est inférieure à douze mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à douze mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si la SA HLM Logirem opte pour le paiement des intérêts de la période.

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de celui-ci.

Article 3 :

En contrepartie de sa garantie, la Métropole Aix-Marseille-Provence bénéficiera d'un logement réservé concernant ladite opération.

Article 4 :

Est approuvée la convention de garantie d'emprunt ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la SA HLM Logirem.

Article 5 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou le Vice-Président délégué au Budget et aux Finances, est autorisé à signer la convention de garantie, ainsi que toutes les pièces relatives à cette garantie d'emprunt.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 005-5780/19/BM

■ Approbation d'une garantie d'emprunt à la SA HLM Unicil pour le financement de l'opération de réhabilitation de 118 logements sociaux dénommée "Boulevard National" située 360 Boulevard National à Marseille 13003
MET 19/10794/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est sollicitée pour accorder sa garantie destinée à financer une opération de réhabilitation de 118 logements sociaux dénommée « Boulevard National » située 360 Boulevard National à Marseille 13003.

Portée par la SA HLM Unicil, cette opération d'un montant total de 180 000 euros est financée par un emprunt de 180 000 euros proposé par la Caisse des Dépôts et Consignations. Cette opération bénéficie d'une garantie à hauteur de 55 % par la ville de Marseille.

L'obtention de ce prêt est conditionnée par la mise en place d'une garantie d'emprunt conjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 45 % soit 81 000 euros.

L'analyse financière de la SA HLM Unicil, effectuée à partir de son bilan 2017, met en évidence un actif comptable égal à 1 453 550 516 euros et un passif réel (dettes) correspondant à 973 634 621 euros. L'actif net comptable s'élève donc à 479 915 895 euros. Cet actif est bien inférieur à la valeur réelle dans la mesure où il se compose principalement de biens immobiliers dont la valeur réelle est supérieure à la valeur au bilan. Le résultat comptable 2017 est bénéficiaire de 12 082 984 euros.

Il est par conséquent proposé de faire droit à cette demande de garantie, qui permettra de réaliser l'opération d'intérêt public correspondante.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment ses articles L2252-1 à L2252-5 ;
- Le Code de la Construction et de l'Habitation ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n°88-13 du 5 janvier 1988 d'amélioration de la décentralisation ;

- La loi n° 91-662 du 13 juillet 1991 d'orientation pour la ville ;
- Le décret n° 88-366 du 18 avril 1988 relatif aux modalités d'octroi par les régions, départements, communes de leur garantie ou de leur caution pour les emprunts contractés par des personnes de droit privé ;
- L'arrêt de la Cour d'Appel de Bordeaux du 20 décembre 2005, acté par l'Etat dans la circulaire n° NOR INT/B/06/00041/C ;
- La délibération FAG 004-1738/17/CM du 30 mars 2017 approuvant dans le cadre des garanties d'emprunt l'application d'une procédure simplifiée pour les emprunts de la Caisse des Dépôts et Consignations ;
- La délibération FAG 015-4064/18/CM du 28 juin 2018 relative à l'approbation du règlement et conditions générales d'octroi des garanties d'emprunts ;
- La délibération FAG 21-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le contrat de Prêt N° 92483 en annexe signé entre la SA HLM Unicil et la Caisse des Dépôts et Consignations.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- L'intérêt, pour la Métropole Aix-Marseille-Provence, de soutenir une production équilibrée de logements sociaux sur son territoire.

Délibère

Article 1 :

Est accordée la garantie d'emprunt conjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 45 % pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 180 000 euros souscrit par la SA HLM Unicil auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du contrat de prêt N° 92483.

Ce prêt, constitué d'une ligne, est destiné à financer une opération de réhabilitation de 118 logements dénommée « Boulevard National » et située 360 Boulevard National à Marseille 13003.

Les caractéristiques financières du prêt figurent à l'article 1 de la convention de garantie d'emprunt jointe en annexe.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

Article 2 :

La garantie de la Métropole Aix-Marseille-Provence est accordée pour la durée totale du contrat de prêt (durée de l'amortissement et du préfinancement), et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par la SA HLM Unicil dont elle ne se serait pas acquittée à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à la SA HLM Unicil pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par la SA HLM Unicil est inférieure à douze mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à douze mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si la SA HLM Unicil opte pour le paiement des intérêts de la période.

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de celui-ci.

Article 3 :

En contrepartie de sa garantie, la Métropole Aix-Marseille-Provence bénéficiera de trois logements réservés concernant ladite opération.

Article 4 :

Est approuvée la convention de garantie d'emprunt ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la SA HLM Unicil.

Article 5 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou le Vice-Président délégué au Budget et aux Finances, est autorisé à signer la convention de garantie, ainsi que toutes les pièces relatives à cette garantie d'emprunt.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 006-5781/19/BM

**■ Approbation d'une garantie d'emprunt à la SA HLM Logirem pour le financement de l'opération de construction de 18 logements sociaux dénommée "Figuière" et située Boulevard Figuière à Marseille 13004
MET 19/10787/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est sollicitée pour accorder sa garantie destinée à financer une opération de construction de 18 logements sociaux dénommée « Figuière » située 33-35-45 Boulevard Figuière à Marseille 13004.

Portée par la SA HLM Logirem, cette opération d'un montant total de 3 286 887 euros est financée par un emprunt de 2 570 543 euros proposé par la Caisse des Dépôts et Consignations. Cette opération bénéficie d'une garantie à hauteur de 55 % par la ville de Marseille.

L'obtention de ce prêt est conditionnée par la mise en place d'une garantie d'emprunt conjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 45 % soit 1 156 744,35 euros.

L'analyse financière de la SA HLM Logirem, effectuée à partir de son bilan 2017, met en évidence un actif comptable égal à 1 214 698 135 euros et un passif réel (dettes) correspondant à 696 001 663 euros. L'actif net comptable s'élève donc à 518 696 472 euros. Cet actif est bien inférieur à la valeur réelle dans la mesure où il se compose principalement de biens immobiliers dont la valeur réelle est supérieure à la valeur au bilan. Le résultat comptable 2017 est bénéficiaire de 27 271 542 euros.

Il est par conséquent proposé de faire droit à cette demande de garantie, qui permettra de réaliser l'opération d'intérêt public correspondante.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment ses articles L2252-1 à L2252-5 ;
- Le Code de la Construction et de l'Habitation ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n°88-13 du 5 janvier 1988 d'amélioration de la décentralisation ;

- La loi n° 91-662 du 13 juillet 1991 d'orientation pour la ville ;
- Le décret n° 88-366 du 18 avril 1988 relatif aux modalités d'octroi par les régions, départements, communes de leur garantie ou de leur caution pour les emprunts contractés par des personnes de droit privé ;
- L'arrêt de la Cour d'Appel de Bordeaux du 20 décembre 2005, acté par l'Etat dans la circulaire n° NOR INT/B/06/00041/C ;
- La délibération FAG 004-1738/17/CM du 30 mars 2017 approuvant dans le cadre des garanties d'emprunt l'application d'une procédure simplifiée pour les emprunts de la Caisse des Dépôts et Consignations ;
- La délibération FAG 015-4064/18/CM du 28 juin 2018 relative à l'approbation du règlement et conditions générales d'octroi des garanties d'emprunts ;
- La délibération FAG 21-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le contrat de Prêt N° 89491 en annexe signé entre la SA HLM Logirem et la Caisse des Dépôts et Consignations.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- L'intérêt, pour la Métropole Aix-Marseille-Provence, de soutenir une production équilibrée de logements sociaux sur son territoire.

Délibère

Article 1 :

Est accordée la garantie d'emprunt conjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 45 % pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 2 570 543 euros souscrit par la SA HLM Logirem auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du Contrat de prêt N° 89491.

Ce prêt, constitué de quatre lignes, est destiné à financer une opération de construction de 18 logements dénommés « Figuière » située 33-35-45 Boulevard Figuière à Marseille 13004.

Les caractéristiques financières du prêt figurent à l'article 1 de la convention de garantie d'emprunt jointe en annexe.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

Article 2 :

La garantie de la Métropole Aix-Marseille-Provence est accordée pour la durée totale du contrat de prêt (durée de l'amortissement et du préfinancement), et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par la SA HLM Logirem dont elle ne se serait pas acquittée à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à la SA HLM Logirem pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par la SA HLM Logirem est inférieure à douze mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à douze mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si la SA HLM Logirem opte pour le paiement des intérêts de la période.

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de celui-ci.

Article 3 :

En contrepartie de sa garantie, la Métropole Aix-Marseille-Provence bénéficiera de deux logements réservés concernant ladite opération.

Article 4 :

Est approuvée la convention de garantie d'emprunt ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la SA HLM Logirem.

Article 5 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou le Vice-Président délégué au Budget et aux Finances, est autorisé à signer la convention de garantie, ainsi que toutes les pièces relatives à cette garantie d'emprunt.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 007-5782/19/BM

■ **Approbation d'une garantie d'emprunt à la SA HLM Société Française des Habitations Economiques pour le financement de l'opération d'acquisition-amélioration de 121 logements sociaux dénommée "Rabatau 1 et 3" située 24-26 et 46-52 Boulevard Rabatau à Marseille 13008 MET 19/10825/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est sollicitée pour accorder sa garantie destinée à financer une opération d'acquisition amélioration de 121 logements sociaux dénommée « Rabatau 1 et 3 » située 24-26 et 46-52 Boulevard Rabatau à Marseille 13008.

Portée par la SA HLM Société Française des Habitations Economiques, cette opération d'un montant total de 17 240 311 euros est financée par un emprunt de 15 037 081 euros proposé par la Caisse des Dépôts et Consignations. Cette opération bénéficie d'une garantie à hauteur de 55 % par la ville de Marseille.

L'obtention de ce prêt est conditionnée par la mise en place d'une garantie d'emprunt conjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 45 % soit 6 766 686,45 euros.

L'analyse financière de la Société Française des Habitations Economiques, effectuée à partir de son bilan 2017, met en évidence un actif comptable égal à 1 069 593 095 euros et un passif réel (dettes) correspondant à 777 369 490 euros. L'actif net comptable s'élève donc à 292 223 605 euros. Cet actif est bien inférieur à la valeur réelle dans la mesure où il se compose principalement de biens immobiliers dont la valeur réelle est supérieure à la valeur au bilan. Le résultat comptable 2017 est bénéficiaire de 11 806 225 euros.

Il est par conséquent proposé de faire droit à cette demande de garantie, qui permettra de réaliser l'opération d'intérêt public correspondante.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment ses articles L2252-1 à L2252-5 ;
- Le Code de la Construction et de l'Habitation ;

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n°88-13 du 5 janvier 1988 d'amélioration de la décentralisation ;
- La loi n° 91-662 du 13 juillet 1991 d'orientation pour la ville ;
- Le décret n° 88-366 du 18 avril 1988 relatif aux modalités d'octroi par les régions, départements, communes de leur garantie ou de leur caution pour les emprunts contractés par des personnes de droit privé ;
- L'arrêt de la Cour d'Appel de Bordeaux du 20 décembre 2005, acté par l'Etat dans la circulaire n° NOR INT/B/06/00041/C ;
- La délibération FAG 004-1738/17/CM du 30 mars 2017 approuvant dans le cadre des garanties d'emprunt l'application d'une procédure simplifiée pour les emprunts de la Caisse des Dépôts et Consignations ;
- La délibération FAG 015-4064/18/CM du 28 juin 2018 relative à l'approbation du règlement et conditions générales d'octroi des garanties d'emprunts ;
- La délibération FAG 21-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le contrat de prêt N° 89474 en annexe signé entre la SA HLM Société Française des Habitations Economiques et la Caisse des Dépôts et Consignations.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- L'intérêt, pour la Métropole Aix-Marseille-Provence, de soutenir une production équilibrée de logements sociaux sur son territoire.

Délibère

Article 1 :

Est accordée la garantie d'emprunt conjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 45 % pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 15 037 081 euros souscrit par la SA HLM Société Française des Habitations Economiques auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les

caractéristiques financières et aux charges et conditions du contrat de prêt N° 89474.

Ce prêt, constitué de trois lignes, est destiné à financer une opération d'acquisition amélioration de 121 logements dénommée « Rabatau 1 et 3 » située 24-26 et 46-52 Boulevard Rabatau à Marseille 13008.

Les caractéristiques financières du prêt figurent à l'article 1 de la convention de garantie d'emprunt jointe en annexe.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

Article 2 :

La garantie de la Métropole Aix-Marseille-Provence est accordée pour la durée totale du contrat de prêt (durée de l'amortissement et du préfinancement), et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par la SA HLM Société Française des Habitations Economiques dont elle ne se serait pas acquittée à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à la SA HLM Société Française des Habitations Economiques pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par la SA HLM Société Française des Habitations Economiques est inférieure à douze mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à douze mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si la SA HLM Société Française des Habitations Economiques opte pour le paiement des intérêts de la période.

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de celui-ci.

Article 3 :

En contrepartie de sa garantie, la Métropole Aix-Marseille-Provence bénéficiera de onze logements réservés concernant ladite opération.

Article 4 :

Est approuvée la convention de garantie d'emprunt ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la SA HLM Société Française des Habitations Economiques.

Article 5 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou le Vice-Président délégué au Budget et aux Finances, est autorisé à signer la convention de garantie, ainsi que toutes les pièces relatives à cette garantie d'emprunt.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 008-5783/19/BM

**■ Approbation d'une garantie d'emprunt à la SA HLM Société Française des Habitations Economiques pour le financement de l'opération d'acquisition amélioration de 117 logements sociaux dénommée "Rabatau 2" située 36-42 Boulevard Rabatau à Marseille 13008
MET 19/10826/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est sollicitée pour accorder sa garantie destinée à financer une opération d'acquisition amélioration de 117 logements sociaux dénommée « Rabatau 2 » située 36-42 Boulevard Rabatau à Marseille 13008.

Portée par la SA HLM Société Française des Habitations Economiques, cette opération d'un montant total de 14 711 350 euros est financée par un emprunt de 12 122 349 euros proposé par la Caisse des Dépôts et Consignations. Cette opération bénéficie d'une garantie à hauteur de 55 % par la ville de Marseille.

L'obtention de ce prêt est conditionnée par la mise en place d'une garantie d'emprunt conjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 45 % soit 5 455 057,05 euros.

L'analyse financière de la Société Française des Habitations Economiques, effectuée à partir de son bilan 2017, met en évidence un actif comptable égal à 1 069 593 095 euros et un passif réel (dettes) correspondant à 777 369 490 euros. L'actif net comptable s'élève donc à 292 223 605 euros. Cet actif est bien inférieur à la valeur réelle dans la mesure où il se compose principalement de biens immobiliers dont la valeur réelle est supérieure à la valeur au bilan. Le résultat comptable 2017 est bénéficiaire de 11 806 225 euros.

Il est par conséquent proposé de faire droit à cette demande de garantie, qui permettra de réaliser l'opération d'intérêt public correspondante.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment ses articles L2252-1 à L2252-5 ;
- Le Code de la Construction et de l'Habitation ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n°88-13 du 5 janvier 1988 d'amélioration de la décentralisation ;
- La loi n° 91-662 du 13 juillet 1991 d'orientation pour la ville ;
- Le décret n° 88-366 du 18 avril 1988 relatif aux modalités d'octroi par les régions, départements, communes de leur garantie ou de leur caution pour les emprunts contractés par des personnes de droit privé ;
- L'arrêt de la Cour d'Appel de Bordeaux du 20 décembre 2005, acté par l'Etat dans la circulaire n° NOR INT/B/06/00041/C ;
- La délibération FAG 004-1738/17/CM du 30 mars 2017 approuvant dans le cadre des garanties d'emprunt l'application d'une procédure simplifiée pour les emprunts de la Caisse des Dépôts et Consignations ;
- La délibération FAG 015-4064/18/CM du 28 juin 2018 relative à l'approbation du règlement et conditions générales d'octroi des garanties d'emprunts ;
- La délibération FAG 21-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le contrat de Prêt N° 89473 en annexe signé entre la SA HLM Société Française des Habitations Economiques et la Caisse des Dépôts et Consignations.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- L'intérêt, pour la Métropole Aix-Marseille-Provence, de soutenir une production

équilibrée de logements sociaux sur son territoire.

Délibère

Article 1 :

Est accordée la garantie d'emprunt conjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 45 % pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 12 122 349 euros souscrit par la SA HLM Société Française des Habitations Economiques auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du contrat de prêt N° 89473.

Ce prêt, constitué de trois lignes, est destiné à financer une opération d'acquisition amélioration de 117 logements dénommée « Rabatau 2 » située 36-42 Boulevard Rabatau à Marseille 13008.

Les caractéristiques financières du prêt figurent à l'article 1 de la convention de garantie d'emprunt jointe en annexe.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

Article 2 :

La garantie de la Métropole Aix-Marseille-Provence est accordée pour la durée totale du contrat de prêt (durée de l'amortissement et du préfinancement), et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par la SA HLM Société Française des Habitations Economiques dont elle ne se serait pas acquittée à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à la SA HLM Société Française des Habitations Economiques pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par la SA HLM Société Française des Habitations Economiques est inférieure à douze mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à douze mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si la SA HLM Société Française des Habitations Economiques opte pour le paiement des intérêts de la période.

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de celui-ci.

Article 3 :

En contrepartie de sa garantie, la Métropole Aix-Marseille-Provence bénéficiera de onze logements réservés concernant ladite opération.

Article 4 :

Est approuvée la convention de garantie d'emprunt ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la SA HLM Société Française des Habitations Economiques.

Article 5 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou le Vice-Président délégué au Budget et aux Finances, est autorisé à signer la convention de garantie, ainsi que toutes les pièces relatives à cette garantie d'emprunt.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 009-5784/19/BM

■ **Approbation d'une garantie d'emprunt à la SA HLM Unicil pour le financement de l'opération de réhabilitation de 120 logements sociaux dénommée "Marine Blanche" située Chemin de Sainte Marthe à Marseille 13014**
MET 19/10792/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est sollicitée pour accorder sa garantie destinée à financer une opération de réhabilitation de 120 logements sociaux dénommée « Marine Blanche » située Chemin de Sainte Marthe à Marseille 13014.

Portée par la SA HLM Unicil, cette opération d'un montant total de 950 000 € est financée par un emprunt de 950 000 € proposé par la Caisse des Dépôts et Consignations. Cette opération bénéficie d'une garantie à hauteur de 55 % par la ville de Marseille.

L'obtention de ce prêt est conditionnée par la mise en place d'une garantie d'emprunt conjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 45 % soit 427 500 €.

L'analyse financière de la SA HLM Unicil, effectuée à partir de son bilan 2017, met en évidence un actif comptable égal à 1 453 550 516 € et un passif réel (dettes) correspondant à 973 634 621 €. L'actif net comptable s'élève donc à 479 915 895 €. Cet actif est bien inférieur à la valeur réelle dans la mesure où il se compose principalement de biens immobiliers dont la valeur réelle est supérieure à la valeur au bilan. Le

résultat comptable 2017 est bénéficiaire de 12 082 984 €.

Il est par conséquent proposé de faire droit à cette demande de garantie, qui permettra de réaliser l'opération d'intérêt public correspondante.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment ses articles L2252-1 à L2252-5 ;
- Le Code de la Construction et de l'Habitation ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n°88-13 du 5 janvier 1988 d'amélioration de la décentralisation ;
- La loi n° 91-662 du 13 juillet 1991 d'orientation pour la ville ;
- Le décret n° 88-366 du 18 avril 1988 relatif aux modalités d'octroi par les régions, départements, communes de leur garantie ou de leur caution pour les emprunts contractés par des personnes de droit privé ;
- L'arrêt de la Cour d'Appel de Bordeaux du 20 décembre 2005, acté par l'Etat dans la circulaire n° NOR INT/B/06/00041/C ;
- La délibération FAG 004-1738/17/CM du 30 mars 2017 approuvant dans le cadre des garanties d'emprunt l'application d'une procédure simplifiée pour les emprunts de la Caisse des Dépôts et Consignations ;
- La délibération FAG 015-4064/18/CM du 28 juin 2018 relative à l'approbation du règlement et conditions générales d'octroi des garanties d'emprunts ;
- La délibération FAG 21-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le contrat de Prêt N° 92489 en annexe signé entre la SA HLM Unicil et la Caisse des Dépôts et Consignations.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- L'intérêt, pour la Métropole Aix-Marseille-Provence, de soutenir une production équilibrée de logements sociaux sur son territoire.

Délibère

Article 1 :

Est accordée la garantie d'emprunt conjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 45 % pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 950 000 € souscrit par la SA HLM Unicil auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du contrat de prêt N° 92489.

Ce prêt, constitué d'une ligne, est destiné à financer une opération de réhabilitation de 120 logements dénommée « Marine Blanche » et située Chemin de Sainte Marthe à Marseille 13014.

Les caractéristiques financières du prêt figurent à l'article 1 de la convention de garantie d'emprunt jointe en annexe.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

Article 2 :

La garantie de la Métropole Aix-Marseille-Provence est accordée pour la durée totale du contrat de prêt (durée de l'amortissement et du préfinancement), et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par la SA HLM Unicil dont elle ne se serait pas acquittée à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à la SA HLM Unicil pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par la SA HLM Unicil est inférieure à douze mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à douze mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si la SA HLM Unicil opte pour le paiement des intérêts de la période.

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage pendant toute la durée du Prêt à libérer, en cas de

besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de celui-ci.

Article 3 :

En contrepartie de sa garantie, la Métropole Aix-Marseille-Provence bénéficiera de cinq logements réservés concernant ladite opération.

Article 4 :

Est approuvée la convention de garantie d'emprunt ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la SA HLM Unicil.

Article 5 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou le Vice-Président délégué au Budget et aux Finances, est autorisé à signer la convention de garantie, ainsi que toutes les pièces relatives à cette garantie d'emprunt.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 010-5785/19/BM

■ **Approbation d'une garantie d'emprunt à la SA HLM Logéo Méditerranée pour le financement de l'opération de construction de 24 logements sociaux dénommée "Berthelot" située 1 bis Rue Berthelot à Marseille 13014**
MET 19/10887/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est sollicitée pour accorder sa garantie destinée à financer une opération de construction de 24 logements sociaux « Berthelot » située 1 bis Rue Berthelot à Marseille 13014.

La Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé lors du Conseil Métropolitain du 19 octobre 2017 l'octroi de la garantie d'emprunt à la SA HLM Logéo Méditerranée. Cependant, une erreur matérielle lors de l'édition du contrat entraîne sa caducité. Il est, donc, nécessaire de délibérer à nouveau sur l'opération sur la base d'un nouveau contrat émis par la Caisse des Dépôts et Consignations.

Portée par la SA HLM Logéo Méditerranée, cette opération d'un montant total de 3 309 888 euros est financée par un emprunt de 2 278 897 euros proposé par la Caisse des Dépôts et Consignations. Cette opération bénéficie d'une garantie à hauteur de 55 % par la ville de Marseille.

L'obtention de ce prêt est conditionnée par la mise en place d'une garantie d'emprunt conjointe de la

Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 45 % soit 1 025 503,65 euros.

L'analyse financière de la Logéo Méditerranée, effectuée à partir de son bilan 2017, met en évidence un actif comptable égal à 1 069 593 095 euros et un passif réel (dettes) correspondant à 777 369 490 euros. L'actif net comptable s'élève donc à 292 223 605 euros. Cet actif est bien inférieur à la valeur réelle dans la mesure où il se compose principalement de biens immobiliers dont la valeur réelle est supérieure à la valeur au bilan. Le résultat comptable 2017 est bénéficiaire de 1 042 700 euros.

Il est par conséquent proposé de faire droit à cette demande de garantie, qui permettra de réaliser l'opération d'intérêt public correspondante.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment ses articles L2252-1 à L2252-5 ;
- Le Code de la Construction et de l'Habitation ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n°88-13 du 5 janvier 1988 d'amélioration de la décentralisation ;
- La loi n° 91-662 du 13 juillet 1991 d'orientation pour la ville ;
- Le décret n° 88-366 du 18 avril 1988 relatif aux modalités d'octroi par les régions, départements, communes de leur garantie ou de leur caution pour les emprunts contractés par des personnes de droit privé ;
- L'arrêt de la Cour d'Appel de Bordeaux du 20 décembre 2005, acté par l'Etat dans la circulaire n° NOR INT/B/06/00041/C ;
- La délibération FAG 004-1738/17/CM du 30 mars 2017 approuvant dans le cadre des garanties d'emprunt l'application d'une procédure simplifiée pour les emprunts de la Caisse des Dépôts et Consignations ;
- La délibération FAG 001-2659/17/CM du 19 octobre 2017 approuvant une garantie d'emprunt à la SA HLM Logéo Méditerranée pour le financement de l'opération de construction de 24 logements sociaux « Rue Berthelot » à Marseille 13014 ;

- La délibération FAG 015-4064/18/CM du 28 juin 2018 relative à l'approbation du règlement et conditions générales d'octroi des garanties d'emprunts ;
- La délibération FAG 21-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le contrat de prêt N° 89495 en annexe signé entre la SA HLM Logéo Méditerranée et la Caisse des Dépôts et Consignations.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- L'intérêt, pour la Métropole Aix-Marseille-Provence, de soutenir une production équilibrée de logements sociaux sur son territoire.

Délibère

Article 1 :

Est abrogée la délibération n° FAG 001-2659/17/CM du 19 octobre 2017.

Article 2 :

Est accordée la garantie d'emprunt conjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 45 % pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 2 278 897 euros souscrit par la SA HLM Logéo Méditerranée auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du contrat de prêt N° 89495.

Ce prêt, constitué de quatre lignes, est destiné à financer une opération de construction de 24 logements dénommée « Berthelot » située 1 bis Rue Berthelot à Marseille 13014.

Les caractéristiques financières du prêt figurent à l'article 1 de la convention de garantie d'emprunt jointe en annexe. Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

Article 3 :

La garantie de la Métropole Aix-Marseille-Provence est accordée pour la durée totale du contrat de prêt (durée de l'amortissement et du préfinancement), et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues

par la SA HLM Logéo Méditerranée dont elle ne se serait pas acquittée à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à la SA HLM Logéo Méditerranée pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par la SA HLM Logéo Méditerranée est inférieure à douze (12) mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à douze mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si la SA HLM Logéo Méditerranée opte pour le paiement des intérêts de la période.

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de celui-ci.

Article 4 :

En contrepartie de sa garantie, la Métropole Aix-Marseille-Provence bénéficiera de deux logements réservés concernant ladite opération.

Article 5 :

Est approuvée la convention de garantie d'emprunt ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la SA HLM Logéo Méditerranée.

Article 6 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou le Vice-Président délégué au Budget et aux Finances, est autorisé à signer la convention de garantie, ainsi que toutes les pièces relatives à cette garantie d'emprunt.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 011-5786/19/BM

**■ Approbation d'une garantie d'emprunt à la SA HLM Unicil pour le financement de l'opération de réhabilitation de 570 logements sociaux dénommée "Consolat" située Chemin du Ruisseau Mirabeau à Marseille 13015
MET 19/10797/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est sollicitée pour accorder sa garantie destinée à financer une opération de réhabilitation de 570 logements sociaux

dénommée « Consolat » située Chemin du Ruisseau Mirabeau à Marseille 13015.

Portée par la SA HLM Unicil, cette opération d'un montant total de 2 220 000 € est financée par un emprunt de 2 220 000 € proposé par la Caisse des Dépôts et Consignations. Cette opération bénéficie d'une garantie à hauteur de 55 % par la ville de Marseille.

L'obtention de ce prêt est conditionnée par la mise en place d'une garantie d'emprunt conjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 45 % soit 999 000 €.

L'analyse financière de la SA HLM Unicil, effectuée à partir de son bilan 2017, met en évidence un actif comptable égal à 1 453 550 516 € et un passif réel (dettes) correspondant à 973 634 621 €. L'actif net comptable s'élève donc à 479 915 895 €. Cet actif est bien inférieur à la valeur réelle dans la mesure où il se compose principalement de biens immobiliers dont la valeur réelle est supérieure à la valeur au bilan. Le résultat comptable 2017 est bénéficiaire de 12 082 984 €.

Il est par conséquent proposé de faire droit à cette demande de garantie, qui permettra de réaliser l'opération d'intérêt public correspondante.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment ses articles L2252-1 à L2252-5 ;
- Le Code de la Construction et de l'Habitation ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n°88-13 du 5 janvier 1988 d'amélioration de la décentralisation ;
- La loi n° 91-662 du 13 juillet 1991 d'orientation pour la ville ;
- Le décret n° 88-366 du 18 avril 1988 relatif aux modalités d'octroi par les régions, départements, communes de leur garantie ou de leur caution pour les emprunts contractés par des personnes de droit privé ;
- L'arrêt de la Cour d'Appel de Bordeaux du 20 décembre 2005, acté par l'Etat dans la circulaire n° NOR INT/B/06/00041/C ;

- La délibération FAG 004-1738/17/CM du 30 mars 2017 approuvant dans le cadre des garanties d'emprunt l'application d'une procédure simplifiée pour les emprunts de la Caisse des Dépôts et Consignations ;
- La délibération FAG 015-4064/18/CM du 28 juin 2018 relative à l'approbation du règlement et conditions générales d'octroi des garanties d'emprunts ;
- La délibération FAG 21-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le contrat de Prêt N° 89906 en annexe signé entre la SA HLM Unicil et la Caisse des Dépôts et Consignations.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- L'intérêt, pour la Métropole Aix-Marseille-Provence, de soutenir une production équilibrée de logements sociaux sur son territoire.

Délibère

Article 1 :

Est accordée la garantie d'emprunt conjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 45 % pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 2 220 000 € souscrit par la SA HLM Unicil auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du contrat de prêt N° 89906.

Ce prêt, constitué d'une ligne, est destiné à financer une opération de réhabilitation de 570 logements dénommée « Consolat » située Chemin du Ruisseau Mirabeau à Marseille 13015.

Les caractéristiques financières du prêt figurent à l'article 1 de la convention de garantie d'emprunt jointe en annexe.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

Article 2 :

La garantie de la Métropole Aix-Marseille-Provence est accordée pour la durée totale du contrat de prêt (durée de l'amortissement et du préfinancement), et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues

par la SA HLM Unicil dont elle ne se serait pas acquittée à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à la SA HLM Unicil pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par la SA HLM Unicil est inférieure à douze mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à douze mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si la SA HLM Unicil opte pour le paiement des intérêts de la période.

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de celui-ci.

Article 3 :

En contrepartie de sa garantie, la Métropole Aix-Marseille-Provence bénéficiera de vingt-six logements réservés concernant ladite opération.

Article 4 :

Est approuvée la convention de garantie d'emprunt ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la SA HLM Unicil.

Article 5 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou le Vice-Président délégué au Budget et aux Finances, est autorisé à signer la convention de garantie, ainsi que toutes les pièces relatives à cette garantie d'emprunt.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 012-5787/19/BM

■ Approbation d'une garantie d'emprunt à la SA HLM Erilia pour le financement de l'opération d'acquisition en VEFA de 18 logements sociaux dénommée "Le Gassion" située 20 Avenue Fernand Gassion à La Ciotat
MET 19/10811/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est sollicitée pour accorder sa garantie destinée à financer une opération d'acquisition en VEFA de 18 logements

sociaux dénommée « Le Gassion » située Avenue Fernand Gassion à La Ciotat.

Portée par la SA HLM Erilia, cette opération d'un montant total de 1 303 177 euros est financée par un emprunt de 1 021 526 euros proposé par la Caisse des Dépôts et Consignations. Cette opération bénéficie d'une garantie à hauteur de 55 % par la ville de La Ciotat.

L'obtention de ce prêt est conditionnée par la mise en place d'une garantie d'emprunt conjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 45 % soit 459 686,70 euros.

L'analyse financière de la SA HLM Erilia, effectuée à partir de son bilan 2017, met en évidence un actif comptable égal à 4 098 563 017 euros et un passif réel (dettes) correspondant à 2 887 157 888 euros. L'actif net comptable s'élève donc à 1 211 405 129 euros. Cet actif est bien inférieur à la valeur réelle dans la mesure où il se compose principalement de biens immobiliers dont la valeur réelle est supérieure à la valeur au bilan. Le résultat comptable 2017 est bénéficiaire de 64 220 795 euros.

Il est par conséquent proposé de faire droit à cette demande de garantie, qui permettra de réaliser l'opération d'intérêt public correspondante.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment ses articles L2252-1 à L2252-5 ;
- Le Code de la Construction et de l'Habitation ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n°88-13 du 5 janvier 1988 d'amélioration de la décentralisation ;
- La loi n° 91-662 du 13 juillet 1991 d'orientation pour la ville ;
- Le décret n° 88-366 du 18 avril 1988 relatif aux modalités d'octroi par les régions, départements, communes de leur garantie ou de leur caution pour les emprunts contractés par des personnes de droit privé ;
- L'arrêt de la Cour d'Appel de Bordeaux du 20 décembre 2005, acté par l'Etat dans la circulaire n° NOR INT/B/06/00041/C ;

- La délibération FAG 004-1738/17/CM du 30 mars 2017 approuvant dans le cadre des garanties d'emprunt l'application d'une procédure simplifiée pour les emprunts de la Caisse des Dépôts et Consignations ;
- La délibération FAG 015-4064/18/CM du 28 juin 2018 relative à l'approbation du règlement et conditions générales d'octroi des garanties d'emprunts ;
- La délibération FAG 21-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le contrat de prêt N° 90266 en annexe signé entre la SA HLM Erilia et la Caisse des Dépôts et Consignations.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- L'intérêt, pour la Métropole Aix-Marseille-Provence, de soutenir une production équilibrée de logements sociaux sur son territoire.

Délibère

Article 1 :

Est accordée la garantie d'emprunt conjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 45 % pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 1 021 526 euros souscrit par la SA HLM Erilia auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du contrat de prêt N° 90266.

Ce prêt, constitué de deux lignes, est destiné à financer une opération d'acquisition en VEFA de 18 logements dénommée « Le Gassion » située Avenue Fernand Gassion à La Ciotat.

Les caractéristiques financières du prêt figurent à l'article 1 de la convention de garantie d'emprunt jointe en annexe.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

Article 2 :

La garantie de la Métropole Aix-Marseille-Provence est accordée pour la durée totale du contrat de prêt (durée de l'amortissement et du préfinancement), et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues

par la SA HLM Erilia dont elle ne se serait pas acquittée à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à la SA HLM Erilia pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par la SA HLM Erilia est inférieure à douze mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à douze mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si la SA HLM Erilia opte pour le paiement des intérêts de la période.

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de celui-ci.

Article 3 :

En contrepartie de sa garantie, la Métropole Aix-Marseille-Provence bénéficiera de deux logements réservés concernant ladite opération.

Article 4 :

Est approuvée la convention de garantie d'emprunt ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la SA HLM Erilia.

Article 5 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou le Vice-Président délégué au Budget et aux Finances, est autorisé à signer la convention de garantie, ainsi que toutes les pièces relatives à cette garantie d'emprunt.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 013-5788/19/BM

**■ Approbation d'une garantie d'emprunt à la SA HLM Société Française des Habitations Economiques pour le financement de l'opération de construction de 48 logements sociaux dénommée "Les Aubagnens" située Chemin des Aubagnens à Allauch
MET 19/10828/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est sollicitée pour accorder sa garantie destinée à financer une opération de construction de 48 logements sociaux

dénommé « Les Aubagnens » située Chemin des Aubagnens à Allauch.

Portée par la SA HLM Société Française des Habitations Economiques, cette opération d'un montant total de 7 911 298 euros est financée par un emprunt de 5 834 308 euros proposé par la Caisse des Dépôts et Consignations. Cette opération bénéficie d'une garantie à hauteur de 45 % par la ville d'Allauch.

L'obtention de ce prêt est conditionnée par la mise en place d'une garantie d'emprunt conjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 55 % soit 3 208 869,40 euros.

L'analyse financière de la Société Française des Habitations Economiques, effectuée à partir de son bilan 2017, met en évidence un actif comptable égal à 1 069 593 095 euros et un passif réel (dettes) correspondant à 777 369 490 euros. L'actif net comptable s'élève donc à 292 223 605 euros. Cet actif est bien inférieur à la valeur réelle dans la mesure où il se compose principalement de biens immobiliers dont la valeur réelle est supérieure à la valeur au bilan. Le résultat comptable 2017 est bénéficiaire de 11 806 225 euros.

Il est par conséquent proposé de faire droit à cette demande de garantie, qui permettra de réaliser l'opération d'intérêt public correspondante.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment ses articles L2252-1 à L2252-5 ;
- Le Code de la Construction et de l'Habitation ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n°88-13 du 5 janvier 1988 d'amélioration de la décentralisation ;
- La loi n° 91-662 du 13 juillet 1991 d'orientation pour la ville ;
- Le décret n° 88-366 du 18 avril 1988 relatif aux modalités d'octroi par les régions, départements, communes de leur garantie ou de leur caution pour les emprunts contractés par des personnes de droit privé ;

- L'arrêt de la Cour d'Appel de Bordeaux du 20 décembre 2005, acté par l'Etat dans la circulaire n° NOR INT/B/06/00041/C ;
- La délibération FAG 004-1738/17/CM du 30 mars 2017 approuvant dans le cadre des garanties d'emprunt l'application d'une procédure simplifiée pour les emprunts de la Caisse des Dépôts et Consignations ;
- La délibération FAG 015-4064/18/CM du 28 juin 2018 relative à l'approbation du règlement et conditions générales d'octroi des garanties d'emprunts ;
- La délibération FAG 21-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le contrat de prêt N° 89403 en annexe signé entre la SA HLM Société Française des Habitations Economiques et la Caisse des Dépôts et Consignations.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- L'intérêt, pour la Métropole Aix-Marseille-Provence, de soutenir une production équilibrée de logements sociaux sur son territoire.

Délibère

Article 1 :

Est accordée la garantie d'emprunt conjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 55 % pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 5 834 308 euros souscrit par la SA HLM Société Française des Habitations Economiques auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du contrat de prêt N° 89403.

Ce prêt, constitué de sept lignes, est destiné à financer une opération de construction de 48 logements dénommée « Les Aubagnens » située Chemin des Aubagnens à Allauch.

Les caractéristiques financières du prêt figurent à l'article 1 de la convention de garantie d'emprunt jointe en annexe.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

Article 2 :

La garantie de la Métropole Aix-Marseille-Provence est accordée pour la durée totale du contrat de prêt (durée de l'amortissement et du préfinancement), et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par la SA HLM Société Française des Habitations Economiques dont elle ne se serait pas acquittée à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à la SA HLM Société Française des Habitations Economiques pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par la SA HLM Société Française des Habitations Economiques est inférieure à douze mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à douze mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si la SA HLM Société Française des Habitations Economiques opte pour le paiement des intérêts de la période.

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de celui-ci.

Article 3 :

En contrepartie de sa garantie, la Métropole Aix-Marseille-Provence bénéficiera de cinq logements réservés concernant ladite opération.

Article 4 :

Est approuvée la convention de garantie d'emprunt ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la SA HLM Société Française des Habitations Economiques.

Article 5 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou le Vice-Président délégué au Budget et aux Finances, est autorisé à signer la convention de garantie, ainsi que toutes les pièces relatives à cette garantie d'emprunt.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 014-5789/19/BM

■ Approbation d'une garantie d'emprunt à la SA HLM Logéo Méditerranée pour le financement de l'opération de construction de 15 logements sociaux dénommée "Vieux Moulin" située 4 bis Rue du Vieux Moulin à Châteauneuf-les-Martigues MET 19/10837/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est sollicitée pour accorder sa garantie destinée à financer une opération de construction de 15 logements sociaux « Vieux Moulin » située 4 bis Rue du Vieux Moulin à Châteauneuf-les-Martigues.

Portée par la SA HLM Logéo Méditerranée, cette opération d'un montant total de 2 540 526 euros est financée par un emprunt de 2 190 526 euros proposé par la Caisse des Dépôts et Consignations. Cette opération bénéficie d'une garantie à hauteur de 55 % par la ville de Châteauneuf-les-Martigues.

L'obtention de ce prêt est conditionnée par la mise en place d'une garantie d'emprunt conjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 45 % soit 985 736,70 euros.

L'analyse financière de la Logéo Méditerranée, effectuée à partir de son bilan 2017, met en évidence un actif comptable égal à 1 069 593 095 euros et un passif réel (dettes) correspondant à 777 369 490 euros. L'actif net comptable s'élève donc à 292 223 605 euros. Cet actif est bien inférieur à la valeur réelle dans la mesure où il se compose principalement de biens immobiliers dont la valeur réelle est supérieure à la valeur au bilan. Le résultat comptable 2017 est bénéficiaire de 1 042 700 euros.

Il est par conséquent proposé de faire droit à cette demande de garantie, qui permettra de réaliser l'opération d'intérêt public correspondante.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment ses articles L2252-1 à L2252-5 ;
- Le Code de la Construction et de l'Habitation ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n°88-13 du 5 janvier 1988 d'amélioration de la décentralisation ;
- La loi n° 91-662 du 13 juillet 1991 d'orientation pour la ville ;
- Le décret n° 88-366 du 18 avril 1988 relatif aux modalités d'octroi par les régions, départements, communes de leur garantie ou de leur caution pour les emprunts contractés par des personnes de droit privé ;
- L'arrêt de la Cour d'Appel de Bordeaux du 20 décembre 2005, acté par l'Etat dans la circulaire n° NOR INT/B/06/00041/C ;
- La délibération FAG 004-1738/17/CM du 30 mars 2017 approuvant dans le cadre des garanties d'emprunt l'application d'une procédure simplifiée pour les emprunts de la Caisse des Dépôts et Consignations ;
- La délibération FAG 015-4064/18/CM du 28 juin 2018 relative à l'approbation du règlement et conditions générales d'octroi des garanties d'emprunts ;
- La délibération FAG 21-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le contrat de prêt N° 89081 en annexe signé entre la SA HLM Logéo Méditerranée et la Caisse des Dépôts et Consignations.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- L'intérêt, pour la Métropole Aix-Marseille-Provence, de soutenir une production équilibrée de logements sociaux sur son territoire.

Délibère

Article 1 :

Est accordée la garantie d'emprunt conjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 45 % pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 2 190 526 euros souscrit par la SA HLM Logéo Méditerranée auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du contrat de prêt N° 89081.

Ce prêt, constitué de trois lignes, est destiné à financer une opération de construction de 15

logements dénommée « Vieux Moulin » située 4 bis Rue du Vieux Moulin à Châteauneuf-les-Martigues.

Les caractéristiques financières du prêt figurent à l'article 1 de la convention de garantie d'emprunt jointe en annexe.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

Article 2 :

La garantie de la Métropole Aix-Marseille-Provence est accordée pour la durée totale du contrat de prêt (durée de l'amortissement et du préfinancement), et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par la SA HLM Logéo Méditerranée dont elle ne se serait pas acquittée à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à la SA HLM Logéo Méditerranée pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par la SA HLM Logéo Méditerranée est inférieure à douze mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à douze mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si la SA HLM Logéo Méditerranée opte pour le paiement des intérêts de la période.

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de celui-ci.

Article 3 :

En contrepartie de sa garantie, la Métropole Aix-Marseille-Provence bénéficiera d'un logement réservé concernant ladite opération.

Article 4 :

Est approuvée la convention de garantie d'emprunt ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la SA HLM Logéo Méditerranée.

Article 5 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou le Vice-Président délégué au Budget et aux Finances, est autorisé à signer la convention de garantie, ainsi que toutes les pièces relatives à cette garantie d'emprunt.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 015-5790/19/BM

**■ Approbation d'une garantie d'emprunt à la SA HLM Vilogia pour le financement de l'opération de réhabilitation de 418 logements sociaux dénommée "La Gavotte Peyret - PHB" située Chemin de la Bédoule à Septèmes-les-Vallons
MET 19/10783/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est sollicitée pour accorder sa garantie destinée à financer une opération de réhabilitation de 418 logements sociaux dénommée « La Gavotte Peyret - PHB » située Chemin de la Bédoule à Septèmes-les-Vallons.

Portée par la SA HLM Vilogia, cette opération d'un montant total de 19 288 417 euros est financée par un emprunt « Prêt de Haut de Bilan » de 2 008 000 euros proposé par la Caisse des Dépôts et Consignations, couplé à un prêt à la réhabilitation (un prêt PAM) d'un montant de 11 832 561 euros, à garantir également par la Métropole à ce même Bureau.

Le prêt de haut de bilan, permet de soutenir les investissements des bailleurs sociaux dans le contexte économique difficile lié à la mise en place de la réduction de loyer de solidarité dans le cadre de la réforme du secteur du logement social. Ainsi, la Caisse des Dépôts et Consignations, Action Logement et le Gouvernement ont signé le 5 juin 2018 une convention mettant en place une enveloppe de 2 milliards d'euros de prêts bonifiés sur 3 ans. Le prêt de haut de bilan, par un taux d'intérêt très avantageux, a pour vocation d'accélérer la rénovation du parc social dans son ensemble ainsi que la production de nouveaux logements sociaux dans les territoires où les besoins sont insatisfaits, en privilégiant les investissements en faveur de la transition écologique et énergétique.

L'obtention de ce prêt est conditionnée par la mise en place d'une garantie d'emprunt conjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 55 % soit 1 104 000 euros. Cette opération bénéficie d'une garantie à hauteur de 45 % par la ville de Septèmes-les-Vallons.

L'analyse financière de la SA d'HLM Vilogia, effectuée à partir de son bilan 2017, met en évidence un actif comptable égal à 4 287,30 M euros et un passif réel (dettes) correspondant à 3 003,60 Meuros. L'actif net comptable s'élève donc à 1 283,70 M euros. Cet actif est bien inférieur à la valeur réelle dans la mesure où il se compose principalement de biens immobiliers dont la valeur réelle est supérieure à la valeur au bilan. Le résultat comptable 2017 est bénéficiaire de 68,80 M euros.

Il est par conséquent proposé de faire droit à cette demande de garantie, qui permettra de réaliser l'opération d'intérêt public correspondante.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment ses articles L2252-1 à L2252-5 ;
- Le Code de la Construction et de l'Habitation ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n°88-13 du 5 janvier 1988 d'amélioration de la décentralisation ;
- La loi n° 91-662 du 13 juillet 1991 d'orientation pour la ville ;
- Le décret n° 88-366 du 18 avril 1988 relatif aux modalités d'octroi par les régions, départements, communes de leur garantie ou de leur caution pour les emprunts contractés par des personnes de droit privé ;
- L'arrêt de la Cour d'Appel de Bordeaux du 20 décembre 2005, acté par l'Etat dans la circulaire n° NOR INT/B/06/00041/C ;
- La délibération FAG 004-1738/17/CM du 30 mars 2017 approuvant dans le cadre des garanties d'emprunt l'application d'une procédure simplifiée pour les emprunts de la Caisse des Dépôts et Consignations ;
- La délibération FAG 015-4064/18/CM du 28 juin 2018 relative à l'approbation du règlement et conditions générales d'octroi des garanties d'emprunts ;
- La délibération FAG 21-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le contrat de Prêt N° 94110 en annexe signé entre la SA HLM Vilogia et la Caisse des Dépôts et Consignations.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- L'intérêt, pour la Métropole Aix-Marseille-Provence, de soutenir une production équilibrée de logements sociaux sur son territoire.

Délibère

Article 1 :

Est accordée la garantie d'emprunt conjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 55 % pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 2 008 000 euros souscrit par la SA HLM Vilogia auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du Contrat de prêt N° 94110.

Ce prêt, constitué d'une ligne, est destiné à financer une opération de réhabilitation de 418 logements dénommée « La Gavotte Peyret - PHB » et située Chemin de la Bédoule à Septèmes-les-Vallons.

Les caractéristiques financières du prêt figurent à l'article 1 de la convention de garantie d'emprunt jointe en annexe.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

Article 2 :

La garantie de la Métropole Aix-Marseille-Provence est accordée pour la durée totale du contrat de prêt (durée de l'amortissement et du préfinancement), et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par la SA HLM Vilogia dont elle ne se serait pas acquittée à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à la SA HLM Vilogia pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par la SA HLM Vilogia est inférieure à douze mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à douze mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si la SA HLM Vilogia opte pour le paiement des intérêts de la période.

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de celui-ci.

Article 3 :

Le financement de l'opération « La Gavotte-Peyret » prévoit deux prêts garantis par la Métropole Aix-Marseille-Provence, un prêt à la réhabilitation (prêt PAM) et un prêt de haut de bilan (prêt PHB). La Caisse des Dépôts et Consignations imposant une délibération par contrat de prêt, la Métropole Aix-Marseille-Provence ne bénéficiera d'aucun logement réservé en contrepartie de sa garantie du prêt PHB.

Article 4 :

Est approuvée la convention de garantie d'emprunt ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la SA HLM Vilogia.

Article 5 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou le Vice-Président délégué au Budget et aux Finances, est autorisé à signer la convention de garantie, ainsi que toutes les pièces relatives à cette garantie d'emprunt. Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 016-5791/19/BM

**■ Approbation d'une garantie d'emprunt à la SA HLM Vilogia pour le financement de l'opération de réhabilitation de 418 logements sociaux dénommée "La Gavotte Peyret" située Chemin de la Bédoule à Septèmes-les-Vallons
MET 19/10784/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est sollicitée pour accorder sa garantie destinée à financer une opération de réhabilitation de 418 logements sociaux dénommée « La Gavotte Peyret » située Chemin de la Bédoule à Septèmes-les-Vallons.

Portée par la SA HLM Vilogia, cette opération d'un montant total de 19 288 417 euros est financée par un emprunt de 11 832 561 euros proposé par la Caisse des Dépôts et Consignations, couplé à un prêt de haut de bilan d'un montant de 2 008 000 euros, à garantir également par la Métropole. Cette opération bénéficie d'une garantie à hauteur de 45 % par la ville de Septèmes-les-Vallons.

L'obtention de ce prêt est conditionnée par la mise en place d'une garantie d'emprunt conjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 55 % soit 6 507 908,55 euros.

L'analyse financière de la SA d'HLM Vilogia, effectuée à partir de son bilan 2017, met en évidence un actif comptable égal à 4 287,3 M euros et un passif réel

(dettes) correspondant à 3 003,6 M euros. L'actif net comptable s'élève donc à 1 283,7 M euros. Cet actif est bien inférieur à la valeur réelle dans la mesure où il se compose principalement de biens immobiliers dont la valeur réelle est supérieure à la valeur au bilan. Le résultat comptable 2017 est bénéficiaire de 68,8 M euros.

Il est par conséquent proposé de faire droit à cette demande de garantie, qui permettra de réaliser l'opération d'intérêt public correspondante.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment ses articles L2252-1 à L2252-5 ;
- Le Code de la Construction et de l'Habitation ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n°88-13 du 5 janvier 1988 d'amélioration de la décentralisation ;
- La loi n° 91-662 du 13 juillet 1991 d'orientation pour la ville ;
- Le décret n° 88-366 du 18 avril 1988 relatif aux modalités d'octroi par les régions, départements, communes de leur garantie ou de leur caution pour les emprunts contractés par des personnes de droit privé ;
- L'arrêt de la Cour d'Appel de Bordeaux du 20 décembre 2005, acté par l'Etat dans la circulaire n° NOR INT/B/06/00041/C ;
- La délibération FAG 004-1738/17/CM du 30 mars 2017 approuvant dans le cadre des garanties d'emprunt l'application d'une procédure simplifiée pour les emprunts de la Caisse des Dépôts et Consignations ;
- La délibération FAG 015-4064/18/CM du 28 juin 2018 relative à l'approbation du règlement et conditions générales d'octroi des garanties d'emprunts ;
- La délibération FAG 21-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le contrat de Prêt N° 94089 en annexe signé entre la SA HLM Vilogia et la Caisse des Dépôts et Consignations.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- L'intérêt, pour la Métropole Aix-Marseille-Provence, de soutenir une production équilibrée de logements sociaux sur son territoire.

Délibère

Article 1 :

Est accordée la garantie d'emprunt conjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 55 % pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 11 832 561 euros souscrit par la SA HLM Vilogia auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du contrat de prêt N° 94089.

Ce prêt, constitué de deux lignes, est destiné à financer une opération de réhabilitation de 418 logements dénommée « La Gavotte Peyret » située Chemin de la Bédoule à Septèmes-les-Vallons.

Les caractéristiques financières du prêt figurent à l'article 1 de la convention de garantie d'emprunt jointe en annexe.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

Article 2 :

La garantie de la Métropole Aix-Marseille-Provence est accordée pour la durée totale du contrat de prêt (durée de l'amortissement et du préfinancement), et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par la SA HLM Vilogia dont elle ne se serait pas acquittée à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à la SA HLM Vilogia pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par la SA HLM Vilogia est inférieure à douze mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à douze mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si la SA HLM Vilogia opte pour le paiement des intérêts de la période.

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de celui-ci.

Article 3 :

En contrepartie de sa garantie, la Métropole Aix-Marseille-Provence bénéficiera de vingt-trois logements réservés concernant ladite opération.

Article 4 :

Est approuvée la convention de garantie d'emprunt ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la SA HLM Vilogia.

Article 5 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou le Vice-Président délégué au Budget et aux Finances, est autorisé à signer la convention de garantie, ainsi que toutes les pièces relatives à cette garantie d'emprunt.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 017-5792/19/BM

■ Approbation d'une garantie d'emprunt à la SA HLM Immobilière Méditerranée pour le financement de l'opération d'acquisition en VEFA de 14 logements sociaux dénommée "Orée du Parc" située Rue Marin Le Meslée à Marignane MET 19/10786/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est sollicitée pour accorder sa garantie destinée à financer une opération d'acquisition en VEFA de 14 logements sociaux dénommée « L'Orée du Parc » située Rue Marin Le Meslée à Marignane.

Portée par la SA HLM Immobilière Méditerranée, cette opération d'un montant total de 2 016 863 € est financée par un emprunt de 1 457 903 € proposé par la Caisse des Dépôts et Consignations. Cette opération bénéficie d'une garantie à hauteur de 55 % par la ville de Marignane.

L'obtention de ce prêt est conditionnée par la mise en place d'une garantie d'emprunt conjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 45 % soit 656 056,35 €.

L'analyse financière de la SA HLM Immobilière Méditerranée, effectuée à partir de son bilan 2017, met en évidence un actif comptable égal à 599 946 427 € et un passif réel (dettes financières) correspondant à 479 789 484 €. Les capitaux propres

s'élèvent à 101 336 328 €. Cet actif est inférieur à la valeur réelle dans la mesure où il se compose principalement de biens immobiliers dont la valeur réelle est supérieure à la valeur au bilan. Le résultat comptable 2017 est bénéficiaire de 3 573 546 €. Cette analyse fait apparaître également un endettement particulièrement élevé, compte tenu qu'il est plus de 10 fois supérieur à la situation nette. Par ailleurs, l'autofinancement net du remboursement des emprunts locatifs (taux de 5,6 %) a diminué de presque de moitié en 2017 par rapport à 2016 (taux de 10,5 %). La situation financière du bailleur s'est dégradée entre 2016 et 2017.

Il est néanmoins proposé de faire droit à cette demande de garantie, qui permettra de réaliser l'opération d'intérêt public correspondante.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment ses articles L2252-1 à L2252-5 ;
- Le Code de la Construction et de l'Habitation ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n°88-13 du 5 janvier 1988 d'amélioration de la décentralisation ;
- La loi n° 91-662 du 13 juillet 1991 d'orientation pour la ville ;
- Le décret n° 88-366 du 18 avril 1988 relatif aux modalités d'octroi par les régions, départements, communes de leur garantie ou de leur caution pour les emprunts contractés par des personnes de droit privé ;
- L'arrêt de la Cour d'Appel de Bordeaux du 20 décembre 2005, acté par l'Etat dans la circulaire n° NOR INT/B/06/00041/C ;
- La délibération FAG 004-1738/17/CM du 30 mars 2017 approuvant dans le cadre des garanties d'emprunt l'application d'une procédure simplifiée pour les emprunts de la Caisse des Dépôts et Consignations ;
- La délibération FAG 015-4064/18/CM du 28 juin 2018 relative à l'approbation du règlement et conditions générales d'octroi des garanties d'emprunts ;
- La délibération FAG 21-5718/19/CM du 28 mars 2019 relative à la délégation de

compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

- Le contrat de Prêt N° 90818 en annexe signé entre la SA HLM Immobilière Méditerranée et la Caisse des Dépôts et Consignations ;

Où il le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- L'intérêt, pour la Métropole Aix-Marseille-Provence, de soutenir une production équilibrée de logements sociaux sur son territoire.

Délibère

Article 1 :

Est accordée la garantie d'emprunt conjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 45 % pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 1 457 903 € souscrit par la SA HLM Immobilière Méditerranée auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du contrat de prêt N° 90818.

Ce prêt, constitué de quatre lignes, est destiné à financer une opération d'acquisition en VEFA de 14 logements dénommée « Orée du Parc » située Rue Marin Le Meslée à Marignane.

Les caractéristiques financières du prêt figurent à l'article 1 de la convention de garantie d'emprunt jointe en annexe.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

Article 2 :

La garantie de la Métropole Aix-Marseille-Provence est accordée pour la durée totale du contrat de prêt (durée de l'amortissement et du préfinancement), et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par la SA HLM Immobilière Méditerranée dont elle ne se serait pas acquittée à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à la SA HLM Immobilière Méditerranée pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par la SA HLM Immobilière Méditerranée est inférieure à douze mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à douze mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si la SA HLM Immobilière Méditerranée opte pour le paiement des intérêts de la période.

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de celui-ci.

Article 3 :

En contrepartie de sa garantie, la Métropole Aix-Marseille-Provence bénéficiera d'un logement réservé concernant ladite opération.

Article 4 :

Est approuvée la convention de garantie d'emprunt ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la SA HLM Immobilière Méditerranée.

Article 5 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou le Vice-Président délégué au Budget et aux Finances, est autorisée à signer la convention de garantie, ainsi que toutes les pièces relatives à cette garantie d'emprunt.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 018-5793/19/BM

**■ Approbation d'une garantie d'emprunt à la SA HLM Unicil pour le financement de l'opération d'acquisition en VEFA de 20 logements sociaux dénommée "Cœur Village" située Avenue Charles de Gaulle à Simiane-Collongue
MET 19/10690/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est sollicitée pour accorder sa garantie destinée à financer une opération d'acquisition en VEFA de 20 logements sociaux dénommée « Cœur Village » située Avenue Charles de Gaulle à Simiane-Collongue.

Portée par la SA HLM Unicil, cette opération d'un montant total de 2 674 716 euros est financée par un emprunt de 1 761 600 euros proposé par la Caisse des Dépôts et Consignations. Cette opération bénéficie d'une garantie à hauteur de 45 % par la ville de Simiane-Collongue.

L'obtention de ces prêts est conditionnée par la mise en place d'une garantie d'emprunt conjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 55 % soit 968 880 euros.

L'analyse financière de la SA HLM Unicil, effectuée à partir de son bilan 2017, met en évidence un actif comptable égal à 1 453 550 516 euros et un passif réel (dettes) correspondant à 973 634 621 euros. L'actif net comptable s'élève donc à 479 915 895 euros. Cet actif est bien inférieur à la valeur réelle dans la mesure où il se compose principalement de biens immobiliers dont la valeur réelle est supérieure à la valeur au bilan. Le résultat comptable 2017 est bénéficiaire de 12 082 984 euros.

Il est par conséquent proposé de faire droit à cette demande de garantie, qui permettra de réaliser l'opération d'intérêt public correspondante.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L2252-1 à L2252-5 ;
- Le Code de la Construction et de l'Habitation ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n°88-13 du 5 janvier 1988 d'amélioration de la décentralisation ;
- La loi n° 91-662 du 13 juillet 1991 d'orientation pour la ville ;
- Le décret n° 88-366 du 18 avril 1988 relatif aux modalités d'octroi par les régions, départements, communes de leur garantie ou de leur caution pour les emprunts contractés par des personnes de droit privé ;
- L'arrêt de la Cour d'Appel de Bordeaux du 20 décembre 2005, acté par l'Etat dans la circulaire n° NOR INT/B/06/00041/C ;
- La délibération n°FAG 004-1738/17/CM du Conseil de la Métropole du 30 mars 2017 approuvant dans le cadre des garanties d'emprunt l'application d'une procédure simplifiée pour les emprunts de la Caisse des Dépôts et Consignations ;
- La délibération n°FAG 015-4064/18/CM du Conseil de la Métropole du 28 juin 2018 relative à l'approbation du règlement et

conditions générales d'octroi des garanties d'emprunts ;

- La délibération n° FAG 21-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 9 mai 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- L'intérêt, pour la Métropole Aix-Marseille-Provence, de soutenir une production équilibrée de logements sociaux sur son territoire.

Délibère

Article 1 :

Est accordée la garantie d'emprunt conjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 55 % pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 1 761 600 euros souscrit par la SA HLM Unicil auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du contrat de prêt N° 92872.

Ce prêt, constitué de quatre lignes, est destiné à financer une opération d'acquisition en VEFA de 20 logements dénommée « Coeur Village » située Avenue Charles de Gaulle à Simiane-Collongue.

Les caractéristiques financières du prêt figurent à l'article 1 de la convention de garantie d'emprunt jointe en annexe.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

Article 2 :

La garantie de la Métropole Aix-Marseille-Provence est accordée pour la durée totale du contrat de prêt (durée de l'amortissement et du préfinancement), et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par la SA HLM Unicil dont elle ne se serait pas acquittée à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à la SA HLM Unicil pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par la SA HLM Unicil est inférieure à douze mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à douze mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si la SA HLM Unicil opte pour le paiement des intérêts de la période.

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de celui-ci.

Article 3 :

En contrepartie de sa garantie, la Métropole Aix-Marseille-Provence bénéficiera de deux logements réservés concernant ladite opération.

Article 4 :

Est approuvée la convention de garantie d'emprunt ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la SA HLM Unicil.

Article 5 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou le Vice-Président délégué au Budget et aux Finances, est autorisé à signer la convention de garantie, ainsi que toutes les pièces relatives à cette garantie d'emprunt.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 019-5794/19/BM

**■ Approbation d'une garantie d'emprunt à la SA HLM Unicil pour le financement de l'opération d'acquisition en VEFA de 6 logements sociaux dénommée "Emeraude" située 600 Avenue Jean Moulin à Cabriès
MET 19/10727/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est sollicitée pour accorder sa garantie destinée à financer une opération d'acquisition en VEFA de 6 logements sociaux dénommée « Emeraude » située 600 Avenue Jean Moulin à Cabriès.

Portée par la SA HLM Unicil, cette opération d'un montant total de 813 514 euros est financée par un emprunt de 495 143 euros proposé par la Caisse des Dépôts et Consignations. Cette opération bénéficie d'une garantie à hauteur de 45 % par la ville de Cabriès.

L'obtention de ces prêts est conditionnée par la mise en place d'une garantie d'emprunt conjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 55 % soit 272 328,65 euros.

L'analyse financière de la SA HLM Unicil, effectuée à partir de son bilan 2017, met en évidence un actif comptable égal à 1 453 550 516 euros et un passif réel (dettes) correspondant à 973 634 621 euros. L'actif net comptable s'élève donc à 479 915 895 euros. Cet actif est bien inférieur à la valeur réelle dans la mesure où il se compose principalement de biens immobiliers dont la valeur réelle est supérieure à la valeur au bilan. Le résultat comptable 2017 est bénéficiaire de 12 082 984 euros.

Il est par conséquent proposé de faire droit à cette demande de garantie, qui permettra de réaliser l'opération d'intérêt public correspondante

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ; et notamment ses articles L2252-1 à L2252-5
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La loi n°88-13 du 5 janvier 1988 d'amélioration de la décentralisation ;
- La loi n° 91-662 du 13 juillet 1991 d'orientation pour la ville ;
- Le décret n° 88-366 du 18 avril 1988 relatif aux modalités d'octroi par les régions, départements, communes de leur garantie ou de leur caution pour les emprunts contractés par des personnes de droit privé ;
- L'arrêt de la Cour d'Appel de Bordeaux du 20 décembre 2005, acté par l'Etat dans la circulaire n° NOR INT/B/06/00041/C ;
- La délibération FAG 004-1738/17/CM du Conseil de la Métropole du 30 mars 2017 approuvant dans le cadre des garanties d'emprunt l'application d'une procédure

simplifiée pour les emprunts de la Caisse des Dépôts et Consignations ;

- La délibération FAG 015-4064/18/CM du Conseil de la Métropole du 28 juin 2018 relative à l'approbation du règlement et conditions générales d'octroi des garanties d'emprunts ;
- La délibération FAG 21-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 9 mai 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- L'intérêt, pour la Métropole Aix-Marseille-Provence, de soutenir une production équilibrée de logements sociaux sur son territoire.

Délibère

Article 1 :

Est accordée la garantie d'emprunt conjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 55 % pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 495 143 euros souscrit par la SA HLM Unicil auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du contrat de prêt N° 92388.

Ce prêt, constitué de quatre lignes, est destiné à financer une opération d'acquisition en VEFA de 6 logements dénommée « Emeraude » située 600 Avenue Jean Moulin à Cabriès.

Les caractéristiques financières du prêt figurent à l'article 1 de la convention de garantie d'emprunt jointe en annexe.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

Article 2 :

La garantie de la Métropole Aix-Marseille-Provence est accordée pour la durée totale du contrat de prêt (durée de l'amortissement et du préfinancement), et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues

par la SA HLM Unicil dont elle ne se serait pas acquittée à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à la SA HLM Unicil pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par la SA HLM Unicil est inférieure à douze mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à douze mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si la SA HLM Unicil opte pour le paiement des intérêts de la période.

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de celui-ci.

Article 3 :

En contrepartie de sa garantie, la Métropole Aix-Marseille-Provence bénéficiera d'un logement réservé concernant ladite opération.

Article 4 :

Est approuvée la convention de garantie d'emprunt ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la SA HLM Unicil.

Article 5 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou le Vice-Président délégué au Budget et aux Finances, est autorisé à signer la convention de garantie, ainsi que toutes les pièces relatives à cette garantie d'emprunt.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 020-5795/19/BM

**■ Approbation d'une garantie d'emprunt à la SA HLM Unicil pour le financement de l'opération d'acquisition en VEFA de 3 logements sociaux dénommée "Emeraude PLS" située 600 Avenue Jean Moulin à Cabriès
MET 19/10731/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est sollicitée pour accorder sa garantie destinée à financer une opération d'acquisition en VEFA de 3 logements

sociaux dénommée « Emeraude PLS » située 600 Avenue Jean Moulin à Cabriès.

Portée par la SA HLM Unicil, cette opération d'un montant total de 639 437 euros est financée par un emprunt de 486 428 euros proposé par la Caisse des Dépôts et Consignations. Cette opération bénéficie d'une garantie à hauteur de 45 % par la ville de Cabriès.

L'obtention de ces prêts est conditionnée par la mise en place d'une garantie d'emprunt conjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 55 % soit 267 535,40 euros.

L'analyse financière de la SA HLM Unicil, effectuée à partir de son bilan 2017, met en évidence un actif comptable égal à 1 453 550 516 euros et un passif réel (dettes) correspondant à 973 634 621 euros. L'actif

net comptable s'élève donc à 479 915 895 euros. Cet actif est bien inférieur à la valeur réelle dans la mesure où il se compose principalement de biens immobiliers dont la valeur réelle est supérieure à la valeur au bilan. Le résultat comptable 2017 est bénéficiaire de 12 082 984 euros.

Il est par conséquent proposé de faire droit à cette demande de garantie, qui permettra de réaliser l'opération d'intérêt public correspondante.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ; et notamment ses articles L2252-1 à L2252-5
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La loi n°88-13 du 5 janvier 1988 d'amélioration de la décentralisation ;
- La loi n° 91-662 du 13 juillet 1991 d'orientation pour la ville ;
- Le décret n° 88-366 du 18 avril 1988 relatif aux modalités d'octroi par les régions, départements, communes de leur garantie ou de leur caution pour les emprunts contractés par des personnes de droit privé ;
- L'arrêt de la Cour d'Appel de Bordeaux du 20 décembre 2005, acté par l'Etat dans la circulaire n° NOR INT/B/06/00041/C ;

- La délibération FAG 004-1738/17/CM du Conseil de la Métropole du 30 mars 2017 approuvant dans le cadre des garanties d'emprunt l'application d'une procédure simplifiée pour les emprunts de la Caisse des Dépôts et Consignations ;
- La délibération FAG 015-4064/18/CM du Conseil de la Métropole du 28 juin 2018 relative à l'approbation du règlement et conditions générales d'octroi des garanties d'emprunts ;
- La délibération FAG 21-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 9 mai 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- L'intérêt, pour la Métropole Aix-Marseille-Provence, de soutenir une production équilibrée de logements sociaux sur son territoire.

Délibère

Article 1 :

Est accordée la garantie d'emprunt conjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 55 % pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 486 428 euros souscrit par la SA HLM Unicil auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du contrat de prêt N° 92419.

Ce prêt, constitué de trois lignes, est destiné à financer une opération d'acquisition en VEFA de 3 logements dénommée « Emeraude PLS » située 600 Avenue Jean Moulin à Cabriès.

Les caractéristiques financières du prêt figurent à l'article 1 de la convention de garantie d'emprunt jointe en annexe.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

Article 2 :

La garantie de la Métropole Aix-Marseille-Provence est accordée pour la durée totale du contrat de prêt (durée de l'amortissement et du préfinancement), et

jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par la SA HLM Unicil dont elle ne se serait pas acquittée à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à la SA HLM Unicil pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par la SA HLM Unicil est inférieure à douze mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à douze mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si la SA HLM Unicil opte pour le paiement des intérêts de la période.

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de celui-ci.

Article 3 :

La Métropole Aix-Marseille-Provence ne bénéficiera pas de logement réservé concernant ladite opération.

Article 4 :

Est approuvée la convention de garantie d'emprunt ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la SA HLM Unicil.

Article 5 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou le Vice-Président délégué au Budget et aux Finances, est autorisé à signer la convention de garantie, ainsi que toutes les pièces relatives à cette garantie d'emprunt.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 021-5796/19/BM

■ Approbation d'une garantie d'emprunt à la SA HLM Néolia pour le financement de l'opération d'acquisition en VEFA de 43 logements sociaux dénommée "Les Ballons" située Chemin des Bastidons à Meyreuil MET 19/10733/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est sollicitée pour accorder sa garantie destinée à financer une opération d'acquisition en VEFA de 43 logements

sociaux dénommée « Les Ballons » située Chemin des Bastidons à Meyreuil.

Portée par la SA HLM Néolia, cette opération d'un montant total de 5 970 886 euros est financée par un emprunt de 4 472 009 euros proposé par la Caisse des Dépôts et Consignations. Cette opération bénéficie d'une garantie à hauteur de 55 % par la ville de Meyreuil.

L'obtention de ces prêts est conditionnée par la mise en place d'une garantie d'emprunt conjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 45 % soit 2 012 404,05 euros.

L'analyse financière de la SA HLM Néolia, effectuée à partir de son bilan 2017, met en évidence un actif comptable égal à 1 741 847 848 euros et un passif réel (dettes) correspondant à 1 271 742 417 euros. L'actif net comptable s'élève donc à 470 105 431 euros. Cet actif est bien inférieur à la valeur réelle dans la mesure où il se compose principalement de biens immobiliers dont la valeur réelle est supérieure à la valeur au bilan. Le résultat comptable 2017 est bénéficiaire de 18 911 176 euros.

Il est par conséquent proposé de faire droit à cette demande de garantie, qui permettra de réaliser l'opération d'intérêt public correspondante.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;et notamment ses articles L2252-1 à L2252-5
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La loi n°88-13 du 5 janvier 1988 d'amélioration de la décentralisation ;
- La loi n° 91-662 du 13 juillet 1991 d'orientation pour la ville ;
- Le décret n° 88-366 du 18 avril 1988 relatif aux modalités d'octroi par les régions, départements, communes de leur garantie ou de leur caution pour les emprunts contractés par des personnes de droit privé ;
- L'arrêt de la Cour d'Appel de Bordeaux du 20 décembre 2005, acté par l'Etat dans la circulaire n° NOR INT/B/06/00041/C ;
- La délibération FAG 004-1738/17/CM du Conseil de la Métropole du 30 mars 2017

approuvant dans le cadre des garanties d'emprunt l'application d'une procédure simplifiée pour les emprunts de la Caisse des Dépôts et Consignations ;

- La délibération FAG 015-4064/18/CM du Conseil de la Métropole du 28 juin 2018 relative à l'approbation du règlement et conditions générales d'octroi des garanties d'emprunts ;
- La délibération FAG 21-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 9 mai 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- L'intérêt, pour la Métropole Aix-Marseille-Provence, de soutenir une production équilibrée de logements sociaux sur son territoire.

Délibère

Article 1 :

Est accordée la garantie d'emprunt conjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 45 % pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 4 472 009 euros souscrit par la SA HLM Néolia auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du contrat de prêt N° 89555.

Ce prêt, constitué de quatre lignes, est destiné à financer une opération d'acquisition en VEFA de 43 logements dénommée « Les Ballons » située Chemin des Bastidons à Meyreuil.

Les caractéristiques financières du prêt figurent à l'article 1 de la convention de garantie d'emprunt jointe en annexe.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

Article 2 :

La garantie de la Métropole Aix-Marseille-Provence est accordée pour la durée totale du contrat de prêt (durée de l'amortissement et du préfinancement), et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte

sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par la SA HLM Néolia dont elle ne se serait pas acquittée à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à la SA HLM Néolia pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par la SA HLM Néolia est inférieure à douze mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à douze mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si la SA HLM Néolia opte pour le paiement des intérêts de la période.

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de celui-ci.

Article 3 :

En contrepartie de sa garantie, la Métropole Aix-Marseille-Provence bénéficiera de quatre logements réservés concernant ladite opération.

Article 4 :

Est approuvée la convention de garantie d'emprunt ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la SA HLM Néolia.

Article 5 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou le Vice-Président délégué au Budget et aux Finances, est autorisé à signer la convention de garantie, ainsi que toutes les pièces relatives à cette garantie d'emprunt.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 022-5797/19/BM

**■ Approbation d'une garantie d'emprunt à la SA HLM SFHE pour le financement de l'opération d'acquisition en VEFA de 12 logements sociaux dénommée "Villa Brumale" située Chemin de Versailles à Rognes
MET 19/10737/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est sollicitée pour accorder sa garantie destinée à financer une opération d'acquisition en VEFA de 12 logements

sociaux dénommée « Villa Brumale » située Chemin de Versailles à Rognes.

Portée par la SA HLM Société Française des Habitations Economiques, cette opération d'un montant total de 2 161 108,95 euros est financée par un emprunt de 1 636 433 euros proposé par la Caisse des Dépôts et Consignations. Cette opération bénéficie d'une garantie à hauteur de 45 % par la ville de Rognes.

L'obtention de ces prêts est conditionnée par la mise en place d'une garantie d'emprunt conjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 55 % soit 736 394,85 euros.

L'analyse financière de la Société Française des Habitations Economiques, effectuée à partir de son bilan 2017, met en évidence un actif comptable égal à 1 069 593 095 euros et un passif réel (dettes) correspondant à 777 369 490 euros. L'actif net comptable s'élève donc à 292 223 605 euros. Cet actif est bien inférieur à la valeur réelle dans la mesure où il se compose principalement de biens immobiliers dont la valeur réelle est supérieure à la valeur au bilan. Le résultat comptable 2017 est bénéficiaire de 11 806 225 euros.

Il est par conséquent proposé de faire droit à cette demande de garantie, qui permettra de réaliser l'opération d'intérêt public correspondante.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ; et notamment ses articles L2252-1 à L2252-5
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- Le décret n° 88-366 du 18 avril 1988 relatif aux modalités d'octroi par les régions, départements, communes de leur garantie ou de leur caution pour les emprunts contractés par des personnes de droit privé ;
- L'arrêt de la Cour d'Appel de Bordeaux du 20 décembre 2005, acté par l'Etat dans la circulaire n° NOR INT/B/06/00041/C ;
- La délibération FAG 004-1738/17/CM du Conseil de la Métropole du 30 mars 2017 approuvant dans le cadre des garanties d'emprunt l'application d'une procédure simplifiée pour les emprunts de la Caisse des Dépôts et Consignations ;

- La délibération FAG 015-4064/18/CM du Conseil de la Métropole du 28 juin 2018 relative à l'approbation du règlement et conditions générales d'octroi des garanties d'emprunts ;
- La délibération FAG 21-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 9 mai 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- L'intérêt, pour la Métropole Aix-Marseille-Provence, de soutenir une production équilibrée de logements sociaux sur son territoire.

Délibère

Article 1 :

Est accordée la garantie d'emprunt conjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 55 % pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 1 636 433 euros souscrit par la SA HLM Société Française des Habitations Economiques auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du contrat de prêt N° 92151.

Ce prêt, constitué de sept lignes, est destiné à financer une opération d'acquisition en VEFA de 12 logements dénommée « Villa Brumale » située Chemin de Versailles à Rognes.

Les caractéristiques financières du prêt figurent à l'article 1 de la convention de garantie d'emprunt jointe en annexe.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

Article 2 :

La garantie de la Métropole Aix-Marseille-Provence est accordée pour la durée totale du contrat de prêt (durée de l'amortissement et du préfinancement), et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par la SA HLM Société Française des Habitations

Economiques dont elle ne se serait pas acquittée à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à la SA HLM Société Française des Habitations Economiques pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par la SA HLM Société Française des Habitations Economiques est inférieure à douze mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à douze mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si la SA HLM Société Française des Habitations Economiques opte pour le paiement des intérêts de la période.

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de celui-ci.

Article 3 :

En contrepartie de sa garantie, la Métropole Aix-Marseille-Provence bénéficiera d'un logement réservé concernant ladite opération.

Article 4 :

Est approuvée la convention de garantie d'emprunt ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la SA HLM Société Française des Habitations Economiques.

Article 5 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou le Vice-Président délégué au Budget et aux Finances, est autorisé à signer la convention de garantie, ainsi que toutes les pièces relatives à cette garantie d'emprunt.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 023-5798/19/BM

■ **Approbation d'une garantie d'emprunt à la SA HLM Famille et Provence pour le financement de l'opération d'acquisition en VEFA de 15 logements sociaux dénommée "Le Petit Versailles" située Chemin de Versailles à Rognes**
MET 19/10738/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est sollicitée pour accorder sa garantie destinée à financer une opération d'acquisition en VEFA de 15 logements sociaux dénommée « Le Petit Versailles » située Chemin de Versailles à Rognes.

Portée par la SA HLM Famille et Provence, cette opération d'un montant total de 2 072 467 euros est financée par un emprunt de 1 301 556 euros proposé par la Caisse des Dépôts et Consignations. Cette opération bénéficie d'une garantie à hauteur de 45 % par la ville de Rognes.

L'obtention de ces prêts est conditionnée par la mise en place d'une garantie d'emprunt conjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 55 % soit 715 855,80 euros.

L'analyse financière de la SA HLM Famille et Provence, effectuée à partir de son bilan 2017, met en évidence un actif comptable égal à 404 066 748 euros et un passif réel (dettes) correspondant à 266 171 606 euros. L'actif net comptable s'élève donc à 137 895 142 euros. Cet actif est bien inférieur à la valeur réelle dans la mesure où il se compose principalement de biens immobiliers dont la valeur réelle est supérieure à la valeur au bilan. Le résultat comptable 2017 est bénéficiaire de 3 157 711 euros.

Il est par conséquent proposé de faire droit à cette demande de garantie, qui permettra de réaliser l'opération d'intérêt public correspondante.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ; et notamment ses articles L2252-1 à L2252-5
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La loi n°88-13 du 5 janvier 1988 d'amélioration de la décentralisation ;
- La loi n° 91-662 du 13 juillet 1991 d'orientation pour la ville ;
- Le décret n° 88-366 du 18 avril 1988 relatif aux modalités d'octroi par les régions, départements, communes de leur garantie ou de leur caution pour les emprunts contractés par des personnes de droit privé ;

- L'arrêt de la Cour d'Appel de Bordeaux du 20 décembre 2005, acté par l'Etat dans la circulaire n° NOR INT/B/06/00041/C ;
- La délibération FAG 004-1738/17/CM du Conseil de la Métropole du 30 mars 2017 approuvant dans le cadre des garanties d'emprunt l'application d'une procédure simplifiée pour les emprunts de la Caisse des Dépôts et Consignations ;
- La délibération FAG 015-4064/18/CM du Conseil de la Métropole du 28 juin 2018 relative à l'approbation du règlement et conditions générales d'octroi des garanties d'emprunts ;
- La délibération FAG 152-4969/18/CM du Conseil de la Métropole du 13 décembre 2018 relative à la délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 9 mai 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- L'intérêt, pour la Métropole Aix-Marseille-Provence, de soutenir une production équilibrée de logements sociaux sur son territoire.

Délibère

Article 1 :

Est accordée la garantie d'emprunt de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 55 % pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 1 301 556 euros souscrit par la SA HLM Famille et Provence auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du contrat de prêt N° 92342.

Ce prêt, constitué de quatre lignes du prêt, est destiné à financer une opération d'acquisition en VEFA de 15 logements dénommée « Le Petit Versailles » située Chemin de Versailles à Rognes.

Les caractéristiques financières du prêt figurent à l'article 1 de la convention de garantie d'emprunt jointe en annexe.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

Article 2 :

La garantie de la Métropole Aix-Marseille-Provence est accordée pour la durée totale du contrat de prêt (durée de l'amortissement et du préfinancement), et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par la SA HLM Famille et Provence dont elle ne se serait pas acquittée à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à la SA HLM Famille et Provence pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par la SA HLM Famille et Provence est inférieure à douze mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à douze mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si la SA HLM Famille et Provence opte pour le paiement des intérêts de la période.

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de celui-ci.

Article 3 :

En contrepartie de sa garantie, la Métropole Aix-Marseille-Provence bénéficiera de deux logements réservés concernant ladite opération.

Article 4 :

Est approuvée la convention de garantie d'emprunt ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la SA HLM Famille et Provence.

Article 5 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou le Vice-Président délégué au Budget et aux Finances, est autorisé à signer la convention de garantie, ainsi que toutes les pièces relatives à cette garantie d'emprunt.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 024-5799/19/BM

**■ Approbation d'une garantie d'emprunt à la SA HLM Famille et Provence pour le financement de l'opération d'acquisition en VEFA de 20 logements sociaux dénommée "Gourgoulons" située Chemin des Gourgoulons à Ventabren
MET 19/10741/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est sollicitée pour accorder sa garantie destinée à financer une opération d'acquisition en VEFA de 20 logements sociaux dénommée « Gourgoulons » située Chemin des Gourgoulons à Ventabren.

Portée par la SA HLM Famille et Provence, cette opération d'un montant total de 4 064 240 euros est financée par un emprunt de 2 834 066 euros proposé par la Caisse des Dépôts et Consignations. Cette opération bénéficie d'une garantie à hauteur de 45 % par la ville de Ventabren.

L'obtention de ces prêts est conditionnée par la mise en place d'une garantie d'emprunt conjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 55 % soit 1 558 736,30 euros.

L'analyse financière de la SA HLM Famille et Provence, effectuée à partir de son bilan 2017, met en évidence un actif comptable égal à 404 066 748 euros et un passif réel (dettes) correspondant à 266 171 606 euros. L'actif net comptable s'élève donc à 137 895 142 euros. Cet actif est bien inférieur à la valeur réelle dans la mesure où il se compose principalement de biens immobiliers dont la valeur réelle est supérieure à la valeur au bilan. Le résultat comptable 2017 est bénéficiaire de 3 157 711 euros.

Il est par conséquent proposé de faire droit à cette demande de garantie, qui permettra de réaliser l'opération d'intérêt public correspondante.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;et notamment ses articles L2252-1 à L2252-5 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La loi n°88-13 du 5 janvier 1988 d'amélioration de la décentralisation ;
- La loi n° 91-662 du 13 juillet 1991 d'orientation pour la ville ;
- Le décret n° 88-366 du 18 avril 1988 relatif aux modalités d'octroi par les régions, départements, communes de leur garantie

ou de leur caution pour les emprunts contractés par des personnes de droit privé ;

- L'arrêt de la Cour d'Appel de Bordeaux du 20 décembre 2005, acté par l'Etat dans la circulaire n° NOR INT/B/06/00041/C ;
- La délibération FAG 004-1738/17/CM du Conseil de la Métropole du 30 mars 2017 approuvant dans le cadre des garanties d'emprunt l'application d'une procédure simplifiée pour les emprunts de la Caisse des Dépôts et Consignations ;
- La délibération FAG 015-4064/18/CM du Conseil de la Métropole du 28 juin 2018 relative à l'approbation du règlement et conditions générales d'octroi des garanties d'emprunts ;
- La délibération FAG 21-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 9 mai 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- L'intérêt, pour la Métropole Aix-Marseille-Provence, de soutenir une production équilibrée de logements sociaux sur son territoire

Délibère

Article 1 :

Est accordée la garantie d'emprunt conjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 55 % pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 2 834 066 euros souscrit par la SA HLM Famille et Provence auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du contrat de prêt N° 92335.

Ce prêt, constitué de quatre lignes, est destiné à financer une opération d'acquisition en VEFA de 20 logements dénommée « Gourgoulons » située Chemin des Gourgoulons à Ventabren.

Les caractéristiques financières du prêt figurent à l'article 1 de la convention de garantie d'emprunt jointe en annexe.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération

Article 2 :

La garantie de la Métropole Aix-Marseille-Provence est accordée pour la durée totale du contrat de prêt (durée de l'amortissement et du préfinancement), et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par la SA HLM Famille et Provence dont elle ne se serait pas acquittée à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à la SA HLM Famille et Provence pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par la SA HLM Famille et Provence est inférieure à douze mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à douze mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si la SA HLM Famille et Provence opte pour le paiement des intérêts de la période.

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de celui-ci.

Article 3 :

En contrepartie de sa garantie, la Métropole Aix-Marseille-Provence bénéficiera de deux logements réservés concernant ladite opération.

Article 4 :

Est approuvée la convention de garantie d'emprunt ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la SA HLM Famille et Provence.

Article 5 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou le Vice-Président délégué au Budget et aux Finances, est autorisé à signer la convention de garantie, ainsi que toutes les pièces relatives à cette garantie d'emprunt.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 025-5800/19/BM

■ **Approbation d'une garantie d'emprunt à la SA HLM Famille et Provence pour le financement de l'opération d'acquisition en VEFA de 10 logements sociaux dénommée "Les Jardins d'Eliane-Les Bosquets" située Chemin des Bosquets à Venelles MET 19/10742/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est sollicitée pour accorder sa garantie destinée à financer une opération d'acquisition en VEFA de 10 logements sociaux dénommée « Les Jardins d'Eliane-Les Bosquets » située Chemin des Bosquets à Venelles.

Portée par la SA HLM Famille et Provence, cette opération d'un montant total de 1 410 357 euros est financée par un emprunt de 980 967 euros proposé par la Caisse des Dépôts et Consignations. Cette opération bénéficie d'une garantie à hauteur de 45 % par la ville de Venelles.

L'obtention de ces prêts est conditionnée par la mise en place d'une garantie d'emprunt conjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 55 % soit 539 531,85 euros.

L'analyse financière de la SA HLM Famille et Provence, effectuée à partir de son bilan 2017, met en évidence un actif comptable égal à 404 066 748 euros et un passif réel (dettes) correspondant à 266 171 606 euros. L'actif net comptable s'élève donc à 137 895 142 euros. Cet actif est bien inférieur à la valeur réelle dans la mesure où il se compose principalement de biens immobiliers dont la valeur réelle est supérieure à la valeur au bilan. Le résultat comptable 2017 est bénéficiaire de 3 157 711 euros.

Il est par conséquent proposé de faire droit à cette demande de garantie, qui permettra de réaliser l'opération d'intérêt public correspondante

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;et notamment ses articles L2252-1 à L2252-5 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.

- La loi n°88-13 du 5 janvier 1988 d'amélioration de la décentralisation ;
- La loi n° 91-662 du 13 juillet 1991 d'orientation pour la ville ;
- Le décret n° 88-366 du 18 avril 1988 relatif aux modalités d'octroi par les régions, départements, communes de leur garantie ou de leur caution pour les emprunts contractés par des personnes de droit privé ;
- L'arrêt de la Cour d'Appel de Bordeaux du 20 décembre 2005, acté par l'Etat dans la circulaire n° NOR INT/B/06/00041/C ;
- La délibération FAG 004-1738/17/CM du Conseil de la Métropole du 30 mars 2017 approuvant dans le cadre des garanties d'emprunt l'application d'une procédure simplifiée pour les emprunts de la Caisse des Dépôts et Consignations ;
- La délibération FAG 015-4064/18/CM du Conseil de la Métropole du 28 juin 2018 relative à l'approbation du règlement et conditions générales d'octroi des garanties d'emprunts ;
- La délibération FAG 21-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 9 mai 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- L'intérêt, pour la Métropole Aix-Marseille-Provence, de soutenir une production équilibrée de logements sociaux sur son territoire

Délibère

Article 1 :

Est accordée la garantie d'emprunt conjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 55 % pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 980 967 euros souscrit par la SA HLM Famille et Provence auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du contrat de prêt N° 87006.

Ce prêt, constitué de quatre lignes, est destiné à financer une opération d'acquisition en VEFA de 10

logements dénommée « Les Jardins d'Eliane-Les Bosquets » située Chemin des Bosquets à Venelles. Les caractéristiques financières du prêt figurent à l'article 1 de la convention de garantie d'emprunt jointe en annexe.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

Article 2 :

La garantie de la Métropole Aix-Marseille-Provence est accordée pour la durée totale du contrat de prêt (durée de l'amortissement et du préfinancement), et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par la SA HLM Famille et Provence dont elle ne se serait pas acquittée à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à la SA HLM Famille et Provence pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par la SA HLM Famille et Provence est inférieure à douze mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à douze mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si la SA HLM Famille et Provence opte pour le paiement des intérêts de la période.

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de celui-ci.

Article 3 :

En contrepartie de sa garantie, la Métropole Aix-Marseille-Provence bénéficiera d'un logement réservé concernant ladite opération.

Article 4 :

Est approuvée la convention de garantie d'emprunt ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la SA HLM Famille et Provence.

Article 5 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou le Vice-Président délégué au Budget et aux Finances, est autorisé à signer la convention de garantie, ainsi que toutes les pièces relatives à cette garantie d'emprunt

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 026-5801/19/BM

■ Approbation d'une garantie d'emprunt à la SA HLM Nouveau Logis Provençal pour le financement de l'opération d'acquisition en VEFA de 43 logements sociaux dénommée "Pey Blanc - Domaine Victoria" située 2865 Route d'Eguilles à Aix-en-Provence MET 19/10743/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est sollicitée pour accorder sa garantie destinée à financer une opération d'acquisition en VEFA de 43 logements sociaux dénommée « Pey Blanc - Domaine Victoria » située 2865 Route d'Eguilles à Aix-en-Provence.

Portée par la SA HLM Nouveau Logis Provençal, devenue depuis le 1er janvier 2019 CDC Habitat Social, à la suite d'une fusion absorption, cette opération d'un montant total de 7 717 394 € est financée par un emprunt de 5 179 237 € proposé par la Caisse des Dépôts et Consignations. Cette opération bénéficie d'une garantie à hauteur de 45 % par la ville de Aix-en-Provence.

L'obtention de ces prêts est conditionnée par la mise en place d'une garantie d'emprunt conjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 55 % soit 2 848 580,35 €.

L'analyse financière de la SA HLM Nouveau Logis Provençal, devenue CDC Habitat Social au 1^{er} janvier 2019, effectuée à partir de son bilan 2017, met en évidence un actif comptable égal à 530 590 211 € et un passif réel (dettes) correspondant à 334 439 930 €. L'actif net comptable s'élève donc à 196 150 281 €. Cet actif est bien inférieur à la valeur réelle dans la mesure où il se compose principalement de biens immobiliers dont la valeur réelle est supérieure à la valeur au bilan. Le résultat comptable 2017 est bénéficiaire de 3 793 599 €.

Il est par conséquent proposé de faire droit à cette demande de garantie, qui permettra de réaliser l'opération d'intérêt public correspondante.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ; et notamment ses articles L2252-1 à L2252-5 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La loi n°88-13 du 5 janvier 1988 d'amélioration de la décentralisation ;
- La loi n° 91-662 du 13 juillet 1991 d'orientation pour la ville ;
- Le décret n° 88-366 du 18 avril 1988 relatif aux modalités d'octroi par les régions, départements, communes de leur garantie ou de leur caution pour les emprunts contractés par des personnes de droit privé ;
- L'arrêt de la Cour d'Appel de Bordeaux du 20 décembre 2005, acté par l'Etat dans la circulaire n° NOR INT/B/06/00041/C ;
- La délibération FAG 004-1738/17/CM du Conseil de la Métropole du 30 mars 2017 approuvant dans le cadre des garanties d'emprunt l'application d'une procédure simplifiée pour les emprunts de la Caisse des Dépôts et Consignations ;
- La délibération FAG 015-4064/18/CM du Conseil de la Métropole du 28 juin 2018 relative à l'approbation du règlement et conditions générales d'octroi des garanties d'emprunts ;
- La délibération FAG 152-4969/18/CM du Conseil de la Métropole du 13 décembre 2018 relative à la délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 9 mai 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- L'intérêt, pour la Métropole Aix-Marseille-Provence, de soutenir une production équilibrée de logements sociaux sur son territoire

Délibère

Article 1 :

Est accordée la garantie d'emprunt de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 55 % pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 5 179 237 € souscrit par la SA HLM Nouveau Logis Provençal, devenue depuis le 1er janvier 2019 CDC Habitat Social, Siret 55204648400259, à la suite d'une fusion absorption, auprès de la Caisse des Dépôts et

Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du contrat de prêt N° 90993.

Ce prêt, constitué de cinq lignes du prêt, est destiné à financer une opération d'acquisition en VEFA de 43 logements dénommée « Pey Blanc - Domaine Victoria » située 2865 Route d'Eguilles à Aix-en-Provence.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

Article 2 :

La garantie de la Métropole Aix-Marseille-Provence est accordée pour la durée totale du contrat de prêt (durée de l'amortissement et du préfinancement), et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par la SA HLM Nouveau Logis Provençal, devenue CDC Habitat Social, dont elle ne se serait pas acquittée à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à la SA HLM Nouveau Logis Provençal, devenue CDC Habitat Social, pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par la SA HLM Nouveau Logis Provençal, devenue CDC Habitat Social, est inférieure à douze mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à douze mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si la SA HLM Nouveau Logis Provençal, devenue CDC Habitat Social, opte pour le paiement des intérêts de la période.

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de celui-ci.

Article 3 :

En contrepartie de sa garantie, la Métropole Aix-Marseille-Provence bénéficiera de cinq logements réservés concernant ladite opération.

Article 4 :

Est approuvée la convention de garantie d'emprunt ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la SA HLM Nouveau Logis Provençal, devenue CDC Habitat Social.

Article 5 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou le Vice-Président délégué au Budget et aux Finances, est autorisée à signer la convention de garantie, ainsi que toutes les pièces relatives à cette garantie d'emprunt.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 027-5802/19/BM

**■ Approbation d'une garantie d'emprunt à la SA HLM Nouveau Logis Provençal pour le financement de l'opération d'acquisition en VEFA de 8 logements sociaux dénommée "Pey Blanc PLS" située 2865 Route d'Eguilles à Aix-en-Provence
MET 19/10745/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est sollicitée pour accorder sa garantie destinée à financer une opération d'acquisition en VEFA de 8 logements sociaux dénommée « Pey Blanc PLS - Domaine Victoria » située 2865 Route d'Eguilles à Aix-en-Provence.

Portée par la SA HLM Nouveau Logis Provençal, devenue depuis le 1er janvier 2019 CDC Habitat Social, à la suite d'une fusion absorption, cette opération d'un montant total de 1 038 270 euros est financée par un emprunt de 750 473 euros proposé par la Caisse des Dépôts et Consignations. Cette opération bénéficie d'une garantie à hauteur de 45 % par la ville d'Aix-en-Provence.

L'obtention de ces prêts est conditionnée par la mise en place d'une garantie d'emprunt conjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 55 % soit 412 760,15 euros.

L'analyse financière de la SA HLM Nouveau Logis Provençal, devenue CDC Habitat Social au 1er janvier 2019, effectuée à partir de son bilan 2017, met en évidence un actif comptable égal à 530 590 211 euros et un passif réel (dettes) correspondant à 334 439 930 euros. L'actif net comptable s'élève donc à 196 150 281 euros. Cet actif est bien inférieur à la valeur réelle dans la mesure où il se compose principalement de biens immobiliers dont la valeur réelle est supérieure à la valeur au bilan. Le résultat comptable 2017 est bénéficiaire de 3 793 599 euros.

Il est par conséquent proposé de faire droit à cette demande de garantie, qui permettra de réaliser l'opération d'intérêt public correspondante.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;et notamment ses articles L2252-1 à L2252-5 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La loi n°88-13 du 5 janvier 1988 d'amélioration de la décentralisation ;
- La loi n° 91-662 du 13 juillet 1991 d'orientation pour la ville ;
- Le décret n° 88-366 du 18 avril 1988 relatif aux modalités d'octroi par les régions, départements, communes de leur garantie ou de leur caution pour les emprunts contractés par des personnes de droit privé ;
- L'arrêt de la Cour d'Appel de Bordeaux du 20 décembre 2005, acté par l'Etat dans la circulaire n° NOR INT/B/06/00041/C ;
- La délibération FAG 004-1738/17/CM DU Conseil de la Métropole du 30 mars 2017 approuvant dans le cadre des garanties d'emprunt l'application d'une procédure simplifiée pour les emprunts de la Caisse des Dépôts et Consignations ;
- La délibération FAG 015-4064/18/CM du Conseil de la Métropole du 28 juin 2018 relative à l'approbation du règlement et conditions générales d'octroi des garanties d'emprunts ;
- La délibération FAG 21-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 9 mai 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- L'intérêt, pour la Métropole Aix-Marseille-Provence, de soutenir une production

équilibrée de logements sociaux sur son territoire.

Délibère

Article 1 :

Est accordée la garantie d'emprunt conjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 55 % pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 750 473 euros souscrit par la SA HLM Nouveau Logis Provençal, devenue depuis le 1er janvier 2019 CDC Habitat Social, Siret 55204648400259, à la suite d'une fusion absorption, auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du Contrat de Prêt N° 90994.

Ce prêt, constitué de quatre lignes, est destiné à financer une opération d'acquisition en VEFA de 8 logements dénommée « Pey Blanc PLS - Domaine Victoria » située 2865 Route d'Eguilles à Aix-en-Provence.

Les caractéristiques financières du prêt figurent à l'article 1 de la convention de garantie d'emprunt jointe en annexe.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

Article 2 :

La garantie de la Métropole Aix-Marseille-Provence est accordée pour la durée totale du contrat de prêt (durée de l'amortissement et du préfinancement), et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par la SA HLM Nouveau Logis Provençal, devenue CDC Habitat Social, dont elle ne se serait pas acquittée à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à la SA HLM Nouveau Logis Provençal, devenue CDC Habitat Social, pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par la SA HLM Nouveau Logis Provençal, devenue CDC Habitat Social, est inférieure à douze mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à douze mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si la SA HLM Nouveau Logis Provençal, devenue CDC Habitat Social, opte pour le paiement des intérêts de la période.

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de

besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de celui-ci.

Article 3 :

En contrepartie de sa garantie, la Métropole Aix-Marseille-Provence bénéficiera d'un logement réservé concernant ladite opération.

Article 4 :

Est approuvée la convention de garantie d'emprunt ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la SA HLM Nouveau Logis Provençal, devenue CDC Habitat Social.

Article 5 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou le Vice-Président délégué au Budget et aux Finances, est autorisé à signer la convention de garantie, ainsi que toutes les pièces relatives à cette garantie d'emprunt.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 028-5803/19/BM

■ Approbation d'une garantie d'emprunt à la Société Anonyme de Construction et de Gestion Immobilière de la Ville d'Aix-en-Provence dans le cadre d'un refinancement de la dette souscrite auprès du Crédit Foncier de France pour l'opération dénommée "Célestin Bressier" située 490 Avenue Augustin Bressier Lieu-dit Monclar à Aix-en-Provence MET 19/10748/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Société Anonyme de Construction et de Gestion Immobilière (SACOGIVA) de la Ville d'Aix-en-Provence a entrepris une démarche de refinancement de quatre emprunts contractés auprès du Crédit Foncier de France, afin de sécuriser son niveau de frais financiers.

La proposition du Crédit Foncier de France consiste, pour quatre emprunts en cours d'amortissement, en un passage à taux fixe, sans modification de la durée restant à courir, alors qu'actuellement ces emprunts sont assortis d'intérêts à taux variable, indexés sur le livret A. Cette proposition, qui permet un gain financier d'environ 400 000 euros, a été acceptée par délibération du Conseil d'Administration de la Société Anonyme de Construction et de Gestion Immobilière de la Ville d'Aix-en-Provence le 4 octobre 2018.

Ces quatre emprunts étant initialement garantis par les ex-EPCI, la Métropole Aix-Marseille-Provence est donc sollicitée par la Société Anonyme de Construction et de Gestion Immobilière de la Ville

d'Aix-en-Provence pour réitérer son engagement de garantie dans le cadre de ces réaménagements.

En effet, par délibération n° 2006-A344 du 6 décembre 2006, la Communauté d'Agglomération du Pays d'Aix a accordé une garantie d'emprunt à hauteur de 55 % à la Société Anonyme de Construction et de Gestion Immobilière de la Ville d'Aix-en-Provence pour le financement de l'opération de construction de 16 logements sociaux dénommée « Célestin Bressier » située 490 Avenue Augustin Bressier Lieu-dit Monclar à Aix-en-Provence. Cette opération nécessitait alors un emprunt auprès du Crédit Foncier de France de 2 203 381 euros. Cet emprunt, n° 3.018.808, est concerné par cette opération de réaménagement. Le montant du prêt réaménagé, relatif à l'opération dénommée « Célestin Bressier », s'élève au 31/12/2018 à 1 491 964,79 euros.

Le Crédit Foncier de France subordonne son concours à la condition que le remboursement en capital, augmenté des intérêts, intérêts de retard, indemnité de remboursement anticipé, tous autres frais et autres accessoires de l'emprunt d'un montant de 1 491 964,79 euros soit garanti par la Métropole Aix-Marseille-Provence à concurrence de 55 % des sommes dues par la Société Anonyme de Construction et de Gestion Immobilière de la Ville d'Aix-en-Provence, soit un montant de 820 580,63 euros.

L'analyse financière de la Société Anonyme de Construction et de Gestion Immobilière de la Ville d'Aix-en-Provence, effectuée à partir de son bilan 2017, met en évidence un actif comptable égal à 196 129 225 euros et un passif réel (dettes) correspondant à 149 800 198 euros. L'actif net comptable s'élève donc à 46 329 027 euros. Cet actif est bien inférieur à la valeur réelle dans la mesure où il se compose principalement de biens immobiliers dont la valeur réelle est supérieure à la valeur au bilan. Le résultat comptable 2017 est bénéficiaire de 1 361 509 euros.

En conséquence, la Métropole est appelée à délibérer en vue d'adapter la garantie d'emprunt accordée initialement pour le remboursement dudit prêt.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;et notamment ses articles L2252-1 à L2252-5 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n°88-13 du 5 janvier 1988 d'amélioration de la décentralisation ;
- La loi n° 91-662 du 13 juillet 1991 d'orientation pour la ville ;
- Le décret n° 88-366 du 18 avril 1988 relatif aux modalités d'octroi par les régions, départements, communes de leur garantie ou de leur caution pour les emprunts contractés par des personnes de droit privé ;
- L'arrêt de la Cour d'Appel de Bordeaux du 20 décembre 2005, acté par l'Etat dans la circulaire n° NOR INT/B/06/00041/C ;
- La délibération n° 2006_A344 du 6 décembre 2006 approuvant la garantie d'emprunt à la Société Anonyme de Construction et de Gestion Immobilière de la Ville d'Aix-en-Provence pour l'opération « Célestin Bressier » ;
- La délibération FAG 004-1738/17/CM du Conseil de la Métropole du 30 mars 2017 approuvant dans le cadre des garanties d'emprunt l'application d'une procédure simplifiée pour les emprunts de la Caisse des Dépôts et Consignations ;
- La délibération FAG 015-4064/18/CM du Conseil de la Métropole du 28 juin 2018 relative à l'approbation du règlement et conditions générales d'octroi des garanties d'emprunts ;
- La délibération FAG 21-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 9 mai 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que certains prêts accordés aux bailleurs font l'objet d'une garantie d'emprunt de la Métropole Aix-Marseille-Provence.
- Qu'il est nécessaire pour la Métropole Aix-Marseille-Provence de réitérer la garantie d'emprunt dans les nouvelles conditions issues du réaménagement consenties par le Crédit Foncier de France.

Délibère

Article 1 :

Est accordée la garantie d'emprunt conjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 55 % pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 1 491 964,79 euros à souscrire par la Société Anonyme de Construction et de Gestion Immobilière de la Ville d'Aix-en-Provence auprès du Crédit Foncier de France.

Ce prêt, est destiné à refinancer une opération de construction de 16 logements collectifs sociaux dénommée « Célestin Bressier » située 490 Avenue Augustin Bressier Lieu-dit Monclar à Aix-en-Provence.

Article 2 :

Les caractéristiques financières du prêt sont les suivantes :

Montant : 1 491 964,79 euros

Durée du prêt : du 31/12/2018 au 30/11/2037

Taux fixe annuel : 2,14 %

Base de calcul des intérêts : 30/360

Amortissement progressif du capital calculé selon le principe des échéances constantes

Point de départ du prêt : le 31/12/2018

Périodicité : annuelle, sauf la première échéance du 31/12/2018 au 30/11/2019

1ère échéance : le 30/11/2019

Date d'échéance : le 30 novembre de chaque année

Date de la dernière échéance : le 30/11/2037

Article 3 :

La garantie de la Métropole Aix-Marseille-Provence est accordée pour la durée totale du contrat de prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par la Société Anonyme de Construction et de Gestion Immobilière de la Ville d'Aix-en-Provence dont elle ne se serait pas acquittée à la date d'exigibilité.

Dans l'hypothèse où la Société Anonyme de Construction et de Gestion Immobilière de la Ville d'Aix-en-Provence serait dans l'impossibilité de s'acquitter des sommes dues par elle aux échéances convenues, ou des intérêts moratoires qu'elle aurait encourus, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage, si la situation financière de l'organisme s'avère défaillante, à en effectuer le paiement sur demande dûment justifiée du Crédit Foncier de France, adressée par lettre recommandée au plus tard deux mois avant la date d'échéance.

Toutefois, de manière générale, la Métropole Aix-Marseille-Provence demandera avant la mise en jeu de la garantie le bénéfice de la discussion.

Article 4 :

En contrepartie de sa garantie, la Métropole Aix-Marseille-Provence bénéficiera de deux logements réservés concernant ladite opération.

Article 5 :

Est approuvée la convention de garantie d'emprunt ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la Société Anonyme de Construction et de Gestion Immobilière de la Ville d'Aix-en-Provence.

Article 6 :

Madame la Présidente de la Métropole ou le Vice-Président délégué au Budget et aux Finances, est autorisé à signer la convention de garantie, le contrat de prêt qui sera conclu entre le Crédit Foncier de France et la Société Anonyme de Construction et de Gestion Immobilière de la Ville d'Aix-en-Provence, ainsi que toutes les pièces relatives à cette garantie d'emprunt.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 029-5804/19/BM

■ **Approbation d'une garantie d'emprunt à la Société Anonyme de Construction et de Gestion Immobilière de la Ville d'Aix-en-Provence dans le cadre d'un refinancement de la dette souscrite auprès du Crédit Foncier de France pour l'opération dénommée "La Grande Thumine" située Route de Galice à Aix-en-Provence
MET 19/10751/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Société Anonyme de Construction et de Gestion Immobilière de la Ville d'Aix-en-Provence a entrepris une démarche de refinancement de quatre emprunts contractés auprès du Crédit Foncier de France, afin de sécuriser son niveau de frais financiers.

La proposition du Crédit Foncier de France consiste, pour quatre emprunts en cours d'amortissement, en un passage à taux fixe, sans modification de la durée restant à courir, alors qu'actuellement ces emprunts sont assortis d'intérêts indexés sur le livret A. Cette proposition, qui permet un gain financier d'environ 400 000 euros, a été acceptée par délibération du Conseil d'Administration de la Société Anonyme de Construction et de Gestion Immobilière de la Ville d'Aix-en-Provence le 4 octobre 2018.

Ces quatre emprunts étant initialement garantis par les ex-EPCI, la Métropole Aix-Marseille-Provence est donc sollicitée par la Société Anonyme de Construction et de Gestion Immobilière (SACOGIVA) de la Ville d'Aix-

en-Provence pour réitérer son engagement de garantie dans le cadre de ces réaménagements.

En effet, par délibération n° 2005-A308 du 8 décembre 2005, la Communauté d'Agglomération du Pays d'Aix a accordé une garantie d'emprunt à hauteur de 55 % à la Société Anonyme de Construction et de Gestion Immobilière de la Ville d'Aix-en-Provence pour le financement de l'opération de construction de 11 villas à usage locatif social dans un ensemble immobilier comprenant 115 logements dénommée « La Grande Thumine » et située Route de Galice à Aix-en-Provence. Cette opération nécessitait alors un emprunt auprès du Crédit Foncier de France de 1 335 258 euros.

Cet emprunt, n° 4.120.203, est concerné par cette opération de réaménagement. Le montant du prêt réaménagé, relatif à l'opération « La Grande Thumine », s'élève au 31/12/2018 à 939 519,02 euros.

Le Crédit Foncier de France subordonne son concours à la condition que le remboursement en capital, augmenté des intérêts, intérêts de retard, indemnité de remboursement anticipé, tous autres frais et autres accessoires de l'emprunt d'un montant de 939 519,02 euros soit garanti par la Métropole Aix-Marseille-Provence à concurrence de 55 % des sommes dues par la Société Anonyme de Construction et de Gestion Immobilière de la Ville d'Aix-en-Provence, soit un montant de 516 735,46 euros.

L'analyse financière de la Société Anonyme de Construction et de Gestion Immobilière de la Ville d'Aix-en-Provence, effectuée à partir de son bilan 2017, met en évidence un actif comptable égal à 196 129 225 euros et un passif réel (dettes) correspondant à 149 800 198 euros. L'actif net comptable s'élève donc à 46 329 027 euros. Cet actif est bien inférieur à la valeur réelle dans la mesure où il se compose principalement de biens immobiliers dont la valeur réelle est supérieure à la valeur au bilan. Le résultat comptable 2017 est bénéficiaire de 1 361 509 euros.

En conséquence, la Métropole est appelée à délibérer en vue d'adapter la garantie d'emprunt accordée initialement pour le remboursement dudit prêt.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;et notamment ses articles L2252-1 à L2252-5 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n°88-13 du 5 janvier 1988 d'amélioration de la décentralisation ;
- La loi n° 91-662 du 13 juillet 1991 d'orientation pour la ville ;
- Le décret n° 88-366 du 18 avril 1988 relatif aux modalités d'octroi par les régions, départements, communes de leur garantie ou de leur caution pour les emprunts contractés par des personnes de droit privé ;
- L'arrêt de la Cour d'Appel de Bordeaux du 20 décembre 2005, acté par l'Etat dans la circulaire n° NOR INT/B/06/00041/C ;
- La délibération n° 2005_A308 du Conseil Communautaire de la CPA du 8 décembre 2005 approuvant la garantie d'emprunt à la Société Anonyme de Construction et de Gestion Immobilière de la Ville d'Aix-en-Provence pour l'opération « La Grande Thumine » ;
- La délibération FAG 004-1738/17/CM du Conseil de la Métropole du 30 mars 2017 approuvant dans le cadre des garanties d'emprunt l'application d'une procédure simplifiée pour les emprunts de la Caisse des Dépôts et Consignations ;
- La délibération FAG 015-4064/18/CM du Conseil de la Métropole du 28 juin 2018 relative à l'approbation du règlement et conditions générales d'octroi des garanties d'emprunts ;
- La délibération FAG 21-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 9 mai 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que certains prêts accordés aux bailleurs font l'objet d'une garantie d'emprunt de la Métropole Aix-Marseille-Provence.
- Qu'il est nécessaire pour la Métropole Aix-Marseille-Provence de réitérer la garantie d'emprunt dans les nouvelles conditions issues du réaménagement consenties par le Crédit Foncier de France.

Délibère

Article 1 :

Est accordée la garantie d'emprunt conjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 55 % pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 939 519,02 euros souscrire par la Société Anonyme de Construction et de Gestion Immobilière de la Ville d'Aix-en-Provence auprès du Crédit Foncier de France.

Ce prêt, est destiné à refinancer une opération de construction de 11 villas à usage locatif social, dans un ensemble immobilier comprenant 115 logements dénommée « La Grande Thumine » et située Route de Galice à Aix-en-Provence.

Article 2 :

Les caractéristiques financières du prêt sont les suivantes :

Montant : 939 519,02 euros
 Durée du prêt : du 31/12/2018 au 30/08/2036
 Taux fixe annuel : 2,07 %
 Base de calcul des intérêts : 30/360
 Amortissement progressif du capital calculé selon le principe des échéances constantes
 Point de départ du prêt : le 31/12/2018
 Périodicité : annuelle, sauf la première échéance du 31/12/2018 au 30/08/2019
 1ère échéance : le 30/08/2019
 Date d'échéance : le 30 août de chaque année
 Date de la dernière échéance : le 30/08/2036

Article 3 :

La garantie de la Métropole Aix-Marseille-Provence est accordée pour la durée totale du contrat de prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par la Société Anonyme de Construction et de Gestion Immobilière de la Ville d'Aix-en-Provence dont elle ne se serait pas acquittée à la date d'exigibilité.

Dans l'hypothèse où la Société Anonyme de Construction et de Gestion Immobilière de la Ville d'Aix-en-Provence serait dans l'impossibilité de s'acquitter des sommes dues par elle aux échéances convenues, ou des intérêts moratoires qu'elle aurait encourus, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage, si la situation financière de l'organisme s'avère défaillante, à en effectuer le paiement sur demande dûment justifiée du Crédit Foncier de France, adressée par lettre recommandée au plus tard deux mois avant la date d'échéance.

Toutefois, de manière générale, la Métropole Aix-Marseille-Provence demandera avant la mise en jeu de la garantie le bénéfice de la discussion.

Article 4 :

En contrepartie de sa garantie, la Métropole Aix-Marseille-Provence bénéficiera d'un logement réservé concernant ladite opération.

Article 5 :

Est approuvée la convention de garantie d'emprunt ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la Société Anonyme de Construction et de Gestion Immobilière de la Ville d'Aix-en-Provence.

Article 6 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou le Vice-Président délégué au Budget et aux Finances est autorisé à signer la convention de garantie, le contrat de prêt qui sera conclu entre le Crédit Foncier de France et la Société Anonyme de Construction et de Gestion Immobilière de la Ville d'Aix-en-Provence, ainsi que toutes les pièces relatives à cette garantie d'emprunt.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 030-5805/19/BM

■ **Approbation d'une garantie d'emprunt à la SA d'HLM Famille et Provence pour le financement de l'opération d'acquisition en VEFA de 89 logements sociaux dénommée "Les Maisons de Marianne" située avenue du 8 Mai 1945 à Rognac
MET 19/10662/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant : La Métropole Aix-Marseille-Provence est sollicitée pour accorder sa garantie destinée à financer une opération d'acquisition en VEFA de 89 logements sociaux dénommée « Les Maisons de Marianne » située avenue du 8 Mai 1945 à Rognac.

Portée par la SA d'HLM FAMILLE ET PROVENCE, cette opération d'un montant total de 11 681 805,00 € est financée par un emprunt de 7 932 912,00 € proposé par la Caisse des Dépôts et Consignations. Cette opération bénéficie d'une garantie à hauteur de 45% par la ville de Rognac.

L'obtention de ces prêts est conditionnée par la mise en place d'une garantie d'emprunt conjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 55 % soit 4 363 101,60 €.

L'analyse financière de la SA d'HLM FAMILLE ET PROVENCE, effectuée à partir de son bilan 2017, met en évidence un actif comptable égal à 404 066 748 €, et un passif réel (dettes) correspondant à 266 171 606,00 €. L'actif net comptable s'élève donc à 137 895 142 €. Cet actif est bien inférieur à la valeur réelle dans la mesure où il se compose principalement

de biens immobiliers dont la valeur réelle est supérieure à la valeur au bilan. Le résultat comptable 2017 est bénéficiaire de 3 157 711 €.

Il est par conséquent proposé de faire droit à cette demande de garantie, qui permettra de réaliser l'opération d'intérêt public correspondante.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment ses articles L2252-1 à L2252-5 ;
- La loi n°88-13 du 5 janvier 1988 dite « loi Galland » ;
- La loi n° 91-662 du 13 juillet 1991 (loi d'orientation pour la ville) ;
- Le décret n° 88-366 du 18 avril 1988 ;
- L'arrêt de la Cour d'Appel de Bordeaux du 20 décembre 2005, acté par l'Etat dans la circulaire n° NOR INT/B/06/00041/C ;
- La délibération FAG 004-1738/17/CM du 30 mars 2017 approuvant dans le cadre des garanties d'emprunt l'application d'une procédure simplifiée pour les emprunts de la Caisse des Dépôts et Consignations ;
- La délibération FAG 015-4064/18/CM du 28 juin 2018 relative à l'approbation du règlement et conditions générales d'octroi des garanties d'emprunts ;
- La délibération FAG 21-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le contrat de Prêt N° 91286 en annexe signé entre la SA d'HLM FAMILLE ET PROVENCE et la Caisse des Dépôts et Consignations ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- L'intérêt, pour la Métropole Aix-Marseille-Provence, de soutenir une production équilibrée de logements sociaux sur son territoire.

Délibère

Article 1 :

Est accordée la garantie d'emprunt conjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 55 % pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 7 932 912,00 € souscrit par la SA d'HLM FAMILLE ET PROVENCE auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du contrat de prêt N°91286.

Ce prêt, constitué de 4 lignes, est destiné à financer une opération d'acquisition en VEFA de 89 logements dénommée « Les Maisons de Marianne » située avenue du 8 Mai 1945 à Rognac.

Les caractéristiques financières du prêt figurent à l'article 1 de la convention de garantie d'emprunt jointe en annexe.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

Article 2 :

La garantie de la Métropole Aix-Marseille-Provence est accordée pour la durée totale du contrat de prêt (durée de l'amortissement et du préfinancement), et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par la SA d'HLM FAMILLE ET PROVENCE dont elle ne se serait pas acquittée à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à la SA d'HLM FAMILLE ET PROVENCE pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par la SA d'HLM FAMILLE ET PROVENCE est inférieure à douze mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à douze mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si la SA d'HLM FAMILLE ET PROVENCE opte pour le paiement des intérêts de la période.

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de celui-ci.

Article 3 :

En contrepartie de sa garantie, la Métropole Aix-Marseille-Provence bénéficiera de 18 logements réservés concernant ladite opération.

Article 4 :

Est approuvée la convention de garantie d'emprunt ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la SA d'HLM FAMILLE ET PROVENCE.

Article 5 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou le Vice-Président délégué au Budget et aux Finances, est autorisé à signer la convention de garantie, ainsi que toutes les pièces relatives à cette garantie d'emprunt.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 031-5806/19/BM

■ **Approbation d'une garantie d'emprunt à la SA HLM Grand Delta Habitat pour le financement de l'opération d'acquisition en VEFA de 30 logements sociaux dénommé "Route de Grans" située route de Grans à Salon de Provence**
MET 19/10664/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est sollicitée pour accorder sa garantie destinée à financer une opération d'acquisition en VEFA de 30 logements sociaux dénommée « Route de Grans » située route de Grans à Salon de Provence.

Portée par la SA HLM GRAND DELTA HABITAT, cette opération d'un montant total de 5 375 468 euros est financée par un emprunt de 4 271 778 euros à la Caisse des Dépôts et Consignations. Cette opération bénéficie d'une garantie à hauteur de 45 % par la ville de Salon de Provence.

L'obtention de ces prêts est conditionnée par la mise en place d'une garantie d'emprunt conjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 55 % soit 2 349 477,90 euros.

L'analyse financière de la SA HLM Grand Delta Habitat, effectuée à partir de son bilan 2017, met en évidence un actif comptable égal à 1 312 596 006 euros et un passif réel (dettes) correspondant à 982 811 552 euros. L'actif net comptable s'élève donc à 329 784 454 euros. Cet actif est bien inférieur à la valeur réelle dans la mesure où il se compose principalement de biens immobiliers dont la valeur réelle est supérieure à la valeur au bilan. Le résultat comptable 2017 est bénéficiaire de 21 601 164 euros.

Il est par conséquent proposé de faire droit à cette demande de garantie, qui permettra de réaliser l'opération d'intérêt public correspondante.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment ses articles L2252-1 à L2252-5 ;
- La loi n°88-13 du 5 janvier 1988 dite « loi Galland » ;
- La loi n° 91-662 du 13 juillet 1991 (loi d'orientation pour la ville) ;
- Le décret n° 88-366 du 18 avril 1988 ;
- L'arrêt de la Cour d'Appel de Bordeaux du 20 décembre 2005, acté par l'Etat dans la circulaire n° NOR INT/B/06/00041/C ;
- La délibération FAG 004-1738/17/CM du 30 mars 2017 approuvant dans le cadre des garanties d'emprunt l'application d'une procédure simplifiée pour les emprunts de la Caisse des Dépôts et Consignations ;
- La délibération FAG 015-4064/18/CM du 28 juin 2018 relative à l'approbation du règlement et conditions générales d'octroi des garanties d'emprunts ;
- La délibération FAG 21-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le contrat de Prêt N° 91254 en annexe signé entre la SA HLM GRAND DELTA HABITAT et la Caisse des Dépôts et Consignations.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- L'intérêt, pour la Métropole Aix-Marseille-Provence, de soutenir une production équilibrée de logements sociaux sur son territoire ;

Délibère

Article 1 :

Est accordée la garantie d'emprunt conjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 55 % pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 4 271 778 euros souscrit par la SA HLM GRAND DELTAT HABITAT auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières

et aux charges et conditions du contrat de prêt N° 91254.

Ce prêt, constitué de quatre lignes, est destiné à financer une opération d'acquisition de 30 logements dénommée « Route de Grans » située route de Grans à Salon de Provence.

Les caractéristiques financières du prêt figurent à l'article 1 de la convention de garantie d'emprunt jointe en annexe.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

Article 2 :

La garantie de la Métropole Aix-Marseille-Provence est accordée pour la durée totale du contrat de prêt (durée de l'amortissement et du préfinancement), et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par la SA HLM GRAND DELTAT HABITAT dont elle ne se serait pas acquittée à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à la SA HLM GRAND DELTA HABITAT pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par la SA HLM GRAND DELTA HABITAT est inférieure à douze mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à douze mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si la SA HLM GRAND DELTA HABITAT opte pour le paiement des intérêts de la période.

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de celui-ci.

Article 3 :

En contrepartie de sa garantie, la Métropole Aix-Marseille-Provence bénéficiera de six logements réservés concernant ladite opération.

Article 4 :

Est approuvée la convention de garantie d'emprunt ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la SA HLM GRAND DELTA HABITAT.

Article 5 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou le Vice-Président délégué au Budget et

aux Finances, est autorisé à signer la convention de garantie, ainsi que toutes les pièces relatives à cette garantie d'emprunt.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 032-5807/19/BM

■ Renouvellement d'une garantie d'emprunt à la Société d'Economie Mixte Façonéo dans le cadre d'un réaménagement de la dette souscrite auprès de la Caisse d'Epargne pour l'opération d'aménagement de la Zac des Vigneaux à Cuges-les-Pins

MET 19/10747/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est sollicitée par la Société d'Economie Mixte Façonéo pour réitérer sa garantie d'emprunt dans le cadre d'un réaménagement de l'emprunt souscrit auprès de la Caisse d'Epargne pour le financement de l'opération d'aménagement de la Zone d'Aménagement Constatée (ZAC) des Vigneaux à Cuges-les-Pins.

La Société d'Economie Mixte Façonéo assure un rôle d'aménageur par la maîtrise d'ouvrage opérationnelle des projets d'aménagement urbain qu'elle pilote conjointement avec les communes et la Métropole Aix-Marseille-Provence. Ainsi, la Communauté d'Agglomération du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, par délibération n°7-0609 du 3 juin 2009, dans le cadre d'une concession d'aménagement, a confié à la SEM Façonéo les travaux d'aménagements de la ZAC des Vigneaux à Cuges-les-Pins.

Ce traité de concession, signé le 22 septembre 2009, prévoit la réalisation de 15 360 m² de logements collectifs, dont 40 % de logements sociaux, une résidence service de 4 800 m², un hôtel de 1 850 m² et des lots individuels pour une surface de 1 210 m². Ce programme permet également à la commune de Cuges-Les-Pins de respecter les objectifs assignés par l'Etat dans le cadre du contrat de mixité sociale, car la commune est dite « carencée ».

Afin de réaliser ces travaux d'aménagement, la SEM Façonéo a souscrit un emprunt d'un montant de 2 000 000 € auprès de la Caisse d'Epargne. La Communauté d'Agglomération du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, par délibération n° 10-0214 du 26 février 2014, a accordé sa garantie d'emprunt à hauteur de 80 %.

Des contraintes opérationnelles rencontrées par la SEM Façonéo ont conduit le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence, par délibération URB 043-65816/CM du 30 juin 2016, à proroger jusqu'au 31

décembre 2021 la durée de cette concession d'aménagement.

En effet, la réalisation des travaux d'aménagement a subi un décalage important par rapport au planning prévisionnel. Il en est de même pour les dépôts de permis de construire et la cession des lots. Cette situation résulte de la réalisation de fouilles archéologiques en 2013, de la nécessaire modification des dossiers de création et de réalisation de la ZAC en 2015 et de l'annulation du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Cuges-les-Pins par le Tribunal administratif en 2015.

Compte tenu de ces éléments, la SEM Façonéo a sollicité une première prorogation de l'emprunt de 2 000 000 € pour une durée de 2 ans, l'échéance initiale était fixée au 25 mars 2017, ce qui a nécessité de renouveler l'accord du concédant à se porter caution à hauteur de 80 % pour la nouvelle durée du prêt, soit un remboursement in fine au 25 mars 2019. Le Conseil de la Métropole, par délibération n° FAG 019-1299/16/CM du 15 décembre 2016 a approuvé cette prolongation.

L'opération d'aménagement de la ZAC des Vigneaux, commercialisée à hauteur de 50 % a permis le remboursement partiel de cet emprunt à hauteur de 1 000 000 € en décembre 2018. Cependant, le promoteur Agir, filiale du groupe Fondeville, a décidé de résilier sa promesse d'achat de 2 400 m², compte tenu de la situation financière de son groupe. Dans le même temps, afin que les premiers habitants puissent vivre dans des conditions normales d'accessibilité à leur lot, la collectivité et les constructeurs réclament une accélération des travaux.

Aussi, afin d'absorber ces décalages de trésorerie, la SEM Façonéo a de nouveau sollicité auprès de la Caisse d'Epargne, qui a accepté, un report de l'échéance de 1 000 000 € de 12 mois, soit du 25 mars 2019 au 25 mars 2020, ce qui nécessite de renouveler l'accord de la Métropole Aix-Marseille-Provence de se porter caution à hauteur de 80 % selon ses nouvelles caractéristiques.

L'analyse financière de la SEM Façonéo, effectuée à partir de son bilan 2017, met en évidence un actif comptable égal à 15 423 697 € et un passif réel (dettes) correspondant à 7 848 854 €. L'actif net comptable s'élève donc à 7 574 843 €. Le résultat comptable 2017 est bénéficiaire de 111 497 €.

En conséquence, la Métropole est appelée à délibérer en vue d'adapter la garantie d'emprunt accordée initialement pour le remboursement dudit prêt.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n° 88-13 du 5 janvier 1988 d'amélioration de la décentralisation ;
- La loi n° 91-662 du 13 juillet 1991 d'orientation pour la ville ;
- Le décret n° 88-366 du 18 avril 1988 relatif aux modalités d'octroi par les régions, départements, communes de leur garantie ou de leur caution pour les emprunts contractés par des personnes de droit privé ;
- La délibération n°7-0609 du 3 juin 2009 du Conseil communautaire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile approuvant le traité de concession d'aménagement de la Zac des Vigneaux ;
- La délibération n°09-0214 du Conseil communautaire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile en date du 26 février 2014 accordant sa garantie d'emprunt à la SEM Façonéo ;
- La délibération n° URB 043-658/16/CM du 30 juin 2016 du Conseil de la Métropole approuvant le compte rendu d'activité pour la ZAC des Vigneaux à Cuges-les-Pins et l'avenant n° 5 au traité de concession ;
- La délibération n° FAG 019-1299/16/CM du 15 décembre 2016 du Conseil de la Métropole approuvant le renouvellement de la garantie d'emprunt pour la SEM Façonéo dans le cadre de la Zac des Vigneaux ;
- La délibération n° FAG 015-4064/18/CM du 28 juin 2018 du Conseil de la Métropole relative à l'approbation du règlement et conditions générales d'octroi des garanties d'emprunts ;
- La délibération n° FAG 021-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- L'intérêt, pour la Métropole Aix-Marseille-Provence, de soutenir la mise en œuvre de projets urbains et de développement économique ;
- Que le décalage de la réalisation des travaux d'aménagement, par rapport au planning prévisionnel n'est pas du fait de l'aménageur ;
- Que certains prêts accordés aux opérateurs économiques font l'objet d'une garantie d'emprunt de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Qu'il est nécessaire pour la Métropole Aix-Marseille-Provence de réitérer la garantie d'emprunt dans les nouvelles conditions issues du réaménagement consenties par la Caisse d'Epargne.

Délibère

Article 1 :

Est accordée la garantie d'emprunt de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 80 % pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 1 000 000 euros à souscrire par la Société d'Economie Mixte Façonéo auprès de la Caisse d'Epargne.

Ce prêt, est destiné à financer la réalisation de l'opération d'aménagement de la Zac des Vigneaux à Cuges-les-Pins dans le cadre du traité de concession signé avec la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 2 :

Les caractéristiques financières du prêt sont les suivantes :

Montant : 1 000 000 euros

Durée du prêt : 12 mois

Taux fixe annuel : 1,96 %

Amortissement : In fine

Echéance : 25 mars 2020

Facturation des intérêts : Trimestrielle à terme échu

Frais de dossiers : 2 000 €

Article 3 :

La garantie de la Métropole Aix-Marseille-Provence est accordée pour la durée totale du contrat de prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par la Société d'Economie Mixte Façonéo dont elle ne se serait pas acquittée à la date d'exigibilité.

Dans l'hypothèse où la Société d'Economie Mixte Façonéo serait dans l'impossibilité de s'acquitter des sommes dues par elle aux échéances convenues, ou des intérêts moratoires qu'elle aurait encourus, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage, si la situation financière de l'organisme s'avère défaillante,

à en effectuer le paiement sur demande dûment justifiée de la Caisse d'Epargne, adressée par lettre recommandée au plus tard deux mois avant la date d'échéance.

Toutefois, de manière générale, la Métropole Aix-Marseille-Provence demandera avant la mise en jeu de la garantie le bénéfice de la discussion et un examen de la situation financière de la Société d'Economie Mixte Façonéo.

Article 4 :

Est approuvée la convention de garantie d'emprunt ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la Société d'Economie Mixte Façonéo.

Article 5 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou le Vice-Président délégué au Budget et aux Finances, est autorisé à signer la convention de garantie, le contrat de prêt qui sera passé entre la Caisse d'Epargne et la Société d'Economie Mixte Façonéo, ainsi que toutes les pièces relatives à cette garantie d'emprunt.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 033-5808/19/BM

■ Approbation d'une garantie d'emprunt à la Soleam pour le financement de l'opération d'aménagement du "Grand Centre-Ville" située à Marseille MET 19/10888/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est sollicitée par la Société Locale d'Equipeement et d'Aménagement de l'Aire Métropolitaine (SOLEAM) pour accorder sa garantie destinée à financer le besoin de financement de l'opération d'aménagement du « Grand Centre-Ville » à Marseille.

Initialement approuvée par le Conseil Municipal de la Ville de Marseille en date du 6 décembre 2010, la concession d'aménagement du « Grand Centre-Ville » a été transférée le 31 décembre 2015 à la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole. A compter de sa création, le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce les compétences de la Communauté Urbaine et se substitue à cette dernière dans ses droits et obligations pour la poursuite de cette opération.

L'opération d'aménagement du « Grand Centre-Ville », d'une durée totale de 15 ans soit jusqu'au 31 décembre 2025 couvre un large périmètre de

cohérence de 1 000 hectares incluant près de 120 000 logements. Les principaux objectifs sont :

- Produire 1 400 logements ;
- Créer 20 000 m² de locaux d'activités ou à vocation d'équipements ;
- Requalifier 49 800 m² d'espaces publics ;
- Inciter à la réhabilitation privée d'environ 2 000 logements ;
- Ravalier les façades, soit 1 000 immeubles.

Sont ainsi ciblés : 35 pôles de renouvellement urbain représentant 2 400 immeubles, soit 16 000 logements, et 18 axes structurants de circulation et d'espace public, objet d'injonctions de ravalement de façades.

Depuis le début de l'opération d'aménagement, les comptes rendus annuels au concédant ont été régulièrement approuvés par les assemblées délibérantes successivement compétentes. Le compte rendu annuel arrêté au 31 décembre 2017, pour un prix de revient total toutes taxes comprises de 235,3 millions d'euros, a été approuvé par le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence le 13 décembre 2018 par délibération URB 049-5180/18/CM.

L'analyse financière de la SOLEAM effectuée à partir de son bilan 2017, met en évidence un actif comptable égal à 226 913 015 euros et un passif réel (dettes) correspondant à 67 744 164 euros. L'actif net comptable s'élève donc à 159 168 851 euros.

Le résultat net 2017 est un déficit de -365 824 €. Cette situation provient des marges d'exploitation négatives, malgré un impact favorable de 1 666 256 € lié aux variations des provisions pour risques et charges. Le report à nouveau existant pourra permettre d'absorber cette perte.

L'endettement financier a augmenté. Il se positionne à 67 744 164 €, atteignant ainsi un niveau élevé de 13 fois le montant des capitaux propres.

La capacité d'autofinancement, négative, ne permet pas de participer au remboursement de l'emprunt.

Par ailleurs, le besoin en fond de roulement de l'activité est élevé, puisqu'environ 2 fois supérieur au fond de roulement.

L'activité d'aménagement exercée par la SOLEAM peut induire, en fonction des avancements des opérations qu'elle mène, un besoin de financement significatif. Il n'en reste pas moins que certains constats peuvent induire des points de vigilance particuliers :

- Entre 2016 et 2017, une forte baisse du chiffre d'affaire de 58%, et de 605 647 € du résultat d'exploitation précédemment excédentaire
- L'évaluation de la provision pour charges 2017 de 8 851 672 €, ainsi que les risques

de perte et de trésorerie éventuellement associés

- L'évaluation et la « liquidité » du stock 2017 qui atteint 102 141 349 €, représentant ainsi près de 50% de l'actif
- La capacité de la société à renouer rapidement avec une exploitation profitable pour assurer sa pérennité.

La SOLEAM Métropolitaine a sollicité Arkéa Banque Entreprises et Institutionnels pour un emprunt de 5 millions d'euros sur une durée de 6 ans avec un différé d'amortissement d'un an.

L'obtention de ce prêt est conditionnée par la mise en place d'une garantie d'emprunt de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 80 %, soit 4 millions d'euros.

Aussi, afin de poursuivre la politique de maintien de l'activité économique et de développement social de la Métropole Aix-Marseille-Provence, il est proposé de faire droit à cette demande de garantie, qui permettra de réaliser l'opération d'intérêt public correspondante.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de la Construction et de l'Habitation ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n° 88-13 du 5 janvier 1988 d'amélioration de la décentralisation ;
- La loi n° 91-662 du 13 juillet 1991 d'orientation pour la ville ;
- La circulaire n° NOR INT/B/06/00041/C du Ministre de l'intérieur et de l'Aménagement du territoire du 26 avril 2006 ;
- La délibération URB 049-5180/18/CM du 13 décembre 2018 approuvant le Compte Rendu Annuel à la Collectivité au 31 décembre 2017 de la concession

d'aménagement du « Grand Centre-Ville » à Marseille ;

- La délibération FAG 015-4064/18/CM du 28 juin 2018 relative à l'approbation du règlement et conditions générales d'octroi des garanties d'emprunts ;
- La délibération FAG 21-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la Société Locale d'Équipement et d'Aménagement de l'Aire Métropolitaine envisage de contracter un prêt d'un montant de 5 millions d'euros auprès de Arkéa Banque Entreprises et Institutionnels pour le besoin de financement de l'opération d'aménagement du « Grand Centre-Ville » à Marseille ;
- Que la Société Locale d'Équipement et d'Aménagement de l'Aire Métropolitaine a sollicité la Métropole pour lui accorder une garantie d'emprunt à hauteur de 80 % pour le service des intérêts et l'amortissement dudit prêt ;
- L'intérêt, pour la Métropole Aix-Marseille-Provence, de soutenir la mise en œuvre de projets urbains et de développement économique sur son territoire ;
- Qu'il convient dès lors de conclure une convention de garantie d'emprunt entre la Métropole et la Société Locale d'Équipement et d'Aménagement de l'Aire Métropolitaine.

Délibère

Article 1 :

Est accordée la garantie d'emprunt solidaire de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 80 % pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 5 000 000 euros à souscrire par la Société Locale d'Équipement et d'Aménagement de l'Aire Métropolitaine auprès d'Arkéa Banque Entreprises et Institutionnels.

Ce prêt est destiné aux besoins de financement de l'opération d'aménagement du « Grand Centre-Ville » à Marseille, dans le cadre de la délibération URB049-5180/18/CM du 13 décembre 2017 approuvant des

concessions signées avec la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 2 :

Les caractéristiques financières du prêt Arkéa Banque Entreprises et Institutionnels sont les suivantes :

Montant : 5 000 000 euros

Durée du prêt : 6 ans

Périodicité : annuelle

Taux fixe annuel : 0,98 %

Amortissement : Progressif (échéances constantes)

Différé d'amortissement : la première année

Base de calcul des intérêts : 30/360

Article 3 :

La garantie de la Métropole Aix-Marseille-Provence est accordée pour la durée totale du contrat de prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par la SOLEAM dont elle ne se serait pas acquittée à la date d'exigibilité.

Dans l'hypothèse où la Société Locale d'Équipement et d'Aménagement de l'Aire Métropolitaine serait dans l'impossibilité de s'acquitter des sommes dues par elle aux échéances convenues, ou des intérêts moratoires qu'elle aurait encourus, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage, si la situation financière de l'organisme s'avère défaillante, à en effectuer le paiement sur demande dûment justifiée d'Arkéa Banque Entreprises et Institutionnels.

Toutefois, de manière générale, la Métropole Aix-Marseille-Provence demandera avant la mise en jeu de la garantie le bénéfice de la discussion.

Article 4 :

Est approuvée la convention de garantie d'emprunt ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la SOLEAM.

Article 5 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou le Vice-Président délégué au Budget et aux Finances, est autorisé à signer la convention de garantie, le contrat de prêt qui sera passé entre Arkéa Banque Entreprises et Institutionnels et la SOLEAM, ainsi que toutes les pièces relatives à cette garantie d'emprunt.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 034-5809/19/BM

**■ Réitération de garantie d'emprunt à la SA HLM Société Française des Habitations Economiques dans le cadre des réaménagements de dette souscrite auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations
MET 19/10889/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est sollicitée pour réitérer sa garantie dans le cadre d'un réaménagement de dette souscrite auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations par la SA HLM Société Française des Habitations Economiques.

Dans le cadre de la réforme du secteur du logement social et afin notamment de lisser l'impact de la Réduction de Loyer Solidarité (RLS) qui fait suite à la loi de Finances 2018, la Caisse des Dépôts et Consignations a proposé aux bailleurs un dispositif d'accompagnement afin de leur permettre de dégager des marges de manœuvres financières. Ce dispositif consiste en une modification des caractéristiques financières de la dette : allongement de 10 ans de la durée résiduelle de certains prêts, modifications de la marge sur index, des taux plancher et plafond de la progressivité des échéances, et conditions de remboursement anticipé volontaire.

La SA HLM Société Française des Habitations Economiques a accepté les réaménagements proposés par la Caisse des Dépôts et Consignations qui consistent au rallongement de la durée d'amortissement de douze lignes de prêts pour un montant total de 5 597 669,05 euros.

Ces douze lignes de prêts concernent cinq opérations de logements sociaux :

- La construction de 38 logements « Zac des Salles » à Istres dont le crédit a fait l'objet d'une garantie en 1987 pour une durée initiale de 35 ans, réitérée en 2016 suite à un premier réaménagement ;
- La construction de 70 logements « Zac du Mazet » à Fos-sur-Mer dont le crédit a fait l'objet d'une garantie en 1989 pour une durée initiale de 35 ans, réitérée en 2016 suite à un premier réaménagement ;
- La construction de 58 logements « L'Olympe Zac des Salles » à Istres dont le crédit a fait l'objet d'une garantie en 1993 pour une durée initiale de 35 ans, réitérée en 2016 suite à un premier réaménagement ;
- La construction de 54 logements « Les Nymphéas Zac de St Suspi » à Miramas dont le crédit a fait l'objet d'une garantie en 1994

pour une durée initiale de 32 ans, réitérée en 2011 suite à un premier réaménagement ;

- La construction de 58 logements « Le Basseron » à Auriol dont le crédit a fait l'objet d'une garantie en 1996 pour une durée initiale de 32 ans.

La description des aménagements par la Caisse des Dépôts et Consignations est annexée à la présente délibération.

Compte tenu que ces prêts étaient initialement garantis par les ex-EPCI, la Métropole Aix-Marseille-Provence est sollicitée par la SA HLM Société Française des Habitations Economiques pour réitérer son engagement de garantie dans le cadre d'un réaménagement de dette souscrite auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations.

L'analyse financière de la Société Française des Habitations Economiques, effectuée à partir de son bilan 2017, met en évidence un actif comptable égal à 1 069 593 095 euros et un passif réel (dettes) correspondant à 777 369 490 euros. L'actif net comptable s'élève donc à 292 223 605 euros. Cet actif est bien inférieur à la valeur réelle dans la mesure où il se compose principalement de biens immobiliers dont la valeur réelle est supérieure à la valeur au bilan. Le résultat comptable 2017 est bénéficiaire de 11 806 225 euros.

Eu égard à l'analyse financière du bailleur, il est proposé de faire droit à cette demande de réitération des engagements ayant pour conséquence de rallonger de 10 ans la durée résiduelle de certains prêts ayant fait l'objet d'une garantie d'emprunt. Enfin, compte tenu de l'antériorité des garanties initiales, il convient de conclure avec la SA HLM Société Française des Habitations Economiques une convention de garantie d'emprunt globale pour les cinq opérations concernées par ces douze lignes de prêts, afin de réaffirmer les droits et obligations de la SA HLM Société Française des Habitations Economiques et de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de la Construction et de l'Habitation ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n°88-13 du 5 janvier 1988 d'amélioration de la décentralisation ;
- La loi n° 91-662 du 13 juillet 1991 d'orientation pour la ville ;
- La circulaire n° NOR INT/B/06/00041/C du Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du territoire du 26 avril 2006 ;
- La délibération du 9 juillet 1987 approuvant la garantie d'emprunt à la SA HLM Société Française des Habitations Economiques pour l'opération « Zac des Salles » à Istres ;
- La délibération du 7 avril 1989 approuvant la garantie d'emprunt à la SA HLM Société Française des Habitations Economiques pour l'opération « Zac du Mazet » à Fos-sur-Mer ;
- La délibération du 25 janvier 1993 approuvant la garantie d'emprunt à la SA HLM Société Française des Habitations Economiques pour l'opération « L'Olympe Zac des Salles » à Istres ;
- La délibération du 21 novembre 1994 approuvant la garantie d'emprunt à la SA HLM Société Française des Habitations Economiques pour l'opération « Nymphéa Zac Saint-Suspi » à Miramas ;
- La délibération du 15 février 2001 approuvant le transfert des emprunts de la commune d'Auriol à la Communauté d'Agglomération du Pays d'Aubagne et de l'Etoile ;
- La délibération FAG 008-1539/17/BM du 9 février 2017 approuvant les modifications de garantie d'emprunts de la SA HLM Société Française des Habitations Economiques suite au réaménagement de treize contrats de prêts ;
- La délibération FAG 004-1738/17/CM du 30 mars 2017 approuvant dans le cadre des garanties d'emprunt l'application d'une procédure de vote complémentaire pour les emprunts de la Caisse des Dépôts et Consignations ;
- La délibération FAG 015-4064/18/CM du 28 juin 2018 relative à l'approbation du règlement et conditions générales d'octroi des garanties d'emprunts ;
- La délibération FAG 21-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétence du Conseil au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Les dispositifs d'accompagnement mis en place par la Caisse des Dépôts et Consignations pour réaménager la dette des bailleurs ;
- Que ces dispositifs ont notamment pour conséquence d'allonger la durée résiduelle de certains prêts ;
- Que certains prêts accordés aux bailleurs font l'objet d'une garantie d'emprunt de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Qu'il est nécessaire pour la Métropole Aix-Marseille-Provence de réitérer la garantie d'emprunt dans les nouvelles conditions issues du réaménagement de la dette des bailleurs auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations intégrant en outre le

rallongement de la durée résiduelle de certains prêts.

Délibère

Article 1 :

La Métropole Aix-Marseille-Provence réitère sa garantie pour le remboursement de chaque ligne des prêts réaménagés, initialement contractée par la SA HLM Société Française des Habitations Economiques auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les conditions définies à l'article 2 et référencées en Annexe « Caractéristiques des emprunts réaménagés par la Caisse des dépôts et consignations ».

Ces réaménagements proposés par la Caisse des Dépôts et Consignations concernent les opérations mentionnées dans le tableau ci-après, soit douze lignes de prêts pour un montant total de 5 597 669,05 euros.

Ligne du prêt	Opération	Année de démarrage du prêt	Durée de la garantie d'emprunt intégrant le réaménagement de la dette
0461157	Le Basseron Auriol	1998	42 ans
0461159	Le Basseron Auriol	1998	42 ans
1210295	Nymphéa – Zac St Suspi Miramas	2012	27 ans
1293146	Zac du Mazet Fos-sur-Mer	2016	28 ans
1293147	Zac du Mazet Fos-sur-Mer	2016	29 ans
1293148	Zac du Mazet Fos-sur-Mer	2016	29 ans
1293149	Zac des Salles Istres	2016	28 ans
1293150	Zac des Salles Istres	2016	29 ans
1293151	Zac des Salles Istres	2016	29 ans
1293152	Zac des Salles Istres	2016	30 ans
1293153	Zac du Mazet Fos-sur-Mer	2016	30 ans
1305307	L'Olympe Zac des Salles Istres	2016	32 ans

La garantie est accordée pour chaque ligne de prêt réaménagée, à hauteur de la quotité indiquée à l'Annexe précitée, et ce jusqu'au complet remboursement des sommes dues (en principal, majoré des intérêts, intérêts compensateurs ou différés, y compris toutes commissions, pénalités ou indemnités pouvant être dues notamment en cas de remboursement anticipé) ou les intérêts moratoires que la SA HLM Société Française des Habitations Economiques aurait encourus au titre des prêts réaménagés.

Article 2 :

Les nouvelles caractéristiques financières des lignes de prêt réaménagées sont indiquées, pour chacune d'entre elles, à l'Annexe « Caractéristiques des emprunts réaménagés par la Caisse des dépôts et consignations » qui fait partie intégrante de la présente délibération.

Concernant les lignes de prêt réaménagées à taux révisables indexées sur le taux du Livret A, le taux du Livret A effectivement appliqué auxdites lignes de prêt

réaménagées sera celui en vigueur à la date de valeur du réaménagement.

Les caractéristiques financières modifiées s'appliquent à chaque ligne de prêt réaménagée référencée à l'Annexe à compter de la date d'effet de l'avenant constatant le réaménagement, et ce jusqu'au complet remboursement des sommes dues.

A titre indicatif, le taux du Livret A au 29 juin 2018 est de 0,75 %.

Les commissions, frais et accessoires liés à cet avenant sont à la charge de la SA HLM Société Française des Habitations Economiques.

Article 3 :

La garantie de la Métropole Aix-Marseille-Provence est accordée jusqu'au complet remboursement des sommes contractuellement dues par la SA HLM Société Française des Habitations Economiques dont elle ne se serait pas acquittée à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage à se substituer à la SA HLM Société Française des Habitations Economiques pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Article 4 :

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage jusqu'au complet remboursement des sommes contractuellement dues à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour en couvrir les charges.

Article 5 :

En contrepartie de sa garantie, la Métropole Aix-Marseille-Provence bénéficie du maintien des logements réservés initialement consentis par la SA HLM Société Française des Habitations Economiques concernant lesdites opérations.

Article 6 :

Est approuvée la convention de garantie d'emprunt ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la SA HLM Société Française des Habitations Economiques.

Article 7 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou le Vice-Président délégué au Budget et aux Finances, est autorisé à signer les avenants aux contrats de prêts établis entre la Caisse des Dépôts et Consignations et la SA HLM Société Française des Habitations Economiques, la convention de garantie

d'emprunt, ainsi que toutes les pièces relatives à cette garantie d'emprunt.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 035-5810/19/BM

■ Approbation du principe de l'élargissement du champ d'intervention de la Commission Métropolitaine d'Indemnisation Amiable des préjudices économiques liés aux travaux les plus impactants de requalification des espaces publics du centre-ville de Marseille.
MET 19/10645/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération n°VOI 004-3373/17/CM du 14 décembre 2017, le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé le programme de requalification des espaces publics du centre-ville de Marseille.

Avec le plan « Ambition Centre-Ville », la Métropole Aix-Marseille-Provence et la Ville de Marseille souhaitent apporter au centre-ville une attractivité et une qualité de vie qui l'affirme comme un lieu de destination.

Dans la continuité des aménagements réalisés depuis 2012 (semi-piétonisation du Vieux-Port, prolongement du réseau de tramway Canebière - Cours Saint Louis – Castellane, aménagement de la rue Paradis, requalification de la Place Jean Jaurès, requalification du Cours Lieutaud), la Métropole Aix-Marseille-Provence poursuit la requalification du centre-ville de Marseille. La redynamisation du cœur de la ville centre de la Métropole représente l'une des clés stratégiques d'aménagement durable portée par Aix-Marseille-Provence. Concevoir un nouvel espace de vie fonctionnel, transformer l'espace dédié à la voiture hier en un espace piéton demain, créer une harmonie visuelle, améliorer le partage de l'espace public et de créer, à court terme, un vaste espace cohérent et propice à la déambulation, tels sont les principaux objectifs de ces travaux de requalification.

Les travaux se dérouleront en trois phases, susceptibles d'évoluer, de février 2019 à 2021.

Consciente que les gênes et perturbations engendrées par les travaux peuvent avoir une incidence importante sur l'activité économique riveraine des chantiers, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence a décidé d'instaurer une procédure d'indemnisation amiable des préjudices économiques subis par les professionnels riverains des chantiers qui y sont éligibles.

Par délibération FAG 059-483/16/CM du 30 juin 2016, le Conseil de la Métropole a approuvé la constitution

de la Commission d'Indemnisation Amiable de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence.

Cette Commission Métropolitaine d'Indemnisation Amiable est chargée d'une part, d'examiner les réclamations des entreprises riveraines situées sur le tracé des chantiers éligibles à ladite Commission sur l'ensemble du territoire de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, et d'autre part de proposer des indemnisations pour les préjudices économiques en lien de causalité direct dès lors que ces derniers travaux engagés y sont éligibles, dans les conditions fixées par le règlement budgétaire et financier.

Un tel dispositif permet à la Métropole d'Aix-Marseille-Provence d'adopter les mesures permettant le maintien de l'activité commerciale et artisanale riveraine des secteurs concernés par les travaux, nonobstant les perturbations inhérentes aux chantiers durant plusieurs mois voire même plusieurs années.

Le conseil de Métropole Aix-Marseille-Provence a pareillement approuvé la délibération VOI 001-5522/19/CM du 28 février 2019 relative à l'approbation du bilan de la concertation publique portant sur le projet de requalification des espaces publics du centre-ville de Marseille.

Afin de minimiser l'impact des travaux liés à cette opération sur la vie économique locale, il est proposé d'élargir le champ d'application de cette Commission Métropolitaine d'Indemnisation Amiable aux préjudices économiques résultant des travaux les plus impactants de requalification des espaces publics du centre-ville de Marseille.

Par ailleurs, un périmètre d'indemnisation relatif aux entreprises riveraines impactées par le chantier de requalification des espaces publics du centre-ville de Marseille, délimitant trois phases des travaux d'aménagement susceptibles d'évoluer dans le temps et dans l'espace, a été défini et joint à la délibération.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération FAG 059-483/16/CM du 30 juin 2016 de constitution de la Commission Indemnisation Amiable métropolitaine ;

- La délibération VOI 004-3373/17/CM du 14 décembre 2017 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération VOI 001-5522/19/CM du 28 février 2019 relative à l'approbation du bilan de concertation publique pour le projet de requalification des espaces publics du centre-ville de Marseille ;
- La délibération FAG 21-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 14 mai 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il est nécessaire pour la Métropole Aix-Marseille-Provence de prendre en considération l'impact sur l'activité économique riveraine des travaux les plus impactants de requalification des espaces publics du centre-ville de Marseille ;
- Que l'élargissement du champ d'intervention de la Commission Métropolitaine d'Indemnisation Amiable des préjudices économiques est de nature à répondre à ce besoin.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le principe de l'élargissement du champ d'intervention de la Commission Métropolitaine d'Indemnisation Amiable des préjudices économiques, à l'examen des dossiers de demandes d'indemnisation des professionnels riverains des travaux les plus impactants de requalification des espaces publics du centre-ville de Marseille

Article 2 :

Est approuvé le périmètre d'indemnisation relatif aux entreprises riveraines impactées par les travaux les plus impactants de requalification des espaces publics du centre-ville de Marseille délimitant trois phases des travaux d'aménagement dans le temps et dans l'espace.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 036-5811/19/BM

■ Indemnisation des préjudices économiques subis par les professionnels riverains d'opérations d'aménagement sous maîtrise d'ouvrage de la Métropole Aix-Marseille-Provence MET 19/10685/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence entrevoit d'engager d'importants travaux d'aménagement structurant sur le territoire métropolitain.

Toutefois, consciente que les gênes et perturbations engendrées par ces travaux auront une incidence importante sur l'activité économique riveraine des chantiers, la Métropole Aix-Marseille-Provence a décidé d'instaurer une procédure d'indemnisation amiable des préjudices économiques subis par les professionnels riverains de ces futurs chantiers.

Ainsi, par délibération du 30 juin 2016, elle a créé une Commission métropolitaine d'indemnisation amiable des préjudices économiques subis par les professionnels riverains d'opérations d'aménagement sous maîtrise d'ouvrage de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

La Commission métropolitaine d'indemnisation amiable examine les réclamations des professionnels et propose des indemnisations pour les préjudices économiques en lien de causalité direct avec les travaux engagés dès lors qu'ils ont été réalisés sous maîtrise d'ouvrage de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Lors de sa réunion du 2 avril 2019, la Commission métropolitaine d'indemnisation amiable s'est prononcée sur :

- 1) La recevabilité de 10 demandes d'indemnisation suite aux travaux de réalisation d'une ligne de bus à haut niveau de service (BHNS) L'AIXPRESS à Aix-en-Provence et de requalification du Port-Vieux de La Ciotat :

ont été déclarés recevables et à ce titre ont fait l'objet d'une demande d'expertise judiciaire pour les périodes de travaux ci-après précisées, les dossiers suivants :

- BHNS-AIX-2019/03/10 : OCCADECO du 08/02/2018 au 31/03/2019,
- BHNS-AIX-2019/03/11 : TWO LIFE du 10/01/2018 au 31/03/2019
- PV La Ciotat-2019/03/01 : CONTINENTAL du 03/09/2018 au 03/03/2019,

- PV La Ciotat-2019/03/02 : LES SAVEURS D'ORIENT du 03/09/2018 au 03/03/2019,
- PV La Ciotat-2019/03/03 : BAR O'CENTRAL du 03/09/2018 au 03/03/2019,
- PV La Ciotat-2019/03/04 : SOUS LES LAMPIONS du 03/09/2018 au 03/03/2019,
- PV La Ciotat-2019/03/05 : LA MAMMA du 03/09/2018 au 03/03/2019,
- PV La Ciotat-2019/03/06 : LA MAISON DE LA PRESSE du 03/09/2018 au 03/03/2019,
- PV La Ciotat-2019/03/07 : AU POIVRE D'ANE du 03/09/2018 au 03/03/2019,
- PV La Ciotat-2019/03/08 : LA GROTTTE du 03/09/2018 au 03/03/2019,

Par conséquent, il est proposé de suivre l'avis de la Commission métropolitaine d'indemnisation amiable relatif à l'examen de la recevabilité des 10 demandes d'indemnisations précitées.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération FAG 059-483/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 relative à la constitution de la Commission d'Indemnisation amiable de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour des préjudices économiques subis par les professionnels riverains d'opérations d'aménagement sous maîtrise d'ouvrage de la Métropole ;
- La délibération FAG 021-5718/19 CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégations de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'avis de la Commission d'indemnisation amiable des préjudices économiques de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 2 avril 2019 ;

- La délibération pour information au Conseil de Territoire Marseille Provence.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que les travaux de réalisation d'une ligne de bus à haut niveau de service (BHNS) L'AIXPRESS du Pays d'Aix-en-Provence ainsi que les travaux de requalification du Port-Vieux de La Ciotat ont eu un impact sur des exploitations commerciales ;
- Qu'il convient de minimiser l'impact sur la vie économique locale des travaux engagés sous maîtrise d'ouvrage de la Métropole ;
- Que la Commission d'indemnisation amiable des préjudices économiques de la Métropole Aix-Marseille-Provence s'est prononcée sur la recevabilité de dossiers relatifs à ces travaux.

Délibère

Article unique :

Est suivi l'avis de la Commission métropolitaine d'indemnisation amiable relatif à l'examen de la recevabilité des 10 dossiers de demande d'indemnisation précités.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 037-5812/19/BM

■ Approbation d'une convention de partenariat relative à l'accompagnement des commerçants, artisans et professionnels riverains du chantier de requalification du cours Lieutaud à Marseille (1er et 6ème arrondissements)

MET 19/10648/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant : Par délibération FAG 059-483/16/CM du 30 juin 2016, le Conseil de la Métropole a approuvé la constitution de la Commission d'Indemnisation Amiable de la Métropole Aix-Marseille-Provence (CMIA) pour les préjudices économiques subis par les commerçants, artisans et professionnels riverains d'opérations d'aménagement sous sa maîtrise d'ouvrage.

Par délibération VOI 001-4697/18/CM du 18 octobre 2018, le Conseil de la Métropole a approuvé le bilan de concertation préalable pour la requalification du

cours Lieutaud à Marseille 1^{er} et 6^{ème} arrondissements.

Par délibération FAG 020-5319/19/BM du 28 février 2019, le Conseil de la Métropole a approuvé le principe de l'élargissement du champ d'intervention de la Commission Métropolitaine d'Indemnisation Amiable des préjudices économiques, à l'examen des dossiers de demandes d'indemnisation des commerçants, artisans et professionnels riverains des travaux de requalification du cours Lieutaud à Marseille 1^{er} et 6^{ème} arrondissements.

A cet égard, a également été approuvé le périmètre relatif aux commerces impactés par les travaux de requalification du cours Lieutaud à Marseille 1^{er} et 6^{ème} arrondissements.

Les travaux d'aménagements nécessaires à la requalification du cours Lieutaud occasionneront des perturbations pour l'ensemble des commerçants, artisans et professionnels riverains. Ainsi, pour les aider à traverser cette période difficile, la Métropole Aix-Marseille-Provence, la Ville de Marseille, en liaison avec leurs partenaires la Chambre de Métiers et de l'Artisanat de la Région PACA et la Chambre de Commerce et d'Industrie Marseille Provence, ont décidé de mettre en œuvre des mesures fortes d'accompagnement dans le cadre de leurs compétences respectives.

- Dans le cadre du suivi de l'instruction des dossiers, la Métropole assurera l'organisation de la CIA et la prise en charge financière des indemnisations proposées ainsi que le coût des expertises judiciaires préalables permettant de déterminer la recevabilité et le montant des préjudices d'exploitation subis.
- La Métropole Aix-Marseille-Provence pour sa part, poursuit son projet de mutation de ses infrastructures routières pour apaiser notamment le centre-ville de Marseille qui remettra à neuf l'ensemble des voiries et des espaces publics traversés. Ces travaux d'aménagement permettront aux piétons de se réapproprier leur quartier et de mieux partager l'espace public avec les automobilistes et les cyclistes.
- La Chambre de Commerce et d'Industrie Marseille Provence et la Chambre de Métiers et de l'Artisanat de la Région PACA sont engagées dans un dispositif de soutien et d'accompagnement des professionnels riverains des chantiers précités, en partenariat avec les différents organismes fiscaux et sociaux.

Aussi, il est apparu nécessaire d'identifier deux interlocuteurs privilégiés afin de faciliter le suivi de toutes les démarches décrites ci-dessus.

La Chambre de Commerce et d'Industrie Marseille Provence, partenaire institutionnel des commerçants et entreprises, et la Chambre de Métiers et de l'Artisanat de la Région PACA, celui des artisans, souhaitent jouer pleinement ce rôle, en tant que représentants actifs et concrets des intérêts économiques de leur circonscription.

Ils auront pour mission, chacun pour leurs ressortissants respectifs :

- d'accueillir les commerçants, artisans et professionnels riverains du chantier,
- de les aider et de les orienter utilement dans toutes les démarches qui leur seront nécessaires en vue de l'identification de leur préjudice éventuel,
- de leur délivrer un dossier de demande d'indemnisation ou/et de reports de charges fiscales et sociales ou/et d'exonération des redevances d'occupation du domaine public et des taxes sur les publicités lumineuses, soit dans leur commerce, soit dans les locaux de la Chambre de Commerce et d'Industrie Marseille Provence ou de la Chambre de Métiers et de l'Artisanat de la Région PACA.
- de les conseiller dans la constitution desdits dossiers,
- de délivrer un accusé réception aux requérants lors du dépôt des dossiers d'indemnisation et ensuite de les remettre à la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille Provence ;
- La délibération FAG 059-483/16/CM du 30 juin 2016, de constitution de la Commission Indemnisation Amiable Métropolitaine ;

- La délibération VOI 001-4697/18/CM du 18 octobre 2018 portant l'approbation du bilan de la concertation préalable pour la requalification du cours Lieutaud à Marseille (1^{er} et 6^{ème} arrondissements) ;
- La délibération FAG 020-5319/19/BM du 28 février 2019 élargissant le périmètre de la Commission Métropolitaine d'Indemnisation Amiable à l'opération de requalification du cours Lieutaud et approuvant le périmètre relatif aux commerçants, artisans et professionnels riverains impactés par le chantier ;
- La délibération FAG 21-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- L'information du Conseil de Territoire Marseille Provence.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que le partenariat entre la Métropole Aix-Marseille-Provence, la Ville de Marseille, la Chambre de Commerce et d'Industrie de Marseille Provence et la Chambre de Métiers et de l'Artisanat de la Région PACA permet d'anticiper aux mieux les répercussions sur la vie économique locale des travaux de requalification du cours Lieutaud.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention ci-annexée avec la Ville de Marseille, la Chambre de Commerce et d'Industrie de Marseille Provence et la Chambre de Métiers et de l'Artisanat de la Région PACA relative aux mesures d'accompagnement proposées aux commerçants, artisans et professionnels riverains du chantier de requalification du cours Lieutaud à Marseille (1^{er} et 6^{ème} arrondissements) ;

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 038-5813/19/BM

**■ Approbation d'une convention de partenariat relative à l'accompagnement des commerçants, artisans et professionnels riverains du chantier de requalification de la place Jean Jaurès à Marseille (1^{er}, 5^{ème} et 6^{ème} arrondissements)
MET 19/10644/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération FAG 059-483/16/CM du 30 juin 2016, le Conseil de la Métropole a approuvé la constitution de la Commission d'Indemnisation Amiable de la Métropole Aix-Marseille-Provence (CMIA) pour les préjudices économiques subis par les commerçants, artisans et professionnels riverains d'opérations d'aménagement sous sa maîtrise d'ouvrage.

Par délibération URB 030-2788/17/CM du 19 octobre 2017, la Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé le bilan de concertation publique pour le projet de requalification de la place Jean Jaurès à la limite des 1^{er}, 5^{ème} et 6^{ème} arrondissements au sein des pôles du secteur de la Plaine.

Par délibération FAG 019-5318/19/BM séance du 28 février 2019, le Conseil de la Métropole a approuvé le principe de l'élargissement du champ d'intervention de la Commission Métropolitaine d'Indemnisation Amiable des préjudices économiques à l'examen des dossiers de demandes d'indemnisation des commerçants, artisans et professionnels riverains du chantier de requalification de la Place Jean Jaurès à Marseille.

A cet égard, a également été approuvé le périmètre relatif aux commerces impactés par les travaux de requalification de la place Jean Jaurès à la limite des 1^{er}, 5^{ème} et 6^{ème} arrondissements, au sein des pôles du secteur de la Plaine

Les travaux d'aménagements nécessaires à la requalification de la Place Jean Jaurès à Marseille occasionneront des perturbations pour l'ensemble des commerçants, artisans et professionnels riverains. Ainsi, pour les aider à traverser cette période difficile, la Métropole Aix-Marseille-Provence, la Ville de Marseille, en liaison avec leurs partenaires la Chambre de Métiers et de l'Artisanat de la Région PACA et la Chambre de Commerce et d'Industrie Marseille Provence, ont décidé de mettre en œuvre des mesures fortes d'accompagnement dans le cadre de leurs compétences respectives.

- Dans le cadre du suivi de l'instruction des dossiers, la Métropole assurera l'organisation de la CIA et la prise en charge financière des indemnisations proposées ainsi que le coût des expertises judiciaires préalables permettant de déterminer la recevabilité et le montant des préjudices d'exploitation subis.

- La Métropole Aix-Marseille Provence contribue à la poursuite du plan «Ambition Centre-Ville» de la Ville de Marseille en visant la rénovation de plusieurs aires urbaines situées au cœur de la ville. Plus grande place de Marseille et deuxième espace public de la ville après le Vieux-Port, la place Jean-Jaurès est le symbole de la typicité locale, l'emblème d'un Marseille historique. La place se mue en grande place méditerranéenne, polyvalente, piétonne et accessible. Concevoir un nouvel espace de vie fonctionnel, transformer l'espace dédié à la voiture hier en un espace piéton demain, créer une place végétalisée sont les principaux objectifs de ces travaux d'aménagement de la Place Jean Jaurès sous maîtrise d'ouvrage de la Société Locale d'Equipeement et d'Aménagement de l'aire Métropolitaine (SOLEAM).

- La Chambre de Commerce et d'Industrie Marseille Provence et la Chambre de Métiers et de l'Artisanat de la Région PACA sont engagées dans un dispositif de soutien et d'accompagnement des commerçants, artisans et professionnels riverains des chantiers précités, en partenariat avec les différents organismes fiscaux et sociaux.

Aussi, il est apparu nécessaire d'identifier deux interlocuteurs privilégiés afin de faciliter le suivi de toutes les démarches décrites ci-dessus.

La Chambre de Commerce et d'Industrie Marseille Provence, partenaire institutionnel des commerçants et entreprises, et la Chambre de Métiers et de l'Artisanat de la Région PACA, celui des artisans, souhaitent jouer pleinement ce rôle, en tant que représentants actifs et concrets des intérêts économiques de leur circonscription.

Ils auront pour mission, chacun pour leurs ressortissants respectifs :

- d'accueillir les commerçants, artisans et professionnels riverains du chantier,
- de les aider et de les orienter utilement dans toutes les démarches qui leur seront nécessaires en vue de l'identification de leur préjudice éventuel,
- de leur délivrer un dossier de demande d'indemnisation ou/et de reports de charges fiscales et sociales ou/et d'exonération des redevances d'occupation du domaine public et des taxes sur les publicités lumineuses, soit dans leur commerce, soit dans les locaux de la Chambre de Commerce et

d'Industrie Marseille Provence ou de la Chambre de Métiers et de l'Artisanat de la Région PACA.

- de les conseiller dans la constitution desdits dossiers,
- de délivrer un accusé réception aux requérants lors du dépôt des dossiers d'indemnisation et ensuite de les remettre à la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération FAG 059-483/16/CM du 30 juin 2016 de constitution de la Commission Indemnisation Amiable métropolitaine ;
- La délibération URB 030-2788/17/CM du 19 octobre 2017 relative à l'approbation du bilan de concertation publique pour le projet de requalification de la place Jean Jaurès à la limite des 1^{er}, 5^{ème} et 6^{ème} arrondissements au sein des pôles du secteur de la Plaine ;
- La délibération FAG 019-5318/19/BM du 28 février 2019 élargissant le champ d'intervention de la Commission Métropolitaine d'Indemnisation Amiable des préjudices économiques, à l'examen des dossiers de demandes d'indemnisation des commerçants riverains des travaux d'aménagement de la place Jean Jaurès à la limite du 1^{er}, 5^{ème} et 6^{ème} arrondissement, au sein des pôles du secteur de la Plaine, et approuvant le périmètre relatif aux commerces impactés par le chantier.
- La délibération FAG 21-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que le partenariat entre la Métropole Aix-Marseille-Provence, la Ville de Marseille, la SOLEAM, la Chambre de Commerce et d'Industrie de Marseille Provence et la Chambre de Métiers et de l'Artisanat de la Région PACA permet d'anticiper au mieux les répercussions sur la vie économique locale des travaux de requalification de la place Jean Jaurès à Marseille (1^{er}, 5^{ème} et 6^{ème} arrondissement).

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention ci-annexée avec la Ville de Marseille, la SOLEAM, la Chambre de Commerce et d'Industrie de Marseille Provence et la Chambre de Métiers et de l'Artisanat de la Région Provence-Alpes-Côte-d'Azur relative aux mesures d'accompagnement proposées commerçants, artisans et professionnels riverains du chantier de requalification de la place Jean Jaurès à Marseille (1^{er}, 5^{ème} et 6^{ème} arrondissement).

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 039-5814/19/BM

■ Approbation d'une convention de partenariat relative à l'accompagnement des commerçants, artisans et professionnels riverains du chantier de requalification du centre ancien de Marignane de la Place de la République et de l'Avenue Jean Jaurès

MET 19/10641/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération FAG 059-483/16/CM du 30 juin 2016, le Conseil de la Métropole a approuvé la constitution de la Commission d'Indemnisation Amiable de la Métropole Aix-Marseille-Provence (CMIA) pour les préjudices économiques subis par les commerçants, artisans et professionnels riverains d'opérations d'aménagement sous sa maîtrise d'ouvrage.

Par délibération RNOV 003-666/11/CC du 21 octobre 2011, la Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé la convention pour le projet de requalification, dans sa première phase, du centre ancien de Marignane dans le cadre du Programme National de Requalification des Quartiers Anciens Dégradés (PNRQAD)

Par délibération FAG 002-5528/19/BM séance du 28 mars 2019, le Conseil de la Métropole a approuvé le

principe de l'élargissement du champ d'intervention de la Commission Métropolitaine d'Indemnisation Amiable des préjudices économiques, à l'examen des dossiers de demandes d'indemnisation des commerçants, artisans et professionnels riverains des travaux de requalification du centre ancien de Marignane de la Place de la République et de l'Avenue Jean Jaurès.

A cet égard, a également été approuvé le périmètre relatif aux commerces impactés par les travaux de requalification du centre ancien de Marignane de la Place de la République et de l'Avenue Jean Jaurès.

Les travaux d'aménagements nécessaires à la requalification de la Place de la République et de l'Avenue Jean Jaurès à Marignane occasionneront des perturbations pour l'ensemble des commerçants, artisans et professionnels riverains. Ainsi, pour les aider à traverser cette période difficile, la Métropole Aix-Marseille-Provence, la Ville de Marignane, en liaison avec leurs partenaires la Chambre de Métiers et de l'Artisanat de la Région PACA et la Chambre de Commerce et d'Industrie Marseille Provence, ont décidé de mettre en œuvre des mesures fortes d'accompagnement dans le cadre de leurs compétences respectives.

- Dans le cadre du suivi de l'instruction des dossiers, la Métropole assurera l'organisation de la CIA et la prise en charge financière des indemnisations proposées ainsi que le coût des expertises judiciaires préalables permettant de déterminer la recevabilité et le montant des préjudices d'exploitation subis.
- La Ville de Marignane pour sa part poursuit son projet de requalification du Centre ancien de Marignane identifié comme un enjeu pour le développement de la commune permettant ainsi de dynamiser l'attractivité de son cœur historique et participer au renouvellement urbain de la commune. Ce projet permettra de revitaliser le centre historique en mettant en valeur son cœur et en inscrivant Marignane dans une perspective durable d'évolution positive. Il sera ambitieux et rare préservant et valorisant le patrimoine historique de la Ville.
- La Chambre de Commerce et d'Industrie Marseille Provence et la Chambre de Métiers et de l'Artisanat de la Région PACA sont engagées dans un dispositif de soutien et d'accompagnement des commerçants, artisans et professionnels riverains des chantiers précités, en partenariat avec les différents organismes fiscaux et sociaux.

Aussi, il est apparu nécessaire d'identifier deux interlocuteurs privilégiés afin de faciliter le suivi de toutes les démarches décrites ci-dessus.

La Chambre de Commerce et d'Industrie Marseille Provence, partenaire institutionnel des commerçants et entreprises, et la Chambre de Métiers et de l'Artisanat de la Région PACA, celui des artisans, souhaitent jouer pleinement ce rôle, en tant que représentants actifs et concrets des intérêts économiques de leur circonscription.

Ils auront pour mission, chacun pour leurs ressortissants respectifs :

- d'accueillir les commerçants, artisans et professionnels riverains,
- de les aider et de les orienter utilement dans toutes les démarches qui leur seront nécessaires en vue de l'identification de leur préjudice éventuel,
- de leur délivrer un dossier de demande d'indemnisation ou/et de reports de charges fiscales et sociales ou/et d'exonération des redevances d'occupation du domaine public et des taxes sur les publicités lumineuses, soit dans leur commerce, soit dans les locaux de la Chambre de Commerce et d'Industrie Marseille Provence ou de la Chambre de Métiers et de l'Artisanat de la Région PACA.
- de les conseiller dans la constitution desdits dossiers,
- de délivrer un accusé réception aux requérants lors du dépôt des dossiers d'indemnisation et ensuite de les remettre à la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération RNOV 003-666/11/CC du 21 octobre 2011, la Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé la convention pour le projet de requalification, dans sa première phase, du centre ancien de Marignane dans le cadre du Programme National de Requalification des Quartiers Anciens Dégradés (PNRQAD) ;
- La délibération FAG 059-483/16/CM du 30 juin 2016, le Conseil de la Métropole a approuvé la constitution de la Commission d'Indemnisation Amiable de la Métropole Aix-Marseille-Provence (CMIA) pour les préjudices économiques subis par

commerçants, artisans et professionnels riverains d'opérations d'aménagement sous sa maîtrise d'ouvrage ;

- La délibération FAG 002-5528/19/BM du 28 mars 2019 élargissant le champ d'intervention de la Commission métropolitaine d'indemnisation amiable des préjudices économiques à l'opération de requalification du centre ancien de Marignane de la Place de la République et de l'Avenue Jean Jaurès et approuvant le périmètre relatif aux commerces impactés par le chantier ;
- La délibération FAG 21-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- L'information du Conseil de Territoire Marseille Provence.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que le partenariat entre la Métropole Aix-Marseille-Provence, la Ville de Marignane, la Chambre de Commerce et d'Industrie de Marseille Provence et la Chambre de Métiers et de l'Artisanat de la Région PACA permet d'anticiper au mieux les répercussions sur la vie économique locale des travaux de requalification du centre ancien de Marignane de la Place de la République et de l'Avenue Jean Jaurès.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention ci-annexée avec la Ville de Marignane, la Chambre de Commerce et d'Industrie de Marseille Provence et la Chambre de Métiers et de l'Artisanat de la Région PACA relative aux mesures d'accompagnement proposées aux commerçants, artisans et professionnels riverains du chantier de requalification du centre ancien de Marignane de la Place de la République et de l'Avenue Jean Jaurès.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 040-5815/19/BM

■ Approbation d'une convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage relative à la réalisation par la commune d'Aubagne d'équipements relatifs à la compétence "Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale touristique, portuaire ou aéroportuaire"
MET 19/10753/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Commune d'Aubagne a planifié des opérations d'ensemble liant l'aménagement de voirie et l'éclairage public sur son territoire en connexion directe avec le périmètre des ZAE concernées. La réfection des revêtements de voirie, la rénovation des éclairages alimentés par des armoires électriques et des comptages municipaux ne doivent pas s'interrompent aux limites administratives des nouvelles compétences de chacun et nécessitent une intervention globale pour ce type d'opérations nouvelles décrites ci-dessous :

- Travaux de rénovation de l'éclairage des ZI,
- Travaux de voirie et de sécurité sur les ZI,
- Création de stationnement et Protection des modes doux

En application des dispositions de l'article L.5218-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Métropole est compétente en matière de « création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale touristique, portuaire ou aéroportuaire » depuis le 1er janvier 2018.

Elle a donc normalement vocation à se substituer à cette date à la commune pour l'exécution des opérations de travaux au jour du transfert de ladite compétence.

Toutefois, compte tenu des délais incompressibles fixés par les textes pour le transfert de la compétence « zone d'activité », la Métropole-Aix-Marseille Provence et la ville d'Aubagne ont signé une convention de gestion autorisant cette dernière à assurer la continuité de la compétence pour le compte de la Métropole sur la totalité des prérogatives de maîtrise d'ouvrage afférentes aux opérations objet de la présente convention afin que la commune puisse inclure ces travaux dans son opération d'ensemble sur les aménagements de voirie en connexion avec le périmètre des ZAE concernées.

Dans le cadre d'opérations nouvelles non décidées au 1er janvier 2018, et pendant la période de validité de la présente convention qui a été prolongée d'un an par avenant, la prise en charge par la commune de ces opérations, peut être régie par une convention

distincte, de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage au sens du II de l'article 2 de la n° 85-704 du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée conclue entre la Métropole et la commune.

Cette délibération vise à approuver la convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage consentie pour la durée de l'opération.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°85-704 du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération du Conseil Municipal d'Aubagne du 13 mars 2019 approuvant la convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage pour les opérations d'aménagement des zones d'activités ;
- La délibération FAG 21-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile du 14 mai 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage (TTMO) pour les opérations d'aménagement des zones d'activités sur la commune d'Aubagne ci-annexée.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention ainsi que tous les actes y afférent.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget 2019 de l'Etat Spécial du Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile en dépense d'investissement au Chapitre 45 nature 4581174025 opération 2017402500 « Les Nouveaux Paluds » et nature 4581174040 opération 2017404000 « Requalification des Zi hors Paluds ».

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 041-5816/19/BM

■ Approbation de l'avenant 4 à la convention d'aménagement confiée à la Société Publique Locale d'Aménagement Pays d'Aix Territoires relative à Salle de Musiques Actuelles à Aix-en-Provence MET 19/10656/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Communauté du Pays d'Aix a confié à la SPLA "Pays d'Aix Territoires", par convention notifiée le 25 juillet 2013, la mission de réaliser les études préalables de faisabilité et de programmation, dans l'objectif d'implanter une Salle de Musiques ACtuelles [SMAC] sur le site de la Constance sur la Commune d'Aix-en-Provence.

A l'issue de ces études, la Communauté du Pays d'Aix a validé le programme et l'enveloppe financière de l'opération et a décidé, comme le prévoyait la Convention, d'engager la Phase 2 du contrat en demandant, par Avenant, à la SPLA "Pays d'Aix Territoires", de réaliser l'opération.

Cet avenant n° 1, notifié à la SPLA le 5 novembre 2014, fixait, entre autres, le coût prévisionnel de l'opération à 17 730 000 euros H.T. et la fin du délai contractuel de la convention au 30 septembre 2018 suivant un calendrier prévisionnel de réalisation annexé à l'avenant. Ce calendrier prévoyait une attribution du marché de conception/réalisation fin mai 2015, un démarrage des travaux en février 2016, et une livraison de l'ouvrage fin juillet 2017.

Dans le cadre de l'élaboration du Programme Technique Détaillé, des évolutions à la hausse du programme de construction ont été validées par le Comité Technique de l'opération du 27 avril 2017, puis par le Comité de Pilotage du 11 septembre 2015.

Un avenant n° 2, notifié à la SPLA le 2 décembre 2015, a entériné ces modifications de programme et augmenté le coût prévisionnel de l'opération en le portant à 20 500 000 € T.T.C.

Un avenant n°3, notifié à la SPLA le 18 décembre 2015, a modifié l'article 10.4 de l'acte d'engagement pour erreur matérielle.

Le Dossier de Consultation des Concepteurs qui, d'après le calendrier joint à l'avenant 1, devait être achevé à la fin du mois de septembre 2014, n'a donc pu être communiqué aux candidats que début mai 2015 (après validation du Comité Technique), soit avec 7 mois de retard sur les prévisions, et le marché de conception/réalisation notifié fin décembre 2015, soit, avec 7 mois de retard par rapport au calendrier de l'Avenant n° 1.

Dans ce même calendrier, l'Ordre de Service de démarrage des travaux devait être donné 8 mois après la notification du marché, à la validation des études de projet.

Cette validation n'est intervenue que le 27 avril 2017 et l'Ordre de Service de démarrage des travaux a été donné le 2 mai 2017 soit 17 mois après la notification du marché.

La phase étude a une durée de 9 mois de plus que prévu au calendrier de l'avenant 1.

Cet écart de 9 mois est dû à une période de validation de l'APD, plus longue que prévue, compte tenu des nombreuses demandes de compléments techniques et précisions faites au groupement à la réalisation de la coque béton et aux problématiques d'entretien maintenance qu'elle peut poser, à une reprise totale du projet des aménagements extérieurs en phase projet, suite aux demandes faites par l'Architecte des Bâtiments de France à l'occasion de l'instruction du Permis de Construire, et à une prise en compte de demande d'adaptations du projet (hall, passerelle et régie), de nouvelles liaisons fonctionnelles entre locaux.

Enfin, le Maître d'Ouvrage a imposé au Groupement, par avenant n° 2 à son marché de conception/réalisation, "l'extension de leur responsabilité décennale à la coque béton et sa structure porteuse, sans qu'il soit besoin de justifier du caractère indissociable de l'ouvrage de cette enveloppe architectonique, élément non structurel du bâtiment", impliquant de nombreux essais demandés par le contrôleur technique.

Le délai global de réalisation de la coque étant de 8 mois (3 mois pour l'établissement de plans d'exécution de la structure métallique et sa fabrication, et 5 mois de montage de la structure et projection du béton comme cela figure dans le planning travaux du marché), le délai global des travaux est prolongé de 6 mois.

L'ensemble de ces faits nouveaux, récapitulés ci-dessous, justifie une prolongation du délai de la convention, de 22 mois :

- Modification du Programme de Construction ayant prolongé le délai d'élaboration du Programme Technique Détaillé : + 7 mois.

- Reprise du Projet, suite aux demandes de l'ABF et à des demandes d'adaptations du projet de la part de la Métropole ayant prolongé le délai des Etudes Techniques : + 9 mois.

- Extension de la garantie décennale à la coque béton et contraintes d'essais en laboratoire prolongeant le délai travaux : + 6 mois.

Aussi, il convient d'approuver l'avenant 4 qui prolonge le délai d'exécution de la convention.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La délibération N°2012_A211 du Conseil de Communauté du 14 décembre 2012 approuvant le pré-programme construction d'une Salle de Musiques Actuelles à Aix-en-Provence ;
- La délibération N°2013_B318 du Bureau communautaire du 27 juin 2013 approuvant la convention d'aménagement confiée à la SPLA « Pays d'Aix Territoires » pour la construction d'une Salle de Musiques Actuelles à Aix-en-Provence ;
- La délibération N°2014_A227 du Conseil de Communauté du 14 octobre 2014 approuvant le programme définitif et le coût d'opération de la future salle SMAC sur le site de la Constance à Aix-en-Provence et l'avenant n°1 fixant les conditions d'intervention de la SPLA pour la réalisation de l'équipement.
- La délibération N°2015_A227 du Conseil de Communauté du 8 octobre 2015 approuvant le coût prévisionnel de l'opération de la future SMAC et l'avenant n°2 fixant les conditions d'intervention de la SPLA pour la réalisation de l'équipement.
- La délibération N°2015_A227 du Conseil de Communauté du 26 novembre 2015 approuvant l'avenant n°3 à la convention d'aménagement confiée à la SPLA ;
- La délibération n° FAG 021-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole,
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 9 mai 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant,

- Qu'il convient de poursuivre la réalisation de la Salle de Musiques Actuelles (SMAC) de la Constance à Aix-en-Provence.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé l'avenant n°4 ci-annexé à la convention d'aménagement confiée à la SPLA « Pays d'Aix Territoires » pour la construction d'une Salle de Musiques Actuelles à Aix-en-Provence

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer l'avenant n° 4 ci-annexé et à signer tout document relatif à l'exécution de la présente délibération.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 042-5817/19/BM

■ Approbation d'une convention avec l'Institut National de Recherches Archéologiques Préventives relative à la réalisation d'un diagnostic archéologique dans le cadre du projet de construction de la nouvelle médiathèque intercommunale au CEC « Les Heures claires » à Istres

MET 19/10780/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Construit au début des années 1970 par l'Atelier de Montrouge à Istres, le Centre Éducatif et Culturel (CEC) « Les Heures Claires » repose sur un programme ambitieux, soutenu par l'État, dont l'intention était d'ouvrir l'école « *sur le monde et sur la vie* » et de permettre aux élèves de déterminer par eux-mêmes le cadre de leur vie culturelle et sociale. La réalisation du CEC s'est découpée en de nombreuses tranches de travaux débutant en 1971 jusqu'aux années 2000.

Située au cœur du CEC, la médiathèque intercommunale d'Istres constitue un pôle d'attraction majeur du site. Toutefois, sa surface actuelle, trop exiguë, ne permet plus une réponse appropriée aux besoins des usagers ainsi qu'aux ambitions de la ville

et de la Métropole Aix-Marseille-Provence en matière de lecture publique.

En vue de répondre à leurs objectifs, la Métropole Aix-Marseille-Provence, en accord avec la ville d'Istres projettent la construction de la nouvelle médiathèque au niveau de l'actuel rond-point du CEC, sur les parcelles section CX n° 11 appartenant à la Métropole et 34 appartenant à la ville.

En raison de leur nature et de leur localisation, les travaux envisagés sont susceptibles d'affecter des éléments du patrimoine archéologique car le quartier des Bolles était un site d'occupation de l'âge du Fer, la Chapelle Saint-Martin était un lieu de culte et de sépultures du Haut Moyen Âge et le site Saint-Pierre était occupé dans l'Antiquité et l'Antiquité tardive.

En prévision du démarrage des travaux, le conseil municipal de la Ville d'Istres a autorisé la Métropole Aix-Marseille-Provence à déposer une demande de diagnostic archéologique auprès du service régional de l'archéologie pour la parcelle lui appartenant.

Par courrier du 25 juillet 2018, la Métropole Aix-Marseille-Provence a fait une demande anticipée de prescriptions d'archéologie préventive auprès de la Direction Régionale des Affaires Culturelles (DRAC).

Ayant considéré qu'il était nécessaire de mettre en évidence et de caractériser la nature, l'étendue et le degré de conservation des vestiges archéologiques éventuellement présents et afin de déterminer le type de mesures dont ils doivent faire l'objet, le Préfet de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur a pris l'arrêté n° 3673 du 21 août 2018 portant prescription de diagnostic archéologique pour le terrain sis à Istres, avenue Radolfzell, cadastré section CX parcelles n° 11p-34p.

Ce diagnostic d'archéologie préventive sera réalisé sous la maîtrise d'ouvrage de l'Institut National de Recherches Archéologiques Préventives (INRAP).

L'intervention de l'INRAP nécessite la conclusion d'une convention spécifiant les modalités techniques et financières de celle-ci. La convention prévoit que l'intervention de l'INRAP débutera le 8 juillet 2019. La réalisation de l'opération sera d'une durée de 10 jours ouvrés pour s'achever au plus tard le 19 juillet 2019.

Il convient donc d'approuver la convention ci-annexée avec l'INRAP, afin de fixer les modalités de réalisation du diagnostic archéologique.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code du Patrimoine ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° 147/18 du Conseil municipal de la Ville d'Istres du 21 juin 2018 portant autorisation donnée à la Métropole Aix-Marseille-Provence de déposer une demande de diagnostic archéologique dans le cadre de la nouvelle médiathèque au CEC ;
- La demande déposée par la Métropole Aix-Marseille-Provence au service régional de l'archéologie en date du 25 juillet 2018 ;
- L'arrêté n° 3673 du Préfet de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur du 21 août 2018 portant prescription de diagnostic archéologique ;
- La délibération N°FAG 21-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'en préalable aux travaux de construction d'une nouvelle médiathèque intercommunale au CEC « les Heures Claires » à Istres, la réalisation par l'INRAP d'un diagnostic archéologique s'avère nécessaire ;
- Qu'il convient d'approuver la convention correspondante avec l'INRAP ci-annexée.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention ci-annexée, conclue avec l'INRAP, relative à la réalisation du diagnostic d'archéologie préventive sur le terrain d'emprise avenue Radolfzell à Istres, section CX n° 11p et 34p.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou son représentant, est autorisé à signer cette convention.
Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 043-5818/19/BM

**■ Réforme de véhicules légers et de véhicules utilitaires de poids inférieur à 3.5 tonnes
MET 19/10770/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence dispose d'un parc de véhicules légers, de véhicules utilitaires de poids inférieur à 3.5 tonnes lui permettant d'exercer ses compétences.

Compte tenu de l'ancienneté (au-delà de 7 ans) ou du kilométrage (+100 000km) ou de la faible utilisation de certains véhicules ou que les véhicules ne correspondent pas aux orientations du plan climat, il convient de procéder à la réforme des véhicules en annexe.

Pour le Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, 14 véhicules feront l'objet d'une vente aux Domaines. Ces véhicules seront vendus en l'état et sans contrôle technique. De ce fait, l'achat sera réservé aux professionnels.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération N°FAG 21-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il est nécessaire de prononcer la réforme des véhicules légers, véhicules utilitaires de poids inférieur à 3.5 tonnes dont la liste est jointe, compte tenu de leur ancienneté, et/ou de leur kilométrage et/ou de leur faible utilisation et/ou s'ils ne correspondent pas aux orientations du plan climat.

Délibère

Article 1 :

Les véhicules figurant dans le tableau ci-annexé sont à retirer de l'inventaire du patrimoine de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 2 :

Est autorisée la vente de ces véhicules par le Domaine.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer tous les documents afférents à ce dossier.

Article 4 :

Les recettes correspondantes à ces ventes seront constatées au budget principal de la Métropole Aix-Marseille-Provence : sous politique A110, Fonction 020, Chapitre 11, Nature 7788.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 044-5819/19/BM

■ Indemnisation de tiers victimes de dommages matériels MET 19/10918/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La responsabilité de la collectivité est susceptible d'être engagée à l'égard des usagers dans le cadre de l'exercice de ses compétences, notamment par suite de défaut d'entretien d'un ouvrage public ou d'un dysfonctionnement du service public, dès lors que le lien de causalité entre le dommage et l'activité de la collectivité est établi.

Le contrat d'assurance souscrit auprès de la compagnie ALLIANZ en matière de responsabilité civile sur le périmètre du Conseil de Territoire Marseille Provence assure la prise en charge de la réparation des dommages matériels dont le coût est supérieur à 30 000 euros. En deçà de ce montant, l'indemnisation des préjudices relève de la collectivité.

Onze dossiers de réclamations dont le montant global s'établit à 44 648.06 euros (Quarante-quatre mille six cent quarante-huit euros et six centimes) présentent les conditions requises pour une indemnisation des usagers. Ceux-ci acceptent l'indemnisation proposée et renoncent à tout recours contre l'administration. Il s'agit des affaires suivantes :

- M. MABILE Denis – sinistre du 1^{er} juillet 2016 – montant : 5 227.20 euros,

- Mme ZAUCHE Régine – sinistre du 12 septembre 2017 – montant : 481.43 euros,
- M.SCHIFAUER Nicolas – sinistre du 13 décembre 2017 – montant : 2 011,57 euros,
- DDSIS - sinistre du 17 janvier 2018 – montant : 3 995,51 euros,
- SATISFEU – sinistre du 1^{er} mars 2018 – montant : 4646.64 euros,
- M. RODRIGUEZ Gérard – sinistre du 21 mars 2018 – montant : 1 787.10 euros,
- M. BOURILLON Catherine – sinistre du 02 août 2018 – montant : 3 402.98 euros,
- M. MARINELLA Serge – sinistre du 1^{er} octobre 2018 – montant : 5 300 euros,
- M. MAMAN Albert – sinistre du 1er octobre 2018 – montant : 3 301.91 euros
- M. ROUMIEU Raymond – sinistre du 07 novembre 2018 – montant : 10 762.20 euros,
- M. Hakim DIAF – sinistre du 9 février 2019 – montant : 3 731.52 euros

L'indemnisation sera versée aux tiers victimes des dommages ou à leur assureur quand il y a subrogation.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération N°FAG 21-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la responsabilité de la collectivité est susceptible d'être engagée à l'égard des usagers dans le cadre de l'exercice de ses compétences ;

- Que le contrat d'assurance responsabilité civile souscrit auprès de la compagnie ALLIANZ sur le périmètre du Conseil de Territoire Marseille Provence n'assure la prise en charge de la réparation des dommages matériels que lorsque le coût est supérieur à 30 000 euros ;
- Qu'il convient donc d'approuver les indemnités les dommages d'un montant individuel inférieur à 30 000 euros ;

Délibère

Article 1 :

Est approuvée l'indemnisation des tiers visés dans le document ci-annexé, à hauteur de la somme globale de 44 648.06 euros en réparation des dommages matériels engageant la responsabilité de la collectivité.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence :

- 32 098,76 euros pour le budget principal, sous politique A 160 fonction 020 article 65888.
- 12 549,30 euros pour le budget des Ports de plaisance, sous politique A 160 article 6718

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 045-5820/19/BM

■ Approbation d'une convention avec la Direction Départementale des Territoires du Vaucluse (DDT) relative à la mise à disposition gratuite de données géographiques MET 19/10896/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Pour des besoins de gestion interne liée à l'exercice de ses compétences, la Métropole Aix-Marseille-Provence a besoin de récupérer les données cartographiques numériques relatives aux servitudes d'utilité publique (SUP) des canalisations de transport de matières dangereuses soumises à l'article R. 555-30 b) du Code de l'environnement, et impactant le département du Vaucluse.

Le fournisseur, la Direction Départementale des Territoires du Vaucluse est l'organisme qui met les données à disposition.

Cette convention est établie à titre gratuit.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération N°FAG 21-4758/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- L'intérêt pour la Métropole Aix-Marseille-Provence de récupérer les données géographiques de la Direction Départementale des Territoires dans un souci d'amélioration de leurs connaissances des réseaux et de leur environnement.
- Qu'il convient de signer une convention entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la Direction Départementale des Territoires, en vue de pouvoir utiliser ces données géographiques.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la Direction Départementale des Territoires relative à la mise à disposition gratuite des données géographiques des Servitudes d'Utilité Publique.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer cette convention.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 046-5821/19/BM

**■ Approbation d'une convention de prestation de services entre la Ville de Marseille et la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à la gestion de la propreté des plages de Marseille
MET 19/10817/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La création de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole, par arrêté préfectoral du 7 juillet 2000 et son installation effective à compter du 1er janvier 2001, ont généré, conformément aux règles en vigueur du Code Général des Collectivités Territoriales, un transfert de compétences en blocs homogènes, assorti d'un transfert des moyens humains, matériels, patrimoniaux et même contractuels, adaptés à l'exercice par la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole des nouvelles compétences qui étaient les siennes. Néanmoins, ces transferts en bloc ont quelque fois révélé des situations plus délicates dans lesquelles les moyens n'ont pas rejoint la réalité des besoins à l'intérieur même des thématiques globales visées par le législateur.

Il en est ainsi pour l'entretien des plages de Marseille concédées par l'État au bénéfice de la Ville de Marseille, et relevant donc de ses compétences, mais dont la propreté s'effectue, depuis lors, par les services de l'ex Communauté urbaine MPM devenus depuis le 1^{er} janvier 2016, des services métropolitains.

Plusieurs délibérations entre la Ville de Marseille et l'ex Communauté urbaine MPM, aujourd'hui, Métropole, ont acté la prise de la gestion de la propreté et l'entretien des plages de Marseille par les services métropolitains, dans le cadre de conventions de prestations de services. La dernière convention ayant pris fin le 1^{er} octobre 2018, il convient de la renouveler.

La présente délibération a donc pour objet d'approuver la convention de prestation de service relative à l'entretien des plages de Marseille et d'en préciser les modalités techniques et financières (Annexe n°1).

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération FAG 21-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire de Marseille Provence du 14 mai 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il est nécessaire d'établir une convention de prestation de service entre la Ville de Marseille et la Métropole Aix-Marseille-Provence pour définir les modalités techniques et financières de la gestion de la propreté des plages de Marseille.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention de prestation de service entre la Ville de Marseille et la Métropole Aix-Marseille-Provence, ci annexée, relative à la propreté des plages de Marseille.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole, ou son représentant, est autorisé à signer cette convention.

Article 3 :

Les recettes issues de cette convention sont inscrites au budget EST CT1 – sous politique G 120 - Nature 70875 – fonction 7222.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 047-5822/19/BM

**■ Approbation des tarifs locations printemps-été 2019 aux personnels, aux retraités et ayants droits de la Régie Action Sociale
MET 19/10903/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

L'article 9 de la loi n°83-634 du 13 juillet 1983, portant droits et obligations des fonctionnaires, consacre le

droit pour les agents publics de bénéficier d'une politique sociale de la part de leur employeur.

Dans ce cadre, par délibération n°479/07 du 9 novembre 2007, le SAN Ouest Provence fusionné au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence depuis le 1^{er} janvier 2016, a créé la Régie Action Sociale Ouest Provence dotée de la seule autonomie financière chargée de la gestion des prestations d'action sociale au profit de l'ensemble des agents, retraités et de leurs ayants droit.

Par délibération du 13 décembre 2018, le maintien des dispositifs d'action sociale existants dans chaque territoire a été approuvé.

Le SAN Ouest Provence, par délibération n°476/04 du 24 septembre 2004, avait fixé la liste des prestations d'action sociale. La Métropole Aix-Marseille-Provence a, par délibération n°FAG 037-1040/16/CM du 17 octobre 2016, mis à jour les conditions d'attribution des prestations d'action sociale destinées aux agents, retraités et ayants droit de la Métropole Aix-Marseille-Provence / Conseil de territoire Istres-Ouest Provence.

Pour l'exercice 2019, il est proposé aux bénéficiaires de la Régie Action Sociale des locations pour la saison printemps/été.

Il revient à la Régie Action Sociale de mettre en œuvre et d'assurer le suivi de ces prestations.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°99-586 du 12 juillet 1999 relative au fonctionnement et à la simplicité de la coopération intercommunale ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2001-184 du 23 février 2001 relatif aux régies chargées de l'exploitation d'un service public ;
- La délibération FAG 21-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est approuvée l'application des tarifs au personnel, aux retraités et ayants droits de la Régie Action Sociale.

Article 2 :

La recette sera constatée au budget de la Régie Action Sociale, chapitre 70, nature 70688.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 048-5823/19/BM

■ Compte Personnel de Formation (CPF) – Modalités de mise en œuvre - additif MET 19/10910/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

En 2018, les modalités de mise en œuvre du Compte Personnel de Formation (CPF) ont été approuvées par la délibération FAG 054-3824/18/CM du 18 mai 2018 relative aux modalités de mise en œuvre du Compte Personnel de Formation (CPF).

Ces modalités ont été intégrées au Règlement de Formation approuvé par la délibération FAG 069-4121/18/CM du 28 juin 2018 relative à l'approbation du règlement de formation métropolitain.

La présente délibération a pour objet d'approuver les modifications apportées à cette délibération concernant les 4 points suivants :

- La demande argumentée d'utilisation des heures CPF par l'agent se fera via l'envoi d'un formulaire, visé par la hiérarchie.
- La prise en charge financière, totale ou partielle, ne se fera que sur les frais pédagogiques et n'intégrera donc plus les frais annexes.
- Les trois critères précédemment définis seront complétés par un quatrième : « projet professionnel en dehors de la Fonction Publique »
- Le premier critère « agent menacé d'inaptitude » sera complété par « et/ou agent de catégorie C n'ayant pas atteint un niveau de formation sanctionné par un diplôme ou un titre professionnel classé au niveau V ».

Les critères de sélection des demandes seront ainsi classés selon l'ordre de priorité suivant :

- Priorité 1 : Agent menacé d'inaptitude et/ou agent de catégorie C n'ayant pas atteint un niveau de formation sanctionné par un diplôme ou un titre professionnel classé au niveau V
- Priorité 2 : Projet professionnel au sein de la Métropole
- Priorité 3 : Projet professionnel au sein d'une des 3 Fonctions Publiques
- Priorité 4 : Projet professionnel en dehors de la Fonction Publique

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment l'article L 5218-8 ;
- La loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires ;
- La loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;
- la loi n° 84-594 du 12 juillet 1984 modifiée relative à la formation des agents de la fonction publique territoriale et complétant la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;
- le décret n° 2007-1845 du 26 décembre 2007 modifié relatif à la formation professionnelle tout au long de la vie des agents de la fonction publique territoriale ;
- le décret n° 2008-512 du 29 mai 2008 modifié relatif à la formation statutaire obligatoire des fonctionnaires territoriaux ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République et notamment le paragraphe XIII de son article 133 ;
- La délibération FAG 21-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- L'ordonnance n° 2017-53 du 19 janvier 2017 ;

- L'avis favorable du Comité Technique du 12 mars 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Sont approuvées les modifications apportées au Compte Personnel de Formation (CPF) telles que décrites au sein de la présente délibération.

Article 2 :

Le Règlement de Formation, le Guide du CPF ainsi que tout support de communication seront mis à jour dès l'entrée en vigueur de cette délibération.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2019 et suivants de la Métropole, Chapitre : 011 - Nature : 6184 - Fonction : 020.

Article 4 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est autorisée à prendre toutes dispositions concourant à la bonne exécution de la présente délibération.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 049-5824/19/BM

**■ Approbation du principe de l'accueil d'une doctorante rattachée au Laboratoire d'Economie et Sociologie du Travail dans le cadre d'une Convention Industrielle de Formation par la Recherche et des conventions afférentes
MET 19/11112/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence envisage le recrutement d'une doctorante dont le projet de thèse vise à étudier et à accompagner les actions en faveur de l'égalité entre les femmes et les hommes déployées par les services de la Métropole.

Ce dispositif, très favorable pour l'image de collectivité, permettra une collaboration avec des institutions d'excellence locales pour l'enseignement supérieur.

La Convention Industrielle de Formation par la Recherche (CIFRE) constituera un apport méthodologique et sociologique important pour le développement et la consolidation de la mission métropolitaine d'égalité entre les femmes et les hommes dans le respect des orientations de la loi n°2014-873 du 4 août 2014 pour l'égalité réelle entre les femmes et les hommes et du décret n°2015-761 du 24 juin 2015 relatif au rapport sur la situation en matière d'égalité entre les femmes et les hommes intéressant les collectivités territoriales. Ces textes instaurent la mise en œuvre d'une politique pour l'égalité entre les femmes et les hommes intéressant le fonctionnement de la Métropole, les politiques menées, les orientations et programmes de nature à améliorer la situation dans ce domaine.

Pour rappel, le dispositif CIFRE a pour objet de cofinancer la formation d'un doctorant recruté par une structure établie sur le territoire français appartenant au monde socio-économique, dont les collectivités territoriales, qui l'embauche pour lui confier une mission de recherche s'inscrivant dans sa stratégie de recherche et développement et qui servira de support à la préparation d'une thèse de doctorat. Cette mission confiée à la doctorante s'inscrit dans le cadre d'une collaboration à mettre en place avec le Laboratoire d'Economie et de Sociologie du Travail unité mixte du CNRS et d'Aix-Marseille-Université, qui sera son responsable scientifique. Cette collaboration doit faire l'objet d'une convention qu'il est proposé d'approuver par la présente délibération.

Par ailleurs, sous réserve de la validation de la demande de CIFRE par l'Association Nationale de Recherche Technologique (ANRT), la Métropole Aix-Marseille-Provence confiera à cette doctorante une mission de recherche stratégique pour son développement socio-économique via un contrat de trois ans, sur la base de l'article 3-3 de la loi du 26 janvier 1984, dont la rémunération sera établie par référence à l'indice majoré 473 de la grille des attachés territoriaux, équivalent à un niveau de rémunération d'environ 29.000 euros bruts annuels.

En parallèle, la Métropole contracte avec l'ANRT une convention sur la base de laquelle une subvention sera versée à la Métropole d'un montant de 14 000 euros par an, soit un total de 42 000 euros sur trois ans.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;

- La loi n°2014-873 du 4 août 2014 pour l'égalité réelle entre les femmes et les hommes ;
- Le décret n°2015-761 du 24 juin 2015 relatif au rapport sur la situation en matière d'égalité entre les femmes et les hommes intéressant les collectivités territoriales ;
- L'arrêté du 25 mai 2016 du ministre de l'éducation nationale fixant le cadre national de la formation et les modalités conduisant à la délivrance du diplôme national de doctorat du ministre de l'Éducation nationale ;
- L'arrêté du 29 août 2016 du ministre de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche fixant le montant de la rémunération du doctorant contractuel ;
- La délibération FAG 031-5330/19/BM portant création d'emplois permanents, définition d'emplois permanents et création d'emplois non permanents pour accroissement temporaire d'activité en date du 28 février 2019 ;
- La délibération FAG 21-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que conformément à la loi n°2014-873 du 4 août 2014 et au décret n°2015-761 du 24 juin 2015 susvisés, la Métropole entend mettre en œuvre une politique en faveur de l'égalité entre les femmes et les hommes sur son territoire et en son sein ;
- Que la Métropole envisage de recruter à cet effet une doctorante dans le cadre du dispositif CIFRE afin d'étudier et accompagner les actions en faveur de l'égalité entre les femmes et les hommes déployées par les services de la Métropole ;
- Qu'il convient dès lors d'approuver le principe d'accueil d'une doctorante rattachée au Laboratoire d'Economie et de Sociologie du Travail dans le cadre du dispositif CIFRE ;
- Qu'il convient d'approuver les conventions afférentes à la mise en place de l'accueil d'une doctorante dans le cadre de dispositif CIFRE ;

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le principe d'accueil d'une doctorante rattachée au Laboratoire d'Economie et de Sociologie du Travail dans le cadre du dispositif CIFRE.

Article 2 :

Est approuvée la Convention Industrielle de Formation par la Recherche avec l'Association Nationale de la Recherche et de la Technologie (ANRT) ci-annexée.

Article 3 :

Est approuvé le contrat de collaboration avec le Laboratoire d'Economie et de Sociologie du Travail ci-annexé.

Article 4 :

Madame la Présidente de la Métropole-Aix-Marseille-Provence, ou son représentant, est autorisé à signer la convention avec l'Association Nationale de la Recherche et de la Technologie (ANRT), le contrat de collaboration avec le laboratoire de recherche, ainsi que tous documents afférents à ce dispositif.

Article 5 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget Principal de la Métropole Aix-Marseille-Provence Sous-politique A 510 - Chapitre 012 – Fonction 020 - Nature 64111.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

Commission "Economie, Nouvelles Technologies, Enseignement Supérieur"

ECO 001-5825/19/BM

■ Réhabilitation de la Zone d'Activités de Plan de Campagne - Collecteur VC15 - Lancement de la procédure de mise en servitudes d'utilité publique MET 19/10595/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre de la réhabilitation de la zone d'activités de Plan de Campagne, la Communauté du Pays d'Aix s'est engagée dans la remise aux normes des ouvrages hydrauliques du site. A ce titre, elle a réalisé en 2004 un schéma directeur d'assainissement pluvial sur l'ensemble de la zone, qui se décompose en six phases :

- PHASE 0 (Cabriès) : Mise en place d'un dégrilleur et d'un séparateur d'hydrocarbures
- PHASE 1 (Cabriès) : Recalibrage du ruisseau de Baume-Baragne, redimensionnement du bassin de rétention de Baume-Baragne et création d'un bassin de stockage des pollutions accidentelles
- PHASE 2 (Les Pennes-Mirabeau) : Création depuis Castorama d'un nouveau collecteur à l'ouest du collecteur principal actuel et son raccordement au dégrilleur et au séparateur d'hydrocarbures
- PHASE 3a (Cabriès) : Aménagement d'un bassin de rétention de 12.000 m³ entre la sortie de l'autoroute et le giratoire « Leclerc »
- PHASE 3b (Cabriès) : Pose d'un collecteur de contournement du parking d'Avant-Cap de diamètre 1.000 mm le long de la Route de la Grande Campagne (VC15)
- PHASE 4 (Les Pennes-Mirabeau) : Création d'une nouvelle antenne de diamètre 1.000 mm au collecteur « ouest »
- PHASE 4 Zone Est (Les Pennes-Mirabeau) : Création d'un bassin de rétention de 20.000 m³ le long de la voie ferrée
- PHASE 5 (Cabriès) : Création d'un bassin de rétention de 4.500 m³ au droit de la station service et renforcement en diamètre 1.000 mm du collecteur situé sous la contre-allée Nord entre Décathlon et Babou.

Le 11 avril 2011, la Communauté du Pays d'Aix a obtenu un arrêté préfectoral au titre de la Loi sur l'Eau l'autorisant à réaliser ces six phases dans un délai de dix ans. Depuis cette date, plusieurs phases de travaux ont été réalisées :

- la phase n°0 (dégrilleur-déshuileur),
- la phase n°1 (bassin de Baume-Baragne),
- la phase n°2 (collecteur Ouest),
- la phase n°3a (bassin RD6/RD543),
- une partie de la phase n°5 (renforcement du collecteur sous la contre-allée nord).

Deux autres phases sont en cours :

- la phase n°4 (recalibrage du collecteur implanté sous la voie ferrée et le pont A51),
- la phase n°3b (collecteur VC15).

Se référer au « Plan de localisation des ouvrages hydrauliques » présenté en annexe.

Présentation du programme de travaux du collecteur « VC15 » :

Par délibération n°ECO 005-1551/17/BM du Bureau de la Métropole du 9 février 2017, la Métropole Aix-Marseille-Provence a validé le programme de travaux portant sur :

- la création d'un collecteur d'eaux pluviales de diamètre 1.000 mm,

- la reprise des réseaux hydrauliques de la rue Albert Manoukian et du chemin de Grande Campagne,
- le raccordement de l'exutoire du bassin de rétention situé au centre du giratoire « VC15/Car Wash » directement sur le futur collecteur.

Le coût prévisionnel de ces travaux a été estimé à 900.000 € TTC.

Par cette même délibération, la Métropole Aix-Marseille-Provence a confié à la Société Publique Locale d'Aménagement Pays d'Aix Territoires la réalisation des études de maîtrise d'oeuvre et des travaux du collecteur « VC15 ». L'enveloppe globale de cette convention, y compris études, s'élève à 1.080.000 € TTC.

Présentation du tracé du collecteur « VC15 » :

Le schéma directeur prévoit de contourner le parking d'Avant-Cap (aujourd'hui aménagé en silo sur trois étages) pour se raccorder au collecteur principal qui se déverse dans le bassin de rétention de Baume-Baragne. Etant donnée la difficulté de mise en place de ce réseau, plusieurs tracés ont été étudiés.

Le tracé retenu et validé par le Comité de Pilotage de Plan de Campagne est celui qui passe par le parking d'Avant-Cap, au pied du talus longeant le chemin de Grande Campagne, puis la rue Albert Manoukian pour se connecter au collecteur principal.

Ce tracé emprunte les huit parcelles cadastrées suivantes : BW 29, BW 35, BW 41, BW 45, BW 46, BW 47, BW 44 et BW 50 sur la Commune de Cabriès, appartenant à deux propriétaires.

Négociations engagées avec les propriétaires privés :

Dès 2016, la Métropole s'est rapprochée du représentant du centre commercial Avant-Cap, propriétaire de sept parcelles, afin de leur présenter le projet et identifier les contraintes des commerçants (livraisons, accès). Le projet a reçu un accueil favorable de principe, mais aucun accord formel n'a pu être obtenu.

Fin 2018, une nouvelle rencontre a eu lieu afin de présenter l'étude d'avant-projet et demander l'autorisation de réaliser des sondages sur le parking d'Avant-Cap. Cette demande a été refusée, bloquant la poursuite des études de maîtrise d'oeuvre.

Lancement d'une procédure de mise en servitudes d'utilité publique :

Sans pour autant arrêter les démarches amiables et au vu du délai imposé par l'arrêté « Loi sur l'Eau », la Métropole, désormais compétente dans le domaine foncier, souhaite engager une procédure de SUP sur les parcelles pré-citées.

La Métropole doit donc solliciter la reconnaissance de servitudes sur les propriétés privées concernées par

le tracé du futur collecteur « VC15 » et solliciter, de Monsieur le Préfet des Bouches-du-Rhône, l'ouverture d'une enquête publique préalable à la SUP.

Compte-tenu de l'avancement des études, il est à présent nécessaire de valider le lancement de la procédure de mise en servitudes, conformément aux articles L.152-1 et suivants et R.152-1 et suivants du Code rural et de la pêche maritime.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code Rural et de la pêche maritime et, notamment, les articles L.152-1 et suivants et R.152-1 et suivants ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- L'arrêté du Préfet des Bouches-du-Rhône en date du 11 avril 2011 portant autorisation au titre du Code de l'Environnement concernant la réhabilitation du rejet d'eaux pluviales du bassin versant de la zone de Plan de Campagne ;
- La délibération n°2014_B232 du Bureau communautaire de la CPA du 19 juin 2014 approuvant le programme de travaux du collecteur « VC15 » ;
- La délibération n°FAG 057-1337/16/CM du Conseil de la Métropole du 15 décembre 2016 approuvant l'augmentation de l'autorisation de programme n°2011/2 de 1,4 M€ pour financer le collecteur « VC15 », passant l'AP à 5,5 M€ ;
- La délibération n°ECO 005-1551/17/BM du Bureau de la Métropole du 9 février 2017 validant la modification du programme de travaux du collecteur « VC15 » et approuvant l'avenant n°2 de la convention d'aménagement entre la Métropole et la SPLA Pays d'Aix Territoires pour la création d'un collecteur d'eaux pluviales à l'ouest de la zone de Plan de Campagne en vue de lui confier les études et les travaux du collecteur « VC15 » ;
- La délibération n°FAG 21-5718/19/CM du Conseil de Métropole du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du

Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;

- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 9 mai 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- La nécessité de réaliser la phase 3b de l'arrêté préfectoral « Loi sur l'Eau » du 11 avril 2011 avant le délai prescrit, c'est-à-dire, avant 2021.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le choix des terrains formellement désignés par la Métropole Aix-Marseille-Provence, destinés à supporter le collecteur d'eaux pluviales nécessaire pour collecter les réseaux extérieurs au parking d'Avant-Cap et ainsi délester le bassin de rétention enterré sous le centre commercial Avant-Cap : les parcelles cadastrées BW 29, BW 35, BW 41, BW 45, BW 46, BW 47, BW 44 et BW 50 sur la Commune de Cabriès.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à poursuivre la constitution des servitudes à l'amiable et, en cas de refus, à engager et conduire la procédure de mise en servitudes d'utilité publique, conformément à l'article L.152-1 du Code Rural et de la pêche maritime.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer tous les documents afférents à l'institution des servitudes d'utilité publique et tous les documents et actes amiables pouvant intervenir avec les propriétaires concernés au cours de la procédure.

Article 4 :

Les frais afférents aux différents actes et à la procédure seront supportés par la Métropole.

Article 5 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget 06, en section investissement, opération budgétaire 335, nature 4581, fonction 61, autorisation de programme

n°2017-15 « Plan de Campagne – Pluvial Collecteurs ».

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ECO 002-5826/19/BM

**■ Réhabilitation du Pôle d'Activités de Pertuis - Carrefour giratoire sur la RD956 sous les ponts-rails de la ligne Cheval Blanc - Bilan de clôture et quitus donné au mandataire
MET 19/10551/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre de la réhabilitation du Pôle d'Activités de Pertuis, la Communauté du Pays d'Aix s'est engagée dans l'aménagement d'un carrefour giratoire sur la RD956 sous la voie ferrée de la ligne Cheval Blanc.

Les études et le suivi de ces travaux ont été confiés à la Société Publique Locale d'Aménagement « Pays d'Aix Territoires » par délibération n°2010_B333 du Bureau communautaire de la CPA du 27 juillet 2010.

Le programme de l'opération portait sur :

- des travaux de voirie avec la création d'un carrefour giratoire, l'aménagement de cheminements piétons et de bandes cyclables,
- des travaux sur réseaux : le déplacement des réseaux, le recalibrage du réseau d'assainissement pluvial, l'aménagement de bassins de rétention, la remise aux normes de l'éclairage public,
- l'aménagement paysager du giratoire,
- le traitement architectural et les équipements annexes des deux ponts-rails aménagés de part et d'autre du pont-rail existant, percées nécessaires au passage de la chaussée et des trottoirs du giratoire.

L'enveloppe globale affectée à cette opération s'élevait à 1.600.000 € TTC. La rémunération du mandataire était fixée à 96.000 € TTC.

A l'issue de l'étude de projet, des ajustements financiers se sont avérés nécessaires pour prendre en compte :

- la réalisation de la couche de roulement de la voie initialement prise en charge par le Département de Vaucluse qui a préféré verser une subvention,
- l'intégration du rejet des eaux pluviales du projet d'aménagement du pôle d'échanges,
- le traitement paysager des abords du giratoire sollicité par la Commune.

De plus, le planning de la SPLA a dû être recalé avec celui de Réseau Ferré de France, maître d'ouvrage

des ponts-rails, pour démarrer les travaux d'aménagement du carrefour giratoire après l'achèvement complet des ponts-rails.

Le marché de la SPLA a donc fait l'objet d'un avenant validé par délibération n°2014_B305 du Bureau communautaire du 17 juillet 2014 pour modifier le programme de travaux, l'enveloppe affectée à l'opération, la rémunération de la SPLA et le délai du marché.

La nouvelle enveloppe prévisionnelle a été réévaluée à 1.850.000 € TTC. La rémunération de la SPLA Pays d'Aix Territoires est passée à **108.000 € TTC**. Le délai d'exécution de la SPLA a été augmenté de 45 à 76 mois.

Le 14 novembre 2016, un second avenant (sans incidence financière) a été notifié à la SPLA afin d'augmenter de 6 mois le délai d'exécution de la convention. Ce délai supplémentaire a permis de réaliser au printemps 2017 une visite de constat de reprise des végétaux plantés en décembre 2015.

Aujourd'hui, les travaux sont achevés et les délais de garantie de parfait achèvement des ouvrages réalisés sont expirés.

Le 25 septembre 2017, la SPLA a fait parvenir le décompte provisoire de l'opération faisant apparaître un solde créditeur au bénéfice de la Métropole de 64.262,60 € TTC. Cette recette a été encaissée le 16 juillet 2018 sur titre de recettes n°95 – bordereau 24.

Le décompte général définitif de cette opération, qui prend en compte la hausse du taux de la TVA à 20 % à compter du 1^{er} janvier 2014, est établi comme suit :

Montant de l'enveloppe financière prévue à la convention (y/c avenant) :	1 850 000,00 € TTC
Montant de la rémunération de la SPLA prévue à la convention (y/c avenant) :	108 000,00 € TTC

Recettes :

Acomptes :	1 501 800,00 € TTC
Produits financiers de la SPLA :	25 134,63 € TTC
Rémunération de la SPLA :	107 926,00 € TTC
Total des recettes :	1 634 860,63 € TTC

Dépenses définitives :

Etudes :	83 809,53 € TTC
Travaux :	1 247 714,29 € TTC
Honoraires (géomètre, maîtrise d'oeuvre, CSPS) :	106 981,33 € TTC
Frais divers (publicité, reprographie) :	24 166,88 € TTC
Titre de recettes en faveur de la Métropole :	64 262,60 € TTC
Rémunération de la SPLA :	107 926,00 € TTC
Total des dépenses définitives :	1 634 860,63 € TTC

Solde disponible de la SPLA :

0,00 € TTC

Solde de l'opération :

0,00 € TTC

Par ailleurs, la SPLA a sollicité, le 25 septembre 2017, le quitus pour l'exécution complète de sa mission, conformément aux dispositions de l'article 14 de la convention n°LZ05 passée avec la Communauté du Pays d'Aix.

Il est donc proposé aujourd'hui de délivrer quitus à la SPLA pour cette opération.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°85-704 du 12 juillet 1985 sur la maîtrise d'ouvrage publique ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°2008_A158 du Conseil communautaire de la CPA du 12 décembre 2008 approuvant la création d'une autorisation de programme de 6 M € ;
- La délibération n°2010_B333 du Bureau communautaire de la CPA du 27 juillet 2010 validant le lancement opérationnel de la création du carrefour giratoire et autorisant la

signature de la convention d'aménagement du carrefour giratoire avec la SPLA Pays d'Aix Territoires ;

- La délibération n°2011_A178 du Conseil communautaire de la CPA du 15 décembre 2011 approuvant l'augmentation de l'autorisation de programme de 6 M € à 6,5 M € ;
- La délibération n°2013_A225 du Conseil communautaire de la CPA du 19 décembre 2013 approuvant l'augmentation de l'autorisation de programme de 6,5 M € à 7 M € ;
- La délibération n°2014_B305 du Bureau communautaire de la CPA du 17 juillet 2014 validant le programme modifié des travaux et la signature de l'avenant n°1 de la convention d'aménagement du carrefour giratoire avec la SPLA Pays d'Aix Territoires ;
- La délibération n°FAG 21-5718/19/CM du Conseil de Métropole du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 9 mai 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le bilan de clôture de la convention d'aménagement LZ05 confiée à la SPLA Pays d'Aix Territoires pour l'aménagement d'un carrefour giratoire sur la RD956 sous les ponts-rails de la ligne Cheval Blanc, dans le cadre de la réhabilitation du Pôle d'Activités de Pertuis, sur la base du bilan financier présenté.

Article 2 :

Le quitus est donné à la SPLA Pays d'Aix Territoires pour l'exécution de la convention d'aménagement visée dans l'exposé qui précède.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer tous les documents afférents.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ECO 003-5827/19/BM

**■ Approbation de l'avenant n°2 à la concession d'aménagement de la Zone d'Aménagement Concerté des Aiguilles à Ensues-la-Redonne
MET 19/10609/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération n° ECO 001-500/11/CC du 8 juillet 2011, le Conseil Communautaire a approuvé le contrat de concession d'aménagement avec la Sarl BARJANE, pour la réalisation de l'opération d'aménagement de la ZAC des Aiguilles à Ensues-la-Redonne.

Puis suivant les dispositions du contrat, la filiale ENSUA, société dédiée à l'exécution de la concession d'aménagement s'est substituée de plein droit à la Sarl BARJANE.

Par délibération n°DEV 003-059/14/CC du 21 février 2014, un avenant n°1 a été approuvé pour proroger la durée trois années supplémentaires et porter la durée globale de la concession à 8 ans. Cet avenant a été notifié au concessionnaire en date du 14 mai 2014.

Dans le cadre de l'exécution de la concession, le concessionnaire a poursuivi les études pré-opérationnelles de l'opération d'aménagement qui ont conduit à l'adaptation des documents de planification et d'urbanisme et aux différentes autorisations administratives.

Ces documents contractuels sont annexés, par le présent avenant, au contrat de concession.

Conformément au traité de concession, le concessionnaire a également mis en œuvre les modalités d'acquisition et de libération des emprises foncières incluses dans le périmètre de la ZAC.

A ce titre et au terme d'une longue procédure, le concessionnaire a sollicité et obtenu, l'arrêté préfectoral de déclaration d'utilité publique et de cessibilité. Suite à des aléas judiciaires et au refus partiel de prononcer l'expropriation des terrains, des investigations complémentaires ont dû être réalisées et une enquête parcellaire complémentaire a ainsi été conduite. L'ordonnance d'expropriation des terrains devrait être prononcée au 2^{ème} semestre 2019.

Par ailleurs, des procédures contentieuses ont été introduites contre certaines autorisations obtenues (telles que la procédure de DUP et les permis de construire) or, ces autorisations sont indispensables pour réaliser les travaux d'aménagement de la ZAC et poursuivre les négociations commerciales en lien avec la cession des lots de terrain.

Dans ce contexte, il convient de conclure un nouvel avenant afin de proroger de cinq années la durée de la concession d'aménagement qui, dans le délai contractuel restant à courir ne permet pas d'achever l'ensemble des études et travaux prévus dans le

programme de la ZAC, la portant ainsi du 12 septembre 2019 au 12 septembre 2024.

En conséquence, le présent avenant prévoit de prolonger la durée du contrat de concession et d'intégrer en annexe les différents arrêtés et ordonnances relatifs à la ZAC obtenus depuis la signature du précédent avenant.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° DEV 001-500/11/CC du 8 juillet 2008 qui approuve le contrat de concession d'aménagement entre la Sarl BARJANE et la Communauté Urbaine MPM pour la réalisation de l'opération des Aiguilles à Ensues-la-Redonne ;
- Le contrat de concession relatif à la réalisation de cette opération et notifié le 9 septembre 2011 au concessionnaire BARJANE ;
- La délibération n°DEV 002-929/13/CC du 13 décembre 2013, relative à l'approbation du Dossier de Réalisation de la ZAC des Aiguilles ;
- La délibération n°AEC 004-869/13/CC du 13 décembre 2013, relative à l'approbation de la modification n°2 du PLU de la commune d'Ensues-la-Redonne,
- La délibération n°DEV 003-059/14/CC du 21 février 2014, relative à l'approbation de l'avenant n°1 à la concession d'aménagement pour la réalisation de la ZAC des Aiguilles à Ensues-la-Redonne ;
- La délibération du Conseil de la Métropole FAG 21-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 14 mai 2019,

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que des procédures contentieuses ont été introduites contre certaines autorisations obtenues (telles que la procédure de DUP et les permis de construire), or ces autorisations sont indispensables pour réaliser les travaux d'aménagement de la ZAC et poursuivre les négociations commerciales en lien avec la cession des lots de terrain.
- Qu'au regard de l'avancement de l'opération d'aménagement, il apparaît nécessaire de prolonger de cinq années la durée de la concession d'aménagement qui, dans le délai contractuel restant à courir ne permet pas d'achever l'ensemble des études et travaux prévus dans le programme de la ZAC.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé l'avenant n°2 au contrat de concession d'aménagement de l'opération économique de la ZAC des Aiguilles à Ensues-la-Redonne, ci-joint en annexe, ayant pour objet :

- de modifier la durée du contrat en le prorogeant de 5 années supplémentaires, pour porter la durée globale à treize années à compter de la date de notification et,
- d'intégrer en annexe du contrat les différents arrêtés et ordonnances relatifs à la ZAC obtenus depuis la signature du précédent avenant.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou son représentant est autorisé à signer cet avenant.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ECO 004-5828/19/BM

**■ Approbation de la convention d'application "Urbanisme Commercial, commerce de proximité" avec la Chambre de Commerce et d'Industrie Marseille Provence - Année 2019
MET 19/10895/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence et la CCI Marseille Provence ont signé en 2017 une convention-cadre afin d'unir leurs efforts pour accélérer le

développement économique et l'attractivité du territoire. Cette convention-cadre est ensuite déclinée en convention spécifique par thématique ou actions.

Pour l'année 2018, la thématique relative à « l'urbanisme commercial et au commerce de proximité » a été retenue et a fait l'objet d'une convention annuelle de partenariat, déclinaison opérationnelle de la convention-cadre, approuvée par le Bureau de la Métropole le 19 octobre 2017 (délibération n° ECO 004-2439/17/BM).

Cette déclinaison est axée sur la co-construction d'une stratégie métropolitaine d'urbanisme commercial et la redynamisation des centres villes par le soutien aux commerces de proximité.

En effet, le commerce de proximité et l'artisanat contribuent à améliorer le cadre de vie et constituent un facteur d'animation, un vecteur de lien social et de proximité. Mais certains territoires métropolitains voient ce tissu économique se fragiliser et perdre en dynamisme. Les raisons sont multiples et varient d'un territoire à un autre, de la concurrence des grandes surfaces et des zones commerciales implantées en périphérie des zones urbaines, à l'émergence de nouveaux comportements d'achat (e-commerce...).

Construire une métropole de proximité proche de ses habitants en accompagnant notamment tous les territoires dans leurs politiques en faveur du commerce de proximité et de l'artisanat est une des orientations stratégiques de l'agenda du développement économique de la Métropole Aix-Marseille-Provence voté le 30 mars 2017 en conseil métropolitain.

Pour 2019, il est décidé de poursuivre cette thématique relative à « l'urbanisme commercial et au commerce de proximité » et basée sur sept axes de travail :

- Axe 1 : Observatoire métropolitain du commerce et de l'artisanat : enrichissement de la donnée, déploiement de l'outil, maintenance, actualisation et action de communication ;
- Axe 2 : Veille sur l'actualité nationale dans le domaine de l'urbanisme commercial ;
- Axe 3 : Accompagnement sur des polarités commerciales : la CCIMP réalisera des analyses flash ciblant les polarités commerciales du territoire métropolitain afin d'accompagner la Métropole dans ses prises de position ;
- Axe 4 : Plateforme du commerce et de l'artisanat : la Métropole a initié la mise en place d'une plateforme électronique mutualisée avec la CCIMP à destination des communes. Pour que celle-ci soit pertinente, il convient de poursuivre l'enrichissement de cette plateforme ;

- Axe 5 : Ateliers d'échanges techniques : La CCIMP et la Métropole AMP co-organiseront 2 ateliers d'échanges techniques à destination des communes métropolitaines sur des sujets en lien avec l'urbanisme commercial et le commerce de proximité ;
- Axe 6 : Promotion des centres villes de la Métropole : La CCIMP participera aux côtés de la Métropole AMP à la promotion des centres villes métropolitains et à l'élaboration et à la diffusion d'outils de promotion des centres villes de la Métropole (notamment des plaquettes) de promotion ;
- Axe 7 : Soutien des dispositifs coordonnés par la Métropole : dans le cadre d'un dispositif original coordonné par la Métropole et réalisé en équipe projets avec le concours des chambres consulaires, la CCIMP s'engage à accompagner une dizaine de communes métropolitaines préalablement sélectionnées dans le cadre d'une procédure de type « Appel à Manifestation d'intérêt » en apportant un soutien en ingénierie passant par la réalisation d'enquêtes, d'analyses, d'études commerciales, etc.... en partenariat avec la CMAR

Pour la mise en œuvre des actions partenariales visées à l'article 3, la Métropole AMP versera à la CCIMP une participation financière d'un montant de 60 000€ correspondant à 50 % du programme

Par ailleurs, pour assurer le suivi de la convention, la Métropole et la CCIMP ont décidé de mettre en place un comité de pilotage technique lequel se réunira à au moins deux reprises pendant la durée de la convention pour définir les orientations, valider les axes de travail et le programme d'actions.

Un rapport présentant le bilan des actions menées et leur impact sera établi en commun et soumis à la validation du comité de pilotage.

Ce comité sera composé :

• **Pour la Métropole :**

- ❖ Gérard Gazay, Vice-Président du Développement Economique, Commerce et Artisanat
- ❖ Le DGA Développement Economique et Attractivité
- ❖ Le Directeur du service auquel est rattaché le service Urbanisme Commercial- Commerce de Proximité
- ❖ Le Chef du service Urbanisme Commercial – Commerce de Proximité
- ❖ La chargée de mission en charge du suivi des conventions

• **Pour la CCIMP :**

- ❖ Laurent Amar, Vice-Président, membre élu CCIMP

- ❖ Jean-Luc Blanc, Vice-Président CCIMP
 - ❖ Le responsable service étude et aménagement du territoire
 - ❖ L'expert en urbanisme commercial
 - ❖ Le responsable service proximité et promotion du commerce
- Et des personnalités qualifiées en fonction des domaines abordés.

Chacun des membres du comité de pilotage pourra, en cas d'absence ou d'empêchement, se faire représenter.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération FAG 21-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La délibération cadre n° ECO 012-1558/17/BM du 9 février 2017 approuvant le principe de partenariat entre la Métropole et la CCIMP.

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,
Considérant**

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence et la Chambre de Commerce et d'Industrie Marseille Provence ont approuvé une convention-cadre pour accélérer le développement économique et l'attractivité du territoire qui doit être ensuite déclinée en convention thématique ;
- Que l'urbanisme commercial et le commerce de proximité a été retenue comme thématique dont l'objectif est de préserver les commerces de proximité et dynamiser les centres villes ;
- Qu'il convient pour l'année 2019, de définir les actions communes de la Métropole et de la Chambre de Commerce et d'Industrie

Marseille Provence dans le domaine de l'urbanisme commercial et du commerce de proximité ;

- Qu'à cet effet, une convention de partenariat, déclinaison annuelle de la convention-cadre, doit être conclue entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la Chambre de Commerce et d'Industrie Marseille Provence.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention d'application « Urbanisme Commercial et commerce de proximité » 2019 ci-annexée liant la Métropole Aix-Marseille-Provence et la Chambre de Commerce et d'Industrie Marseille Provence.

Article 2 :

La convention est conclue pour une durée d'une année et prendra effet à compter de sa notification.

Article 3 :

Est attribuée une participation financière d'un montant de 60 000 euros à la Chambre de Commerce et d'Industrie Marseille Provence.

Article 4 :

Est approuvée la composition suivante du Comité de Pilotage en charge du suivi de la convention :

• Pour la Métropole :

- ❖ Gérard Gazay, Vice-Président du Développement Economique, Commerce et Artisanat
- ❖ Le DGA Développement Economique et Attractivité
- ❖ Le Directeur du service auquel est rattaché le service Urbanisme Commercial- Commerce de Proximité
- ❖ Le Chef du service Urbanisme Commercial – Commerce de Proximité
- ❖ La chargée de mission en charge du suivi des conventions

• Pour la CCIMP :

- ❖ Laurent Amar, Vice-Président, membre élu CCIMP
- ❖ Jean-Luc Blanc, Vice-Président CCIMP

- ❖ Le responsable service étude et aménagement du territoire
- ❖ L'expert en urbanisme commercial
- ❖ Le responsable service proximité et promotion du commerce

Et des personnalités qualifiées en fonction des domaines abordés.

Chacun des membres du comité de pilotage pourra, en cas d'absence ou d'empêchement, se faire représenter.

Article 5 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou son représentant, est autorisé à signer cette convention et tous les documents afférents.

Article 6 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget Principal 2019 de la Métropole Aix-Marseille-Provence – Chapitre 65 – Article 657381 – Fonction 61 – Sous-Politique B 370.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ECO 005-5829/19/BM

■ Participation de la Métropole Aix-Marseille-Provence au fonctionnement de l'Association APEX - Approbation d'une convention MET 19/10798/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Le tissu économique de la Métropole Aix-Marseille-Provence est essentiellement composé de TPE et de PME qui rencontrent plus de difficultés que les grands groupes pour établir des relations commerciales durables. Or le développement de cette typologie d'entreprises sur les marchés extérieurs est un gage de pérennité et d'ouverture aux réalités de la mondialisation, d'autant plus dans le contexte économique actuel où les relais de croissance se font sur les marchés internationaux. Face à ce constat, il apparaît nécessaire de soutenir les actions en faveur du développement international de ce secteur d'entreprises.

L'association Club WTC APEX a été créée en 1975 par des chefs d'entreprises marseillais ayant déjà une activité à l'international et désireux de s'y développer davantage.

Premier Club exportateur de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur, le Club WTC APEX fédère plus de 120 entreprises adhérentes, au niveau régional, qu'il

s'agisse de PME primo-exportatrices, ou de PME déjà expérimentées, mais également de grands groupes régionaux souhaitant partager leur savoir-faire et leur expérience à l'international.

L'objectif principal de cette association est de faciliter le développement de liens entre chefs d'entreprises intéressés par un échange d'expériences, d'informations ou par la mise en place d'actions communes.

L'activité de l'APEX se structure autour de 4 grandes actions :

- Networking export

De nombreux événements sont organisés à l'instar des clubs action business, clubs de l'international (conférences), pépites de l'international (visite d'une entreprise exportatrice).

- Compétence export

Le but est d'aider les entreprises à monter en compétence sur des profils de commerce international. Ainsi l'APEX aide à la promotion des formations initiales à l'international, organise depuis 2 ans un forum spécialisé au recrutement export et gère un outil de bourse d'emploi export.

- Objectif export

Il s'agit d'un accompagnement individualisé en place depuis 2005 à destination des TPE/PME du territoire quel que soit leur niveau d'internationalisation. Le programme comprenant 15 ateliers s'appuie sur un réseau de parrains bénévoles occupant des postes clés à l'international souvent Conseillers du Commerce Extérieur de la France CCEF. Cette prestation est facturée 12.000 euros aux entreprises. Depuis 10 ans, plus de 80 entreprises ont été accompagnées.

- Offre internationale d'accueil et d'accompagnement des talents

Le développement d'une entreprise suite à un rachat, une restructuration est souvent l'aboutissement d'un long processus de réflexion relevant d'une multitude de critères et que la dimension humaine joue un rôle clef. Cette action consiste à présenter aux salariés et à leurs familles les atouts du territoire de la Métropole Aix-Marseille-Provence, faciliter leur installation (démarches administratives, inscriptions scolaires...) et accompagner les conjoints dans leurs recherches d'emploi.

Pour mémoire, la subvention allouée par la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'APEX était de 13 000 € en 2018.

Compte-tenu de son ambition en terme d'attractivité, notamment sur le plan international, avec l'implantation d'entreprises étrangères sur le territoire et le renforcement des compétences au sein des entreprises au travers de recrutement de talents internationaux, le territoire Aix-Marseille-Provence souhaite contribuer aujourd'hui au déploiement d'un

nouvel outil favorisant l'attractivité et l'accueil notamment de talents.

Fort de cette analyse, l'APEX, Club de l'International du World Trade Center, propose de mettre en œuvre un outil répondant à cet objectif, en associant tous les acteurs publics et privés autour d'une offre « B'WELLCOME » en capacité de :

- Renforcer l'attractivité du territoire,
- S'engager pour la création d'emploi,
- Développer les entreprises et leur permettre d'attirer les talents notamment internationaux dont elles ont besoin.

L'APEX propose de concevoir, piloter et regrouper une offre impliquant les services des collectivités publiques (Métropole Aix Marseille Provence et Ville de Marseille) et des acteurs privés afin d'offrir un service global aux entreprises du territoire, ainsi qu'à celles qui envisagent de s'y installer.

L'APEX dispose de nombreux atouts pour piloter et développer ce service, en tant :

- Qu'expert de l'International, au cœur de tous les réseaux business depuis plus de 40 ans,
- Que Club d'Entreprises, en lien direct avec les entreprises du territoire
- Qu'acteur au cœur de tous les réseaux business locaux (UPE 13, Medef, UPVar, CCI International, CCIMP) et réseaux internationaux France et Etranger (CCEF, AfricaLink, World Trade Center Association...)
- Que spécialiste de l'ingénierie de projet avec notamment CAP EXPORT et RECRUT'EXPORT.

Les publics ciblés sont les entreprises de l'international et françaises qui souhaitent attirer des talents et se développer sur le territoire de la métropole.

Les objectifs sont :

- Créer un guichet unique pour plus de visibilité et de lisibilité auprès des entreprises et des acteurs publics et privés du territoire,
- Regrouper et optimiser les compétences pour proposer une offre complète,
- Créer une WELCOME TEAM opérationnelle en capacité de traiter des projets d'importance en démultipliant les synergies,
- Faire monter en compétences les entreprises et participer à leur développement.

Le dispositif « B'WELLCOME » permet d'intégrer les acteurs publics et privés (Ville de Marseille, CCIMP, APEX, EPAEM), de renforcer l'attractivité du territoire,

d'attirer des nouveaux talents pour le compte d'entreprises de la région.

Les phases sont les suivantes :

- B'WELLCOME.FR : un guichet unique qui informe les collaborateurs et leur famille tout au long de leur intégration.

- ATTRACTIVE SESSIONS & DISCOVERY TOUR : les équipes rencontrent les « talents » dans un 1er temps pour découvrir les avantages de ce territoire et leur présenter le dispositif puis les invitent à découvrir le territoire.

- Aix Marseille Provence CARD : pour faciliter les demandes administratives des salariés des nouveaux arrivants.

- HOME SWEET HOME : l'APEX, en s'appuyant sur des experts de la relocation (selon une charte de qualité préétablie), facilite la recherche de leur future résidence (selon un cahier des charges à établir).

- EASY SCHOOL : l'APEX, en s'appuyant sur des experts de la relocation (selon une charte de qualité préétablie), facilite la recherche des établissements scolaires, internationaux ou pas, qui accueilleront leurs enfants,

- EASY FRENCH : proposition de cours de français langues étrangères

- FRENCH TOUCH : pour faciliter l'intégration professionnelle, des formations interculturelles sur-mesure telles que « Comment travailler avec les français ? », « Comment travailler dans une entreprise multiculturelle ? »,

- JOB GATE : avec l'outil RECRUT'EXPORT et grâce à son réseau de cabinet de recrutement spécialisés (cabinets d'Outplacement), l'APEX facilite également l'insertion professionnelle des accompagnants (conjoint, conjointes),

- MONEY GATE : faciliter l'ouverture de comptes bancaires en local.

Les indicateurs de réussite seront le nombre de familles accompagnées ainsi que le nombre de partenaires mobilisés (agences de relocation, cabinets de recrutement, organisme de formation...),

Ainsi, l'association constituera le rapport d'activité de l'opération « B'WELLCOME » présentant un descriptif des actions ainsi que le nombre de salariés et familles installées.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération N°FAG 21-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- La cohérence avec la stratégie de développement économique de la Métropole d'Aix-Marseille Provence ;
- Le contrat de ville intercommunal, notamment son pilier « développement de l'activité et de l'emploi » ;
- La plus-value impulsée par la création et l'innovation, le développement des marchés par la communication et la mise en commun des ressources ;
- La proposition de l'initiative de l'APEX de mettre en place un nouveau dispositif adapté ;
- L'implication financière des principaux acteurs concernés (Ville de Marseille, CCIMP et EPAEM).

Délibère

Article 1 :

Est attribuée une subvention de fonctionnement d'un montant de 115.000 euros à l'association APEX au titre de l'année 2019.

Article 2 :

Est approuvée la convention ci-annexée relative à l'attribution d'une subvention à l'APEX.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole, ou son représentant, est autorisé à signer cette convention et tout document y afférent.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget Principal Métropole 2019 de la Métropole Aix-

Marseille-Provence– Chapitre 65 – Article 65748 - Sous Politique B320.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ECO 006-5830/19/BM

**■ Participation de la Métropole Aix-Marseille-Provence au 53ème Salon International de l'Aéronautique et de l'Espace à Paris - Le Bourget du 17 au 23 juin 2019 - Approbation d'une convention
MET 19/10708/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre de sa compétence en matière de développement économique et d'aménagement de l'espace métropolitain, la Métropole Aix-Marseille-Provence met en œuvre une stratégie de développement économique qui s'appuie sur des actions de promotion. Parmi ces actions, la présence dans des salons professionnels constitue un axe important qui permet de promouvoir l'image du territoire, de montrer les réalisations et les projets en cours et ainsi témoigner de son attractivité auprès des décideurs économiques.

Avec 42 000 emplois, plusieurs pôles d'activités et des projets d'envergure, l'aéronautique fait partie des six filières d'excellence définies par l'Agenda du développement économique de la Métropole Aix-Marseille-Provence. Un secteur dynamique et compétitif qui contribue à l'attractivité du territoire et qui repose sur des projets d'envergure comme Henri-Fabre et Jean Sarrail, développés sur des zones d'activités en plein essor : le Technoparc des Florides à Marignane, le Parc d'Empallières à Saint- Victoret, Cap Horizon à Vitrolles et le pôle aéronautique à Istres.

Le Salon International de l'Aéronautique et de l'Espace, qui a lieu tous les 2 ans est le plus grand salon aéronautique du monde. Il est organisé par le SIAE, filiale du Groupement des Industries Françaises Aéronautiques et Spatiales (GIFAS). Ce salon réunit l'ensemble des acteurs de l'industrie mondiale autour des dernières innovations technologiques. Les 4 premiers jours du salon sont réservés aux professionnels et sont suivis de 3 jours pour le grand public.

En 2015 et 2017, la Métropole Aix-Marseille-Provence a déjà participé au SIAE organisé à Paris – Aéroport du Bourget, aux côtés de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur.

Cet événement rassemble 322 000 visiteurs dont 142 000 visiteurs professionnels et 180 000 visiteurs grand public ainsi que 2 400 exposants en

provenance de 48 pays. 3 450 journalistes ont été accrédités.

Pour l'édition 2019, la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur disposera d'un stand conçu comme un espace dynamique de démonstration, d'innovation et de débat, et ce afin de créer du flux, susciter l'intérêt, attirer le public, les clients et partenaires potentiels des entreprises et de promouvoir l'excellence régionale de la filière aéronautique et spatiale.

Aussi, la Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite à nouveau s'associer à la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur pour participer à cet événement. La Métropole sera présente sous le pavillon régional au sein de l'espace commun réservé aux partenaires mais aussi au sein de l'espace d'exposition de la TEAM Henri-Fabre et du pôle Jean Sarrail.

La Région Provence-Alpes-Côte d'Azur et ses partenaires ont également convenu d'assurer la présence d'entreprises qui exposeront sur le stand régional du salon du Bourget 2019.

Le montant de la participation de la Métropole Aix-Marseille-Provence au SIAE 2019 s'élève à 10 000 euros TTC, sur un budget prévisionnel total de 580 000 euros TTC.

Dans ce cadre, il est proposé au Bureau de la Métropole d'approuver la convention de partenariat entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur jointe en annexe, relative la promotion des projets métropolitains lors du SIAE 2019.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°FAG 21-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite participer à l'édition 2019 du Salon International de l'Aéronautique et de l'Espace pour promouvoir ses grands projets aéronautiques ;
- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite s'associer à la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur qui pilote la présence du territoire dans cet événement international ;
- Qu'il convient dès lors de conclure une convention de partenariat avec la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur ;

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le versement de 10 000 euros au profit de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur pour la participation à la 53^{ème} édition du Salon International de l'Aéronautique et de l'Espace de Paris – Le Bourget du 17 au 23 juin 2019.

Article 2 :

Est approuvée la convention de partenariat, ci-annexée, entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur relative à la promotion des projets métropolitains lors du Salon International de l'Aéronautique et de l'Espace de Paris –Le Bourget du 17 au 23 juin 2019.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou son représentant, est autorisé à signer cette convention et tous les documents afférents.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget principal 2019 de la Métropole Aix-Marseille-Provence : sous-politique B330 nature 65732 fonction 64

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ECO 007-5831/19/BM

■ Attribution d'une aide financière à la société Elephant Story pour la production d'une œuvre audiovisuelle - Approbation d'une convention MET 19/10716/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence a identifié la filière des Industries créatives, dont le cinéma et l'audiovisuel, comme une filière stratégique dans le

cadre de son Agenda du Développement Économique approuvé par la délibération n°ECO 001-1775/17/CM du Conseil de la Métropole du 30 mars 2017.

En effet, le territoire de la Métropole est très en pointe sur le sujet de l'audiovisuel et se montre fort d'éléments clés qui préfigurent la filière avec l'accueil de plus de 650 productions par an, représentant plus de 1 700 journées de tournage (la ville de Marseille avec 500 tournages est la deuxième ville de France la plus filmée).

Le territoire métropolitain se mobilise aussi sur différents événements comme le Festival de Cannes, le MIPCOM ou Cannes Séries, le Salon des lieux de tournages à Paris, le Location Trade Show à Los Angeles, le Festival du film d'animation à Annecy, le Marseille Web Fest ou le FID à Marseille, le Festival Série Mania à Lille, le Festival de la fiction TV ainsi que le Festival Sunny Side of the Doc organisés tous deux à la Rochelle.

Enfin, cette filière est porteuse de fortes retombées économiques et touristiques et représente un potentiel important en termes d'emplois avec une base de techniciens et de professionnels de plus de 1 500 références.

Depuis plusieurs années, le Pays de Martigues s'est engagé dans le développement de la filière cinéma, audiovisuel, animation et nouveaux médias.

Il est à ce jour doté de nombreux atouts qui participent à la construction de la filière et qui complètent l'offre proposée sur l'ensemble du territoire métropolitain et plus particulièrement sur le Pôle Média et la Friche de la Belle de Mai à Marseille : un complexe de production intégré de 22 ha pouvant accueillir tous types de tournage en studio (Provence Studios installé à Martigues), un plateau de tournage en décors naturels (Camping Paradis), un pôle multimédias d'information - télévision locale, web et radio (Maritima Médias), une académie de cascade (Provence Action) et une école supérieure du cinéma et de l'audiovisuel – image et son (Cinémagis Provence).

Il est également pourvu d'un tissu actif de TPE/PME spécialisées, notamment dans les métiers de l'image et du son, dans la location de matériel (stations de montage, décors, mobiliers, accessoires) et de prestations de services (production, post-production, postsynchronisation, motion capture, communication, sécurité, VFX - effets spéciaux, transport, prises de vue aériennes).

La diversité des paysages, entre nature et industrie, terre et eau, sites historiques et architecture contemporaine, l'ensoleillement exceptionnel, la qualité des services publics, la proximité des infrastructures de transport, font du Pays de Martigues un territoire reconnu par les professionnels de la

filière. Il accueille entre 70 et 100 tournages par an, dont des longs métrages comme Overdrive, Gaston Lagaffe, Les Déguns, mais également de nombreuses séries comme Camping Paradis, La Stagiaire, Caïn, Léo Mattei brigade des mineurs ou Plus belle la vie. Aussi, le territoire a lancé en novembre 2016 une Plateforme Cinéma et Audiovisuel afin de promouvoir et structurer la filière et construire une stratégie de développement collaborative à l'échelle métropolitaine.

Le Conseil de Territoire du Pays de Martigues souhaite poursuivre et compléter l'action engagée dans ce domaine, en apportant aux sociétés de production audiovisuelle et cinématographique une aide financière.

Par délibération n° ECO 003-4137/18/CM du Conseil de la Métropole du 28 juin 2018, la Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé le principe d'une intervention métropolitaine, complémentaire à celle de la Région, en faveur des œuvres audiovisuelles et cinématographiques, par l'attribution de soutiens financiers aux sociétés de production audiovisuelle et cinématographique ayant choisi le territoire métropolitain comme lieu de tournage.

En effet, en choisissant le territoire métropolitain, les sociétés de production contribuent à la promotion du territoire, que ce soit au niveau régional ou national. Diverses études menées au niveau national attestent en effet des considérables retombées économiques d'un tournage pour les territoires.

L'objectif recherché par la Métropole Aix-Marseille-Provence dans la mise en place du soutien à la production audiovisuelle et cinématographique consiste notamment à :

- dynamiser le secteur économique lié au tournage sur le territoire ;
- favoriser l'embauche de la population métropolitaine ;
- valoriser l'identité du territoire métropolitain auprès des médias et de l'industrie du cinéma ;
- dynamiser le tourisme.

Il est précisé que les aides qui sont accordées par la Métropole s'inscrivent dans le cadre du règlement (UE) n° 1407/2013 du 18 décembre 2013 de la Commission européenne relatif aux aides de minimis. L'intervention de la Métropole est conditionnée à l'intervention préalable de la Région, qui est la collectivité chef de file en la matière. Cette possibilité de cumul est d'ailleurs prévue tant par le Règlement (UE) n°651/2014 de la Commission du 17 juin 2014 déclarant certaines catégories d'aides compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne (art. 8.5°) que par le règlement n°1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif aux aides de minimis (art. 5).

Les aides versées à des sociétés de production audiovisuelle et cinématographique constituent en effet des aides économiques au sens des dispositions de l'article L.1511-2 du CGCT.

Ainsi, chaque aide attribuée à une société de production doit donc faire l'objet d'une convention avec la société bénéficiaire définissant les conditions et modalités du versement de l'aide accordée par la Métropole et s'appuyer sur la délibération n° 18-555 de la Commission permanente du Conseil Régional du 29 juin 2018 et la délibération n°ECO 009-4286/18/BM du Bureau de la Métropole en date du 18 octobre 2018 approuvant respectivement la convention fixant les conditions d'intervention complémentaire de la Région Sud Provence-Alpes-Côte d'Azur et de la Métropole Aix-Marseille Provence dans le cadre de l'octroi des aides économiques.

Dans ce cadre, la société de production ELEPHANT Story a sollicité, par un courrier du 8 mars 2019 une aide financière de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour la production de la série de fiction télévisée intitulée La Stagiaire qui sera en partie tournée sur le territoire du Pays de Martigues.

Ce projet a obtenu l'aide de la Région qui, par délibération n° 18-781 de la commission permanente du Conseil Régional du 18 octobre 2018, a attribué à la société une aide d'un montant de 100 000 euros.

Il est donc aujourd'hui proposé d'attribuer à la société ELEPHANT Story une aide financière d'un montant de 20 000 euros pour la production de la série intitulée La Stagiaire.

Il est précisé qu'il convient de déroger à l'article 12.2 du Règlement Budgétaire et Financier approuvé par délibération n° HN 021-049/16/CM du 7 avril 2016 du Conseil de la Métropole, et d'attribuer cette aide après commencement d'exécution de l'opération subventionnée, le tournage de la série Stagiaire ayant démarré et étant terminé.

Par conséquent, il est également proposé d'approuver la convention entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la société ELEPHANT Story relative à l'octroi d'une aide financière.

Le montant de l'aide attribuée à la société ELEPHANT Story sera imputé au budget de l'Etat spécial du territoire du Pays de Martigues 2019, en section investissement opération 2018 610500.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République. Le règlement (UE) n° 651/2014 de la commission européenne du 17 juin 2014 déclarant certaines catégories d'aides compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne ;
- Le règlement (UE) n° 1407/2013 du 18 décembre 2013 de la Commission européenne relatif aux aides de minimis ;
- La délibération n° FAG 21-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 021-049/16/CM du 7 avril 2016 du Conseil de la Métropole portant adoption du Règlement Budgétaire et Financier ;
- La délibération n° ECO 001-1775/17/CM du 30 mars 2017 du Conseil de la Métropole portant approbation de l'Agenda du Développement Economique Métropolitain ;
- La délibération n° ECO 003-4137/18/CM du 28 juin 2018 du Conseil de la Métropole portant approbation du principe d'une intervention métropolitaine en matière de soutien aux œuvres audiovisuelles et cinématographiques ;
- La délibération n°18-555 de la Commission permanente du Conseil Régional du 29 juin 2018 approuvant la convention fixant les conditions d'intervention complémentaire de la Région Sud Provence-Alpes-Côte d'Azur et des établissements publics de coopération intercommunale dans le cadre de l'octroi des aides économiques ;
- La délibération n°ECO 009-4286/18/BM du Bureau de la Métropole du 18 octobre 2018 portant approbation de la convention fixant les conditions d'intervention complémentaire de la Région Sud Provence-Alpes-Côte d'Azur et de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans le cadre de l'octroi des aides économiques ;
- La délibération n° 18-781 du 18 octobre 2018 de la Commission permanente du Conseil Régional Sud Provence-Alpes-Côte d'Azur portant attribution d'une aide de 100 000 euros à la société de production ELEPHANT Story pour la production de la série télévisée intitulée La Stagiaire ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;

- L'avis du Conseil de Territoire du Pays de Martigues du 13 mai 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite poursuivre la politique de soutien à la production audiovisuelle et cinématographique en accordant, le cas échéant, une aide financière aux sociétés de production audiovisuelle et cinématographique qui envisagent de tourner leurs projets sur le territoire ;
- Que par délibération n° ECO 003-4137/18/CM du 28 juin 2018 du Conseil de la Métropole, a été approuvé le principe d'une intervention métropolitaine en matière de soutien aux œuvres audiovisuelles et cinématographiques ;
- Que l'intervention métropolitaine doit être complémentaire de celle de la Région en la matière ;
- Que par délibération n°ECO 009-4286/18/BM du Bureau de la Métropole en date du 18 octobre 2018, a été approuvée la convention fixant les conditions d'intervention complémentaire de la Région Sud Provence-Alpes-Côte d'Azur et de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans le cadre de l'octroi des aides économiques ;
- Que la société ELEPHANT Story a sollicité une aide financière de la Région et de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour la production de la série télévisée intitulée La Stagiaire tournée en partie sur le territoire du Pays de Martigues ;
- Que pour ce projet, la société ELEPHANT Story a obtenu une aide de la Région d'un montant de 100 000 euros ;
- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence entend répondre favorablement à cette demande ;
- Qu'il convient d'approuver la convention entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la société ELEPHANT Story relative à l'octroi d'une aide financière.

Délibère

Article 1 :

Est attribuée une aide financière d'un montant de 20 000 euros à la société de production ELEPHANT

Story pour la production de la série télévisée intitulée La Stagiaire.

Article 2 :

Est approuvée la convention, ci-annexée, entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la société ELEPHANT Story relative à l'octroi d'une aide financière pour la production de la série télévisée intitulée La Stagiaire.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou son représentant, est autorisé à signer cette convention et tout document y afférent.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits dans l'Etat spécial du territoire du Pays de Martigues 2019, en section investissement, opération 2018 610500 - Programme 15 - Autres services d'intérêt métropolitain.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ECO 008-5832/19/BM

■ Attribution d'une aide financière à la société DEMD Prod pour la production d'une œuvre audiovisuelle - Approbation d'une convention MET 19/10719/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence a identifié la filière des Industries créatives, dont le cinéma et l'audiovisuel, comme une filière stratégique dans le cadre de son Agenda du Développement Économique approuvé par la délibération n°ECO 001-1775/17/CM du Conseil de la Métropole du 30 mars 2017.

En effet, le territoire de la Métropole est très en pointe sur le sujet de l'audiovisuel et se montre fort d'éléments clés qui préfigurent la filière avec l'accueil de plus de 650 productions par an, représentant plus de 1 700 journées de tournage (la ville de Marseille avec 500 tournages est la deuxième ville de France la plus filmée).

Le territoire métropolitain se mobilise aussi sur différents événements comme le Festival de Cannes, le MIPCOM ou Cannes Séries, le Salon des lieux de tournages à Paris, le Location Trade Show à Los Angeles, le Festival du film d'animation à Annecy, le Marseille Web Fest ou le FID à Marseille, le Festival Série Mania à Lille, le Festival de la fiction TV ainsi que le Festival Sunny Side of the Doc organisés tous deux à la Rochelle.

Enfin, cette filière est porteuse de fortes retombées économiques et touristiques et représente un potentiel important en termes d'emplois avec une base de techniciens et de professionnels de plus de 1 500 références.

Depuis plusieurs années, le Pays de Martigues s'est engagé dans le développement de la filière cinéma, audiovisuel, animation et nouveaux médias.

Il est à ce jour doté de nombreux atouts qui participent à la construction de la filière et qui complètent l'offre proposée sur l'ensemble du territoire métropolitain et plus particulièrement sur le Pôle Média et la Friche de la Belle de Mai à Marseille : un complexe de production intégré de 22 ha pouvant accueillir tous types de tournage en studio (Provence Studios installé à Martigues), un plateau de tournage en décors naturels (Camping Paradis), un pôle multimédias d'information - télévision locale, web et radio (Maritima Médias), une académie de cascade (Provence Action) et une école supérieure du cinéma et de l'audiovisuel – image et son (Cinémagis Provence).

Il est également pourvu d'un tissu actif de TPE/PME spécialisées, notamment dans les métiers de l'image et du son, dans la location de matériel (stations de montage, décors, mobiliers, accessoires) et de prestations de services (production, post-production, postsynchronisation, motion capture, communication, sécurité, VFX - effets spéciaux, transport, prises de vue aériennes).

La diversité des paysages, entre nature et industrie, terre et eau, sites historiques et architecture contemporaine, l'ensoleillement exceptionnel, la qualité des services publics, la proximité des infrastructures de transport, font du Pays de Martigues un territoire reconnu par les professionnels de la filière. Il accueille entre 70 et 100 tournages par an, dont des longs métrages comme Overdrive, Gaston Lagaffe, Les Déguns, mais également de nombreuses séries comme Camping Paradis, La Stagiaire, Caïn, Léo Mattei brigade des mineurs ou Plus belle la vie. Aussi, le territoire a lancé en novembre 2016 une Plateforme Cinéma et Audiovisuel afin de promouvoir et structurer la filière et construire une stratégie de développement collaborative à l'échelle métropolitaine.

Le Conseil de Territoire du Pays de Martigues souhaite poursuivre et compléter l'action engagée dans ce domaine, en apportant aux sociétés de production audiovisuelle et cinématographique une aide financière.

Par délibération n° ECO 003-4137/18/CM du Conseil de la Métropole du 28 juin 2018, la Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé le principe d'une intervention métropolitaine, complémentaire à celle de la Région, en faveur des œuvres audiovisuelles et cinématographiques, par l'attribution de soutiens

financiers aux sociétés de production audiovisuelle et cinématographique ayant choisi le territoire métropolitain comme lieu de tournage.

En effet, en choisissant le territoire métropolitain, les sociétés de production contribuent à la promotion du territoire, que ce soit au niveau régional ou national. Diverses études menées au niveau national attestent en effet des considérables retombées économiques d'un tournage pour les territoires.

L'objectif recherché par la Métropole Aix-Marseille-Provence dans la mise en place du soutien à la production audiovisuelle et cinématographique consiste notamment à :

- dynamiser le secteur économique lié au tournage sur le territoire ;
- favoriser l'embauche de la population métropolitaine ;
- valoriser l'identité du territoire métropolitain auprès des médias et de l'industrie du cinéma ;
- dynamiser le tourisme.

Il est précisé que les aides qui sont accordées par la Métropole s'inscrivent dans le cadre du règlement (UE) n° 1407/2013 du 18 décembre 2013 de la Commission européenne relatif aux aides de minimis. L'intervention de la Métropole est conditionnée à l'intervention préalable de la Région, qui est la collectivité chef de file en la matière. Cette possibilité de cumul est d'ailleurs prévue tant par le Règlement (UE) n°651/2014 de la Commission du 17 juin 2014 déclarant certaines catégories d'aides compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne (art. 8.5°) que par le règlement n°1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif aux aides de minimis (art. 5).

Les aides versées à des sociétés de production audiovisuelle et cinématographique constituent en effet des aides économiques au sens des dispositions de l'article L.1511-2 du CGCT.

Ainsi, chaque aide attribuée à une société de production doit donc faire l'objet d'une convention avec la société bénéficiaire définissant les conditions et modalités du versement de l'aide accordée par la Métropole et s'appuyer sur la délibération n° 18-555 de la Commission permanente du Conseil Régional du 29 juin 2018 et la délibération n°ECO 009-4286/18/BM du Bureau de la Métropole en date du 18 octobre 2018 approuvant respectivement la convention fixant les conditions d'intervention complémentaire de la Région Sud Provence-Alpes-Côte d'Azur et de la Métropole Aix-Marseille Provence dans le cadre de l'octroi des aides économiques.

Dans ce cadre, la société de production DEMD Prod a sollicité, par un courrier du 28 janvier 2019 une aide financière de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour la production de la série de fiction télévisée

intitulée Caïn qui sera en partie tournée sur le territoire du Pays de Martigues.

Ce projet a obtenu l'aide de la Région qui, par délibération n° 18-781 de la commission permanente du Conseil Régional du 18 octobre 2018, a attribué à la société DEMD Prod une aide d'un montant de 100 000 euros.

Il est donc aujourd'hui proposé d'attribuer à la société DEMD Prod une aide financière d'un montant de 15 000 euros pour la production de la série intitulée Caïn.

Il est précisé qu'il convient de déroger à l'article 12.2 du Règlement Budgétaire et Financier approuvé par délibération n° HN 021-049/16/CM du 7 avril 2016 du Conseil de la Métropole, et d'attribuer cette aide après commencement d'exécution de l'opération subventionnée, le tournage de la série Caïn ayant démarré et étant terminé.

Par conséquent, il est également proposé d'approuver la convention entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la société DEMD Prod relative à l'octroi d'une aide financière.

Le montant de l'aide attribuée à la société DEMD Prod sera imputé au budget de l'Etat spécial du territoire du Pays de Martigues 2019, en section investissement opération 2018 610500.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- Le règlement (UE) n° 651/2014 de la commission européenne du 17 juin 2014 déclarant certaines catégories d'aides compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne ;
- Le règlement (UE) n° 1407/2013 du 18 décembre 2013 de la Commission européenne relatif aux aides de minimis ;
- La délibération n° FAG 21-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du

Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

- La délibération n° ECO 001-1775/17/CM du 30 mars 2017 du Conseil de la Métropole portant approbation de l'Agenda du Développement Economique Métropolitain ;
- La délibération n° ECO 003-4137/18/CM du 28 juin 2018 du Conseil de la Métropole portant approbation du principe d'une intervention métropolitaine en matière de soutien aux œuvres audiovisuelles et cinématographiques ;
- La délibération n° 18-555 de la Commission permanente du Conseil Régional du 29 juin 2018 approuvant la convention fixant les conditions d'intervention complémentaire de la Région Sud Provence-Alpes-Côte d'Azur et des établissements publics de coopération intercommunale dans le cadre de l'octroi des aides économiques ;
- La délibération n°ECO 009-4286/18/BM du Bureau de la Métropole du 18 octobre 2018 portant approbation de la convention fixant les conditions d'intervention complémentaire de la Région Sud Provence-Alpes-Côte d'Azur et de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans le cadre de l'octroi des aides économiques ;
- La délibération n° 18-781 du 18 octobre 2018 de la Commission permanente du Conseil Régional Sud Provence-Alpes-Côte d'Azur portant attribution d'une aide de 100 000 euros à la société de production DEMD Prod pour la production de la série télévisée intitulée Caïn ;
- La demande d'aide financière adressée par la société DEMD Prod à la Métropole Aix-Marseille-Provence le 28 janvier 2019 ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays de Martigues du 13 mai 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite poursuivre la politique de soutien à la production audiovisuelle et cinématographique en accordant, le cas échéant, une aide financière aux sociétés de production audiovisuelle et cinématographique qui envisagent de tourner leurs projets sur le territoire ;

- Que par délibération n° ECO 003-4137/18/CM du 28 juin 2018 du Conseil de la Métropole, a été approuvé le principe d'une intervention métropolitaine en matière de soutien aux œuvres audiovisuelles et cinématographiques ;
- Que l'intervention métropolitaine doit être complémentaire de celle de la Région en la matière ;
- Que par délibération n°ECO 009-4286/18/BM du Bureau de la Métropole en date du 18 octobre 2018, a été approuvée la convention fixant les conditions d'intervention complémentaire de la Région Sud Provence-Alpes-Côte d'Azur et de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans le cadre de l'octroi des aides économiques ;
- Que la société DEMD Prod a sollicité une aide financière de la Région et de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour la production de la série télévisée intitulée Caïn tournée en partie sur le territoire du Pays de Martigues ;
- Que pour ce projet, la société DEMD Prod a obtenu une aide de la Région d'un montant de 100 000 euros ;
- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence entend répondre favorablement à cette demande ;
- Qu'il convient d'approuver la convention entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la société DEMD Prod relative à l'octroi d'une aide financière.

Délibère

Article 1 :

Est attribuée une aide financière d'un montant de 15 000 euros à la société de production DEMD Prod pour la production de la série télévisée intitulée Caïn.

Article 2 :

Est approuvée la convention, ci-annexée, entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la société DEMD Prod relative à l'octroi d'une aide financière pour la production de la série télévisée intitulée Caïn.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou son représentant, est autorisé à signer cette convention et tout document y afférent.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits dans l'Etat spécial du territoire du Pays de Martigues 2019, en section investissement, opération 2018 610500 -

Programme 15 - Autres services d'intérêt métropolitain.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ECO 009-5833/19/BM

■ Attribution d'une subvention à l'association Réseau Entreprendre Provence MET 19/10582/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Réseau Entreprendre Provence est une association qui aide les créateurs et repreneurs d'entreprise, dans le but de développer l'emploi et la compétitivité sur les territoires. Son action est basée sur le financement mais surtout sur la validation et l'accompagnement des projets à fort potentiel de création d'emplois et s'appuie sur l'expertise d'entrepreneurs confirmés.

Depuis 2013, Réseau Entreprendre Provence a accompagné une centaine de lauréats porteurs de projets de création, de reprise ou de développement, et son action concerne essentiellement des entreprises situées sur les Territoires d'Aix-en-Provence, Aubagne et Marseille.

Dans un cadre de perfectionnement de ses méthodes d'accompagnement, l'association a entamé depuis 2017 une refonte de l'accompagnement des porteurs de projets pressentis pour le Comité d'Engagement. Les candidats sont suivis par un chargé d'étude et plusieurs autres chefs d'entreprise bénévoles.

Les candidats travaillent durant plusieurs semaines aux côtés de 4 entrepreneurs bénévoles (possibilité de cumuler jusqu'à 30 heures de travail avec des entrepreneurs chevronnés), l'ensemble étant coordonné par les permanents de l'association.

Chaque promotion (environ 15 à 20 porteurs de projets par an) est accompagnée sur deux années effectives suivant la date d'entrée, ce qui explique que l'association peut suivre jusqu'à cinquante lauréats sur une même année.

Le « label » de l'association est attribué lors du comité d'engagement ; ce qui déclenche l'accès au prêt d'honneur ainsi que l'accompagnement individuel et collectif.

Pour exemple : en 2018, sur 50 lauréats en cours d'accompagnement (dont ceux en fin de parcours de 2017 et un reliquat de 2016), 15 ont été labellisés (représentant 12 entreprises), et une douzaine d'autres candidats est en parallèle suivie et pressentie pour un passage en comité d'engagement.

Réseau Entreprendre a également organisé diverses manifestations en 2018 sur le Territoire :

- 5 clubs lauréats,
 - 6 clubs des membres,
 - 2 petit-déjeuner,
 - 4 comités d'engagements
- et participé à différentes actions menées par d'autres acteurs du développement économique dont :
- le dispositif d'amorçage de Provence
 - les Talents du Pays d'Aix
 - les événements au Carrefour de l'Innovation
 - le Sourcing dossiers ARDAN pour le CNAM
 - le travail en commun sur le sourcing de projets à la Pépinière Cleantech de l'Arbois.

Pour l'année 2019, l'association Réseau Entreprendre poursuivra son développement avec 3 programmes complémentaires destinés aux lauréats, et ayant pour objectif de renforcer l'accompagnement collectif, notamment via Booster et Ambition :

- **START** : Renforcer son projet et réussir sa création / reprise : accompagnement individuel, collectif et financier
- **BOOSTER** : 1^{er} stade de fort développement, 5 emplois et 500 keuros de chiffre d'affaires minium à l'entrée du programme : accompagnement individuel, collectif (gouvernance) et financier
- **AMBITION** : 10 emplois et 1Meuros de chiffre d'affaire à l'entrée du programme : accompagnement individuel, collectif (gouvernance) et financier

Chacun de ces programmes permet à davantage d'entrepreneurs de bénéficier d'un accompagnement et ainsi de créer ou maintenir davantage d'emplois sur le territoire.

Les entreprises suivies bénéficient d'un financement variant de 15 000 euros à 300 000 euros selon le type de parcours suivi.

L'association souhaite que 2019 soit une année consacrée à l'élargissement de ses actions.

Afin de lui permettre de continuer à développer ce territoire à fort potentiel, notamment grâce à la revalorisation de sa politique de communication et le déploiement de nouvelles méthodes d'accompagnement, Réseau Entreprendre Provence sollicite auprès de la Métropole Aix-Marseille-Provence au titre de l'année 2019, une subvention de 19 500 euros, représentant 8,67 % du budget prévisionnel, d'un montant de 225 000 euros.

Ce soutien financier se décompose comme suit :

- 7 500 euros seront pris en charge par le Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile
- 12 000 euros seront pris en charge par le Conseil de Territoire du Pays d'Aix

La dépense en résultant sera imputée sur l'état spécial de chaque Territoire concerné.

Conformément au Règlement Budgétaire et Financier les modalités de versement se feront comme suit :

- Un acompte de 80% dès l'approbation de la subvention sur demande du bénéficiaire ;
- Le solde de 20% sur production des comptes annuels et sur remise du bilan quantitatif et qualitatif des actions réalisées.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 adoptant le Règlement Budgétaire et Financier de la Métropole ;
- La délibération FAG 21-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile du 14 mai 2019;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 9 mai 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- La volonté de la Métropole Aix-Marseille-Provence de soutenir un certain nombre d'associations à caractère économique, qui mènent, à l'échelle de son territoire des actions pertinentes, en cohérence avec les principaux axes de sa politique de développement économique.

Délibère

Article 1 :

Est attribuée à l'association Réseau Entreprendre Provence, une subvention de 19 500 euros au titre de l'exercice 2019, répartie ainsi :

- Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Étoile : 7 500 euros
- Territoire du Pays d'Aix : 12 000 euros

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur :

- l'État Spécial de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Étoile, en section de fonctionnement, chapitre 65, nature 65748
- l'État Spécial de Territoire du Pays d'Aix, en section de fonctionnement Chapitre 65, Nature 65748, Fonction 61

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ECO 010-5834/19/BM

■ Attribution d'une subvention pour un projet immobilier porté par l'entreprise SIMA-PHARMA - Approbation d'une convention MET 19/10583/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Mis en place par délibération n° ECO 002-5978/19/CM du Conseil de la Métropole du 16 mai 2019, le dispositif d'aide à l'investissement immobilier vise à favoriser le développement des entreprises issues des principales filières d'excellence du territoire. Il consiste en effet à cofinancer, dans le respect des dispositions réglementaires, des opérations d'investissement immobilier menées à l'initiative d'entreprises industrielles ou de services à l'industrie, qu'il s'agisse d'opérations de construction, d'acquisition, d'extension ou de réhabilitation de locaux d'activités.

L'aide de la Métropole Aix-Marseille-Provence, qui donne lieu à l'établissement d'une convention, ne peut dépasser un taux d'intervention de 20 % pour les Petites entreprises et de 10% pour les Moyennes entreprises. En zone d'aide à finalité régionale (AFR), ces proportions peuvent atteindre 30 % pour les Petites entreprises et 20 % pour les Moyennes entreprises. Dans le cas d'une grande entreprise située en zone AFR, et à titre exceptionnel, le taux maximal d'intervention est fixé à 10 %. Le taux d'intensité de l'aide appliqué à chaque dossier apparaîtra dans la convention d'application.

Par ailleurs, l'aide est plafonnée à 200.000 euros par entreprise.

Cette aide est notamment conditionnée par le maintien, sur le territoire métropolitain, de l'activité de l'entreprise pendant une certaine durée, par la création ou le maintien d'emplois et par l'inscription du projet dans une démarche de qualité environnementale ou, à défaut, par la réalisation d'investissements favorisant les économies d'énergies ou basés sur les énergies renouvelables.

1. Présentation de l'entreprise

Créée dès 1983 et installée à Rousset depuis 1994, la société SIMAGEC conçoit et fabrique en salle blanche des emballages pour les dispositifs médicaux et le médical. Sont concernés l'orthopédie, la chirurgie du rachis, les implants cardio-vasculaires, les implants dentaires et les anneaux gastriques. Ces emballages sont en effet garants du maintien de la stérilité des produits jusqu'à leur ouverture et leur utilisation par le chirurgien. A cet effet, SIMAGEC dispose de deux salles blanches de 350 m², classées respectivement ISO 7 et ISO 8.

SIMAGEC propose également le service de « décontamination et conditionnement » de dispositifs médicaux en salle blanche, pour les clients qui ne sont pas équipés ou n'ont pas ce savoir-faire. Ce service s'étend depuis peu au marché de l'instrumentation à usage unique.

Enfin, l'entreprise est aussi prestataire de service en remplissage de liquide (désinfectant, détergeant) destiné à l'industrie pharmaceutique (notamment pour la décontamination et le nettoyage de salles blanches).

SIMAGEC dispose aujourd'hui d'une clientèle régulière d'environ 130 clients actifs. L'entreprise réalise un chiffre d'affaires de plus de 9 M€.

Sous la responsabilité du même dirigeant depuis 2002, le site de Rousset n'a cessé de croître, grâce à de nouveaux investissements matériels et immobiliers. L'effectif de SIMAGEC est passé de 10 salariés en 2004 à 40 salariés en 2018, auxquels il convient d'ajouter les 18 emplois créés sur la société holding pour les fonctions support et les deux emplois SIMA MECA, pour la fabrication de machines. L'extension du bâtiment actuel a été financée par la Communauté du Pays d'Aix à hauteur de 90 K€ en 2015.

Dans le cadre de cette stratégie de développement, l'entreprise prévoit aujourd'hui le déploiement d'une nouvelle activité à confier à une entité dédiée, la SAS à associé unique SIMA PHARMA, dont SIMAGEC est l'associé unique et détient 100% des actions. En effet, son principal client de l'activité « remplissage de liquide destiné à l'industrie pharmaceutique », la société ANIOS, a été rachetée par le groupe américain ECOLAB. Or, ce rachat s'est avéré une réelle opportunité pour SIMAGEC, puisque ECOLAB, après avoir audité son outil de production et son

système qualité de SIMAGEC, a souhaité confier à SIMAGEC le conditionnement d'une nouvelle gamme de produits.

Afin de répondre à cette demande, SIMAGEC a d'ores et déjà engagé des investissements à hauteur de 400 K€ pour la construction d'une nouvelle salle blanche et l'achat du matériel nécessaire à son fonctionnement. Toutefois, à l'horizon 2020/2021, cette nouvelle activité requiert un site pharmaceutique qualifié de BPF (« Bonnes Pratiques de Fabrication ») nécessitant notamment la construction d'un bâtiment dédié et l'embauche d'un pharmacien responsable. L'exploitation de cette activité sera confiée à la société SIMA PHARMA.

A terme, cette activité « Pharma » devra générer un chiffre d'affaires de l'ordre du 4 M€ et la création d'une quinzaine d'emplois. Au-delà de l'investissement immobilier, la réalisation du site « BPF » nécessite des investissements à hauteur de plus de 1,3 M€.

2. Le projet immobilier

En vue de son projet de développement, SIMAGEC a fait l'acquisition, fin 2017, et via la SCI IMMO MEDICAL, d'un terrain de 5.000 m² en face du site existant. Le coût du terrain était de 335.120 € HT. Un permis de construire a été déposé et obtenu en décembre 2018. La construction envisagée, portée par SIMAGEC via la SCI, prévoit une partie « entrepôt » de 1.600 m² qui abritera à la fois l'outil de production et le stockage, et une partie bureaux de 664 m². Le site comportera également un quai de chargement/déchargement.

Plusieurs dispositions sont prévues en faveur du développement durable et des économies d'énergie :

- mise en place d'un puits canadien (géothermie),
- respect de la norme RT 2012 pour les bureaux,
- installation de panneaux photovoltaïques pour obtenir l'autonomie énergétique de l'entrepôt,
- récupération des eaux de pluie pour l'arrosage des espaces verts,
- mise en place de chargeurs pour véhicules électriques.

L'étude APS chiffre un coût de construction (hors frais d'études) de 1.153.000 euros HT. La livraison du bâtiment est prévue pour décembre 2019.

Le financement de l'opération sera assuré principalement par emprunt bancaire.

Au vu de ce qui précède, il est proposé de soutenir le projet immobilier proposé par SIMA PHARMA à hauteur de 120.000 euros soit 10,40 % de l'assiette éligible de 1.153.000 €. Cette subvention sera versée à la SCI IMMO MEDICAL qui la répercutera sur la société exploitante SIMA PHARMA.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et plus particulièrement l'article L1511-3 ;
- Le règlement n°1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis ;
- Le Règlement (UE) n° 651/2014 de la Commission du 17 juin 2014 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2014-758 du 2 juillet 2014 relatif aux zones d'aide à finalité régionale et aux zones d'aide à l'investissement des petites et moyennes entreprises pour la période 2014-2020 ;
- La délibération n° HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 adoptant le Règlement Budgétaire et Financier de la Métropole ;
- La délibération n° ECO 001-1775/17/CM du 30 mars 2017 approuvant l'Agenda du développement économique métropolitain ;
- La délibération n° ECO 002-1776/17/CM du Conseil de la Métropole du 30 mars 2017 approuvant le SRDEII ;
- La délibération n° FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° ECO 002-5978/19/CM du Conseil de la Métropole du 16 mai 2019 approuvant le dispositif métropolitain d'aide à l'investissement immobilier des entreprises et du règlement d'attribution y afférent ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 9 mai 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la Métropole est compétente, sur le fondement de l'article L.1511-3 du CGCT, pour définir les aides ou les régimes d'aides et pour décider de l'octroi de ces aides sur son territoire en matière d'investissement immobilier des entreprises ;
- Que par délibération n° ECO 002-5978/19/CM du Conseil de la Métropole du 16 mai 2019 ont été approuvés le dispositif métropolitain d'aide à l'investissement immobilier des entreprises sous forme de subvention et le règlement d'attribution y afférent ;
- Que ce dispositif d'aide consiste à cofinancer, dans le respect des dispositions réglementaires, des opérations d'investissement immobilier menées à l'initiative d'entreprises industrielles ou de services à l'industrie, qu'il s'agisse d'opérations de construction, d'acquisition, d'extension ou de réhabilitation de locaux d'activités ;
- Que l'aide de la Métropole Aix-Marseille-Provence ne peut dépasser un taux d'intervention de 20 % pour les Petites entreprises et de 10% pour les Moyennes entreprises. En zone AFR, ces proportions peuvent atteindre 30 % pour les Petites entreprises et 20 % pour les Moyennes entreprises. Dans le cas d'une grande entreprise située en zone AFR, et à titre exceptionnel, le taux maximal d'intervention est fixé à 10 %. Le taux d'intensité de l'aide appliqué à chaque dossier apparaîtra dans la convention d'application ;
- Que l'aide est conditionnée et plafonnée à 200 000 euros par entreprise ;
- Que l'entreprise SIMA PHARMA a sollicité une aide ;
- Que la Métropole entend y répondre favorablement ;
- Que dans la mesure où le montage intègre une société civile immobilière, la SCI IMMO MEDICAL, la subvention est, conformément au règlement d'attribution, versée à celle-ci ;

Délibère

Article 1 :

Est attribuée une subvention d'aide à l'investissement immobilier de 120.000 euros à la SCI IMMO MEDICAL - soit 10,40 % de l'assiette éligible - au bénéfice de la société SIMA PHARMA, au titre de la construction d'un bâtiment industriel.

Article 2 :

Est approuvée la convention tripartite correspondante ci-annexée.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer la convention ainsi que tout document afférent.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur l'État Spécial de Territoire du Pays d'Aix en section investissement, opération budgétaire 378, nature 20421, fonction 61.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ECO 011-5835/19/BM

■ Vente d'un terrain sur la zone d'activités Euroflory à Berre l'Etang au groupe SAPF - Prorogation des délais de réitération par acte authentique MET 19/10774/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Le Groupe SAPF souhaite pour sa filiale CAP DEPO acquérir une parcelle d'environ 7 000 m² sur le lot 27 d'une surface de 14 489 m², cadastrée section CX n°455 et n°456 sur la ZAC d'Euroflory située à Berre l'Etang.

CAP DEPO est une entreprise située à Bourg Achard dans l'Eure dont l'activité consiste à proposer aux acteurs de la santé et plus particulièrement aux réseaux de la Pharmacie, de l'Optique et de la Parapharmacie un ensemble de solutions modulables d'optimisation tant opérationnelles qu'économiques de la chaîne d'approvisionnement.

Dans une perspective de développement, cette entreprise souhaite dupliquer ce concept dans la périphérie de Marseille et a choisi de s'installer à Berre l'Etang.

L'ouverture de ce second site devrait entraîner la création d'environ 13 emplois qualifiés sur 3 ans, dont 10 dès l'ouverture.

Le projet consiste en la construction d'un entrepôt de haute technologie de 2 500 m² à 3 000 m².

Par délibération n° ECO 015-2881/17/BM du 14 décembre 2017, la Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé la vente d'une parcelle d'environ 7 000 m² (sous réserve du document d'arpentage) sur le lot 27 d'une surface de 14 489 m², cadastré section CX n°455 et 456 sur la ZAC d'Euroflory à Berre l'Etang au

Groupe SAPF, au prix unitaire de 30 euros hors taxes le m².

Or le dépôt du permis de construire et la signature de l'acte de vente ont été retardés et n'ont pas pu être réalisés dans les délais impartis.

L'entreprise étant toujours favorable à l'acquisition du terrain précité, il convient de proroger la date de dépôt de permis de construire au plus tard le 31 décembre 2019 et la réalisation de la vente et de confirmer la volonté commune des parties de procéder à la vente au plus tard le 30 juin 2020.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération du Conseil de la Métropole FAG 152-4969/18/CM du 13 décembre 2018 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du Bureau de la Métropole ECO 015-2881/17/BM du 14 décembre 2017 portant vente d'un terrain sur la ZAC d'Euroflory à Berre l'Etang au Groupe SAPF ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays Salonais du 13 mai 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que par délibération n° ECO 015-2881/17/BM du 14 décembre 2017, la Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé la vente d'une parcelle d'environ 7000 m² sur le lot 27 d'une surface de 14 489 m², cadastrée section CX n°455 et 456 sur la ZAC d'Euroflory à Berre l'Etang, au

Groupe SAPF au prix unitaire de 30 euros hors taxes le m² ;

- Que le dépôt du permis et que la signature de l'acte de vente ont été retardés et n'ont pas pu être réalisés dans les délais impartis ;
- Que l'entreprise étant toujours favorable à l'acquisition du terrain précité, il convient de proroger la date de dépôt de permis de construire au plus tard le 31 décembre 2019 et la réalisation de la vente et de confirmer la volonté commune des parties de procéder à la vente au plus tard le 30 juin 2020.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la prorogation au 30 juin 2020 de la réitération par acte authentique de la vente d'une parcelle d'environ 7000 m² sur le lot 27 d'une surface de 14 489 m², cadastré section CX n°455 et n°456 sur la ZAC d'Euroflory à Berre l'Etang, au Groupe SAPF au prix unitaire de 30 euros hors taxes le m².

Article 2 :

Est approuvée la prorogation du dépôt de permis de construire qui devra être déposé au plus tard le 31 décembre 2019.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer tout acte et à prendre toutes dispositions y concourant.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ECO 012-5836/19/BM

**■ Cession à titre onéreux d'un terrain sur l'extension du Parc d'activité de la Gandonne à Salon-de-Provence à l'entreprise Wine RL
MET 19/10760/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

L'entreprise Wine RL a sollicité la Métropole Aix-Marseille-Provence, Territoire du Pays Salonais, pour l'acquisition du lot n°1 d'une surface de 2 504 m², constitué par la parcelle cadastrale section CW N°1315 sur l'extension du Parc d'activité de la Gandonne à Salon de Provence.

Actuellement installée à Eyguières, l'entreprise Wine RL est une société de vente de vins spécialisée dans les grands crus français. Elle a été créée en 2014. En 2018, elle a enregistré un chiffre d'affaires de 1 050 000 € HT.

Afin de poursuivre son développement l'entreprise souhaite acquérir cette parcelle. Son projet consiste en la construction d'un bâtiment de 400 m² qui comprendra trois espaces distincts : des bureaux, un espace de stockage et de conditionnement des crus, un show-room ou espace réceptif au sein duquel des événementiels autour du vin seront organisés. Ce développement devrait permettre à Wine RL d'embaucher 5/6 collaborateurs sur 3 ans.

France Domaine a été consulté concernant la valeur de la parcelle concernée. Par avis du 26 février 2019, le terrain a été estimé à 200 320 € HT.

Ceci exposé, il est proposé de vendre le terrain comprenant le lot n°1 d'une surface de 2 504 m² à l'entreprise Wine RL au prix de 225 360 € HT.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération du Conseil de la Métropole FAG 21-5718/19CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'avis de France Domaine ;
- Le plan de cession ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays Salonais du 13 mai 2019 ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la vente d'un terrain de 2 504 m² comprenant le lot n°1 sur l'extension du Parc d'activité de la Gandonne à Salon de Provence à l'entreprise

Wine RL ou à toute autre société pouvant s'y substituer au prix de 225 360 euros hors taxes.

Article 2 :

Une indemnité d'immobilisation de 5% hors taxes du prix de vente sera versée à la signature du compromis de vente sous forme d'avance non remboursable.

Article 3 :

Le permis de construire devra être déposé au plus tard le 31 décembre 2019 et l'acte de vente signé au plus tard le 30 juin 2020 à défaut de quoi la Métropole Aix-Marseille-Provence se donnera le droit de commercialiser le terrain ou de signer avec un autre acquéreur si elle estime que les raisons invoquées par l'entreprise Wine RL sont irrecevables.

Article 4 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer tout document relatif à la réalisation et au suivi du dossier, à réaliser les formalités afférentes et à charger tout notaire d'établir les actes authentiques à intervenir.

Article 5 :

Les frais d'actes seront à la charge exclusive de l'acquéreur.

Article 6 :

Les recettes résultant de cette vente seront constatées au budget annexe des zones d'activités du Territoire du Pays Salonais selon la méthode de gestion de stocks intermittent – chapitre 70, nature 7015, Zone Gandonne.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ECO 013-5837/19/BM

■ Attribution d'une subvention à l'association Éa Eco-Entreprises MET 19/10581/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre de sa stratégie de développement économique, la Métropole Aix-Marseille-Provence soutient l'innovation et le développement des filières d'Excellence.

A ce titre, la Métropole Aix-Marseille-Provence a vocation à soutenir les pôles de compétitivité mais aussi d'autres clusters rassemblant entreprises et centres de recherche autour d'une filière stratégique.

Association créée en 1996, Éa Eco-entreprises a pour mission d'accompagner les éco-entreprises régionales dans les différentes étapes de leur parcours de croissance en favorisant notamment l'émergence de solutions et de services innovants visant à comprendre, mesurer, prévenir, limiter l'impact des activités humaines sur l'environnement.

Fort de ses 160 membres parmi lesquels l'on compte plus de 150 entreprises, Éa Eco-entreprises développe une approche multi-filières (eau, déchets, sites et sols pollués, énergies renouvelables, génie écologique,...) unique en région et positionne ainsi les éco-entreprises comme acteurs de l'économie circulaire.

Le réseau constitue ainsi pour tout acteur public ou privé qui souhaite s'engager dans l'économie circulaire, un véritable centre de ressources des solutions concrètes et efficaces existantes.

Reconnue pour son expertise dans le domaine de l'eau, Éa Eco-entreprises porte la délégation de la Région Sud du Pôle de la filière de l'eau depuis 2010 et assure à ce titre l'animation de la filière Eau en Provence-Alpes-Côte d'Azur.

Seul cluster à rassembler différentes filières dédiées au développement durable, Éa Eco-entreprises facilite la transition des territoires en valorisant les solutions opérationnelles de ses membres auprès des donneurs d'ordre publics et privés.

L'association souhaite que Provence-Alpes-Côte d'Azur soit un territoire où les éco activités font naître de nouveaux modèles économiques.

En 2019, les actions d'appui technique au renforcement et au développement économique des filières aussi accompagnées se déclineront par les leviers de compétitivité suivants :

Développer et animer le Réseau

L'association développe depuis de nombreuses années des outils d'animation de son éco-système visant à mettre en relation l'ensemble de ses parties prenantes (entreprises, centres de recherche et de formation, collectivités, associations, organismes de développement économique, etc...) dans une triple perspective de développement de l'innovation, des courants d'affaires et donc de l'emploi, et de partage d'expériences.

Elle anime le réseau en s'appuyant sur les partenariats créés par l'association avec les autres acteurs régionaux, nationaux ou internationaux : information et sensibilisation sur des domaines réglementaires ou stratégiques, détection de besoins pouvant faire émerger des projets de R&D collaboratifs, identification de compétences complémentaires au sein du réseau (journées techniques, newsletter, groupes de travail, formation, ...).

Les outils développés ces dernières années permettent désormais :

- La diffusion d'informations auprès des « clients » des membres ;
- L'information des membres du réseau sur des points spécifiques ;
- Le renforcement des capacités des PME ;
- Le développement du sentiment d'appartenance au réseau et de la solidarité inter-entreprise.

Le programme 2019 met en avant les actions suivantes :

Renforcer et animer le réseau :

- Rencontrer les adhérents pour évaluer leurs besoins spécifiques et proposer un accompagnement ciblé ;
- Intégrer de nouveaux membres ;
- Organiser « 3 Éa Business Time » chez ses membres.

Valoriser et promouvoir les savoir-faire :

- Participer au Salon des Maires (17 membres Éa intéressés) en partenariat avec les autres pôles Ecotech régionaux ;
- Organiser 3 rencontres DO/Eco-PME dont 1 sera dédiée à l'économie circulaire / achats ;
- Organiser une rencontre Business « solutions environnementales pour l'industrie » en collaboration avec la CCIMP.

Orienter vers de nouveaux marchés

- Positionner les adhérents le plus efficacement possible vers de nouvelles opportunités ;
- Sujets retenus pour 2019 : Territoires zéro-plastiques, photovoltaïque, recyclage des minéraux dans les projets de BTP et d'aménagement de territoires.

Accompagner les entreprises en termes de RH, trésorerie, investissement

- Faisabilité technique du projet, réalisation du pré-diagnostic RSE de l'entreprise ;
- Mise en relation avec les membres du réseau experts et avec des potentiels financeurs ;
- Aide à la décision stratégique, conseil à la rédaction des dossiers, aide au pitch.

Accompagner l'Innovation

Le dispositif Encourage la culture de l'innovation au sens large et accompagne individuellement les entreprises par la veille et diffusion des appels à projets, des montages de projets et des labellisations, financement et suivi des projets.

Éa Eco-entreprises étant la délégation régionale du Pôle de compétitivité de la filière Eau, les entreprises bénéficient pour cette filière, de l'expertise du Comité de labellisation du Pôle pour les projets de FUI :

- Veille à la diffusion des appels à projets, informations stratégiques, offres ;
- Montage des projets ;
- *Labellisation, financement et suivi des projets.*

Promouvoir les éco-PME à l'International

Éa Eco-entreprises anime la thématique International à travers son Club International : outil permettant de rassembler les éco-entreprises déjà ou potentiellement exportatrices sur des sessions de formation, débriefing de missions et échanges d'expériences.

L'accompagnement au développement international est devenu l'un de ses axes de développement principal, ce qui lui confère une expertise sur le sujet et un réseau de partenaires importants en France et à l'international.

L'enjeu principal consiste à accroître la culture de l'international dans les PME pour développer des parts de marché et valider leur capacité à exporter leurs savoir-faire ou leurs produits, via :

- La collecte et la diffusion de l'information stratégique auprès des adhérents, l'échange des informations, l'accompagnement et l'animation à travers son club international ;
- L'échange des informations lors des réunions du Club-International organisées sur des thématiques précises répondant aux besoins et attentes des membres.

Former et développer l'emploi

Les formations proposées visent à aider les chefs d'entreprise à anticiper sur leurs compétences et celles de leurs salariés via une offre de formations spécifiques.

Pour 2019 l'association prévoit :

- Une formation sur la transformation digitale des entreprises ;
- Un accompagnement des membres sur les problématiques RH & Animation du club RH ;
- La valorisation des compétences des membres auprès des structures de formation (AMU et écoles d'ingénieurs).

Pour mener à bien ces actions, Éa Eco-entreprises sollicite une subvention de 20 000 euros auprès de la Métropole Aix-Marseille-Provence, correspondant à

3,67 % du budget prévisionnel d'un montant de 544 193 euros.

La dépense se répartit de la façon suivante :

- 15 000 euros sur le budget de l'Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix
- 5 000 euros sur le Budget Principal Métropolitain.

Conformément au Règlement Budgétaire et Financier les modalités de versement se feront comme suit :

- Un acompte de 80% dès l'approbation de la subvention sur demande du bénéficiaire,
- Le solde de 20% sur production des comptes annuels et remise du bilan quantitatif et qualitatif des actions réalisées.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 adoptant le Règlement Budgétaire et Financier de la Métropole ;
- La délibération FAG 21-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole.
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 9 mai 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- La volonté de la Métropole Aix-Marseille Provence de soutenir un certain nombre d'associations à caractère économique, et notamment les pôles de compétitivité et autres clusters qui mènent à l'échelle de son territoire des actions pertinentes, en cohérence avec les principaux axes de sa politique de développement économique,

- L'intérêt de soutenir les actions d'Ea Eco-entreprises qui participent au développement de la filière « Energie et Environnement » une des six filières d'excellence de notre territoire.

Délibère

Article 1 :

Est attribuée à l'association Éa Eco-entreprises une subvention de 20 000 euros. Celle-ci est prise en charge à hauteur de :

- 5 000 euros sur le Budget Principal Métropolitain
- 15 000 euros sur l'Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix

Article 2:

Les crédits nécessaires sont inscrits au :

Budget Principal Métropolitain, en section fonctionnement, sous-politique B370, chapitre 65, nature 65748, fonction 61 ;
Budget de l'État Spécial de Territoire du Pays d'Aix, en section fonctionnement, chapitre 65, nature 65748, fonction 61.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ECO 014-5838/19/BM

■ Attribution d'une subvention à l'association Imago Production pour soutenir l'évènement "Creative Digital Week Marseille Provence" - Approbation d'une convention
MET 19/10728/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Filière Cinéma et Audiovisuel connaît un important dynamisme sur le territoire de la Métropole Aix-Marseille Provence. Avec 500 tournages annuels rien qu'à Marseille, ce territoire est le second lieu de tournage en France après Paris. Cette filière représente un potentiel important en termes de retombées économiques, touristiques et d'emploi, et constitue un élément d'attractivité qui doit désormais être structuré et promu à l'échelon métropolitain pour en maximiser les retombées.

Si les atouts de la Métropole sont nombreux pour développer cette filière, il demeure difficile de développer une filière sans un événement professionnel structurant qui permettrait d'attirer des professionnels nationaux et étrangers, de fédérer l'écosystème local et de positionner définitivement le territoire comme un hub de créativité propice au croisement entre l'industrie audiovisuelle et le numérique.

L'agenda du développement économique de la Métropole Aix-Marseille-Provence pose le cadre du renforcement et de la structuration de cette filière. La tenue de grands événements sur le territoire est l'un des volets de la mise en lumière de cette filière.

Cet événement global fera rayonner Marseille et la Provence dans le secteur de l'audiovisuel et du numérique : la Creative Digital Week Marseille Provence.

Cette semaine que l'association veut pérenne aura pour ambition de devenir un des rendez-vous les plus importants en France, et un événement majeur pour l'économie sur le secteur des industries créatives et de l'Entertainment.

La Creative Digital Week Marseille Provence regrouperait un ensemble d'événements autour de la série digitale, du e-cinéma, du storytelling et des médias interactifs. Elle se tiendra chaque année sur une semaine au mois d'octobre à Marseille en parallèle du MIP COM, marché international des contenus TV qui a lieu à Cannes.

Il est proposé de participer financièrement à hauteur de 30 000 euros pour soutenir l'action de IMAGO Production.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- L'agenda de développement économique de la Métropole approuvé le 30 mars 2017 ;
- La délibération N°FAG 21-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- L'intérêt pour la Métropole de renforcer la filière cinéma-audiovisuelle
- L'intérêt pour la Métropole d'accueillir sur son territoire des grands événements économiques et professionnels
- Le caractère international de la Creative Digital Week Marseille Provence

Délibère

Article 1 :

Est attribuée une subvention de 30 000 euros à l'association IMAGO Production pour l'organisation de la Creative Digital Week Marseille Provence.

Article 2 :

Est approuvée la convention d'objectifs ci-annexée conclue avec l'association IMAGO Production.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole, ou son représentant, est autorisé à signer cette convention ou tout document afférent.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget principal 2019 de la Métropole Aix-Marseille-Provence Sous-politique B330 – Nature 65748 – Fonction 64.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ECO 015-5839/19/BM

■ Approbation de l'avenant n°3 à la convention avec la SPL La Ciotat Shipyards, relative au financement du Plan Stratégique à Long Terme sur le Domaine des Industries et Activités Maritimes de la Ciotat MET 19/10682/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération n° DEV 013-378/11/BC du 8 juillet 2011, la Communauté Urbaine Marseille Provence a approuvé une convention de partenariat avec la SPL Semidép Ciotat, devenue SPL La Ciotat Shipyards, pour le financement du Plan Stratégique à Long Terme (PLT) sur le Domaine des Industries et des Activités Maritimes de la Ciotat.

Ce Plan stratégique à Long Terme (PLT), lié à la reconversion du site des chantiers navals de la Ciotat, repose sur un partenariat entre les acteurs privés du site et les collectivités territoriales engagés à soutenir ce développement.

La convention n°11/1351, signée le 23 septembre 2011, fixe les modalités de financement de ce Plan stratégique à Long Terme et de versement des participations des différentes collectivités, dont l'objet est de renforcer les infrastructures portuaires pour accueillir plus de yachts et d'activités sur le site.

Ce Plan Stratégique à Long Terme avait également pour objectif de permettre d'atteindre un doublement du nombre des entreprises accueillies, un doublement du chiffre d'affaires réalisé (de 50 millions à 100 millions d'euros) et un doublement de l'emploi (de 500 à 1 000 emplois).

Un premier avenant à cette convention a été approuvé par délibération n°DEV 002-031/12/BC en date du 13 février 2012, pour tenir compte de l'état d'avancement de l'opération et du réajustement du calendrier des dépenses, conduisant ainsi à la fixation de nouvelles modalités de versements de la participation pour la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Par délibération n°DEV 003-704/13/CC en date du 31 octobre 2013, un avenant n°2 à la convention a été approuvé pour tenir compte des évolutions réglementaires européennes en matière de financement public et modifier les dépenses d'entretien et de réalisation des infrastructures dites « de base ».

Les financements publics portent essentiellement sur les travaux de construction et d'aménagement de la Grande forme, aujourd'hui finalisés, et sur le confortement des quais du port vieux. Ces derniers, actuellement en cours de réalisation, ont été estimés dans le plan de financement à 650 000 euros HT.

Il a toutefois été découvert, lors de la phase préparatoire, des travaux imprévus liés à une faiblesse structurelle des quais qui ont engendré des coûts supplémentaires pour un montant de 209 000 euros HT.

Ces travaux qui relèvent des équipements de base, font l'objet d'un financement croisé de la part des collectivités, dont la participation représente pour la Métropole Aix-Marseille-Provence, 26.67%.

En fonction de la clé de répartition des collectivités, la Métropole s'est déjà engagée à verser à la SPL Ciotat Shipyards une subvention de 3 370 000 euros HT. Ces travaux complémentaires imprévus portent le montant de cette subvention à 3 426 000 euros HT, soit une subvention complémentaire de 56 000 euros HT.

Le présent avenant a pour objet d'acter cette participation complémentaire pour le financement de ces travaux.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération du Conseil de la Métropole FAG 21-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n°DEV 002-261/11/CC du 28 mars 2011 du Conseil de Communauté, portant création et affectation d'une autorisation de programme d'un montant de 5.007 000 euros ;
- La délibération n° DEV 013-378/11/BC du 8 juillet 2011, relative à l'approbation d'une convention avec la SPL Semidep Ciotat pour le financement du Plan stratégique à Long Terme sur le Domaine des Industries et des Activités Maritimes de La Ciotat ;
- La délibération n°DEV 002-031/12/BC du 13 février 2012, relative à l'approbation de l'avenant n°1 à la convention avec la SPL Semidep Ciotat pour le financement du PLT ;
- La délibération n°DEV 003-704/13/CC du 31 octobre 2013, relative à l'approbation de l'avenant n°2 à la convention avec la SPL Semidep Ciotat pour le financement du PLT ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 14 mai 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la convention n°11/1351, signée le 23 septembre 2011, fixe les modalités de financement de ce Plan stratégique à Long Terme et de versement des participations des différentes collectivités, dont l'objet est de renforcer les infrastructures portuaires pour accueillir plus de yachts et d'activités sur le site ;
- Que les avenants n°1 et n°2 ont été approuvés le 13 février 2012 et le 31 octobre 2013 pour tenir compte de l'état d'avancement de l'opération et du réajustement du calendrier des dépenses,

conduisant ainsi à de nouvelles modalités de versements des collectivités territoriales et de fait de la participation de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

- Que les financements publics portent essentiellement sur les travaux de construction et d'aménagement de la Grande forme, aujourd'hui finalisés, et sur le confortement des quais du port vieux ;
- Que lors de la phase préparatoire des travaux des quais du port vieux, des travaux imprévus ont été découverts en lien avec une faiblesse structurelle des quais, engendrant ainsi des travaux supplémentaires pour un montant de 209 000 euros HT ;
- Que ces travaux font l'objet d'un financement croisé de la part des collectivités, dont la participation représente pour la Métropole Aix-Marseille-Provence, 26.67% ;
- Que la Métropole s'est déjà engagée à verser à la SPL Ciotat Shipyards une subvention de 3 370 000 euros HT ;
- Que ces travaux complémentaires imprévus portent le montant de la participation de la Métropole à 3 426 000 euros HT, soit une subvention complémentaire de 56 000 euros HT.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé l'avenant n°3 à la convention avec la SPL Ciotat Shipyards relative au financement du Plan Stratégique à Long Terme, ci-annexé, ayant pour objet d'apporter une subvention complémentaire au financement des infrastructures de base, du fait de travaux imprévus, pour un montant de 56 000 euros HT.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant, est autorisé à signer cet avenant.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits à l'Etat Spécial du Territoire du CT1 Marseille Provence – Sous-Politique : B 320 – Compte 4581191001 - Fonction 61 - Opération n°2011105700.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ECO 016-5840/19/BM

■ Approbation d'un protocole d'accord avec l'Etat et la Région Sud Provence Alpes Côte d'Azur dans le cadre de l'initiative nationale Territoires d'Industrie

MET 19/10880/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est de fait pleinement impliquée dans l'initiative nationale des territoires d'industrie qui a identifié la zone « Aix-Rousset-Gardanne ; Istres-Fos-Marignane-Étang de Berre » comme territoire pilote.

En effet, lancée lors du Conseil national de l'Industrie le 22 novembre 2018, l'initiative Territoires d'industrie vise à créer un dispositif d'accompagnement adéquat au service des territoires à forte dimension industrielle (124 Territoires d'industrie français, dont une trentaine sont labellisés « pilotes » et à ce titre ont débuté la démarche prioritairement).

La démarche répond à un principe de gestion décentralisée : le projet du Territoire d'industrie est élaboré et animé par l'établissement public de coopération intercommunale concerné, en partenariat avec le monde industriel, et fait ensuite l'objet d'un pilotage régional et d'une contractualisation.

Cet impératif de contractualisation appelle aujourd'hui la Métropole Aix-Marseille-Provence à délibérer sur le protocole d'engagement du Territoire d'industrie « Métropole Aix-Marseille-Provence Aix-Gardanne-Rousset ; Istres-Fos-Marignane-Etang de Berre » rédigé en partenariat avec la Région Sud-Provence-Alpes-Côte d'Azur.

Ce protocole est la première étape d'un processus itératif, qui passera par la conclusion d'un « contrat de territoire d'industrie » sur la période 2019-2022, associant en outre les industriels, les opérateurs de l'Etat et les autres partenaires publics et privés. Au cours de cette période, la Métropole Aix-Marseille-Provence pourra ajouter, compléter et enrichir les projets et actions contractualisés.

Le contrat s'articule autour de :

- l'identification des principaux enjeux,
- l'énoncé des ambitions et priorités,
- le rappel des actions déjà engagées sur le territoire d'industrie pour y répondre,
- l'engagement général des parties,
- le plan d'actions articulé autour de quatre thématiques « Attirer », « Innover », « Recruter », « Simplifier », et constitué d' 'actions-cadre' et de 'fiches-action',
- l'organisation du pilotage et les modalités de suivi et d'évaluation.

La première phase de contractualisation caractérisée par le protocole d'engagement repose sur un constat : la Métropole Aix-Marseille-Provence, grâce à ses atouts, s'affiche comme une locomotive économique et une aire de rayonnement international. En s'appuyant en particulier sur son histoire et son tissu industriels inestimables, elle entend s'imposer comme

le territoire privilégié pour investir et entreprendre dans l'Europe du Sud.

Sa stratégie industrielle se fonde à la fois sur des projets structurants d'avenir et sur des partenariats étroits avec des acteurs économiques organisés et qui bénéficient d'un ancrage territorial extrêmement fort, et sur lesquels la Métropole peut s'appuyer. Ils expriment une réelle volonté de faire réussir le territoire et d'accompagner la stratégie industrielle de la Métropole Aix-Marseille-Provence, qui en retour a créé des mécanismes de gouvernance économique territoriale adaptés aux besoins et aux enjeux.

La Métropole Aix-Marseille-Provence a donc décidé de miser sur la transversalité de son action, en coordonnant ses politiques publiques dans le domaine industriel et économique, de la recherche, de la mobilité, de l'aménagement du territoire, du logement, du développement durable ou encore du cadre et de la qualité de vie. L'ambition est claire : consolider sa place de plateforme d'échanges entre Europe, Méditerranée et Afrique.

Parmi ses atouts figurent la vitalité et les perspectives de croissance de ses filières industrielles stratégiques, telles que déclinées dans l'Agenda du Développement Economique approuvé par le Conseil Métropolitain du 30 mars 2017 :

- Santé,
- Maritime et logistique,
- Numérique et industries créatives,
- Energie et environnement,
- Aéronautique et mécanique,
- Tourisme et art de vivre.

Inscrites dans la tradition et en expansion permanente, ces filières sont incarnées par des projets économiques structurants à l'échelle métropolitaine, qui participent fortement à l'attractivité et la compétitivité du territoire. Elles bénéficient par ailleurs d'un réseau d'infrastructures, d'équipements, de plateformes et de lieux dédiés de haute qualité. C'est parce que ces filières sont stratégiques que les industries qui en font partie sont vitales et que les projets qu'elles portent doivent être soutenus.

La Métropole Aix-Marseille-Provence entend en outre favoriser l'excellence de son tissu industriel riche en renforçant son potentiel d'enseignement supérieur et de recherche. Dans un secteur dont les compétences et les besoins évoluent sans cesse, il est nécessaire de mettre en adéquation les besoins des entreprises et les évolutions technologiques avec les formations.

Par ailleurs, tout en ayant été moins frappée par la désindustrialisation que d'autres territoires, la Métropole Aix-Marseille-Provence n'en reste pas moins, comme toutes les autres, confrontée à des enjeux de mutations industrielles, qu'il s'agisse de la transition numérique ou de la transition énergétique et environnementale.

Sur cette problématique particulière du développement durable et de la protection de l'environnement, la Métropole Aix-Marseille-Provence articulera sa feuille de route industrielle avec l'Agenda environnemental approuvé par le Conseil Métropolitain du 18 octobre 2018 et avec son futur Plan Climat Air Energie Territorial.

L'ensemble de ces enjeux conditionnent la performance globale à long terme des écosystèmes industriels et sont sources de nouvelles opportunités.

Au regard de ce constat et de son ambition, 3 axes d'intervention constitueront les fondamentaux de la feuille de route industrielle métropolitaine :

- la pérennisation des sites industriels existants, en réunissant les conditions nécessaires au maintien de l'emploi et des outils industriels au travers d'une modernisation des sites, de la numérisation des outils de production, du développement des synergies industrielles;
- la diversification industrielle, en accueillant de nouvelles activités soit en synergies, soit offrant de nouveaux débouchés aux activités existantes pour un ancrage durable de l'industrie de pointe orientée vers les nouvelles technologies de l'énergie notamment ;
- la décarbonation de l'industrie, en accompagnant les industriels pour aller encore plus loin dans les efforts déjà entrepris, visant l'amélioration de la qualité de l'air, avec la décarbonation de la mobilité et de la logistique mais également des procédés industriels.

C'est dans cette perspective que la Métropole Aix-Marseille-Provence a initié la démarche de concertation et de co-construction de son projet de Territoire d'industrie pilote avec ses partenaires industriels et les élus concernés du Territoire d'industrie pilote « Métropole Aix-Marseille-Provence Aix-Rousset-Gardanne ; Istres-Fos-Marignane-Étang de Berre », réunis au sein du Comité des industriels. Cette démarche a l'ambition d'aboutir à l'élaboration de la feuille de route industrielle métropolitaine, dont le protocole d'engagement est la première étape concrète et nécessaire. Cette démarche sera nourrie au fil du temps des réflexions et des échanges engagés, notamment dans le cadre du Comité des industriels, à partir du socle constitué des trois objectifs précités et sur lequel seront mises en œuvre les actions-cadre et les fiches-action contenues dans le projet du Territoire d'industrie pilote.

Conformément aux principes de l'initiative « Territoires d'industrie » et aux orientations prises par les services de l'Etat et la Région Sud-Provence-Alpes-Côte

d'Azur, les actions les plus mûres et ayant le plus d'effet-levier sur le territoire font l'objet d'une première contractualisation dans le cadre du projet de plan d'actions, décliné dans le protocole d'accord en annexe.

Les parties prenantes au contrat doivent prendre des engagements en moyens techniques, financiers ou humains. Concernant les financements, les signataires pourront mobiliser des moyens en fonctionnement ou en investissement dans le respect de leurs procédures et modalités d'interventions respectives. S'agissant de l'État et des opérateurs publics nationaux, des leviers de financement ont été identifiés lors du Conseil National de l'Industrie du 22 novembre 2018 qui pourront selon les cas faire l'objet d'une contractualisation ou d'une valorisation dans les maquettes financières du contrat. D'autres sources de financement pourront être recherchées, notamment de la part des partenaires locaux publics et privés.

Les engagements respectifs des parties seront actés dans le contrat de territoire d'industrie et pourront évoluer et être précisés ultérieurement, de la même manière que tout projet industriel jugé mature et stratégique pour le territoire sera intégré au plan d'actions et contractualisé jusqu'à l'échéance de 2022.

Au regard des enjeux stratégiques que revêt l'initiative « Territoires d'industrie » et de l'importance de la démarche de concertation entamée, il est proposé au Bureau de Métropole d'approuver le protocole d'engagement Territoire d'industrie « Métropole Aix-Marseille-Provence Aix-Gardanne-Rousset ; Istres-Fos-Marignane-Etang de Berre », lequel protocole sera également soumis au vote de la Région Sud Provence-Alpes-Côte d'Azur.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération N°FAG 21-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- L'approbation de l'Agenda du Développement Economique Métropolitain n° ECO 001-1775/17/CM du 30 mars 2017.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence est compétente en matière de développement économique, d'aménagement économique et de promotion économique ;
- Que l'Agenda de Développement Economique Métropolitain constitue la stratégie de développement économique de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Que l'initiative « Territoires d'industrie » s'inscrit dans les différents objectifs et axes de l'Agenda de Développement Economique Métropolitain ;
- Que l'initiative « Territoires d'industrie » prévoit un partenariat opérationnel notamment entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la Région Sud-Provence-Alpes-Côte d'Azur déterminant pour porter et mettre en œuvre des projets de nature industrielle stratégiques pour le territoire et ses entreprises ;
- Que dans ce contexte, il convient d'approuver un protocole d'engagement, première étape d'une contractualisation itérative pour les années 2019-2022.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le protocole d'engagement du Territoire d'industrie « Métropole Aix-Marseille-Provence Aix-Gardanne-Rousset ; Istres-Fos-Marignane-Etang de Berre », ci-annexé.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer ce protocole d'engagement et tout document y afférent.

ECO 017-5841/19/BM

**■ Organisation des 7èmes "Journées Hydrogène dans les Territoires" (JH2) à Marseille au Pharo les 10 et 11 juillet 2019 - Approbation de la convention de partenariat et d'une convention-type de sponsoring
MET 19/10912/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Le contexte

La Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite développer une filière hydrogène durable sur son territoire et a d'ores et déjà montré un grand intérêt pour certaines de ces applications, avec la publication de l'Agenda Environnemental le 18 octobre 2018.

Une réflexion sur la feuille de route Hydrogène métropolitaine a été engagée afin de se doter d'orientations claires pour accompagner l'essor de la filière avec pour objectif à terme de décarboner l'industrie, la mobilité et même l'habitat.

Développer de nouveaux usages s'inscrit dans la continuité d'une activité industrielle historique, initiée principalement par la pétrochimie. A ce jour, près de 200 000 t d'hydrogène sont mobilisées chaque année sur le territoire métropolitain.

De plus, cela s'inscrit au sein d'une région dotée de points forts pour déployer des applications hydrogène : des capacités de stockage souterrain massif reliées par des dorsales gazières majeures, des activités industrielles lourdes productrices et consommatrices d'hydrogène, un hub portuaire d'ampleur européenne, une façade maritime avec des ports faisant transiter passagers et marchandises, des enjeux forts en matière de mobilité urbaine et rurale. De nombreux projets territoriaux structurants sont déjà en cours : HYNOR, HyGREEN, VALHYDATE, HyAMMED... Un écosystème de près de 130 acteurs mobilisés ou mobilisables sur la thématique hydrogène et une dynamique de projets de R&D forte avec près de 20 projets hydrogène en 3 ans, mobilisant laboratoires, PME et grands groupes de la région.

Afin de faire face à la nécessité et l'urgence d'agir pour lutter contre le réchauffement climatique, la Région Sud a lancé en 2017 son Plan climat qui vise à faire de Provence-Alpes-Côte d'Azur un territoire neutre en carbone à l'horizon 2050. C'est pourquoi, à travers différentes mesures du Plan climat, la Région soutient cette filière par le développement d'un réseau électrique intelligent impliquant l'hydrogène sur le Grand Port Maritime de Marseille, des projets de mobilité ou de stockage et qu'elle conduit une réflexion sur l'achat de rames TER fonctionnant à l'hydrogène.

L'action

L'AFHYPAC, association française pour l'hydrogène et les piles à combustible, a retenu en septembre 2018 la candidature commune de la Métropole Aix-Marseille-Provence, de la CCI du Var et de la CCI Marseille Provence pour l'accueil de la 7ème édition des « Journées Hydrogène dans les Territoires » à Marseille. Cette candidature a été appuyée par 23 lettres de soutien de la part des industriels et fédérations locales, et plus particulièrement par la Région Sud, Durance Luberon Verdon Agglomération et le pôle de compétitivité Capénergies.

Retours d'expérience, échanges de bonnes pratiques, au fil des années, ces Journées sont devenues le rendez-vous incontournable des acteurs de la filière hydrogène et des collectivités. Elles rassemblent plus de 400 participants venus de toute la France : territoires déjà engagés dans le déploiement de solutions hydrogène mais également ceux qui élaborent une démarche hydrogène.

Le but est de favoriser les échanges, créer des synergies, unir les forces des acteurs territoriaux, identifier les leviers et les verrous qui restent encore à lever. Ces journées sont aussi l'occasion de mettre en valeur les réalisations et les solutions hydrogène innovantes, de tester des matériels et de participer à des visites techniques.

La Métropole Aix-Marseille-Provence pilote l'organisation de ces Journées en partenariat avec l'Afhyac, la CCI du Var, la CCIMP, Durance Luberon Verdon Agglomération et l'association Capénergies.

Elles se tiendront **les mercredi 10 et jeudi 11 juillet 2019 au Palais du Pharo à Marseille**, selon le programme suivant :

- **Jour 1 :** Conférences, rencontres BtoB, espace d'exposition/démonstrations des usages de l'hydrogène
 - ✓ Matinée : Ouverture des Journées
« Une filière hydrogène en plein essor partout en France : des solutions davantage visibles (2019-2021) »
 - ✓ Après-midi :
« Vers des projets de plus en plus structurants (au-delà de 2022) : la massification »
 - ⇒ Produire/stocker/distribuer/utiliser
 - ⇒ Décarbonation des process industriels
 - ✓ Soirée conviviale networking : Villa Gaby
- **Jour 2 :** Conférences, rencontres BtoB, espace d'exposition/démonstrations et visites de sites
 - ✓ Matinée : « Comment accompagner et favoriser cette montée en puissance ? »
Clôture des Journées
 - ✓ Après-midi : 4 parcours de visites
 - ⇒ **Le hub portuaire** : Jupiter 1000 à Fos sur Mer avec en perspective le transport maritime et fluvial et l'alimentation électrique des

navires à quai, le développement de la filière gaz verts : biogaz, GNC et GNL

- ⇒ **Le hub régional – stockage localisé et centralisé** : Cité des Energies à Cadarache, avec en perspective les projets MEGAGRID, Hygreen et l'Eco-campus de Sainte Tulle
- ⇒ **Les usages liés à la mobilité** : Circuit Paul Ricard au Castellet avec démonstration et en perspective le projet Hynovar porté par un consortium piloté par la CCI du Var et ENGIE
- ⇒ **La R&D et les risques** : ENSOSP à Aix Les Milles – plateforme de formation d'interventions sur l'hydrogène, avec en perspective les risques et les réglementations et enfin la R&D (laboratoires au sein de CEA Tech, Technopole de l'Arbois et de Château-Gombert)

Le partenariat

Il se formalise notamment par l'organisation et la participation à un comité technique, de groupes de travail dédiés à ces Journées et l'implication des partenaires dans l'organisation des journées au Pharo et dans les visites de sites. Cela représente pour tous les partenaires porteurs de la manifestation : Afhyac, CCI du Var, CCI Marseille Provence, Capénergies, Durance Luberon Verdon Agglomération et la Métropole, la mobilisation des services compétents, soit du temps homme.

Le sponsoring :

La Métropole travaille également avec les acteurs locaux qui s'engagent dans la filière Hydrogène et qui ont un vif intérêt à promouvoir ces JH2. Certains d'entre eux ont souhaité sponsoriser ces Journées pour montrer leur implication locale, nationale et internationale dans ce domaine.

La Métropole propose ainsi de choisir les modalités du sponsoring financier parmi deux packs, l'un dit « SILVER » à 5 000 euros TTC et l'autre « GOLD » à 10 000 euros TTC dont les contreparties sont les suivantes :

- **Pack SILVER** pour une visibilité optimale
 - **Logo sur le programme** dans la partie « les participants » et sur les outils de communication
 - **Roll Up** à l'entrée à fournir par les soins du partenaire

- **Document ou Goodies** dans la mallette participant, éléments à fournir par les soins du partenaire en 450 exemplaires
 - **5 entrées offertes**
 - **Espace exposant de 6 m2** avec kakemonos à fournir par les soins du partenaire
- **Pack GOLD** pour les partenaires privilégiés
- **Logo sur la première de couverture** du programme et sur les outils de communication
 - **Sponsor d'un temps de pause** (café, midi....) avec kakemonos à fournir par les soins du partenaire
 - **Sponsor de la soirée avec intervention** Roll Up sur l'estrade et

- à l'entrée à fournir par les soins du partenaire
- **Document ou Goodies** dans la mallette participant, éléments à fournir par les soins du partenaire en 450 exemplaires
- **10 entrées offertes**

Espace exposant de 10 m2 avec kakemonos à fournir par les soins du partenaire

Le financement

Le coût prévisionnel de cette 7ème édition des JH2 est de 207.946 € TTC (deux cent sept mille neuf cent quarante-six euros TTC) dont 140.073 € TTC (cent quarante mille soixante-treize euros TTC) en participation financière directe et 67.873 € TTC (soixante-sept mille huit soixante-treize euros TTC) en contributions en nature, répartis de la façon suivante :

Charges	Montant en € TTC	Produits	Montant en € TTC
1 – charges directes	140 073	1 – Ressources directes	72 073
Achat	913		
Prestations d'accueil et d'animation	913	Métropole Aix-Marseille-Provence	27 073
Services Extérieurs	139 161	Sponsors industriels	
Location Pharo	112 345	Gold	40 000
Location Autre	18 060	Silver	5 000
Service sécurité	1 549		
Publicité, publication et communication	4 344		
Location bus visites de sites	2 863	Participations financières	68 000
Personnel		REGION	20 000
<i>Sans objet</i>		ADEME	15 000
		DLVA	5 000
		CCIMP	28 000
Total des Charges	140 073	Total des Produits	140 073
Emploi des contributions volontaires en nature / Mise à disposition gratuite de biens et prestations	67 873	Contributions volontaires en nature / Prestations en nature	67 873
Visite Circuit du Castellet + animateur JH2	15 000	CCI Var	15 000
Gestion mini-site, inscriptions et badges	12 873	CCI MP	12 873
Démonstrations H2 in situ	40 000	Air Liquide (sponsoring)	40 000
TOTAL	207 946	TOTAL	207 946

Les recettes seront donc composées des subventions de la Région Sud et de l'ADEME, des participations financières des partenaires et des sponsors industriels.

La présente délibération vise à approuver l'organisation de ces Journées et les relations financières entre les partenaires pour leur bonne mise en œuvre.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 adoptant le règlement budgétaire et financier de la Métropole ;
- La délibération n°ECO 005-4139/18/CM du Conseil de la Métropole du 28 juin 2018 portant sur l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'association française pour l'hydrogène et les piles à combustible (AFHYPAC) et paiement de la cotisation 2018 – Désignation d'un représentant ;
- La délibération FAG 21-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que l'organisation de cette manifestation contribue, à l'identification de la Métropole Aix-Marseille-Provence et de la Provence comme acteurs de la filière hydrogène, porteuse à terme de développement économique et d'emplois et un réel levier de la transition écologique.
- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence doit formaliser le partenariat avec les co-organisateurs et ses relations avec les sponsors industriels des « Journées Hydrogène dans les Territoires » qui se dérouleront les 10 et 11 juillet 2019 au Palais du Pharo à Marseille ;
- Qu'il convient dès lors de conclure une convention de partenariat et d'approuver une convention-type de sponsoring ;

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la participation financière d'un montant de 140.073 euros TTC maximum, pour l'organisation des Journées Hydrogène du Territoire à Marseille les 10 et 11 juillet 2019.

Article 2 :

Est approuvée la convention de partenariat ci-annexée entre les différents partenaires de la 7^{ème} édition des « Journées Hydrogène dans les territoires » organisées à Marseille en 2019.

Article 3 :

Est approuvée la convention type de sponsoring, non exclusif, ci-annexée.

Article 4 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention et tous les documents afférents.

Article 5 :

Les crédits nécessaires sont inscrits d'une part au Budget Principal 2019 de la Métropole :

- 60.000 euros : Sous politique A310 - Nature 6233 - Fonction 022
- 9.747,04 euros : Sous politique A710 - Nature 6238 – Fonction 022
- 863,88 euros : Sous politique A710 - Nature 6236 – Fonction 022
- 20.855,80 euros : Sous politique A150 - Nature 6234 – Fonction 022
- 912,73 euros : Sous politique A150 - Nature 6228 – Fonction 020
- 1.548,98 euros : Sous politique A150 – Nature 6282– Fonction 020
- 43.282,20 euros : Sous-politique A130 - Nature 6132 – Fonction 022

et d'autre part, au Budget Annexe Transport métropolitain :

- 2.862,77 euros : Sous-politique C260 - Nature 6110911

Article 6 :

Les recettes correspondantes seront constatées au Budget Principal 2019 de la Métropole Aix-Marseille-Provence, Sous Politique B370 – Natures 7472, 7475, 7478228 – Fonction 61.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ECO 018-5842/19/BM

**■ Demande de subvention pour une action spécifique auprès de la Région Sud et de l'ADEME dans le cadre de l'organisation des "Journées Hydrogène dans les Territoires" (JH2) à Marseille les 10 et 11 juillet 2019
MET 19/10900/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Le contexte

La Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite développer une filière hydrogène durable sur son territoire et a d'ores et déjà montré un grand intérêt pour certaines de ces applications, avec la publication de l'Agenda Environnemental le 18 octobre 2018.

Une réflexion sur la feuille de route Hydrogène métropolitaine a été engagée afin de se doter d'orientations claires pour accompagner l'essor de la filière avec pour objectif à terme de décarboner l'industrie, la mobilité et même l'habitat.

Développer de nouveaux usages s'inscrit dans la continuité d'une activité industrielle historique, initiée principalement par la pétrochimie. A ce jour, près de 200 000 t d'hydrogène sont mobilisées chaque année sur le territoire métropolitain.

De plus, cela s'inscrit au sein d'une région dotée de points forts pour déployer des applications hydrogène : des capacités de stockage souterrain massif reliées par des dorsales gazières majeures, des activités industrielles lourdes productrices et consommatrices d'hydrogène, un hub portuaire d'ampleur européenne, une façade maritime avec des ports faisant transiter passagers et marchandises, des enjeux forts en matière de mobilité urbaine et rurale. De nombreux projets territoriaux structurants sont déjà en cours : HYNOR, HyGREEN, VALHYDATE, HyAMMED... Un écosystème de près de 130 acteurs mobilisés ou mobilisables sur la thématique hydrogène et une dynamique de projets de R&D forte avec près de 20 projets hydrogène en 3 ans, mobilisant laboratoires, PME et grands groupes de la région.

Afin de faire face à la nécessité et l'urgence d'agir pour lutter contre le réchauffement climatique, la Région Sud a lancé en 2017 son Plan climat qui vise à faire de Provence-Alpes-Côte d'Azur un territoire neutre en carbone à l'horizon 2050. C'est pourquoi, à travers différentes mesures du Plan climat, la Région soutient cette filière par le développement d'un réseau électrique intelligent impliquant l'hydrogène sur le Grand Port Maritime de Marseille, des projets de mobilité ou de stockage et qu'elle conduit une réflexion sur l'achat de rames TER fonctionnant à l'hydrogène.

L'action

L'AFHYPAC, association française pour l'hydrogène et les piles à combustible, a retenu en septembre 2018 la candidature commune de la Métropole Aix-Marseille-Provence, de la CCI du Var et de la CCI Marseille Provence pour l'accueil de la 7ème édition des « Journées Hydrogène dans les Territoires » à Marseille. Cette candidature a été appuyée par 23 lettres de soutien de la part des industriels et fédérations locales, et plus particulièrement par la Région Sud, Durance Luberon Verdon Agglomération et le pôle de compétitivité Capenergies.

Retours d'expérience, échanges de bonnes pratiques, au fil des années, ces Journées sont devenues le rendez-vous incontournable des acteurs de la filière hydrogène et des collectivités. Elles rassemblent plus de 400 participants venus de toute la France : territoires déjà engagés dans le déploiement de solutions hydrogène mais également ceux qui élaborent une démarche hydrogène.

Le but est de favoriser les échanges, créer des synergies, unir les forces des acteurs territoriaux, identifier les leviers et les verrous qui restent encore à lever. Ces journées sont aussi l'occasion de mettre en valeur les réalisations et les solutions hydrogène innovantes, de tester des matériels et de participer à des visites techniques.

La Métropole Aix-Marseille-Provence pilote l'organisation de ces Journées en partenariat avec l'Afhypac, la CCI du Var, la CCIMP, Durance Luberon Verdon Agglomération et l'association Capenergies.

Elles se tiendront **les mercredi 10 et jeudi 11 juillet 2019 au Palais du Pharo à Marseille.**

Le budget

Le coût prévisionnel de cette manifestation est estimé à 207.946 euros TTC (deux cent sept mille neuf cent quarante-six euros TTC) dont 140.073 euros TTC (cent quarante mille soixante-treize euros TTC) en participation financière directe et 67.873 euros TTC (soixante-sept mille huit soixante-treize euros TTC) en contributions en nature.

Les dépenses devraient être couvertes par de l'autofinancement de la Métropole Aix-Marseille-Provence, les participations financières ou en nature de Durance Luberon Verdon Agglomération, la CCIMP, la CCI du VAR, l'association Capenergies, des sponsors et des aides financières de la Région Sud et de l'ADEME selon le budget suivant :

Charges	Montant en € TTC	Produits	Montant en € TTC
1 – charges directes	140 073	1 – Ressources directes	72 073
Achat	913		
Prestations d'accueil et d'animation	913	Métropole Aix-Marseille-Provence	27 073
Services Extérieurs	139 161	Sponsors industriels	
Location et aménagement du Pharo	112 345	Gold	40 000
Location Autre	18 060	Silver	5 000
Service sécurité	1 549		
Publicité, publication et communication	4 344		
Location bus visites de sites	2 863	Participations financières	68 000
Personnel		ADEME	15 000
<i>Sans objet</i>		REGION	20 000
		DLVA	5 000
		CCIMP	28 000
Total des Charges	140 073	Total des Produits	140 073
Emploi des contributions volontaires en nature / Mise à disposition gratuite de biens et prestations	67 873	Contributions volontaires en nature / Prestations en nature	67 873
Visite Circuit du Castellet + animateur JH2	15 000	CCI Var	15 000
Gestion mini-site, inscriptions et badges	12 873	CCI MP	12 873
Démonstrations H2 in situ	40 000	Air Liquide (sponsoring)	40 000
TOTAL	207 946	TOTAL	207 946

La répartition entre chaque partenaire, hors contributions en nature, s'établit de la façon suivante :

Organismes sollicités	Taux sollicités	Montants sollicités TTC
Subventions		
La Région Sud	14.3 %	20 000 €
ADEME	10.7 %	15 000 €
Participations		
Durance Luberon Verdon Agglomération	3.6 %	5 000 €
Métropole Aix Marseille Provence	19.3 %	27 073 €
Sponsors	32.1 %	45 000 €
CCIMP	20 %	28 000 €
TOTAL	100 %	140 073€

La présente délibération vise à approuver les demandes de subvention pour une action spécifique auprès de La Région Sud et de l'ADEME et à signer tous les documents y afférents.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 adoptant le règlement budgétaire et financier de la Métropole ;
- La délibération FAG 21-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la candidature commune de la Métropole Aix-Marseille-Provence, de la CCI Marseille Provence et de la CCI du Var a été retenue par l'AFHYPAC pour l'accueil de la 7ème édition des « Journées Hydrogène dans les Territoires » à Marseille ;
- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence pilote l'organisation de cette manifestation ;
- Que dans ce cadre, il convient de solliciter des aides financières auprès de la Région Sud Provence-Alpes-Côte d'Azur et de l'ADEME.

Délibère

Article 1 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou son représentant, est autorisé à solliciter des aides financières auprès de la Région Sud Provence-Alpes-Côte-D'azur et de l'ADEME au titre de l'organisation des « Journées Hydrogène des Territoires » 2019.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou son représentant est autorisé à signer tout document y afférent.

Article 3 :

L'engagement financier porté par la Métropole s'élève à un total de 140.073 euros TTC maximum, pour l'organisation des Journées Hydrogène du Territoire à Marseille les 10 et 11 juillet 2019.

Les crédits nécessaires sont inscrits d'une part au Budget Principal 2019 de la Métropole :

- 60.000 euros :Sous politique A310 - Nature 6233 - Fonction 022
- 9.747,04 euros :Sous politique A710 - Nature 6238 – Fonction 022
- 863,88 euros :Sous politique A710 - Nature 6236 – Fonction 022
- 20.855,80 euros :Sous politique A150 - Nature 6234 – Fonction 022
- 912,73 euros :Sous politique A150 - Nature 6228 – Fonction 020
- 1.548,98 euros :Sous politique A150 – Nature 6282– Fonction 020
- 43.282,20 euros :Sous-politique A130 – Nature 6132 – Fonction 022

et d'autre part, au Budget Annexe Transport métropolitain :

- 2.862,77 euros :Sous-politique C260 - Nature 6110911

Article 4 :

Les recettes correspondantes seront constatées au Budget Principal 2019 de la Métropole Aix-Marseille-Provence, Sous Politique B370 – Natures 7472, 7475, 7478228 – Fonction 61.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ECO 019-5843/19/BM

■ Renouveaulement de l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'association française pour l'hydrogène et les piles à combustible (AFHYPAC) et paiement de la cotisation 2019 MET 19/10683/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

L'association française pour l'hydrogène et les piles à combustible (AFHYPAC) est une association régie par la Loi du 1^{er} juillet 1901 et créée en 1998. Elle regroupe tous les acteurs de l'écosystème de l'hydrogène et des piles à combustible : collectivités territoriales, associations régionales, entreprises, laboratoires, instituts de recherche et pôle de compétitivité en assurant l'animation de cette filière industrielle d'avenir pour le développement de

solutions hydrogène au bénéfice de la transition énergétique et de la société.

Ces missions sont les suivantes :

- communiquer sur les enjeux de la filière, sur les bénéfices et les caractéristiques des technologies,
- contribuer à lever les verrous qui freinent les projets de démonstrations et de déploiement en France,
- influencer sur le cadre réglementaire,
- faciliter la concertation sociétale autour des objectifs nationaux et des initiatives locales.

L'AFHYPAC est soutenue par l'ADEME, la direction générale de l'Energie et du Climat, et la direction générale de la Prévention des Risques. Elle est également adhérente à l'association nationale pour le développement de la mobilité électrique.

Les acteurs de l'hydrogène ont créé en juin 2017 « le club des élus » afin de promouvoir le rôle de l'hydrogène-énergie, de favoriser le développement de cette filière d'avenir qui permettra de renforcer les liens avec les pouvoirs publics nationaux et d'agir dans la mise en œuvre d'une stratégie ambitieuse.

En cohérence avec le plan de déploiement de l'hydrogène pour la transition énergétique, la Métropole souhaite développer et structurer une filière hydrogène durable sur son territoire avec les objectifs suivants :

- Etablir une stratégie pragmatique et chiffrée
- Aider au développement d'expérimentations à grande échelle
- Consolider et aider à l'implantation d'acteurs clés de la filière.

Il s'agit de soutenir les entreprises dans leurs projets recherche et développement (R&D) et être un territoire d'expérimentations et ce, sur l'ensemble des briques qui constituent la chaîne de valeur.

Pour structurer une filière hydrogène complète et durable, il est nécessaire de travailler dans une logique d'écosystème, avec un groupe de travail métropolitain regroupant les services concernés par la filière, qui étudie pour chaque projet la production, le transport, la distribution, le stockage et les usages.

Il semble donc essentiel de se doter d'un outil d'expertise que représente l'association pour mener à bien les missions des élus.

Ainsi, par délibération n° ECO 005-4139/18/CM du Conseil de la Métropole du 28 juin 2018, la Métropole Aix-Marseille-Provence a décidé d'adhérer à l'AFHYPAC.

Dans le cadre de l'élaboration de sa feuille de route « Hydrogène », la Métropole participe aux groupes de

travail « Territoires » et assistent aux conférences organisés par l'AFHYPAC.

Par ailleurs, l'AFHYPAC a retenu le dossier de candidature de la Métropole pour l'organisation de la 7^{ème} édition des « Journées Hydrogène sur les Territoires » au Palais du Pharo à Marseille, les 10 et 11 juillet 2019, et pour ce faire, bénéficie d'un accompagnement par l'association depuis le mois de novembre pour l'organisation de ce temps fort annuel où 450 personnes sont attendues.

Aussi, le présent rapport propose le renouvellement de l'adhésion de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence à cette association pour l'année 2019.

Le montant de la cotisation est à ce jour fixé à 2 400 euros TTC.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 21-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n° ECO 005-4139/18/CM du Conseil de la Métropole du 28 juin 2018 portant adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'association française pour l'hydrogène et les piles à combustible (AFHYPAC) et paiement de la cotisation 2018 – Désignation d'un représentant.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite construire sa feuille de route sur la filière hydrogène et bénéficier du retour d'expérience des autres territoires et industriels déjà investis dans ce domaine ;

- Qu'à ce titre, et compte tenu des missions de l'AFHYPAC, la Métropole Aix-Marseille-Provence a adhéré à cette association en 2018 ;
- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite renouveler son adhésion à l'AFHYPAC pour l'année 2019 ;
- Qu'il convient d'approuver la cotisation annuelle, d'un montant de 2 400 euros TTC, pour l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à cette association pour l'année 2019 ;

Délibère

Article 1 :

Sont approuvés le renouvellement de l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'association française pour l'hydrogène et les piles à combustible (AFHYPAC) et le paiement de la cotisation 2019 d'un montant de 2 400 euros TTC.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget Principal 2019 de la Métropole sous politique B370 – chapitre 011 – nature 6281 – fonction 61.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ECO 020-5844/19/BM

■ Attribution d'une subvention à l'Association "de préfiguration de l'Incubateur Inter-universitaire de l'académie d'Aix-Marseille" - Approbation d'une convention

MET 19/10580/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant : L'incubateur inter-universitaire de l'Académie d'Aix-Marseille, IMPULSE, a été créé dans le cadre de la loi sur l'innovation de 1999, par les universités de l'Académie d'Aix-Marseille et d'Avignon, rejointes par le CEA Cadarache, le CNRS, l'INSERM, l'IRD, l'École Centrale de Marseille, l'École des Mines de Saint Étienne et l'École d'arts et Métiers Paris Tech Campus d'Aix-en-Provence.

Il est soutenu financièrement par le Ministère de l'Éducation Nationale, de l'Enseignement et de la Recherche, par les Fonds Européens et par les collectivités locales.

Sa mission consiste en la valorisation des résultats de la recherche publique française en les transformant en entreprises innovantes. Cette structure apporte un soutien aux projets innovants et cherche à favoriser la création d'entreprises et d'emplois sur le territoire métropolitain.

Elle détecte et accompagne les projets de créations d'entreprises innovantes en liaison avec des laboratoires de recherche, portés par des chercheurs, des étudiants ou des entrepreneurs.

Elle sensibilise plus largement la communauté scientifique au transfert de technologie et à la création d'entreprise.

38 % des projets incubés par Impulse concernent les sciences de la vie et de la santé, 37 % sont issus des sciences et technologies de l'ingénieur, 20 % des sciences et technologies de l'information, de la communication et du numérique, et 5 % des sciences humaines et sociales.

L'incubateur peut affecter une aide financière sous forme d'avance remboursable de l'ordre de 30 000 à 40 000 euros sur les projets qu'il accompagne.

L'incubateur en quelques chiffres depuis sa création :

- 12 millions d'euros investis ;
- 182 projets accompagnés et financés donnant lieu à près de 152 entreprises innovantes créées ;
- 1200 emplois directs créés.

Actuellement, son investissement est de l'ordre de 700 000 à 800 000 euros pour environ 10 à 12 nouveaux projets par an. Il est le premier incubateur à avoir été conventionné avec l'INPI (Institut National de la Propriété Industrielle) et près de 53% des projets sont lauréats au concours national d'aide à la création d'entreprises de technologies innovantes I-LAB, en émergence ou en création.

Il accueille deux types de projets :

- les projets portés par des personnels de recherche ;
- les projets d'entrepreneurs qui utilisent une technologie mise au point par un laboratoire.

L'incubateur Impulse propose un accompagnement personnalisé durant 2 ans en interne avec ses propres équipes (certifié par un label Qualité AFNOR) et dispose également de services mutualisés tels que :

- un pool d'experts au service des porteurs de projet ;
- des formations à l'entrepreneuriat dédiées ;
- une mise à disposition de ressources et moyens.

Il est un outil essentiel dans la chaîne de l'innovation au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence. Situé en aval des laboratoires de recherche publics, il est partie prenante du réseau des pépinières développé sur la Métropole, tant avec Marseille Innovation sur les sciences pour l'ingénieur et le numérique qu'avec les pépinières innovantes du Pays d'Aix.

Pour l'année 2018, les dossiers prévus en accompagnement ont permis la création de 12 entreprises et près de 100 emplois directs créés. L'objectif fixé de 10-11 projets a été dépassé et 4 nouveaux projets sont déjà intégrés pour l'année 2019.

En complément des animations réservées aux « incubés », (1/2 journée d'information une fois par mois, réunion du club des « incubés ») Impulse a pu déployer une série d'actions sur le territoire en faveur de l'émergence et de la consolidation de projets d'entreprises innovantes :

- Présentation de l'incubateur Impulse à la Ministre de l'Enseignement supérieur, de la recherche et de l'Innovation à Marseille ;
- Participation à un séminaire de l'INSERM à Marseille ;
- Atelier de présentation des modalités du concours I-LAB, au sein de l'Incubateur Impulse ;
- Participation et organisation du séminaire Spin-off Luminy – Sensibilisation à la création d'entreprise, à Marseille ;
- Atelier de présentation des différents dispositifs de financement PACA EMERGENCE et R2V, au sein de l'Incubateur Impulse ;
- Signature d'une convention avec Novachim – engagement pour dynamiser la création d'entreprises, à Martigues ;
- Présentation de l'incubateur Impulse à l'École Polytech ;
- Atelier de présentation des différents projets d'innovation en région Provence-Alpes-Côte d'Azur – PIA3, dans les locaux de l'Incubateur Impulse ;
- Rencontre avec une délégation Marocaine dans le cadre du projet SATELIT à Marseille ;
- Atelier de présentation du Règlement général pour la protection des données – RGPD : Êtes-vous prêts ? Dans les locaux de l'Incubateur Impulse ;
- Journée Inova Science dans le cadre de la fête des sciences au Technopôle de Château-Gombert ;
- Participation à l'organisation de la journée Entreprendre et Innover au Technopôle de Château-Gombert ;
- Participation au « Salon Innov in MED » 2018 à Marseille ;
- Contribution à la Semaine AMU-Entreprise à la CCIMP – Palais de la Bourse ;
- Organisation de la 11ème édition des Portes ouvertes de l'Incubateur Impulse.

L'incubateur a également participé :

- aux activités du Pôle Entreprendre d'AMU et du pôle PEPITE PACA OUEST ;
- aux différentes assemblées des pôles de compétitivité partenaires ;

- aux comités de sélection du Dispositif d'Amorçage de Provence aujourd'hui dénommé Aix-Marseille-Provence Amorçage (AMPA).

Il est par ailleurs prescripteur de nombreux concours visant les entreprises innovantes en région parmi lesquels : « PME innovantes du numérique PACA 2018 », « Entreprendre en Provence », « i-Lab » du Ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche, « Tremplins de la Provence », « Solution Climat », etc...

Pour l'année 2019, au-delà de l'intégration de nouveaux projets de création d'entreprises et leur accompagnement, l'incubateur programmera une série de nouvelles actions et poursuivra l'accompagnement des projets intégrés en 2017 et 2018 (action cofinancée avec le soutien de l'Europe) :

Programmation 2019 :

Sélection, accompagnement et financement d'une dizaine de projets de création d'entreprises : sélection, détection et incubation des projets candidats sur une durée de 24 mois ; chaque porteur de projet est suivi et accompagné par un chargé d'affaires ;

Sensibilisation et information auprès des universités et établissements de recherche : participation au cycle de formation des universités et écoles associées pour sensibiliser très tôt les étudiants et doctorants à la création d'entreprises ;

Sensibilisation, formation et information auprès des porteurs de projet : réunions du Club des créateurs, demi-journées d'information thématiques, mise en place d'un cycle de formation spécialisé réservé aux porteurs de projets ;

Sensibilisation et information auprès d'un large public : comme réalisé en 2018, mise en place d'une nouvelle grande journée autour des projets de l'incubateur ;

Partenariats : poursuite de la stratégie de partenariats envers les pôles de compétitivité, les pépinières et la S.A.T.T. Sud Est afin de favoriser le mieux travailler ensemble et bénéficier d'une ouverture sur l'international pour faire rayonner les projets et les acteurs.

Stratégie de l'Incubateur Impulse à court, moyen et long terme :

- Intégration de nouveaux membres associés ;
- Poursuite des relations avec les différents partenaires et coordination des actions avec la cité de l'innovation et des savoirs Aix-Marseille ;
- Coordination avec la CCI Marseille Provence dans le cadre d'une convention ;
- Suivi des changements territoriaux et leurs possibles impacts ;

- Recherche de nouveaux partenaires financiers pour amplifier les actions ;
- Maintien de la démarche « Qualité » en sa version 2015.

Pour ces actions spécifiques au titre de la valorisation de la recherche publique et de sa transformation en projet d'entreprise, le soutien financier de la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'incubateur IMPULSE porté par l'association de préfiguration de l'incubateur inter-universitaire de l'Académie-d'Aix-Marseille s'élèvera à 55 000 euros, représentant 11,45 % du budget prévisionnel 2019 de 480 000 euros.

Ce soutien financier se décompose comme suit :

- 30 000 euros seront pris en charge par la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- 25 000 euros seront pris en charge par le Conseil de Territoire du Pays d'Aix (CT2).

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 adoptant le Règlement Budgétaire et Financier de la Métropole ;
- La délibération FAG 21-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire de Marseille Provence du 14 mai 2019 ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 9 mai 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- L'intérêt de l'action de l'incubateur Impulse portée par l'Association de préfiguration de l'incubateur inter-universitaire de l'académie d'Aix-Marseille pour la valorisation entrepreneuriale de la recherche universitaire.

Délibère

Article 1 :

Est attribuée à l'association "de préfiguration de l'incubateur inter-universitaire de l'académie d'Aix-Marseille", une subvention de 55 000 euros. Celle-ci est prise en charge à hauteur de :

- 30 000 euros par la Métropole Aix-Marseille-Provence
- 25 000 euros par le Conseil de Territoire du Pays d'Aix (CT2)

Article 2 :

Est approuvée la convention d'objectifs ci-annexée.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention et tous les documents afférents.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur :

- le Budget principal Métropolitain, en section de fonctionnement, sous-politique B360, Chapitre 65, Nature 65748, Fonction 67 ;
- le Budget de l'État Spécial de Territoire du Pays d'Aix, en section de fonctionnement, Chapitre 65, Nature 65748, Fonction 61.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ECO 021-5845/19/BM

■ Attribution de subventions à Aix-Marseille Université pour l'organisation de manifestations et de colloques - Approbation d'une convention MET 19/10771/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Suite à la signature de la convention cadre de partenariat entre Aix-Marseille Université et la Métropole, il vous est proposé de soutenir des manifestations et actions qui valorisent le travail des équipes universitaires et de recherche.

En effet, elles contribuent à accroître notre notoriété scientifique et à développer le caractère innovant du territoire. Dans ce cadre, la Métropole Aix-Marseille

Provence apporte une aide financière limitée complémentaire des autres financeurs.

Aussi, il vous est proposé de valider le soutien financier aux manifestations et actions portées par Aix-Marseille Université avec une incidence financière totale de 17 700€, comme suit :

- 1 200 euros pour l'aide à l'organisation des journées d'études sur le thème « La mise à l'épreuve du corps », le 25 au 26 avril 2019, organisé par l'ED LLA, Ecole Doctorale Lettres, Langue et Art.

- 3 500 euros pour l'aide à l'organisation du colloque sur le thème « Des nouvelles formes d'exploitation de l'espace : enjeux juridiques », le 17 mai 2019, organisé par l'IFURTA, Institut de formation Universitaire et de Recherche du Transport Aérien.

- 3 000 euros pour l'aide à l'organisation du congrès annuel de la Société des Anglicistes de l'Enseignement Supérieur sur le thème « L'exception », du 6 au 8 juin 2019, organisé par le LERMA, Laboratoire d'Etudes et de Recherche sur le Monde Anglophone.

- 7 000 euros pour l'aide à l'organisation des 18^{ième} journées d'Economie Publique L.A. Gérard-Varet, le 13 et 14 juin 2019, organisé par l'AMSE, Aix-Marseille School of Economics.

- 3 000 euros pour l'aide à l'organisation de la 4^{ième} Ecole d'été sur la pratique du droit international des droits humains, du 17 au 28 juin 2019, organisé par le CERIC, Centre d'études et de Recherche Internationales et Communautaires. Récapitulatif des subventions accordées pour les manifestations/colloques :

Organisateur	Manifestation / Colloque	Date	Subventions N-1 et N-2	Subvention demandée	Budget prévisionnel co financeurs	Montant proposé
ED LLA, Ecole Doctorale Lettres, Langue et Art. GU 2019.01003	« La mise à l'épreuve du corps » à Aix en Provence (MMSH).	Du 25 au 26 avril 2019	N-1 : 1 500€ N-2 : 500€	1 200€	2 700€ Co financeurs : 1 500€ Fonds propres	1 200€ Soit 44.44% du budget prévisionnel
IFURTA, Institut de Formation et de Recherche en Transport Aérien GU 2019.01153	« Des nouvelles formes d'exploitation de l'espace : enjeux juridiques » à Aix en Provence (FDSP)	Le 17 mai 2019	N-1 : 1 274.08€ N-2 : 0€	3 500€	11 290€ : Co financeurs : 6 000€ droits d'inscription 1 790 Dons sponsors	3 500€ Soit 31 % du budget prévisionnel
LERMA, Laboratoire d'Etudes et de Recherche sur le Monde Anglophone GU 2019.01156	« L'exception », à Aix en Provence	Du 6 au 8 juin 2019	N-1 : 5 000€ N-2 : 3 000€	3 000€	39 790€ Co financeurs : 4 996€ AMU 8 334€ Ste des Anglicistes 6 000€ CRPACA 2 500€ CD 13 2 000€ Dons sponsors 12 960€ Droits d'inscription	3 000€ Soit 7.54% du budget prévisionnel
AMSE, Aix-Marseille School of Economics GU 2019.01005	« 18 ^{ième} journées d'Economie Publique L.A. Gérard-Varet » à Aix-en-Provence sur le (FDSP)	Du 13 au 14 juin 2019	N-1 : 7 000€ N-2 : 7 000€	7 000€	43 600€ Co financeurs : 8 000€ fonds propres 21 600€ Droits d'inscription 4 000€ CRPACA 3 000€ CD 13	7 000€ Soit 16.06% du budget prévisionnel
CERIC, Centre	14 ^{ième} Ecole d'été sur la	Du 17 au	N-1 :	3 000€	24 274€	3 000€

d'études et de Recherche Internationales et Communautaires GU 2019.01157	pratique du droit international des droits humains,	28 juin 2019	9 500€ N-2 : 14 500€		Co financeurs : 5 132€ AMU 13 542€ Droits d'inscription 2 600€ divers	Soit 12.36% du budget prévisionnel
---	---	--------------	----------------------------	--	---	------------------------------------

supérieur et de recherche et, notamment, à Aix-Marseille Université.

Il est proposé au Bureau de la Métropole d'attribuer une subvention de 17 700€ à Aix-Marseille Université pour l'organisation des manifestations et colloques et, par dérogation au Règlement Budgétaire et Financier de la Métropole, avec effet rétroactif pour les manifestations qui se sont tenues avant le présent Bureau.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°HN 021-049/16CM du 7 avril 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'approbation du Règlement budgétaire et financier de la Métropole Aix-Marseille-Provence.
- La délibération n°ECO 007-2442/17/BM du 19 octobre 2017 du Bureau de la Métropole Aix-Marseille Provence approuvant la convention cadre entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et Aix-Marseille Université, signée le 15 décembre 2017.
- La délibération N°FAG 21-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- L'avis de la Commission chargée du suivi et de la cohérence des subventions.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient d'apporter un soutien aux organismes publics d'enseignement

Délibère

Article 1 :

Sont attribuées des subventions au profit d'Aix-Marseille Université pour l'aide à l'organisation de manifestations et colloques pour un montant total de 17 700 euros.

Article 2 :

Est approuvée la convention financière, ci-annexée conclue avec Aix-Marseille Université.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole, ou son représentant, est autorisé à signer cette convention et tout document y afférent.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget 2019 de l'Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix, en section de fonctionnement, chapitre 65 – Nature 657382 – Fonction 23.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ECO 022-5846/19/BM

■ Attribution d'une subvention à Anima Investissement Network pour l'exercice 2019 - Approbation d'une convention ECO 022-16/05/19 BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

ANIMA Investment Network représente un réseau international qui réunit 80 institutions et réseaux d'affaires de 22 pays. Créé en 2006 par Business France, les collectivités de Marseille-PACA et 20 institutions de développement économique d'Europe, d'Afrique du Nord et du Moyen-Orient, le réseau ANIMA a connu un fort développement au cours des dix dernières années. L'association est actuellement présidée par M. Abdelkader Betari, Directeur Général de l'Agence de l'Oriental, l'agence de développement économique de la Région de l'Oriental au Maroc. La Ville de Marseille est membre de son Conseil

d'Administration, ainsi que la Région Sud Provence-Alpes-Côte d'Azur, la CCI Marseille Provence, Business France, l'EPA Euroméditerranée, aux côtés d'organisations de neuf autres pays. Provence Promotion est un membre historique et actif du réseau.

ANIMA développe :

- De l'accompagnement d'entreprises : appui aux entreprises dans leur internationalisation au sein de la zone Europe - Afrique du Nord – Moyen-Orient
- Des services de coopération : organisation de partage d'expérience et de jumelages, développement de projets de coopération (financements européens), intervention en coordination de projet, en tant qu'expert ou via son réseau
- Des services d'intelligence économique

ANIMA fait bénéficier les acteurs du territoire de sa connaissance des pays d'Afrique du Nord et du Moyen-Orient, de ses réseaux et de ses nombreuses actions de mise en relation.

Ainsi chaque année, ANIMA accompagne 300 entreprises et clusters du territoire dans leur internationalisation et leurs partenariats internationaux.

ANIMA a associé plus de 25 organisations du territoire en tant que partenaires de ses projets européens, générant ainsi plusieurs millions d'euros de financement.

Les objectifs d'ANIMA concordent avec la volonté de la Métropole Aix Marseille Provence de faire monter en puissance ses liens avec les pays de la méditerranée en développant un partenariat stratégique depuis 2016.

L'action d'ANIMA porte sur 4 axes principaux :

1- Stratégie : ANIMA crée des liens entre acteurs locaux en concordance avec la politique de développement de la Métropole.

- Mise à jour de la barométrie - tableau de bord de l'attractivité métropolitaine et d'un benchmark portant sur une dizaine de métropoles pertinentes
- Informations sur les opportunités et principaux marchés cibles dans les pays d'Afrique du Nord et du Moyen-Orient
- Animation du réseau ANIMA des acteurs du développement économique ainsi que la coopération institutionnelle et technique sur la zone euro-méditerranéenne.
- Mise en œuvre de projets européens portés par l'association, qui opèrent dans des domaines parfaitement alignés avec l'agenda économique de la métropole et de sa stratégie internationale

2- Promotion économique du territoire : ANIMA contribue et met à disposition ses réseaux pour la mise en œuvre d'événements économiques qui assurent la promotion des écosystèmes métropolitains vers les marchés méditerranéens :

- Evénements soutenus directement par la

Métropole Aix-Marseille-Provence : Missions économiques dans les pays méditerranéens, Forum Emerging Valley

- Evénements pilotés par ANIMA : Techdays, Tunisia Start-Up Summit, Middle East Start Up Summit, Rencontres Africa, Africa Start Up Summit
- Actions de promotion vers la zone Med Afrique portées par les acteurs soutenus par la Métropole Aix-Marseille-Provence: Africalink, Accélérateur M, Via Marseille Fos

3- Rayonnement international : ANIMA est une institution qui participe au rayonnement international de la Métropole. Elle réunit les agences gouvernementales et territoriales du développement économique de 22 pays du pourtour méditerranéen. Son travail d'intelligence économique en fait un acteur écouté par l'Union européenne, l'OCDE, l'Union pour la Méditerranée, et contribue au rayonnement de la métropole, et à sa reconnaissance en tant que pôle d'expertise et de coopération économique sur la Méditerranée. De plus, ANIMA associe de nombreux acteurs métropolitains dans ses projets de coopération, et leur donne une visibilité internationale : agence ACIM, Rising Sud, Femise, CCIMP, Provence Promotion, Région PACA, Ville de Marseille.

Par ailleurs, ANIMA a développé un service d'intelligence économique depuis 2003 qui répond à 3 besoins clés :

1. Effectuer une veille active et sélective sur des pays et secteurs ciblés en Méditerranée (veille économique en continu sur plus de 150 sources d'information sélectionnées)
 2. Connaître les stratégies des territoires méditerranéens et des acteurs du développement économique de ces territoires
 3. Identifier les acteurs et les opportunités d'affaires, d'investissement et de partenariats
- Le centre de ressources ANIMA articule ainsi observations en temps réel (investissements, financements, opportunités), actualité économique et études spécifiques sur des thématiques ciblées (+ de 80 études produites).

Enfin, ANIMA a conduit plusieurs études sur les besoins des clusters et des acteurs économiques de Provence dans le cadre de l'accompagnement de la Région PACA pour l'élaboration de son plan Régional d'Internationalisation des Entreprises.

Par conséquent, il est donc proposé à la Métropole Aix-Marseille-Provence de soutenir ANIMA Investment Network dans son programme de travail 2019 à hauteur de 40 000 euros afin de poursuivre les actions déjà engagées en 2016, 2017 et 2018.

Cette subvention s'appuiera sur une convention soumise à l'approbation du Bureau de Métropole définissant les modalités de cette participation (programme de travail, objectifs).

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2001-495 du 6 juin 2001 relatif à la transparence des aides octroyées par les personnes publiques pris pour l'application de l'article 10 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000;
- L'avis de la commission chargée du suivi et de la cohérence des subventions accordées aux associations.
- La délibération N°FAG 21-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Le positionnement stratégique de la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'international sur la zone Méditerranée Afrique et l'expertise développée par ANIMA sur ce positionnement,

Délibère

Article 1 :

Est attribuée une subvention de 40 000 euros à ANIMA INVESTMENT NETWORK afin de poursuivre les actions déjà engagées en 2019.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer la convention ci-annexée et tout document y afférent.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget principal 2019 de la Métropole Aix-Marseille Provence - sous politique B330 – nature 65748 – fonction 64.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ECO 023-5847/19/BM

**■ Renouveau de l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'association Française du Conseil des Communes et Régions d'Europe (AFCCRE) et paiement de la cotisation 2019
MET 19/10659/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

L'Association Française du Conseil des Communes et Régions d'Europe (AFCCRE) est une association nationale, créée en 1951, qui regroupe aujourd'hui près de 1 200 collectivités territoriales (Régions, Départements, Métropoles, Villes, Communes et leurs groupements).

Elle est la section française du Conseil des Communes et Régions d'Europe (CCRE), organisation européenne, qui rassemble plus de 150.000 collectivités territoriales en Europe. L'AFCCRE est par ailleurs membre de l'organisation mondiale de collectivités territoriales, Cités et Gouvernements Locaux Unis (CGLU), fondée lors du Congrès de Paris en mai 2004.

Les activités de l'AFCCRE s'articulent autour de deux grandes missions :

- La représentation et le lobbying territorial au niveau national, européen et international,
- Le conseil et l'accompagnement des collectivités territoriales dans le suivi des dossiers européens et internationaux et la mise en œuvre des politiques européennes au niveau local.

Les collectivités territoriales membres de l'AFCCRE acquittent une cotisation annuelle, calculée au prorata de leur population et selon un barème fixé par le Comité Directeur de l'association.

La Métropole Aix-Marseille-Provence compte 8 communes membres de l'AFCCRE : Marseille (membre fondateur en 1951), Plan-de-Cuques, Lançon Provence, La Roque d'Anthéron, Gémenos, Coudoux, Berre l'Etang et Aubagne.

La Région Sud Provence-Alpes-Côte d'Azur et le Département des Bouches-du-Rhône sont également membres de l'AFCCRE. La Communauté Urbaine de Marseille avait quant à elle adhéré à l'AFCCRE en 2011.

La gouvernance de l'Association est assurée par un Comité directeur, qui élit en son sein un bureau et un(e) Président(e). Elle est présidée par Philippe LAURENT (Maire de Sceaux) qui a succédé, à l'occasion de son Assemblée Générale du 4 juillet 2017, à Alain JUPPE, ancien Maire et Président de Bordeaux Métropole, et ancien Premier Ministre.

L'adhésion à l'AFCCRE permet aux collectivités de s'engager dans une dynamique européenne, en participant aux activités européennes et internationales de l'association, et de bénéficier de l'ensemble des services offerts à ses membres :

1- Les formations pour les cadres et les élus sur les questions européennes

L'AFCCRE a développé une offre de formation professionnelle « en intra » aux collectivités territoriales et leurs groupements, en lien avec l'évolution de leurs compétences et du cadre juridique de leurs interventions. L'AFCCRE disposant de l'agrément ministériel pour la formation des élus, l'ensemble de ces prestations peuvent bénéficier à un public de cadres administratifs ou d'élus. Les sessions peuvent couvrir l'ensemble des thématiques européennes intéressant les Conseils intercommunaux, et sont coconstruites avec les services et les élus en charge de ces questions.

L'AFCCRE contribue notamment à la professionnalisation des équipes et des services impliqués dans la mise en œuvre des programmes financés par les fonds européens structurels et d'investissement (les FESI), en particulier le fonds social européen. Depuis le début du processus d'élaboration des Programmes opérationnels 2014-2020, marquées des exigences renforcées de performance et des contraintes de gestion, l'AFCCRE a ainsi formé près de 1000 agents territoriaux, notamment au sein des Métropoles.

L'AFCCRE est également régulièrement sollicitée pour des formations « d'acculturation » et de sensibilisation des équipes et des élus au cadre institutionnel européen et aux grandes politiques européennes (concurrence et marché intérieur, environnement, politique sociale...).

L'AFCCRE a engagé, en 2016 dans le cadre d'un partenariat avec la Délégation à l'Action extérieure des collectivités territoriales (DAECT) du Ministère des affaires étrangères et du développement international, un projet de formation des agents des collectivités en matière de financements européens liés à l'action extérieure.

2- L'accompagnement et l'appui dans la mise en œuvre des politiques locales

- Une expertise technique :

L'AFCCRE réalise des missions de conseils afin d'accompagner les collectivités territoriales dans la définition et la réalisation d'actions en lien direct avec leurs compétences européennes. A titre d'exemple, l'AFCCRE fournit une expertise technique aux Conseils communautaires dans la sécurisation de leurs interventions au regard de la réglementation

européenne (droit de la concurrence, droit du marché intérieur...).

L'AFCCRE assure en France la promotion de la Charte européenne pour l'égalité des femmes et des hommes dans la vie locale. Elle facilite notamment les échanges de bonnes pratiques et la valorisation des politiques menées dans le domaine de l'égalité.

- Une animation territoriale sur les questions européennes :

De par sa connaissance des problématiques territoriales et son lien avec les autres niveaux de collectivités, l'AFCCRE se voit régulièrement confier des missions liées à l'animation territoriale auprès des porteurs de projet sur la programmation des FESI, auprès d'un public d'élus locaux ou d'acteurs du développement (interventions et animations de réunions).

S'agissant de l'information générale des acteurs locaux sur les questions européennes, l'AFCCRE propose également aux collectivités territoriales qui le souhaitent de leur apporter une aide dans l'organisation de réunions d'information sur les politiques européennes intéressant les territoires.

- Une aide à la définition et la mise en œuvre d'initiatives territoriales de soutien aux échanges européens :

La Métropole Aix-Marseille-Provence compte 39 communes engagées dans des jumelages et partenariats. Par leur dimension grand public et par l'ouverture qu'ils impliquent, par les compétences et l'expertise qu'ils mobilisent, par les solidarités qu'ils engendrent, ces échanges offrent aujourd'hui des espaces qui favorisent une approche concrète des réalités européennes. Ils contribuent par ailleurs au rayonnement européen et à l'attractivité du territoire.

L'AFCCRE est à la disposition des collectivités territoriales et de leurs groupements qui souhaitent conforter l'action européenne des acteurs locaux et renforcer la dimension européenne des échanges en proposant un soutien à des projets portant sur des thématiques prioritaires ou à des échanges ou événements impliquant des publics prioritaires (jeunesse, lycéens...).

- La veille et la diffusion d'information :

En tant que membre de la plupart des différentes instances nationales ayant à traiter des questions européennes et nationales (CNDC, INCOPAP, groupes du CGET sur les FESI, SGAE) et via son réseau européen, le CCRE, L'AFCCRE dispose d'un accès privilégié aux informations liées aux politiques européennes.

L'AFCCRE réalise également pour ses membres des notes d'actualité, des notes d'analyse, ou des

dossiers pédagogiques, qui permettent à ses membres d'anticiper un certain nombre d'évolution en matière de réglementation européenne ou d'avoir un point d'actualité sur un dossier européen ou international intéressant les collectivités.

L'AFCCRE publie également un certain nombre d'études et de publications qui permettent de mettre en valeur les initiatives européennes et internationales de ses membres.

L'AFCCRE met enfin à disposition des membres les études européennes de législation ou de politique comparées réalisées notamment par le CCRE, auxquelles elle contribue s'agissant de la situation en France.

3- La participation aux travaux politiques de l'Association

- Les commissions de travail de l'AFCCRE :

La qualité de membre de l'AFCCRE ouvre droit à participer à l'ensemble des commissions de travail de l'AFCCRE. Présidées par des élus, ces commissions rassemblent élus et techniciens, et offrent un lieu unique d'échange, de dialogue et de propositions sur les questions européennes entre collectivités territoriales de tout niveau. Les représentants de la Commission européenne, les membres du Parlement européen, des Ministères ou des représentants d'autres associations d'élus en Europe sont régulièrement sollicités pour y intervenir.

Sept commissions de travail ont été mises en place :

- La Commission Europe et Services publics locaux
- La Commission Cohésion territoriale
- La Commission Environnement et Développement durable
- La Commission Emploi et Inclusion sociale
- La Commission Echanges et partenariat
- La Commission Europe Coopération et Développement
- La Commission pour l'égalité entre les femmes et les hommes dans la vie locale

Elles se réunissent le plus souvent à Paris mais également à Bruxelles.

L'Université européenne de l'AFCCRE :

Chaque année, l'AFCCRE organise une Université européenne à laquelle peuvent participer les cadres et les élus des collectivités territoriales membres. Cette Université alterne sessions politiques plénières, forums de discussion et ateliers de formation et permet aux participants d'échanger et d'approfondir leur connaissance des enjeux européens pour les collectivités territoriales. La Ville de Marseille a accueilli l'édition 2015 de l'Université.

Dans ce cadre, eu égard aux missions de l'AFCCRE, la Métropole Aix-Marseille-Provence a adhéré à cette association par délibération n° FAG 001-1281/16/CM du Conseil de la Métropole du 15 décembre 2016 et a renouvelé son adhésion à cette association au titre des années 2017 et 2018.

Aussi, et afin de permettre aux agents et aux élus de la Métropole de continuer à bénéficier des apports de l'AFCCRE, il est aujourd'hui proposé d'approuver le renouvellement de l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à cette association au titre de l'année 2019 et d'autoriser le paiement de la cotisation correspondante d'un montant de 10.000 euros.

La cotisation annuelle est calculée au prorata de la population et selon un barème fixé par le Comité Directeur de l'association. La population prise en compte pour le calcul de la cotisation est celle qui correspond à la population totale de la structure intercommunale, déduction faite de la population des communes qui, au sein de cette structure intercommunale, sont déjà membres de l'AFCCRE.

L'application stricte de ce mode de calcul aurait dû conduire le nouveau territoire de la Métropole Aix-Marseille-Provence à verser un montant de cotisation annuelle de 36.466 euros.

Cependant, au regard du caractère exorbitant de ce montant, il a été décidé d'un commun accord avec le Comité Directeur de l'AFCCRE de prévoir un abattement de 26.466 euros, ramenant ainsi le montant annuel de cotisation à un niveau plus acceptable et cohérent au regard des différents apports d'une participation à ce réseau.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 21-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n° FAG 001-1281/16/CM du Conseil de la Métropole du 15 décembre

2016 portant adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'AFCCRE ;

- Les délibérations n° ECO 014-2449/17/BM du 19 octobre 2017 et n° ECO 032-4309/18/BM du 18 octobre 2018 du Bureau de la Métropole portant renouvellement de l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'AFCCRE respectivement pour les années 2017 et 2018 ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que le développement et le rayonnement de la Métropole Aix-Marseille-Provence passent par l'inscription de cette dernière dans les réseaux européens de collectivités, dont fait partie l'AFCCRE ;
- Qu'il est essentiel pour la Métropole Aix-Marseille-Provence de confirmer son intégration à ces réseaux, à l'influence reconnue et dans lesquels se retrouvent l'ensemble des collectivités nationales et européennes qui comptent, permettant ainsi d'appuyer la construction d'une vraie stratégie d'influence au niveau national et européen et contribuant à développer les possibilités de diversification de sources de financement pour les projets de la Métropole ;
- Qu'il est en outre important pour la Métropole Aix-Marseille-Provence de renouveler son adhésion à une association regroupant plusieurs de ses communes, parmi lesquelles Marseille qui en est l'un des membres fondateurs ;
- Que le montant de la cotisation à verser par la Métropole Aix-Marseille-Provence au titre de l'année 2019 tient compte d'un abattement consenti par le Comité exécutif de l'AFCCRE.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvés le renouvellement de l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'Association Française du Conseil des Communes et Régions d'Europe (AFCCRE) ainsi que le versement de la cotisation annuelle au titre de l'année 2019 d'un montant de 10.000 euros.

Article 2 :

Les crédits nécessaires au paiement de cette cotisation sont inscrits au budget principal de la

Métropole, Fonction 051 - Nature 6281 - Sous Politique B340.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

***Commission "Transports,
Déplacements et Accessibilité"***

TRA 001-5848/19/BM

■ **Approbation d'une convention pour la mise en œuvre du City Pass Aix-Marseille conclue avec l'Office de Tourisme de Marseille et l'Office de Tourisme d'Aix-en-Provence
MET 19/10823/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Les Offices de Tourisme de Marseille et d'Aix-en-Provence développent aujourd'hui pour chacun de leur territoire une offre nommée City Pass qui permet de coupler à l'offre touristique de la ville le transport urbain.

Un City Pass Aix et un City Pass Marseille ont été mis en œuvre et la Métropole a souhaité développer une offre combinée en 2017 incluant les offres touristiques des deux villes et le transport de bout en bout (RTM, Aix en bus, Carreize entre Aix-Marseille). La présente convention a pour vocation de renouveler ce partenariat.

Ainsi, le lancement du « City Pass Aix-en-Provence Marseille 72 heures » a fixé son montant à 59 € TTC courant 2017. La présente convention reprend ces éléments pour un nouveau City Pass Aix-Marseille 72 heures à 59 € TTC.

Sur la partie Transport, ce Pass permet une libre circulation sur les réseaux urbains d'Aix-en-Provence et de Marseille et 1 Aller/Retour sur la ligne de car Aix-Marseille.

Pour chaque Pass vendu, les offices de tourisme verseront un montant forfaitaire de 14 € TTC à la Métropole Aix-Marseille-Provence au titre de l'utilisation des réseaux de transport, avec une mise en œuvre identique de la Convention de 2017.

La convention a pour objet de préciser les modalités techniques et financières pour la commercialisation de ces nouveaux City Pass.

Cette convention entrera en vigueur le 1er juin 2019 pour une durée de 3 ans

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération FAG 21-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole.

**Où le rapport ci-dessus,
Entendues les conclusions du Commissaire
Rapporteur,**

Considérant

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence a souhaité renouveler son association avec les offices du tourisme d'Aix-en-Provence et Marseille pour développer une nouvelle offre de City Pass à compter du 1^{er} juin 2019 pour une durée de 3 ans

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention ci-annexée relative à la mise en œuvre d'un City Pass Aix-en-Provence - Marseille

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer cette convention.

Article 3 :

Les recettes seront constatées au budget annexe transport 2019 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence. Ligne budgétaire sous-politiques C210 – Sens R1- Nature 7061- Chapitre 70

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TRA 002-5849/19/BM

**■ Approbation d'une convention de financement avec le Département des Bouches-du-Rhône concernant la mise en accessibilité des points d'arrêt du réseau de transport transféré
MET 19/10836/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant : Le Département a adopté son Schéma Directeur d'Accessibilité des Transports Départementaux - Agenda d'Accessibilité Programmé (Ad'Ap) le 17 juillet 2015. Ce document de planification sur six ans (2016-2021) définit et organise la mise en accessibilité aux personnes à mobilité réduite du réseau de transport en commun interurbain départemental.

La convention de transfert entre le Département des Bouches-du-Rhône et la Métropole Aix-Marseille-Provence au titre de la compétence transports publics routiers de personnes, approuvée par délibération n° FAG 082-1362/16/CM du Conseil de la Métropole du 15 décembre 2016, a défini les modalités juridiques, financières et matérielles de ce transfert.

L'article 4.3 de cette convention a apporté les précisions suivantes :

« Il est convenu entre les parties que le solde de l'investissement exceptionnel relatif à la mise en accessibilité des points d'arrêt situés sur le territoire métropolitain fera l'objet d'une convention spécifique à passer entre le Département et la Métropole, pour la partie au-delà de l'investissement annuel pris en charge dans la dotation de compensation (375 000 euros par an).

Cette convention assurera le complément de financement de la mise en accessibilité des points d'arrêt situés sur le territoire de la Métropole selon les principes et les objectifs du programme Ad'Ap, entre 2017 et 2021, date à laquelle le programme sera achevé, dans la limite d'une enveloppe de 3 875 000 euros. »

Dans ce cadre, le Département versera à la Métropole Aix-Marseille-Provence, dans les conditions prévues par la convention ci-annexée, une participation égale à 3 875 000 euros sur plusieurs exercices budgétaires jusqu'en 2021, date de fin de la convention. Soit :

Exercice	Montant en €
2017	775 000
2018	775 000
2019	775 000
2020	775 000
2021	775 000
Total	3 875 000

L'annexe à la convention recense les points d'arrêts à rendre accessibles pour finaliser l'Ad'Ap, soit un total de 252.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code des Transports
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La délibération n° FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le schéma départemental d'accessibilité programmé (Ad'Ap) adopté par le Département le 17 juillet 2015 ;
- La délibération du conseil métropolitain n° FAG 082-1362/16/CM du 15 décembre 2016 approuvant la convention de transfert entre le département des Bouches-du-Rhône et la Métropole Aix-Marseille-Provence au titre de la compétence transports publics routiers de personnes ;
- La convention de transfert entre le département des Bouches-du-Rhône et la Métropole d'Aix-Marseille-Provence au titre de la compétence transports publics routiers de personnes adoptée le 15/12/19 par la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la convention de transfert entre le Département des Bouches-du-Rhône et la Métropole Aix-Marseille-Provence au titre de la compétence transports publics routiers de personnes, approuvée par délibération n°FAG 082-1362/16/CM du 15 décembre 2016, définit les modalités juridiques, financières et matérielles de ce transfert ;
- Qu'en application de cette convention, le solde de l'investissement exceptionnel relatif à la mise en accessibilité des points d'arrêts situés sur le territoire métropolitain doit faire l'objet d'une convention spécifique entre le Département et la Métropole, pour la partie au-delà de l'investissement annuel pris en charge dans la dotation de compensation (375 000 euros par an) ;
- Que la convention spécifique précitée assure le complément de financement de la mise en accessibilité des points d'arrêt situés sur le territoire de la Métropole selon les principes et objectifs du programme Ad'Ap approuvé par le Département le 17 juillet 2015, entre 2017 et 2021, date à laquelle le programme sera achevé, dans la limite d'une enveloppe de 3 875 000 euros ;

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention de financement, ci-annexée, conclue avec le Département des Bouches-du-Rhône relative à la mise en accessibilité des points d'arrêts du réseau de transport transféré à la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole, ou son représentant, est autorisé à signer cette convention et tout document y afférent pour la réalisation de cette opération.

Article 3 :

Les crédits sont inscrits au Budget Annexe des Transports de la Métropole Aix-Marseille Provence - Opération n°2019001500 Aménagement des Points d'Arrêts - Sous politique C 360 – Nature 1313.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

projet de Bus à Haut Niveau de Service (BHNS) entre Saint-Mitre des Champs et Krypton à Aix-en-Provence par délibération n°2015-A204 du 8 octobre 2015.

Cette opération vise à améliorer les conditions de déplacements sur le territoire du Pays d'Aix dans un objectif de liaison efficace de transport en commun permettant de relier entre eux les grands équipements et les différents quartiers. Desservant les grands quartiers d'habitat social de la commune (Le Jas de Bouffan, Encagnane), du centre-ville (gares, Rotonde), des facultés, cette ligne de BHNS reliera plusieurs pôles d'échanges et parcs relais.

Sa réalisation s'accompagnera d'un certain nombre d'aménagements, dont :

- l'insertion de voies cyclables et piétonnes intégrées au tracé ;
- le réaménagement du réseau d'assainissement avec la création de bassins de rétention,
- la requalification des voiries et espaces publics traversés (places, abords de voies, giratoires, parcs et jardins) et des lieux desservis.

A ce titre, pour permettre une bonne connexion multimodale entre la gare ferroviaire d'Aix-Ville et l'Aixpress, la Métropole réalise des aménagements aux abords de ladite gare qui impactent directement son fonctionnement et ses usages associés.

Le parvis de la gare ferroviaire d'Aix-Ville est un espace multimodal accessible aux PMR où plusieurs fonctionnalités sont présentes telles que :

- une zone réservée aux taxis,
- une zone réservée aux modes doux,
- une zone dédiée à la dépose minute,
- une zone réservée aux transports de fonds,
- un arrêt pour les cars de substitution.

Ainsi, pour les besoins de la Métropole et l'intérêt évident de connecter le futur BHNS à la gare ferroviaire il est proposé le projet :

TRA 003-5850/19/BM

■ Approbation d'une convention de maîtrise d'ouvrage unique avec SNCF Gares et Connexions relative à l'opération de réaménagement du parvis de la gare d'Aix-Ville dans le cadre du projet de BHNS l'Aixpress - Aix-en-Provence MET 19/10855/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Le Conseil de la Communauté d'Agglomération du Pays d'Aix a approuvé le programme général du

- d'intégrer les aménagements du BHNS et notamment sa station à proximité de la gare ferroviaire d'Aix-Ville,
- de reprendre le parvis de ladite gare pour restituer les fonctionnalités existantes précédemment citées,
- d'acter une amélioration qualitative des matériaux proposée en cohérence avec l'avis rendu par l'Architecte des Bâtiments de France sur le projet du BHNS.

Il est précisé qu'à la fin des travaux objet de la présente convention, et ce, afin d'améliorer l'accueil des usagers sur le périmètre intermodal, SNCF Gares & Connexions s'engage à réaliser un programme d'aménagement complémentaire (pour un montant prévisionnel de 41 470 € HT) comprenant :

- la signalétique directionnelle et d'accessibilité,
- le traitement du perron en pierre,
- le mobilier (bancs, corbeilles),
- le mobilier d'accueil pour les cars de substitution,
- le stationnement des modes doux (arceaux vélos),
- et la remise en peinture de la grille du jardinet

La présente convention :

- désigne la Métropole comme Maître d'Ouvrage Unique sur l'opération globale d'aménagement (BHNS et parvis de la gare ferroviaire),
- précise le périmètre des travaux d'aménagement en intégrant la reprise des fonctionnalités existantes sur ledit parvis dues à l'intégration du BHNS,
- précise le montant prévisionnel de 635 000.00 € HT investi par la Métropole pour l'ensemble des travaux (infrastructures BHNS et parvis de la gare ferroviaire),
- précise les modalités d'organisation et de suivi de l'opération.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La délibération n°2010_A112 du Conseil communautaire de la Communauté du pays d'Aix du 24 juin 2010 portant approbation du programme général du projet de Bus à Haut Niveau de Service ;
- La délibération n°2015-A204 du Conseil Communautaire du 8 octobre 2015 portant approbation du programme général du projet de Bus à Haut Niveau de Service (BHNS) entre Saint-Mitre des Champs et Krypton à Aix-en-Provence ;
- La délibération n°TRA 007-1929/17/BM du Bureau de la Métropole du 18 mai 2017 relative au transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage entre la Ville d'Aix-en-Provence et la Métropole Aix-Marseille-Provence-Organisation de l'aménagement du BHNS ;
- La délibération FAG 21-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole.
- L'avis n°as00117J0001 du 30 juin 2017 rendu par l'Architecte des Bâtiments de France sur le projet du BHNS d'Aix-en-Provence.
- Le courrier du 7 février 2019 de SNCF Gares et Connexions qui autorise la Métropole à réaliser les travaux sur son parvis.
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 9 mai 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention ci-annexée de maîtrise d'ouvrage unique pour le réaménagement du parvis de la Gare d'Aix-Ville.

Article 2 :

Est approuvé l'investissement par la Métropole de 635 000,00 euros HT pour l'aménagement des infrastructures du Bus à Haut Niveau de Service et du parvis au droit de la gare d'Aix-Ville.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer cette convention.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget annexe transports – Opération n° 2017266300 – Sous-Politique C240 – Nature 21728 – Chapitre 21

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TRA 004-5851/19/BM

■ Approbation de l'adhésion à l'Association Nationale pour les Transports Educatifs de l'Enseignement Public et paiement de la cotisation 2019

MET 19/10906/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

L'Association Nationale pour les Transports Educatifs de l'Enseignement Public (ANATEEP) est une association régie par la loi du 1^{er} juillet 1901, créée en 1964. Elle a pour objet :

- 1°) d'étudier, de développer, de promouvoir la gratuité, la qualité et la sécurité des transports éducatifs, de faciliter l'accès aux établissements scolaires et à toutes les formes d'éducation pour favoriser la démocratisation et le rayonnement de l'enseignement public ;
- 2°) d'entreprendre toutes études, actions et réalisations se rapportant aux transports de personnes, aux transports scolaires, péri ou extra-scolaires, associatifs ou sociaux, d'informer et de documenter sur les questions qui y sont relatives, ses adhérents et toute personne, collectivité ou organisme qu'elles concerneraient ;
- 3°) de fédérer et de représenter sur le plan national, les Associations Régionales pour les Transports

Educatifs de Jeunes (ARTEJ) et les Associations Départementales pour les Transports Educatifs de l'Enseignement Public (ADATEEP).

L'ANATEEP réunit à ce jour notamment 7 Métropoles, 8 communautés d'agglomération, le Syndicat des Transports d'Ile de France et 900 organisateurs locaux de transport scolaire.

Elle bénéficie également de l'agrément du Ministre de l'Education Nationale en tant qu'association éducative complémentaire de l'enseignement public.

L'Association met à disposition de ses membres les services suivants :

- accès aux échanges de bonnes pratiques (éducation à la sécurité, citoyenneté dans les transports, organisation et sécurité des itinéraires et points d'arrêt) entre collectivités adhérentes ;
- service « assistance-conseils » sur appel téléphonique ou par courriel sur tout sujet ayant trait à l'organisation des transports scolaires ;
- envoi gratuit de la revue « Transports Scolaires » et accès à l'espace documentation du site internet réservé aux adhérents.

Aussi, compte tenu de l'objet et des objectifs poursuivis par l'ANATEEP, la Métropole Aix-Marseille-Provence, en tant qu'Autorité Organisatrice de la Mobilité sur l'ensemble de son territoire, souhaite adhérer à cette association.

Le montant de la cotisation au titre de l'année 2019 s'élève à 5 000 euros TTC.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La délibération FAG 21-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que l'ANATEEP a notamment pour objet d'entreprendre toutes études, actions et réalisations se rapportant aux transports de personnes, aux transports scolaires, péri ou extra-scolaires, et d'informer et de documenter ses adhérents sur les questions qui y sont relatives ;
- Que compte tenu de l'objet de l'ANATEEP, la Métropole Aix-Marseille-Provence, en tant qu'Autorité Organisatrice de la Mobilité sur l'ensemble de son territoire, souhaite adhérer à cette association ;
- Qu'il convient d'approuver la cotisation annuelle, d'un montant de 5 000 € TTC, pour l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à cette association pour l'année 2019 ;

Délibère

Article 1 :

Sont approuvés l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'Association Nationale pour les Transports Educatifs de l'Enseignement Public (ANATEEP) et le paiement d'une cotisation de 5 000 euros TTC pour l'année 2019.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget annexe des Transports 2019 de la Métropole : Nature 6281 – Sous-Politique C210.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TRA 005-5852/19/BM

■ Renouvellement d'une convention d'occupation temporaire du domaine public de l'aéroport Marseille Provence non constitutive de droits réels

MET 19/10472/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

L'aéroport Marseille Provence assure la gestion de la gare routière de l'aéroport Marseille Provence.

Dans ce cadre, une convention d'occupation du bâtiment de vente de billetterie de cette gare routière a été conclue le 1^{er} août 2017 avec l'aéroport Marseille Provence. Cette convention définit les

locaux mis à disposition ainsi que le montant de la redevance. La date d'échéance de cette convention est le 31 décembre 2019 mais, en raison de la fin de la DSP assurant l'exploitation de la ligne L91 et la vente de titres à l'aéroport, dont Transdev était le délégataire, le 31 mars 2018, l'autorisation du sous-occupant Transdev est arrivée à échéance à cette date. Un marché public ayant le même objet a fait suite à cette DSP, et le titulaire de ce marché, la société Kisio Services & Consulting, est devenu le nouveau sous-occupant gestionnaire. Il a été mandaté le 1er avril 2018 pour occuper ces locaux et y effectuer la vente de billetterie métropolitaine.

La Métropole Aix-Marseille-Provence, exerçant sa compétence d'exploitation de billetterie de transport public, a sollicité l'Aéroport Marseille Provence afin de renouveler cette convention d'occupation du bâtiment de vente de billetterie dans sa gare routière, avec la mise à disposition d'une zone prédéfinie pour l'installation de bornes automatiques de vente ; cette nouvelle convention associe le sous-occupant Kisio Services & Consulting, titulaire du marché de vente de titres à l'Aéroport.

La convention d'occupation du bâtiment de vente de billetterie de la gare routière liant la Métropole à l'Aéroport court jusqu'au 31 décembre 2019. Des négociations ont été menées par les parties à cette convention pour convenir de la bonne répartition des loyers (incombant à la Métropole) et des charges (incombant au sous-occupant Kisio Services & Consulting) imputables à l'activité. Ces négociations, qui ont reporté le délai de contractualisation, ont permis d'enregistrer la présence du nouveau tiers Kisio Services & Consulting et de lui faire adresser directement le paiement de ses charges à l'Aéroport.

Selon les stipulations du marché liant Kisio Services & Consulting à la Métropole pour la « vente de la billetterie en gare routière de l'aéroport Marseille Provence », le paiement des charges inhérentes à l'occupation du bâtiment de vente de billetterie dans cette gare routière incombe désormais à la société Kisio Services & Consulting dans le cadre de ses obligations contractuelles avec la Métropole.

La nouvelle convention acte donc pour 3 ans la répartition des charges entre la Métropole (loyer) et Kisio Services & Consulting (charges). Elle n'a pas d'incidence financière supplémentaire pour la Métropole.

Les dépendances mises à disposition gare routière – Parvis entre le Terminal 1 et le Terminal 2 sont :

- Un usage de bureaux, sanitaires, cuisine
- Un usage d'accueil et d'information du public

Cette convention porte sur une superficie totale de 59.86 m2.

Le détail de ces emplacements est énoncé dans la convention jointe et la répartition des charges du

bâtiment sous convention sera effectuée selon les modalités précisées aux articles 2 et 3.

La convention est consentie pour une durée ferme de (3) ans à compter du 1er avril 2018 et prendra fin de plein droit le 31 mars 2021 sans possibilité de tacite reconduction.

La Métropole Aix-Marseille-Provence doit s'acquitter d'une redevance d'occupation fixée par la l'aéroport Marseille Provence d'un montant annuel de : 19 972,75 euros HT hors charges locatives, valeur 2018.

Afin de répartir au plus justes les charges entre la Métropole et son co-contractant, KISIO SERVICES CONSULTING aura à s'acquitter des charges suivantes : (détail énoncé dans la convention ci-jointe) :Ordures ménagères, eau, électricité et confort climatique.

Par dérogation à l'article 25 du cahier des clauses et conditions générales de l'aéroport Marseille Provence, la Métropole n'est pas tenue de produire une garantie financière.

En application de l'article 25 du cahier des clauses et conditions générales de l'aéroport Marseille Provence, KISIO SERVICES & CONSULTING verse à la SA AMP à titre de dépôt de garantie, une somme de 4 000 euros par chèque bancaire ou postal ou virement.

A cette fin, il convient pour La Métropole et l'aéroport Marseille Provence de conclure la présente convention.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°FAG 152-4969/18/CM du Conseil de la Métropole du 13 décembre 2018 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Considérant

- Que cette convention vise à autoriser la Métropole Aix-Marseille-Provence et son co-contractant KISIO SERVICES CONSULTING à occuper les locaux d'exploitation de la gare routière de l'aéroport tel que défini dans la convention.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention d'occupation temporaire établie entre la Métropole et l'aéroport Marseille Provence.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget annexe des Transports 2019 de la Métropole : Nature 6137 Sous-Politique C240 en section de fonctionnement et nature 275 hors opération en section d'investissement.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TRA 006-5853/19/BM

**■ Demandes de subvention relative au lancement d'une étude de préfiguration d'une Zone à Faibles Emissions dans la Métropole Aix-Marseille-Provence
MET 19/10898/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est engagée dans la réalisation de nombreux projets au sein de ses territoires. Certains investissements traduisant les politiques publiques métropolitaines peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers, ou privés. Il importe en conséquence de solliciter, dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement, leur participation.

Par délibération du 15 décembre 2016, le Conseil Métropolitain a approuvé l'Agenda de la Mobilité de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Un des axes importants de l'Agenda de la Mobilité est lié aux enjeux que représente la qualité de l'air au niveau sanitaire, économique et réglementaire. La

politique de Mobilité de la Métropole se donne ainsi comme objectif la mise en œuvre d'actions permettant d'agir sur les flux et l'environnement pour moins de congestion et moins de pollution sur son territoire. La pollution chronique correspond à des niveaux de polluants dans l'air durant des périodes de temps relativement longues. Elle s'exprime généralement par des moyennes de concentrations sur une année. Il s'agit de niveaux de pollution auxquels la population est exposée le plus longtemps et auxquels il est attribué l'impact sanitaire le plus important.

Deux procédures précontentieuses européennes ont été engagées à l'encontre de la France pour non-respect des valeurs limites de particules (PM10) et azote (NO2) et insuffisance des plans d'actions. L'agglomération Aix-Marseille est visée par ces deux contentieux.

En effet selon AtmoSud, 12 % des habitants de la Métropole (227 000 personnes) sont exposés à des teneurs supérieures aux valeurs limites (polluants NO2 et PM10). Les secteurs les plus sensibles sont le centre urbain de Marseille (220 000 personnes exposées) et les quartiers sud-ouest d'Aix en Provence (7 000 personnes) ainsi que les autoroutes, les axes à forte circulation et les secteurs à proximité des pôles industriels.

Lors du Conseil de Métropole du 18 octobre 2018, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'est engagée à mener une étude de préfiguration pour évaluer les impacts d'un projet de mise en place d'une Zone à faibles Emissions notamment dans le centre de Marseille.

Les zones à faibles émissions sont des territoires dans lesquels, une interdiction d'accès est instaurée, le cas échéant sur des plages horaires déterminées, pour certaines catégories de véhicules qui ne répondent pas à certaines normes d'émissions et donc qui ont un impact nocif sur la santé des résidents de l'ensemble du territoire. Ce type de mesure vise à réduire la pollution chronique et le nombre d'habitats exposés. Les zones à faibles émissions reposent sur le système des vignettes Crit'Air.

Il est actuellement possible de mettre en œuvre ce dispositif selon l'article L.2213-4-1 du CGCT et le décret 2016-847 du 28 juin 2016, sous l'appellation « zone à circulation restreinte (ZCR) ». Le gouvernement a prévu de proposer dans le cadre de la future loi d'orientation des mobilités de remplacer ce terme par « zone à faibles émissions » sans modifier le cadre réglementaire de mise en œuvre.

Le projet de la Métropole est composé de deux volets :

- Un volet réglementaire pour les études de préfiguration ZFE selon la réglementation en place et comprenant

- ✓ Une évaluation de la population concernée par les dépassements ou

- le risque de dépassement des normes de qualité de l'air ;
- ✓ Une évaluation des émissions de polluants atmosphériques dues au transport routier sur la zone concernée ;
- ✓ Une évaluation de la proportion de véhicules concernés par les restrictions et, le cas échéant, les dérogations prévues ;
- ✓ Une évaluation des réductions des émissions de polluants atmosphériques attendues par la création de la zone à circulation restreinte.

- Un volet sociologique pour évaluer les impacts sociaux de la mise en place d'une ZFE et élaborer des mesures d'accompagnement pour en réduire l'impact sur les populations les plus défavorisées qui sont nombreuses dans le centre de Marseille.

Planning des études :

- ✓ Démarrage de l'étude : début 2019
- ✓ Durée de l'opération : 18 mois

L'Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Energie (ADEME) souhaite accompagner

financièrement les Métropoles et les EPIC au travers de l'Appel à Projets (AAP) « Accompagnement pour déployer des zones à faibles émissions pour améliorer la qualité de l'air » visant la réalisation de tous travaux permettant de préfigurer une « ZFE ». La Métropole Aix-Marseille-Provence a sollicité l'ADEME, dans le cadre de cet AAP, pour bénéficier d'une subvention de 140 000 euros HT destinée à l'aider financièrement à coordonner et animer cette étude.

Une réponse du comité de sélection a été envoyée le 21 février 2019 à la Métropole, précisant que le projet de la Métropole a retenu toute l'attention du comité de sélection de l'appel à projet ZFE et pourrait être soutenu à hauteur de 70 000 euros HT (assiette des dépenses éligibles = 100 000 euros maximum). Les démarches de contractualisation du projet seront prochainement lancées.

La présente délibération vise à approuver le plan de financement modifié—de ce projet et à autoriser la demande de subvention auprès du Département des Bouches-du-Rhône, et à signer tous les documents y afférents.

Le plan de financement prévisionnel d'un montant total de 200 000 euros HT est le suivant:

ORGANISMES SOLLICITES	TAUX SOLLICITES	ASSIETTE DES DEPENSES ELIGIBLES	MONTANTS SOLLICITES	TAUX SUR MONTANT TOTAL DES DEPENSES DE 200 000 euros HT
ADEME	70%	100 000 euros HT	70 000 euros HT	35%
DEPARTEMENT DES BOUCHES –DU- RHÔNE	70%	100 000 euros HT	70 000 euros HT	35%
METROPOLE AIX-MARSEILLE-PROVENCE	30%	200 000 euros HT	60 000 HT euros	30%
		TOTAL	200 000 euros HT	100%

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La loi n°2015-992 du 17 août 2015 relative à la transition énergétique pour la croissance verte ;
- Le décret n° 2016-847 du 28 juin 2016 relatif aux zones à circulation restreinte ;
- La délibération TRA 003-3241/17/CM du Conseil de la Métropole du 14 décembre 2017 concernant l'Approbation de la création et de l'affectation d'une opération d'investissement pour des études structurantes de la mobilité métropolitaine ;

- La délibération TRA 020-4615/18/CM du Conseil de la Métropole du 18 octobre 2018, portant lancement d'une étude de préfiguration d'une zone à faibles émissions dans la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération TRA 006-4747/18/BM du Bureau de la Métropole du 13 décembre 2018 concernant la demande de subvention de fonctionnement relative au lancement d'une étude de préfiguration d'une Zone à Faibles Emissions dans la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération FAG 21-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- L'information des Conseils de Territoire.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence s'est engagée par la délibération TRA 020-4615/18/CM du Conseil de la Métropole du 18 octobre 2018 à mener une étude de préfiguration pour évaluer les impacts de la mise en place d'une zone à faibles émissions dans la Métropole ;
- Que par la délibération TRA 006-4747/18/BM du Bureau de la Métropole, la Métropole a été autorisée à répondre à l'appel à projet lancé par l'ADEME relatif à l'accompagnement du déploiement des ZFE et a sollicité dans ce cadre une subvention auprès de celle-ci;
- Que le Comité de sélection de l'ADEME a retenu la candidature de la Métropole pour une aide d'un montant de 70 000 euros HT ;
- Qu'il convient dès lors d'approuver la demande de financement complémentaire auprès du Département des Bouches-du-Rhône ;
- Qu'il convient également d'approuver le plan de financement modifié du projet.

Délibère

Article 1 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant, est autorisé à solliciter des aides financières auprès du Département des Bouches-du-Rhône ainsi qu'auprès de tout autre organisme susceptible d'apporter sa contribution, pour la réalisation de cette opération.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer tout document y afférent.

Article 3 :

Les recettes éventuelles seront constatées au budget annexe transport de la Métropole Aix-Marseille-Provence - Section Investissement - Sous-Politique C420 – Natures 1311 - 1313.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TRA 007-5854/19/BM

■ Demande de subvention d'investissement relative à l'étude des aires de covoiturage MET 19/10843/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est engagée dans la réalisation de nombreux projets au sein de ses territoires. Certains investissements traduisant les politiques publiques métropolitaines peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers, ou privés. Il importe en conséquence de solliciter, dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement, leur participation.

L'Agenda de la Mobilité Métropolitaine approuvé par la Métropole Aix-Marseille-Provence le 15 décembre 2016, place l'innovation et la complémentarité entre les modes de transports au cœur de sa première phase d'actions des années 2017 à 2020.

Dans le cadre de sa politique de développement de l'intermodalité et de réduction de l'usage de la voiture solo, la Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite encourager le covoiturage.

Une des actions serait de créer un réseau d'aires de covoiturage. Plusieurs infrastructures existantes sur le territoire de la Métropole démontrent l'intérêt de tels ouvrages, dès lors qu'ils sont bien situés, comme l'atteste l'exemple de l'aire de la Prise entre Venelles et Pertuis sur la RDN 556. De plus l'article L.1231-15 du code des transports dispose que : « Les autorités mentionnées à l'article L. 1231-1 du code des transports, seules ou conjointement avec d'autres collectivités territoriales ou groupements de collectivités intéressés, établissent un schéma de développement des aires de covoiturage destinées à faciliter la pratique du covoiturage ».

Ainsi la métropole va lancer un schéma des aires de covoiturage.

La réalisation d'un schéma de développement des

aires de covoiturage permettra de produire une politique du covoiturage prospective favorisant la massification des flux de covoitureurs en intégrant le réseau d'infrastructures et de transports existant et futur mais également l'aménagement du territoire.

Le schéma de développement des aires de covoiturage a pour objectifs :

- d'apporter une vision métropolitaine, à l'échelle des bassins de vie pour structurer et renforcer le maillage;
- de répondre aux besoins de déplacements de tous les habitants pour une meilleure insertion sociale, économique et environnementale ;
- de renforcer les liens entre covoiturage de proximité, modes doux et transports en commun ;
- de transformer l'aire de covoiturage en :
 - un outil d'aménagement du territoire

- s'appuyant sur les solidarités humaines, un outil pédagogique, de communication,
- un espace d'offre de services connexe (point relais colis, distributeurs de pain en partenariat avec les artisans locaux, etc.) pour un développement équilibré et durable de nos territoires.

Le coût total prévisionnel de l'opération est évalué à 150 000 € HT.

La présente délibération vise à approuver la demande de subvention auprès de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution financière, et à signer tous les documents y afférents.

Le plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant :

ORGANISMES SOLLICITES	TAUX SOLLICITES	MONTANTS SOLLICITES
Département des Bouches-du-Rhône	70 %	105 000 € HT
Métropole Aix-Marseille-Provence	30 %	45 000 € HT
TOTAL	100%	150 000 € HT

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code des Transports et notamment l'article L. 1231-15 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- Le décret 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole-Aix-Marseille Provence ;
- La délibération TRA 001-1376/16/CM du Conseil de la Métropole du 15 décembre 2016, portant approbation de l'Agenda de la Mobilité Métropolitaine ;
- La délibération FAG 21-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de réaliser le schéma d'aires de covoiturage

Délibère

Article 1 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant, est autorisé à solliciter des aides financières auprès de l'Union Européenne, l'Etat, la Région Sud Provence-Alpes-Côte-D'azur, le Département des Bouches-du-Rhône, les communes membres de la Métropole Aix-Marseille-Provence, l'Agence de l'Eau, l'ADEME, ainsi qu'auprès de tout autre organisme susceptible d'apporter sa contribution, pour la réalisation de cette opération.

Article 2 :

Les recettes seront constatées au Budget Annexe des Transports de la Métropole Aix-Marseille Provence – Sous Politique C 360 – Natures 1311-1312-1313-1314-1315-1316-1317-1318.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TRA 008-5855/19/BM

■ Demande de subvention d'investissement relative à l'opération du pôle d'échanges multimodal de Sénas MET 19/10840/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est engagée dans la réalisation de nombreux projets au sein de ses territoires. Certains investissements traduisant les politiques publiques métropolitaines peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers, ou privés. Il importe en conséquence de solliciter, dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement, leur participation.

L'Agenda de la Mobilité Métropolitaine approuvé par la Métropole Aix-Marseille-Provence le 15 décembre 2016, place l'innovation et la complémentarité entre les modes de transports au cœur de sa première phase d'actions des années 2017 à 2020.

Dans le cadre de sa politique de développement de l'intermodalité, la Métropole souhaite conduire la réalisation du pôle d'échange multimodal de Sénas.

Le pôle d'échanges de Sénas prévoit :

- la création d'un parking pour les véhicules légers d'environ 60 places, y compris pour les personnes à mobilité réduite, et pour les véhicules électriques ;
- la création du stationnement nécessaire pour les vélos (abri couvert d'environ 8 places) et les deux-roues motorisés (abri couvert d'environ 8 places) ;
- la reprise et la reconfiguration de l'ensemble des voiries et espaces piétonniers du parvis de la gare, conformément aux exigences d'accessibilité des espaces publics (y compris la sécurisation de l'accès piéton jusqu'au quai de la voie n°1).

Les travaux de l'opération sont prévus pour démarrer au dernier trimestre 2019.

La durée des travaux est estimée à 6 mois.

Le coût total prévisionnel de l'opération est évalué, incluant études et travaux, à 500 000 € hors taxe dont 420 000 € hors taxe de travaux.

La présente délibération vise à approuver la demande de subvention auprès de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution financière, et à signer tous les documents y afférents.

Le plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant :

ORGANISMES SOLLICITES	TAUX SOLLICITES	MONTANTS SOLLICITES
Région SUD - CRET	20 %	100.000 € HT
Métropole Aix-Marseille-Provence	80 %	400.000 € HT
TOTAL	100%	500.000 € HT

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La délibération FAG 21-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de

compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;

- La délibération TRA 001-1376/16/CM du Conseil de la Métropole du 15 décembre 2016, portant approbation de l'Agenda de la Mobilité Métropolitaine ;
- La délibération TRA 008-5732/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant révision du montant de l'opération Pôle d'échanges de Sénas.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de procéder à la réalisation de l'opération du pôle d'échanges de Sénas.

Délibère

Article 1 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant, est autorisé à solliciter des aides financières auprès de l'Union Européenne, l'Etat, La Région Sud Provence-Alpes-Côte-D'azur, le Département des Bouches-du-Rhône, les communes membres de la Métropole Aix-Marseille-Provence, l'Agence de l'Eau, l'ADEME, ainsi qu'auprès de tout autre organisme susceptible d'apporter sa contribution, pour la réalisation de cette opération.

Article 2 :

Madame la Présidente ou son représentant est autorisé à signer tout document y afférent pour la réalisation de cette opération.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget Annexe Transport 2019 de la Métropole Aix-Marseille-Provence, opération numéro 2016301400 rattachée au programme 54 Pôle d'échange multimodal Code AP 163540TP.

Les recettes seront constatées dans le budget Annexe Transport 2019 et suivants. Opération n°2016301400 Natures : 1312

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TRA 009-5856/19/BM

■ Demande de subvention d'investissement relative à l'achat de 50 autocars alimentés en Gaz Naturel pour Véhicules par la Régie Des Transports pour le compte de la Métropole Aix-Marseille-Provence MET 19/10869/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est engagée dans la réalisation de nombreux projets au sein de ses territoires. Certains investissements traduisant les politiques publiques métropolitaines peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers, ou privés. Il importe en conséquence de solliciter, dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement, leur participation.

Le Conseil Métropolitain de la Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé, par délibération n°TRA001-1376/16/CM du 15 décembre 2016, l'Agenda de la Mobilité Métropolitaine.

L'Agenda de la Mobilité décrit un projet de réalisation en une vingtaine d'années d'un système de transport intégré pour la deuxième métropole française. Il se donne pour objectif, d'ici 2025, de doubler l'usage des transports en commun d'échelle métropolitaine et d'augmenter de 50% celui des transports en commun locaux.

Au titre de l'environnement, il existe un Agenda Environnemental commun au Département des Bouches-du-Rhône et à la Métropole Aix-Marseille-Provence prévoyant la conversion au Gaz Naturel pour Véhicules (GNV) du dépôt de la Régie Des Transports (RDT 13) d'Aubagne-Gémenos ainsi que la mise en service de 50 autocars alimentés en Gaz Naturel pour Véhicules (GNV).

Dans le cadre de la politique de transition énergétique menée par la Métropole Aix-Marseille-Provence et de l'ensemble des dispositions en vigueur concernant l'évolution et la tr

ansformation des modes de transports collectifs, la RDT 13 a initié depuis 2016 une réflexion sur ce thème.

Ainsi, il est programmé de transformer le dépôt d'Aubagne-Gémenos et de l'adapter aux énergies nouvelles.

A cet égard, il est prévu de mettre en exploitation 50 autocars alimentés en GNV (lignes régulières interurbaines métropolitaines, notamment sur le corridor Aubagne-Marseille et secteur de la Ciotat et Aix-en-Provence) à partir du 1er janvier 2020.

L'achat de ces véhicules permettra :

- D'améliorer le bilan carbone par passager grâce à une augmentation de capacité ;
- De répondre aux contraintes environnementales.

Calendrier prévisionnel de l'opération :

- 01/01/2020 : Mise en circulation/exploitation des premiers autocars GNV ;
- Premier semestre 2020 : mise en exploitation d'environ 30 véhicules GNV ;
- 2021 - 2022 : Déploiement d'environ 20 véhicules GNV.

La RDT 13 sollicitera, pour le compte de la Métropole Aix-Marseille-Provence, le Département des Bouches-du-Rhône pour l'obtention d'une subvention au titre du Plan Mobilité.

Une convention tripartite viendra ultérieurement préciser les modalités de versement de la subvention octroyée.

Le coût prévisionnel de l'achat de 50 cars, alimentés en GNV, est estimé à 12 500 000 € HT.

La subvention envisagée porterait sur 100 000 € HT par véhicule, compensant ainsi le surcoût à l'achat par rapport à un véhicule au gazole et la moins-value en

terme de valeur de reprise en fin de période d'amortissement.

Le plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant :

ORGANISMES SOLLICITES	TAUX SOLLICITES	MONTANTS SOLLICITES
Département des Bouches-du-Rhône	40 %	5.000.000 euros HT
RDT agissant pour le compte de la Métropole Aix-Marseille-Provence	60 %	7 500 000 euros HT
TOTAL	100 %	12 500 000 euros HT

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La délibération n°TRA001-1376/16/CM du Conseil de la Métropole, du 15 décembre 2016, portant approbation de l'Agenda de la Mobilité Métropolitaine ;
- La délibération du Département des Bouches-du-Rhône, du 14 décembre 2018, adoptant l'Agenda Départemental commun à la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération FAG 21-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole

Où il le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de procéder à l'achat de 50 cars, alimentés en GNV, par la RDT 13 pour le compte de la Métropole Aix-Marseille-Provence qui agit en qualité d'opérateur interne et pour le compte de son autorité organisatrice

Délibère

Article 1 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant, autorise la RDT 13 à solliciter, pour le compte de la Métropole Aix-Marseille-Provence, le Département des Bouches-du-Rhône pour l'obtention d'une subvention au titre du Plan Mobilité.

Article 2 :

Madame la Présidente ou son représentant est autorisé à signer tout document afférent à la réalisation de cette opération.

Article 3 :

Les recettes seront constatées au Budget Annexe des Transports de la Métropole Aix-Marseille Provence – section Investissement – Sous Politique C 210 – Nature 1313

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TRA 010-5857/19/BM

**■ Demande de subvention d'investissement par la Régie des Transports, pour le compte de la Métropole Aix-Marseille-Provence, relative à la conversion au Gaz Naturel pour Véhicules du dépôt d'Aubagne-Gémenos, propriété de la Régie des Transports
MET 19/10894/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est engagée dans la réalisation de nombreux projets au sein de ses territoires. Certains investissements traduisant les politiques publiques métropolitaines peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers, ou privés. Il importe en conséquence de solliciter, dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement, leur participation.

Le Conseil Métropolitain de la Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé, par délibération

n°TRA001-1376/16/CM du 15 décembre 2016, l'Agenda de la Mobilité Métropolitaine.

L'Agenda de la Mobilité décrit un projet de réalisation en une vingtaine d'années d'un système de transport intégré pour la deuxième métropole française. Il se donne pour objectif, d'ici 2025, de doubler l'usage des transports en commun d'échelle métropolitaine et d'augmenter de 50% celui des transports locaux.

Au titre de l'environnement, il existe un Agenda Environnemental commun au Département des Bouches-du-Rhône et à la Métropole Aix-Marseille-Provence prévoyant la conversion au Gaz Naturel pour Véhicules (GNV) du dépôt de la Régie Des Transports (RDT 13) d'Aubagne-Gémenos.

Dans le cadre de la politique de transition énergétique menée par la Métropole Aix-Marseille-Provence et de l'ensemble des dispositions en vigueur concernant l'évolution et la transformation des modes de transports collectifs, la RDT 13 a initié depuis 2016 une réflexion sur ce thème.

La RDT 13 a lancé un marché de conception-réalisation pour la transformation du dépôt d'Aubagne-Gémenos aux énergies nouvelles. Il s'agit à la fois d'un projet de transition énergétique et de sécurisation des approvisionnements via les réseaux de distribution du gaz (GRDF, GRT Gaz).

Ce projet est en cours de dimensionnement pour accueillir à terme des lignes urbaines et interurbaines. Il sera également accessible facilement depuis la route départementale Aubagne-Cuges-Gémenos pour les autocars provenant de l'extérieur, exploités par d'autres compagnies, et souhaitant pouvoir utiliser la station de compression GNV en charge rapide.

Ce projet comporte deux volets :

- « Modernisation du dépôt » : installations de maintenance et de stationnement ;
- « Création de station de compression GNV » pour alimenter les véhicules en charge rapide / lente.

Le futur dépôt présente les caractéristiques suivantes :

- 23.000 m² de superficie ;
- 102 places de stationnement autocars / autobus ;
- Ateliers, bureaux, station-service diesel, station compression GNV, alimentation électrique et équipements spécifiques, tunnel de lavage.

Calendrier prévisionnel de l'opération :

- Décembre 2018 : Attribution du marché de conception réalisation du dépôt d'Aubagne-Gémenos, intégrant la station de compression GNV ;
- Dernier trimestre 2019 : Livraison du futur dépôt complètement opérationnel.

La RDT 13 sollicitera, pour le compte de la Métropole Aix-Marseille-Provence, le Département des Bouches-du-Rhône pour l'obtention d'une subvention au titre du Plan Mobilité.

Une convention tripartite viendra ultérieurement préciser les modalités de versement de la subvention octroyée.

Le coût prévisionnel de cette opération est estimé à 5 000 000 € HT. La subvention envisagée du Département des Bouches-du-Rhône s'élève à 1 500 000 € HT.

Le plan de financement prévisionnel global est le suivant :

ORGANISMES SOLLICITES	TAUX SOLLICITES	MONTANTS SOLLICITES
Département des Bouches-du-Rhône	30 %	1.500.000 euros HT
RDT 13 agissant pour le compte de la Métropole Aix-Marseille-Provence	70 %	3.500.000 euros HT
TOTAL	100 %	5.000.000 euros HT

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La délibération du Département des Bouches-du-Rhône, du 14 décembre 2018, adoptant l'Agenda Départemental commun à la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n°TRA001-1376/16/CM du Conseil de la Métropole, du 15 décembre 2016, portant approbation de l'Agenda de la Mobilité Métropolitaine ;
- La délibération FAG 21-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de

compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;

- L'information au Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile du 14 mai 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de procéder à la conversion au GNV du dépôt d'Aubagne-Gémenos par la RDT 13 pour le compte de la Métropole Aix-Marseille-Provence qui agit en qualité d'opérateur interne et pour le compte de son autorité organisatrice

Délibère

Article 1 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant, autorise la RDT 13 à solliciter, pour le compte de la Métropole Aix-Marseille-Provence, le Département des Bouches-du-Rhône pour l'obtention d'une subvention au titre du Plan Mobilité.

Article 2 :

Madame la Présidente ou son représentant est autorisé à signer tout document y afférent, pour la réalisation de cette opération

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TRA 011-5858/19/BM

■ Attribution d'une subvention pour l'année 2019 à l'association RAMDAM pour la promotion du vélo, de la marche et des transports en commun MET 19/10913/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

L'association Rassemblement d'Associations pour les Modes de Déplacements Alternatifs – RAMDAM a pour objet d'être une force de propositions pour le développement du vélo, de la marche et des transports publics sur le territoire métropolitain. Elle coordonne six associations spécialisées dans la promotion des modes actifs (ADAVA- APROVEL- LVDE- Action vélo- Vélo sapiens et CVV).

L'association a déposé une demande de subvention pour une action spécifique d'organisation d'une

rencontre publique à Marseille « *le vélo dans tous ses états, quelle place pour le vélo dans le Département et la Métropole ?* » au mois de mars 2019.

Les objectifs de cette action sont les suivants :

- Mettre en valeur et assurer le suivi du plan vélo de la Métropole ;
- Montrer la volonté du réseau associatif et de la Métropole de voir enfin « le système global vélo » mis en œuvre de façon planifié avec un financement pérennisé ;
- Présenter le vélo « dans tous ses états » (services, emplois, transition écologique, tourisme, santé, aménagement du territoire...);
- Informer les collectivités (techniciens, élus), les associations d'entreprises, le réseau des bénévoles ;
- Favoriser les rencontres tout au long de la journée d'échanges.

Au vu des objectifs de l'action proposée par l'association RAMDAM et de leur cohérence avec les objectifs inscrits au sein de l'Agenda de la Mobilité Métropolitaine, il est proposé de soutenir l'association RAMDAM pour la réalisation de cette action.

Il est proposé d'accorder une aide d'un montant de 3200 euros TTC à cette association, sous la forme d'une subvention.

Il est précisé qu'il convient de déroger à l'article 12.2 du Règlement Budgétaire et Financier, et d'approuver le versement de la subvention après réalisation de l'action.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La délibération n° HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 relative à l'approbation du règlement budgétaire et financier de la Métropole Aix-Marseille Provence,
- La délibération FAG 21-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;

- L'information aux Conseils de Territoire ;
- L'avis de la commission en charge du suivi et de la cohérence de subventions.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que l'action proposée par l'association RAMDAM s'inscrit dans les objectifs de l'Agenda de la Mobilité Métropolitaine en matière de développement du vélo.

Délibère

Article 1 :

Est attribuée une subvention de 3200 euros TTC à l'association RAMDAM.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget annexe transport 2019 de la Métropole Aix-Marseille-Provence, sous politique C360 nature budgétaire 6574.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TRA 012-5859/19/BM

■ Attribution d'une subvention pour l'année 2019 au profit de l'association Collectif Vélos en Ville - CVV – Approbation d'une convention MET 19/10806/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

L'association Collectif Vélos en Ville - CVV - a pour objet de sensibiliser, de former et de faire participer le public le plus large possible au développement de la pratique du vélo en ville. L'association compte environ 200 bénévoles et 1600 adhérents et dispose d'un local sur Marseille centre-ville.

Outre l'organisation de balades à vélo et l'animation d'un atelier de réparation solidaire, elle propose des vélos écoles adultes et des actions de sensibilisation à la pratique du vélo en ville auprès d'un large public. En parallèle, elle participe à des réunions régulières avec la Métropole sur la question des aménagements cyclables et des services vélos en ville.

En complément d'un soutien à son fonctionnement global, l'association a déposé, pour l'année 2019, une

demande de subvention spécifique pour l'organisation de la fête du vélo.

Au vu des objectifs et actions de l'association et de leur cohérence avec les objectifs inscrits au sein de l'Agenda de la Mobilité Métropolitaine, il est proposé de soutenir cette association suivant des modalités définies dans la convention d'objectif pour l'année 2019.

Il est ainsi proposé d'accorder une aide d'un montant de 20 000 euros TTC en fonctionnement global et de 20 000 euros TTC en fonctionnement spécifique à cette association, soit la somme de 40 000 euros TTC, sous la forme d'une subvention.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La délibération n°HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 relative à l'approbation du Règlement budgétaire et financier de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération FAG 21-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- L'information des Conseils de Territoire.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que l'objet et l'action de l'association Collectif Vélos en Ville s'inscrivent dans les objectifs de l'Agenda de la Mobilité Métropolitaine en faveur du développement des modes actifs.

Délibère

Article 1 :

Est attribuée une subvention d'un montant de 20 000 euros TTC à l'association Collectif Vélos en Ville pour son fonctionnement général

Article 2 :

Est attribuée une subvention d'un montant de 20 000 euros TTC à l'association Collectif Vélos en Ville pour l'organisation de la fête du vélo.

Article 3 :

Est approuvée la convention ci-annexée à conclure avec l'association Collectifs Vélos en Ville accordant une subvention d'un montant total de 40 000 euros TTC pour l'année 2019.

Article 4 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou son représentant, est autorisé à signer cette convention.

Article 5 :

Les crédits nécessaires seront inscrits au budget transport 2019 de la Métropole Aix-Marseille-Provence, sous politique C360 nature budgétaire 6574.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TRA 013-5860/19/BM

■ Attribution d'une subvention pour l'année 2019 à l'association Adava Pays d'Aix MET 19/10809/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

L'association ADAVA PAYS D'AIX a pour objet la promotion des modes alternatifs de déplacements, le vélo, la marche et les transports collectifs. Cette association appartient au réseau national de la Fédération française des Usagers de la Bicyclette (FUB). L'association compte environ 345 adhérents et 45 bénévoles.

Les activités de l'association sont :

- L'organisation d'ateliers vélo participatifs.
- L'école vélo en ville pour adultes

L'agenda de la mobilité métropolitaine affiche des objectifs forts en faveur des modes actifs. La marche et le vélo sont ainsi placés au cœur des actions de la Métropole Aix-Marseille Provence. Il s'agit de déployer leurs usages afin d'en faire des outils de déplacements concurrentiels de la voiture individuelle

sur certains trajets domicile-travail et domicile-étude.

Pour l'année 2019, l'association ADAVA a déposé une demande de subvention pour développer les actions suivantes :

- Atelier vélos participatifs dans le quartier d'Encagnane
- Ecole vélo en ville pour adulte
- Actions de sensibilisation à l'éco-mobilité
- Marquage bicycode des vélos

Au vu des objectifs de l'association ADAVA PAYS D'AIX pour l'année 2019 et de leur cohérence avec les objectifs inscrits au sein de l'agenda de la mobilité métropolitaine, il est proposé de soutenir cette association pour la réalisation de ces actions.

Il est ainsi proposé d'accorder une aide d'un montant de 8000 euros TTC à cette association, sous la forme d'une subvention.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 relative à l'approbation du règlement budgétaire et financier de la Métropole Aix-Marseille Provence ;
- La délibération FAG 21-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- L'information au Conseil de Territoire du Pays d'Aix.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que l'objet de l'association Adava Pays d'Aix s'inscrit dans les objectifs de l'Agenda de la

Mobilité métropolitaine en faveur du développement des modes actifs.

Délibère

Article 1 :

Est attribuée une subvention de 8000 euros TTC à l'association Adava Pays d'Aix pour ses actions spécifiques prévues au titre de l'année 2019 en faveur de la promotion du vélo.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget annexe transport 2019 de la Métropole Aix-Marseille-Provence - Sous Politique C360 - Nature 6574.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TRA 015-5862/19/BM

■ Renouvellement de l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence au Club des Villes et Territoires Cyclables et paiement de la cotisation 2019

MET 19/10841/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Créée en 1989, l'association « Club des Villes et Territoires Cyclables » rassemble plus de 1500 collectivités territoriales autour des enjeux de développement de l'usage du vélo. Force de propositions, le Club est un acteur national et européen majeur. Il participe à tous les grands débats, en France et à l'étranger, pour un meilleur partage de la rue, pour l'aménagement de zones apaisées, pour la sécurité des cyclistes et des piétons et pour encourager les mobilités durables.

Aussi, l'adhésion au Club permet à ses membres de :

- Pouvoir échanger entre collectivités territoriales et établissements publics sur des problématiques communes ou dans des contextes comparables,
- Bénéficier de retours d'expériences sur des réalisations et des initiatives,
- Accéder à un centre de ressources avec accès réservé aux adhérents sur le site Internet,
- Participer aux travaux du Club dans le cadre de démarches nationales comme le "Code de la rue", la sécurité des cyclistes, la promotion de l'usage du vélo, la mise en œuvre d'un Plan national vélo...

Les modes actifs sont une thématique centrale au sein de l'agenda de la mobilité métropolitaine et constituent un enjeu d'importance pour le territoire métropolitain.

Dans ce cadre, la Métropole Aix-Marseille-Provence a fait le choix d'adhérer et de participer à ce réseau

national par délibération n°TRA 015-2339/17/CM du Conseil de la Métropole du 13 juillet 2017 et a renouvelé son adhésion à cette association au titre de l'année 2018.

L'adhésion au Club est soumise à une cotisation annuelle fixée pour les métropoles à 16 500 euros TTC. Au vu de l'importance de ce réseau.

Aussi, au vu de l'importance de ce réseau et des objectifs qu'il poursuit, il est proposé de renouveler l'adhésion de la Métropole pour l'année 2019.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La délibération n° 084-1364/16/CM du Conseil de la Métropole du 15 décembre 2016 désignant un représentant au sein du Club des Villes et Territoires Cyclables ;
- La délibération n° TRA 001-1376/16/CM du Conseil de la Métropole du 15 décembre 2016 approuvant l'agenda de la mobilité métropolitaine ;
- La délibération TRA 015-2339/17/CM du Conseil de la Métropole du 13 juillet 2017 portant adhésion au Club des Villes et Territoires Cyclables ;
- La délibération TRA 014-3541/18/BM du Bureau de la Métropole du 22 mars 2018 portant renouvellement de l'adhésion au Club des Villes et Territoires Cyclables ;
- La délibération FAG 21-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que l'association « Club des Villes et Territoires Cyclables » rassemble des collectivités territoriales autour des enjeux de développement de l'usage du vélo et constitue un acteur majeur, au niveau

national et européen, de la promotion et du développement de ce mode de transport ;

- Que les modes actifs, qui sont une thématique centrale au sein de l'agenda de la mobilité métropolitaine, constituent un enjeu d'importance pour le territoire métropolitain ;
- Qu'à ce titre, et compte tenu des objectifs poursuivis par le « Club des Villes et Territoires Cyclables », la Métropole Aix-Marseille-Provence a adhéré à cette association en 2017 et a renouvelé son adhésion au titre de l'année 2018 ;
- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite renouveler son adhésion au « Club des Villes et Territoires Cyclables » pour l'année 2019 ;
- Qu'il convient d'approuver la cotisation annuelle, d'un montant de 16 500 euros TTC, pour l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à cette association pour l'année 2019.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvés le renouvellement de l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence au Club des Villes et Territoires Cyclables et le paiement de la cotisation 2019 d'un montant de 16 500 euros TTC.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget annexe des transports - Section de Fonctionnement – Sous politique C360 – Nature 6281

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

Commission "Urbanisme et Aménagement"

URB 001-5863/19/BM

**■ Approbation d'une convention d'intervention foncière avec la Ville de Marseille, l'Etablissement Public d'Aménagement Euroméditerranée et l'Etablissement Public Foncier Provence-Alpes-Côte d'Azur sur le site Hoche-Versailles à Marseille - 3ème arrondissement
MET 19/10525/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence compte parmi ses compétences l'habitat et l'aménagement du

territoire et a manifesté une réelle volonté d'investir ces champs de compétence et de soutenir la politique d'amélioration de l'habitat et du logement sur son territoire.

La problématique des copropriétés en difficulté se retrouve sur l'ensemble du territoire de la Métropole Aix-Marseille-Provence et sur le territoire de la Ville de Marseille en particulier.

Depuis une vingtaine d'années, les acteurs publics sont appelés régulièrement au chevet d'un certain nombre de copropriétés dégradées présentant des dysfonctionnements divers.

Au regard des enjeux sociaux majeurs que ces « parcs locatifs sociaux de fait » représentent, l'Etat a fait du traitement des copropriétés en difficulté de Marseille une priorité. Dans ce contexte, un accord partenarial intitulé « Pour une stratégie d'intervention sur les copropriétés dégradées sur la Ville de Marseille » a été signé fin 2017 entre différents acteurs publics. L'objectif est le traitement massif et coordonné d'un certain nombre de copropriétés identifiées comme étant dégradées.

La Métropole Aix-Marseille-Provence a délibéré le 13 décembre 2018 un plan d'actions à court et moyen termes afin de mettre en œuvre, à travers le Programme Local de l'Habitat, une nouvelle stratégie durable de lutte contre l'habitat indigne et dégradé.

L'îlot « Hoche-Versailles » est situé à la Villette aux abords de l'autoroute A7, dans le 3^{ème} arrondissement de Marseille.

D'une superficie parcellaire de 2 045 m², il comprend 8 immeubles anciens dont la dégradation et l'insalubrité sont avérées.

Du fait de sa localisation dans la zone sensible urbaine (ZUS) Centre-Nord, qui fait l'objet d'un projet de renouvellement urbain en collaboration avec l'Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine (ANRU), l'îlot Hoche-Versailles situé au sein du périmètre « Euroméditerranée I », se trouve dans un quartier en profonde mutation puisque l'EPAEM a initié ou lancé un nombre important d'opérations de requalification

En outre, le collège Versailles, contigu à l'îlot, va faire l'objet d'une opération de démolition-reconstruction.

Une étude pré-opérationnelle portant sur les conditions de réhabilitation ou démolition de l'îlot Hoche-Versailles a été engagée en phase diagnostic pilotée par l'Etablissement Public d'Aménagement Euroméditerranée (EPAEM) dans le cadre du protocole de préfiguration du Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain.

Par ailleurs, l'îlot « Hoche-Versailles » fait partie des 6 copropriétés inscrites au Plan Initiative Copropriétés

(PIC) lancé récemment par l'Etat en concertation avec les collectivités locales. Ce plan opérationnel doit permettre aux collectivités d'intervenir de façon plus efficace sur les copropriétés dégradées avec un appui de l'Etat et de ses agences.

Cet îlot qui comprend 8 immeubles, dont un frappé d'un arrêté d'insalubrité, totalise 132 logements en majorité locatifs et concentre des situations de précarité sociale importantes.

Les parties communes des immeubles sont vétustes et nécessitent des aménagements lourds pour améliorer la sécurité des bâtiments.

Les logements occupés par une population majoritairement jeune et très paupérisée sont parfois sur-occupés (8 personnes dans un T2). Ils sont pour la plupart non conformes au règlement sanitaire départemental (RSD) et ne disposent pas des éléments de confort nécessaires à une qualité de vie satisfaisante.

Compte tenu de ces éléments, il est proposé que l'Etablissement Public Foncier PACA, qui réalise l'acquisition de biens immobiliers dans des projets conduits par les partenaires publics, intervienne sur l'îlot Hoche-Versailles dans le cadre d'un dispositif spécifique de portage immobilier le temps de la définition d'un projet urbain pour cet îlot. Cette action foncière a pour objectif la maîtrise foncière des logements afin de procéder, le cas échéant, à toutes les démolitions partielles ou totales nécessaires en vue de réaliser une opération d'aménagement d'ensemble.

Pour ce faire, la Métropole déléguera à l'EPF PACA le Droit de Préemption Urbain Renforcé (DPUR) sur l'ensemble du secteur Hoche-Versailles.

Quant à l'îlot « Pottier-Fourcroy » contigu, d'une superficie parcellaire de 3 915 m² comprenant 30 immeubles, il fera l'objet d'études engagées par l'EPF PACA afin de déterminer les modalités de sa maîtrise foncière totale ou partielle.

La Métropole Aix-Marseille-Provence, la Ville de Marseille, l'Etablissement Public d'Aménagement Euroméditerranée et l'Etablissement Public Foncier PACA ont ainsi convenu de s'associer pour conduire une mission de maîtrise foncière sur l'îlot « Hoche-Versailles » et une mission d'impulsion-réalisation sur l'îlot « Pottier-Fourcroy »

Ainsi, afin de préparer la mutation future de cet îlot, la convention a pour but de mettre en place un portage immobilier permettant à l'EPF PACA l'acquisition de lots et des mesures de gestion renforcée recouvrant des missions techniques et de travaux, des missions de gestion locative et des missions d'accompagnement au relogement.

L'EPAEM poursuivra les études susvisées et définira le projet d'aménagement global. La Métropole apportera son concours en mobilisant les aides de droit commun et assurera la coordination en lien avec la Ville de Marseille, du processus de relogement des habitants.

Le montant de l'engagement financier de l'EPF PACA au titre de la présente convention est fixé à douze millions d'euros, hors taxes et hors actualisation.

La convention prendra fin le 31 décembre 2024 et pourra faire l'objet d'une prorogation si nécessaire.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L 134-11 et suivants et les articles L 153-1 et suivants ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération DEVT 001-672/16/CM du 30 juin 2016 approuvant le lancement de la démarche du Programme Local de l'Habitat Métropolitain ;
- La délibération n° FAG 013-495/16/CM du 30 juin 2016 approuvant le principe comptable de prudence pour le choix du régime des provisions pour risques ;
- La délibération FAG 21-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole.;
- La délibération du 11 mars 2019 du Conseil d'Administration de l'Etablissement Public Foncier PACA ;
- La délibération DEVT 012-13/12/18 CM du 13 décembre 2018 approuvant une stratégie territoriale durable et intégrée de Lutte contre l'Habitat Indigne et Dégrade ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 14 mai 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence a délibéré le 13 décembre 2018 un plan d'actions à court et moyen termes afin de mettre en œuvre une nouvelle stratégie durable de lutte contre l'habitat indigne et dégradé.
- Que l'îlot « Hoche-Versailles » situé à l'intérieur du périmètre de l'extension d'Euromed est inscrit dans le Programme de Priorité Nationale.
- Qu'il est nécessaire de mener une mission de maîtrise foncière sur la copropriété l'îlot « Hoche-Versailles » en vue de réaliser une opération d'aménagement d'ensemble. Et de lancer les études en lien avec l'OIN Euromed sur l'îlot « Pottier – Fourcroy ».

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention d'intervention foncière ci-annexée en phase Impulsion/réalisation sur le site « Hoche-Versailles » à Marseille entre la Métropole Aix-Marseille-Provence, la Ville de Marseille, l'Etablissement Public d'Aménagement Euroméditerranée et l'Etablissement Public Foncier de Provence-Alpes-Côte d'Azur.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention et tous documents y afférents.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 002-5864/19/BM

■ **Approbation de l'avenant n° 1 à la convention d'intervention foncière sur le site "Docks Libres - Moulins - Villette" conclu avec la Ville de Marseille et l'Etablissement Public Foncier Provence-Alpes-Côte d'Azur.**

MET 19/10593/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Le Schéma de Cohérence Territoriale (SCOT), le Plan local de l'habitat (PLH) et la stratégie économique de MPM identifient des objectifs de développement et de renouvellement urbain notamment en matière d'habitat et d'économie.

Le SCOT recommande la mise en œuvre d'une politique foncière volontariste et anticipatrice qui s'appuie sur des dispositifs partenariaux et innovants, approuvée par délibération du 3 juillet 2015.

Sur le territoire de projets d'Euroméditerranée et son extension, il recommande de poursuivre le renouvellement des quartiers de l'Opération d'intérêt national (OIN) et de développer l'accroche et l'effet levier sur les quartiers en frange directe.

Ces ambitions sont poursuivies dans les travaux du Plan Local d'Urbanisme Intercommunal (PLUI) qui aura pour objectif d'impulser une dynamique de développement durable privilégiant le renouvellement urbain. Cette dynamique est par ailleurs traduite dans le Plan d'Action Foncière (PAF) du territoire de Marseille Provence approuvé le 15 décembre 2016 par délibération du Conseil de la Métropole.

Dès 2003, la Ville de Marseille a approuvé les principes de renouvellement durable de la « Façade Maritime Nord », afin d'enrayer le processus de déclin et de créer les conditions favorables au développement économique, à la diversification de l'habitat et à la requalification du cadre de vie.

La Ville de Marseille et l'Etablissement Public Foncier (EPF PACA) ont signé en 2003 sur ce périmètre une convention opérationnelle d'observation et de veille foncière active afin d'éviter des mutations foncières à des prix trop élevés et de contrôler les terrains stratégiques pour la réalisation de futurs projets urbains.

C'est dans ce cadre que l'EPF PACA a acquis en 2005 les terrains dits « Docks libres » dans le 3^{ème} arrondissement, consistant en d'anciens entrepôts industriels sur 27 500 m².

Le Territoire de la « Façade Maritime Nord » fait, par ailleurs, l'objet depuis 2005 d'un périmètre de zone d'aménagement différé (ZAD) qui a permis de conforter l'action des opérateurs dans une perspective foncière de renouvellement urbain équilibré et de réhabilitation du tissu urbain.

Son renouvellement avec extension a été approuvé par délibération du 23 octobre 2015 du Conseil de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole (CUMPM).

Une étude urbaine sur 40 hectares autour des « Docks libres » a donné lieu à la signature en janvier 2012 d'une convention d'intervention foncière sur le périmètre « Docks Libres – Moulins – Villette », qui avait notamment pour objet la réalisation, sur les emprises des Docks Libres d'une première phase immobilière comprenant logements, commerces, bureaux et crèche.

Cette convention complétée par un avenant en 2013 a également permis de poursuivre une mission de veille puis d'action foncière sur les secteurs dits « Moulins »

et « Villette » et de constituer un patrimoine comprenant des logements et des locaux d'activité.

La problématique de la mutation urbaine de ce périmètre représentant un enjeu particulièrement important dans le développement urbain de ce secteur de la ville, il était impératif de constituer un partenariat élargi à la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole (CUMPM) qui a donné lieu à la conclusion d'une convention d'intervention foncière en phase d'impulsion, approuvée par délibération du 21 décembre 2015 du Conseil de la CUMPM, substituée depuis par la Métropole Aix-Marseille-Provence, en vue de la mise en œuvre d'études pré-opérationnelles.

Aujourd'hui il y a lieu, compte tenu du contexte de faire évoluer cette convention. En effet, la Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé le 13 décembre 2018 un plan d'action à court et moyen termes afin de mettre en œuvre, à travers le Programme Local de l'Habitat (PLH), une nouvelle stratégie durable de lutte contre l'habitat indigne et dégradé.

Cette stratégie, qui entend lutter plus efficacement contre l'inacceptable, nécessite d'intégrer les polices de l'habitat à la politique générale conduite sur le territoire à travers le Programme Local de l'Habitat : il s'agit de produire, construire, réhabiliter, renouveler, diversifier.

La propriété privée constitue les trois quarts du parc habité et la source principale du mal-logement, c'est pourquoi, un des enjeux forts du Plan de Lutte contre l'habitat indigne consiste à pouvoir lancer, si nécessaire, dans des délais maîtrisés et contraints des procédures d'acquisition forcée.

En tout état de cause, la Métropole s'engage à intervenir dans les quatre prochaines années avec les outils existants sur quelques 250 immeubles très dégradés, situés dans le centre ancien ou dans des secteurs relevant de la lutte contre l'habitat dégradé.

Ainsi, la Métropole a décidé de s'engager sans délais dans l'action avec les outils existants et à solliciter l'EPF PACA, signataire de plusieurs conventions d'intervention foncière opérationnelles dans Marseille.

Il y a lieu aujourd'hui de faire évoluer la convention en vigueur, et de la transformer en convention d'intervention foncière en phase réalisation.

En effet, aujourd'hui la Métropole AMP souhaite que l'EPF PACA puisse poursuivre la maîtrise foncière préalablement engagée pour produire et constituer la réserve foncière nécessaire à la reconstitution de l'offre et ce, par acquisitions amiables, préemptions et expropriations.

Pour ce faire, l'EPF doit être en capacité d'engager une procédure de Déclaration d'Utilité Publique (DUP) avec enquêtes parcellaires.

S'agissant des immeubles vacants en bon état structurel, ceux-ci pourront faire l'objet d'une occupation transitoire, étant précisé que les recettes locatives viendront en déduction des prix de cession.

Enfin, l'EPF pourra mobiliser les fonds SRU afin de permettre une minoration foncière et assurer l'équilibre économique des opérations.

Le présent avenant proroge la durée de la convention de 4 ans. La convention prendra fin le 31 décembre 2024.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L 134-11 et suivants et les articles L 153-1 et suivants ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République. Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La délibération AEC 009-398/12/CC du 29 juin 2012 approuvant le Schéma de Cohérence Territoriale (SCOT) ;
- La délibération AEC 017-1602/15/CC du 21 décembre 2015 approuvant une convention d'intervention foncière sur le site des « Docks libres-Moulin-Villette » ;
- La délibération DEVT 001-672/16/CM du 30 juin 2016 approuvant le lancement de la démarche du Programme Local de l'Habitat Métropolitain ;
- La délibération n° FAG 013-495/16/CM du 30 juin 2016 approuvant le principe comptable de prudence pour le choix du régime des provisions pour risques ;
- La délibération FAG 21-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La délibération du 11 mars 2019 du Conseil d'Administration de l'Etablissement Public Foncier PACA ;
- La délibération DEVT 012-13/12/18 CM du 13 décembre 2018 approuvant une stratégie territoriale durable et intégrée de Lutte contre l'Habitat Indigne et Dégrade ;

- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 14 mai 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la production de foncier en renouvellement urbain et un enjeu majeur pour le développement de la Métropole ;
- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence a délibéré le 13 décembre 2018 un Plan d'actions à court et moyen termes afin de mettre en œuvre une nouvelle stratégie durable de lutte contre l'Habitat indigne et dégradé ;
- Qu'il est nécessaire d'ajuster les modalités d'exécution de la convention afin de mettre en œuvre une stratégie d'intervention foncière en phase de réalisation et en vue d'optimiser l'action des partenaires.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé l'avenant n° 1 à la convention d'intervention foncière sur le site « Docks libres – Moulins – Villette » conclu entre la Métropole Aix-Marseille-Provence, la Ville de Marseille et l'Etablissement Public Foncier Provence-Alpes-Côte d'Azur.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer cet avenant et tous les documents y afférents.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 003-5865/19/BM

**■ Approbation d'une convention d'intervention foncière en phase Impulsion-Réalisation avec l'Etablissement Public Foncier Provence-Alpes-Côte d'Azur et la commune de Venelles sur le site Venelles Sud
MET 19/10516/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence a engagé avec l'Etablissement Public Foncier Provence-Alpes-Côte d'Azur (EPF PACA) un partenariat dont l'objectif principal est de mobiliser du foncier afin de répondre aux enjeux des politiques sectorielles relatives au champ de compétence de l'aménagement de l'espace, et plus prioritairement, aux thématiques de développement de l'habitat et des activités économiques.

Dans ce cadre, le secteur dit « Les Logissons » situé au Sud de la commune de Venelles, pôle structurant du Pays d'Aix comprenant le pôle d'activités éponyme, fait l'objet d'une convention d'anticipation foncière entre la commune de Venelles, la Métropole et l'Etablissement Public Foncier depuis 2009, renouvelée et toilettée en décembre 2017.

Cet espace stratégique de la commune au centre d'enjeux importants d'aménagement a vocation à accueillir une mixité de fonctions sur certaines poches en vue de permettre la réalisation de logements. L'organisation des déplacements internes au site afin notamment de désenclaver une partie de la zone d'activités mais également en lien avec la Métropole (Réseau Express Métropolitain, pôle gare) est essentielle pour un développement équilibré.

La convention « Les logissons 2 » ainsi que la précédente ont d'ores et déjà permis de maîtriser des emprises stratégiques à hauteur de 6,5 hectares et parallèlement d'initier des études sur certains secteurs.

Depuis la signature de cette convention, la commune a défini différents sites prioritaires et affiné son projet. En s'appuyant sur une étude du Conseil d'Architecture d'Urbanisme et de l'Environnement, elle a travaillé sur la cohérence entre les différents sites de projets, la trame de desserte et les équipements nécessaires à l'articulation des projets entre eux mais aussi avec le reste du secteur des Logissons.

Aujourd'hui compte tenu de l'avancée des réflexions sur un certain nombre de périmètres structurants, le projet de la commune de Venelles et de la Métropole est de poursuivre le travail avec l'Etablissement Public Foncier à travers deux contractualisations différentes adaptées à l'avancement des projets :

- le maintien de la convention d'anticipation foncière dite « Les Logissons 2 » avec un avenant pour entériner à la fois la réduction du périmètre liée au basculement d'un certain nombre de tènements dans la nouvelle CIF Venelles Sud et la réduction du montant de la garantie de rachat liée à la convention ;
- une nouvelle convention d'intervention foncière en phase Impulsion-Réalisation appelée Venelles Sud sur les sites à enjeux.

Ainsi, la nouvelle convention, objet de la présente délibération, comprend plusieurs périmètres situés sur la partie sud de Venelles et s'étendant sur une

superficie d'environ 28 hectares : le secteur Madeleine Bonnaud (45 logements envisagés dont 18LLS), le secteur les Michelons (125 logements environ dont 55LLS), les Ribas (180 et 200 logements dont 55 à 58 LLS), le périmètre Verdon (locaux d'activités et 50 LLS) ainsi que deux périmètres stratégiques nécessaires à la restructuration de la zone notamment en termes de desserte et de désenclavement de la partie Est de la zone d'activités.
Au total, l'ensemble des sites doit permettre de créer environ 400 logements dont 150 LLS.

S'agissant des principales modalités juridiques et financières, la convention prendra effet à compter de sa notification et prendra fin au 31 décembre 2024. La garantie de rachat est fixée dans la présente convention à 20 millions d'euros, non compris les débours éventuels correspondant à des sommes minimales (gestion de proximité). Elle correspond au montant prévisionnel nécessaire pour réaliser l'ensemble de la maîtrise foncière du site.

Il est également proposé dans cette nouvelle convention que les recettes locatives dégagées par l'Etablissement Public Foncier à hauteur de 140 000 €/an sur les fonciers déjà maîtrisés puissent venir en déduction des prix de revient en application de la délibération du Conseil d'administration de l'Etablissement Public Foncier en date du 30 novembre 2017.

Par ailleurs, compte-tenu de la spécificité du secteur (zone d'activités), il a été prévu dans la convention la possibilité pour chacun des partenaires de participer à la relocalisation éventuelle d'une entreprise en tant que de besoin. Dans cette hypothèse, une contractualisation spécifique sera mise en place.

En effet, si les différents secteurs repérés comme stratégiques ne sont pas au même stade de maturation, il apparaît que certains d'entre eux comme Les Ribas (secteur de renouvellement urbain comportant plusieurs propriétés bâties et occupées) sont difficilement équilibrables au regard des prix du foncier et des équipements nécessaires à la zone.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

- La délibération n°039-2954/17/BM du Bureau de la Métropole du 14 décembre 2017 approuvant la convention d'anticipation foncière avec l'Etablissement Public Foncier et la commune de Venelles sur le site des Logissons 2 ;
- La délibération FAG 21-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 9 mai 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de procéder à l'approbation de la convention d'intervention foncière en phase Impulsion réalisation portant sur le site « Venelles Sud ».

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention d'intervention foncière en phase Impulsion réalisation sur le site Venelles Sud conclue avec l'Etablissement Public Foncier PACA et la commune de Venelles.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention et toutes les pièces liées à ce dossier.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 004-5866/19/BM

**■ Approbation de l'avenant n°1 à la convention d'anticipation foncière conclue avec l'Etablissement Public Foncier Provence-Alpes-Côte d'Azur et la commune de Venelles sur le site des Logissons 2
MET 19/10517/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La commune de Venelles, la Métropole et l'Etablissement Public Foncier ont signé une

convention d'anticipation foncière le 29 décembre 2017, appelée « Les Logissons 2 » portant sur près de 78 hectares.

Cette convention ainsi que la précédente ont permis de maîtriser des emprises stratégiques à hauteur de 6,5 hectares et parallèlement d'initier des études sur certains secteurs.

Depuis la signature de cette convention, la commune a défini différents sites prioritaires et affiné son projet. En s'appuyant sur une étude du Conseil d'Architecture d'Urbanisme et de l'Environnement, elle a travaillé sur la cohérence entre les différents sites de projets, la trame de desserte et les équipements nécessaires à l'articulation des projets entre eux mais aussi avec le reste du secteur des Logissons.

Aujourd'hui, compte tenu de l'avancée des réflexions sur un certain nombre de périmètres structurants, le projet de la commune de Venelles et de la Métropole est de poursuivre le travail avec l'Etablissement Public Foncier à travers deux contractualisations différentes adaptées à l'avancement des projets :

- une nouvelle convention d'intervention foncière appelée Venelles Sud sur des sites à enjeu comprenant l'OAP Madeleine Bonnaud, l'OAP Les Michelons, le sous-secteur des Ribas, le site Projet Verdon et les espaces stratégiques nécessaires à la restructuration de la zone notamment en termes de desserte et de désenclavement Est de la zone d'activités ;

- le maintien de la convention d'anticipation foncière dite « Les Logissons 2 » avec un avenant pour entériner à la fois la réduction du périmètre lié au basculement d'un certain nombre de tènements dans la nouvelle Convention d'Intervention Foncière Venelles Sud et la réduction du montant de la garantie de rachat liée à la convention.

Concernant cet avenant, objet de la présente délibération, le périmètre est ainsi réduit à 55 hectares. Le montant de la convention est ramené de 12,5 millions d'euros à 8 millions d'euros et correspond à la garantie de rachat sur laquelle s'engage la Métropole.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°039-2954/17/BM du Bureau de la Métropole du 14 décembre 2017 approuvant la convention d'anticipation foncière avec l'Etablissement Public Foncier et la commune de Venelles sur le site des Logissons 2 ;
- La délibération FAG 21-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole.
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 9 mai 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de procéder à l'approbation de l'avenant n° 1 à la convention portant sur le site « Logissons 2 » afin d'en réduire le périmètre et le montant en garantie de rachat dédié.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé l'avenant n°1 à la convention d'intervention foncière sur la zone des Logissons 2 conclue avec l'Etablissement Public Foncier Provence-Alpes-Côte d'Azur et la commune de Venelles.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cet avenant et toutes les pièces liées à ce dossier.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 005-5867/19/BM

■ Approbation de l'avenant n°3 à la convention relative à l'opération d'aménagement d'intérêt métropolitain "Projet Urbain Partenarial du Secteur des Bords de l'Etang/Quartier du Lion" sur la commune de Vitrolles avec la Ville de Vitrolles et la SPLA Pays d'Aix Territoires MET 19/10600/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Ville de Vitrolles a engagé une opération ayant pour objet l'aménagement du secteur des anciens entrepôts de l'aéroport, quartier des Bords de l'Etang, en vue de la mise en œuvre d'un programme de constructions comportant : environ 500 logements collectifs, commerces et services, ainsi qu'un futur équipement public (un groupe scolaire), accompagnés de la création d'une nouvelle voie publique de desserte et de l'aménagement d'un carrefour d'accès sur la RD20. Il s'agit d'un foncier appartenant à la SNC COGEDIM PROVENCE d'une superficie totale d'environ 74 550 m².

La convention de Projet Urbain Partenarial (PUP), signée entre la Ville de Vitrolles et la SNC COGEDIM PROVENCE, le 2 juillet 2015, a fixé le régime et le montant des participations d'urbanisme requises par ce projet.

La Ville de Vitrolles a souhaité confier à la SPLA "Pays d'Aix Territoires" une convention pour la réalisation des travaux nécessaires à l'opération Quartier du Lion (objet du PUP).

Par délibération du Conseil de la Métropole n° MET 17/4627/CM, du 19 octobre 2017, l'opération dénommée "Projet Public Partenarial des Bords de l'Etang" a été reconnue "d'intérêt métropolitain" conformément à l'Article L300-14 du Code de l'Urbanisme, transférant, ainsi, la Maîtrise d'Ouvrage de l'opération à la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Un Avenant tripartite a acté le transfert de Maîtrise d'Ouvrage de cette opération à la Métropole tout en conservant le rôle de la Ville dans la mise en œuvre de l'opération.

L'opération desservie par la RD20 nécessite la réalisation d'un giratoire. GRT GAZ disposant d'un réseau de transport de gaz naturel sous l'emprise de la RD20 demande la mise en place de mesures conservatoires pour sécuriser ses ouvrages dans le cadre de l'aménagement du rond-point. Afin de sécuriser la conduite de gaz, il est nécessaire de réaliser ces travaux.

Ces travaux, et leur prise en charge financière, n'ayant pas été identifiés lors de l'élaboration du Projet Urbain Partenarial, il est nécessaire d'apporter une modification au programme de travaux confié à la SPLA et au bilan prévisionnel. Le montant des travaux liés à la couverture de la conduite GRTGAZ est de 128 000 € HT. Le budget de l'opération serait ainsi porté à 4 997 000 € HT.

Cette modification de programme reste dans l'enveloppe budgétaire de l'Autorisation de Programme n°DI312AP - inscrit sur le budget principal, fixée à 5 640 000 € TTC millions d'euros.

A noter que les dépenses liées à l'eau et à l'assainissement sont inscrites sur les budgets annexes correspondant.

Il convient donc de signer un avenant n°3 à la convention pour la réalisation des travaux du « PUP quartier du Lion » à Vitrolles afin d'intégrer la réalisation des travaux liés à la sécurisation de la conduite GRT GAZ au programme des travaux.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération cadre relative à l'intérêt métropolitain n° MET 17/3162/CM du 30 mars 2017 ;
- La délibération n° MET 17/4627/CM du 19 octobre 2017 relative à la définition de l'intérêt métropolitain pour la définition, création et réalisation d'opérations d'aménagement;
- La délibération n° MET 18/7673/CM du 28 juin 2018 relative à l'approbation des conditions de transfert de l'opération d'aménagement d'intérêt métropolitain « PUP du secteur des Bords de l'Etang Quartier du Lion » sur la commune de Vitrolles;
- La délibération n° MET 18/7680/BM du 28 juin 2018 relative à l'approbation de l'avenant n°2 avec la ville de Vitrolles et la SPLA Pays d'Aix Territoires pour la réalisation de l'opération d'aménagement d'intérêt métropolitain « PUP du secteur des Bords de l'Etang Quartier du Lion » sur la commune de Vitrolles;
- La délibération n° FAG 021- 5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 9 mai 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il s'agit de la mise en sécurité d'une conduite de gaz au droit d'une nouvelle opération produisant environ 500 logements.
- Que l'augmentation du budget travaux reste dans l'enveloppe financière de l'Autorisation de programme n°DI312AP
- Que ces travaux n'étaient pas prévus dans le programme de travaux de la convention initialement confié à la SPLA du Pays d'Aix
- Qu'un avenant à cette convention est nécessaire pour intégrer ces nouvelles dépenses

Délibère

Article 1 :

Est approuvé l'avenant n°3 à la convention confiée à la SPLA Pays d'Aix Territoires pour la réalisation de l'opération d'aménagement « Quartier du Lion/ secteurs des Bords de l'Etang » à Vitrolles.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cet avenant.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 006-5868/19/BM

**■ Approbation d'une convention de Projet Urbain Partenarial avec la Commune de Saint-Zacharie et M. Abbou - PUP Le Coteau de Favard
MET 19/10613/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La commune de Saint Zacharie, souhaite engager en partenariat avec un opérateur, M. ABBOU, un lotissement de 21 lots dont un réservé pour la construction de 10 logements sociaux.
L'assiette de l'opération, d'une surface de 18 140 m², est composée des parcelles cadastrées section A numéro 196 et 198.

Ce projet de lotissement nécessite l'extension du réseau d'électricité de 190 m en dehors du périmètre de l'opération.

Le montant prévisionnel des travaux est de 21 641,66 €HT (avis ENEDIS).

Ces travaux rendus nécessaires par l'opération seront financés dans le cadre d'un Projet Urbain Partenarial. Le projet de convention de PUP (comprenant le périmètre d'application) figure en annexe de la

présente délibération.

En application de l'article L.332-11-3 du Code de l'Urbanisme, le coût des travaux sera réparti en respectant les principes de proportionnalité et de nécessité.

Au vu de la nature des travaux nécessaires uniquement à l'opération, la totalité du coût des travaux est à la charge de l'opérateur.

L'autorité compétente pour signer la convention est la collectivité compétente en matière de PLU, soit la Métropole Aix-Marseille-Provence. Toutefois, considérant que la charge du financement des travaux d'extension du réseau d'électricité incombe, pour la part non assumée par ENEDIS au titre du TURPE, à la Commune en raison de sa compétence pour délivrer l'autorisation du droit des sols générant le besoin d'extension dudit réseau, ladite convention prévoira que la participation liée à la réalisation desdits équipements soit versée à la Commune.

La convention de PUP prévoit les modalités de versement de la participation à savoir, un versement au plus tard le 29 novembre 2019.

La Commune s'engage à démarrer les travaux en coordination avec l'avancement du chantier de l'opération immobilière.

En vertu de l'article L.332-11-4 du Code de l'Urbanisme, les constructions édifiées dans le périmètre adossé à la convention de PUP sont exonérées de taxe d'aménagement pendant 6 ans.

Il convient donc d'approuver la convention du PUP ci-jointe et ainsi engager la mise en œuvre de cette opération d'aménagement.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération N°FAG 21-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;

- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile du 14 mai 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que le projet porté par l'opérateur répond aux enjeux de développement urbain de la commune ;
- Qu'il nécessite la réalisation de travaux d'équipements publics ;
- Que ces travaux seront financés via un PUP.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention de PUP entre la Métropole Aix-Marseille-Provence, la Commune de Sainte Zacharie, et M. ABOU pour la mise en œuvre du projet « Le Coteau de Favard » sur la commune de Saint Zacharie.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer l'ensemble des pièces nécessaires à la mise en œuvre de la convention de PUP.

Article 3 :

Il est précisé qu'en application de l'article L. 332-11-4 du Code de l'Urbanisme, les constructions édifiées dans le périmètre de la convention sont exclues du champ d'application de la part communale de la taxe d'aménagement pendant une durée de 6 ans, à compter de l'affichage au siège de la Métropole et de l'Hôtel de ville de Saint Zacharie de la mention de la signature de la convention.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 007-5869/19/BM

**■ Modification du programme des équipements publics de la Zone d'Aménagement Concerté de la Capelette à Marseille 10ème arrondissement - Approbation de l'avenant 18 à la convention de concession
MET 19/10615/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Ville de Marseille a conduit un ensemble d'opérations de requalification urbaine autour du projet « Marseille Grand Est » qui s'étend de la ZAC du Rouet jusqu'à la ZAC de Vallon Régny.

Une des opérations concerne la requalification des friches industrielles de la Capelette.

Par délibération n°96/450/EUGE du 22 juillet 1996, le Conseil Municipal de la Ville de Marseille a approuvé la convention de concession de la Capelette consentie à Marseille Aménagement sur un secteur de 5,7 ha.

Afin de se doter d'un outil adapté aux objectifs d'aménagement du secteur, le Conseil Municipal de la Ville de Marseille par délibération n°02/1224/TUGE du 16 décembre 2002 a approuvé les objectifs et les principes d'aménagement d'une ZAC dite de la Capelette, et a défini les modalités d'organisation de la concertation préalable à sa création.

Le dossier de création de la ZAC de la Capelette, d'une superficie de 75 ha a été approuvé par délibération du Conseil municipal de la Ville de Marseille n°04/1029/TUGE du 15 novembre 2004. Le programme des équipements publics a été validé au Conseil Municipal de la Ville de Marseille du 20 octobre 2006 et au Conseil de Communauté de Marseille Provence Métropole du 9 octobre 2006 (à laquelle se substitue la Métropole Aix-Marseille-Provence depuis le 1er janvier 2016). Il prévoyait initialement une école de 8 classes pour un montant estimé à 5 000 000 euros.

Cette école du fait de difficultés de maîtrise foncière a été réalisée à titre provisoire en l'attente de la construction d'un groupe scolaire définitif et est aujourd'hui saturée. Par ailleurs, de nouveaux projets comportant une production significative de logements en réflexion aux abords de la ZAC conduisent également à revoir le dimensionnement du futur groupe scolaire qui viendra remplacer l'équipement scolaire temporaire.

Il est donc nécessaire d'acter :

- le redimensionnement de l'équipement scolaire prévu au programme des équipements publics de la ZAC pour prendre en compte les besoins supplémentaires générés par les opérations de construction aux abords de la ZAC et donc la modification du programme des équipements publics de la ZAC de la Capelette afin de prévoir un groupe scolaire de 16 classes et un gymnase. Le coût prévisionnel de cet équipement est évalué à 15 800 000 euros HT soit 18 960 000 euros TTC.
- l'accord de la Ville de Marseille sur les modalités de réalisation et de financement de cet équipement. A noter que le groupe

scolaire dont l'augmentation de capacité est liée à des programmes de logements extérieurs à la ZAC, sera inscrit au programme des équipements publics d'un Projet Urbain Partenarial et fera donc l'objet d'un co-financement par les constructeurs des-dits programmes.

- la réalisation du groupe scolaire par la SOLEAM aménageur de la ZAC.

Ainsi, il convient de mettre à jour le Programme des Equipements Publics de la ZAC afin d'acter l'évolution de la capacité du groupe scolaire ainsi que de ses modalités de financement et de réalisation.

La Ville de Marseille s'est prononcée favorablement sur ces dispositions par délibération de son conseil municipal du 1^{er} avril 2019.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°19/0201/UAGP du Conseil Municipal de Marseille du 1^{er} avril 2019 approuvant la modification du programme des équipements publics de la ZAC de la Capelette ;
- La délibération FAG 21-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'avis du Conseil de Territoire de Marseille-Provence du 14 mai 2019

Où il le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- La nécessité de modifier le programme des équipements publics de la ZAC de la Capelette

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la modification du Programme des Equipements Publics (annexe 1), conformément à l'article R 311-8 du Code de l'Urbanisme.

Article 2 :

Est actée la participation financière de la Ville de Marseille d'un montant arrondi à 19 000 000 euros TTC pour la réalisation du groupe scolaire et du gymnase.

Article 3 :

Est approuvé l'avenant n°18 ci-annexé à la convention de concession d'aménagement (annexe 2) pour acter la réalisation du groupe scolaire de la ZAC de la Capelette par la SOLEAM,

Article 4 :

La présente décision fera l'objet des mesures de publicité prévues à l'article R 311-5 du Code de l'Urbanisme

Article 5 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou son représentant, est autorisé à signer cet avenant et à prendre toutes dispositions y concourant.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 008-5870/19/BM

**■ Transfert à titre gratuit par la commune de Miramas des parcelles cadastrées section BT n° 180 et n° 182, sises rue Castagne, au bénéfice de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans le cadre de la régularisation de l'assiette foncière du cinéma le Comoedia.
MET 19/10777/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est propriétaire de la parcelle cadastrée section BT n° 179, sise Rue Castagne à Miramas, supportant l'équipement public du cinéma le Comoedia.

La commune de Miramas est propriétaire des parcelles cadastrées section BT n° 180 et n° 182,

d'une contenance cadastrale totale d'environ 176 m², situées Rue Castagne à Miramas.

Ces terrains susvisés supportent l'accès aux Personnes à Mobilité Réduite du cinéma, un quai de déchargement ainsi que le parking du personnel.

Dans le cadre de la régularisation de l'assiette foncière du cinéma le Comoedia à Miramas, la Métropole Aix-Marseille-Provence a manifesté son intérêt pour le transfert à titre gratuit à son profit desdites parcelles, d'une superficie totale d'environ 176 m².

La commune de Miramas a donné son accord sur les modalités de cette transaction foncière.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- La délibération FAG 21-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence 13 mai 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le transfert à titre gratuit par la commune de Miramas des parcelles cadastrées section BT n° 180 et n° 182, sises rue Castagne, d'une contenance cadastrale totale d'environ 176 m², au profit de la Métropole Aix-Marseille-Provence, dans le cadre de la régularisation de l'assiette foncière du cinéma le Comoedia à Miramas.

Article 2 :

Ce transfert de propriété à titre gratuit interviendra par acte authentique en la forme administrative.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer l'acte authentique et tous les documents découlant de la présente délibération.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 009-5871/19/BM

■ Approbation d'une convention entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la SNCF Réseau relative aux études de libération d'emprises sur le secteur de la Gare de Miramas MET 19/11171/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre de sa compétence dans le domaine de l'aménagement, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'est engagée dans une réflexion sur la redynamisation du centre-ville de Miramas et la mise en œuvre d'un projet urbain multi-sites de part et d'autre du réseau ferré et principalement aux abords de la gare SNCF et à proximité de la zone FRET.

Une étude de recensement des installations ferroviaires a permis d'identifier que de telles installations étaient présentes dans la zone cessible nécessitant, en conséquence, d'être déposées ou déplacées pour permettre la cession du terrain.

Dès lors, un travail collaboratif entre la Métropole et la Direction Immobilière Territoriale de la SNCF Réseau s'est engagé, l'objectif étant de proposer une solution adaptée à la libération des emprises foncières au Sud de la gare tout en conservant les fonctionnalités du site. Pour ce faire, une étude dite de libération d'emprise s'avère indispensable.

Or, lorsque des projets d'aménagement urbain et/ou des travaux concernent le périmètre de maîtrise d'ouvrage ferroviaire de la SNCF Réseau, comme dans le cas d'espèce, toute étude de libération d'emprise est nécessairement commandée par la SNCF Réseau auprès de son équipe technique dédiée et dénommée Ingénierie et Projets Solutions (I&P Solutions).

Cette étude doit permettre de définir la faisabilité et le coût de réalisation des travaux de déconnexion, de déposes, de déplacements ou de démolitions éventuelles des installations ferroviaires nécessaires pour procéder à la cession. Il est attendu de la part de la SNCF Réseau de déterminer les aménagements

ferroviaires nécessaires pour libérer de façon anticipée l'Accès Nord du site.

L'étude que réalisera I&P Solutions le sera pour le compte de la SNCF Réseau qui en reste seule propriétaire. Néanmoins, dans la mesure où les résultats de celle-ci s'inscriront nécessairement dans l'opération globale d'aménagement urbain et paysager du site stratégique de la gare de Miramas portée par la Métropole, il est prévu que la Métropole participe au financement de celle-ci pour un montant de 35 000 € H.T.

L'étude comprendra un état des lieux ferroviaires, une étude et descriptif des travaux nécessaires à la libération d'emprise, une estimation de niveau Étude Préliminaire, ainsi qu'un projet de planification des études et des travaux.

Elle permettra ainsi de définir une limite de cession précise des terrains et d'identifier les travaux nécessaires à la libération des emprises ferroviaires.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 021-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégations de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence du 13 mai 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la mission confiée par SNCF Réseau à sa branche Ingénierie & Projets contribue à l'aménagement du site stratégique du quartier de la gare de Miramas ;

- Qu'il est nécessaire de participer au financement des études de libération d'emprises sur le secteur de la Gare de Miramas.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention ci-annexée, entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la SNCF Réseau relative aux études de libération d'emprises sur le secteur de la Gare de Miramas.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer la convention et à prendre toutes dispositions y concourant.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget 2019 de la Métropole Aix-Marseille-Provence - Chapitre 2017501600 - Nature 2031- Opération 2017501600.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 010-5872/19/BM

**■ Approbation d'une convention entre la Métropole-Aix-Marseille-Provence et la SNCF Réseau relative aux études de prolongement du passage souterrain sur la Gare de Miramas
MET 19/11176/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre de sa compétence dans le domaine de l'aménagement, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'est engagée dans une réflexion sur la redynamisation du centre-ville de Miramas et la mise en œuvre d'un projet urbain multi-sites dont l'enjeu est de « recoudre » les deux rives du centre-ville, de part et d'autre de la voir ferrée.

La Métropole travaille en étroite collaboration avec la Direction Générale Industrielle et Ingénierie de la SNCF Réseau qui a la charge de proposer une solution adaptée du passage souterrain actuel, donnant accès aux quais voyageurs depuis l'Avenue du Maréchal Juin.

En effet, lorsque des projets d'aménagement urbain et/ou des travaux concernent le périmètre des installations ferroviaires dont SNCF Réseau est propriétaire, il lui appartient d'assurer la maîtrise d'ouvrage des études.

En l'espèce, il est spécifié que le tracé et l'implantation des ouvrages coté ville devront être étudiés en coordination avec le maître d'ouvrage et l'équipe d'architecte Germe et Jam.

Il est attendu de la part de SNCF Réseau de déterminer les aménagements répondant aux normes PMR en vigueur nécessaires (rampe, ascenseur, escalier ...)

Cette solution doit être en cohérence avec les futurs aménagements nécessaires dans le cadre de l'éventuelle Ligne Nouvelle Provence Côte d'Azur, le projet issu de l'AVP des mises aux normes PMR de l'accessibilité des quais et la rénovation du bâtiment voyageur.

SNCF Réseau reste seule propriétaire de l'étude réalisée. Néanmoins, dans la mesure où les résultats de celle-ci s'inscriront nécessairement dans l'opération globale d'aménagement urbain et paysager du site stratégique de la gare de Miramas portée par la Métropole, il est prévu que la Métropole participe au financement de celle-ci pour un montant de 31 000 € H.T.

L'étude comprendra un état des lieux, une étude et un descriptif des travaux nécessaires à la prolongation du passage souterrain côté Nord ainsi qu'une estimation de niveau Étude Préliminaire.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 021-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégations de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Istres-Ouest-Provence du 13 mai 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la mission confiée à SNCF Réseau - Ingénierie contribue à l'aménagement du site stratégique du quartier de la gare de Miramas ;
- Qu'il est nécessaire de participer au financement des études de prolongement du passage souterrain sur la Gare de Miramas.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention ci-annexée, entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la SNCF Réseau relative aux études de prolongement du passage sous-terrain sur la Gare de Miramas.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer la convention et à prendre toutes dispositions y concourant.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget 2019 de la Métropole Aix-Marseille-Provence - Chapitre 2017501600 - Nature 2031, Opération 2017501600.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 011-5873/19/BM

■ Principe d'acquisition auprès de l'Assistance Publique Hôpitaux de Marseille de bâtiments et d'emprises foncières pour l'accueil d'activités liées au développement de la filière santé MET 19/10633/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Développement de la filière Santé,
la filière santé constitue le premier employeur de la Métropole. Sur son territoire, seul le technopôle de Luminy est dédié à la santé mais il est aujourd'hui complet ce qui limite les capacités de développement et l'installation de nouvelles structures.

Par ailleurs, on constate une forte demande des entreprises de santé pour travailler en étroite partenariat avec les centres de recherche académiques et cliniques et avec une proximité géographique qui facilite la mise en réseau des acteurs et favorise la circulation des connaissances.

Marseille a besoin d'un village santé qui regroupe sur un site unique des activités de recherche, d'incubation et d'accélération de start-ups de la santé et des biotechs pour créer un terrain fertile à l'innovation.

Ce futur campus pourrait accueillir l'ensemble des solutions immobilières et foncières correspondant au parcours résidentiel des entreprises (incubateur, pépinière, hôtel d'entreprises ; hébergement innovant, foncier pour les entreprises ayant atteint un certain stade de maturité).

Parallèlement, Pour répondre aux enjeux de modernisation de ses différents sites hospitaliers, l'Assistance Publique Hôpitaux de Marseille (APHM) s'est engagée dans un processus de valorisation de son patrimoine permettant de contribuer à son redressement financier en partenariat avec l'Etat.

L'APHM a identifié sur le site des hôpitaux sud des tenements fonciers et des bâtiments supports d'une valorisation.

Dans ce contexte, afin de permettre l'accueil d'activités liées à l'économie de la santé, la Métropole s'est positionnée pour acquérir des emprises foncières représentant environ 72 000 m² dont :

- une grande partie des bâtiments historiques de l'hôpital Ste Marguerite comportant environ 20 000 m² de surface de planchers à dissocier de bâtiments existants qui seront conservés par l'APHM,
- diverses emprises foncières actuellement occupées et utilisées pour des fonctions techniques, médicales ainsi que des logements de fonction,
- une emprise foncière permettant de réaliser une nouvelle voie publique d'une largeur de 16 mètres entre le boulevard de Ste Marguerite et l'avenue Viton où sera localisée une station de tramway.

Par ailleurs la Métropole souhaite également acquérir des emprises foncières sur le site de Salvator pour environ 4 200 m² afin de pouvoir réaliser des cheminements piétons entre le boulevard de Sainte Marguerite et l'ancien chemin de Cassis.

Le projet à développer par la Métropole sur le site de Ste Marguerite permettrait de créer un village santé à forte ambition et à vocation internationale, centré sur la recherche et l'innovation dans le secteur de la santé et des biotechnologies.

Le site de Ste Marguerite a tous les atouts pour devenir ce lieu d'accueil pour les entreprises, connecté aux activités de recherche et d'excellence grâce à la proximité de l'Institut National de la Santé et de la Recherche Médicale (INSERM), de l'Institut Paoli Calmettes, de la Timone et de Luminy.

L'ambition est que ce site soit identifié comme un lieu de référence en France en mettant en avant les domaines d'expertise les plus saillants et différenciant de la filière.

Ce besoin doit maintenant être précisé dans le cadre d'une étude de marché et de pré-programmation.

Ce projet s'inscrira dans le développement urbain en cours sur ce secteur de Marseille, caractérisé par la réalisation des travaux d'aménagement du boulevard urbain Sud, l'arrivée du tramway en 2023 ainsi que la mise en œuvre de la ZAC de Vallon Regny dont l'urbanisation principalement en logements sera phasée au cours des dix prochaines années.

Suite à la validation par la présente Assemblée de ce principe d'acquisition, il sera établi dans les prochains mois un découpage précis des emprises et des bâtiments à acquérir en cohérence avec les contraintes techniques et fonctionnelles.

Ces éléments permettront de saisir la Direction de l'Immobilier de l'Etat pour évaluer précisément les biens.

Un calendrier des acquisitions prenant en compte les délais de libération des lieux par l'APHM sera précisément élaboré. Dès à présent il est permis d'envisager le calendrier prévisionnel ci-dessous :

- 2020 : lancement des acquisitions dans les bâtiments historiques, en vue de l'accueil des premières entreprises. Le secteur des logements de fonction pourrait être maîtrisé dans la même échéance si une opération de construction de bâtiment neuf s'avérait appropriée.
Acquisition des emprises nécessaires aux cheminements piétons entre le boulevard de Ste Marguerite et l'ancien chemin de Cassis.
- Au-delà de 2020 : en fonction des libérations, poursuite des acquisitions dans les bâtiments historiques et acquisition des parcelles situées le long du projet de voie nouvelle qui comportent des installations techniques (chaufferie, groupes électrogènes, zone de stockage des déchets hospitaliers), le centre de pédopsychiatrie, à relocaliser préalablement.
- Concernant la voie à créer entre le boulevard de Ste Marguerite et l'Avenue Viton, l'objectif serait une ouverture à la circulation publique au plus tard à la mise en service du Tramway.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération FAG 21-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'avis du Conseil de Territoire de Marseille Provence du 14 mai 2019.

Où il le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Le souhait de l'Assistance Publique Hôpitaux de Marseille de se séparer d'une partie de son patrimoine situé au sein de l'hôpital de Ste Marguerite dans le 9^{ème} arrondissement de Marseille ;
- La volonté de la Métropole Aix-Marseille-Provence de développer un campus urbain à vocation internationale centré sur la recherche et l'innovation dans le secteur de l'économie de la santé ;
- Que pour mener à bien ce projet, il convient d'approuver le principe d'acquisition auprès de l'Assistance Publique Hôpitaux de Marseille des emprises foncières constituées par des bâtiments et des terrains tel que délimité dans le plan ci-joint.

Délibère

Article unique :

Est approuvé le principe d'acquisition auprès de l'Assistance Publique Hôpitaux de Marseille des emprises foncières constituées par des bâtiments et des terrains tel que délimité dans le plan ci-joint en vue de développer l'accueil d'entreprises liées à l'économie de la santé.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 012-5874/19/BM

■ Acquisition à l'euro symbolique auprès du syndicat des copropriétaires de la résidence "La Station" d'une parcelle de terrain en nature de trottoir située boulevard de la Station à Marseille 14ème arrondissement, pour permettre son intégration dans le domaine public routier métropolitain.

MET 19/10532/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Dans la perspective de régulariser l'acquisition d'une partie de parcelle cadastrée 890 C 0117 d'une superficie d'environ 395 m² située entre la Résidence « La Station » et le Boulevard de la Station, le Président du Comité d'intérêt de quartier du Canet/Gare Arnavaux s'est rapproché en date du 6 juin 2016 de la Métropole Aix-Marseille-Provence afin de régulariser la cession d'un espace en nature de trottoir où sont implantés trois bancs et des arbres afin de l'intégrer dans le domaine Public Routier Métropolitain.

Le Syndicat des Copropriétaires, propriétaire des biens et droits immobiliers, a décidé d'accepter de céder à la Métropole Aix-Marseille-Provence cette partie de parcelle qui n'a pas vocation à rester dans le domaine privé.

En conséquence les parties ont convenu de régulariser un protocole entérinant les accords. Le présent protocole a pour objet d'en préciser les charges et conditions.

Pour la mise en œuvre de ce projet, la Métropole Aix-Marseille-Provence a décidé de faire appel à sa Société Publique Locale, la Société Locale d'Équipement et d'Aménagement de l'Aire Métropolitaine (SOLEAM), dans le cadre d'une convention d'assistance à maîtrise d'ouvrage aux acquisitions foncières.

Il convient que le Bureau de la Métropole approuve le protocole foncier déterminant les conditions de cette acquisition foncière

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le code général des collectivités territoriales ;
- Le code de l'urbanisme ;

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République;
- La délibération FAG 21-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L’avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 14 mai 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que l’acquisition auprès du syndicat des copropriétaires de la résidence « La Station » d’une parcelle de terrain de 395 m² environ située boulevard de la station à détacher d’une parcelle de plus grande importance, cadastrée 890 C 0117, permettra son intégration dans le domaine public routier métropolitain.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le protocole foncier ci annexé par lequel le syndicat des copropriétaires de la Résidence « La Station », représenté par le Cabinet Lieutaud, s’engage à céder au profit de la Métropole Aix-Marseille-Provence une parcelle de terrain de 395 m² environ à détacher de la parcelle cadastrée 890 C0117 située boulevard de la station à l’euro symbolique.

Article 2 :

Le remboursement par la Métropole Aix-Marseille-Provence de la taxe foncière à l’ancien propriétaire au prorata de la date d’entrée en jouissance au 31 décembre suivant, se fera sur production de justificatif.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à lever l’option et signer l’acte authentique et tous les documents nécessaires.

Article 4 :

Les crédits nécessaires et les frais inhérents à l’établissement de l’acte authentique et tous les frais, droits et honoraires liés à la vente sont inscrits aux budgets 2019 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence- Sous Politique C130 - Opération 2015110400 – Chapitre 4581191007

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 013-5875/19/BM

**■ Acquisition à l’euro symbolique d’une parcelle de terrain en nature de voirie et de trottoir auprès de la SCI Sainte Victoire STBA, située chemin de la Bastide Neuve à Châteauneuf-les-Martigues, afin de permettre son intégration dans le domaine public métropolitain
MET 19/10557/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Par décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 Monsieur le Premier Ministre a prononcé la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence à compter le 1^{er} janvier 2016.

Il a été prévu que la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce de plein droit, en lieu et place des communes membres les compétences obligatoires qui lui sont dévolues en matière d’aménagement de l’espace métropolitain, conformément à l’article L5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, notamment en matière de création de voirie.

La SCI Sainte Victoire STBA est propriétaire d’une parcelle de 48,50 m² environ à détacher de la parcelle cadastrée BE 182 située chemin de la Bastide Neuve à Châteauneuf-les-Martigues (voirie et trottoir) destinée par sa nature, à être intégrée au Domaine Public.

En conséquence les parties sont convenues de régulariser un protocole entérinant les accords. Le présent protocole a pour objet d’en préciser les charges et conditions.

Pour la mise en œuvre de ce projet, la Métropole Aix-Marseille-Provence a décidé de faire appel à sa Société Publique Locale, La Société Locale d’Equipement et d’Aménagement de l’Aire Marseillaise (SOLEAM), dans le cadre d’une convention d’assistance à maîtrise d’ouvrage aux acquisitions foncières.

Cette acquisition est consentie moyennant la somme de un euro.

Il convient que le Bureau de la Métropole approuve le protocole foncier déterminant les conditions de cette acquisition foncière.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération FAG 21-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille-Provence du 14 mai 2019.

Sur le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que l'acquisition de la parcelle de 48,50 m² environ à détacher de la parcelle cadastrée BE 182 située chemin de la Bastide Neuve à Châteauneuf-les-Martigues, permettra son intégration dans le domaine public routier métropolitain

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le protocole foncier ci-annexé par lequel la SCI Sainte Victoire s'engage à céder au profit de la Métropole Aix-Marseille-Provence une parcelle de 48,50 m² environ à détacher de la parcelle cadastrée BE 182 située chemin de la Bastide Neuve à Châteauneuf-les-Martigues, à l'euro symbolique.

Article 2 :

Le remboursement par la Métropole Aix-Marseille-Provence de la taxe foncière à l'ancien propriétaire au

prorata de la date d'entrée en jouissance au 31 décembre suivant, se fera sur production de justificatif.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant légal est autorisé à signer ce protocole foncier, l'acte authentique et tous les documents nécessaires et prendre toutes dispositions concourant à la bonne exécution de la présente délibération.

Article 4 :

Les crédits nécessaires et les frais inhérents à l'acte authentique et tous les frais, droits et honoraires liés à la vente sont inscrits au budget primitif 2019 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence - Sous Politique C130 – Opération 2015 110 400 – Chapitre 458119 1007.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 014-5876/19/BM

**■ Acquisition à l'euro symbolique d'une emprise foncière appartenant aux consorts Baccino-Martin pour l'implantation d'une station de relavage - sise chemin rivière de Peyruis à Saint-Zacharie
MET 19/10732/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

En 2012, la commune de Saint-Zacharie a émis le souhait que son réseau d'assainissement soit étendu compte tenu de ses projets d'urbanisme ainsi que de la problématique assainissement de ses administrés.

La station d'épuration tant saturée, cette demande était conditionnée aux travaux d'extension de la station d'épuration Auriol/Saint Zacharie.

La nouvelle station d'épuration ayant doublé en terme de capacité, il est maintenant envisageable de réaliser la demande d'extension du réseau.

C'est pourquoi, la Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite acquérir un terrain d'une superficie de 41m² à détacher des parcelles cadastrées section B n°64 et 2229, afin d'y installer un poste de relevage permettant ainsi le raccordement d'une cinquantaine de propriétés.

Au terme des négociations menées entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et les consorts Baccino/Martin, ces derniers ont accepté de céder une partie de leur terrain moyennant l'euro symbolique.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- L'accord écrit des consorts Baccino/Martin pour la cession de la parcelle à la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération FAG 21-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile le 14 mai 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que l'acquisition de cette parcelle permettra d'étendre le réseau d'assainissement sur la commune de Saint Zacharie ;
- Que cette acquisition est nécessaire pour répondre à la problématique assainissement des administrés.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée l'acquisition d'un terrain d'une superficie de 41m² à détacher des parcelles cadastrées section B n°64 et 2229 à l'euro symbolique pour l'implantation d'une station de relevage sur la commune de Saint-Zacharie, suivant document d'arpentage en cours d'établissement par Madame Marti, géomètre expert à Marseille.

Article 2 :

Le remboursement par la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'ancien propriétaire du prorata de la taxe foncière courue de la date d'entrée en jouissance au 31 décembre suivant se fera conformément aux

dispositions contenues dans la deuxième partie de l'acte authentique notarié.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer l'ensemble des actes nécessaires à l'acquisition de ces parcelles.

Article 4 :

Les crédits sont inscrits au budget principal de la Métropole 2019 en dépenses d'investissement au chapitre 21 nature 2111 opération n° 184064BP Acquisition foncier stratégique sous politique C130.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 015-5877/19/BM

**■ Acquisition à l'euro symbolique d'une emprise foncière appartenant à Monsieur et Madame Hayot pour l'implantation d'une station de relevage - sise chemin des Naves à Saint-Zacharie
MET 19/10734/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

En 2012, la commune de Saint-Zacharie a émis le souhait que son réseau d'assainissement soit étendu compte tenu de ses projets d'urbanisme ainsi que de la problématique assainissement de ses administrés.

La station d'épuration tant saturée, cette demande était conditionnée aux travaux d'extension de la station d'épuration Auriol/Saint-Zacharie.

La nouvelle station d'épuration ayant doublé en terme de capacité, il est maintenant envisageable de réaliser la demande d'extension du réseau.

C'est pourquoi, la Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite acquérir une parcelle d'une superficie de 114m² à détacher de la parcelle B n°2410, afin d'y installer un poste de relevage permettant ainsi le raccordement d'une cinquantaine de parcelles.

Au terme des négociations menées entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et Monsieur et Madame Hayot, ces derniers ont accepté de céder une partie de leur terrain moyennant l'euro symbolique.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- L'accord écrit de Monsieur et Madame Hayot pour la cession de la parcelle à la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération FAG 21-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole au Conseil de Territoire ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile le 14 mai 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que l'acquisition de cette parcelle permettra d'étendre le réseau d'assainissement sur la commune de Saint-Zacharie ;
- Que cette acquisition est nécessaire pour répondre à la problématique assainissement des administrés.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée l'acquisition d'une parcelle d'une superficie de 114m² à détacher de la parcelle B n°2410, à l'euro symbolique pour l'implantation d'une station de relevage sur la commune de Saint-Zacharie, suivant document d'arpentage en cours d'établissement par Madame Marti, géomètre expert à Marseille.

Article 2 :

Le remboursement par la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'ancien propriétaire du prorata de la taxe foncière courue de la date d'entrée en jouissance au 31 décembre suivant se fera conformément aux dispositions contenues dans la deuxième partie de l'acte authentique notarié.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer l'ensemble des actes nécessaires à l'acquisition de ces parcelles.

Article 4 :

Les crédits sont inscrits au budget principal de la Métropole 2019 en dépenses d'investissement au chapitre 21 nature 2111 opération n° 184064BP Acquisition foncier stratégique sous politique C130.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 016-5878/19/BM

■ Vente de parcelles de terrain constituant les lots N° 13 et N°14 du Parc des Etangs sur la commune de Saint-Mitre-les-Remparts à l'Association des Services de Santé au Travail du Bâtiment et des Travaux Publics des Bouches-du-Rhône ASTBTP 13
MET 19/10885/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre de la commercialisation des lots N°13 et N°14 du Parc des Étangs sise sur la commune de Saint-Mitre-les-Remparts, la Métropole Aix-Marseille-Provence vend à l'Association des Services de Santé au Travail du Bâtiment et des Travaux Publics des Bouches du Rhône ASTBTP 13 représentée par Monsieur Jean-Michel AMATO les parcelles de terrain cadastrées AO 287, AO 288 et AO 293 d'une superficie totale de 3 498 m² pour un montant de 289 634.40 euros TTC soit 69 euros HT/m² selon l'avis de France Domaine du 7 décembre 2018 N° 2018-098V2632.

Cette cession des lots N°13 et N°14 dans le Parc des Étangs à Saint-Mitre-les-Remparts doit permettre à l'ASTBTP 13 de créer un centre médical de santé au travail afin d'être au plus près des 700 entreprises BTP implantées sur le Pays de Martigues et ainsi accueillir les 8 000 salariés qui y travaillent dans ce secteur.

La concrétisation de l'acte de vente devra intervenir au plus tard avant le 30 juin 2020.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

- La délibération FAG 21-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- L'avis de France Domaine du 7 décembre 2018 N° 2018-098V2632 ;
- La lettre de saisine de la présidente de Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays de Martigues du 13 mai 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que cette cession des lots N°13 et N°14 dans le Parc des Étangs à Saint-Mitre-les-Remparts doit permettre à l'ASTBTP 13 de créer un centre médical de santé au travail afin d'être au plus près des 700 entreprises BTP implantées sur le Pays de Martigues et ainsi accueillir les 8 000 salariés qui y travaillent dans ce secteur.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la vente à l'Association des Services de Santé au Travail du Bâtiment et des Travaux Publics des Bouches du Rhône ASTBTP 13 représenté par Monsieur Jean-Michel AMATO les parcelles de terrain cadastrées AO 287, AO 288 et AO 293 d'une superficie totale de 3 498 m² pour un montant de 289 634.40 euros TTC soit 69 euros HT/m² selon l'avis de France Domaine du 7 décembre 2018 N° 2018-098V2632.

Article 2 :

Le délai de validité du compromis est fixé au 30 juin 2020.

Article 3 :

Maître Durand-Guériot en l'office notarial de Martigues est désigné pour rédiger l'acte authentique en résultant.

Article 4 :

L'ensemble des frais notariés lié à cette procédure est à la charge de la l'Association des Services de Santé au Travail du Bâtiment et des Travaux Publics des Bouches du Rhône ASTBTP 13.

Article 5 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer l'acte authentique et tous les documents en découlant.

Article 6 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget Principal 2019 de la Métropole Aix-Marseille-Provence, Nature 775 - Fonction 632

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 017-5879/19/BM

**■ Vente d'une parcelle de terrain constituant le lot N°8 du Parc des Étangs sur la commune de Saint-Mitre-les-Remparts à la SCI Flovan
MET 19/10886/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre de la commercialisation de la zone d'activités du Parc des Étangs sise sur la commune de Saint-Mitre-les-Remparts, la Métropole Aix-Marseille-Provence vend le lot N°8 à la SCI FLOVAN représentée par Monsieur et Madame Jean-Marc GALVAN cadastrée AO 282, d'une superficie totale de 1 698 m² pour un montant de 140 594.40 euros TTC soit 69 euros HT/m².

Cette cession du lot N°8 dans le Parc des Étangs doit permettre à la SCI FLOVAN de créer une activité de location et de vente de conteneurs.

La concrétisation de l'acte de vente devra intervenir au plus tard avant le 30 juin 2020.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération FAG 21-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;

- L'avis de France Domaine du 7 décembre 2018 N° 2018-098V2632 ;
- La lettre de saisine de la présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays de Martigues du 13 mai 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la cession du lot N°8 dans le Parc des Étangs à Saint-Mitre-les-Remparts doit permettre à la SCI FLOVAN de créer une activité de location et de vente de conteneurs.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la vente à la SCI FLOVAN représentée par Monsieur et Madame Jean-Marc Galvan cadastrée AO 282, d'une superficie totale de 1 698 m² pour un montant de 140 594.40 euros TTC soit 69 euros HT/m².

Article 2 :

Le délai de validité du compromis est fixé au 30 juin 2020.

Article 3 :

Maître Durand-Guériot en l'office notarial de Martigues et le notaire du choix de l'acquéreur sont désignés pour rédiger l'acte authentique en résultant.

Article 4 :

L'ensemble des frais notariés lié à cette procédure est à la charge de la SCI FLOVAN.

Article 5 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer l'acte authentique et tous les documents en découlant.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 018-5880/19/BM

**■ Cession à titre onéreux du lot 8 à bâtir dans la Zone d'Aménagement Concerté ATHELIA V, sur la commune de La Ciotat, à la SCI J.O.C.
MET 19/10545/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération du 1er octobre 2010, la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole a approuvé le dossier de création de la Zone d'Intérêt Communautaire à vocation d'activité économique ATHELIA V.

Cette opération s'inscrit dans la démarche que Marseille Provence Métropole a engagée en 2002 dans le cadre de l'exercice de ses compétences en matière d'aménagement de l'espace communautaire et de développement économique, visant à identifier des secteurs permettant la programmation d'opérations d'aménagement destinées au développement de l'action économique.

La Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole a ainsi défini à l'Est de son territoire, sur la commune de La Ciotat, un secteur stratégique pour la réalisation d'un nouveau pôle d'activités.

La future Zone d'Aménagement Concerté ATHELIA V s'étend sur un territoire d'environ 63 hectares au Nord de la commune de La Ciotat. Elle s'inscrit en continuité des zones existantes ATHELIA I, II, III et IV.

Aujourd'hui, la Métropole Aix-Marseille-Provence, compétente en matière d'aménagement des zones d'activités, se substitue à la Communauté Urbaine et poursuit la commercialisation de la Z.A.C.

La Métropole Aix-Marseille-Provence a donc engagé des négociations afin de vendre le lot n° 8 issu des parcelles cadastrées CH n° 66, CE n° 924 et CE n° 926 à La Ciotat, d'une surface totale d'environ 3 037m², à la SCI J.O.C., pour un montant global de 218 664,00 euros hors taxes, outre T.V.A.

La surface de plancher envisagée par l'acquéreur étant d'environ 1 875m² pour l'édification d'un programme immobilier à usage de bureaux et activités robotiques.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.

- La délibération FAG 21-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- L'avis de France Domaine en date du 25 janvier 2018 ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 14 mai 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la cession du lot n° 8 dans la ZAC ATHELIA V à La Ciotat doit permettre à la SCI J.O.C. de réaliser un programme immobilier à usage de bureaux et activités robotiques.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le protocole foncier par lequel la Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage à céder à la SCI J.O.C. le lot n° 8 issu des parcelles cadastrées section CH n° 66, CE n° 924 et CE n° 926, au prix de 218 664,00 euros Hors Taxes, conformément à l'avis de France Domaine.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer l'acte authentique et tout document inhérent à cette cession.

Article 3 :

Le remboursement par la SCI J.O.C. à l'ancien propriétaire du prorata de la taxe foncière courue de la date d'entrée en jouissance au 31 décembre suivant, se fera conformément aux dispositions contenues dans l'article 2-13 du protocole foncier.

Article 4 :

La recette correspondante sera constatée sur le budget annexe de la Métropole Aix-Marseille-Provence 2019 et suivants – Opération d'aménagement 555-555 – Nature 7015 – Sous Politique C140 – Fonction 90.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 019-5881/19/BM

**■ Zone d'Aménagement Concerté de La Roque d'Anthéron 2 - Cession des lots 20 et 21
MET 19/10556/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La ZAC de La Roque d'Anthéron 2 dont les travaux de viabilisation sont en cours s'étend sur 13ha et permettra de créer 10ha de surfaces cessibles. L'objectif de cette opération est d'apporter une réponse aux besoins fonciers pour permettre l'implantation d'activités industrielles et artisanales. Elle est réalisée en régie par la Métropole qui en assure directement la commercialisation.

Plusieurs sociétés se sont déjà montrées intéressées pour s'implanter sur la zone d'activités et notamment l'entreprise TRANSPORTS BISCARAT, transporteur routier qui souhaite y construire son siège social et ses locaux.

Cette société a été agréée par le comité de pilotage du 19 septembre 2017 et s'est déjà positionnée sur le lot B d'une surface de 12 153m² qui a fait l'objet d'une délibération de cession au Bureau de la Métropole du 18 octobre 2018 au prix de 55 euros HT/m².

Aujourd'hui, l'entreprise BISCARAT a désigné son constructeur et a pu préciser son projet qui nécessite l'acquisition des lots 21 et 20 en supplément du lot B

Ainsi, il est proposé de céder à la société BISCARAT le lot 20 d'une surface de 1 670m² et le lot 21 d'une surface de 1 416m² au prix de 55 euros HT/m².

En effet, les lots 20 et 21 correspondant à des petits lots devraient être vendus conformément à l'estimation de France Domaine dans son avis n°2019-084V0398 du 26 février 2019 au prix de 60 euros HT/m². Or, ces terrains sont rattachés au lot B déjà en procédure de vente avec la même société, formant une seule et même emprise foncière de 15 239m² au total, vendue 55 euros HT/m² conformément à la grille de prix de commercialisation de la zone pour les lots d'une grande surface.

Il est donc proposé de conserver le prix de 55 euros HT/m², le comité de pilotage du 1^{er} mars 2019 ayant validé l'ensemble du dispositif afférant à cette vente.

Le cahier des charges de cession de terrain qui impose les règles de cession, de construction et de gestion du lot sur la ZAC sera annexé à l'acte de vente.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme, et notamment ses articles L311-4 et R331-5 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°2014_A051 du Conseil communautaire de la CPA du 15 janvier 2014 déclarant d'intérêt communautaire le projet d'aménagement de l'extension de la zone d'activités du Grand Pont à La Roque d'Anthéron ;
- La délibération n° ECO 007-1781/17/CM du Conseil de la Métropole du 30 mars 2017 approuvant le dossier de création, et décidant la création de la ZAC de La Roque d'Anthéron 2 ;
- La délibération n°URB 014-3288/17/CM du Conseil de la Métropole du 14 décembre 2017 approuvant le Cahier des Charges de Cession de Terrain Type ;
- La délibération FAG 21-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La décision du comité d'agrément du 1^{er} mars 2019 ;
- L'avis de France Domaine n°2019-084V0398 du 26 février 2019 ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 9 mai 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que le projet de la société BISCARAT entre dans les objectifs de commercialisation de la ZAC de La Roque d'Anthéron 2 et qu'il a obtenu l'agrément du Comité du 19 septembre 2017 et confirmé par celui du 1^{er} mars 2019.
- Qu'il est nécessaire de céder deux lots viabilisés à détacher de la parcelle cadastrée AA126 pour une surface totale de 3086m².

Délibère

Article 1 :

Est autorisée la cession des lots 20 et 21 d'une superficie respective de 1 670m² et 1 416m², situés sur la ZAC de La Roque d'Anthéron 2 à La Roque d'Anthéron pour un montant de 169 730 euros HT, soit 203 676 euros TTC, à l'entreprise BISCARAT ou à toute personne physique ou morale que cette dernière se réserve de désigner.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer la promesse de vente et l'acte authentique relatif à ces cessions.

Article 3 :

La recette de la cession sera constatée sur le budget annexe de l'aménagement du Territoire du Pays d'Aix sur la ligne 3B 70_61_7788.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 020-5882/19/BM

■ Cession à titre onéreux de la parcelle non bâtie cadastrée section BX n° 43, sise Rue Abbé Couture à Miramas, au bénéfice de la société Immalliance

MET 19/10773/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est propriétaire de la parcelle cadastrée section BX n° 43, d'une contenance cadastrale d'environ 1 059 m², située Rue Abbé Couture à Miramas.

La société Immalliance, représentée par Monsieur Joël Briot, a manifesté son intérêt pour l'acquisition, à titre onéreux, de ladite parcelle en vue d'un projet construction immobilière.

Régulièrement saisi, France Domaine a évalué la valeur vénale de ladite parcelle à 420 000 euros.

Il est ici précisé que l'ensemble des frais lié à cette transaction foncière est à la charge de la société Immalliance.

Par courrier du 22 février 2019, la société Immalliance a donné son accord sur les modalités de cette transaction foncière.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération FAG 021-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence du 13 mai 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Délibère

Article 1 :

Est approuvée la cession de la parcelle cadastrée section BX n° 43, sise Rue Abbé Couture à Miramas, d'une contenance cadastrale d'environ 1 059 m², au profit de la société Immalliance, pour un montant de 420 000 euros (quatre cent vingt mille euros).

Article 2 :

Maître Florence Xiberras, notaire à Miramas, est désignée pour rédiger l'acte authentique en résultant.

Article 3 :

L'ensemble des frais liés à la présente procédure est à la charge de la société Immalliance.

Article 4 :

La recette sera prévue au budget de la Métropole lors de la signature de l'acte.

Article 5 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer l'acte authentique et tous les documents découlant de la présente délibération.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 021-5883/19/BM

■ **Cession de la parcelle cadastrée section DE n° 167, située 88 chemin des arcades à Istres, au profit de Madame Albertan-Coppola et Madame Bini-Coppola, d'une superficie de 285 m² dans le**

**cadre d'une régularisation foncière - Modification de la délibération n° URB 023-3464/18/BM du 15 février 2018
MET 19/10818/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération n° URB 023-3464/18/BM du 15 février 2018, la Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé la cession de la parcelle cadastrée section DE n° 167, d'une superficie d'environ 285 m², constituant le lot n° 273, sise 88 chemin des Arcades, ZAC du Ranquet à Istres, au profit de Madame Albertan-Coppola et Madame Bini-Coppola pour un montant de 56 000 euros HT (cinquante six mille euros hors taxes) à charge pour elles d'en supporter les frais.

Cependant, il est nécessaire de préciser qu'il convient de constituer une servitude de zone de non aedificandi d'une superficie de 80 m² sur la parcelle DE n° 167, d'un montant prévisionnel de 1500 euros H.T (mille cinq cents euros hors taxes), aux frais de la collectivité.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 21-5718/19/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n° URB 023-3464/18/BM du Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 15 février 2018 portant sur la cession de la parcelle cadastrée section DE n° 167, sise 88 chemin des arcades à Istres, constituant le lot n° 273 de la ZAC du Ranquet, au profit de Madame Albertan-Coppola et Madame Bini-Coppola ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Istres-Ouest-Provence du 13 mai 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la constitution d'une servitude de zone de non aedificandi d'une superficie de 80 m² sur la parcelle DE n° 167.

Article 2 :

Maître Ceaglio, notaire à Istres, est désigné pour rédiger l'acte correspondant.

Article 3 :

Les frais de notaire liés à la constitution de cette servitude sont à la charge de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour un montant prévisionnel de 1500 euros H.T

Article 4 :

Les crédits nécessaires à l'établissement de l'acte sont inscrits au budget de la Métropole Nature 62268 Chapitre 011.

Article 5 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer l'acte authentique et tous les documents y afférents.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

***Commission "Développement
territorial, logement, centres
anciens, contrat de ville"***

DEVT 001-5884/19/BM

**■ Stratégie de lutte contre l'habitat indigne -
Approbation d'une convention de portage
immobilier et foncier avec CDC - Habitat Social
pour une intervention ciblée au sein de
copropriétés dégradées
MET 19/10564/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération du 13 décembre 2018 le conseil métropolitain a adopté une stratégie de lutte contre l'habitat indigne visant à résorber sur une dizaine d'années le parc de logement indigne de la Métropole grâce à une action renforcée et intégrée, en mobilisant outils et acteurs existants à court terme et

en développant à moyen terme des opérateurs et dispositifs dont la création est en cours. Ce parc indigne se concentre majoritairement dans les centres anciens de certaines communes de la Métropole et dans les grandes copropriétés d'après-guerre.

En mars 2017, la Métropole s'engageait à signer un accord partenarial avec la Ville de Marseille, l'État, l'ANAH, les collectivités territoriales, le Procureur, l'Agence d'urbanisme de l'agglomération marseillaise, l'Agence d'information pour le logement des Bouches du Rhône, l'Association Régionale HLM, la Caisse des dépôts et consignations, afin de bâtir des stratégies d'interventions collectives sur les grandes copropriétés dégradées, dont une dizaine nécessite une action prioritaire : Bel Horizon 1 et 2 (Marseille 3ème), Bellevue(Marseille 3ème), Plombières (Marseille 3ème), Corot (Marseille 13ème), Maison Blanche (Marseille 14ème), Le Mai - Le Mail G et les Gardians (Marseille 14ème), Les Rosiers (Marseille14ème), Kalliste (Marseille 15ème), La Maurelette (Marseille 15ème), Consolat (Marseille-15ème). D'autres grandes copropriétés de la Métropole se trouvent également fragilisées comme celles de la Mariélie à Berre l'Etang ou les Facultés à Aix-en-Provence, mais aussi dans d'autres arrondissements de Marseille (Est Marseillais, Bel Ombre, La Cravache).

L'intervention sur ces grandes résidences privées se met progressivement en place à travers des opérations d'aménagement visant à une appropriation publique des bâtiments les plus dégradés (Kalliste, Corot), des dispositifs opérationnels : Plans de sauvegarde ou OPAH copropriétés (Kalliste, Corot, Bellevue, Plombières, La Mariélie, Les Facultés) pour accompagner leur redressement, la désignation d'administrateurs provisoires (Corot, Est Marseillais).

Ainsi le redressement de ces ensembles immobiliers et des bâtiments réhabilitables, passe par toute une série d'actions au premier rang desquelles figurent l'amélioration de la gestion des parties communes et la réalisation de travaux de conservation. Les syndicats de copropriétaires et leurs mandataires doivent donc dégager des moyens pour résorber le plus rapidement possible les dettes des copropriétaires qui ne s'acquittent plus de leurs charges, que ce soit par manque de ressources pour certains copropriétaires occupants très modestes ou par choix de rentabilité pour d'autres, et réaliser des travaux de sécurité avec l'aide de l'ANAH et des collectivités.

C'est dans cet objectif que la Métropole propose de signer avec CDC Habitat social une convention de portage immobilier et foncier pour acquérir un volume prévisionnel de 210 lots de copropriétés dans six grands ensembles immobiliers privés où la Métropole ne dispose pas encore d'outils de maîtrise foncière et de gestion et où la stratégie globale d'intervention est à ce jour globalement connue ou en cours de définition : Corot (80 lots), Bellevue (30 lots), La

Maurelette (30 lots), le Grand Mail (40 lots), Est Marseillais (10 lots), La Mariélie (20 lots).

Des opérateurs fonciers et de gestion sont déjà présents à Kallisté, Plombières, Bellevue bâtiments B (Marseille Habitat), Maison Blanche (Etablissement public foncier PACA), Bel Horizon (Etablissement Public Euroméditerranée). Les copropriétés Les Rosiers et Consolat doivent encore faire l'objet d'une définition d'une stratégie d'intervention sur la base de diagnostics à engager en 2019.

La durée de cette convention de portage est de 3 ans, reconductible par période de 1 à 3 ans, sans excéder une durée globale de 10 ans.

Le flux d'investissement (acquisitions et travaux) est évalué entre 13,5 millions d'euros et 17,3 millions selon que la convention est conclue pour 3 ou 10 ans.

Un comité de suivi réunissant des représentants des signataires statuera sur les lots à acquérir, leur prix d'acquisition. Les montants provisionnels sont estimés en moyenne à 751 euros/m² et seront adaptés à la nature du logement et la situation des copropriétés.

Les occupants des lots acquis seront aussi souvent que possible et en fonction de leur souhait maintenus dans les lieux à un loyer de niveau conventionné social.

Pour d'éventuels besoins en relogement, la Métropole mobilisera les moyens dont elle dispose et sollicitera ceux de ses partenaires (réservataires et bailleurs).

Les lots acquis seront cédés aux concessionnaires d'aménagement que la Métropole désignera, remis sur le marché ou conservés dans le parc de CDC Habitat social.

Les prix de cessions seront établis au regard des prix d'acquisition, travaux éventuellement réalisés, frais financiers, rémunération des fonds propres investis, déficit d'exploitation éventuel une fois déduites les subventions de l'ANAH perçues.

Ainsi pour une acquisition moyenne de 751 euros/m² le prix estimé de revente s'établira à 991 euros/m² pour une durée de portage de 3 ans et 1 135 euros/m² pour une durée de portage de 10 ans. Les prix de cessions seront fixés au regard des résultats et dépenses effectifs.

La Métropole sera sollicitée pour garantir les emprunts contractés évalués à 5 835 00 d'euros et instaurer un droit de préemption urbain renforcé sur toutes les copropriétés qui n'y seraient pas encore soumises. Les décisions seront soumises aux prochaines instances compétentes.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- la délibération DEVT 004-1839/17/CM du 30 mars 2017 approuvant un accord partenarial pour une stratégie d'intervention sur les grandes copropriétés dégradées ;
- la délibération DEVT 012-5206/18/CM du 13 décembre 2018 du conseil métropolitain adoptant une stratégie métropolitaine de lutte contre l'habitat indigne ;
- La délibération FAG 21-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il est indispensable pour engager le redressement des copropriétés dégradées de mettre en œuvre une action foncière et immobilière ciblée immédiate afin d'acquérir les lots de copropriétaires endettés ou vendeurs ;
- Que les stratégies d'intervention sur les copropriétés Corot, Bellevue, la Maurelette, l'Est Marseillais, la Mariélie, le Grand Mail sont suffisamment définies pour savoir qu'un portage ciblé est nécessaire ;
- Que CDC Habitat social, société anonyme d'habitation à loyer modéré, filiale de CDC Habitat, est engagée dans la mise en œuvre des stratégies d'intervention publique en faveur de la dignité de l'habitation, et conformément aux dispositions de l'article L 411-2 du code de la construction et de l'habitation, peut-être chargée d'un service d'intérêt général lorsqu'elle assure la gestion ou l'acquisition, en vue de leur revente, de logements situés dans des copropriétés connaissant des difficultés importantes de fonctionnement ou faisant l'objet d'un plan de sauvegarde ou d'une opération programmée d'amélioration de l'habitat ;

- Que CDC Habitat s'est engagée aux côtés de l'État et des collectivités dans le cadre du Plan Initiative copropriétés.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention de portage immobilier et foncier, intervention ciblée au sein de copropriétés dégradées de la Métropole Aix-Marseille-Provence avec CDC Habitat Social, ci-annexée.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole, ou son représentant, est autorisé à signer cette convention.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEVT 002-5885/19/BM

■ Contrat de Ville du Conseil de Territoire du Pays Salonais - Approbation du programme annuel 2019 et attribution de subventions MET 19/10668/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence porte le contrat de ville du territoire du Pays Salonais, au côté des communes de Salon-de-Provence et de Berre-l'Etang.

Quatre quartiers sont donc identifiés comme prioritaires pour la Politique de la Ville :

- Les Canourgues à Salon-de-Provence,
- La Monaque à Salon-de-Provence,
- Le centre ancien à Berre-l'Etang,
- Béalet-Bessons-Mariélie à Berre-l'Etang.

S'y ajoutent également le quartier des Bressons-Blazots, une partie des Canourgues appartenant à l'ancienne ZUS des Canourgues, une partie de la commune de Berre-l'Etang correspondant à l'ancienne ZUS de la commune.

Ce contrat repose sur trois piliers :

- Le Cadre de Vie et le Renouveau Urbain,
- L'Emploi et le Développement Economique des quartiers,
- La Cohésion Sociale,

Il a pour ambition de réduire les écarts de développement évidents entre les territoires et les autres parties du Pays Salonais.

Le Contrat de Ville a fait l'objet d'un appel à projets, diligenté en octobre 2018, sur la base des fiches-actions élaborées avec le Contrat de Ville, et qui a

permis aux différents porteurs de projets de formuler leurs propositions pour l'année 2019, dans le respect des orientations formulées par l'Etat et les différents partenaires financeurs du contrat.

Pour 2019, la programmation continue de mettre l'accent sur :

- Les publics jeunes : plus de 50% des actions les concernent,
- L'emploi et l'insertion par l'économie : 20% des financements leur sont consacrés,
- Les valeurs de la république, la citoyenneté et la prévention de la radicalisation.

Parallèlement, la Politique de la Ville sur ce territoire a renforcé la cohérence avec le programme de réussite éducative intercommunal, le projet de renouvellement urbain des Canourgues, et les programmes annexes : abattement de taxe foncière sur les propriétés bâties pour les organismes HLM, programmes de prévention, plan de sauvegarde de la copropriété la Mariélie à Berre-l'Etang.

Le Comité de Pilotage du Contrat de Ville a été réuni le 26 février 2019 et a validé :

- d'une part, la totalité des actions éligibles à un financement dans le cadre du Contrat de Ville,
- d'autre part, l'engagement des financements de l'Etat pour ce programme.

Pour l'année 2019, 69 actions ont fait l'objet de dépôt d'un projet, et 65 ont recueilli un avis favorable de la part du comité technique inter-partenarial.

55% des actions sont nouvelles ou ont fait l'objet d'évolutions profondes, gages de la conservation d'une véritable dynamique de développement sur les deux villes concernées. Environ 20% des actions sont par ailleurs communes aux territoires prioritaires des deux communes, ce qui démontre une véritable dynamique intercommunale et métropolitaine.

Conformément à la loi du 21 février 2014, les organismes HLM possédant un parc dans les quartiers prioritaires contribuent significativement cette année, au financement des actions relevant de ce programme et plus globalement, de la Politique de la Ville.

L'ensemble des actions proposées représente un montant de financement accordé par l'ensemble des financeurs de 764.400 euros. La Métropole contribue au financement de ces actions à hauteur de 185.000 euros, conformément aux engagements pris au titre du Contrat de Ville du Pays Salonais.

Il convient aujourd'hui de valider le programme d'actions 2019 du Contrat de Ville du Territoire du Pays Salonais et de décider de l'octroi des subventions correspondantes aux porteurs de projets,

afin que les interventions auprès du public puissent être mises en œuvre dans les meilleurs délais.

Salonais du 13 mai 2019.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°273/14 du 17 décembre 2014 de l'ex Communauté d'Agglomération Agglopolo Provence portant exercice de la compétence de la Politique de la Ville ;
- La délibération FAG 21-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le programme d'actions 2019 du Contrat de Ville du Territoire du Pays Salonais (figurant en annexe).

Article 2 :

Est approuvé le plan de financement prévisionnel de chacune des actions, en ce qui concerne les crédits spécifiques « Politique de la Ville », conformément au tableau annexé à la présente délibération.

Article 3 :

Est décidée l'attribution par la Métropole Aix-Marseille-Provence d'une subvention pour chacune des actions, selon le tableau suivant :

NOM DU PORTEUR	NOM DE L'ACTION	LIEU DE DEROULEMENT DE L'ACTION	MONTANT DE LA SUBVENTION de la Métropole Aix-Marseille-Provence	BUDGET DE L'ACTION
CAVM	Les jardins du vieux moulin	SALON	5 000	40 535
PROPULSE	Ateliers et chantiers autour du logement	SALON et BERRE	4 000	49 535
CAVM	Le compost pourquoi pas ?	SALON	1 000	4 717
FACE SUD PROVENCE	Viens voir mon job	SALON	1 000	10 000
TMS	L'emploi clef en main	SALON et BERRE	7 000	48 000

MISSION LOCALE EST DE ETANG DE BERRE	Booste ta vie pro	BERRE	5 000	21 150
GRAINES DE SOLEIL	Accompagnement et insertion par les métiers de l'agriculture	BERRE	5 000	29 595
AAGESC	Parentalité scolarité vie sociale	SALON	3 000	49 434
ANONYMAL	Ecole art et numérique Bastide Haute	SALON	4 500	21 200
EDUCAL	Bougeons en famille	SALON et BERRE	1 160	6 450
ESPRE	Orientation 3 ^{ème}	SALON	2 000	70 000
COURS GALILEE	Prévention de la rupture scolaire	SALON et BERRE	1 000	27 400
IMFP	Concerts jeune public en REP	SALON	3 000	6 280
MDA 13 NORD	Santé et citoyenneté je m'exprime	SALON et BERRE	2 000	4 215
PILE ET FACE	A dos on n'avance pas ensemble on va plus loin	SALON	2 000	21 660
PILE ET FACE	Jeu après jeu je deviens je	SALON et BERRE	3 500	23 812
SALON ACTION SANTE	A nos leçons	SALON	7 840	19 500
BOXING CLUB SALONNAIS	Passerelle sport théâtre « et si tout devenait possible »	SALON et BERRE	1 000	14 400
LES PETITS DEBROUILLARDS	Sciences dans le quartier des Canourgues	SALON	2 000	14 705
SALON ACTION SANTE	Pôle parentalité (point écoute, groupes de paroles pour parents, ateliers jeux et langage)	SALON	10 000	29 867
SALON ACTION SANTE	Pôle éducation à la santé	SALON	7 000	47 800
SALON ACTION SANTE	Santé à l'école	BERRE	1 900	14 500
MDA 13 NORD	Renforcer les compétences psychosociales : une question de bien-être pour tous	SALON et BERRE	2 000	19 717
MDA 13 NORD	Psy-éduc dans la rue : pour un accès à la santé globale des adolescents et jeunes adultes les plus éloignés du droit commun	SALON	10 000	28 267
MDA 13 NORD	Relais ados parents : un dispositif d'accueil, d'accompagnement et de soin pour les ados de 11 à 25 ans et leur entourage	BERRE	3 000	22 923
MOSAIQUE	Ma santé et moi : bien dans mon corps, bien dans ma tête	SALON	2 500	27 189
CAVM	Des mots sur des maux	SALON	1 500	11 555
AAGESC	Projet vie d'ados	SALON	4 000	51 342
MOSAIQUE	Parkour 16-25 ans	SALON	4 000	39 048
EDUCAL	Vacances sans connexion	SALON	2 000	6 000
GROUPE ADDAP 13	Remob	SALON	1 000	8 098
GROUPE ADDAP 13	Chantiers éducatifs rémunérés	SALON	1 000	13 549
GROUPE ADDAP 13	Urban sport truck	SALON	1 500	85 324
FRANCE PLUS	Faciliter l'autonomie des	BERRE	6 000	17 000

BERRE	citoyens des quartiers prioritaires de la ville de Berre-l'Etang			
MAISON DE QUARTIER DU BEALET	Mobil ta vie	BERRE	5 500	37 900
MAISON DE QUARTIER DU BEALET	Berre express	BERRE	2 000	8 800
MOSAIQUE	Mosaik mobil	SALON	6 000	34 524
PILE ET FACE	Jeu tisseur de liens	SALON et BERRE	2 000	26 940
CAVM	Accompagnement des conseils citoyens de Salon	SALON	2 400	14 238
CAVM	FPH (fonds de participation des habitants)	SALON	2 600	12 220
MOSAIQUE	De l'inclusion sociale à l'égalité citoyenne	SALON	2 000	49 846
AAGESC	Smart lab	SALON	12 000	54 746
ANONYMAL	Smart Canourgues	SALON	4 600	28 740
MOSAIQUE	Mosaikart	SALON	17 000	57 371
CAVM	Au RDV des arts	SALON	7 000	30 607
BOMAYE	Dictée pour tous	SALON	2 000	10 570
FORUM DES JEUNES ET DE LA CULTURE	Carnaval pour tous et avec tous	BERRE	1 500	10 235
TOTAUX	47 ACTIONS		185 000	1 281 504

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits à l'Etat Spécial du Territoire du Pays Salonais, chapitre 65, compte 65748.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEVT 003-5886/19/BM

■ Demande de subventions auprès de l'Etat au titre des crédits de fonctionnement de la Politique de la Ville pour le contrat de ville de Marseille MET 19/10998/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La loi 2014-173 du 21 février 2014 de programmation pour la Ville et la Cohésion sociale a défini les nouvelles orientations de la Politique de la Ville. Cette politique de cohésion urbaine et sociale vise à améliorer les conditions de vie des habitants des quartiers les plus défavorisés, définis comme quartiers prioritaires. Pour la Ville de Marseille, 235 000 habitants sont directement concernés par cette action publique.

Le Contrat de Ville constitue le cadre de mise en œuvre de la Politique de la Ville pour la période de 2015 à 2020.

Pour la Métropole Aix-Marseille-Provence, le Contrat de Ville a pour objectif de formaliser les engagements pris par l'Etat, la Métropole, les collectivités

territoriales (Conseil régional PACA et Conseil départemental des Bouches-du-Rhône), les communes concernées et les autres partenaires de la Politique de la Ville (CAF 13, Association Régionale des Organismes HLM...) au bénéfice des quartiers définis comme prioritaires.

L'Etat et les collectivités territoriales consacrent ainsi des moyens spécifiques pour la mise en œuvre du Contrat de Ville en complément de la mobilisation de leurs politiques de droit commun.

La loi de finances pour 2019 ayant confirmé la prolongation des contrats de ville jusqu'en 2022, une réactualisation des contrats d'ici le mois de juillet 2019 sur la base d'une évaluation à mi-parcours permettra d'intégrer les priorités gouvernementales et prendra la forme d'un protocole d'engagements renforcés et réciproques de l'ensemble des signataires ajouté au Contrat de Ville.

Conformément à la loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles, la Métropole Aix-Marseille-Provence est compétente en matière de Politique de la ville et d'équilibre social de l'habitat.

La Métropole assure ainsi avec des équipes dédiées le pilotage stratégique et opérationnel du Contrat de Ville et d'un dispositif spécifique de la Politique de la Ville, l'Atelier Santé Ville (ASV) sur la ville de Marseille.

Dans ce cadre, l'Etat apporte une contribution financière à la Métropole pour la couverture des frais de fonctionnement induits par le portage de ces dispositifs.

Par courrier du 20 mars 2019, Madame la Préfète déléguée pour l'Egalité des Chances a notifié le montant total de ces aides de l'Etat à hauteur de 817 983 euros pour l'année 2019.

Par courrier du 20 mars 2019, Madame la Préfète déléguée pour l'Egalité des Chances a notifié le montant total de ces aides de l'Etat à hauteur de 817 983 euros pour l'année 2019.

Les crédits alloués au titre des crédits de fonctionnement sont répartis comme suit :

- Contrat de Ville : 667 983 euros
- Atelier Santé Ville : 150 000 euros

La Métropole doit effectuer les démarches administratives nécessaires pour le versement de ces subventions. Il convient donc d'autoriser Madame la Présidente à solliciter les subventions et à signer les conventions correspondantes.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération HN 009-011/16/CM du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La délibération FAG 21-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la Métropole d'Aix-Marseille-Provence est compétente en matière de Politique de la Ville.
- Que la Métropole affecte des équipes à la mise en œuvre des dispositifs de la Politique de la Ville (Contrat de Ville et Atelier Santé Ville) sur la ville de Marseille.

- Que l'Etat contribue à la couverture des charges de fonctionnement de la Métropole pour le portage des dispositifs Contrat de Ville et Atelier Santé Ville sur la ville de Marseille.

Délibère

Article 1 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à effectuer les demandes de subventions auprès de l'Etat pour les dispositifs Contrat de Ville et Atelier Santé Ville à hauteur des montants notifiés pour le contrat de la ville de Marseille.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer les conventions de financement conclues entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et l'Etat pour les dispositifs Contrat de Ville et Atelier Santé Ville sur la ville de Marseille.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEVT 004-5887/19/BM

■ Demande de subvention auprès du Commissariat Général à l'Égalité des Territoires dans le cadre du Contrat de Ville du Pays de Martigues MET 19/10675/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille Provence est engagée dans la réalisation de nombreuses actions au sein de ses territoires. Certaines des opérations qui traduisent les politiques publiques métropolitaines peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers, ou privés. Il importe en conséquence de solliciter, dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement, leur participation.

Descriptif de l'opération concernée :

Le Contrat de Ville 2015-2020 du Pays de Martigues s'inscrit dans la loi de programmation pour la ville et la cohésion urbaine du 21 février 2014. Il a été proposé par l'État aux communes, aux établissements publics de coopération intercommunale, au Conseil Régional, Départemental et à d'autres partenaires. Les politiques publiques qui devront être mises en œuvre mobiliseront des moyens en matière d'éducation, de sport, de culture, d'emploi, de justice, de transport, de santé et de prévention de la délinquance, ...

A la suite de l'appel à projets 2019 du Contrat de Ville, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence propose deux actions concourant au développement de la citoyenneté en direction des jeunes :

- « Animations Droit et Citoyenneté 2019 » : faire participer des élèves de primaire du territoire du Pays de Martigues à des animations relatives à l'Éducation au Droit et à la Citoyenneté et les sensibiliser aux notions de droit, devoir, d'égalité notamment filles/garçons, de respect et de l'utilisation citoyenne de nouveaux outils informatiques et de communication comme Internet.

- « Concours Citoyenneté 2019 » : faire participer des élèves sous forme de concours, à la conception d'un

travail sur le sujet «Civilité, Citoyenneté pour mieux vivre ensemble» sur des supports libres (vidéos, chansons, diaporamas, BD, brochures...) et aborder au cours de ce travail les notions de citoyenneté, transmissions de savoirs, devoirs citoyens,... .

La présente délibération vise à approuver la demande de subvention auprès du Commissariat Général à l'Égalité des Territoires et à signer tous les documents y afférents.

Le coût prévisionnel de cette opération est estimé à 32 000 euros TTC. Le plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant :

ORGANISMES SOLLICITES	TAUX SOLLICITES	MONTANTS SOLLICITES
Commissariat Général à l'Égalité des Territoires	12.5 %	4 000 euros
Métropole Aix-Marseille-Provence	12.5 %	4 000 euros

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2014-173 du 21 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion urbaine ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La circulaire du 15 octobre 2014 relative aux modalités opérationnelles d'élaboration des contrats de ville ;
- La délibération FAG 21-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole.
- Les décisions du Comité de Pilotage du 1^{er} mars 2019 répartissant les subventions du programme d'actions pour l'exercice 2019 du Contrat de Ville du Pays de Martigues ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de procéder à la réalisation de l'opération suivante : programme d'actions 2019 du Contrat de Ville du Pays de Martigues.

Délibère

Article 1 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant, est autorisé à solliciter les aides financières auprès du Commissariat Général à l'Egalité des Territoires et à signer tout document y afférent pour la réalisation de cette opération.

Article 2 :

La recette de 4 000 euros sera constatée au budget de la Métropole S/Pol E110 au chapitre 74 Nature 74 718 Fonction 52.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEVT 005-5888/19/BM

**■ Attribution d'une subvention au profit de l'association APERS (Association de Prévention et de Réinsertion Sociale) - Approbation d'une convention
MET 19/10789/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

L'APERS est une association créée en 1980 qui est agréé par le Ministre de la Justice.

Dans le cadre de ses missions, l'APERS met en œuvre des postes d'intervenant social au sein des commissariats et des brigades de gendarmerie pour l'accueil des victimes d'infractions pénales sur les Conseils de Territoire du Pays d'Aix (Aix-en-Provence, Bouc Bel Air, Gardanne, Peyrolles-en-Provence, Trets, Vitrolles), du Pays de Martigues (Martigues) et du Pays Salonais (Salon de Provence, Berre l'Etang) et du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence (Istres, Miramas). Il s'agit de mettre à disposition de l'ensemble des publics s'adressant aux commissariats et aux brigades de gendarmerie concernés, une écoute spécialisée, une évaluation et une orientation appropriée à la problématique rencontrée, ainsi que de pouvoir apporter une réponse immédiate aux situations de détresse.

Par ailleurs, afin de favoriser l'accès aux droits, l'aide et l'information des victimes d'infractions pénales, l'APERS met également en place des permanences d'accueil de juristes et de psychologues au sein de la Maison de Justice et du Droit d'Aix-en-Provence et dans d'autres structures du territoire concerné (Aix-en-Provence, Gardanne, Les Pennes Mirabeau, Vitrolles) ainsi que sur le Territoire Istres-Ouest Provence (Miramas, Istres et Port-Saint-Louis-du-Rhône). Il s'agit, par ces permanences, de garantir à toute victime d'infraction pénale la compétence d'un service spécialisé dans l'accueil, le soutien, l'aide aux démarches, l'accompagnement dans la procédure judiciaire, l'aide à la constitution de dossiers CIVI ou d'aide juridictionnelle, le soutien psychologique ou l'orientation sur des services spécialisés si nécessaire

Afin de pouvoir continuer à œuvrer sur les Territoires concernés, l'APERS sollicite de la Métropole Aix-Marseille-Provence une subvention au titre de l'année 2019 à hauteur de 149 500 €.

Il est proposé de répondre favorablement à cette demande, en accordant les montants suivants :

- 66 960 € pour le Territoire du Pays d'Aix
- 5 000 € pour le Territoire du Pays Salonais
- 15 000 € pour le Territoire du Pays de Martigues
- 26 000 € pour le Territoire du Pays d'Istres-Ouest Provence réparti comme suit :
 - permanences d'aide et accompagnement des victimes sur les communes d'Istres, Miramas et de Port-Saint-Louis-du-Rhône : 7 130 €
 - postes d'intervenants sociaux au sein des commissariats d'Istres et de Miramas : 18 870 €

La dépense en résultant sera imputée sur l'état spécial de chaque Territoire concerné.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;
- Le décret n° 2001-495 du 6 juin 2001 relatif à la transparence des aides octroyées par les personnes publiques pris pour l'application de l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000,
- La délibération n°FAG 002-542/16/CM du 30 juin 2016 relative à l'octroi de subventions aux associations par les Conseils de territoire,
- La présentation en Commission en charge du suivi et de la cohérence des subventions accordées aux associations,
- La délibération FAG 21-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine de la Présidente du Conseil de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 9 mai 2019 ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays Salonais du 13 mai 2019 ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Istres-Ouest Provence du 13 mai 2019 ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays de Martigues du 13 mai 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la volonté de la Métropole Aix-Marseille-Provence de soutenir un certain nombre d'associations dans le domaine de l'accès au droit et de l'aide et l'accompagnement des victimes qui mènent, à l'échelle de son territoire, des actions pertinentes en cohérence avec les principaux axes de sa politique en matière de prévention de la délinquance.

Délibère

Article 1 :

Est attribuée une subvention d'un montant total de 112 960 euros à l'Association de Prévention et de Réinsertion Sociale APERS, se répartissant comme suit :

- 66 960 euros sur l'état spécial du Territoire du Pays d'Aix
- 5 000 euros sur l'état spécial du Territoire du Pays Salonais
- 26 000 euros sur l'état spécial du Territoire du Pays Istres-Ouest Provence
- 15 000 euros sur l'état spécial du Territoire du Pays de Martigues.

Article 2 :

Est approuvée la convention d'objectifs, ci-annexée, à conclure avec l'Association de Prévention et de Réinsertion Sociale APERS.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer tous les documents afférents à l'exécution de la présente convention et, notamment la convention ci-annexée.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur :

- l'état spécial du Territoire du Pays d'Aix sur la ligne, au chapitre 65 et au compte 65748.
- l'état spécial du Territoire du Pays Salonais sur la ligne, au chapitre 65 et au compte 657382.
- l'état spécial du Territoire du Pays Istres-Ouest Provence sur la ligne, au chapitre 65 et au compte 65748.
- l'état spécial du Territoire du Pays de Martigues sur la ligne, au chapitre 65 et au compte 65748.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEVT 006-5889/19/BM

■ Attribution d'une subvention au profit du Conseil Départemental de l'Accès au Droit (CDAD 13) pour l'année 2019 - Approbation d'une convention
MET 19/10795/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Le Conseil Départemental d'Accès au Droit des Bouches-du-Rhône (CDAD 13) est un groupement d'intérêt public doté de la personnalité morale placé sous la présidence du Président de Tribunal de Grande Instance de Marseille, cette structure réunit différents acteurs qui œuvrent pour l'accès au Droit dans le département : les professionnels du droit (avocats, notaires, huissiers de justice, ...), les collectivités locales en charge des politiques sociales, les associations spécialisées et l'État.

Dans le cadre de ses missions, le CDAD 13 organise des permanences de consultations juridiques d'avocat, de notaire et d'huissier. Les personnes qui consultent ont accès gratuitement à ces permanences aux heures et jours prévus, sans ou avec prise de rendez-vous.

Ce dispositif d'accès au Droit concerne le Conseil de Territoire du Pays d'Aix (Aix-en-Provence, Bouc-Bel-Air, Gardanne, Les Pennes Mirabeau, Vitrolles) et le Conseil de Territoire du Pays de Martigues (Martigues, Port-de-Bouc). Il se développe au sein de la Maison de Justice et du Droit d'Aix-en-Provence, ainsi que dans celle du Pays de Martigues et se décline également sous forme de permanences dans d'autres structures des territoires concernés.

Afin de pouvoir continuer à œuvrer sur les Territoires concernés, le CDAD 13 sollicite de la Métropole Aix-Marseille-Provence une subvention au titre de l'année 2018 à hauteur de 93 181 €.

Il est proposé de répondre favorablement à cette demande, en accordant les montants suivants :

- 30 411 € pour le Territoire du Pays d'Aix
- 8 781 € pour le Territoire du Pays de Martigues.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;

- Le décret n° 2001-495 du 6 juin 2001 relatif à la transparence des aides octroyées par les personnes publiques pris pour l'application de l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 ;
- La délibération n° FAG 002-542/16/CM en date du 30 juin 2016 relative à l'octroi de subventions aux associations par les Conseils de territoire ;
- La présentation en Commission en charge du suivi et de la cohérence des subventions accordées aux associations ;
- La délibération FAG 21-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine de la Présidente du Conseil de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 9 mai 2019 ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays de Martigues du 13 mai 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la volonté de la Métropole Aix-Marseille-Provence de soutenir un certain nombre d'associations dans le domaine de l'accès au droit et de l'aide et l'accompagnement des victimes qui mènent, à l'échelle de son territoire, des actions pertinentes en cohérence avec les principaux axes de sa politique en matière de prévention de la délinquance.

Délibère

Article 1 :

Est attribuée une subvention au CDAD 13 d'un montant total de 39 192 euros, se répartissant comme suit :

- 30 411 euros pour le Territoire du Pays d'Aix
- 8 781 euros pour le Territoire du Pays de Martigues.

Article 2 :

Est approuvée la convention d'objectifs, ci-annexée, à conclure avec le CDAD 13.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention et tout document y afférent.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur :

- l'état spécial du Territoire du Pays d'Aix sur la ligne, au chapitre 65 et au compte 65748.

- l'état spécial du Territoire du Pays de Martigues sur la ligne, au chapitre 65 et au compte 65748.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEVT 007-5890/19/BM

■ Attribution d'une subvention à l'association SOS Femmes 13 pour l'année 2019 - Approbation d'une convention MET 19/10796/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

SOS Femmes 13 est une association créée en 1976 œuvrant à la lutte contre les violences conjugales.

Dans le cadre de ses missions, SOS Femmes 13 assure :

- Sur le Territoire du Pays d'Aix : La mise en œuvre des permanences d'accueil, d'écoute et d'accompagnement des femmes victimes de violence (Aix-en-Provence, Vitrolles, Pertuis, Gardanne, Bouc-Bel-Air) ; l'animation du réseau, sur cette thématique, des institutionnels et des professionnels du secteur social et de la santé (Aix-en-Provence, Bouc-Bel-Air, Gardanne) ; la participation au protocole de lutte contre les violences conjugales mis en place par le Parquet d'Aix-en-Provence.

- Sur le Territoire du Pays de Martigues : La gestion d'une structure d'accueil, lieu d'écoute et d'accompagnement des victimes de violence conjugale (Port-de-Bouc), avec 8 places d'hébergement d'urgence.

Afin de pouvoir continuer à œuvrer sur les Territoires concernés, SOS Femmes 13 sollicite de la Métropole Aix-Marseille-Provence une subvention au titre de l'année 2019 à hauteur de 65 000€.

Il est proposé de répondre favorablement à cette demande, en accordant les montants suivants :

- 28 000 € pour le Territoire du Pays d'Aix

- 12 000 € pour le Territoire du Pays de Martigues.

La dépense en résultant sera imputée sur l'état spécial de chaque Territoire concerné.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations,
- Le décret n° 2001-495 du 6 juin 2001 relatif à la transparence des aides octroyées par les personnes publiques pris pour l'application de l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000,
- La délibération n°FAG 002-542/16/CM du 30 juin 2016 relative à l'octroi de subventions aux associations par les Conseils de territoire,
- La présentation en Commission en charge du suivi et de la cohérence des subventions accordées aux associations ;
- La délibération FAG 21-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole.
- La lettre de saisine de la Présidente du Conseil de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 9 mai 2019
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays de Martigues du 13 mai 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la volonté de la Métropole Aix-Marseille-Provence de soutenir un certain nombre d'associations dans le domaine de l'accès au droit et de l'aide et l'accompagnement des victimes qui mènent, à l'échelle de son territoire, des actions pertinentes en cohérence avec les principaux axes de sa politique en matière de prévention de la délinquance.

Délibère

Article 1 :

Est attribuée une subvention d'un montant de 40 000 euros, au titre de l'exercice 2019 à l'Association SOS FEMMES 13 et répartie comme suit :

- 28 000 euros pour le Territoire du Pays d'Aix
- 12 000 euros pour le Territoire du Pays de Martigues.

Article 2 :

Est approuvée la convention annuelle d'objectifs ci-annexée, définissant les conditions d'octroi de cette subvention.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer cette convention et tout document y afférent.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur :

- l'état spécial du Territoire du Pays d'Aix sur la ligne, au chapitre 65 et au compte 65748.
- l'état spécial du Territoire du Pays de Martigues sur la ligne, au chapitre 65 et au compte 65748.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEVT 008-5891/19/BM

**■ Adhésion à l'Agence Départementale d'Information sur le Logement des Bouches-du-Rhône (ADIL 13)
MET 19/10676/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

L'Agence Départementale d'Information sur le Logement (ADIL) des Bouches-du-Rhône est une association d'information sur le logement créée en 2002. Elle est affiliée à un réseau national (ANIL) et bénéficie d'un agrément délivré par le Ministre chargé du Logement.

Conformément à l'article L 366-1 du Code de la Construction et de l'Habitation, l'ADIL des Bouches-du-Rhône a pour mission d'informer gratuitement les usagers sur leurs droits et obligations, sur les solutions de logement qui leur sont adaptées, notamment sur les conditions d'accès au parc locatif et sur les aspects juridiques et financiers de leur projet d'accession à la propriété, ceci à l'exclusion de tout acte administratif, contentieux ou commercial.

Pour accomplir sa mission, l'ADIL 13 conduit trois

types d'actions :

- Informer et conseiller gratuitement les habitants dans la conduite de leur projet liée au logement (accès au parc locatif privé et social, accession à la propriété, investissement locatif...) et dans la résolution de leurs difficultés liées au logement (habitat indigne, impayés de loyer, copropriétés fragiles et dégradées...). Cette mission d'information est assurée à partir du siège de l'ADIL 13 sis 15, avenue Robert Schuman, 13002 Marseille et via un réseau de 36 permanences situées sur le territoire métropolitain;

- Observer le fonctionnement des marchés du logement et de l'habitat, les pratiques des professionnels et le comportement des ménages (observatoire de l'habitat, des loyers du parc privé, de l'accession à la propriété, des fragilités liées au logement...);

- Former les acteurs de l'habitat des secteurs publics et privés afin de sécuriser leur intervention dans le domaine de l'habitat en prenant en compte l'évolution des législations et des dispositifs locaux et nationaux de l'habitat.

L'ADIL 13 est composée de membres de droit que sont notamment le Département des Bouches-du-Rhône, l'Etat et l'Association des Maires de France, et de membres adhérents qui sont des personnes morales intervenant dans le domaine du logement ou de l'habitat dans le département des Bouches-du-Rhône.

Dans le cadre de sa compétence en matière d'habitat, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'appuie sur des partenaires pour l'accompagner dans la mise en œuvre d'actions en faveur des habitants.

Ainsi, et compte tenu des missions de l'ADIL 13, la Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite adhérer à cette association, structure reconnue en la matière et qui intervient déjà depuis de nombreuses années sur le territoire métropolitain.

Il est précisé que l'adhésion de la Métropole à cette association sera sans incidence financière, les collectivités territoriales et EPCI adhérents n'étant pas soumis au paiement d'une cotisation, conformément aux statuts de l'ADIL 13 (art. 18).

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;

- Le Code de la Construction
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La délibération FAG 21-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que l'ADIL 13 est une association agréée d'information sur le logement ;
- Qu'afin de pouvoir mener ses missions en matière d'habitat, la Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite adhérer à l'ADIL 13 qui constitue un acteur incontournable dans ce domaine et développe différentes actions tant à destination des habitants que des acteurs de l'habitat ;
- Que l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à cette association n'est pas soumise au paiement d'une cotisation ;

Délibère

Article unique :

Est approuvée l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'Agence Départementale d'Information sur le Logement des Bouches-du-Rhône (ADIL 13).

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

***Commission "Environnement,
Développement Durable,
Agriculture et Forêt"***

ENV 001-5892/19/BM

■ Approbation d'une convention de mise à disposition temporaire du domaine public de concession avec la Société du Canal de Provence pour le maintien du kiosque d'information de Bimont

MET 19/10848/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

En 2016, la Société du Canal de Provence a entamé d'importants travaux de rénovation du barrage de Bimont et de ses ouvrages annexes.

Compte tenu de la grande fréquentation du site par le public (estimée par comptage à 210.000 personnes par an), en concertation avec la Métropole Aix-Marseille-Provence, Territoire du Pays d'Aix, Direction du Grand Site Sainte-Victoire et Espaces Naturels, il a été décidé d'aménager un point d'information aux abords du parking de Bimont, avant l'entrée du site d'exploitation. Il s'agit d'un kiosque en bois, propriété de la Métropole, qui en assume la gestion. Il est installé sur la parcelle AB26 (commune de Saint-Marc-Jaumegarde), dépendant de la concession régionale gérée par la Société du Canal de Provence.

Compte tenu de sa situation et de sa fréquentation, ce kiosque ouvert d'avril à octobre joue un rôle fondamental en terme d'accueil des publics, en particulier lorsque les massifs forestiers sont fermés pour cause de risque météorologique incendie. Complémentaire aux panneaux d'information présentant les travaux en cours sur le barrage de Bimont, le rôle des agents d'accueil exerçant au kiosque est d'accueillir, informer, orienter et servir de relais vers les centres d'intérêt touristiques et économiques accessibles sur le territoire selon les demandes et les profils de visiteurs touristes, voisins, administrés en promenade en famille ou individuels pratiquant une activité sportive.

Le kiosque est une structure légère en bois (dimensions 3,01 mètres de largeur x 6,21 mètres de longueur x 3,01 de hauteur), gérée par la Direction du Grand Site. Il comprend de la documentation, une boutique, un logiciel de caisse doté d'un terminal de paiement électronique, des toilettes sèches pour les agents, dispose d'une rampe d'accès externe adaptée aux personnes à mobilité réduite et est doté d'un banc sur son côté gauche. Il a vocation à être maintenu dans le cadre d'un partenariat renouvelé avec la Société du Canal de Provence, propriétaire du foncier.

En accord avec la Société du Canal de Provence, la convention objet du présent rapport vise à déterminer les conditions de mise à disposition de la parcelle AB n°26 au profit de la Métropole. Cette convention autorise le maintien du point d'information de la Métropole pendant une durée de 3 ans, à compter du 1er janvier 2020, soit jusqu'au 31 décembre 2022. En raison de l'utilité publique et commune aux deux parties, cette mise à disposition est consentie à titre gratuit.

Il faut noter que la transformation de ce kiosque en un bâtiment pérenne, de type espace muséographique, lieu d'exposition et de présentation des productions locales, sera étudiée par les services respectifs de la

Métropole Aix-Marseille-Provence en collaboration avec ceux de la Société du Canal de Provence, de la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (DREAL), de l'inspecteur des sites et des Architectes des Bâtiments de France et de la commune de Saint-Marc Jaumegarde à travers la réalisation d'un projet de maison d'accueil du public.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- La délibération n° ENV004 - 1135/16 /CM du Conseil de la Métropole du 17 octobre 2016 portant Dissolution du Syndicat Mixte Départemental des Massifs Concors et Sainte-Victoire- Modalités d'intégration, d'organisation et de gouvernance au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour pérenniser l'action du Grand Site Sainte-Victoire ;
- La délibération n°ENV001-1443/16/CM du Conseil de la Métropole du 15 décembre 2016 portant Dissolution du Syndicat Mixte Départemental des massifs Concors et Sainte-Victoire – Modalités d'organisation pour pérenniser l'action du Grand Site Sainte-Victoire ;
- La délibération n°ENV 003-5211/18/CM du Conseil de la Métropole du 13 décembre 2018 portant candidature au renouvellement du Label Grand Site de France de Concors et Sainte-Victoire ;
- La délibération FAG 21-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Le territoire d'exception que constituent les sites classés de la montagne Sainte-Victoire et du massif de Concors, ainsi que leurs franges et piémonts.
- Les enjeux de préservation et de gestion liés à cet espace reconnu par l'État et porté par un engagement fort de la Métropole Aix-Marseille-Provence.
- Les études de fréquentation attestant que les principaux itinéraires de promenade se situent autour des zones de stationnement de Bimont et Roques-Hautes.
- Le projet de territoire pour la période 2019-2025, co-construit avec l'ensemble des partenaires institutionnels, professionnels et locaux du Site, et notamment sa mesure 9C29 du projet de renouvellement du Label « Grand Site de France » constituant en un renforcement de la qualité d'accueil sur les lieux très fréquentés de Sainte-Victoire.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention de mise à disposition temporaire du domaine public de concession entre la Société du Canal de Provence et la Métropole Aix-Marseille-Provence pour le maintien d'un point d'information du public sur le site du barrage de Bimont.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer la convention et toutes les pièces nécessaires à l'aboutissement de ce dossier.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ENV 002-5893/19/BM

**■ Attribution d'une subvention à l'Association France Forêt PACA pour le programme d'actions intitulé "Pin d'Alep : le retour en scierie"-
Approbation d'une convention
MET 19/10833/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La forêt de la Métropole Aix-Marseille-Provence s'étend sur 152 000 hectares, soit plus de 50 % de la surface métropolitaine, et est dominée par trois grands types de peuplements :

- Les conifères, dominés principalement par le Pin d'Alep, qui représentent 33,1 % du couvert végétal du territoire (*BD Forêts, IGN, 2008*). Le Pin d'Alep représente 36 % des essences végétales boisées et 95 % des forêts de conifères. Cette espèce xérophile est peu exigeante en richesse de sol et en besoin en eau. Elle colonise rapidement les espaces couverts, notamment après le passage d'un incendie. Ces facteurs expliquent que le Pin d'Alep soit aujourd'hui l'essence boisée la plus représentée sur le territoire.
- Les feuillus, qui représentent 17,9 % du couvert végétal du territoire. Peu présents au sud du territoire, les feuillus sont davantage représentés au nord et en particulier dans les Alpilles, le Concors Sainte Victoire et le Régagnas.
- Les peuplements mélangés qui représentent 20 % du couvert végétal.

Le reste du couvert végétal est occupé par des landes et des zones à composition indéterminées venant de coupes rases ou incendies (2,5 %).

Essence pionnière du littoral méditerranéen, le Pin d'Alep représente le peuplement principal de la plupart des forêts récentes nées de la recolonisation des terres agricoles qui étaient à l'état de friches ou de sites incendiés. Actuellement sous valorisée, le Pin d'Alep souffre d'une mauvaise image construite au fil du temps. Pourtant, il possède de vrais atouts pour être transformé en bois d'œuvre.

Utilisé durant 3000 ans pour la construction navale, les charpentes d'édifices religieux et les habitations, ce bois a été oublié au XXème siècle. Sa présence dans certains vestiges archéologiques antiques, notamment des barques retrouvées sur les côtes françaises et espagnoles, ainsi que des vestiges du moyen âge comme l'Abbaye de Psalmodie dans le Gard, en atteste. En Provence, il a été utilisé dans la charpente traditionnelle durant des siècles. Le Pin d'Alep, bois nerveux, lourd mais solide, a également été employé en bois de mine pour soutenir les galeries. On retrouve encore aujourd'hui des poutres en bois rond de pin d'Alep dans de nombreux bâtiments provençaux et jusque dans les fondations du cirque antique d'Arles (datant du IIème siècle). Malheureusement, en raison de son absence de norme, il n'a été destiné au XXème siècle que pour l'énergie ou la trituration (pâte à papier).

En raison de la spécificité de ses peuplements, de son potentiel, du réchauffement climatique, des risques (incendies, aléas climatiques et maladies phytosanitaires) et des besoins locaux en bois (bois énergie, bois de construction, bois industrie), la Métropole Aix-Marseille-Provence a pris en charge l'exercice de la compétence « Milieux Forestiers » afin d'une part de contribuer à la préservation de ses forêts et d'autre part de mettre en place une politique incitative à la valorisation de ces espaces. Dans le cadre de ces nouvelles missions, le développement de la filière bois construction est l'une des priorités.

L'association France Forêt PACA a pour but de regrouper les représentants de la forêt privée et publique de Provence Alpes Côte d'Azur en vue de promouvoir le développement forestier, par la mise en valeur et la protection des espaces forestiers dans le cadre des objectifs de gestion durable et multifonctionnelle des forêts et de leurs ressources notamment concernant la prévention et la défense des forêts contre l'incendie.

Cette association a porté durant trois années l'action « *La valorisation en bois d'œuvre du pin d'Alep, source d'économie et d'emploi pour la forêt méditerranéenne* », pour laquelle le territoire du Pays d'Aix et le territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile ont participé au financement, et qui a trouvé son véritable aboutissement le 14 avril 2018 avec l'intégration du Pin d'Alep dans la norme sur le bois dans la construction (NF B52-001*). Ainsi, depuis cette date, le Pin d'Alep a trouvé un débouché potentiel pour son bois d'œuvre en structure des bâtiments. Les tests effectués pour obtenir cette normalisation ont démontré que cette essence de bois est très solide, souvent supérieure aux valeurs moyennes des autres résineux français et européens. La caractérisation mécanique de son bois, qui a permis de l'inscrire dans la norme des bois de structure, a en effet démontré ses excellentes performances.

En réhabilitant l'usage de cette essence pour la construction, cette normalisation ouvre la voie d'un développement économique nouveau par la transformation de ce bois aux qualités remarquables, en permettant de le positionner sur le marché de la construction bois en plein essor. Les résultats obtenus, ainsi que l'intérêt suscités dans le monde professionnel, laissent entrevoir une dynamique propice à la création d'une vraie filière de transformation et de valorisation du Pin d'Alep en bois d'œuvre, source d'économie et d'emplois pour la forêt méditerranéenne.

Cette reconnaissance offre de grandes perspectives de valorisation de la forêt méditerranéenne. Le marché de la construction reste cependant à créer. En effet, la filière de transformation du Pin d'Alep en bois d'œuvre n'en est qu'à ses balbutiements. Seules des réalisations concrètes dans des bâtiments publics ou privés utilisant du Pin d'Alep et une communication

efficace sur les possibilités d'utiliser cette essence dans la construction permettront de mobiliser les professionnels pour sélectionner, transformer et mettre en œuvre cette variété d'arbre. Son utilisation en bois de construction dépendra de la qualité des bois qui seront récoltés (tronc droit, peu de nœuds, diamètre suffisamment gros), qualité qui dépend du niveau d'entretien et d'exploitation des forêts.

Pour atteindre cet objectif, il est nécessaire de réaliser une grande opération de communication positive, mettant en avant les qualités de ce bois et tout l'intérêt de son utilisation. Cette opération sera le premier pas de la réhabilitation de l'usage de cette essence en bois d'œuvre. Elle permettra en outre de remobiliser les différents acteurs et engager les professionnels dans une dynamique d'action pour concrétiser la valorisation bois d'œuvre de ce pin.

L'association France Forêt PACA se propose ainsi de :

- Accroître la notoriété du bois de Pin d'Alep en tant que bois d'œuvre ;
- Mettre en forme et diffuser les livrables de l'action « *La valorisation bois d'œuvre du Pin d'Alep, source d'économie et d'emploi pour la forêt méditerranéenne aux professionnels* » avec des outils efficaces leur permettant de s'approprier rapidement l'état de l'art sur le bois d'œuvre de Pin d'Alep ;
- Susciter des initiatives visant à le prescrire dans des projets de constructions en s'adressant aux maîtres d'ouvrages et aux maîtres d'œuvre ;
- Susciter des initiatives visant à améliorer les peuplements de pin d'Alep afin de s'inscrire dans une sylviculture de bois d'œuvre sur le long terme ;
- Envoyer un message aux acteurs de la transformation et de la mise en œuvre du bois, afin qu'ils se préparent à fournir du bois de pin d'Alep pour les opérations pilotes ;
- Acter un passage de témoin entre les acteurs du seul amont forestier (représentés par France Forêt Provence-Alpes-Côte d'Azur) et l'ensemble des professionnels de la filière qui ensuite récolteront, transformeront et mettront en œuvre le pin d'Alep dans la construction (fédérés par l'interprofession Fibois Sud-Provence-Alpes-Côte d'Azur) ;

La valorisation du Pin d'Alep est un enjeu majeur auquel doivent faire face les forestiers régionaux pour assurer les conditions d'une gestion durable de la forêt méditerranéenne et contribuer ainsi à la protection contre l'incendie. Au-delà, elle constitue un enjeu de remise en route d'une nouvelle économie

autour de la forêt au bénéfice commun et mutuel des forestiers et des entreprises du bois.

Le projet « Pin d'Alep : le retour en scierie », porté par les membres de France Forêt PACA, sera mené dans le cadre interprofessionnel de Fibois SUD PACA, en partenariat étroit avec ses financeurs.

Cette action s'inscrit dans le cadre des politiques de valorisation de la forêt portées par l'Etat (ministère de l'agriculture), la Région Sud, le Département des Bouches du Rhône et la Métropole Aix Marseille Provence. Le public ciblé est constitué des acteurs au sens large de la filière forêt bois de notre région : institutions publiques, propriétaires et gestionnaires forestiers, exploitants forestiers, scieurs, charpentiers, menuisiers, maîtres d'ouvrage, architectes, bureaux d'études, etc. En tout, ce sont 300 personnes qui sont concernées.

Le coût de ce programme d'actions est évalué à 33 200 euros. La participation de la Métropole Aix-Marseille-Provence est sollicitée à hauteur de 5300 euros, soit 15,96 % du montant de l'opération.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° ENV 001-2808/17/CM du 19 octobre 2017 portant sur la généralisation de l'exercice de la compétence « Milieux Forestiers » à l'ensemble du territoire métropolitain ;
- La délibération n° FAG 092-4908/18/CM du 13 décembre 2018 portant approbation du Budget Principal 2019 de la Métropole Aix Marseille Provence ;
- La délibération FAG 21-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que le programme d'actions prévu par l'Association France Forêt PACA intitulé « Pin d'Alep : le retour en scierie » répond totalement à la politique forestière menée par la Métropole Aix Marseille Provence.
- Qu'il convient d'autoriser la signature de la convention ci-annexée.
- Qu'il convient d'autoriser le versement de la subvention pour la réalisation de ce programme d'action.

Délibère

Article 1 :

Est attribuée une subvention de 5300 euros par la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'Association France Forêt PACA.

Article 2 :

Est approuvée la convention ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et l'Association France Forêt PACA.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer cette convention.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget principal 2019 de la Métropole Aix-Marseille-Provence (BPM), gestionnaire FORET4, Section de Fonctionnement, Sous Politique G810, Nature 65748, Fonction 6312.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ENV 003-5894/19/BM

■ Attribution d'une subvention au Conservatoire d'Espaces Naturels de Provence-Alpes-Côte d'Azur au titre de l'année 2019 - Approbation d'une convention

MET 19/10785/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Avec près de 60 % de son territoire couvert par des espèces naturels, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce de plein droit la mise en œuvre d'actions de valorisation de ce patrimoine naturel et paysager. Elle porte dans son projet l'engagement de développer une politique de préservation de la biodiversité et des espaces naturels en s'engageant à trouver « un juste équilibre entre protection, gestion, valorisation et animation ».

Créé en 1975 le Conservatoire régional d'espaces naturels de Provence-Alpes-Côte d'Azur est une association à but non lucratif et d'intérêt général, de type Loi 1901 qui œuvre en faveur de la protection et de la conservation de la nature dans les six départements de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur par le déploiement de projets de connaissance, de maîtrise foncière et d'usages et de gestion et de valorisation.

Une convention cadre signée en 2018 fixe les axes de partenariat entre les deux structures et notamment pour favoriser la mise en œuvre d'une politique commune d'amélioration de la connaissance sur la biodiversité métropolitaine.

Dans ce contexte et conformément à sa mission d'expertise et d'appui aux politiques publiques, le CEN PACA porte le projet de définir une stratégie en faveur de l'amélioration de la connaissance du patrimoine naturel du territoire de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'année 2018 a été consacrée à l'établissement de l'état initial des connaissances faunistique et floristique du territoire métropolitain.

En 2019, le CEN PACA propose de réaliser des inventaires ciblés reposant sur des critères géographique et taxonomique.

Pour réaliser ce projet, l'association sollicite un accompagnement financier de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 40 000 euros. Le budget prévisionnel global de l'action spécifique est de 50 075 euros.

Il est rappelé que le Conseil de Territoire du Pays Salonais a attribué une subvention au profit de la-dite association pour l'année 2019 d'un montant de 9 000 € au titre d'actions spécifiques « Suivis des aigles de Bonelli du site Natura 2000 Garrigues de Lançon et chaines alentours » et « Préservation du gîte à chauves-souris à Saint-Chamas ».

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération FAG 21-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole.
- La présentation en Commission en charge du suivi et de la cohérence des subventions accordées aux associations ;
- La délibération n°ENV102-3749/18/BM du 18 mai 2018 approuvant la convention cadre avec le Conservatoire d'espaces naturels de Provence Alpes-Côte d'Azur ;
- La délibération n°29/19 du Conseil de Territoire du 27 février 2019 relative à l'attribution de subvention au Conservatoire d'espaces naturels de Provence Alpes-Côte d'Azur.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Le partenariat existant entre le CEN PACA et la Métropole Aix-Marseille-Provence pour développer des actions notamment en faveur de la connaissance du patrimoine naturel métropolitain ;
- L'intérêt pour la Métropole Aix-Marseille-Provence de disposer d'une connaissance la plus précise possible de sa richesse dans l'exercice de sa politique de valorisation des espaces naturels et d'aménagement du territoire.

Délibère

Article 1 :

Est attribuée une subvention de fonctionnement d'un montant de 40 000 euros au conservatoire d'Espaces Naturels de Provence Alpes-Cote d'Azur.

Article 2 :

Est approuvée la convention définissant les conditions d'octroi de cette subvention ci-annexée.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole, ou son représentant, est autorisé à signer cette convention et tous documents y afférents.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget Principal 2019 de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour le budget de la DGA Agriculture, Forêts, Paysages et Espaces naturels (Direction Sites et Espaces Naturels) – sous-politique G811 - Chapitre 65 – Fonction 6312 – Nature 65748.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ENV 004-5895/19/BM

■ Attribution d'une subvention à l'Association Forêt Modèle de Provence pour le programme d'actions de sensibilisation à l'exploitation forestière durable - Approbation d'une convention MET 19/10357/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La forêt de la Métropole Aix-Marseille-Provence s'étend sur 152 000 hectares, soit plus de 50 % de la surface métropolitaine. En raison de la spécificité de ses peuplements (pin d'Alep et chêne vert essentiellement), de son potentiel, du réchauffement climatique, des risques (incendies, aléas climatiques et maladies phytosanitaires) et des besoins locaux en bois (bois énergie, bois de construction, bois industrie), la Métropole Aix-Marseille-Provence a pris en charge l'exercice de la compétence « Milieux Forestiers » afin d'une part de contribuer à la préservation de ses forêts et d'autre part de mettre en place une politique incitative à la valorisation de ces espaces.

La Métropole Aix Marseille Provence est adhérente de l'Association Forêt Modèle de Provence dont l'objet est de mettre en œuvre un processus partenarial visant à promouvoir le développement durable des territoires forestiers en référence au concept de paysage de forêt modèle.

A ce titre, l'Association Forêt Modèle de Provence a pour objectifs d'agir à trois niveaux, à partir d'une réflexion stratégique sur les enjeux et les opportunités du développement durable des territoires forestiers provençaux :

- au niveau local, en mettant en œuvre des actions concrètes à valeur démonstrative sur son territoire de référence, qui se construit autour des massifs de l'Étoile, du Garlaban, de la Sainte-Baume et des Maures

- au niveau régional, en communiquant sur les résultats de ces actions, et en formulant des propositions auprès des instances régionales et nationales en vue d'améliorer les politiques publiques ayant un lien avec la forêt ;

- au niveau international, en échangeant des expériences et en coopérant avec les Forêts Modèles du réseau international et méditerranéen, et avec d'autres entités permettant de développer des relations utiles à la résolution des problèmes de la forêt provençale, afin d'apporter sa contribution au développement durable des paysages forestiers en Méditerranée, et dans le monde.

Ses activités principales sont :

- L'agroforesterie : sensibilisation, mobilisation partenariale, formations, appui à des projets pilote ;
- Le pignon de pin : étude de valorisation, essai de développement, mobilisation de propriétaires et partenaires ;
- La sylviculture : sensibilisation à l'acceptation sociale de la coupe de bois (supports de communication, visites de site, colloque) ;
- Le chêne-liège : journées techniques, étude, expérimentations, concours en lien avec des événements grand public de valorisation ;
- L'arbousier : essais et étude ;
- La gestion forestière concertée et vertueuse : coordination d'un projet pilote et communication.

Aujourd'hui, la Métropole Aix Marseille Provence est sollicitée par l'Association Forêt Modèle de Provence dans le but d'obtenir un appui financier afin de mettre en œuvre un programme d'actions partenarial sur le territoire métropolitain visant à sensibiliser le grand public à l'exploitation forestière durable pour une meilleure acceptabilité sociale de la récolte de bois.

Les objectifs de ce, programme d'actions sont :

- Identifier, sonder et sensibiliser les catégories d'individus pour qui la ou certaines coupes de bois posent problème, et les acteurs forestiers professionnels déclamant la « non-acceptation sociale de la coupe de bois » ;
- Elaborer un plan de communication répondant à la problématique avec efficacité et pertinence.

Pour atteindre ces objectifs, l'Association Forêt Modèle de Provence s'engage à :

1. Regrouper les éventuels avis déjà exprimés par l'une ou l'autre des deux catégories d'individus sur l'enjeu, afin de capitaliser sur l'existant, d'enrichir l'enquête suivante, et de s'en servir de base pour en établir la méthodologie. Pour ce faire, il s'agira d'abord de solliciter les acteurs ayant déjà travaillé sur cet enjeu puis, en complément, de prospecter sur internet (notamment sur les réseaux sociaux des acteurs

précédemment cités).

2. Mener une double-enquête :

- Auprès des acteurs forestiers professionnels (gestionnaires, exploitants et entreprises de travaux forestiers, organismes de développement forestier) déclamant la « non-acceptation sociale de la coupe de bois » : quels sont précisément les discours qui les gênent dans leur activité ? Qui les tiennent ? Quelles en sont les conséquences : types de coupes de bois avortées par pression directe ou indirectes ... ?
- du grand public et particulièrement des usagers forestiers non-professionnels (ex : propriétaires, chasseurs, écologistes, randonneurs, sportifs) : cerner les types de coupes de bois fustigées, les arguments avancés et par opposition leurs représentations et valeurs revendiquées (paysage, usages, durabilité supposé des peuplements etc) d'une forêt modèle. Une réunion sera organisée en salle afin de faire réagir et interagir un groupe d'une dizaine d'individus sur la base de contenus multimédias (photos, vidéos). L'animateur prendra soin de ne pas influencer d'une quelconque manière les réactions et s'assurera que le temps de parole est équitablement réparti entre les participants. Un scribe se chargera d'enregistrer la séance collective afin d'en traiter l'information ultérieurement. Un questionnaire à choix multiple sera adressé à un panel représentatif de ces deux catégories. Il comprendra un tronc commun incluant notamment une présentation générale de l'individu (genre, âge, etc.) et une partie spécifique par catégorie ou sous-catégorie. Pour les participants à la réunion en salle, celui-ci leur sera distribué après, afin de ne pas biaiser leur participation à la réunion. Pour les professionnels, par souci d'efficacité, l'entretien téléphonique semi-directif sera privilégié à l'envoi numérique.

3. Réaliser un Benchmarking en communication : Recenser les outils de sensibilisation déjà réalisés ou en projet par les organismes de développement forestier dans la région, ailleurs en France et dans le monde (notamment dans le Réseau Méditerranéen de Forêts Modèles) et analyser leurs points forts, faibles, pistes éventuelles d'amélioration et de complémentarité par de nouveaux outils.

4. Bâtir un plan de communication ciblé et ambitieux par la réalisation d'un cahier des charges spécifiant la problématique, les objectifs, les publics-cibles et les moyens concrets complémentaires aux actions déjà entreprises pour les atteindre (exemples : expositions, ateliers pédagogiques, conférences, campagne d'affichage, visites de chantier (réelles ou virtuelles),

articles et vidéos, quizz etc.).

La démarche proposée par l'Association Forêt Modèle de Provence s'inscrit totalement dans le Programme Régional Forêt Bois, déclinaison du Programme Nationale Forêt Bois, qui identifie notamment comme objectifs de développer une culture forêt-bois auprès du grand public et de communiquer pour rendre les coupes de bois et donc la sylviculture acceptable. Elle répond également au cadre d'intervention de la politique régionale en faveur de la forêt et de la filière bois par laquelle la Région Provence Alpes Côte d'Azur vise à responsabiliser les citoyens, les propriétaires et les entreprises à l'importance, la sauvegarde et la gestion de la forêt par des campagnes de sensibilisation et actions pédagogiques.

Les bénéficiaires de ce programme d'actions sont les acteurs de la filière forêt-bois de la Métropole et au-delà l'ensemble de l'économie de la Région Provence Alpes Côte d'Azur (8250 salariés, 2800 entreprises directement impliquées, 6200 entreprises indirectement impliquées et potentiellement les 90562 propriétaires forestiers du département des Bouches-du-Rhône).

Le coût de ce programme d'actions est évalué à 25 931 euros. La participation de la Métropole Aix-Marseille-Provence est sollicitée à hauteur de 1300 euros, soit 5 % du montant de l'opération.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° ENV 001-2808/17/CM portant sur la généralisation de l'exercice de la compétence « Milieux Forestiers » à l'ensemble du territoire métropolitain ;
- La délibération n° FAG 092-4908/18/CM du 13/12/2018 portant approbation du budget principal 2019 de la Métropole Aix Marseille Provence ;
- La délibération FAG 21-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que le programme d'actions prévu par l'Association Forêt Modèle de Provence sur le thème de la sensibilisation du grand public à l'exploitation forestière durable pour une meilleure acceptabilité sociale de la récolte de bois répond totalement à la politique forestière menée par la Métropole Aix Marseille Provence,
- Qu'il convient d'autoriser la signature de la convention ci-annexée,
- Qu'il convient d'autoriser le versement de la subvention pour la réalisation de ce programme d'action.

Délibère

Article 1 :

Est attribuée une subvention de 1300 euros par la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'Association Forêt Modèle de Provence.

Article 2 :

Est approuvée la convention ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et l'Association Forêt Modèle de Provence.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer cette convention.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget principal 2019 de la Métropole Aix-Marseille-Provence (BPM), gestionnaire FORET4, Section de Fonctionnement, Sous Politique G810, Nature 65748, Fonction 6312.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ENV 005-5896/19/BM

**■ Attribution d'une subvention à l'association COLINEO au titre de l'exercice 2019 - Approbation d'une convention
MET 19/10527/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

L'association Colinéo, de type loi 1901, œuvre, depuis plus de 30 ans, en faveur notamment de la protection de sites naturels et paysages, de la préservation de la biodiversité. Elle contribue également de par ses actions et son implication dans les massifs provençaux à une amélioration de la connaissance du patrimoine naturel.

Aujourd'hui l'association souhaite contribuer au volet biodiversité de l'Agenda 21 des communes de Fuveau et de Gréasque. Il s'agirait pour ces deux communes de mettre en œuvre un atlas de la biodiversité communale. L'Atlas de la Biodiversité Communale (ABC) a pour objectif d'acquérir des connaissances naturalistes et de déterminer les enjeux en matière de conservation de la biodiversité sur le territoire communal, tout en adoptant une approche participative permettant de mobiliser tous les acteurs du territoire en faveur de la préservation de la biodiversité.

En outre, la Métropole Aix-Marseille-Provence porte dans son projet la volonté de développer une véritable politique de protection et de valorisation de son patrimoine naturel et d'accompagnement des communes. Pour ce faire, elle a lancé en novembre 2018 l'Atlas Métropolitain de la Biodiversité.

La complémentarité des démarches à deux niveaux d'échelle est avérée. Sans contexte, l'implication des communes dans la déclinaison de ce projet, notamment sur le volet sensibilisation et mobilisation citoyenne, contribuera à une meilleure acculturation de la biodiversité métropolitaine.

Dans ce contexte, la Métropole souhaite soutenir l'action de l'association Colinéo, pour un montant de 10 000 euros afin de créer un programme d'activités participatives à destination des citoyens.

Il est précisé que les modalités de versement de cette subvention se feront conformément au Règlement budgétaire et Financier approuvé par délibération n°HN-021-049/16/CM en date du 7 avril 2016.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération FAG 21-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de

compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;

- La délibération n°HN 021-049/16/CM du 7 avril 2016 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- La présentation en Commission en charge du suivi et de la cohérence des subventions accordées aux associations.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- L'intérêt pour la Métropole Aix-Marseille-Provence de soutenir la mise en œuvre d'une action de valorisation pour l'atlas communal de la biodiversité sur le territoire communal de Fuveau et de Gréasque en complémentarité avec l'atlas métropolitain de la biodiversité.

Délibère

Article 1 :

Est attribuée une subvention de fonctionnement d'un montant de 10 000 euros au titre de l'exercice 2019 à l'association COLINEO.

Article 2 :

Est approuvée la convention définissant les conditions d'octroi de cette subvention ci-annexée.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention et tout document y afférent.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget Principal 2019 de la Métropole – sous-politique G811 - Chapitre 65 – Fonction 6312 – Nature 65748.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ENV 006-5897/19/BM

■ Demande de subvention pour la création d'un ouvrage agro-pastoral de type « lavogne » sur la commune de Lançon-Provence dans le cadre du contrat Natura 2000

MET 19/10766/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est engagée dans la mise en œuvre de nombreuses réalisations au sein de ses territoires. Certains des investissements qui traduisent les politiques publiques métropolitaines peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers, ou privés. Il importe en conséquence de solliciter, dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement, leur participation.

Dans le cadre de la gestion des espaces naturels, la Métropole Aix-Marseille-Provence porte la démarche Natura 2000 sur huit sites inscrits au réseau européen sur son territoire.

Le Pays Salonais porte l'animation de cette démarche du site Natura 2000 « Garrigues de Lançon et chaines alentour » (FR9310069) depuis 2012. Le Document d'Objectifs (DOCOB) - plan de gestion du site Natura 2000, approuvé par arrêté préfectoral d'octobre 2014, préconise la mise en œuvre d'actions de gestion en faveur des espèces d'intérêt communautaire ayant justifié la désignation du site. La phase d'animation consiste en la mise en œuvre du DOCOB.

Pour répondre aux objectifs de conservation du site, tout propriétaire, mandataire ou gestionnaire peut entreprendre des mesures de gestion en signant des Contrats Natura 2000 sur les parcelles incluses dans le site Natura 2000. A ce titre la création d'une lavogne, ouvrage agro-pastoral et écologique permettrait d'œuvrer dans la préservation de la biodiversité et le développement du pastoralisme. Cette action est prioritaire car dans les régions provençales où l'eau est rare en surface, l'homme a su tirer profit des « lavognes » destinées à recueillir les eaux de pluie pour permettre aux troupeaux de s'abreuver. Ces points d'eau sont de toute première importance pour la conservation de la biodiversité. Elles sont le lieu de reproduction de plusieurs espèces d'amphibiens. La création d'une lavogne pour la faune sauvage favorise aussi les activités d'élevage traditionnel en permettant au bétail de venir s'y abreuver et ainsi participer à l'entretien des milieux ouverts. Cet aménagement permet aussi la création de connexions entre le monde agricole et le monde de l'écologie.

Les signataires de contrat Natura 2000 peuvent bénéficier de subventions. Le taux de financement de l'Etat est variable en fonction des priorités régionales, et de l'implication financière des collectivités et partenaires. Il peut atteindre le taux global de 100% du montant des dépenses éligibles. Le FEADER interviendra à hauteur de 53 % de la dépense retenue comme éligible. Une participation financière de 20 % est demandée pour les collectivités territoriales.

La commune de Lançon-Provence propriétaire de la parcelle cadastrale D616 concernée par le projet de lavogne donne mandat à la Métropole-Aix-Marseille-Provence pour sa réalisation.

La présente délibération vise à approuver la demande de subvention auprès de l'État et l'Union Européenne et à signer tous les documents y afférents.

Le contrat Natura 2000 non agricole non forestier comporte la mesure suivante :

N23Pi – Aménagements artificiels en faveur des espèces justifiant la désignation d'un site (référence du DOCOB : action GEH7)

Secteur : Lançon-Provence – vallon du pigeonnier

Surface concernée : 0,1 ha (environ)

Le coût prévisionnel de cette opération est estimé à 20 000 euros TTC, sur 1 an sur la base de devis.

Le plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant :

ORGANISMES SOLLICITES	TAUX SOLLICITES	MONTANTS SOLLICITES TTC
ETAT	27%	5 400 euros
Union Européenne (FEADER)	53%	10 600 euros
Métropole Aix Marseille Provence (CT3)	20%	4 000 euros
Total	100%	20 000 euros

En cas de non obtention de la subvention, le projet sera abandonné.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération FAG 21-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- Les directives européennes 2009/147/CEE dite « Oiseaux » et 92/43/CEE dite « Habitats Faune Flore », transposées en droit français par l'ordonnance du 11 avril 2001 et les décrets et circulaires correspondants, concernant la conservation des habitats naturels ainsi que de la faune et de la flore sauvage ;
- La délibération du Bureau de la Métropole MER 002-1720/17/BM du 30 mars 2017 intitulée : demande de subvention pour l'animation du site Natura 2000 Garrigues de

Lançon et chaines alentour - Approbation d'une convention ;

- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays Salonais du 13 mai 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence porte la démarche Natura 2000 sur huit sites inscrits au réseau européen sur son territoire dont le site de la « Garrigues de Lançon et chaines alentour » ;
- Que la commune de Lançon-Provence donne mandat à la Métropole pour entreprendre des mesures de gestion en signant des Contrats Natura 2000 sur les parcelles incluses dans le site Natura 2000 ;
- Qu'à ce titre la création d'un ouvrage agro-pastoral de type « lavogne » permet d'œuvrer à la préservation de la biodiversité et le développement du pastoralisme ;
- Que pour réaliser cet ouvrage, il convient de solliciter une aide financière auprès de l'État et de l'Union Européenne dans le cadre du contrat Natura 2000.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la création d'une Lavogne, ouvrage agro-pastoral sur la commune de Lançon-Provence dans le site Natura 2000 Garrigues de Lançon et chaines alentour.

Article 2 :

Est approuvée la signature du mandat donné par la commune de Lançon-Provence à la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant, est autorisé à solliciter des aides financières auprès de l'Etat et de l'Union Européenne et à signer tout document y afférent.

Article 4 :

Ces recettes seront constatées sur le Budget Principal Métropolitain aux comptes 1321 et 13272 en relation avec l'opération 2017300900 « Natura 2000 ».

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ENV 007-5898/19/BM

■ Renouveau de l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'association Forêt Méditerranéenne et paiement de la cotisation 2019 MET 19/10144/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La forêt de la Métropole Aix-Marseille-Provence s'étend sur 152 000 hectares, soit plus de 50 % de la surface métropolitaine. Disposant d'un caractère très méditerranéen, elle se compose en grande partie de peuplements résineux (pin d'Alep essentiellement), de feuillus (chêne vert essentiellement), de peuplements mélangés et de Landes, et est propice aux incendies, aux aléas climatiques et aux maladies phytosanitaires.

Cette superficie considérable s'étend sur plusieurs types de propriétés, privées à 70 % et publiques à 30 %, qui ne disposent pas toutes d'outils de gestion permettant de mettre en œuvre des dynamiques sylvicoles nécessaires à la valorisation économique et à la préservation de ces espaces (Plan Simple de gestion pour les propriétés privées et Plan d'Aménagement pour les forêts publiques).

Pourtant, en raison de la spécificité de ses peuplements, de son potentiel, du changement climatique, des risques et des besoins locaux en bois (bois énergie, bois de construction, bois industrie), la structuration de la filière forêt apparaît nécessaire et

répond totalement aux trois fonctions de la forêt, à la fois économique, environnementale et sociétale.

C'est dans ce contexte que la Métropole Aix-Marseille-Provence a pris en charge l'exercice de la compétence « Milieux Forestiers » afin d'une part de contribuer à la préservation de ses forêts et d'autre part de mettre en place une politique incitative au développement de sa filière forêt.

De son côté, l'association Forêt Méditerranéenne a pour objectif de favoriser la diffusion des connaissances et les échanges d'information sur les espaces naturels et forestiers méditerranéens. Ses moyens d'actions sont :

- l'organisation de rencontres (séminaires, colloques, journées d'étude, visites, formations, etc...).
- la publication d'une revue francophone d'information générale et technique « Forêt Méditerranéenne », dont l'objectif est de mettre en lumière les grands thèmes concernant les espaces naturels et forestiers méditerranéens ; des numéros spéciaux rendant compte des manifestations organisées par l'association sont régulièrement publiés.
- d'un bulletin d'information trimestriel intitulé « la feuille et l'aiguille » qui concerne un large public ; il donne des informations générales d'actualité sur la forêt méditerranéenne, fait part des activités de l'association et de celles de ses partenaires.
- la publication d'autres ouvrages.
- l'organisation de groupes de travail.
- la promotion de toute autre action nécessaire à atteindre son objectif.

Cette structure associative rassemble un public varié et entretient un réseau constitué d'acteurs institutionnels, socio-professionnels, associatifs, du scientifique au simple amateur, en passant par les professionnels des milieux de la gestion et de la protection de la forêt méditerranéenne (plus de 4000 contacts en France, mais aussi dans les autres pays méditerranéens).

Afin de bénéficier de la mise en réseau avec les différents acteurs de la filière forêt, des échanges de bonnes pratiques, de la diffusion d'informations sur les actions mises en place, le tout contribuant à la structuration de la filière forêt bois et à la valorisation des espaces forestiers, la Métropole Aix Marseille Provence a décidé d'adhérer à l'association Forêt Méditerranéenne par délibération n° ENV 001-4666/18/CM du Conseil de la Métropole du 18 octobre 2018.

Aussi, afin de continuer à bénéficier des actions mises en œuvre par l'association Forêt Méditerranéenne, il est aujourd'hui proposé de renouveler pour l'année

2019 l'adhésion de la Métropole Aix Marseille Provence à cette association -

Le montant de la cotisation est fixé à 220 euros pour l'année 2019. Il couvre à la fois les frais d'adhésion et les frais de six abonnements (1 abonnement par territoire) aux revues éditées par l'association Forêt Méditerranéenne.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales.
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles.
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La délibération n° ENV 001-2808/17/CM du 19 octobre 2017 portant sur la généralisation de l'exercice de la compétence « Milieux Forestiers » à l'ensemble du territoire métropolitain.
- La délibération n° ENV 001-4666/18/CM du Conseil de la Métropole du 18 octobre 2018 portant adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'Association Forêt Méditerranéenne et paiement de la cotisation 2018.
- La délibération N°FAG 21-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que les actions de l'Association Forêt Méditerranéenne représentent un intérêt manifeste pour la Métropole Aix-Marseille-Provence en matière de préservation et de valorisation de la forêt ;
- Qu'à ce titre, et compte tenu des objectifs poursuivis par l'Association Forêt Méditerranéenne, la Métropole Aix-Marseille-

Provence a adhéré à cette association en 2018.

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite renouveler son adhésion à cette association pour l'année 2019.
- Qu'il convient d'autoriser le règlement de la cotisation au titre de l'exercice 2019.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvés le renouvellement de l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'Association Forêt Méditerranéenne et le paiement de la cotisation 2019 d'un montant de 220 euros.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2019 de la Métropole Aix Marseille Provence, Section de Fonctionnement Nature 6281, Fonction 76, Sous Politique G810.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ENV 008-5899/19/BM

■ Renouvellement de l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'association Forêt Modèle de Provence et paiement de la cotisation 2019

MET 19/10145/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La forêt de la Métropole Aix-Marseille-Provence s'étend sur 152 000 hectares, soit plus de 50 % de la surface métropolitaine. Disposant d'un caractère très méditerranéen, elle se compose en grande partie de peuplements résineux (pin d'Alep essentiellement), de feuillus (chêne vert essentiellement), de peuplements mélangés et de Landes, et est propice aux incendies, aux aléas climatiques et aux maladies phytosanitaires.

Cette superficie considérable s'étend sur plusieurs types de propriétés, privées à 70 % et publiques à 30 %, qui ne disposent pas toutes d'outils de gestion permettant de mettre en œuvre des dynamiques sylvicoles nécessaires à la valorisation économique et à la préservation de ces espaces (Plan Simple de gestion pour les propriétés privées et Plan d'Aménagement pour les forêts publiques).

Pourtant, en raison de la spécificité de ses peuplements, de son potentiel, du changement climatique, des risques et des besoins locaux en bois (bois énergie, bois de construction, bois industrie), la structuration de la filière forêt apparaît nécessaire et répond totalement aux trois fonctions de la forêt, à la fois économique, environnementale et sociétale.

C'est dans ce contexte que la Métropole Aix-Marseille-Provence a pris en charge l'exercice de la compétence « Milieux Forestiers » afin d'une part de contribuer à la préservation de ses forêts et d'autre part de mettre en place une politique incitative au développement de sa filière forêt.

De son côté, l'association Forêt Modèle de Provence s'est fixé pour objectifs de redynamiser le territoire en rendant leur place aux forêts, le but étant de contribuer à la création d'un espace forestier ouvert, géré, valorisé et produisant de multiples biens et services appréciés et rémunérés à leur juste valeur. Ainsi, Forêt Modèle de Provence doit être considérée comme un espace d'échanges générateurs d'actions et amplificateurs de démarches en cours, sur la base du partenariat et de la gouvernance participative, visant à apporter des réponses aux enjeux prioritaires du développement durable des territoires forestiers provençaux. Pour ce faire, l'association a pour objectif d'agir au niveau local par la mise en œuvre d'actions concrètes à valeur démonstrative sur son territoire de référence, qui se construit autour des massifs de l'Étoile, du Garlaban, de la Sainte-Baume et des Maures, périmètre suffisamment vaste pour représenter la diversité des valeurs et des intérêts portés par différents acteurs de la région, tout en concentrant des problématiques communes et emblématiques de la forêt régionale. Pour redynamiser l'économie forestière, Forêt Modèle de Provence ambitionne en particulier de redécouvrir les qualités des bois locaux et d'accompagner l'émergence de nouvelles filières. L'ensemble des actions de l'association aura pour objectifs de faire perdre définitivement à la forêt son image d'espace à faible valeur économique à l'abandon et dévolue au passage répété du feu. C'est dans cet esprit que par "nouvelle économie", l'association entend trouver des solutions apportant de la valeur économique à la forêt (valorisation de la biomasse en énergie et bois d'œuvre, valorisation des productions forestières non ligneuses - apiculture, pignons, plantes sauvages comestibles, médicinales et ornementales, champignons, gemme etc. - et promotion sociale de la gestion forestière durable - développement du tourisme vert et sensibilisation du public à la richesse du patrimoine naturel et culturel des territoires). Ses principales missions sont :

- La réalisation et la promotion de travaux de recherche et développement,
- La mise en œuvre d'actions à valeur démonstrative,
- La coopération avec des partenaires étrangers et entre acteurs du territoire,
- La sensibilisation des populations locales,
- La capitalisation et la diffusion de bonnes pratiques et acquis obtenus au niveau local, régional, national et international,
- Les échanges avec les Réseaux International et Méditerranéen de Forêts Modèles.

La Communauté d'Agglomération du Pays d'Aubagne et de l'Etoile s'est beaucoup investie pour le développement de l'association Forêt Modèle de Provence. Elle a d'abord contribué à son processus partenarial constitutif entre 2008 et 2013. Ensuite, elle est devenue l'un de ses 23 organismes fondateurs et de ses 12 administrateurs. Puis, elle a œuvré à son développement en renouvelant chaque année son adhésion et surtout en menant des actions concrètes favorables à la valorisation des espaces forestiers.

En parallèle, en 2015, la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole a souhaité elle aussi participer au partenariat grandissant de l'association en y adhérant.

Depuis, la Métropole Aix-Marseille-Provence poursuit ce même engagement et ce positionnement prend tout son sens par le fait que :

- l'association a un ancrage fort sur le territoire métropolitain avec $\frac{3}{4}$ de ses « massifs de référence » qui y sont situés, où elle doit mettre en œuvre des actions à valeur démonstrative ;
- l'association a également pour missions de diffuser les résultats d'études, d'expériences locales et internationales et de ses propres actions à l'échelle régionale, et de collaborer avec d'autres pays étrangers afin d'apporter des réponses utiles à la valorisation forestière provençale ;

Aujourd'hui, l'association est implantée et reconnue dans le secteur forestier régional, ses adhérents étant passés du nombre de 17 à 44 dont 39 personnes morales. Son processus partenarial en faveur du développement durable des espaces forestiers provençaux est bien en cours. Pour rappel, une Forêt Modèle est « forum de gouvernance neutre, représentatif, participatif, transparent et responsable basé sur des activités partagées en réseau visant la gestion durable des ressources naturelles en milieu forestier ».

Afin de bénéficier de la mise en réseau avec les différents acteurs de la filière forêt, des échanges de bonnes pratiques, de la diffusion d'informations sur les actions mises en place, le tout contribuant à la structuration de la filière forêt bois et à la valorisation des espaces forestiers, la Métropole Aix-Marseille Provence a décidé d'adhérer à l'Association Forêt Modèle de Provence par délibération n° ENV 003-4668/18/CM du Conseil de la Métropole du 18 octobre 2018.

Aussi, et afin de continuer à bénéficier des actions mises en œuvre par l'association, il est aujourd'hui proposé de renouveler pour 2019 l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille Provence à l'Association Forêt Modèle de Provence.

Le montant de la cotisation annuelle est fixé à 900 euros pour l'année 2019.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après
Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles, dite loi MAPTAM ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République, dite loi NOTRe ;
- La délibération n° ENV 001-2808/17/CM du 19 octobre 2017 portant sur la généralisation de l'exercice de la compétence « Milieux Forestiers » à l'ensemble du territoire métropolitain ;
- La délibération n° ENV 003-4668/18/CM du Conseil de la Métropole du 18 octobre 2018 portant adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'Association Forêt Modèle de Provence et paiement de la cotisation 2018 ;
- La délibération FAG 21-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que l'association Forêt Modèle de Provence s'est fixé notamment pour objectifs de redynamiser le territoire en rendant leur place aux forêts, le but étant de contribuer à la création d'un espace forestier ouvert, géré, valorisé et produisant de multiples biens et services appréciés et rémunérés à leur juste valeur.
- Que les actions de l'association Forêt Modèle de Provence représentent un intérêt manifeste pour la Métropole Aix-Marseille-Provence en matière de préservation et de valorisation de la forêt.

- Qu'à ce titre, et compte tenu des objectifs poursuivis par l'association Forêt Modèle de Provence, la Métropole Aix-Marseille-Provence a adhéré à cette association en 2018.
- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite renouveler son adhésion à l'association Forêt Modèle de Provence pour l'année 2019.
- Qu'il convient d'autoriser le règlement de la cotisation au titre de l'exercice 2019.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvés le renouvellement de l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'Association Forêt Modèle de Provence et le paiement de la cotisation 2019 d'un montant de 900 euros.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2019 de la Métropole Aix-Marseille-Provence, Section de Fonctionnement Nature 6281, Fonction 76, Sous Politique G810.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ENV 009-5900/19/BM

■ Renouvellement de l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à la Fédération Nationale des Communes Forestières et paiement de la cotisation 2019 MET 19/10146/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La forêt de la Métropole Aix-Marseille-Provence s'étend sur 152 000 hectares, soit plus de 50 % de la surface métropolitaine. Disposant d'un caractère très méditerranéen, elle se compose en grande partie de peuplements résineux (pin d'Alep essentiellement), de feuillus (chêne vert essentiellement), de peuplements mélangés et de Landes, et est propice aux incendies, aux aléas climatiques et aux maladies phytosanitaires.

Cette superficie considérable s'étend sur plusieurs types de propriétés, privées à 70 % et publiques à 30 %, qui ne disposent pas toutes d'outils de gestion permettant de mettre en œuvre des dynamiques sylvicoles nécessaires à la valorisation économique et à la préservation de ces espaces (Plan Simple de gestion pour les propriétés privées et Plan d'Aménagement pour les forêts publiques).

Pourtant, en raison de la spécificité de ses peuplements, de son potentiel, du changement climatique, des risques et des besoins locaux en bois

(bois énergie, bois de construction, bois industrie), la structuration de la filière forêt apparaît nécessaire et répond totalement aux trois fonctions de la forêt, à la fois économique, environnementale et sociétale.

Le réseau des Communes forestières constitue un outil de représentation et de lobbying pour défendre les intérêts des communes et intercommunalités propriétaires de forêts. Présentes dans la plupart des régions françaises, elles se distinguent par l'importance de la superficie boisée de leur territoire. Elles sont confrontées par conséquent à des problématiques particulières d'aménagement, de sécurité, de valorisation de ce patrimoine, qui nécessitent une représentation à plusieurs niveaux :

- Auprès des pouvoirs publics, Départements, Région, Ministères et administrations,
- Dans les diverses instances traitant de la forêt,
- Parmi les différents partenaires de la filière forêt bois.

Interlocuteurs des pouvoirs publics, le réseau des Communes forestières concourt à la définition de politiques forestières ajustées aux besoins des territoires ruraux. Il propose aux maires des communes et présidents d'EPCI propriétaires de forêts des conseils et retours d'expériences sur des démarches cohérentes de valorisation des forêts communales et intercommunales sur les territoires.

En Provence-Alpes-Côte d'Azur, le réseau des Communes forestières promeut et accompagne le développement des territoires autour de projets forestiers, et est à l'origine du Réseau régional des chartes forestières de territoires qu'elles animent en partenariat avec la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur.

La Fédération Nationale des Communes Forestières intervient à travers plusieurs actions :

- Information / Formation des élus,
- Appui aux projets forestiers territoriaux pilotés par les intercommunalités ou les Pays (ex. : Charte forestière de territoire),
- Accompagnement de l'idée à la mise en place et appui pour le fonctionnement des chaufferies bois énergie,
- Appui à l'engagement dans la certification de la gestion durable des forêts PEFC,
- Accompagnement pour l'exercice des responsabilités en lien avec la prévention des incendies (particulièrement pour le débroussaillage),
- Appui personnalisé sur toutes les questions forêt bois.

Au niveau régional, c'est l'Union Régionale des Communes Forestières Provence-Alpes-Côte d'Azur (URCOFOR PACA) qui accompagne les exécutifs locaux dans l'exercice de leurs responsabilités de

propriétaires de forêts communales, d'aménageurs du territoire, de maîtres d'ouvrage de bâtiments et de responsables de la sécurité, pour tous leurs projets liés à la forêt et au bois.

Par la nature de ses missions, l'Union Régionale des Communes Forestières Provence Alpes Côte d'Azur (URCOFOR PACA) participe et suscite la mise en place de partenariats avec :

- Les collectivités territoriales (Départements et Région) et l'Etat, dans le cadre de la définition et de la mise en œuvre de leurs politiques en matière de forêt et de valorisation du bois local,
- L'Office National des Forêts, pour la mise en œuvre du régime forestier,
- Les membres de la filière, dans le cadre de son développement et de la structuration interprofessionnelle régionale,
- D'autres organismes (associations d'élus, ADEME, ...), dans le cadre de projets et pour le développement de la filière forêt-bois.

De plus, dans le cadre du partenariat étroit qui la lie à la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur, l'Union Régionale des Communes Forestières Provence Alpes Côte d'Azur (URCOFOR PACA) développe et coanime l'Observatoire Régional de la Forêt Méditerranéenne (OFME), dispositif de recensement, d'analyse et de diffusion de l'information forêt-bois, et outil d'aide à la décision au bénéfice des élus locaux.

A l'échelon départemental, le réseau est représenté par les Associations Départementales des Communes Forestières (ADCOFOR) qui constitue l'échelon de proximité pour la représentation et la défense des communes du département dans la gestion de leurs forêts. Pour le département du Vaucluse, dans lequel est située la commune de Pertuis, commune membre de la Métropole Aix Marseille Provence, l'Association Départementale est en cours de création.

Aussi, afin de partager les expériences, les compétences et les réseaux nécessaires à la valorisation de la forêt de la Commune de Pertuis, la Métropole Aix Marseille Provence a décidé d'adhérer à la Fédération Nationale des Communes Forestières (FNCOFOR) par délibération n°ENV 004-4669/18/CM du Conseil de la Métropole du 18 octobre 2018.

Afin de continuer à bénéficier des actions mises en œuvre par la FNCOFOR, il est aujourd'hui proposé de renouveler l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à cette fédération pour l'année 2019.

Le renouvellement de cette adhésion—permettra notamment de donner de la cohérence aux gestions communales et métropolitaines menées dans les forêts publiques situées sur le territoire de la commune de Pertuis.

Compte tenu du barème de cotisations voté par la Fédération Nationale des Communes Forestières (FNCOFOR), le coût de cette adhésion est de 300 euros.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération ENV 001-2808/17/CM du 19 octobre 2017 portant sur la généralisation de l'exercice de la compétence « Milieux Forestiers » à l'ensemble du territoire métropolitain ;
- La délibération n°ENV 004-4669/18/CM du Conseil de la Métropole du 18 octobre 2018 portant adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à la Fédération Nationale des Communes Forestières et paiement de la cotisation 2018 - Désignation d'un représentant ;
- La délibération FAG 21-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que les actions de la Fédération Nationale des Communes Forestières (FNCOFOR) représentent un intérêt manifeste pour la Métropole Aix-Marseille-Provence en matière de préservation et de valorisation de la forêt ;
- Qu'à ce titre, et compte tenu des objectifs poursuivis par la FNCOFOR, la Métropole Aix-Marseille-Provence a adhéré à cette fédération en 2018 ;
- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite renouveler son adhésion à cette fédération pour l'année 2019 ;
- Qu'il convient d'autoriser le règlement de la cotisation au titre de l'exercice 2019 ;

Délibère

Article 1 :

Sont approuvés le renouvellement de l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à la Fédération Nationale des Communes Forestières (FNCOFOR) et le paiement de la cotisation 2019 pour un montant de 300 euros.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2019 de la Métropole Aix-Marseille-Provence, Section de Fonctionnement Nature 6281, Fonction 76, Sous Politique G810.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ENV 010-5901/19/BM

■ Mise en œuvre de la Convention d'Intervention Foncière (CIF) métropolitaine - Intervention sur les communes d'Eguilles, Jouques, Lambesc, Puy-Sainte-Réparate, Rognes et Trets MET 19/10579/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Sur la base de la Convention d'Intervention Foncière (CIF) métropolitaine conclue avec la SAFER, votée le 22 mars 2018 par le Bureau de la Métropole et prenant effet au 1^{er} janvier 2019, le présent rapport propose la mise en œuvre d'une action foncière agricole.

Mise en œuvre de la Convention d'Intervention Foncière : rappel

Cette convention prévoit une information quotidienne des communes concernant le marché foncier en zones agricoles et naturelles. Cette information, via les notifications de vente (Déclaration d'Intention d'Aliéner – DIA), a pour objectif de permettre aux communes d'appuyer les interventions de la SAFER afin de diminuer les phénomènes spéculatifs sur les terres agricoles et/ou d'empêcher des occupations non conformes à la vocation de ces espaces, notamment par la procédure de révision de prix.

Le fonds d'intervention foncière du Territoire mis en place en contrepartie de ces opérations permet de garantir la bonne fin de l'opération de préemption si le vendeur ne retire pas son bien de la vente et que la SAFER doit acheter au prix notifié ou au prix fixé par le Tribunal en cas de contentieux.

La Métropole s'engage également à prendre en charge les frais de dossier SAFER (500 euros HT), lorsque le propriétaire vendeur retire son bien de la vente.

Dans le cas présent, il s'agit d'une opération de préemption concernant six ventes de parcelles avec révision de prix sur les communes d'Eguilles, Jouques, Lambesc, Puy Sainte Réparate, Rognes et Trets.

- Eguilles

⇒ Parcelle(s) : BC 91 ; Surface : 50 ares 00 centiare.

Le vendeur a notifié à la SAFER une vente pour un montant de 170 000,00 euros qui ne correspond pas au marché agricole. D'où la demande d'intervention en révision de prix pour un montant de 22 512,00 euros plus frais de notaire d'acte de rétrocession, sous réserve de l'avis de France Domaine, que la SAFER demande à la Métropole de valider afin de l'assurer de la garantie de bonne fin de l'opération.

Si le propriétaire accepte cette révision du prix, la parcelle sera rétrocédée par la SAFER à la Métropole.

S'il retire son bien de la vente, les frais pris en charge par la Métropole s'élèveront à 500 euros HT conformément à la Convention d'Intervention Foncière (CIF).

- Jouques

⇒ Parcelle(s) : D 0008 ; Surface : 43 ares 83 centiares.

Le vendeur a notifié à la SAFER une vente pour un montant de 17 000,00 euros qui ne correspond pas au marché agricole. D'où la demande d'intervention en révision de prix pour un montant de 6 270,00 euros plus frais de notaire d'acte de rétrocession, sous réserve de l'avis de France Domaine, que la SAFER demande à la Métropole de valider afin de l'assurer de la garantie de bonne fin de l'opération.

Si le propriétaire accepte cette révision du prix, la parcelle sera rétrocédée par la SAFER à la Métropole.

S'il retire son bien de la vente, les frais pris en charge par la Métropole s'élèveront à 500 euros HT conformément à la Convention d'Intervention Foncière (CIF).

- Lambesc

⇒ Parcelle(s) : AO 442 (ex 270) ; Surface : 07 ares 69 centiares.

Le vendeur a notifié à la SAFER une vente pour un montant de 19 400,00 euros qui ne correspond pas au marché agricole. D'où la demande d'intervention en révision de prix pour un montant de 6 450,00 euros plus frais de notaire d'acte de rétrocession, sous réserve de l'avis de France Domaine, que la SAFER demande à la Métropole de valider afin de l'assurer de la garantie de bonne fin de l'opération.

Si le propriétaire accepte cette révision du prix, la parcelle sera rétrocédée par la SAFER à la Métropole.

S'il retire son bien de la vente, les frais pris en charge par la Métropole s'élèveront à 500 euros HT conformément à la Convention d'Intervention Foncière (CIF).

- Puy Sainte Réparate

⇒ Parcelle(s) : BB 223 ; Surface : 14 ares 52 centiares.

Le vendeur a notifié à la SAFER une vente pour un montant de 15 000,00 euros qui ne correspond pas au marché agricole. D'où la demande d'intervention en révision de prix pour un montant de 3 650,00 euros plus frais de notaire d'acte de rétrocession, sous réserve de l'avis de France Domaine, que la SAFER demande à la Métropole de valider afin de l'assurer de la garantie de bonne fin de l'opération.

Si le propriétaire accepte cette révision du prix, la parcelle sera rétrocédée par la SAFER à la Métropole.

S'il retire son bien de la vente, les frais pris en charge par la Métropole s'élèveront à 500 euros HT conformément à la Convention d'Intervention Foncière (CIF).

- Rognes

⇒ Parcelle(s) : BI 0260 ; Surface : 17 ares 06 centiares.

Le vendeur a notifié à la SAFER une vente pour un montant de 17 500,00 euros qui ne correspond pas au marché agricole. D'où la demande d'intervention en révision de prix pour un montant de 8 570,00 euros plus frais de notaire d'acte de rétrocession, sous réserve de l'avis de France Domaine, que la SAFER demande à la Métropole de valider afin de l'assurer de la garantie de bonne fin de l'opération.

Si le propriétaire accepte cette révision du prix, la parcelle sera rétrocédée par la SAFER à la Métropole.

S'il retire son bien de la vente, les frais pris en charge par la Métropole s'élèveront à 500 euros HT conformément à la Convention d'Intervention Foncière (CIF).

- Trets

⇒ Parcelle(s) : AS 60 ; Surface : 63 ares 30 centiares.

Le vendeur a notifié à la SAFER une vente pour un montant de 24 000,00 euros qui ne correspond pas au marché agricole. D'où la demande d'intervention en révision de prix pour un montant de 15 500,00 euros plus frais de notaire d'acte de rétrocession, sous réserve de l'avis de France Domaine, que la SAFER

demande à la Métropole de valider afin de l'assurer de la garantie de bonne fin de l'opération.

Si le propriétaire accepte cette révision du prix, la parcelle sera rétrocédée par la SAFER à la Métropole.

S'il retire son bien de la vente, les frais pris en charge par la Métropole s'élèveront à 500 euros HT conformément à la Convention d'Intervention Foncière (CIF).

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code Rural pris en ses articles L 141-1 et suivants, L 142-1 et suivants, L 143-1 et suivants ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- La délibération n°ENV 007-3564/18/BM du Bureau de la Métropole du 22 mars 2018 approuvant les termes de la Convention d'Intervention Foncière (CIF) de la Métropole avec la SAFER ;
- La délibération FAG 21-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 9 mai 2019.

Où il le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- La demande de validation transmise par la SAFER à la Métropole, relative à son intervention avec révision de prix pour la

vente de parcelles sur les communes d'Eguilles, Jouques, Lambesc, Puy-Sainte-Réparate, Rognes et Trets.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée l'intervention demandée par la SAFER au sujet des six préemptions en révision de prix sur les communes d'Eguilles, Jouques, Lambesc, Puy-Sainte-Réparate, Rognes et Trets, dans le cadre de la Convention d'Intervention Foncière (CIF) métropolitaine conclue avec la SAFER.

Article 2 :

La somme de 500 euros HT sera versée à la SAFER pour ces préemptions, au titre de son intervention dans le cadre de la CIF, après notification par la SAFER du retrait de la vente des biens par les propriétaires respectifs.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget 06 – État Spécial de Territoire du Pays d'Aix, en section de fonctionnement : chapitre 011, nature 611, fonction 6312.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ENV 011-5902/19/BM

■ Approbation d'une convention de partenariat avec la Chambre d'Agriculture des Bouches-du-Rhône pour l'accompagnement du programme d'actions de la Zone Agricole Protégée de Cuges-les-Pins

MET 19/10776/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Zone Agricole Protégée (ZAP) de la plaine agricole de Cuges-les-Pins a été créée par arrêté préfectoral du 16 décembre 2017, première ZAP du Département.

La création de la ZAP contribue à répondre à un besoin d'intérêt général de sauvegarde à long terme des terres à vocation agricole dans un territoire périurbain soumis à une forte pression foncière.

Suite au diagnostic réalisé par la Chambre d'agriculture des Bouches-du-Rhône, un programme d'actions sur trois ans a été retenu par la Communauté d'Agglomération du Pays d'Aubagne et de l'Etoile (délibération n°11-1015 du 26 octobre 2015) afin de poursuivre le développement d'une

agriculture périurbaine notamment par le développement des circuits courts, de l'emploi, de la qualité de vie et de la protection environnementale. Ce programme a également été proposé et validé par le conseil municipal de la commune.

Le rôle multifonctionnel de l'agriculture est ainsi affirmé, en rappelant que l'agriculture est en premier lieu une activité économique à part entière.

Le diagnostic et le programme d'actions sont partagés par l'association des agriculteurs de la plaine.

Ce programme d'actions, co-construit avec la profession agricole, s'inscrit dans la démarche du Projet Alimentaire Territorial (PAT) pour laquelle la Métropole s'est engagée et devant permettre notamment de :

1. Protéger et mettre en valeur le foncier agricole,
2. Développer et restaurer un équipement performant de la zone agricole,
3. Conforter et diversifier les filières de production en innovant et en contribuant à l'attractivité du territoire et à son environnement,
4. Développer les circuits de proximité.

Par ailleurs, pour accompagner le développement de la ZAP, la Métropole a procédé à l'acquisition d'une parcelle (délibération du Bureau ENV 009-3566/18/BM du 22 mars 2018) et souhaite mettre en place un forage afin d'y créer un Espace-test pour y installer un ou plusieurs exploitants « en test », soit en première installation, soit désireux d'expérimenter de nouvelles variétés.

Après les trois années de démarrage qui ont conduit à la création de la ZAP et au lancement d'actions structurantes en terme d'action foncière pouvant spécialement permettre de dégager un ilot qui servira à la création d'un « espace test » et l'émergence de filières (notamment la filière câpres), la Chambre d'agriculture des Bouches-du-Rhône propose à la Métropole Aix-Marseille-Provence et à la commune, de prolonger d'une année l'animation de la ZAP afin de poursuivre la mise en œuvre du programme d'actions dont certaines des composantes reposent sur des actions de long terme.

La prolongation d'animation pour la réalisation du projet agricole se fonde sur les points suivants :

- Si la dynamique d'animation foncière pour la constitution d'îlots viables commence à porter ses fruits, il s'agit d'une action de long terme pour déboucher sur l'installation d'exploitations,
- Le groupe de travail émergence de filière a notamment débouché sur la relance de la filière câpres, produit de niche à valeur

ajoutée qui intéresse un groupe d'agriculteurs prêts à se former et se positionner sur ce marché,

- L'association des agriculteurs de la commune s'est mobilisée sur un repérage systématique des terres non valorisées et des besoins exprimés par leurs membres. Ce travail de fond va permettre d'engager en 2019 une animation conjointe Chambre d'Agriculture/Safer avec un accompagnement individualisé, une expertise et une aide à la mise en relation propriétaire / agriculteurs nécessaire pour obtenir des résultats concrets.

Pour mener à bien ces objectifs, le programme d'actions suivant est proposé à tous les partenaires :

1. Sensibilisation et accompagnement des propriétaires fonciers pour la mise à disposition de parcelles situées dans le périmètre de la ZAP ;
2. Poursuite de la réintroduction de la câpre à partir du groupe constitué en 2017, accompagnement et animation du groupe et des porteurs de projets ;
3. Dans la continuité de la mise en place d'un forage sur la parcelle achetée par la Métropole et nécessaire à la création d'un « espace-test » : émergence de la couveuse et mise en place du dispositif en lien avec les différents acteurs ;
4. Emergence et accompagnement de projets innovants : production économe en eau, projets favorisant la biodiversité.

Le montant total de ce programme d'actions est de 12 078 euros dont :

- 2 415,60 euros sont pris en charge par la Chambre d'Agriculture ;
- 9 662,40 euros sont pris en charge par la Métropole.

La Métropole sollicitera à cet effet une aide du Département des Bouches du Rhône. La demande de subvention auprès du Département fera l'objet d'une autre délibération du Bureau de la Métropole.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°11-1015 de la Communauté d'Agglomération du Pays d'Aubagne et de l'Etoile du 26 octobre 2015 relative à la convention de partenariat avec la Chambre d'Agriculture des Bouches-du-Rhône pour un accompagnement à la mise en œuvre du projet agricole – Zone Agricole Protégée de Cuges-Les-Pins ;
- La délibération ENV 009-3566/18/BM du Bureau de la Métropole du 22 mars 2018 relative à l'acquisition d'une parcelle sur la commune de Cuges-les-Pins dans le périmètre de la Zone Agricole Protégée ;
- La délibération FAG 21-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole.
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile du 14 mai 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la création d'une ZAP n'a de sens que si elle est suivie d'une dynamisation de l'agriculture dans son périmètre,
- Qu'un premier programme d'actions, approuvé par la Communauté d'Agglomération du Pays d'Aubagne et de l'Etoile devenue depuis la Métropole Aix-Marseille-Provence, d'une durée de trois ans pour l'accompagnement de la ZAP a été mis en œuvre ;
- Que le dispositif ZAP entre pleinement dans les enjeux du Projet Alimentaire Territorial pour lequel la Métropole s'est engagée,
- Que les résultats dépendent d'une action soutenue dans la durée ;
- Que pour poursuivre cet accompagnement, il convient de prolonger le programme d'actions pour une durée d'un an ;
- Que pour souscrire au programme d'actions et la prolongation de celui-ci pour une durée d'un an, il convient de d'approuver une

convention de partenariat entre la Chambre d'Agriculture et la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention de partenariat ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la Chambre d'Agriculture des Bouches-du-Rhône relative à l'accompagnement du programme d'actions de la Zone Agricole Protégée de Cuges-Les-Pins.

Article 2 :

La convention est conclue pour une durée d'un an à compter de la signature.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole, ou son représentant, est autorisé à signer cette convention ainsi que tous les actes afférents.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget primitif 2019 de l'Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile en dépenses de fonctionnement - Chapitre 011 Nature 62268 Fonction 6312 Sous Politique G710.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ENV 012-5903/19/BM

■ Demande de subvention auprès du Département des Bouches-du-Rhône pour la poursuite de l'animation du projet agricole pour 2019 de Cuges-les-Pins

MET 19/10779/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Zone Agricole Protégée (ZAP) de la plaine agricole de Cuges-les-Pins a été créée par arrêté préfectoral du 16 décembre 2017, première ZAP du Département.

Suite au diagnostic réalisé par la Chambre d'agriculture des Bouches-du-Rhône, un programme d'actions sur trois ans a été retenu par la Communauté d'Agglomération du Pays d'Aubagne et de l'Etoile (délibération n°11-1015 du 26 octobre 2015) afin de poursuivre le développement d'une agriculture périurbaine notamment par le développement des circuits courts, de l'emploi, de la qualité de vie et de la protection environnementale. Ce programme a également été proposé et validé par le conseil municipal de la commune.

Le rôle multifonctionnel de l'agriculture est ainsi affirmé, en rappelant que l'agriculture est en premier lieu une activité économique à part entière.

Le diagnostic et le programme d'actions sont partagés par l'association des agriculteurs de la plaine.

Ce programme d'actions, co-construit avec la profession agricole, s'inscrit dans la démarche du Projet Alimentaire Territorial (PAT) pour laquelle la Métropole s'est engagée et devant permettre notamment de :

1. Protéger et mettre en valeur le foncier agricole,
2. Développer et restaurer un équipement performant de la zone agricole,
3. Conforter et diversifier les filières de production en innovant et en contribuant à l'attractivité du territoire et à son environnement,
4. Développer les circuits de proximité.

Après les trois années de démarrage qui ont conduit à la création de la ZAP et au lancement d'actions structurantes en terme d'action foncière et d'émergence de filière, la Chambre d'agriculture des Bouches-du-Rhône, la Métropole - Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile et à la commune, souhaitent prolonger d'une année le travail d'animation de la ZAP afin de poursuivre la mise en œuvre du programme de développement du projet agricole dont certaines des composantes reposent sur des actions de long terme.

Pour ce faire, après les 3 années de démarrage (diagnostic, élaboration et lancement du projet agricole et création de la ZAP), la Métropole - Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile sollicite une aide financière au taux maximum auprès du Conseil Départemental pour 12 mois supplémentaires en 2019.

Métropole :

Métropole Aix-Marseille-Provence	4 831,20	50 %
Département des Bouches-du-Rhône	4 831,20	50 %
TOTAL	9 662,40	100%

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

Cette demande de prolongation se fonde essentiellement sur les points suivants :

- Si la dynamique d'animation foncière pour la constitution d'îlots viables commence à porter ses fruits, il s'agit d'une action de long terme pour déboucher sur l'installation d'exploitations,
- Le groupe de travail émergence de filières a notamment débouché sur la relance de la filière câpres, produit de niche à valeur ajoutée qui intéresse un groupe d'agriculteurs prêts à se former et se positionner sur ce marché,
- L'association des agriculteurs de la commune s'est mobilisée sur un repérage systématique des terres non valorisées et des besoins exprimés par leurs membres. Ce travail de fond va permettre d'engager en 2019 une animation conjointe Chambre d'Agriculture/Safer avec un accompagnement individualisé, une expertise et une aide à la mise en relation propriétaire / agriculteurs nécessaire pour obtenir des résultats concrets.

Le montant prévisionnel de cette action est de 12 078 € dont la prise en charge est répartie, en vertu d'une convention de partenariat, approuvée par le Bureau de la Métropole, de la manière suivante :

- 2 415,60 € sont pris en charge par la Chambre d'Agriculture ;
- 9 662,40 € sont pris en charge par la Métropole.

Aussi, la demande de subvention portera uniquement sur la part pris en charge par la

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

- La délibération FAG 21-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile du 14 mai 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que le projet agricole de la ZAP de Cuges-les-Pins nécessite un accompagnement technique prolongé ;
- Que les actions engagées nécessitent de s'investir dans la durée ;
- Que ce projet entre pleinement dans le cadre du Projet Alimentaire Territorial pour lequel la Métropole s'est engagée ;
- Que pour poursuivre cet accompagnement, il convient de prolonger le programme d'actions pour une durée d'un an ;
- Que le Département soutient ces démarches ;
- Que dans ce cadre, il convient de solliciter le soutien financier du Département des Bouches-du-Rhône pour cette opération.

Délibère

Article 1 :

Madame la Présidente de la Métropole, ou son représentant, est autorisé à solliciter une subvention auprès du Département des Bouches-du-Rhône au taux maximum pour la réalisation de cette opération.

Article 2 :

Les recettes seront inscrites au budget supplémentaire 2019 de l'Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile en recettes de fonctionnement au chapitre 74 nature 7473 fonction 6312 sous politique G710.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ENV 013-5904/19/BM

■ Approbation d'un avenant à la convention relative au Projet Alimentaire Territorial avec l'Etat MET 19/10646/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'est engagée dans l'élaboration d'un Projet Alimentaire Territorial (PAT) à l'échelle bucco-rhodanienne ainsi que sur les communes de Saint Zacharie et de Pertuis.

Cette stratégie alimentaire s'appuiera sur l'organisation d'une agriculture de proximité, mettra en valeur la mosaïque territoriale et ses terroirs multiples, et participera à réduire les inégalités et fractures territoriales.

Pour ce projet, l'Etat a accordé, par la convention n°17/0903, une subvention à la Métropole pour l'élaboration du PAT.

L'ampleur du projet et les différents délais de procédure nécessitent de modifier les termes de la convention par un avenant prévoyant un délai supplémentaire d'une année, portant à Mai 2020 l'échéancier de réalisation et la remise du bilan financier et technique.

Les livrables diagnostics agricoles et alimentaires seront remis au 30 juin 2019.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération du Conseil de la Métropole ENV 003-1134/16/CM du 17 octobre 2017 ;
- La délibération du Bureau de la Métropole ENV 002-1581/17/BM du 9 février 2017 ;
- La délibération du Bureau de la Métropole ENV 003-1966/17/BM du 18 mai 2017 ;
- La notification de la convention n°17/0903 conclue entre l'Etat et la Métropole exécutoire à compter du 27 novembre 2017 ;
- La délibération N°FAG 21-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- La nécessité de demander un délai supplémentaire d'une année auprès des services de l'Etat vu l'ampleur du projet et les différents délais de procédure.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé l'avenant à la convention 2017 conclue entre l'Etat et la Métropole Aix-Marseille-Provence relative au Projet Alimentaire Territorial.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cet avenant ainsi que tous les actes y afférents.
Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ENV 014-5905/19/BM

■ Attribution d'une subvention à l'association Cité de l'Agriculture pour l'année 2019 MET 19/10793/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille Provence s'est engagée dans la mise en place d'un Projet Alimentaire Territorial pour la période 2018-2020 avec le PETR du Pays d'Arles. Ce projet a pour ambition de construire une politique agricole et alimentaire globale sur 6 enjeux majeurs : économie et emploi ; urbanisme et aménagement ; nutrition, santé et accessibilité sociale ; patrimoine alimentaire, culturel et touristique ; Innovation.

La Cité de l'agriculture promeut l'agriculture urbaine et défend les liens de proximité entre citoyens et producteurs. Son objectif est de fédérer les énergies du territoire autour de la transition agro-écologique et de faciliter un accès à une nourriture de qualité, saine et locale, pour tous.

C'est une association loi 1901 née à Marseille en 2015. En 3 ans, l'association est devenue un acteur de référence pour les initiatives en faveur de la transition écologique :

2016 : Création de la première unité de production nourricière expérimentale à Tarascon : une micro-ferme maraîchère et écologique permettant de lancer les premières actions de sensibilisation à l'agroécologie et à l'agriculture urbaine auprès des citoyens, des collectivités et des propriétaires fonciers du territoire.

2017 : Recensement et cartographie du foncier disponible à Marseille pour accueillir des projets d'agriculture urbaine et développement de partenariats avec des acteurs publics et privés du territoire.

2018 : Ouverture d'une cantine bio en circuit court, d'un marché paysan dans le 15ème arrondissement de Marseille, lancement du projet-pilote de micro ferme urbaine écologique et organisation de dix événements de sensibilisation aux transitions agricoles et alimentaires.

Présentation des actions envisagées en 2019 :

- Fédérer, renforcer les acteurs de l'agriculture urbaine
- Sensibiliser le public aux enjeux agricoles, alimentaires et environnementaux via de multiples ateliers,
- Renforcer l'axe alimentation / nutrition et santé en lien avec les publics fragiles
- La conduite d'actions de formations innovantes
- L'édition de la gazette de la Cité de l'agriculture : le Persil
- Le développement de l'axe conseil et prestations à destination des promoteurs immobiliers, architectes, aménageurs

L'association présente un budget équilibré de 142 578 euros. La Direction de l'Agriculture de la Métropole est sollicitée à hauteur de 15 000 euros au titre des actions précisées ci-dessus.

Dans le respect des 6 axes du Projet Alimentaire Territorial, il est proposé d'accompagner l'association Cité de l'Agriculture à la réalisation de ses missions au titre de l'année 2019, en apportant une subvention de fonctionnement d'un montant de 7 500 euros.

Conformément au Règlement Budgétaire et Financier approuvée par délibération n° HN 021-049/16/CM du 7 avril 2016, les modalités de versement se feront comme suit :

- un acompte dans la limite de 80% de la subvention votée, sur demande du bénéficiaire ;
- le solde (soit 20%) sera versé sur production des comptes annuels de l'association Cité de l'Agriculture.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°ENV 003-1134/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 octobre 2016 portant sur l'élaboration du Projet Alimentaire Territorial ;
- La délibération FAG 21-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que l'association Cité de l'Agriculture est un acteur important de l'agriculture urbaine et de l'innovation et qu'elle est en capacité d'apporter à la Métropole son expertise.
- Que l'association va déployer différentes actions en lien étroit avec les axes du Projet Alimentaire Territorial.

Délibère

Article 1 :

Est attribuée une subvention de 7 500 euros à l'association Cité de l'Agriculture au titre de l'année 2019.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits aux budgets 2019 de la Métropole, Sous-politique G710, Fonction 6312 – Chapitre 65 – Nature 65748

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ENV 015-5906/19/BM

**■ Attribution d'une subvention d'investissement à la Société du Canal de Provence pour le projet de la desserte en irrigation des secteurs Pinchiniers et Moustiers à La Bouilladisse - Approbation d'une convention
MET 19/10803/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre de sa politique agricole, la Direction de l'Agriculture est amenée à conduire des études et des travaux dans le champ de l'hydraulique agricole.

Conformément à la convention et au cahier des charges de la concession du canal de Provence ainsi qu'aux contrats d'objectifs 2016-2020 et aux statuts de la Société du Canal de Provence, cette dernière réalise des projets en tant que concessionnaire de la Région exécutant ainsi une mission de service public. Elle a pour objet de concourir de manière durable et concertée au développement économique de la Région et donc de la Métropole, notamment par l'aménagement hydraulique en vue de l'irrigation et de l'alimentation en eau pour satisfaire l'ensemble des besoins et usages.

Le projet se situe sur la commune de La Bouilladisse. Il s'agit de desservir en eau deux quartiers de cette commune : les Pinchiniers et les Moustiers.

Le projet concerne des cultures relativement diversifiées puisqu'on retrouve des grandes cultures (céréales), des vergers, des oliviers, de la vigne mais aussi de l'élevage

La desserte en eau de ce périmètre permettra de favoriser le maintien et le développement de l'activité agricole tant au plan qualitatif que quantitatif. La démarche de classement de ce territoire en ZAP – Zone Agricole Protégée est dans la phase de diagnostic. En effet, la commune a délibéré en décembre 2018 pour le lancement d'une démarche de création d'une ZAP.

Le projet hydraulique constitué d'environ 3.5 km de canalisations permettra d'équiper une centaine d'hectares avec 24 prises.

Le coût total du projet s'élevant à 1 200 000 Euros, la SCP a sollicité l'octroi de subvention auprès des personnes publiques conformément au plan prévisionnel de financement suivant :

Métropole Aix-Marseille Provence	240 000 euros
Conseil Régional	240 000 euros
Conseil Départemental	360 000 euros
Société du Canal de Provence	360 000 euros

Conformément à l'article L1523-7 du CGCT, et à l'avenant 3 de la convention annexée au Décret n°63-509 portant concession générale des travaux de construction du Canal de Provence et d'aménagement de la Région provençale qui précise les modalités de participation des partenaires financeurs en application du régime des aides d'état, il appartient à la Métropole Aix-Marseille-Provence de se prononcer sur l'attribution, à la SCP – Société du Canal de Provence, d'une subvention d'investissement de 240 000 euros.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération FAG 21-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- L'avenant 3 de la convention annexée au décret n°63-509 portant concession générale des travaux de construction du Canal de Provence et d'aménagement de la Région provençale.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que le projet d'aménagement d'irrigation de la SCP - Société du Canal de Provence sur La Bouilladisse constitue un enjeu majeur pour le développement agricole et économique de la future ZAP de La Bouilladisse ;
- Que la subvention d'investissement aura pour objectif de financer des travaux d'irrigation présentant un intérêt métropolitain ;
- Que cette action entre pleinement dans les objectifs du Projet Alimentaire Territorial.

Délibère

Article 1 :

Est attribuée une subvention d'investissement à SCP - Société du Canal de Provence d'un montant de 240 000 euros liés aux études et travaux d'aménagement hydraulique agricole.

Article 2 :

Est approuvée la convention relative aux modalités d'attribution d'une subvention d'investissement d'un montant de 240 000 euros à la SCP - Société du Canal de Provence ci-annexée.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole, ou son représentant, est autorisé à signer cette convention et tout document y afférent.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2019 investissement de la Métropole, chapitre 2019 – 004000 - Fonction 6312 - Compte 2111 - Sous-politique G710.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

Commission "Cadre de vie, traitement des déchets, eau et assainissement"

DEA 001-5908/19/BM

■ Approbation d'une convention de financement de travaux réalisés avec l'Etablissement Public d'Aménagement Euroméditerranée sur le réseau d'assainissement des eaux pluviales hors Zone d'Aménagement Concertée Saint-Charles à Marseille.

MET 19/10799/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre de la Zone d'Aménagement Concertée (ZAC) à Saint-Charles, dans le 3^{ème} arrondissement de Marseille, l'Etablissement Public d'Aménagement Euroméditerranée (EPAEM) doit conduire un projet de requalification des rues Malaval et Fauchiers, depuis leur intersection, jusqu'à la place Marceau. Cette requalification comprend notamment la réalisation d'un plateau piéton sur la rue Malaval qui ne permettra plus l'écoulement des eaux pluviales en caniveau.

L'aménagement en question requiert la reprise de l'assainissement pluvial de ces deux rues jusqu'au collecteur unitaire le plus proche situé, en dehors du périmètre de la ZAC, à l'intersection des rues Malaval et Montolieu. Le collecteur unitaire en question est une antenne du Collecteur 8 qui alimente le bassin de rétention République. Par conséquent, l'aménagement projeté permettra une meilleure collecte des ruissellements vers ledit bassin et un meilleur fonctionnement global du réseau unitaire du centre-ville de Marseille.

La Métropole Aix-Marseille-Provence a accepté de participer financièrement à la réalisation des travaux de desserte pluviale, par l'EPAEM, en dehors du périmètre de la ZAC Saint-Charles. EPAEM a évalué le montant de ces travaux, à 32 410,00 euros HT soit 38 892,00 euros TTC. Cet accord doit faire l'objet d'une convention entre Aix-Marseille-Provence et EPAEM.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération du Conseil d'Administration de l'EPAEM du 3 juillet 2018 approuvant la proposition de convention entre cet établissement et la Métropole Aix-Marseille-Provence pour les travaux réalisés par ses soins sur le réseau d'assainissement des eaux pluviales hors ZAC Saint-Charles, à l'aval de l'îlot Malaval-Fauchier, été ses annexes ;
- La délibération n° FAG 21-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence au Bureau de la Métropole ;
- L'information du Conseil de Territoire Marseille Provence en date du 14 mai 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que l'aménagement pluvial envisagé par EPAEM en dehors du périmètre de la ZAC Saint-Charles entre la rue Malaval et la rue Montolieu contribue à un meilleur fonctionnement global du réseau unitaire du Centre-Ville de Marseille.
- Qu'il convient pour la Métropole Aix-Marseille-Provence de participer au financement de ces travaux par la conclusion

d'une convention entre ces deux établissements.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention, ci-annexée, relative à la participation financière de la Métropole Aix-Marseille-Provence aux travaux d'assainissement pluviaux, réalisés en dehors du périmètre de la ZAC Saint Charles, entre la rue Malaval et la rue Montolieu, entre l'Etablissement Public d'Aménagement Euroméditerranée et la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 2:

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou son représentant, est autorisé à signer cette convention et tout document y afférent.

Article 3:

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget EST du Conseil de Territoire Marseille Provence – ligne 2015118918, sous politique F180 - nature 4581151189.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEA 002-5909/19/BM

■ Approbation d'une convention avec la commune de Marignane pour l'implantation d'un réseau d'assainissement et de deux postes de refoulement sous les chemins ruraux du Bausset et des Amoureux.

MET 19/10605/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Les quartiers Bausset, Raphèle et Billard communes de Marignane et Gignac-la-Nerthe présentent une activité industrielle et artisanale importante.

L'implantation des entreprises s'est échelonnée dans le temps de façon plus ou moins anarchique dans des zones mal équipées en voirie et réseaux divers et leurs installations d'assainissement autonome sont souvent non conformes.

Il est donc nécessaire de réaliser la desserte sanitaire et l'extension du réseau d'eau potable, de ces quartiers sur les communes de Marignane et Gignac-La-Nerthe.

Le tracé retenu nécessite d'emprunter les chemins ruraux du Bausset et des Amoureux, appartenant au domaine privé de la commune de Marignane.

Les travaux impactant ces chemins consisteront à mettre en place des conduites de collecte d'eaux usées gravitaire d'un diamètre de 200 et 350 mm, des regards de visites, des conduites de refoulement d'un diamètre de 63 mm ainsi que deux stations de pompages en ligne selon les plans annexés à la convention.

A cet effet, il convient d'approuver une convention entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune pour constituer une servitude en tréfonds et autoriser l'occupation temporaire pendant les travaux.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 21-5718/19/CM du 28 mars 2019 du Conseil Métropole du 17 mars 2016 portant délégation de compétences du Conseil Métropole au Bureau de la Métropole ;
- L'information au Conseil de Territoire Marseille Provence du 14 mai 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que les chemins ruraux du Bausset et des Amoureux font partis du domaine privé de la Commune de Marignane.
- Qu'il est nécessaire d'établir une convention avec la commune de Marignane pour la constitution d'une servitude en tréfonds sur les parcelles cadastrées BY 35 et CD 245 ainsi que pour l'autorisation de l'occupation temporaire de la parcelle BZ5 pour la pose d'un réseau d'eaux usées gravitaire et en refoulement.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention, ci-annexée, par laquelle la commune de Marignane consent au profit de la Métropole Aix-Marseille-Provence, une servitude de tréfonds sur les parcelles BY 35 et CD 245, et une occupation temporaire sur la parcelle BZ 5 en vue de pose de :

- 264 ml de canalisations d'eaux usées gravitaires en grès de diamètre 200 mm ;
- 180 ml de canalisations d'eaux usées gravitaires en grès de diamètre 350 mm ;
- 19 regards de visite ;
- 438 ml de canalisations de refoulement en PEHD de diamètre 63 mm ;
- 2 postes de refoulement en ligne enterrés ;

Article 2:

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou son représentant, est autorisé à signer cette convention et tout document inhérent à l'établissement de l'acte authentique.

Article 3:

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget annexe de l'Assainissement – 3DEAA – sous politique F110 - nature 2315 opération 2011122500.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEA 003-5910/19/BM

■ Approbation d'une convention de maîtrise d'ouvrage déléguée relative à la réalisation de travaux pluviaux sur la commune d'Aix-en-Provence MET 19/10629/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1^{er} janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été

transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1^{er} janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

L'ancienne Communauté d'Agglomération du Pays d'Aix n'étant pas compétente en matière d'eau et assainissement, en ce inclus l'assainissement pluvial, à la date de la création de la Métropole, ce n'est donc qu'à compter du 1^{er} janvier 2018 que la Métropole exerce cette compétence en lieu et place des communes qui étaient membres de cet EPCI.

Par dérogation, la Métropole a cependant souhaité habiliter les communes à poursuivre, à titre transitoire, cette maîtrise d'ouvrage afin de permettre la continuation des opérations de travaux en cours dans les communes et dans le but de satisfaire à un objectif de continuité de ces services publics.

En application de la convention de Maîtrise d'Ouvrage déléguée, les communes assument la maîtrise d'ouvrage des opérations visées au sein de celles-ci et acquittent, en contrepartie d'une prise en charge intégrale par la Métropole, les dépenses nécessaires à l'achèvement de celles-ci, dans la limite du plan de financement inséré en annexe des dites conventions.

En 2019, la commune d'Aix-en-Provence va engager des travaux de réfection de galeries pluviales, de création, de dilatation ou d'extension de réseaux pluviaux localisés dans différentes rues de la commune en lien avec des aménagements programmés dans le cadre du schéma directeur d'assainissement des eaux pluviales ou dans le cadre de réfections de voirie.

Ces aménagements sont à engager pour un montant de 1.090.000 euros TTC.

Il est aujourd'hui nécessaire de soumettre à l'approbation du Bureau de la Métropole la conclusion d'une convention de Maîtrise d'Ouvrage Déléguée initiale au bénéfice de la commune d'Aix-en-Provence.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n° 85-704 du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée ;
- La délibération n°FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient d'établir une convention de maîtrise d'ouvrage déléguée relative à la réalisation de travaux pluviaux sur la commune d'Aix-en-Provence.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention de maîtrise d'ouvrage déléguée, ci-annexée, relative à la réalisation de travaux pluviaux sur la commune d'Aix-en-Provence.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole, ou son représentant, est autorisé à signer cette convention et tout autre document y afférent.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget EST de Territoire du Pays d'Aix, en section d'Investissement : opération budgétaire 4581182909, nature 4581, fonction 734, autorisation de programme DI909.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEA 004-5911/19/BM

**■ Approbation de l'avenant n°1 à la convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage n°18/0607 relative au renouvellement des réseaux humides de la Traversée des Tarrasses sur la commune de Saint-Estève-Janson
MET 19/10621/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1^{er} janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence. L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1^{er} janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

L'ancienne Communauté d'Agglomération du Pays d'Aix n'étant pas compétente en matière d'eau et assainissement, en ce inclus l'assainissement pluvial, à la date de la création de la Métropole, ce n'est qu'à compter du 1^{er} janvier 2018 que la Métropole exerce cette compétence en lieu et place des communes qui étaient membres de cet EPCI.

L'exercice de cette compétence était, avant le 1^{er} janvier 2018, réalisé par la commune de Saint-Estève-Janson au moyen d'un contrat de délégation de service public. Depuis cette date, ce contrat est transféré à la Métropole Aix-Marseille-Provence. Toutefois, conformément au régime de l'affermage propre aux conventions de délégation de service public relatives aux domaines de l'eau et de l'assainissement, la Métropole doit, en principe, assumer en propre, par substitution aux communes, la maîtrise d'ouvrage des travaux de création et l'entretien des réseaux et des équipements nécessaires à l'exploitation du service public d'adduction d'eau potable et/ou d'assainissement.

Par dérogation, la Métropole a cependant souhaité habiliter les communes à poursuivre, à titre transitoire, cette maîtrise d'ouvrage afin de permettre la continuation des opérations de travaux en cours dans les communes et dans le but de satisfaire à un objectif de continuité de ces services publics.

En application de la convention de Maîtrise d'Ouvrage déléguée ou de Transfert Temporaire de Maîtrise d'Ouvrage, les communes assument la maîtrise

d'ouvrage des opérations visées au sein de celles-ci et acquittent, en contrepartie d'une prise en charge intégrale par la Métropole, les dépenses nécessaires à l'achèvement de celles-ci, dans la limite du plan de financement inséré en annexe des dites conventions.

C'est dans ce cadre que le Bureau de la Métropole a approuvé, par délibération n° FAG 002-3665/18/BM, une convention de Transfert Temporaire de Maîtrise d'Ouvrage portant sur le renouvellement des réseaux humides traversée des Tarrasses à Saint-Estève-Janson.

Cette convention portait sur les enveloppes de travaux suivantes :

- 10.933,00 euros HT, soit 13.119,60 euros TTC pour la compétence eau potable.
- 11.566,00 euros HT, soit 13.879,20 euros TTC pour la compétence assainissement.
- 27.077,00 euros HT, soit 32.492,40 euros TTC pour la compétence pluvial.

Par délibération n° DEA 008-4227/18/CM, le Conseil de la Métropole décidait de confier à la régie des eaux du Pays d'Aix, à partir du 1^{er} janvier 2019, les services publics d'eau potable et d'assainissement collectif sur le territoire de la Commune de Saint-Estève-Janson. Ainsi, la Métropole n'est plus légitime à confier une mission de Transfert Temporaire de Maîtrise d'Ouvrage sur ces compétences à la commune de Saint-Estève-Janson.

Il est aujourd'hui donc nécessaire de soumettre à l'approbation du Bureau de la Métropole la conclusion d'un avenant à la convention de Transfert Temporaire de Maîtrise d'Ouvrage initiale au bénéfice de la commune de Saint-Estève-Janson.

Cet avenant a pour effet de modifier l'article 1 de la convention afin de supprimer les travaux afférents aux compétences Eau potable et Assainissement et de supprimer l'annexe 1 de la convention.

Cet avenant a pour effet de diminuer l'enveloppe globale de l'opération de 49.576,00 euros HT, soit 59.491,20 euros TTC, à 27.077,00 euros HT, soit 32.492,40 euros TTC, soit une baisse de 45%.

La subvention du département liée à cette opération suivra la collectivité en charge de la compétence.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;

- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n° 85-704 du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée ;
- La délibération n° FAG 002-3665/18/BM du Bureau de la Métropole du 18 mai 2018 portant approbation de nouvelles conventions de Transfert Temporaire de Maîtrise d'Ouvrage ou de Maîtrise d'Ouvrage Déléguée relatives à la réalisation d'équipements concernant des compétences transférées au 1^{er} janvier 2018 à la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° DEA 008-4227/18/CM du Conseil de la Métropole du 28 juin 2018 portant modification des statuts de la Régie des Eaux de Venelles dite REVE – Création de la Régie des eaux du Pays d'Aix et désignation des membres du Conseil d'Administration ;
- La délibération n°FAG 021-5719/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole.

**Où le rapport ci-dessus,
Entendues les conclusions du Commissaire
Rapporteur,**

Considérant

- Qu'il convient d'établir un avenant n° 1 à la convention de Transfert Temporaire de Maîtrise d'Ouvrage n°18/0607 avec la commune de Saint-Estève-Janson relative au renouvellement des réseaux humides de la Traversée des Tarrasses.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé l'avenant n°1, ci-annexé, à la convention de Transfert Temporaire de Maîtrise d'Ouvrage n°18/0607 avec la commune de Saint-Estève-Janson relative au renouvellement des réseaux humides de la Traversée des Tarrasses.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole, ou son représentant, est autorisé à signer cet avenant et tout autre document y afférent.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget État Spécial de Territoire du Pays d'Aix, en section d'Investissement : opération budgétaire 4581182909, nature 4581, fonction 734, autorisation de programme DI909.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEA 005-5912/19/BM

**■ Approbation de l'avenant n°1 à la convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage n°18/0733 pour l'extension du réseau pluvial Impasse des Cerisiers, l'extension des réseaux d'eau et d'assainissement pluvial Impasse des Oliviers et l'extension des réseaux d'eau et d'assainissement rue Paul Cézanne sur la commune de Coudoux
MET 19/10622/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1^{er} janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1^{er} janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

L'ancienne Communauté d'Agglomération du Pays d'Aix n'étant pas compétente en matière d'eau et d'assainissement, en ce inclus l'assainissement pluvial, à la date de la création de la Métropole, ce n'est donc qu'à compter du 1^{er} janvier 2018 que la Métropole exerce cette compétence en lieu et place des communes qui étaient membres de cet EPCI.

L'exercice de cette compétence était, avant le 1^{er} janvier 2018, réalisé par la commune de Coudoux au

moyen d'un contrat de délégation de service public. Depuis cette date, ce contrat est transféré à la Métropole Aix-Marseille-Provence. Toutefois, conformément au régime de l'affermage propre aux conventions de délégation de service public relatives aux domaines de l'eau et de l'assainissement, la Métropole doit, en principe, assumer en propre, par substitution aux communes, la maîtrise d'ouvrage des travaux de création et l'entretien des réseaux et des équipements nécessaires à l'exploitation du service public d'adduction d'eau potable et/ou d'assainissement.

Par dérogation, la Métropole a cependant souhaité habiliter les communes à poursuivre, à titre transitoire, cette maîtrise d'ouvrage afin de permettre la continuation des opérations de travaux en cours dans les communes et dans le but de satisfaire à un objectif de continuité de ces services publics.

En application de la convention de Maîtrise d'Ouvrage déléguée ou de Transfert Temporaire de Maîtrise d'Ouvrage, les communes assument la maîtrise d'ouvrage des opérations visées au sein de celles-ci et acquittent, en contrepartie d'une prise en charge intégrale par la Métropole, les dépenses nécessaires à l'achèvement de celles-ci, dans la limite du plan de financement inséré en annexe des dites conventions.

C'est dans ce cadre que le Bureau de la Métropole a approuvé, par délibération n° FAG 001-3879/18/BM une convention de Transfert Temporaire de Maîtrise d'Ouvrage portant sur les opérations d'extension du réseau pluvial de l'impasse des Cerisiers, d'extensions des réseaux d'eau potable et d'assainissement pluvial impasse des oliviers et d'extensions des réseaux d'eau potable et d'assainissement rue Paul Cézanne à Coudoux. Cette convention portait sur une enveloppe globale de travaux de :

- 33.082,32 euros HT, soit 38.756,40 euros TTC, pour la compétence eau potable.
- 7.036,80 euros HT, soit 7.800,00 euros TTC, pour la compétence assainissement.
- 29.571,00 euros HT, soit 35.485,20 euros TTC, pour la compétence pluvial.

Il est aujourd'hui nécessaire de soumettre à l'approbation du Bureau de la Métropole la conclusion d'un avenant à la convention de Transfert Temporaire de Maîtrise d'Ouvrage initiale au bénéfice de la Commune de Coudoux.

Cet avenant a pour objet la prise en compte des surcoûts liés aux aléas de chantier de l'opération d'extension des réseaux d'eau et d'assainissement des eaux usées rue Paul Cézanne.

Cet avenant a pour effet d'augmenter l'enveloppe de l'opération

- pour la compétence eau potable de 32.297,00 euros HT, soit 38.756,40 euros TTC à 33.082,32 euros HT, soit 39.698,78 euros TTC, soit une augmentation de 2,4%
- pour la compétence assainissement de 6.500,00 euros HT, soit 7.800,00 euros TTC à 7.036,80 euros HT, soit 8.444,16 euros TTC, soit une augmentation de 8,3%

et est sans effet sur l'enveloppe concernant la compétence eaux pluviales.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n° 85-704 du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée ;
- La délibération n°FAG 21-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n° FAG 001-3879/18/BM du 28 juin 2018 portant sur l'approbation de nouvelles conventions de Transfert Temporaire de Maîtrise d'Ouvrage ou de Maîtrise d'Ouvrage Déléguée relatives à la réalisation de travaux concernant les compétences eau et assainissement.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient d'établir un avenant à la convention de Transfert Temporaire de Maîtrise d'Ouvrage n°18/0733 avec la commune de Coudoux pour l'extension du réseau pluvial impasse des cerisiers, l'extension des réseaux d'eau et d'assainissement pluvial impasse des oliviers et l'extension des réseaux d'eau et d'assainissement rue Paul Cézanne.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé l'avenant n°1, ci-annexé, à la convention de Transfert Temporaire de Maîtrise d'Ouvrage n°18/0733 pour l'extension du réseau pluvial impasse des cerisiers, l'extension des réseaux d'eau et d'assainissement pluvial impasse des oliviers et extension des réseaux d'eau et d'assainissement rue Paul Cézanne sur la commune de Coudoux.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cet avenant et tout autre document y afférent.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits :

- pour l'eau potable, sur le budget annexe de l'Eau – Territoire du Pays d'Aix et Aubagne, en section d'Investissement : opération budgétaire 10, nature 21531.
- pour l'assainissement, sur le budget annexe de l'Assainissement – Territoire du Pays d'Aix et Aubagne, en section d'Investissement : opération budgétaire 10, nature 21532.
- pour le Pluvial, sur le budget État Spécial de Territoire du Pays d'Aix, en section d'Investissement : opération budgétaire 4581182909, nature 4581, fonction 734, autorisation de programme compétence Pluviale DI909.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEA 006-5913/19/BM

**■ Approbation de l'avenant n°1 à la convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage n°17/1408 pour l'opération de dilatation de la conduite AEP Chemin de Saint Privat et de maillage des réseaux AEP entre le site du forage des Canebiers et la ZI de Rousset
MET 19/10623/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1^{er} janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1^{er} janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

L'ancienne Communauté d'Agglomération du Pays d'Aix n'étant pas compétente en matière d'eau et d'assainissement, en ce inclus l'assainissement pluvial, à la date de la création de la Métropole, ce n'est donc qu'à compter du 1^{er} janvier 2018 que la Métropole exerce cette compétence en lieu et place des communes qui étaient membres de cet EPCI.

L'exercice de cette compétence était, avant le 1^{er} janvier 2018, réalisé par la commune de Rousset au moyen d'un contrat de délégation de service public. Depuis cette date, ce contrat est transféré à la Métropole Aix-Marseille-Provence. Toutefois, conformément au régime de l'affermage propre aux conventions de délégation de service public relatives aux domaines de l'eau et de l'assainissement, la Métropole doit, en principe, assumer en propre, par substitution aux communes, la maîtrise d'ouvrage des travaux de création et l'entretien des réseaux et des équipements nécessaires à l'exploitation du service public d'adduction d'eau potable et/ou d'assainissement.

Par dérogation, la Métropole a cependant souhaité habiliter les communes à poursuivre, à titre transitoire, cette maîtrise d'ouvrage afin de permettre la continuation des opérations de travaux en cours dans les communes et dans le but de satisfaire à un objectif de continuité de ces services publics.

En application de la convention de Maîtrise d'Ouvrage déléguée ou de Transfert Temporaire de Maîtrise d'Ouvrage, les communes assument la maîtrise d'ouvrage des opérations visées au sein de celles-ci et acquittent, en contrepartie d'une prise en charge intégrale par la Métropole, les dépenses nécessaires à l'achèvement de celles-ci, dans la limite du plan de financement inséré en annexe des dites conventions.

C'est dans ce cadre que le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé, par délibération n° FAG 017-3020/17/BM, une convention de Transfert Temporaire de Maîtrise d'Ouvrage portant sur l'opération de dilatation de la conduite AEP chemin de Saint Privat et de maillage des réseaux AEP entre le

site du forage des Canebiers et la ZI de Rousset. Cette convention portait sur une enveloppe globale de travaux de 1.773.339,67 euros HT, soit 2.128.07,60 euros TTC pour la compétence eau potable.

Il est aujourd'hui nécessaire de soumettre à l'approbation du Bureau de la Métropole la conclusion d'un avenant à la convention de Transfert Temporaire de Maîtrise d'Ouvrage initiale au bénéfice de la Commune de Rousset.

En effet, ces travaux sont aujourd'hui terminés et clôturés financièrement à un montant inférieur à celui de l'enveloppe prévisionnelle. Il convient donc d'ajuster l'enveloppe de la convention aux dépenses qui se sont avérées nécessaires pour la réalisation des ouvrages identifiés, déduction faite des dépenses supportées par la Commune avant le 1^{er} janvier 2018, date du transfert de la compétence assainissement à la Métropole.

L'opération de « dilatation de la conduite AEP – chemin de Saint Privat » a connu un début de réalisation avant le transfert de la compétence à la Métropole. La commune avait engagé des dépenses en 2017. L'inscription des montants dans le plan de financement initial correspond au montant global de l'opération et non au reste à payer par la Métropole.

L'opération « maillage des réseaux AEP entre le site du forage des Canebiers et la ZI de Rousset » a été abandonnée par la commune. Le plan de financement est réajusté pour ne prendre en compte que les dépenses supportées par la Métropole.

L'enveloppe de la convention est ainsi réduite de 87%, ramenée de 1.773.339,67 euros HT, soit 2.128.07,60 euros TTC à 228.477,08 euros HT, soit 274.172,50 euros TTC.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 85-704 du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 017-3020/17/BM du Bureau de la Métropole du 14 décembre 2017 portant approbation des conventions de

transfert de maîtrise d'ouvrage et de maîtrise d'ouvrage déléguée relatives à la réalisation d'équipements concernant des compétences transférées au 1^{er} janvier 2018 à la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

- La délibération n°FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient d'établir un avenant à la convention de Transfert Temporaire de Maîtrise d'Ouvrage n°17/1408 avec la commune de Rousset pour l'opération de dilatation de la conduite AEP chemin de Saint Privat et de maillage des réseaux AEP entre le site du forage des Canebiers et la ZI de la commune de Rousset.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé l'avenant n°1, ci-annexé, à la convention de Transfert Temporaire de Maîtrise d'Ouvrage n°17/1408, pour l'opération de dilatation de la conduite AEP chemin de Saint Privat et de maillage des réseaux AEP entre le site du forage des Canebiers et la ZI de la commune de Rousset.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole, ou son représentant, est autorisé à signer cet avenant et tout autre document y afférent.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget annexe de l'Eau – Territoire du Pays d'Aix et d'Aubagne, en section d'Investissement : opération budgétaire 10, nature 21531.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEA 007-5914/19/BM

■ Approbation de l'avenant n°1 à la convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage n°17/1409 pour la construction d'un réseau d'eaux usées secteur Carrefour Larciano sur la commune de Rousset

MET 19/10624/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1^{er} janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1^{er} janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

L'ancienne Communauté d'Agglomération du Pays d'Aix n'étant pas compétente en matière d'eau et assainissement, en ce inclus l'assainissement pluvial, à la date de la création de la Métropole, ce n'est donc qu'à compter du 1^{er} janvier 2018 que la Métropole exerce cette compétence en lieu et place des communes qui étaient membres de cet EPCI.

L'exercice de cette compétence était, avant le 1^{er} janvier 2018, réalisé par la commune de Rousset au moyen d'un contrat de délégation de service public. Depuis cette date, ce contrat est transféré à la Métropole Aix-Marseille-Provence. Toutefois, conformément au régime de l'affermage propre aux conventions de délégation de service public relatives aux domaines de l'eau et de l'assainissement, la Métropole doit, en principe, assumer en propre, par substitution aux communes, la maîtrise d'ouvrage des travaux de création et l'entretien des réseaux et des équipements nécessaires à l'exploitation du service public d'adduction d'eau potable et/ou d'assainissement.

Par dérogation, la Métropole a cependant souhaité habiliter les communes à poursuivre, à titre transitoire, cette maîtrise d'ouvrage afin de permettre la continuation des opérations de travaux en cours dans les communes et dans le but de satisfaire à un objectif de continuité de ces services publics.

En application de la convention de Maîtrise d'Ouvrage déléguée ou de Transfert Temporaire de Maîtrise

d'Ouvrage, les communes assument la maîtrise d'ouvrage des opérations visées au sein de celles-ci et acquittent, en contrepartie d'une prise en charge intégrale par la Métropole, les dépenses nécessaires à l'achèvement de celles-ci, dans la limite du plan de financement inséré en annexe des dites conventions.

C'est dans ce cadre que le Bureau de la Métropole a approuvé, par délibération n° FAG 017-3020/17/BM, une convention de Transfert Temporaire de Maîtrise d'Ouvrage portant sur l'opération de construction d'un réseau d'eaux usées secteur Carrefour Larciano. Cette convention portait sur une enveloppe de travaux de 162.928,58 euros HT, soit 195.514,30 euros TTC pour la compétence assainissement.

Il est aujourd'hui nécessaire de soumettre à l'approbation du Bureau de la Métropole la conclusion d'un avenant à la convention de Transfert Temporaire de Maîtrise d'Ouvrage initiale au bénéfice de la commune de Rousset.

En effet, cette opération est aujourd'hui terminée et clôturée financièrement à un montant inférieur à celui de l'enveloppe prévisionnelle ; il convient donc d'ajuster l'enveloppe de la convention aux dépenses réellement exposées par la commune pour ces travaux.

L'enveloppe de la convention est ainsi réduite de 70%, ramenée de 162.928,58 euros HT, soit 195.514,30 euros TTC à 49.209,26 euros HT, soit 59.051,11 euros TTC.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n° 85-704 du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée ;
- La délibération n° FAG 017-3020/17/BM du Bureau de la Métropole du 14 décembre 2017 portant approbation des conventions de transfert de maîtrise d'ouvrage et de maîtrise d'ouvrage déléguée relatives à la réalisation d'équipements concernant des compétences transférées au 1^{er} janvier 2018 à la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

- La délibération n°FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient d'établir un avenant n° 1 à la convention de Transfert Temporaire de Maîtrise d'Ouvrage n°17/1409 avec la commune de Rousset pour la construction d'un réseau d'eaux usées secteur Carrefour Larciano.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé l'avenant n°1, ci-annexé, à la convention de Transfert Temporaire de Maîtrise d'Ouvrage n°17/1409 pour la construction d'un réseau d'eaux usées secteur Carrefour Larciano sur la commune de Rousset.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole, ou son représentant, est autorisé à signer cet avenant et tout autre document y afférent.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget annexe de l'Assainissement – Territoire du Pays d'Aix en section d'Investissement : opération budgétaire 10, nature 21532.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEA 008-5915/19/BM

**■ Approbation d'une convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage relative au dévoiement de réseaux publics d'eau et d'assainissement dans le cadre de l'opération de création du parking du jeu de boules sur la commune de Fuveau
MET 19/10626/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1^{er} janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1^{er} janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

L'ancienne Communauté d'Agglomération du Pays d'Aix n'étant pas compétente en matière d'eau et assainissement, en ce inclus l'assainissement pluvial, à la date de la création de la Métropole, ce n'est donc qu'à compter du 1^{er} janvier 2018 que la Métropole exerce cette compétence en lieu et place des communes qui étaient membres de cet EPCI.

L'exercice de cette compétence était, avant le 1^{er} janvier 2018, réalisé par la Commune de Fuveau au moyen d'un contrat de délégation de service public. Depuis cette date, ce contrat est transféré à la Métropole Aix-Marseille-Provence. Toutefois, conformément au régime de l'affermage propre aux conventions de délégation de service public relatives aux domaines de l'eau et de l'assainissement, la Métropole doit, en principe, assumer en propre, par substitution aux communes, la maîtrise d'ouvrage des travaux de création et l'entretien des réseaux et des équipements nécessaires à l'exploitation du service public d'adduction d'eau potable et/ou d'assainissement.

Par dérogation, la Métropole a cependant souhaité habiliter les communes à poursuivre, à titre transitoire, cette maîtrise d'ouvrage afin de permettre la continuation des opérations de travaux en cours dans les communes et dans le but de satisfaire à un objectif de continuité de ces services publics.

En application de la convention de Maîtrise d'Ouvrage Déléguée ou de Transfert Temporaire de Maîtrise d'Ouvrage, les communes assument la maîtrise d'ouvrage des opérations visées au sein de celles-ci et acquittent, en contrepartie d'une prise en charge intégrale par la Métropole, les dépenses nécessaires

à l'achèvement de celles-ci, dans la limite du plan de financement inséré en annexe des dites conventions.

En 2018, la commune de Fuveau a engagé une opération de travaux pour la création d'un parking au lieu-dit « du Jeu de Boules ».

Ces éléments, réseaux d'assainissement, parc de stationnement et place publique, forment un ensemble fonctionnellement indissociable, réparti entre compétences métropolitaines et compétences communales puisque les aménagements de surface relèvent de la compétence : espaces publics dédiés à tout mode de déplacement urbain.

Il est aujourd'hui nécessaire de soumettre à l'approbation du Bureau de la Métropole la conclusion d'une convention de Transfert Temporaire de Maîtrise d'Ouvrage au bénéfice de la Commune de Fuveau.

En effet, la construction de ce parking nécessite des dévoiements des réseaux d'eau potable et d'assainissement qui se situent dans l'emprise du projet, pour un montant estimé à :
- 38.520,60 euros HT, soit 46.224,72 euros TTC pour l'eau potable.
- 55.131,00 euros HT, soit 66.157,20 euros TTC pour l'assainissement.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n° 85-704 du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée ;
- La délibération n°FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient d'établir une convention de Transfert Temporaire de Maîtrise d'Ouvrage avec la commune de Fuveau relative au dévoiement de réseaux publics d'eau et d'assainissement dans le cadre de l'opération de création du parking du Jeu de Boules.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention de Transfert Temporaire de Maîtrise d'Ouvrage avec la commune de Fuveau relative au dévoiement de réseaux publics d'eau et d'assainissement dans le cadre de l'opération de création du parking du jeu de boules, annexée à la présente.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole, ou son représentant, est autorisé à signer cette convention et tout autre document y afférent.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits :

- pour l'eau potable, sur le budget annexe de l'Eau – Territoire du Pays d'Aix et d'Aubagne, en section d'Investissement : opération budgétaire 10, nature 21531.
- pour l'assainissement, sur le budget annexe de l'Assainissement – Territoire du Pays d'Aix et Aubagne, en section d'Investissement : opération budgétaire 10, nature 21532.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEA 009-5916/19/BM

**■ Approbation de nouvelles conventions de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage ou de maîtrise d'ouvrage déléguée relatives à la réalisation par les communes d'Eyguières et de Saint-Chamas d'équipements relatifs à la compétence Eaux Pluviales
MET 19/10765/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1^{er} janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1^{er} janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

Par conséquent, à compter de cette date, la Métropole exercera sur l'ensemble de son territoire, les compétences suivantes :

1° En matière de développement et d'aménagement économique, social et culturel :

- a) Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire ;
- b) Actions de développement économique, dont la participation au capital des sociétés mentionnées au 8° de l'article L. 4211-1, ainsi que soutien et participation au pilotage des pôles de compétitivité situés sur son territoire ;
- c) Construction, aménagement, entretien et fonctionnement d'équipements culturels, socioculturels, socio-éducatifs et sportifs d'intérêt métropolitain ;
- d) Promotion du tourisme, dont la création d'offices de tourisme ;
- e) Programme de soutien et d'aides aux établissements d'enseignement supérieur et de recherche et aux programmes de recherche, en tenant compte du schéma régional de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation.

2° En matière d'aménagement de l'espace métropolitain :

- a) Schéma de cohérence territoriale et schéma de secteur ; plan local d'urbanisme, document en tenant lieu ou carte communale ; définition, création et réalisation d'opérations d'aménagement d'intérêt métropolitain mentionnées à l'article L. 300-1 du Code de l'Urbanisme ; actions de valorisation du patrimoine naturel et paysager ; constitution de réserves foncières ;
- b) Organisation de la mobilité au sens des articles L. 1231-1, L. 1231-8 et L. 1231-14 à L. 1231-16 du Code des Transports ; création, aménagement et entretien de voirie ; signalisation ; abris de voyageurs ; parcs et aires de stationnement et plan de déplacements urbains ;

- c) Création, aménagement et entretien des espaces publics dédiés à tout mode de déplacement urbain ainsi qu'à leurs ouvrages accessoires ;
- d) Participation à la gouvernance et à l'aménagement des gares situées sur le territoire métropolitain ;
- e) Etablissement, exploitation, acquisition et mise à disposition d'infrastructures et de réseaux de télécommunications, au sens de l'article L. 1425-1 du présent Code.

3° En matière de politique locale de l'habitat :

- a) Programme local de l'habitat ;
- b) Politique du logement ; aides financières au logement social ; actions en faveur du logement social ; actions en faveur du logement des personnes défavorisées ;
- c) Amélioration du parc immobilier bâti, réhabilitation et résorption de l'habitat insalubre ;
- d) Aménagement, entretien et gestion des aires d'accueil des gens du voyage et des terrains familiaux locatifs définis aux 1° à 3° du II de l'article 1^{er} de la loi n° 2000-614 du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et à l'habitat des gens du voyage.

4° En matière de politique de la ville :

- a) Elaboration du diagnostic du territoire et définition des orientations du contrat de ville ;
- b) Animation et coordination des dispositifs contractuels de développement urbain, de développement local et d'insertion économique et sociale ainsi que des dispositifs locaux de prévention de la délinquance ;
- c) Programmes d'actions définis dans le contrat de ville.

5° En matière de gestion des services d'intérêt collectif :

- a) Assainissement et eau ;
- b) Création, gestion, extension et translation des cimetières et sites cinéraires d'intérêt métropolitain ainsi que création, gestion et extension des crématoriums ;
- c) Abattoirs, abattoirs marchés et marchés d'intérêt national ;
- d) Services d'incendie et de secours, dans les conditions fixées au chapitre IV du titre II du livre IV de la première partie du présent code ;
- e) Service public de défense extérieure contre l'incendie.

6° En matière de protection et de mise en valeur de l'environnement et de politique du cadre de vie :

- a) Gestion des déchets ménagers et assimilés ;
- b) Lutte contre la pollution de l'air ;
- c) Lutte contre les nuisances sonores ;
- d) Contribution à la transition énergétique ;
- e) Soutien aux actions de maîtrise de la demande d'énergie ;

- f) Elaboration et adoption du plan climat-air-énergie territorial en application de l'article L. 229-26 du code de l'environnement, en cohérence avec les objectifs nationaux en matière de réduction des émissions de gaz à effet de serre, d'efficacité énergétique et de production d'énergie renouvelable ;
- g) Concession de la distribution publique d'électricité et de gaz ;
- h) Création, aménagement, entretien et gestion de réseaux de chaleur ou de froid urbains ;
- i) Création et entretien des infrastructures de charge nécessaires à l'usage des véhicules électriques ou hybrides rechargeables, en application de l'article L. 2224-37 du présent Code ;
- j) Gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations, dans les conditions prévues à l'article L. 211-7 du code de l'environnement.

Concernant l'exercice de la compétence eau et assainissement, en ce inclus l'assainissement pluvial, il a été confié aux communes le soin d'assurer la continuité de la gestion de cette compétence dans le cadre des conventions prévues à l'article L.5215-27 du CGCT.

Afin de permettre la réalisation d'opérations nouvelles non décidées ou n'ayant pas reçu de commencement d'exécution à la date du 1er janvier 2018 et conformément à l'article 4.2 des conventions de gestion « Eau Pluviale » conclue avec les communes au titre de l'article L.5215-27 du CGCT, il est nécessaire de conclure avec les communes concernées des conventions spécifiques habilitant les communes à réaliser les opérations de travaux nécessaires à la continuité du service de l'assainissement des eaux pluviales, par leurs moyens propres ou au moyen des contrats conclus à cette fin.

Ces conventions, dont la conclusion est proposée au titre du présent rapport, revêtiront la forme :

- **soit de conventions de Transfert Temporaire de Maîtrise d'Ouvrage (TTMO)**, fondées sur les dispositions des articles L 2422-1 du Code de la Commande Publique. Cette forme sera retenue pour habilitier les communes à poursuivre seules les opérations lorsque celles-ci relèvent à la fois de la compétence en matière d'eau et d'assainissement, dont les opérations de travaux devraient normalement être menées sous maîtrise d'ouvrage métropolitaine à compter du 1^{er} janvier 2018, et de la compétence « voirie », non impactée par les transferts de compétence et qui continuera à relever de la Commune jusqu'au 31 décembre 2019.

- **soit de conventions de Maîtrise d'Ouvrage Déléguée (MOD)** fondées sur les dispositions des articles L 2422-5 à 11 du Code de la Commande Publique. Cette forme est celle retenue pour habilitier les communes à poursuivre seule les opérations relevant exclusivement des compétences relatives à l'eau et à l'assainissement, sans interférence avec une compétence demeurant communale.

En application de ces conventions, les communes assumeront la maîtrise d'ouvrage des opérations visées au sein de celles-ci et acquitteront, en contrepartie d'une prise en charge intégrale par la Métropole, les dépenses nécessaires à l'achèvement de celles-ci, dans la limite du plan de financement inséré en annexe des dites conventions.

Il est aujourd'hui nécessaire de soumettre à l'approbation du Bureau de la Métropole la conclusion de 2 nouvelles conventions de maîtrise d'ouvrage déléguée et de 1 nouvelle convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage concernant 2 communes du Territoire du Pays Salonais (Eyguières et Saint-Chamas) et 8 opérations au titre de la compétence Assainissement des eaux pluviales.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n° 85-704 du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole FAG 21-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays Salonais du 13 mai 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention de Maîtrise d'Ouvrage Déléguée, annexée à la présente, à conclure avec la Commune **d'Eyguieres**, portant sur les opérations suivantes :

- Rue Jean Moulin:

Les travaux concernent la création / prolongation du réseau pluvial.

Le montant prévisionnel des travaux s'élève pour cette opération à : 16 000,00 euros TTC

- Rue des Hirondelles :

Les travaux concernent l'aménagement du réseau pluvial.

Le montant prévisionnel des travaux s'élève pour cette opération à : 24 000,00 euros TTC

- Parking de la place Ayme :

Les travaux concernent l'aménagement du réseau pluvial.

Le montant prévisionnel des travaux s'élève pour cette opération à : 4 000,00 euros TTC

- Avenue de la Gare :

Les travaux concernent l'aménagement du réseau pluvial.

Le montant prévisionnel des travaux s'élève pour cette opération à : 37 000,00 euros TTC

- Déconnexion réseau Pluvial/Eaux usées assainissement :

Les travaux concernent la déconnexion du réseau pluvial du réseau d'eaux usées.

Le montant prévisionnel des travaux s'élève pour cette opération à : 4 000,00 euros TTC

Article 2 :

Est approuvée la convention de Transfert Temporaire de Maîtrise d'Ouvrage, annexée à la présente, à conclure avec la Commune **de Saint Chamas**, portant sur l'opération suivante :

- Rive de l'Etang :

Dans le cadre d'un projet global de réaménagement des « rives de l'Etang de Berre » sur la commune de Saint-Chamas englobant divers travaux de voirie et par la même des travaux sur le réseau d'eau pluvial.

L'opération, pour ce qui relève de la compétence Pluvial, consiste en la reprise d'un tronçon du réseau d'eaux pluviales cassé, au raccordement de la surverse d'un ouvrage hydraulique, à la réalisation d'une noue sur un ouvrage d'entonnement, à la réfection ponctuel du réseau d'eaux pluviales dégradé et à la Maîtrise d'œuvre afférente.

Le montant prévisionnel des travaux pour la part pluviale s'élève pour cette opération à : 34 673,65 euros TTC.

Article 3 :

Est approuvée la convention de Maîtrise d'Ouvrage Déléguée, annexée à la présente, à conclure avec la Commune **de Saint-Chamas**, portant sur les opérations suivantes :

- Chemin de Sarnègue :

L'opération consiste en la création d'un réseau d'eau pluvial.

Le montant prévisionnel des travaux s'élève pour cette opération à : 30 000,00 euros TTC

- Place Saint-Pierre :

L'opération consiste en l'aménagement du réseau pluvial et de busage.

Le montant prévisionnel des travaux s'élève pour cette opération à : 6 000,00 euros TTC

Article 4 :

Madame la Présidente de la Métropole, ou son représentant, est autorisé à signer ces conventions.

Article 5 :

Les crédits nécessaires sont inscrits en section d'investissement sur le Budget EST 2019 et suivants du Conseil de Territoire du Pays Salonais - Opération n° 2018301500 - Nature 21538 - Fonction 734.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEA 010-5917/19/BM

■ **Approbation d'une convention de maîtrise d'ouvrage déléguée relative à la réalisation par la commune de Sénas d'équipements relatifs à la compétence Défense Extérieure Contre l'Incendie MET 19/10759/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi Notre.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1^{er} janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été

transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1^{er} janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

Par conséquent, à compter de cette date, la Métropole exercera sur l'ensemble de son territoire, les compétences suivantes :

1° En matière de développement et d'aménagement économique, social et culturel :

- a) Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire ;
- b) Actions de développement économique, dont la participation au capital des sociétés mentionnées au 8° de l'article L. 4211-1, ainsi que soutien et participation au pilotage des pôles de compétitivité situés sur son territoire ;
- c) Construction, aménagement, entretien et fonctionnement d'équipements culturels, socioculturels, socio-éducatifs et sportifs d'intérêt métropolitain ;
- d) Promotion du tourisme, dont la création d'offices de tourisme ;
- e) Programme de soutien et d'aides aux établissements d'enseignement supérieur et de recherche et aux programmes de recherche, en tenant compte du schéma régional de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation ;

2° En matière d'aménagement de l'espace métropolitain :

- a) Schéma de cohérence territoriale et schéma de secteur ; plan local d'urbanisme, document en tenant lieu ou carte communale ; définition, création et réalisation d'opérations d'aménagement d'intérêt métropolitain mentionnées à l'article L. 300-1 du Code de l'Urbanisme ; actions de valorisation du patrimoine naturel et paysager ; constitution de réserves foncières ;
- b) Organisation de la mobilité au sens des articles L. 1231-1, L. 1231-8 et L. 1231-14 à L. 1231-16 du Code des Transports ; création, aménagement et entretien de voirie ; signalisation ; abris de voyageurs ; parcs et aires de stationnement et plan de déplacements urbains ;
- c) Création, aménagement et entretien des espaces publics dédiés à tout mode de déplacement urbain ainsi qu'à leurs ouvrages accessoires ;
- d) Participation à la gouvernance et à l'aménagement des gares situées sur le territoire métropolitain ;
- e) Etablissement, exploitation, acquisition et mise à disposition d'infrastructures et de réseaux de télécommunications, au sens de l'article L. 1425-1 du présent Code ;

3° En matière de politique locale de l'habitat :

- a) Programme local de l'habitat ;

b) Politique du logement ; aides financières au logement social ; actions en faveur du logement social ; actions en faveur du logement des personnes défavorisées ;

c) Amélioration du parc immobilier bâti, réhabilitation et résorption de l'habitat insalubre ;

d) Aménagement, entretien et gestion des aires d'accueil des gens du voyage et des terrains familiaux locatifs définis aux 1° à 3° du II de l'article 1^{er} de la loi n° 2000-614 du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et à l'habitat des gens du voyage ;

4° En matière de politique de la ville :

a) Elaboration du diagnostic du territoire et définition des orientations du contrat de ville ;

b) Animation et coordination des dispositifs contractuels de développement urbain, de développement local et d'insertion économique et sociale ainsi que des dispositifs locaux de prévention de la délinquance ;

c) Programmes d'actions définis dans le contrat de ville ;

5° En matière de gestion des services d'intérêt collectif :

a) Assainissement et eau ;

b) Création, gestion, extension et translation des cimetières et sites cinéraires d'intérêt métropolitain ainsi que création, gestion et extension des crématoriums ;

c) Abattoirs, abattoirs marchés et marchés d'intérêt national ;

d) Services d'incendie et de secours, dans les conditions fixées au chapitre IV du titre II du livre IV de la première partie du présent code ;

e) Service public de défense extérieure contre l'incendie ;

6° En matière de protection et de mise en valeur de l'environnement et de politique du cadre de vie :

a) Gestion des déchets ménagers et assimilés ;

b) Lutte contre la pollution de l'air ;

c) Lutte contre les nuisances sonores ;

d) Contribution à la transition énergétique ;

e) Soutien aux actions de maîtrise de la demande d'énergie ;

f) Elaboration et adoption du plan climat-air-énergie territorial en application de l'article L. 229-26 du code de l'environnement, en cohérence avec les objectifs nationaux en matière de réduction des émissions de gaz à effet de serre, d'efficacité énergétique et de production d'énergie renouvelable ;

g) Concession de la distribution publique d'électricité et de gaz ;

h) Création, aménagement, entretien et gestion de réseaux de chaleur ou de froid urbains ;

i) Création et entretien des infrastructures de charge nécessaires à l'usage des véhicules électriques ou hybrides rechargeables, en application de l'article L. 2224-37 du présent Code ;

j) Gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations, dans les conditions prévues à l'article L. 211-7 du code de l'environnement.

Concernant l'exercice de la compétence Défense Extérieure Contre l'Incendie, il a été confié aux communes le soin d'assurer la continuité de la gestion de cette compétence dans le cadre des conventions prévues à l'article L.5215-27 du CGCT.

Afin de permettre la réalisation d'opérations nouvelles non décidées ou n'ayant pas reçu de commencement d'exécution à la date du 1^{er} janvier 2018 et conformément à l'article 4.2 des conventions de gestion « Défense Extérieure Contre l'Incendie » conclue avec les communes au titre de l'article L.5215-27 du CGCT, il est nécessaire de conclure avec les communes concernées des conventions spécifiques habilitant les communes à réaliser les opérations de travaux nécessaires à la continuité du service de la Défense Extérieure Contre l'Incendie, par leurs moyens propres ou au moyen des contrats conclus à cette fin.

Ces conventions, dont la conclusion est proposée au titre du présent rapport, revêtiront la forme :

- **soit de conventions de Transfert Temporaire de Maîtrise d'Ouvrage (TTMO)**, fondées sur les dispositions du II de l'article 2 de la loi du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée. Cette forme sera retenue pour habilitier les communes à poursuivre seules les opérations lorsque celles-ci relèvent à la fois de la compétence en matière d'eau et d'assainissement, dont les opérations de travaux devraient normalement être menées sous maîtrise d'ouvrage métropolitaine à compter du 1^{er} janvier 2018, et de la compétence « voirie », non impactée par les transferts de compétence et qui continuera à relever de la Commune jusqu'au 31 décembre 2019.

- **soit de conventions de Maîtrise d'Ouvrage Déléguée (MOD)** fondées sur les dispositions de l'article 3 de la loi du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée. Cette forme est celle retenue pour habilitier les communes à poursuivre seule les opérations relevant exclusivement des compétences relatives à l'eau et à l'assainissement, sans interférence avec une compétence demeurant communale.

En application de ces conventions, les communes assumeront la maîtrise d'ouvrage des opérations visées au sein de celles-ci et acquitteront, en contrepartie d'une prise en charge intégrale par la Métropole, les dépenses nécessaires à l'achèvement de celles-ci, dans la limite du plan de financement inséré en annexe des dites conventions.

Il est aujourd'hui nécessaire de soumettre à l'approbation du Bureau de la Métropole la conclusion

d'une nouvelle convention de maîtrise d'ouvrage déléguée concernant 1 commune du Territoire du Pays Salonais et 2 opérations au titre de la compétence Défense Extérieure Contre l'Incendie.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n° 85-704 du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération FAG 21-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays Salonais du 13 mai 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention de Maîtrise d'Ouvrage Déléguée, annexée à la présente, à conclure avec la Commune de Sénas, portant sur les opérations suivantes:

- La transformation d'un poteau incendie en bouche d'incendie sur la Place Sextius Michel
Le montant prévisionnel des travaux pour cette opération s'élève à 2 700 euros TTC.
- La transformation d'un poteau incendie en bouche d'incendie sur le Cours Jean Jaurès

Le montant prévisionnel des travaux pour cette opération s'élève à 2 700 euros TTC.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole, ou son représentant, est autorisé à signer cette convention et tout acte y afférent.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits en section d'investissement sur le Budget EST 2019 du Conseil de Territoire du Pays Salonais - Autorisation de Programme 183180BP - Opération n° 2018301600 - Nature 2156 - Fonction 76.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEA 011-5918/19/BM

■ Approbation du transfert de la subvention pour les tranches 2018 et 2019 du Contrat Départemental de développement et d'aménagement 2016-2019 attribuée initialement à la commune de Rognes, relatif à la construction d'une station d'épuration

MET 19/10618/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

L'opération « Construction d'une nouvelle station d'épuration », initiée par la commune de Rognes avant le transfert de la compétence assainissement, a fait l'objet d'une convention de maîtrise d'ouvrage déléguée.

Par délibération du Conseil Municipal n° 2016-65 du 14 octobre 2016 de la commune de Rognes, et dans le cadre d'un Contrat Départemental de développement et d'aménagement, le Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône a approuvé en juin 2018 la réaffectation de l'aide financière relative à cette opération au bénéfice de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Ainsi, pour l'opération « Construction d'une station d'épuration - commune de Rognes », le montant de la subvention qui s'élevait à 1.986.954 euros HT a été réparti comme suit :

- Tranche 2018 : attribution d'une subvention d'un montant de 1.425.000 euros HT pour un montant des dépenses subventionnables de 2.850.000 euros HT ;
- Tranche 2019 : attribution d'une subvention d'un montant de 481.602 euros HT pour un montant des dépenses subventionnables de 963.202 euros HT.

A titre d'information l'Agence de l'Eau, par convention n°2016-2226 et n°2016-2225, attribue une subvention d'un montant total de 490.500 euros HT.

La présente délibération vise à approuver le transfert de la subvention dans le cadre du Contrat Départemental de Développement et d'Aménagement 2016/2019.

Présentation du plan de financement prévisionnel associé au prévisionnel des dépenses, tranche 2018 et tranche 2019 :

Tranche 2018

ORGANISMES	TAUX SOLLICITES	MONTANTS SOLLICITES
Conseil Départemental 13 « Contrat départemental de développement et d'aménagement »	50 %	1.425.000euros HT
Agence de l' Eau	7%	199.500 euros HT
Métropole Aix-Marseille-Provence	43 %	1.225.500 euros HT
Montant total	100 %	2.850.000 euros HT

Tranche 2019

ORGANISMES	TAUX SOLLICITES	MONTANTS SOLLICITES
Conseil Départemental 13 « Contrat départemental de développement et d'aménagement »	50%	481.601euros HT
Agence de l' Eau	30 %	291.000euros HT
Métropole Aix-Marseille-Provence	20 %	190.601euros HT
Montant Total	100 %	963.202euros HT

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°FAG 21-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,
Considérant**

- Qu'il convient d'approuver le transfert de la subvention, relative à la construction d'une station d'épuration, du Contrat Départemental de développement et d'aménagement 2016/2019, attribuée initialement à la commune de Rognes puis transférée à la Métropole Aix-Marseille-Provence suite au transfert de compétences du 01 janvier 2018.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le transfert de la subvention pour les tranches 2018 et 2019 du Contrat Départemental de développement et d'aménagement 2016-2019, attribuée initialement à la commune de Rognes pour la construction d'une station d'épuration.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole, ou son représentant, est autorisé à signer tout document afférent au transfert de cette subvention.

Article 3 :

La recette correspondante sera constatée sur le Budget Annexe Assainissement du Pays d'Aix en section d'Investissement : opération budgétaire RI 10, nature 1313, Construction d'une station d'épuration - commune de Rognes.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEA 012-5919/19/BM

**■ Approbation du transfert de la subvention pour la tranche 2018 du Contrat Départemental de Développement et d'Aménagement 2016-2019 attribuée initialement à la commune de Cabriès relatif à l'aménagement de la traversée de Calas pour la compétence pluviale
MET 19/10619/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La RD543 traverse le centre de la commune de Calas. Cette route départementale est très largement empruntée et les aménagements présents ne permettent pas d'assurer une circulation apaisée aussi bien pour les véhicules que pour les piétons malgré la limitation administrative à 50km/h.

La commune souhaite donc prévoir un aménagement qui limitera réellement la vitesse dans un objectif de confort et de sécurité pour les usagers de la RD543, comme pour les piétons sur les trottoirs. L'accès aux commerces sera ainsi plus agréable et favorisera leur développement.

Aussi, la Place Albert Florens et le parking de la place qui pourraient constituer des lieux de vie sont actuellement utilisés pour du stationnement. Même si les possibilités de stationnement doivent être maintenues, un réaménagement qualitatif de ces places améliorerait leur perception et pourrait permettre de diversifier les usages.

Il est également souhaitable, au travers de ces travaux, de réaménager les deux principaux carrefours de la traversée afin de fluidifier la circulation :

- RD543/RD9b
- RD543/RD60

L'aménagement du premier carrefour permettra d'assurer la continuité des aménagements prévus par le Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône sur la RD9b. En effet, une piste cyclable bidirectionnelle est à raccorder à ce projet et sera prolongée au droit de la place devant la pharmacie, à la continuité Nord Sud de la piste cyclable de la RD543.

Enfin, au niveau de l'entrée sud de Calas, le Schéma Directeur Pluvial donne un tronçon DN1000 comme largement limitant (période retour d'insuffisance = T < 5ans) et préconise son renforcement. Les travaux à réaliser en bordure de RD543 sont l'occasion de renforcer le réseau pluvial.

Ainsi, les aménagements à prévoir permettront de répondre à plusieurs objectifs :

- Apaiser la circulation dans la traversée de Calas dans un objectif de confort et de sécurité pour les usagers,

- Sécuriser la circulation des piétons et assurer une continuité PMR au droit des aménagements,
- Assurer la continuité cyclable dans Calas entre le nord, le sud et la RD9b,
- Améliorer la perception visuelle de la traversée de Calas par l'enfouissement des réseaux aériens,
- Requalifier deux places tout en conservant leur usage actuel et la capacité de stationnement,
- Renforcer le niveau de protection (T=20 ans) contre les inondations liées au ruissellement en partie sud de Calas.

La commission permanente du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône du 14 septembre 2018 a approuvé la réaffectation d'une aide totale de 87.500 euros HT sur une dépense subventionnable estimée à 175.000 euros HT, allouée à la commune de Cabriès .

Cette réaffectation intervient dans le cadre du transfert des compétences pluviales de la commune de Cabriès au bénéfice de la Métropole Aix-Marseille-Provence, au titre de la tranche 2018 du Contrat Départemental de Développement et d'Aménagement 2016/2019, selon le détail indiqué ci-dessus :

TRANCHE 2018	MONTANT DEPENSES en euros HT	PLAN DE FINANCEMENT	
		Conseil Départemental 13 (50%)	Métropole (50%)
Aménagement de la traversée de Calas (Réseau Pluvial)	175.000	87.500	87.500

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient d'approuver le transfert de la subvention du Contrat Départemental de Développement et d'Aménagement, pour la tranche 2018, relatif à l'aménagement de la traversée de Calas (réseau pluvial).

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le transfert de la subvention du Contrat Départemental de Développement et d'Aménagement pour la tranche 2018, attribuée initialement à la commune de Cabriès, relatif à l'aménagement de la traversée de Calas.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole, ou son représentant, est autorisé à signer tout document afférent au transfert de cette subvention.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits à l'Etat Spécial du Territoire du Pays d'Aix en section d'investissement sous le code opération 909.

La recette sera constatée au Budget Principal Métropole, en section d'investissement : nature 1313 fonction 734.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEA 013-5920/19/BM

■ Respect de la charte qualité nationale des réseaux d'eau potable dans le cadre des demandes de subventions d'investissement relatives aux opérations « Amélioration de la performance des réseaux d'eau potable sur les communes de Fos-sur-Mer - Cornillon-Confoux - Port-Saint-Louis-du-Rhône » et « Renouvellement du réseau d'eau potable rue Anatole France et rue Capitaine à Fos-sur-Mer »

MET 19/10707/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est engagée dans la réalisation de nombreuses opérations au sein de ses territoires. Certains des investissements qui traduisent les politiques publiques métropolitaines peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers, ou privés. Il importe en conséquence de solliciter dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement, leur participation.

Les fuites sur les réseaux publics d'eau potable constituent une perte économique et nuisent à la qualité du service rendu. Il en ressort que la connaissance du patrimoine est le préalable indispensable à la mise en œuvre d'une gestion durable des services d'eau, qui permet d'optimiser les coûts d'exploitation, d'améliorer la fiabilité des infrastructures et de maintenir un niveau de performance.

Afin d'enrayer le gaspillage de la ressource en eau et d'améliorer le rendement des réseaux de distribution, la loi n° 2010-788 du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement, dite loi « Grenelle 2 », a imposé de nouvelles obligations aux collectivités organisatrices des services d'eau potable. L'article L. 2224-7-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, ainsi modifié par la loi « Grenelle 2 », prévoit que les collectivités compétentes en matière de distribution d'eau potable doivent établir un plan d'actions en cas de rendement du réseau de distribution d'eau potable inférieur aux seuils fixés par décret.

Ainsi, le territoire Istres-Ouest Provence dispose d'un plan d'actions pour chacune des communes de son territoire dont les communes de Fos-sur-Mer, Cornillon-Confoux, et Port-Saint-Louis-du-Rhône. Ces plans d'actions ont fait l'objet de deux délibérations du Conseil de la Métropole du 15 décembre 2016 (n° DEA 020-1473/16/CM) et du 14 décembre 2017 (n° DEA 047-3355/17/CM).

La Métropole Aix-Marseille-Provence a déposé auprès de l'Agence de l'Eau, trois dossiers de demande de subventions pour le financement des opérations suivantes :

- « Amélioration de la performance des réseaux d'eau potable sur les communes de Fos-sur-Mer – Cornillon-Confoux – Port-Saint-Louis-du-Rhône »,
- « Renouvellement du réseau d'eau potable rue Anatole France à Fos-sur-Mer »,
- « Renouvellement du réseau d'eau potable rue Capitaine à Fos-sur-Mer ».

La mention relative au respect de la charte qualité nationale des réseaux d'eau potable est obligatoire pour tous les dossiers déposés auprès de l'Agence de

l'Eau pour un montant de dépense supérieur ou égal à 150 000 euros HT.

La présente délibération vise à certifier que les opérations citées ci-dessus seront réalisées selon les principes de la charte qualité nationale des réseaux d'eau potable.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération FAG 21-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n° DEA 020-1473/16/CM du Conseil de la Métropole du 15 décembre 2016 relative à l'approbation des plans d'actions 2016 ;
- La délibération n° DEA 015-2639/17/BM du Bureau de la Métropole du 19 octobre 2017 relative à la demande de subvention pour le financement de l'opération « Renouvellement du réseaux d'eau potable rue Capitaine à Fos-sur-Mer » ;
- La délibération n° DEA 014-2638/17/BM du Bureau de la Métropole du 19 octobre 2017 relative à la demande de subvention pour le financement de l'opération « Renouvellement du réseau d'eau potable rue Anatole France à Fos-sur-Mer » ;
- La délibération n° DEA 047-3355/17/CM du Conseil de la Métropole du 14 décembre 2017 relative à l'approbation des plans d'action 2017 ;
- La délibération n° DEA 018-3006/17/BM du Bureau de la Métropole du 14 décembre 2017 relative à la demande de subvention pour le financement de l'opération « Amélioration de la performance des réseaux d'eau potable sur les communes de Fos-sur-Mer – Cornillon-Confoux – Port-Saint-Louis-du-Rhône » ;
- La délibération n° FAG 21-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence .

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de procéder à la réalisation des opérations citées ci-dessus dans le respect de la charte qualité nationale des réseaux d'eau potable.

Délibère

Article 1 :

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage à réaliser les opérations « Amélioration de la performance des réseaux d'eau potable sur les communes de Fos-sur-Mer – Cornillon-Confoux – Port-Saint-Louis-du-Rhône » - « Renouvellement du réseau d'eau potable rue Anatole France à Fos-sur-Mer » « Renouvellement du réseau d'eau potable rue Capitaine à Fos-sur-Mer », selon les principes de la charte qualité nationale des réseaux d'eau potable. Elle s'engage également à mentionner dans les pièces du Dossier de Consultation des Entreprises que ces opérations seront réalisées sous charte qualité nationale des réseaux d'eau potable.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits en section d'investissement sur le budget annexe de l'Eau du Territoire Istres-Ouest-Provence, opération 2017502700, nature 21531.

Les recettes seront constatées au budget annexe de l'Eau du Territoire Istres-Ouest-Provence chapitre 13, nature 1311.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEA 014-5921/19/BM

**■ Approbation de l'avenant n°1 à la convention passée avec l'association Eau Soleil PACA relative à la mise en oeuvre d'un programme de solidarité et de coopération internationale pour l'eau dans le cadre de la loi Oudin Santini
MET 19/10611/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération n°DEA 002-4015/18/BM, le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 28 juin 2018 a approuvé la convention n°18/0751 avec l'association EAU SOLEIL PACA dans le cadre de l'appel à projets 2017-2018 pour la mise en œuvre d'un programme de solidarité et de coopération internationale pour l'eau dans le cadre de la loi Oudin-Santini.

A ce titre, la Métropole Aix-Marseille-Provence a décidé de contribuer financièrement à hauteur de 24 500 € (équivalent à 29,81% du budget total prévisionnel du projet qui s'élève à 82 190 €) au projet porté par l'association EAU SOLEIL PACA suivant : réalisation d'un réseau d'eau par pompage solaire dans le Village d'Anatamikétraka au Nord Est de Madagascar.

L'association EAU SOLEIL PACA a rencontré des problèmes d'ordre administratif avec l'association locale, la commune et le partenaire local, elle propose de déplacer son projet dans le village voisin, Ampohibé, présentant toutes les garanties administratives pour mener à bien le projet.

Nonobstant la modification du lieu, ce projet est en tout point identique à celui initialement prévu, dans la préparation, dans son dimensionnement et les besoins en eau du village.

Afin de permettre la mise en œuvre du projet, il est nécessaire d'approuver l'avenant n°1 à la convention citée en objet.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2005-95 du 9 février 2005 relative à la coopération internationale des collectivités territoriales et des agences de l'eau dans les domaines de l'alimentation en eau et de l'assainissement, dite loi Oudin ;
- La loi n° 2007-147 du 2 février 2007 dite loi Thiollière à l'action extérieure des collectivités territoriales et de leurs groupements ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° DEA 002-2325/10/CC du 1^{er} octobre 2010 portant sur la coopération décentralisée de l'accès à l'eau des populations en stress hydrique ;
- La délibération n° DEA 002-4015/18/BM du 28/06/2018 portant sur l'attribution des subventions dans le cadre de l'appel à projets "loi Oudin-Santini" 2017/2018 - Mise en œuvre d'un programme de Solidarité et de Coopération Internationale pour l'eau et

l'assainissement - Approbation des conventions

- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° DEA 013-5233/18/CM du 13 décembre 2018 portant sur le lancement de l'appel à projets 2018-2019 pour la mise en œuvre d'un programme de Solidarité et de Coopération Internationale pour l'eau et l'assainissement dans le cadre de la loi Oudin-Santini ;
- La délibération n° FAG 21-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La convention de Délégation de service public pour l'exploitation du service de l'eau potable du Territoire de Marseille Provence attribuée à la Société des Eaux de Marseille par délibération AGER 001-607/13/CC du 31 octobre 2013 ;
- La convention n°18/0751 relative à la mise en œuvre d'un programme de solidarité et de coopération internationale pour l'eau dans le cadre de la loi Oudin-Santini attribuée à l'association EAU SOLEIL PACA
- L'information du Conseil de Territoire Marseille Provence du 14 mai 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que le projet porté par l'association Eau Soleil PACA se déroulera dans un village voisin de celui initialement prévu ;
- Qu'il convient de modifier la convention n°18/0751 conclue avec l'association EAU SOLEIL PACA pour tenir compte du changement du lieu de sa réalisation.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé l'avenant n°1 à la convention n°18/0751, ci-annexé, conclu avec l'association Eau Soleil PACA.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou son représentant, est autorisé à signer cette convention ainsi que tous les documents y afférents.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget annexe de l'eau Sous Politique F170 – Nature 6743 – 3DEAE.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEA 015-5922/19/BM

**■ Approbation d'une convention de maîtrise d'ouvrage unique relative au passage de la voie de contournement de Martigues Port de Bouc à travers le Centre d'Enfouissement Technique du Valentoulin
MET 19/10706/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence, propriétaire exploitant du centre d'enfouissement technique (CET) du Valentoulin sur la commune de Port de Bouc, est un des acteurs principal du projet de contournement autoroutier de Martigues/Port de Bouc porté par les services de l'Etat.

Cette opération est destinée à améliorer la desserte de la zone industrialo-portuaire (ZIP) de Fos sur Mer depuis l'agglomération marseillaise, les conditions de vie des riverains et des usagers de la RN 568 et à favoriser le développement socio-économique local en confortant les projets économiques portés par les collectivités (tourisme – zones d'activités).

Elle consiste à aménager 7 km de route express à 2x2 voies en tracé neuf, avec trois échangeurs pour desservir les villes de Martigues, Port de Bouc et Fos-sur-Mer et permettra à terme le déclassement de la RN 568 et sa requalification en boulevard urbain.

Après examen de différentes alternatives, les études conduites en vue de la réalisation de ce projet ont établi l'opportunité de retenir un tracé traversant le CET du Valentoulin permettant d'éviter les contraintes techniques et de sécurité liées au franchissement de deux pipelines et de préserver environ 6 ha de pinède.

Le CET du Valentoulin est une installation classée pour la protection de l'environnement (ICPE) affectée au traitement des déchets, qui était exploitée par la communauté d'agglomération Ouest de l'Étang de Berre (CAOEB). L'activité du CET a cessé en 2008 et il a fait l'objet d'un arrêté en date du 15 décembre 2008 imposant à la CAOEB, devenue ensuite Communauté d'Agglomération du Pays de Martigues (CAPM), des prescriptions complémentaires concernant la remise en état et le suivi environnemental du site.

La faisabilité de ce tracé a été confirmée par une étude réalisée sous la responsabilité de l'État par le bureau d'études ANTEA.

La réalisation de la voirie de contournement sur le site du CET nécessitera l'arasement partiel du dôme de stockage Sud du CET et le transfert et l'enfouissement des déchets ainsi excavés dans le dôme de stockage Nord. Les aménagements et équipements nécessaires à l'entretien et au suivi environnemental devront également être reconstitués.

A l'issue de réunions entre les services de la Métropole et de la DREAL, les parties se sont accordées pour confier la maîtrise d'ouvrage des travaux à l'État, la Métropole conservant l'ensemble des responsabilités liées à la qualité de dernier exploitant de l'ICPE.

Le coût prévisionnel des travaux est estimé à 6 millions d'euros. Son financement sera assuré dans l'opération globale de contournement Martigues-Port de Bouc et les dépenses exposées ne donneront pas lieu à remboursement de la part de la Métropole.

De plus, les missions exercées par l'Etat en sa qualité de maître d'ouvrage unique seront effectuées à titre gracieux.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération FAG 21-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La Déclaration d'Utilité Publique par arrêté interministériel de la Ministre de l'Environnement, de l'Énergie et de la Mer, de la Ministre du Logement et de l'Habitat durable et du secrétaire d'État chargé des Transports, de la Mer et de la Pêche en date du 1er février 2017 ;
- L'article 2-II de la loi n°85-704 du 2 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée ;
- L'arrêté préfectoral d'exploitation du 3 mai 1993 autorisant le Syndicat Intercommunal à

Vocations Multiples (SIVOM) de Martigues, Port de Bouc, Saint Mitre les Remparts à exploiter une décharge contrôlée des résidus urbains et inertes au lieu dit le Valentoulin ;

- L'arrêté préfectoral du 16 juin 1999 imposant des prescriptions complémentaires au SIVOM de Martigues, Port de Bouc, Saint Mitre les Remparts sur le CET de Valentoulin ;
- L'arrêté préfectoral du 12 octobre 2007 imposant des prescriptions complémentaires concernant la fin d'exploitation du CET de Valentoulin ;
- L'arrêté préfectoral du 17 décembre 2008 imposant des prescriptions complémentaires concernant la remise en état, les garanties financières et le suivi environnemental du Centre de Stockage des Déchets de Valentoulin ;
- L'arrêté préfectoral du 19 mars 2010 imposant des prescriptions complémentaires dans le cadre des rejets de substances dangereuses dans le milieu aquatique pour son installation classée au lieudit le Valentoulin.
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays de Martigues du 16 mai 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il est nécessaire d'approuver une convention de maîtrise d'ouvrage unique, permettant de mener à bien les opérations d'implantation de la voie de contournement à l'intérieur des emprises du Centre d'Enfouissement Technique du Valentoulin ;

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention de maîtrise d'ouvrage unique, ci-annexée, relative au passage de la voie de contournement de Martigues-Port de Bouc à travers le Centre d'Enfouissement Technique du Valentoulin.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou son représentant, est autorisé à signer la présente convention et tout autre document nécessaire à sa bonne exécution.

Article 3 :

L'Etat en tant que maître d'ouvrage unique assumera la totalité des frais liés à l'opération.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEA 016-5923/19/BM

**■ Approbation d'une convention d'utilisation du Centre de Stockage de Déchets non Dangereux de la Vautubière avec Agglopolo Provence Assainissement (APA)
MET 19/10764/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre des compétences qui lui ont été confiées, la Métropole Aix-Marseille-Provence (Conseil de Territoire du Pays Salonais) dispose :

- d'une Délégation de Service Public (DSP) avec la société SMAV, notifiée le 15 décembre 2005 relative au traitement des déchets ménagers et assimilés par enfouissement et stockage sur le Centre de Stockage de Déchets non Dangereux (CSDnD) de La Vautubière.
- et d'une DSP avec la société Agglopolo Provence Assainissement (APA), filiale de la Saur, notifiée le 24 juillet 2012, entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2013, relatif à la collecte et au traitement des eaux usées.

L'article premier de la convention de DSP conclue avec la SMAV permet au Conseil de Territoire du Pays Salonais de traiter les ordures ménagères, les encombrants et les résidus de tout mode de traitement produits sur son territoire dans la limite de 83 000 tonnes par an.

La société APA, délégataire du service public pour la gestion de l'assainissement collectif du Conseil de Territoire du Pays Salonais, rencontre des difficultés dans sa recherche de sites de traitement pour ses produits de dégrillage en provenance des stations d'épuration du Territoire du Pays Salonais.

Le Conseil de Territoire du Pays Salonais souhaite permettre à la société APA d'accéder au Centre de Stockage de Déchets non Dangereux de la Vautubière pour le traitement, à la charge financière d'APA, de ses produits de dégrillage dans la limite de 300 tonnes par an et dans le respect des conditions d'accès et de circulation du site.

Le coût de traitement des déchets apportés par Agglopolo Provence Assainissement, la taxe Générale sur les activités polluantes (TGAP) comprise, sera refacturé par la Métropole à APA. Pour information, le coût de traitement au 1^{er} janvier 2019 est 55,57 euros TTC/tonne TGAP incluse, soit un montant de 16 671 euros à la charge d'APA pour 300 tonnes de produits de dégrillage.

Il est proposé de conclure une convention entre la Métropole Aix-Marseille-Provence (Conseil de Territoire du Pays Salonais) et Agglopolo Provence Assainissement (APA) afin d'acter les modalités techniques et financières d'utilisation du site.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la république ;
- Le contrat de Délégation de Service Public notifié le 15 décembre 2005 à la société SMAV ;
- Le contrat de Délégation de Service Public notifié le 24 juillet 2012 et entré en vigueur le 1^{er} janvier 2013 avec la société APA ;
- La délibération FAG 21-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole.
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays Salonais du 13 mai 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention d'utilisation du Centre de Stockage de Déchets non Dangereux de La Vautubière avec la société Agglopolo Provence Assainissement, ci-annexée, afin de permettre l'accès au CSDND de la Vautubière pour le traitement de ses produits de dégrillage issus des stations d'épuration présent sur le Territoire du Pays Salonais.

En contrepartie, le coût de traitement des déchets apportés par APA, TGAP comprise, sera supporté par APA.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou son représentant, est autorisé à signer la présente convention.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget annexe Déchets du Conseil de Territoire du Pays Salonais – Chapitre 011 – Compte 611 – Fonction 7212.

Article 4 :

Les recettes seront inscrites au budget annexe Déchets du Conseil de Territoire du Pays Salonais – Chapitre 74 – Compte 74758 – Fonction 7213.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEA 017-5924/19/BM

■ **Approbation d'une convention de partenariat relative à l'appel à projet pour la récupération et la valorisation matière des cartons des professionnels du centre-ville de Marseille avec l'entreprise Suez RV Rebond Insertion.**

MET 19/10915/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

L'analyse du contenu des ordures ménagères collectées sur le territoire Marseille Provence fait apparaître que 18% d'entre elles sont constituées de cartons. Au centre-ville de Marseille, une très grande majorité de ce gisement provient d'activités professionnelles.

Or, afin de réduire la part des déchets prise en charge par le service public, les axes principaux du schéma métropolitain de gestion des déchets approuvés par délibération n° DEA 018-2836/17/CM au Conseil de Métropole du 19 Octobre 2017 préconisent de réduire les tonnages pris en charge par la collectivité en recentrant les flux des professionnels vers des déchèteries professionnelles qui pourront leur apporter un service plus adapté à leur besoin.

Dans ce cadre, la Métropole a souhaité susciter sur le centre-ville de Marseille l'émergence d'une offre de service permettant la collecte et la valorisation matière de ces cartons et qui fasse appel, dans la mesure du possible, à des acteurs locaux de l'économie sociale et solidaire.

Conformément à la délibération n° 005-3653/18/CM du 22 mars 2018, deux entreprises ont répondu à l'appel à projet lancé par la Métropole Aix-Marseille-Provence. Les deux candidats B&P Environnement et

SUEZ REBOND INSERTION ont été auditionnés par un jury composé d'élus le 07 mars 2019.

Suite à celui-ci, des compléments d'information ont été demandés aux deux candidats. Suite à leur analyse, il a été décidé de retenir la proposition de l'entreprise Suez RV Rebond Insertion.

C'est pourquoi, il est proposé au Conseil de Métropole d'approuver la convention de partenariat avec l'entreprise Suez RV Rebond Insertion pour la récupération et la valorisation matière des cartons des professionnels du centre-ville de Marseille.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Environnement ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération DEA 018-2836/17/CM du Conseil de la Métropole du 19 octobre 2017 approuvant les axes principaux du Schéma Métropolitain de Gestion des Déchets ;
- La délibération n° DEA 005-3653/18/CM du 22 mars 2018 relative à l'approbation du lancement d'un appel à projet pour la récupération et la valorisation matière des cartons des professionnels du centre-ville de Marseille ;
- La délibération FAG 21-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- L'information au Conseil de Territoire Marseille Provence du 14 mai 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il est nécessaire d'extraire des ordures ménagères prises en charge par le service public et notamment les cartons produits par les professionnels,

- Qu'il convient d'approuver la convention de partenariat avec l'entreprise Suez RV Rebond Insertion pour la récupération et valorisation des cartons des professionnels du centre-ville de Marseille.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention de partenariat avec l'entreprise Suez RV Rebond Insertion pour la récupération et valorisation des cartons des professionnels du centre-ville de Marseille ci-annexée.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer cette convention de partenariat et à prendre toutes dispositions y afférents.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEA 018-5925/19/BM

■ Approbation de conventions avec l'éco-organisme ESR et l'organisme coordonnateur OCAD3E, au titre de la Responsabilité Élargie du Producteur (REP) pour les lampes usagées MET 19/10851/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Selon le principe de la responsabilité élargie des producteurs (REP), la gestion des lampes usagées doit être assurée par les metteurs sur le marché. Pour remplir leurs obligations, ces derniers doivent mettre en place un système individuel approuvé ou adhérer à un éco-organisme titulaire d'un agrément. Ce dispositif a pour vocation d'optimiser la gestion de ces déchets, mais aussi de prévenir la production des déchets.

Créé dans le cadre du principe de la REP, ESR éco-organisme à but non lucratif agréé par les pouvoirs publics, regroupe les activités d'Eco-systèmes pour les DEEE ménagers et de Réylum pour les DEEE professionnels, les lampes et les petits appareils extincteurs. Depuis le 1er janvier 2018, les agréments de Réylum, sur la période du 1^{er} janvier 2016 au 31 décembre 2021, sont transférés à ESR.

A l'échelle de la Métropole, quatre des six Conseils de Territoire ont déjà conclu des contrats avec l'éco-organisme Réylum. Suite à la création de la Métropole en 2016, les contrats existants doivent être regroupés en contrat unique en maintenant l'ensemble des engagements existants. De plus, les

deux autres territoires seront inclus dans le périmètre de collecte.

Ces contrats apporteront à la Métropole Aix-Marseille-Provence la prise en charge opérationnelle des lampes usagées collectées séparément, la fourniture de conteneurs spécifiques, et le versement de soutiens financiers pour certaines actions de communication.

La convention avec OCAD3E régit les relations administratives et financières avec la Métropole qui développe un programme de collecte séparée des lampes usagées, et la convention avec ESR détermine les conditions opérationnelles de collecte séparée de ces dernières.

Les engagements prévus au sein desdites conventions couvrent la période du 16 mai 2019 au 31 décembre 2020.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Environnement;
- La loi de Transition Energétique ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- L'arrêté du 09 novembre 2017 portant agrément d'ESR par transfert de celui de Réylum du 22 décembre 2015 ;
- La délibération FAG 21-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- L'information des Conseils de Territoire.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'à l'échelle de la Métropole, il convient de regrouper en un contrat unique la convention avec OCAD3E qui régit les relations administratives et financières et qui

développe un programme de collecte séparée des lampes usagées sur le territoire, et la convention avec ESR qui détermine les conditions opérationnelles de collecte séparée de ces dernières.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvées les conventions, ci-annexées, de collecte de lampes usagées conclues avec l'Eco-organisme agréé ESR et l'organisme coordonnateur OCAD3E jusqu'au 31 décembre 2020.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer ces conventions par voie dématérialisée ou électroniquement et toutes les pièces relatives à ce dossier, et à prendre toutes dispositions y concourant.

Article 3 :

Les recettes correspondantes seront constatées sur les budgets aux comptes correspondants.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEA 019-5926/19/BM

■ Réformes d'engins, de poids lourds, de véhicules et équipements de la Métropole Aix-Marseille-Provence MET 19/10726/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence dispose d'un parc diversifié d'engins, de poids lourds, de véhicules légers et d'équipements lui permettant d'exercer ses compétences dans les domaines variés de la propreté urbaine, de la voirie, de la circulation...

Compte tenu de l'ancienneté et du kilométrage important de certains de ces véhicules et équipements

il est nécessaire de les retirer de l'inventaire du patrimoine de Métropole Aix-Marseille-Provence.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 21-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il est nécessaire de prononcer la réforme des engins, des poids lourds, des véhicules légers et des équipements dont la liste est ci-dessous, compte tenu de leur ancienneté et de leur kilométrage important.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvés la réforme et le retrait des véhicules et équipements, indiqués dans le tableau ci-dessous, de l'inventaire du patrimoine de la Métropole Aix-Marseille-Provence :

N° symbolique	Immatriculation	N° de série	Type	Marque	Libellé véhicule	Date mise en circulation
Matériel de propreté et divers						
AR0138		W0951125050K51403	L103	ROLBA	AR VL HYDROSTATIQUE 2000L ROLBA	16/12/2005
BA0197		WSVS2R2S181702703	200	SCHMIDT	BA VL SCHMIDT SWINGO	22/01/2009
BA0212		WSVS2R2S181703162	225	SCHMIDT	BA VL SCHMIDT SWINGO	01/06/2010
BA0207	EF-007-VL	VF644AGD0000018	44AGD3CC3	RENAULT	BA PL EUROVOIRIE 5m3-	02/03/2009

		77	0		MIDLUM 220,12	
VU0088	EG-223-KM	VF654ANA000033379	54ANA1	RENAULT	VU BE RENAULT MASCOTT	25/01/2007
BE0227	EH-919-SN	VF6FN40A000057017	FN40B5	RENAULT	VU BE B80	25/11/1994
Matériel de collecte						
BO0642	EF-236-XN	VF622ACB000102340	270/19	RENAULT	GEESINK NORBA 16m3-PREMIUM 270,19	16/12/2005

Article 2 :

Est confiée au Commissariat aux Ventes des Domaines la procédure de vente de tout ou partie de ces véhicules et équipements.

La recette sera constatée au Budget de la Métropole CT1 :

- Budget Propreté : Sous politique G120 – Nature 7788 pour le matériel de propreté – fonction 7222-Service gestionnaire 3DMG
- Budget Collecte : Sous politique G 130 – Nature 7788 pour le matériel de collecte – fonction 7212-Service gestionnaire 3DMTA.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEA 020-5927/19/BM

■ **Demande de subvention d'investissement relative au projet "Densification du déploiement du compostage individuel" intégré au Programme européen LIFE IP SMART WASTE PACA 2014-2020 MET 19/10805/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est engagée dans la réalisation de nombreuses réalisations au sein de ses territoires. Certains des investissements qui traduisent les politiques publiques métropolitaines peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers, ou privés. Il importe en conséquence de solliciter, dans le

cadre des dispositifs établis de subventionnement, leur participation.

Dans le cadre de sa politique de réduction des déchets ménagers le Territoire Marseille Provence développe le compostage individuel en mettant à disposition des habitants des composteurs individuels, et en organisant des actions de sensibilisation des habitants.

Après une première période de déploiement de composteurs individuels le Territoire Marseille Provence, en lien avec le futur Plan Métropolitain de Prévention des Déchets Ménagers Assimilés, s'engage dans une densification de la démarche afin d'apporter aux habitants volontaires une solution pour valoriser leur biodéchets et aussi réduire les tonnages collectés.

Une partie de l'opération 2015112900 « Acquisition de conteneurs pour la collecte sélective » relative à l'acquisition de composteurs individuels a été intégrée au programme européen LIFE IP SMART WASTE PACA 2014-2020 dans l'action C4-3 Compostage individuel. Ce programme a lui-même été validé lors du Conseil métropolitain du 14 décembre 2017 par délibération n° ECO 023-2889/17/BM.

Le coût prévisionnel de cette opération est estimé à 210 000 euros HT (deux cent dix mille euros) soit 252 000 euros TTC (deux cent cinquante-deux mille euros).

Le Plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant :

ORGANISMES SOLLICITES	TAUX SOLLICITES	MONTANTS SOLLICITES
Programme LIFE	30 %	63 000 euros
Région Sud Provence-Alpes-Côte-d'Azur	30 %	63 000 euros
Métropole Aix-Marseille-Provence	40 %	84 000 euros
TOTAL HT		210 000 euros

La présente délibération vise donc à approuver la demande de subvention auprès de tout organisme

susceptible d'apporter sa contribution financière, et à signer tous les documents y afférents.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération du Conseil de la Métropole n° ECO 023-2889/17/BM du 14 décembre 2017 relative à l'approbation de la convention de partenariat du projet LIFE-IP SMART WASTE PACA dans le cadre du programme européen LIFE 2014-2020 ;
- La délibération FAG 21-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que dans le cadre de sa politique de réduction des déchets ménagers, la Métropole -Territoire Marseille Provence développe le compostage individuel en mettant à disposition des habitants des composteurs individuels ;
- Que suite à un premier période de déploiement de ces composteurs, la Métropole -Territoire Marseille Provence souhaite procéder à la densification du déploiement du compostage individuel intégré au Programme européen LIFE IP SMART WASTE PACA 2014-2020 ;
- Que pour mener à bien cette action de densification, il convient de solliciter une aide financière auprès de la Région Sud Provence-Alpes-Côte-D'azur et du programme Life.

Délibère

Article 1 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou son représentant, est autorisé à solliciter des aides financières auprès de l'Union Européenne,

l'Etat, la Région Sud Provence-Alpes-Côte-d'Azur, le Département des Bouches-du-Rhône, les communes membres de la Métropole Aix-Marseille-Provence, l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse, l'ADEME, ainsi qu'auprès de tout autre organisme susceptible d'apporter sa contribution, et à signer tout document y afférent, notamment toute convention d'exécution de subvention, pour la réalisation de cette opération.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits en section d'investissement sur le Budget Annexe « Collecte et traitement des déchets » 2019 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence, Opération : 2015112900.

La recette correspondante sera constatée en section d'investissement sur le Budget Annexe « Collecte et traitement des déchets » 2019 et suivants de la Métropole Aix Marseille Provence - Nature 1322 – Fonction 7212 – Sous politique G130 - Code opération n° 2015112900.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEA 021-5928/19/BM

■ Demande de subvention d'investissement relative à l'opération "Etude stratégique d'opportunité d'un centre de tri métropolitain" MET 19/10844/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est engagée dans de nombreuses réalisations au sein de ses territoires. Certains des investissements traduisant les politiques publiques métropolitaines peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers, ou privés. Il importe en conséquence de solliciter, dans le cadre des dispositifs de subventionnement, leur participation.

L'extension des consignes de tri des plastiques imposée par la loi de transition écologique nécessite d'adapter les centres de tri. Ces modifications coûteuses vont, d'une part réduire le nombre d'installations en capacité d'extraire ces nouveaux matériaux et, d'autre part induire une augmentation des coûts de la prestation.

La Métropole, constituée de six Conseils de Territoire, produit désormais un gisement de collecte sélective largement suffisant pour justifier un centre de tri dédié à ses seules collectes. L'étude a pour but de définir et analyser les possibilités techniques et juridiques de maîtrise d'un centre de tri métropolitain, gage d'une maîtrise à long terme des coûts de la prestation.

La création de l'opération n° 2018101300 « Etude stratégique d'opportunité de maîtrise d'un Centre de Tri Métropolitain » pour un montant de 120 000 euros TTC (cent vingt mille euros) a été approuvée lors du Conseil de Métropole du 15 février 2018 par délibération n° DEA 002-3602/18/CM.

Le coût prévisionnel de cette opération est estimé à 75 000 euros HT (soixante-quinze mille euros) soit 90 000 euros TTC (quatre-vingt-dix mille euros).

Le Plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant :

ORGANISMES SOLLICITES	TAUX SOLLICITES	MONTANTS SOLLICITES
Programme LIFE	10 %	7 500 euros
ADEME	60 %	45 000 euros
Métropole Aix-Marseille-Provence	30 %	22 500 euros
TOTAL HT		75 000 euros

La présente délibération vise à approuver la demande de subvention auprès de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution financière.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération FAG 21-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La délibération du Conseil de la Métropole n° DEA 002-3602/18/CM du 15 février 2018 créant l'Autorisation de Programme N° 2018101300 relative à l'opération « Etude stratégique d'opportunité de maîtrise d'un Centre de Tri Métropolitain ».

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que par délibération n° DEA 002-3602/18/CM, une Autorisation de Programme

a été créée pour un montant de 120 000 euros TTC relative à la création d'un centre de tri métropolitain.

- Qu'il convient de procéder à la réalisation de l'opération suivante : « Etude stratégique d'opportunité de maîtrise d'un Centre de Tri métropolitain ».
- Qu'il convient de solliciter des subventions auprès de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution financière à la réalisation de cette opération.

Délibère

Article 1 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou son représentant, est autorisé à solliciter des aides financières auprès de l'Union Européenne, l'Etat, la Région Sud Provence-Alpes-Côte-d'Azur, le Département des Bouches-du-Rhône, les communes membres de la Métropole Aix-Marseille-Provence, l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse, l'ADEME, ainsi qu'auprès de tout autre organisme susceptible d'apporter sa contribution, et à signer tout document y afférent, notamment toute convention d'exécution de subvention, pour la réalisation de cette opération.

Article 2:

Les crédits nécessaires sont inscrits en section d'investissement sur le Budget Annexe «Collecte et traitement des déchets» 2019 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence. Opération : 2018101300.

La recette correspondante est inscrite en section d'investissement sur le Budget Annexe «Collecte et traitement des déchets» 2019 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence - Nature 1328 – Fonction 7213 – Sous politique G140 - Code opération n° 2018101300.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

Commission "Tourisme, valorisation du patrimoine"

TVP 001-5929/19/BM

**■ Attribution d'une subvention à l'association
Club de la Croisière Marseille Provence pour
l'organisation d'actions de promotion et d'accueil
de l'activité croisières - Approbation de l'avenant
n°2 à la convention pluriannuelle d'objectifs
MET 19/10720/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Le « Club de la Croisière Marseille Provence », créé en 1996 à l'initiative de la Chambre de Commerce et d'Industrie Marseille Provence, du Grand Port Maritime et de la Ville de Marseille, associe les acteurs de la filière économique et institutionnelle impliqués dans le développement et la promotion de la croisière à Marseille.

A l'horizon 2020, Marseille Provence devrait franchir le cap des 2 millions de croisiéristes accueillis par an et confirmer son positionnement comme port leader sur le marché méditerranéen en se hissant dans le Top 3 des ports de croisière de méditerranée.

Cet objectif parfaitement réaliste est en grande partie le fruit des investissements réalisés par le Grand Port Maritime de Marseille qui, en élargissant la passe nord, permet d'accueillir les navires quasiment par tout temps, au-delà des actions commerciales, de promotion, de marketing et d'amélioration de l'accueil, conduites et coordonnées depuis bientôt 20 ans par le Club de la Croisière Marseille Provence avec ses partenaires dont la Métropole.

En 2017, une convention d'objectifs pluriannuelles a été signée pour une durée de 3 ans entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et le Club de la Croisière Marseille Provence dans laquelle il est précisée à l'article 3.4 « Pour les années 2018 et 2019, les montants des contributions financières consenties par la Métropole seront notifiés à l'Association par voie d'avenant ». Ainsi, cet avenant n°2 permet la reconduction de cette convention pour l'année 2019.

Les axes prioritaires définis dans le cadre des actions conduites tout au long de l'année par le Club de la Croisière Marseille Provence sont le reflet d'une ambition commune pour accroître la lisibilité et la notoriété de la métropole tant au niveau de ses nombreux atouts touristiques que sur un plan économique plus global.

Depuis 2018, le nouveau plan d'actions triennal plus ambitieux de promotion et d'accueil de l'activité croisières permettra d'atteindre l'ambition fixée et pérenniser son financement.

Le Club de la Croisière Marseille Provence renforcera ainsi son positionnement comme premier pôle de croisière en France et 5e port Méditerranéen.

Le budget total des actions est estimé à 495 500 euros HT pour l'année 2019.

La Métropole Aix-Marseille Provence souhaite participer financièrement à hauteur de 55 000 euros au budget 2019 de ce plan d'actions auprès d'autres partenaires comme le GPMM, la Ville de Marseille, le Conseil Régional et le Conseil Départemental 13.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération TVP 001-1994/17/BM du 18 mai 2017 approuvant la signature d'une convention pluriannuelle d'objectifs entre la Métropole et le Club de la Croisière Marseille Provence ;
- La délibération TVP 002-4033/18/BM du 28 juin 2018 approuvant la signature de l'avenant N°1 à la convention pluriannuelle d'objectifs entre la Métropole et le Club de la Croisière Marseille Provence ;
- La délibération FAG 21-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence a signé une convention pluriannuelle d'objectifs avec le Club de la Croisière Marseille

Provence en 2017 et ce pour une durée de 3 ans ;

- Que l'objectif et les actions de l'association correspondent aux activités que la Métropole Aix-Marseille Provence souhaite voir se développer en matière d'attractivité et de rayonnement international

Délibère

Article 1 :

Est attribuée une subvention de 55 000 euros à l'association le Club de la Croisière Marseille Provence pour l'organisation d'actions de promotion et d'accueil de l'activité croisières.

Article 2 :

Est approuvé l'avenant n°2 ci-annexé conclu avec l'association club de la Croisière Marseille Provence.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou son représentant, est autorisé à signer cet avenant ou tout document afférent.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget principal 2019 de la Métropole Aix-Marseille-Provence Sous-politique B330 – Nature 65748 – Fonction 64.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TVP 002-5930/19/BM

■ **Attribution d'une participation financière à l'Office Métropolitain de Tourisme et des Congrès de Marseille pour l'organisation du salon "Rendez-vous en France 2019" - Approbation d'une convention**
MET 19/10746/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Le salon « Rendez-vous en France 2019 » est un événement majeur de la promotion touristique organisé chaque année par Atout France, avec l'ensemble des Comités Régionaux de Tourisme français (CRT). C'est le salon « multi-marchés » de référence en France ; il a lieu chaque année au mois de mars dans une ville française différente.

Ce salon exclusivement BtoB (Business to Business) est un moment privilégié d'échanges commerciaux, effectués sous forme de rendez-vous programmés, avec les tour-opérateurs des marchés européens et lointains invités. Ainsi, plus de 900 tours opérateurs

du monde entier se font courtiser par les destinations françaises. La moitié d'entre eux visitent la région retenue au travers de pré-tours thématiques les jours qui précèdent ce workshop.

Après Rouen en 2017 et Paris en 2018, Marseille-Provence a décidé de se porter candidate au travers d'une candidature collective portée par l'Office Métropolitain de Tourisme et des Congrès de Marseille, l'ADT Provence Tourisme, et le Comité Régional du Tourisme Provence Alpes Côte d'Azur, intitulée « Marseille Provence Candidate ».

Un gros travail en amont a été fourni, une pétition de 1 144 signataires soutenant ce projet a été transmise à Atout France pour montrer tout l'intérêt de la destination à accueillir ce salon.

La 14ème édition de ce salon, leader en matière d'intermédiation touristique, s'est tenue à Marseille, du 19 au 20 mars 2019.

Les enjeux sont importants pour la destination : en région Sud, le tourisme génère 141 000 emplois, 218 millions de nuitées touristiques et 18.9 milliards de recettes annuelles. Sur la seule ville de Marseille, le secteur représente 18 000 emplois directs, 5 millions de touristes et un milliard d'euros de recettes touristiques. Cette bonne dynamique s'exprime aussi par des arrivées aériennes en hausse de 4.3 % par rapport à 2017 et des croisières en progression de 11 % en terme de trafic total de passagers.

Ce salon est l'un des plus grands salons du tourisme au monde. Plus de 900 tour-opérateurs et agences de voyage venus du monde entier ont été accueillis, soit près de 70 pays représentés. Des éductours organisés en région (dont 13 dans les Bouches-du-Rhône) ont permis la découverte des atouts de la Provence, en amont du salon.

Ce rendez-vous fut l'occasion unique de présenter tout le potentiel touristique qu'offre notre destination avec 5 temps forts identifiés :

- Du 15 au 18 mars : 26 pré-tours en Provence Alpes Côte d'Azur ;
- Le 18 mars : Soirée d'accueil du Mucem aux Halles de la Major ;
- Le 19 mars et 20 mars : salon professionnel au Parc Chanot avec la participation de 900 tour-opérateurs et de 1000 exposants de toute la France ;
- Conférence et accueil de la presse professionnelle internationale / 40 journalistes environ ;
- Le 19 mars : Soirée France au Palais du Pharo / 2000 personnes ;
- Le 20 mars : Soirée de clôture à la Réale / 700 personnes.

L'Office Métropolitain de Tourisme et des Congrès de Marseille a eu notamment en charge l'accueil des participants avec un dispositif important à l'aéroport

Marseille Provence et à la gare Saint-Charles, mais aussi dans les hôtels et pour les trois soirées.

Cet événement fut une grande opportunité pour la Métropole Aix-Marseille-Provence; l'occasion à été donnée de présenter les nombreux atouts touristiques et de développer ainsi l'attractivité économique pour les années à venir.

Enfin, l'Office a eu également en charge l'organisation de la soirée d'accueil du 18 mars et celle de clôture le 20 mars 2019.

Pour la Métropole Aix-Marseille-Provence, territoire hôte, ce salon représentait donc une opportunité unique pour renforcer son attractivité économique et touristique, et profiter au rayonnement du territoire, en mettant en avant l'excellence et les atouts de la Provence.

Il est donc proposé au Bureau de la Métropole d'approuver l'octroi d'une participation financière de 100 000 euros à l'Office Métropolitain de Tourisme et des Congrès de Marseille.

Il est précisé qu'il convient de déroger à l'article 12.2 du Règlement Budgétaire et Financier approuvé par délibération n° HN 021-07/04/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016, et d'attribuer cette subvention après la réalisation de la manifestation.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°TVP 001-2841/17/CM du Conseil de la Métropole du 19 octobre 2017 portant orientations de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur les compétences liées au tourisme ;
- La délibération FAG 21-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que l'objectif de la Métropole Aix-Marseille-Provence est de favoriser le rayonnement touristique du territoire en France et à l'étranger.
- Que Rendez-vous en France 2019 est l'évènement majeur du tourisme en BTB (business to business) préparé conjointement par l'Office de Tourisme de Marseille, le CRT et Provence Tourisme.

Délibère

Article 1 :

Est attribuée une participation financière d'un montant de 100 000 euros à l'Office Métropolitain de Tourisme et des Congrès de Marseille pour l'organisation de Rendez-vous en France 2019.

Article 2 :

Est approuvée la convention ci-annexée avec l'Office Métropolitain de Tourisme et des Congrès de Marseille.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention et tout document y afférent.

Article 4:

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget principal 2019 de la Métropole Aix-Marseille-Provence, Sous-politique B330 – Nature 657382 – Fonction 64.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TVP 003-5931/19/BM

■ Renouvellement de l'adhésion à l'association "Club de la Croisière Marseille Provence" et paiement de la cotisation 2019 MET 19/10721/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Le « Club de la Croisière Marseille Provence », créé en 1996 à l'initiative de la Chambre de Commerce et d'Industrie Marseille Provence, du Grand Port Maritime et de la Ville de Marseille, associe les acteurs de la filière économique et institutionnelle impliqués dans le développement et la promotion de la croisière à Marseille.

A ce titre, il réunit aujourd'hui plus d'une trentaine de membres, comme par exemple : l'Office du Tourisme et des Congrès de Marseille, l'Office du Tourisme de Cassis, l'Office Municipal du Tourisme d'Aix-en-Provence, l'Union Maritime et Fluviale de Marseille-Fos, les Galeries Lafayette de Marseille, Le Petit Train – TTM 13 (le petit train touristique de Marseille), l'entreprise COFRAPEX (spécialisée notamment dans l'affrètement des navires en denrées alimentaires) etc.

Le « Club de la Croisière Marseille Provence » a pour objectif de poursuivre le développement du marché de la croisière sur le territoire et la promotion des atouts du territoire auprès des compagnies de croisière, en veillant à :

- Coordonner l'offre et les actions des différents acteurs publics et privés,
- Optimiser l'impact économique sur le territoire,
- S'assurer de l'acceptabilité de la croisière par les populations locales.

Dans ce cadre, le club

- initie, ou prête son concours à toutes réflexions sur les structures et l'environnement propres à favoriser l'accueil des paquebots de croisières et de leurs passagers,
- coordonne entre les membres du Club la mise en place d'une ligne de produits d'information et de documentation, assure leur réalisation et leur diffusion,
- conduit une politique de qualité parmi ses membres, afin de déboucher sur un label de reconnaissance "Croisières à Marseille",
- initie, coordonne et participe à toute action de notoriété, promotion ou publicité de la destination croisière à Marseille Provence, seul ou en partenariat avec d'autres structures de promotion ou d'autres ports français ou étrangers,
- organise au bénéfice du développement du marché de la croisière sur la place de Marseille les conventions et actions liées à cette activité,
- assure une information permanente du Club, envers ses propres adhérents, tout comme en externe notamment vers les médias,
- organise l'accueil personnalisé des armateurs de navires de croisière et de leurs représentants,
- coordonne les dispositions à mettre en œuvre pour faciliter le déroulement des escales de croisière,
- réalise des études économiques ou des enquêtes relatives à l'activité de la croisière,
- participe aux grands salons professionnels (comme le Cruise Shipping à Miami, Seatrade Europe à Hambourg),
- agit auprès des professionnels de la croisière, des compagnies aériennes et des agences de voyage,

- mène des actions d'amélioration de l'accueil des croisiéristes en partenariat étroit avec les compagnies de croisière et les partenaires locaux.

Acteur reconnu par l'Etat, le Grand Port Maritime de Marseille et les professionnels, le Club de la Croisière mène ainsi une politique active pour accompagner et dynamiser le développement de la filière à Marseille. C'est grâce à cette action collective conduite sous son égide que les activités de croisière se sont développées de façon spectaculaire à Marseille ces dernières années : de 18 500 passagers en 1995, ce sont près d'1,7 millions de passagers accueillis en 2018.

Aujourd'hui, le port de Marseille Fos se situe de ce fait à la 5e place des ports méditerranéens.

L'ambition portée pour 2020 est, avec l'accueil de 2 millions de croisiéristes, d'intégrer le « top 3 » en Méditerranée et le « top 10 » des ports mondiaux. Pour atteindre cet objectif dans un contexte concurrentiel accru, le Club propose depuis 2018 un programme d'actions encore plus ambitieux et souhaite en pérenniser le financement.

Dans ce cadre, et eu égard à sa compétence en matière de développement économique et de promotion du tourisme, la Métropole Aix-Marseille-Provence a décidé d'adhérer au Club de la Croisière Marseille Provence par délibération n° TVP 001-708/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 et a, depuis, renouvelé chaque année son adhésion à cette association.

Aussi, et afin de continuer à bénéficier des actions et politiques menées par cette association pour le développement de la filière croisière sur le territoire, la Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite renouveler son adhésion pour l'année 2019.

En renouvelant son adhésion, la Métropole Aix-Marseille-Provence sera membre partenaire Prestige et fera partie du Conseil d'Administration du Club de la Croisière.

Le montant de la cotisation pour l'année 2019 est fixé à 15 000 euros.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération TVP 001-708/16/CM du 30 juin 2016 portant adhésion à l'association Club de la Croisière Marseille Provence ;
- La délibération TVP 001-28/06/18 BM du 28 mars 2018 portant renouvellement de l'adhésion à l'association Club de la Croisière Marseille Provence ;
- La délibération N°FAG 21-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que le « Club de la Croisière Marseille Provence » a notamment pour objectif de poursuivre le développement de la filière de la croisière ;
- Que compte tenu de l'importance attachée au développement de ce secteur sur le territoire métropolitain, la Métropole Aix-Marseille a adhéré à cette association en 2016 et renouvelé son adhésion au titre des années 2017 et 2018 ;
- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite renouveler son adhésion au « Club de la Croisière Marseille Provence » pour l'année 2019 ;
- Qu'il convient d'approuver le règlement de la cotisation correspondante.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvés le renouvellement de l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'Association « Club de la Croisière Marseille Provence » et le paiement de la cotisation 2019 d'un montant de 15 000 euros.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget principal 2019 de la Métropole Aix-Marseille-Provence Sous-politique B330 – Nature 6281 – Fonction 64.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

Commission "Mer, Littoral et Ports, protection et mise en valeur des espaces maritimes et naturels"

MER 001-5932/19/BM

**■ Renouvellement de l'adhésion à l'Union des Ports de Plaisance Provence-Alpes-Côte d'Azur (UPACA) et paiement de la cotisation 2019
 MET 19/10200/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Face au développement des activités de plaisance, la gestion et l'exploitation des ports de plaisance se complexifient. Aussi les responsables de nombreux ports tant privés que publics ont ressenti la nécessité de coordonner leurs actions au sein d'un groupement associatif régional, l'Union des Ports de Plaisance Provence-Alpes-Côte-d'Azur (UPACA) en Méditerranée ou national, la Fédération Française des Ports de Plaisance.

L'Union des Ports de Plaisance Provence-Alpes-Côte-d'Azur (UPACA) est l'organisme professionnel des ports de plaisance. Elle a été créée par et pour les gestionnaires de ports de plaisance. C'est leur outil collectif à l'échelle de la région PACA, elle vit et évolue au travers des besoins, des demandes et souhaits de développement exprimés par ses membres. Elle représente les gestionnaires de port de plaisance auprès des institutions, de l'État et des collectivités territoriales.

L'UPACA qui regroupe plus de 90% des ports de plaisance de la région :

- fédère les ports à gestion publique et à gestion privée et leur apporte des conseils, de l'assistance technique, administrative, sociale, environnementale et juridique dans tous les domaines relatifs à la gestion portuaire,
- anime le réseau des ports de plaisance et les échanges de bonnes pratiques,
- est une interface entre les gestionnaires de ports et les entreprises proposant des produits et services pour les activités portuaires,
- assure la promotion des activités portuaires et nautiques de la région PACA,
- entretient des relations avec tous les organismes ayant trait à la navigation de plaisance, et tout particulièrement le Conseil Régional PACA, l'Agence de l'Eau, l'ADEME, la DREAL, la DIRM, les Conseils Départementaux des six départements, les Chambres Consulaires, le Crossmed, la

S.N.S.M., les Prud'homies de pêche, et toutes les entités représentatives dans le domaine portuaire et nautique,

- négocie des subventions pour les ports de plaisance en matière d'équipements portuaires, d'actions de communication et de prestations de toute nature avec les acteurs cités précédemment
- collabore au développement économique, touristique et social de la région PACA dans le domaine portuaire et nautique,
- participe à la mise en place de tout programme et action concernant l'amélioration, l'extension des installations portuaires, et la protection de l'environnement,
- a des missions de coopération avec les autres acteurs de la plaisance, comme les professionnels du nautisme (par exemple la Fédération des Industries Nautiques), les professionnels de la pêche, en règle générale tous les acteurs du nautisme, et avec les professionnels du tourisme en lien avec la plaisance.

L'UPACA fait aussi de la coopération inter-régionale (Occitanie, Corse, Bretagne, Hauts de France, Atlantique, etc.), européenne (Italie, Espagne, Grande-Bretagne) et mondiale (Brésil, Maroc, Vietnam, etc.). Elle a un poste de vice-présidente de l'Assemblée Maritime pour la croissance Régionale et l'Environnement (AMCRE), et elle est membre de l'Accord RAMOGE et du Conseil Maritime de Façade.

L'Union des Ports de Plaisance PACA est membre à part entière de la Fédération Française des Ports de Plaisance et réunit en son sein des gestionnaires intervenant dans le monde maritime permettant d'initier une politique de développement basée sur une connaissance globale des ports de plaisance.

Depuis le 1er janvier 2018, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'est vue confier la gestion de 4 ports de plaisance supplémentaires dont 2 en régie directe, à savoir le port des Heures Claires à Istres et le port Albert Samson à Berre l'Etang et 2 faisant l'objet d'une autorisation d'occupation temporaire du domaine public (AOT) consentie à des sociétés nautiques à savoir, le Port Abri du Rhône à Port-Saint-Louis-du-Rhône et le port de Beau Rivage à Saint-Chamas, et gère donc 28 ports de plaisance.

Le nombre d'anneaux gérés en régie directe est passé ainsi de 2583 anneaux à 2933.

Dans ce cadre, et compte tenu des actions menées par l'UPACA à destination de ses membres, gestionnaires de ports de plaisance, la Métropole Aix-Marseille-Provence a décidé d'adhérer à cette association par délibération n° MER 006-3659/18/CM du Conseil de la Métropole du 22 mars 2018.

Aussi, et afin de continuer à bénéficier des actions ainsi menées par l'UPACA, il est aujourd'hui proposé

de renouveler l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à cette association pour l'année 2019.

Le montant de la cotisation, calculé sur la base du nombre d'anneaux gérés en régie directe, est fixé à 17 246 euros pour 2019.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code des Transports ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° MER 006-3659/18/CM du Conseil de la Métropole du 22 mars 2018 portant adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'Union des Ports de Plaisance Provence-Alpes-Côte-d'Azur (UPACA) et paiement de la cotisation 2018 ;
- La délibération N°FAG 21-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que l'Union des Ports de Plaisance PACA regroupe des gestionnaires de ports de plaisance de la région et a notamment pour objectif de collaborer au développement économique, touristique et social de la région PACA dans le domaine portuaire et nautique ;
- Que compte tenu des objectifs poursuivis par l'UPACA, la Métropole Aix-Marseille-Provence qui gère 28 ports de plaisance depuis le 1^{er} janvier 2018, a décidé d'adhérer à cette association ;
- Qu'il est utile pour la Métropole Aix-Marseille-Provence de continuer à participer aux travaux de l'Union des Ports de Plaisance Provence-Alpes-Côte-D'azur fédérée au sein

de la Fédération Française des Ports de Plaisance, en renouvelant son adhésion au titre de l'année 2019 ;

- Qu'il convient d'approuver le règlement de la cotisation correspondante ;

Délibère

Article 1 :

Sont approuvés le renouvellement de l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'Union des Ports de Plaisance Provence-Alpes-Côte-D'azur et le paiement de la cotisation 2019 d'un montant de 17 246 euros.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget annexe des Ports de Plaisance de la Métropole Aix-Marseille-Provence « Nature 6281, Sous politique B220 ».

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

Commission "Voirie, Espaces Publics et Grands équipements métropolitains"

VOI 001-5933/19/BM

■ **Approbation d'une convention de maîtrise d'ouvrage unique avec la Ville de Marseille pour la requalification du Cours Lieutaud à Marseille (1er et 6ème arrondissements) - Abrogation de la délibération VOI 003-5457/19/BM du 28 février 2019 MET 19/10572/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Le cours Lieutaud forme avec le boulevard Garibaldi un axe majeur du centre-ville de Marseille, reliant la Canebière au Nord et le boulevard Baille au Sud ; il fait partie de la ceinture de boulevards initié dans le projet Vieux-Port, délimitant un périmètre ayant vocation à fonctionner en zone apaisée.

Toutefois, son positionnement dans la trame de voirie, son contexte urbain et ses usages actuels se traduisent par une saturation des espaces, ce qui pénalise à la fois la fluidité de la circulation et les cheminements piétons.

L'allègement de trafic opéré depuis la mise en service de la rocade L2 permet désormais d'envisager la requalification urbaine du Cours Lieutaud, qui, avec la rocade du Jarret, constituait l'un des deux grands axes de transit en centre-ville.

Ainsi, par délibération du 30 juin 2016, le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé le programme de requalification du Cours Lieutaud à Marseille, portant sur 1 300 mètres linéaires, de la Canebière au boulevard Baille en intégrant le boulevard Garibaldi.

Les objectifs principaux du projet sont les suivants :

- Assurer un écoulement satisfaisant de la circulation par une réduction du profil de voirie intégrant un traitement qualitatif des deux grands carrefours intermédiaires ;
- Créer un alignement d'arbres sur chaque rive du Cours Lieutaud ;
- Organiser un stationnement unilatéral rationnel, intégrant des aires de livraison et des emplacements pour les deux roues ;
- Offrir des itinéraires continus pour les modes doux et des cheminements piétons plus confortables
- Mettre en valeur le patrimoine bâti remarquable.

La maîtrise d'œuvre de la requalification du Cours Lieutaud est assurée depuis septembre 2017 par le groupement TANGRAM Architectes (Mandataire)/ARTELIA Ville & Transport/Philippe DONJERKOVIC /LATERALE.

Une partie des travaux à réaliser relevant de la compétence de la Commune, la Ville de Marseille et la Métropole Aix-Marseille-Provence ont décidé de mettre en place une maîtrise d'ouvrage unique pour l'exécution des travaux relevant de la compétence de chaque collectivité, dans un souci d'efficacité technique et financière.

Ainsi, une convention portant maîtrise d'ouvrage unique a été conclue avec la Ville de Marseille et a été approuvée par délibération VOI 003-5457/19/BM du Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 28 février 2019.

Dans le cadre de cette convention, la Métropole réalisait pour le compte de la Ville de Marseille les équipements relevant d'une compétence communale, à savoir l'éclairage public (génie civil réseau, câbles, accessoires et matériels), le mobilier urbain (bancs) ainsi que la Signalisation Lumineuse Tricolore et la Vidéoprotection.

Depuis lors, la compétence éclairage public ayant été transférée de la Ville à la Métropole, la convention précitée s'avère caduque et doit par conséquent être abrogée.

Il convient dès lors de conclure une nouvelle convention de maîtrise d'ouvrage unique par laquelle la Métropole réalisera pour le compte de la Ville de Marseille les équipements relevant désormais d'une compétence communale, à savoir mobilier urbain (bancs), Signalisation Lumineuse Tricolore et

Vidéoprotection, pour un montant total estimé à 214 200,00 € TTC.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération VOI 001-710/16/CC du 30 juin 2016 approuvant le programme de requalification du Cours Lieutaud et le lancement du concours de maîtrise d'œuvre ;
- La délibération VOI 003-2844/17/CM du 19 octobre 2017 du Conseil de la Métropole, approuvant l'affectation de l'opération d'investissement relative à la requalification du Cours Lieutaud à Marseille ;
- La délibération FAG 21-5718/19/CM du 28 mars 2019, relative à la délégation de compétences du Conseil au Bureau de Métropole ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 14 mai 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'en raison de l'imbrication des compétences de la Ville et de la Métropole au sein d'une opération unique, la mise en œuvre d'une maîtrise d'ouvrage unique s'avère opportune ;
- Qu'il convient d'approuver la nouvelle convention correspondante avec la Ville de Marseille.

Délibère

Article 1 :

Est abrogée la délibération VOI 003-5457/19/BM du Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 28 février 2019 approuvant la convention de maîtrise d'ouvrage unique pour la requalification du Cours Lieutaud et du Boulevard Garibaldi à Marseille.

Article 2 :

Est approuvée la nouvelle convention ci-annexée portant maîtrise d'ouvrage unique conclue avec la Ville de Marseille pour l'opération de requalification du Cours Lieutaud et du boulevard Garibaldi à Marseille.

Article 4:

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention.

Article 5 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget du Territoire sous le numéro d'opération : 2017103600.

Article 6 :

Les recettes seront constatées au Budget du Territoire sous le numéro d'opération : 2017103600.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VOI 002-5934/19/BM

**■ Approbation d'une convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage entre l'Etat et la Métropole pour le réaménagement de l'accès à l'A51 au niveau de l'échangeur n°7 du Jas de Bouffan à Aix-en-Provence
MET 19/10562/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération du 15 janvier 2014, la Communauté du Pays d'Aix décidait de s'engager dans le financement de la bretelle autoroutière entre l'A51 Nord et l'A8 Ouest. Cette opération correspond à la première phase du complément d'échangeur entre l'A8 et l'A51.

Cette première phase avait fait l'objet d'une demande de principe déposée auprès de l'Etat en 2011. La réalisation de cette bretelle a été conditionnée au réaménagement des accès à l'A51 depuis la route de Galice et notamment la fermeture de la bretelle sud d'accès à l'A51. Toutefois, l'impact au niveau urbain et les aménagements nécessaires n'ont pas été portés par l'Etat et devaient être assurés par les collectivités.

Ainsi, les études de prise en compte de la fermeture de la bretelle d'accès sud ont été portées par la

Communauté du Pays d'Aix entre 2014 et 2015. Elles ont permis d'aboutir au projet global comprenant :

- La bretelle de liaison proprement dite entre l'A51 Nord et l'A8 Ouest
- La réalisation d'une place à feux au carrefour entre la RD64 (route de Galice) et le boulevard Château double, aménagement nécessaire pour pouvoir gérer l'ensemble des flux et notamment les demi tours
- L'aménagement d'un carrefour en tourne à gauche depuis la RD64 pour prendre la bretelle nord existante d'accès à l'A51 en direction de Marseille
- La fermeture de la bretelle d'accès sud à l'A51 en direction de Marseille

Tous ces aménagements sont budgétés sur une Autorisation de programme portée par le Pays d'Aix pour un montant de 23 M€.

La bretelle proprement dite est actuellement en travaux depuis septembre 2018 et devrait être livrée courant 2020. Ces travaux ont fait l'objet d'une convention avec la société ASF qui réalise les travaux.

La réalisation de la place à feux est actuellement terminée et vient d'être livrée. Elle a été réalisée en 2018 par la ville d'Aix-en-Provence avec une convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage.

Il reste à ce jour à réaliser deux ouvrages :

- L'aménagement d'un carrefour en tourne à gauche depuis la RD64 pour prendre la bretelle nord existante d'accès à l'A51 en direction de Marseille,
- Ainsi que la fermeture de la bretelle d'accès sud à l'A51 en direction de Marseille.

Le programme de ces derniers travaux a été validé par délibération du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 11 octobre 2018 pour un montant de 2,4M€ TTC. Ces travaux sont portés en direct par le Territoire du Pays d'Aix.

Une mission de maîtrise d'œuvre a été confiée en octobre 2018 au bureau d'Etudes SETEC INTERNATIONAL.

Le dossier d'Avant Projet a été présenté à l'ensemble des partenaires en janvier 2019, et la phase Projet est aujourd'hui enclenchée. Le démarrage des travaux est prévu d'ici fin 2019/début 2020.

Une partie des travaux devant être réalisée sur le domaine autoroutier, géré par la DIR Méditerranée, il est aujourd'hui nécessaire de conventionner afin que

l'Etat procède au transfert temporaire de sa maîtrise d'ouvrage à la Métropole.

Il est donc proposé de valider cette convention qui fixe les modalités de réalisation de ces aménagements.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° 2014_A047 du Conseil Communautaire de la CPA du 15 janvier 2014, validant la participation financière de la CPA au complément d'échangeur A8/A51 en finançant la 1^{ère} bretelle ;
- La délibération n° 2015_A234 du Conseil Communautaire de la CPA du 12 novembre 2015, validant le montant de l'AP pour le complément d'échangeur A8/A51 pour un montant de 23 M d'euros ;
- La délibération n°2018_CT2_340 du 11 octobre 2018 validant le programme des travaux de réaménagement de l'accès à l'A51 depuis la RD64 ;
- La délibération n°FAG 21-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 9 mai 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage entre l'Etat et la Métropole pour le réaménagement de l'accès à l'A51 au niveau de

l'échangeur n°7 du Jas de Bouffan à Aix-en-Provence ci-annexée.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention ainsi que toutes les pièces afférentes au dossier.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget à l'Etat Spécial du Territoire du Pays d'Aix, en section d'Investissement : opération budgétaire 551, nature 4581, fonction 844, autorisation de programme DI 551 AP.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VOI 003-5935/19/BM

■ Approbation d'une convention relative au remboursement à la Métropole des travaux liés à l'aménagement du parking de l'Odéon sur la commune de Saint-Victoret MET 19/11133/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La commune de Saint-Victoret a réalisé la salle de l'Odéon, inaugurée le 7 avril 2018, d'une capacité de 660 places assises.

En parallèle, la Métropole Aix Marseille Provence a réalisé l'aménagement d'un parking public jouxtant cette salle, entre l'avenue Charles De Gaulle et la rue Jean Louis Calderon (parcelle AV0014). Ce parking, dit de l'Odéon, d'une capacité de 168 places de stationnement, ainsi aménagé, devait répondre à la forte demande en stationnement résultant de ce nouvel équipement.

L'assiette foncière de cet aménagement, appartenant à la commune de Saint-Victoret, celle-ci devait en prévoir le transfert de propriété à la Métropole.

Or, compte tenu des besoins accrus en stationnement, la réalisation d'un second parking, le long du boulevard Charles De Gaulle devient nécessaire.

Les parties ont donc convenu que le parking de l'Odéon resterait de compétence communale et qu'une cession foncière interviendrait préalablement à tout aménagement d'un nouveau parking au long de l'avenue Charles De Gaulle.

En ce sens, il convient par la présente convention d'acter le remboursement des travaux intervenus pour le compte de la Ville de Saint-Victoret dans le cadre

de l'aménagement du parking public de l'Odéon resté communal.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération FAG 21-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La délibération VOI 033-742/16/CM portant approbation de la création et de l'affectation des autorisations de programme destinées aux opérations de voirie sur les voies métropolitaines et leurs dépendances du Conseil de Territoire Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille-Provence du 14 mai 2019.

**Où le rapport ci-dessus,
Entendues les conclusions du Commissaire
Rapporteur,**

Considérant

- Qu'il convient de permettre le remboursement de la Métropole, par la commune de Saint-Victoret, des travaux exécutés dans le cadre de l'aménagement du parking public de l'Odéon ;
- Qu'il est nécessaire d'approuver la convention de remboursement de travaux jointe à la présente ;

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention ci-annexée relative au remboursement des travaux concernant l'aménagement du parking de l'Odéon sur la commune de Saint-Victoret.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer cette convention.

Article 3 :

Les recettes sont constatées au Budget 2019 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence :
Opération 2016129000, Nature : 4582191003 –
Fonction : 844 – Sous politique C 310.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VOI 004-5936/19/BM

■ Approbation d'une convention cadre relative à la diffusion de programmes FM dans les tunnels hors concession de la Métropole Aix Marseille Provence MET 19/10829/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Le décret n° 2006-165 du 10 février 2006 relatif aux « *communications radioélectriques des services de secours en opération dans les ouvrages routiers, ferroviaires ou fluviaux ou dans certaines catégories d'établissements recevant du public et modifiant le code de la construction et de l'habitation* » mentionne en son article 2 que :

« ... Les exploitants des ouvrages routiers, ferroviaires ou fluviaux doivent garantir aux services publics qui concourent aux missions de sécurité civile la continuité des communications radioélectriques avec les moyens propres à ces services en tout point de l'infrastructure.

Ces dispositions sont applicables :

- a) Pour le domaine routier, à tout ouvrage au stade des études dont le projet d'ouvrage d'art, pour le réseau routier national non concédé, ou dont l'avant-projet d'ouvrage d'art, pour les autoroutes concédées, n'a pas été approuvé à la date de publication du présent décret ;

(...)

Les ouvrages routiers, ferroviaires ou fluviaux qui ne relèvent pas des catégories mentionnées ci-dessus doivent se conformer à cette obligation dans un délai de trois ans à compter de la même date.»

Les tunnels Vieux-Port, Major et Saint-Charles sont dotés des équipements nécessaires à la diffusion de onze programmes de radios FM pour les véhicules qui les empruntent. Ces installations donnent aussi la possibilité d'insérer des messages d'urgence sur les programmes ainsi diffusés, depuis le Poste Central des Tunnels situé au Parvis Saint Laurent (Marseille, 13002).

Par délibération n° VOI 6/705/B du 15 septembre 2006, la Communauté urbaine Marseille Provence, a adopté une première convention cadre avec les radios

désireuses d'utiliser le matériel communautaire pour retransmettre leurs programmes dans les tunnels gérés par la Communauté urbaine (tunnels du Vieux-Port, de la Major, et Saint Charles uniquement).

Suite à la mise en service du tunnel Joliette, les équipements de radiodiffusion ont été remis à niveau et permettent désormais la retransmission de 24 programmes radio dans chacun des ouvrages ainsi que la possibilité d'insérer des messages d'urgence sur les programmes ainsi diffusés, depuis le Poste Central des tunnels. En conséquence, la convention cadre a évolué et a été de nouveau adoptée par délibération VOI 021-028/11/BC le 11 février 2011. La redevance applicable à l'émission de radios dans ces tunnels a été actualisée en conséquence (délibération n°VOI 003-055/11/CC du 11 février 2011).

Les tunnels gérés hors concession sur le territoire Marseille Provence de la Métropole génèrent un fort trafic automobile. Le tunnel du Vieux-Port accueille chaque jour environ 50 000 véhicules, celui de la Major environ 34 000, celui de Saint-Charles jusqu'à 20 000 et pour le tunnel Joliette, 42 000 véhicules transitent par cet ouvrage.

Outre l'aspect réglementaire lié à la sécurité, constitué par la possibilité pour le Poste de Contrôle des tunnels de substituer aux fréquences retransmises un message de sécurité à l'attention des usagers, la continuité d'écoute d'un programme radio est aussi un gage de qualité et de confort.

Compte tenu de la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence, la convention cadre et la redevance associée, doivent être mises à jour. Il est donc nécessaire de relancer la démarche auprès des radios et de réactualiser la délibération VOI 021-028/11/BC afin de pouvoir d'une part remplir nos obligations réglementaires, et d'autre part, offrir aux usagers un service de qualité.

Il est proposé au Bureau de la Métropole, d'approuver par la présente, le modèle réactualisé de convention cadre à conclure avec les gestionnaires de radios, permettant l'émission des radios FM dans tous les tunnels hors concession de la Métropole Aix Marseille Provence (tunnels du Vieux-Port, de la Major, Saint-Charles, Joliette et autres ouvrages si nécessaire).

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2006-165 du 10 février 2006 relatif aux communications radioélectriques des services de secours en opération dans les ouvrages routiers, ferroviaires ou fluviaux ou dans certaines catégories d'établissements recevant du public et modifiant le code de la construction et de l'habitation ;
- La délibération VOI 021-208/11/BC approuvée le 11 février 2011 portant approbation d'une convention cadre relative à la diffusion de radios FM dans les tunnels exploités par Marseille Provence Métropole ;
- La délibération n° FAG 21-5718/19/CM du Conseil de Métropole du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil de Métropole au Bureau de Métropole ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 14 mai 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient d'approuver le modèle réactualisé de convention cadre à conclure avec les gestionnaires de radios, permettant la diffusion de programmes FM dans les tunnels hors concession de la Métropole Aix Marseille Provence (tunnels du Vieux-Port, de la Major, Saint-Charles, Joliette et autres ouvrages si nécessaire).

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention cadre ci-annexée permettant la diffusion de programmes FM dans les tunnels hors concession de la Métropole Aix Marseille Provence, situés sur le Territoire Marseille Provence.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix Marseille Provence ou son représentant est autorisé à signer cette convention.

Article 3 :

Les recettes correspondantes sont inscrites au budget principal du Territoire Marseille Provence.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VOI 005-5937/19/BM

■ Déclassement anticipé du domaine public routier métropolitain de l'extrémité du boulevard Icard à Marseille - 10^{ème} arrondissement MET 19/10638/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Le boulevard Icard est une voie du 10^{ème} arrondissement qui se termine en impasse.

En 2016, la Ville de Marseille a supprimé l'accès au Stade Didier Saint Tronc qui se trouvait à son extrémité

A ce jour, seule demeure la fonction de desserte et de stationnement sur l'extrémité de cette voie.

La copropriété du « Nouveau Parc Verdillon » s'est donc montrée intéressée par l'acquisition de l'extrémité contigüe à sa parcelle et a sollicité la Métropole afin d'acquérir l'emprise situé au droit de sa propriété dans le but de fermer cette portion de voie qui ne dessert plus le stade.

La superficie concernée par ce projet est de 1239 m² environ.

S'agissant de domaine public de voirie, un déclassement anticipé avec enquête publique est nécessaire.

En application de l'article L2141-2 du CG3P, la Métropole a la faculté de recourir au déclassement anticipé d'une dépendance de voirie.

Cet article dispose en effet que «par dérogation à l'article L.2141-1, le déclassement d'un immeuble appartenant au domaine artificiel des personnes publiques et affecté à un service public ou à l'usage direct du public peut être prononcé dès que sa désaffectation a été décidée alors même que les nécessités du service public ou de l'usage direct du public justifient que cette désaffectation ne prenne effet que dans un délai fixé par l'acte de déclassement.

Cette faculté permet de vendre avant la désaffectation effective.

L'acte de vente par la Métropole d'Aix-Marseille-Provence au profit du « Nouveau Parc Verdillon » pourra être régularisé sous condition résolutoire de la désaffectation effective qui devrait intervenir dans les trois ans à compter de l'acte de déclassement.

L'opération envisagée étant susceptible de porter atteinte aux fonctions de desserte ou de circulation

assurées par la voie, la mise en œuvre du déclassement exige de procéder à une enquête publique en application de l'article L141-3 du Code de la voirie routière.

Conformément au Code de la Voirie Routière, fixant les modalités des procédures relatives à l'ouverture, l'élargissement et au déclassement des voies communales, le présent projet a été soumis à enquête publique afin que toute personne intéressée puisse prendre connaissance du dossier et présenter ses observations au Commissaire-Enquêteur

L'enquête publique s'est déroulée du 23 janvier au 7 février 2019 inclus.

Le 6 mars 2019, le Commissaire-Enquêteur a donné un avis favorable, sans réserve ni recommandation, sur le projet de déclassement du domaine public routier métropolitain de l'extrémité du boulevard Icard pour une superficie totale de 1239 m² environ.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de la Voirie Routière ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération N° FAG 7/521/CC du 21 décembre 2001 portant Transfert en pleine propriété au nom de la Communauté Urbaine du Domaine Public Routier des 18 Communes Membres ;
- L'avis favorable, sans réserve ni recommandation, du commissaire enquêteur du 6 mars 2019 ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- La délibération FAG 21-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 14 mai 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- la suppression de l'accès par le boulevard Icard au stade Didier Saint Tronc.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le déclassement anticipé du domaine public routier métropolitain de l'extrémité du boulevard Icard pour une superficie d'environ 1239m² environ dans le 10^{ème} arrondissement de Marseille.

Article 2 :

La désaffectation prendra effet dans un délai de trois ans à compter de l'acte de déclassement.

Article 3 :

En tant que de besoin, tous les pouvoirs sont conférés à Madame la Présidente de la Métropole pour satisfaire aux formalités de publicité foncière.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VOI 006-5938/19/BM

**■ Déclassement du domaine public routier métropolitain d'une emprise désaffectée de 34 m2 de la rue André Allar à Marseille - 15 ème arrondissement
MET 19/10754/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Née d'une initiative de l'Etat et des collectivités territoriales en 1995, Euroméditerranée est une Opération d'Intérêt National (OIN) qui a pour ambition de placer Marseille au niveau des plus grandes métropoles européennes.

Avec 480 hectares, Euroméditerranée est considérée comme la plus grande opération de rénovation urbaine d'Europe.

L'extension vers le nord, sur un périmètre de 169 hectares de l'OIN, a été décrétée le 22 décembre 2007 par le Premier Ministre. Un protocole opérationnel a été signé entre la Ville de Marseille, la Communauté Urbaine, le Conseil Général, la Région et l'État.

La ZAC Littorale est le premier maillon opérationnel de l'extension d'Euroméditerranée vers le nord. Elle a pour objet le développement d'un ensemble urbain

situé à la rencontre des 2^{ème}, 3^{ème} et 15^{ème} arrondissements de Marseille entre le noyau villageois Bougainville-Les Crottes et le Grand Port Maritime de Marseille et entre le boulevard Ferdinand de Lesseps et l'avenue du Cap Pinède.

Elle ne constitue que la première étape de l'extension. La mutation des grandes emprises industrielles, avec le secteur dit « Les Fabriques » fait partie des grands enjeux opérationnels de la ZAC Littorale, avec notamment :

- Le nouveau pôle multimodal du Capitaine Gèze et de ses espaces publics
- La traversée du tramway et le confortement de la rue de Lyon
- La constitution du secteur « démonstrateur Allar »
- La réintégration des Puces de Marseille dans un fonctionnement apaisé

En tant que premier îlot des Fabriques, l'îlot concerné relève un double défi : d'une part, celui d'impulser une dynamique urbaine en réponse à l'opération Smartseille et, d'autre part, de permettre la structuration de la première partie de la rue André Allar qui traversera le futur parc des Aygalades.

La réalisation de cette opération immobilière et la création d'une voie privée débouchant sur la rue André Allar nécessite le déclassement du domaine public routier métropolitain d'une emprise désaffectée de 34 m², issue de la rue André Allar. Cette emprise est mitoyenne de l'emprise en cours de cession, déclassée par délibération du Conseil de Métropole du 18 octobre 2018.

La rue André Allar conservera sa fonction de liaison à double sens entre le chemin de la Madrague-Ville et la rue de Lyon. Une bande cyclable sera créée sur chacun des deux trottoirs aménagés qui comporteront également des arbres d'alignement.

Conformément au Code de la Voirie Routière, le déclassement d'une voie est dispensé d'enquête publique préalable lorsque l'opération envisagée ne porte pas atteinte aux fonctions de desserte ou de circulation assurées par la voie.

En conséquence, il convient de déclasser du domaine public routier métropolitain l'emprise désaffectée de la rue André Allar qui n'est pas accessible à la circulation.

La superficie totale à déclasser est de 34 m² environ, portée et est portée sur le plan de déclassement joint. Elle se situe derrière la clôture d'une propriété privée et a l'aspect d'un talus non circulaire envahi par la végétation.

L'objectif de ce déclassement est de céder à l'Etablissement Public d'Aménagement Euroméditerranée l'emprise concernée.

Les sociétés concessionnaires et les intervenants sur la voie publique ont été interrogés sur les contraintes

que pourrait créer, pour leurs réseaux et infrastructures, la cession de ces espaces. Les servitudes qui en découlent seront inscrites sur le titre de vente de l'acquéreur.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de la Voirie Routière ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération N° FAG 7/521/CC du 21 décembre 2001 portant Transfert en pleine propriété au nom de la Communauté Urbaine du Domaine Public Routier des 18 Communes Membres ;
- La délibération N°VOI 004-4670/18/CM du 18 octobre 2018 déclassant une première emprise désaffectée de la rue André Allar ;
- La délibération FAG 21-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 14 mai 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- La ZAC Littorale dans le périmètre d'Euroméditerranée.
- La désaffectation de l'emprise issue de la rue André Allar.

Délibère

Article 1 :

Est constatée la désaffectation d'une emprise de la rue André Allar -quartier Les Crottes- à Marseille 15^{ème} arrondissement.

Article 2 :

Est approuvé le déclassement du domaine public routier métropolitain d'une emprise de la rue André Allar pour une superficie de 34 m² environ dans le 15^{ème} arrondissement de Marseille.

Article 3 :

En tant que de besoin, tous les pouvoirs sont conférés à Madame la Présidente de la Métropole pour satisfaire aux formalités de publicité foncière.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

Commission "Culture et sport, grands événements métropolitains"

CSGE 001-5939/19/BM

**■ Attribution d'une subvention au profit de
Marseille Sports Outdoor pour l'organisation de la
6ème édition d'Urban Elements - Approbation
d'une convention
MET 19/10591/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La délibération n° CSGE 004-3398/17/CM du Conseil de la Métropole du 14 décembre 2017 a permis d'intégrer une compétence de politique sportive métropolitaine.

La Métropole Aix-Marseille-Provence a ainsi souhaité renforcer le rayonnement du territoire métropolitain dans le domaine du sport, générateur de notoriété, d'attractivité, et également de retombées économiques, médiatiques et touristiques.

L'un des objectifs de cette politique sportive est « de favoriser l'émergence du sport pour tous et du sport nature » par l'accueil et le soutien de grandes manifestations internationales à partir des critères de

« valorisation de l'identité et de la notoriété de la Métropole à l'international ».

Marseille Sports Outdoor (MSO) a pour objet de développer et promouvoir la pratique des sports outdoor à travers l'organisation d'actions sportives destinées au plus grand nombre. A ce titre, l'association MSO organise la 6^{ème} édition d'Urban Elements, événement comprenant, en simultanée, un Open International de Psicobloc (compétition extrême d'escalade au-dessus de l'eau) et une initiation à l'escalade ouverte à tous.

La Métropole Aix-Marseille-Provence a été sollicitée par l'association MSO afin de soutenir cet événement qui se déroulera les 15 et 16 juin 2019, en présence de 100 grimpeurs de haut niveau et d'amateurs d'escalade.

Cette manifestation, ouverte au public, sera organisée sur deux journées. Les meilleurs grimpeurs nationaux, internationaux, repartis en catégorie (hommes, femmes, juniors) se défieront au cours de manches de qualification tandis que des parcours d'initiation seront proposés, en fonction des niveaux, à tous ceux qui souhaitent découvrir cette activité sportive.

Les spectateurs pourront apprécier cette discipline spectaculaire qui consiste à escalader des murs allant de 5 à 15 mètres au-dessus de l'eau, depuis l'esplanade du J4, à Marseille, espace aménagé ouvert sur la mer.

La couverture médiatique par les médias locaux et régionaux, par les réseaux sociaux, les sites et les médias spécialisés ainsi que les retransmissions par internet en direct permettront une visibilité à l'international de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

La Métropole, avec la co-participation du Conseil régional et de la commune de Marseille, souhaite soutenir l'accueil et l'organisation de la 6ème édition d'Urban Elements qui se déroulera les 15 et 16 juin 2019 à l'esplanade du J4 à Marseille.

Compte tenu de ce qui précède et sous réserve du respect de la programmation et la stratégie budgétaire et financière 2019 de la Métropole Aix-Marseille-Provence, la Métropole se propose d'octroyer une subvention comme défini dans le tableau ci-dessous :

N°Guichet Unique	Association	Action subventionnée	Subvention N-1	Budget global de l'action	Subvention sollicitée	Subvention proposée	Convention d'objectifs OUI/NON
2019_007 18	Marseille Sports Outdoor	6 ^{ème} édition d'Urban Elements	0€	98 800 €	10 000 €	10 000 €	OUI
TOTAL						10 000 €	

Il convient d'établir une convention d'objectifs avec le bénéficiaire afin de définir les modalités d'attribution de cette subvention.

Conformément au Règlement Budgétaire et Financier approuvé par délibération° HN 021-049/16/CM le 7 avril 2016, les modalités de versement se feront comme suit :

- un acompte de 80% dès la signature de la convention d'objectifs ci-jointe,
- le solde de 20% sur production, avant le 1^{er} novembre 2019, du compte-rendu financier de l'action spécifique signé du Président et du Trésorier de l'association.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 relative à l'approbation du Règlement Budgétaire et Financier de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° CSGE 004-3398/17/CM du Conseil de la Métropole du 14 décembre 2017 relative à l'approbation d'une politique sportive métropolitaine ;
- La délibération n°FAG 021-5718/19/CM du Conseil de Métropole du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de soutenir l'association Marseille Sports Outdoor pour l'organisation de la 6^{ème} édition d'Urban Elements sur le territoire métropolitain.

Délibère

Article 1 :

Est attribuée une subvention de 10 000 euros à l'association Marseille Sports Outdoor afin de soutenir l'organisation de la 6^{ème} édition d'Urban Elements.

Article 2 :

Est approuvée la convention d'objectifs pour l'année 2019 ci-annexée.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention et les pièces y afférentes.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget 2019 de la Métropole, Chapitre 65, Fonction 30, Nature 65748.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

CSGE 002-5940/19/BM

■ Attribution d'une subvention au profit de la Fédération Française de Voile pour l'organisation de la finale de la World Cup Series 2019 - Approbation d'une convention MET 19/10594/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La délibération n° CSGE 004-3398/17/CM du Conseil de la Métropole du 14 décembre 2017 a permis d'intégrer une compétence de politique sportive métropolitaine.

La Métropole Aix-Marseille-Provence a ainsi souhaité renforcer le rayonnement du territoire métropolitain dans le domaine du sport, générateur de notoriété, d'attractivité, et également de retombées économiques, médiatiques et touristiques.

L'un des objectifs de cette politique sportive correspond à l'accueil et au soutien de grandes manifestations internationales à partir des critères de « valorisation de l'identité et de la notoriété de la Métropole à l'international » et de « la dimension européenne et/ou mondiale participant à la promotion sportive et au dynamisme du territoire métropolitain et de son institution ».

La Fédération Française de Voile (FFV) a pour objet d'encourager, promouvoir et développer le sport de voile sous toutes ses formes notamment celles à visée de compétition. A ce titre, la FFV organise la finale de la World Cup Series 2019.

La Métropole Aix-Marseille-Provence a été sollicitée par la FFV afin de soutenir cette manifestation qui aura lieu du 02 au 09 juin 2019 au Roucas Blanc à Marseille.

La World Cup Series se déroule en 3 étapes et une finale. Après Enoshima (Japon), Miami (Etats-Unis) et Gênes (Italie), le choix du stade nautique du Roucas Blanc, site de la voile olympique et paralympique des Jeux de Paris 2024 de la ville de Marseille, permettra au public d'apprécier un lieu propice à la navigation avec des régates et une finale regroupant les 20 meilleurs du classement de la coupe du Monde.

La couverture médiatique par les réseaux sociaux, les sites et les médias spécialisés, la retransmission en direct de la finale sur la chaîne youtube de la

fédération internationale, assureront une visibilité à l'international de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

La Métropole, avec la co-participation du Conseil départemental, du Conseil régional et de la commune de Marseille, souhaite soutenir l'accueil et l'organisation de la finale de la World Cup Series 2019 à Marseille.

Compte tenu de ce qui précède et sous réserve du respect de la programmation et la stratégie budgétaire et financière 2019 de la Métropole Aix-Marseille-Provence, la Métropole se propose d'octroyer une subvention comme défini dans le tableau ci-dessous :

N°GU	Association	Action subventionnée	Subvention N-1	Budget global de l'action	Subvention sollicitée	Subvention proposée	Convention d'objectifs OUI/NON
2019_00996	Fédération Française de Voile	Finale de la World Cup Series	0€	500 000€	20 000 €	20 000 €	OUI
TOTAL						20 000 €	

Il convient d'établir une convention d'objectifs avec le bénéficiaire afin de définir les conditions d'attribution de la subvention.

Conformément au Règlement Budgétaire et Financier approuvé par délibération° HN 021-049/16/CM du 7 avril 2016, les modalités de versement se feront comme suit :

- un acompte de 80% dès la signature de la convention d'objectifs ci-jointe,
- le solde de 20% sur production, avant le 1^{er} novembre 2019, du compte-rendu financier de l'action spécifique signé du Président et du Trésorier de l'association.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 relative à l'approbation du Règlement Budgétaire et Financier de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;

- La délibération n° CSGE 004-3398/17/CM du Conseil de la Métropole du 14 décembre 2017 relative à l'approbation d'une politique sportive métropolitaine ;
- La délibération n°FAG 021-5718/19/CM du Conseil de Métropole du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de soutenir l'association Fédération Française de Voile pour l'organisation de la finale de la World Cup Series 2019.

Délibère

Article 1 :

Est attribuée une subvention de 20 000 euros de la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'association Fédération Française de Voile afin de soutenir l'organisation de la finale de la World Cup Series 2019.

Article 2 :

Est approuvée la convention d'objectifs pour l'année 2019 ci-annexée.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention et les pièces y afférentes.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget 2019 de la Métropole, Chapitre 65, Fonction 30, Nature 65748.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

CSGE 003-5941/19/BM

■ Attribution d'une subvention au profit de Massilia Sport Event pour l'organisation de la 12ème édition de la Freestyle Cup - Approbation d'une convention MET 19/10596/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La délibération n° CSGE 004-3398/17/CM du Conseil de la Métropole du 14 décembre 2017 a permis d'intégrer une compétence de politique sportive métropolitaine.

La Métropole Aix-Marseille-Provence a ainsi souhaité renforcer le rayonnement du territoire métropolitain dans le domaine du sport, générateur de notoriété, d'attractivité, et également de retombées économiques, médiatiques et touristiques.

L'un des objectifs de cette politique sportive est « de favoriser l'émergence du sport pour tous et du sport nature » par l'accueil et le soutien de grandes

manifestations internationales à partir des critères de « valorisation de l'identité et de la notoriété de la Métropole à l'international ».

Massilia Sport Event a pour objet de développer la pratique sportive et d'organiser des manifestations, dans les disciplines de sport de glisse. Dans ce cadre, l'association organise la 12^{ème} édition de la Freestyle Cup.

La Métropole Aix-Marseille-Provence a été sollicitée par Massilia Sport Event afin de soutenir cette manifestation qui se déroulera du 25 au 30 juin 2019 sur les plages et skatepark de Bonneveine à Marseille.

Durant six jours, ce festival de sports de glisse et de musique, ouvert au public, rassemble les meilleurs riders internationaux dans des compétitions de BMX, kitesurf et stand up paddle. Des initiations sportives gratuites sont proposées de même que des animations. Une ambiance festive et musicale rythme la programmation.

La couverture médiatique par les réseaux sociaux, les sites et les médias spécialisés dans ces disciplines, assurera une visibilité à l'international de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

La Métropole, avec la co-participation du Conseil Départemental, du Conseil Régional et de la commune de Marseille, souhaite soutenir l'accueil et l'organisation la finale de la Freestyle Cup à Marseille.

Compte tenu de ce qui précède et sous réserve du respect de la programmation et la stratégie budgétaire et financière 2019 de la Métropole Aix-Marseille-Provence, la Métropole se propose d'octroyer une subvention comme défini dans le tableau ci-dessous :

N°GU	Association	Action subventionnée	Subvention N-1	Budget global de l'action	Subvention sollicitée	Subvention proposée	Convention d'objectifs OUI/NON
2019_01012	Massilia Sport Event	Freestyle Cup	0€	560 000€	35 000 €	10 000€	OUI
TOTAL						10 000 €	

Il convient d'établir une convention d'objectifs annuelle avec le bénéficiaire afin de définir les modalités d'attribution de la subvention.

Conformément au Règlement Budgétaire et Financier approuvé par délibération° HN 021-049/16/CM le 7 avril 2016, les modalités de versement se feront comme suit :

- un acompte de 80% dès la signature de la convention d'objectifs ci-jointe,
- le solde de 20% sur production, avant le 1^{er} novembre 2019, du compte-rendu financier

de l'action spécifique signé du Président et du Trésorier de l'association.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;

- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 relative à l'approbation du Règlement Budgétaire et Financier de la Métropole ;
- La délibération n° CSGE 004-3398/17/CM du Conseil de la Métropole du 14 décembre 2017 relative à l'approbation d'une politique sportive métropolitaine ;
- La délibération n°FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de soutenir l'association Massilia Sport Event pour l'organisation de la 12^{ème} édition de la Freestyle Cup.

Délibère

Article 1 :

Est attribuée une subvention de 10 000 euros à l'association Massilia Sport Event afin de soutenir l'organisation de la 12^{ème} édition de la Freestyle Cup.

Article 2 :

Est approuvée la convention d'objectifs pour l'année 2019 ci-annexée.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention et les pièces y afférentes.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget 2019 de la Métropole, chapitre 65, fonction 30, nature 65748.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

CSGE 004-5942/19/BM

**■ Attribution d'une subvention au profit du Pays d'Aix Natation pour l'organisation de l'étape de la coupe du Monde des clubs de nage avec palmes - Approbation d'une convention
MET 19/10597/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La délibération n° CSGE 004-3398/17/CM du Conseil de la Métropole du 14 décembre 2017 a permis d'intégrer une compétence de politique sportive métropolitaine.

La Métropole Aix-Marseille-Provence a ainsi souhaité renforcer le rayonnement du territoire métropolitain dans le domaine du sport, générateur de notoriété, d'attractivité, et également de retombées économiques, médiatiques et touristiques.

L'un des objectifs de cette politique sportive correspond à l'accueil et au soutien de grandes manifestations internationales à partir des critères de « valorisation de l'identité et de la notoriété de la Métropole à l'international » et de « la dimension européenne et/ou mondiale participant à la promotion sportive et au dynamisme du territoire métropolitain et de son institution ».

Le Pays d'Aix Natation (PAN) a pour objet la pratique, le développement et la promotion en et hors compétition des sports de la Fédération Française de Natation et de la Fédération Française d'Etudes et de Sports Sous-Marins (FFESSM). L'association possède une section nage avec palmes affiliée à la FFESSM rattachée au niveau mondial à la Confédération Mondiale des Activités Subaquatiques (CMAS).

Le CMAS a retenu le PAN pour accueillir et organiser l'étape de la coupe du Monde des clubs de nage avec palmes.

La Métropole Aix-Marseille-Provence a été sollicitée par le PAN pour soutenir cette manifestation des 20 et 21 avril 2019 à la piscine Yves Blanc à Aix-en-Provence.

Au sein de cet équipement, reconnu d'intérêt métropolitain par délibération n°CSGE 003-3397/17/CM du Conseil de Métropole du 14 décembre 2017, le public assistera durant deux journées à une compétition avec 450 nageurs issus d'une vingtaine de nations.

La couverture médiatique par les réseaux sociaux, les sites et les médias spécialisés, les reportages sur France 3 région et France 3 national, les retransmissions en direct sur France Bleu Provence contribueront à la notoriété de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

La Métropole, avec la co-participation du Conseil Départemental, du Conseil Régional et de la commune d'Aix-en-Provence, souhaite soutenir

l'accueil et l'organisation de l'étape de la coupe du Monde des clubs de nage avec palmes.

Compte tenu de ce qui précède et sous réserve du respect de la programmation et la stratégie budgétaire et financière 2019 de la Métropole Aix-Marseille-Provence, la Métropole se propose d'octroyer une subvention comme défini dans le tableau ci-dessous :

N°GU	Association	Action subventionnée	Subvention N-1	Budget global de l'action	Subvention sollicitée	Subvention proposée	Convention d'objectifs OUI/NON
2019_01069	Pays d'Aix Natation	Etape coupe du Monde des clubs de nage avec palmes	0€	45000 €	8 000 €	8 000 €	OUI
TOTAL						8 000 €	

En ce qui concerne le versement de la subvention, il est précisé qu'il convient de déroger au Règlement Budgétaire et Financier approuvé par délibération n° HN 021-07/04/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016, et de verser la subvention a posteriori de la réalisation de l'action.

Il convient d'établir une convention d'objectifs avec le bénéficiaire afin de définir les modalités d'attribution de la subvention.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 relative à l'approbation du Règlement Budgétaire et Financier de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° CSGE 003-3397/17/CM du Conseil de la Métropole du 14 décembre 2017 relative à la définition de l'intérêt métropolitains en matière d'équipements sportifs ;
- La délibération n° CSGE 004-3398/17/CM du Conseil de la Métropole du 14 décembre

2017 relative à l'approbation d'une politique sportive métropolitaine ;

- La délibération n°FAG 021-5718/19/CM du Conseil de Métropole du 28 mars 2019 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de soutenir l'association Pays d'Aix Natation pour l'organisation de l'étape de la coupe du Monde des clubs de nage avec palmes.

Délibère

Article 1 :

Est attribuée une subvention de 8 000 euros à l'association Pays d'Aix Natation afin de soutenir l'organisation de l'étape de la coupe du Monde des clubs de nage avec palmes.

Article 2 :

Est approuvée la convention d'objectifs pour l'année 2019, ci-annexée.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention et les pièces y afférentes.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget 2019 de la Métropole, chapitre 65, fonction 30, nature 65748.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

CSGE 005-5943/19/BM

■ Attribution d'une subvention au profit de la Ligue Provence-Alpes-Côte d'Azur d'Aviron pour l'organisation de la Tête de Rivière Nationale 2019 - Approbation d'une convention MET 19/10598/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La délibération n° CSGE 004-3398/17/CM du Conseil de la Métropole du 14 décembre 2017 a permis d'intégrer une compétence de politique sportive métropolitaine.

La Métropole Aix-Marseille-Provence a ainsi souhaité renforcer le rayonnement du territoire métropolitain dans le domaine du sport, générateur de notoriété, d'attractivité, et également de retombées économiques, médiatiques et touristiques.

L'un des objectifs de cette politique sportive est « d'encourager l'émergence de manifestations métropolitaines concourant au dynamisme et l'attractivité de la Métropole ».

La Ligue Provence Alpes Côte d'Azur d'Aviron (LIPACAA) a pour objet, conformément aux statuts et aux règlements de la Fédération Française d'Aviron, d'encourager et de promouvoir la pratique de l'aviron sur le territoire.

La LIPACAA a programmé sur 2019 des actions pour former la génération 2024 de rameurs olympiques et paralympiques, pour développer la pratique de l'aviron et accroître sa notoriété. A ce titre, elle organise la Tête de Rivière Nationale 2019, épreuve de sélection directe pour les championnats de France.

La Métropole Aix-Marseille-Provence a été sollicitée par la LIPACAA afin de soutenir cet événement qui se déroulera le 10 mars 2019, à Marignane, en présence des futurs membres de l'équipe de France senior et de l'ensemble des entraîneurs olympiques.

Le choix de la base d'aviron de Marignane, idéalement située sur le canal de Marseille au Rhône pour le déroulement des épreuves, permet de valoriser non seulement un parcours unique en France de 6000 mètres mais aussi de révéler la potentialité de ce site pouvant devenir majeur pour la pratique de l'aviron sur le territoire métropolitain.

La couverture médiatique par les médias locaux et régionaux, par les réseaux sociaux, les sites et les médias spécialisés dans cette discipline permettent une visibilité de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Compte tenu de ce qui précède et sous réserve du respect de la programmation et la stratégie budgétaire et financière 2019 de la Métropole Aix-Marseille-Provence, la Métropole se propose d'octroyer une subvention comme défini dans le tableau ci-dessous

N°Guichet Unique	Association	Action subventionnée	Subvention N-1	Budget global de l'action	Subvention sollicitée	Subvention proposée	Convention d'objectifs OUI/NON
2019_01007	Ligue Provence Alpes Côte d'Azur d'Aviron	Tête de Rivière Nationale 2019	0€	31 500 €	10 000 €	5 000 €	OUI
TOTAL						5 000 €	

En ce qui concerne le versement de la subvention, il est précisé qu'il convient de déroger au Règlement Budgétaire et Financier approuvé par délibération n° HN 021-07/04/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016, et de verser la subvention a posteriori de la réalisation de l'action.

Il convient d'établir une convention d'objectifs avec le bénéficiaire afin de définir les modalités d'attribution de cette subvention, après transmission d'un compte de résultat définitif visé par le Président et le Trésorier de l'association.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 relative à l'approbation du Règlement Budgétaire et Financier de la Métropole ;
- La délibération n° CSGE 004-3398/17/CM du Conseil de la Métropole du 14 décembre 2017 relative à l'approbation d'une politique sportive métropolitaine ;
- La délibération n°FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de soutenir l'association Ligue Provence Alpes Côte d'Azur d'Aviron pour l'organisation de la Tête de Rivière Nationale 2019 sur le territoire métropolitain.

Délibère

Article 1 :

Est attribuée une subvention de 5 000 euros à la Ligue Provence Alpes Côte d'Azur d'Aviron afin de soutenir l'organisation de la Tête de Rivière Nationale 2019.

Article 2 :

Est approuvée la convention d'objectifs pour l'année 2019 ci-annexée.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention et les pièces y afférentes.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget 2019 de la Métropole, Chapitre 65, Fonction 30, Nature 65748.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

CSGE 006-5944/19/BM

■ Attribution d'une subvention au profit du Comité Départemental Handisport des Bouches-du-Rhône pour l'organisation du meeting international d'athlétisme handisport sur piste : Handisport Open Marseille - Approbation d'une convention MET 19/10599/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La délibération n° CSGE 004-3398/17/CM du Conseil de la Métropole du 14 décembre 2017 a permis d'intégrer une compétence de politique sportive métropolitaine.

La Métropole Aix-Marseille-Provence a ainsi souhaité renforcer le rayonnement du territoire métropolitain dans le domaine du sport, générateur de notoriété, d'attractivité, et également de retombées économiques, médiatiques et touristiques.

L'un des objectifs de cette politique sportive est « d'encourager l'émergence de manifestations métropolitaines concourant au dynamisme et l'attractivité de la Métropole ».

Le Comité Départemental Handisport des Bouches-du-Rhône (CDH 13) a pour objet l'organisation, le développement, la coordination et la promotion de la pratique sportive pour les personnes handicapées physiques et/ou sensorielles. A ce titre, le CDH13 organise un meeting international d'athlétisme handisport sur piste : le Handisport Open Marseille.

La Métropole Aix-Marseille-Provence a été sollicitée par le CDH13 afin de soutenir cette manifestation

qui se déroulera le 11 mai 2019 au stade Delort à Marseille.

Ce meeting permet à une centaine d'athlètes handisport français et étrangers de concourir au cours d'une compétition de référence en France et à l'international. Des athlètes valides régionaux sont invités à participer à certaines épreuves.

L'organisation de cette manifestation au stade Delort, d'une capacité d'accueil de 4500 places, offre l'opportunité d'accueillir un public nombreux pour promouvoir cette discipline et sensibiliser au handicap et aux valeurs du sport.

La Métropole, avec la co-participation du Conseil Départemental, du Conseil Régional et de la commune de Marseille, souhaite soutenir l'accueil et l'organisation du meeting international d'athlétisme handisport sur piste.

Compte tenu de ce qui précède et sous réserve du respect de la programmation et la stratégie budgétaire et financière 2019 de la Métropole Aix-Marseille-Provence, la Métropole se propose d'octroyer une subvention comme défini dans le tableau ci-dessous :

N°GU	Association	Action subventionnée	Subvention N-1	Budget global de l'action	Subvention sollicitée	Subvention proposée	Convention d'objectifs OUI/NON
2019_01009	Comité Départemental Handisport des Bouches-du-Rhône	Meeting international d'athlétisme handisport sur piste	0€	47 850	2500 €	2000	OUI
TOTAL						2000 €	

En ce qui concerne le versement de la subvention, il convient de déroger au Règlement Budgétaire et Financier approuvé par délibération n° HN 021-07/04/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016, et de verser la subvention a posteriori de la réalisation de l'action.

Il convient d'établir une convention d'objectifs avec le bénéficiaire afin de définir les modalités d'attribution de cette subvention, après transmission d'un compte de résultat définitif visé par le Président et le Trésorier de l'association.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;

- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 relative à l'approbation du Règlement Budgétaire et Financier de la Métropole ;
- La délibération n° CSGE 004-3398/17/CM du Conseil de la Métropole du 14 décembre 2017 relative à l'approbation d'une politique sportive métropolitaine ;
- La délibération n°FAG 021-5718/19/CM du Conseil de Métropole du 28 mars 2019 portant délégation de compétences Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

Qu'il convient de soutenir l'association Comité Départemental Handisport des Bouches-du-Rhône pour l'organisation du meeting international d'athlétisme handisport sur piste : Handisport Open Marseille.

Délibère

Article 1 :

Est attribuée une subvention de 2 000 euros à l'association Comité Départemental Handisport des Bouches-du-Rhône afin de soutenir l'organisation du meeting international d'athlétisme handisport sur piste : Handisport Open Marseille.

Article 2 :

Est approuvée la convention d'objectifs pour l'année 2019 ci-annexée.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention et les pièces y afférentes.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget 2019 de la Métropole, Chapitre 65, Fonction 30, Nature 65748.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

CSGE 007-5945/19/BM

■ Demandes de subventions de fonctionnement auprès de différents organismes et collectivités publiques relatives à l'opération "Argilla 2019 - A la découverte du Japon" MET 19/10752/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est engagée dans la réalisation de nombreuses manifestations au sein de ses territoires. Certains des événements qui traduisent le dynamisme des politiques publiques métropolitaines peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers, ou privés. Il importe en conséquence de solliciter, dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement, leur participation.

ARGILLA 2019 – A LA DECOUVERTE DU JAPON, est une manifestation qui s'inscrit comme marqueur de la dynamique du Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile. Cette offre culturelle, économique et touristique d'excellence, fera circuler la Culture à l'échelle départementale et au-delà. Grand moment

de fête populaire, cet événement viendra conforter l'ambition de valorisation du Territoire aux yeux des habitants et des touristes.

Au fil des ans et des éditions, ARGILLA s'est imposé comme un événement de référence :

- 1er marché potier de France
- 85.000 visiteurs en moyenne
- Plus de 500.000€ de chiffre d'affaire en moyenne
- 469 candidats en 2017
- 22 pays représentés
- Prochaine édition: les 31 août et 1^{er} septembre 2019
- Edition de prestige: « Spécial Japon »

Sur ce territoire, les artisans locaux perpétuent l'esprit inventifs des célèbres familles de potiers qui ont secoué la tradition pour servir la créativité : les Sicard, les Neveu, les Gastine... ARGILLA, plonge ses racines dans ce terreau fertile et confirme, grâce à un grand nombre de professionnels, l'évolution dans les Arts de la Céramique.

Créé en 1991, ce marché potier est organisé par le Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, qui aide et soutient la dynamique et le développement des métiers liés au domaine de l'Argile et de la céramique, une compétence unique en France.

La qualité et la diversité des productions proposées, des expositions et des animations ont fait d'ARGILLA une initiative culturelle tout simplement hors pair. Ces éléments ne pouvaient qu'être remarqués par Marseille Provence 2013, capitale européenne de la Culture 2013, qui a inclus ARGILLA comme un des événementiels-phare de son programme de festivités.

L'édition 2015, « Spécial Italie », a vu ARGILLA confirmer son aspect international ainsi que sa position parmi les plus grands marchés potiers d'Europe.

Pour cette 15^{ème} édition, « Spécial Japon », ARGILLA vise, tout simplement, excellence et prestige.

La Galerie d'art des Pénitents Noirs accueillera, les œuvres d'un céramiste japonais connu pour son travail, artiste internationalement reconnu, du mois de juin au mois de septembre 2019.

La présente délibération vise à approuver la demande de subvention auprès de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution financière, et à signer tous les documents y afférents.

Le coût prévisionnel de cette opération est estimé à 570 500 euros TTC.

Le Plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant :

ORGANISMES SOLLICITES	TAUX SOLLICITES	MONTANTS SOLLICITES
Conseil Départemental 13 « Aides aux communes »	40 %	228 200 euros
Conseil Régional PACA	40 %	228 200 euros
Métropole Aix- Marseille- Provence	20 %	114 100 euros

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 21-5718/18/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile du 14 mai 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que cette manifestation qui vise excellence et prestige est un enjeu pour la filière Argile.
- Que cette offre culturelle et touristique fera circuler la culture à l'échelle métropolitaine et au-delà.
- Que cette initiative viendra conforter l'ambition de valorisation du Territoire aux yeux des habitants et des touristes.

Délibère

Article 1 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à solliciter des aides financières auprès de l'Europe, l'Etat, la Région Sud Provenances Alpes Côte d'Azur, le Département des Bouches-du-Rhône, l'ADEME, l'Agence de l'Eau, les communes membres de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ainsi qu'auprès de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution, et à signer tout document y afférent, pour la réalisation de cette manifestation.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits en section de fonctionnement en dépenses de fonctionnement sur le Budget primitif 2019 de l'Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile – Chapitre 011 – Fonction 68 – Sous politique : B330.

Les recettes seront constatées au Budget primitif 2019 de l'Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile – Chapitre 74 – Fonction 68 – Sous politique : B330.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

CSGE 008-5946/19/BM

■ Approbation de la procédure d'élimination des collections obsolètes de la Médiathèque les Carmes

MET 19/10602/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Médiathèque les Carmes a ouvert ses portes au public le 20 janvier 2018. Son fonds riche de plus de 70 000 documents est essentiellement constitué de livres, CD et DVD acquis depuis 2016, mais également de 8000 livres transférés des collections de l'ancienne bibliothèque municipale de Pertuis.

Afin que les collections de la Médiathèque les Carmes soient cohérentes, restent attractives, correspondent aux attentes du public et aux objectifs fixés par le projet scientifique, éducatif, social et culturel de l'établissement, elles doivent faire l'objet d'un tri régulier suivant les critères énoncés ci-dessous :

- l'état physique du document, la présentation et l'esthétique,
- le nombre d'exemplaires,
- la date d'édition,
- le nombre d'années écoulées sans prêt,
- la qualité des informations (contenu périmé, obsolète),
- l'existence ou non de documents de substitution.

Selon leur état, les documents réformés pourront après déclasserment et selon les modalités et

conditions fixées par la procédure d'élimination et la charte de régulation ci-annexées :

- être jetés à la déchèterie et recyclés si possible,
- cédés gratuitement à un autre organisme ou une association après signature d'une convention.

La procédure d'élimination des collections est détaillée en annexe 1, une charte de régulation des collections à l'usage des agents est jointe en annexe 2.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code général de la propriété des personnes publiques ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération N°FAG 21-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il est nécessaire de procéder régulièrement au retrait des rayonnages ou des collections de la médiathèque les documents en mauvais état et/ou ceux jugés inadéquats, obsolètes afin de pouvoir actualiser les collections et d'en préserver la cohérence et la qualité;
- Qu'il convient dès lors de fixer les conditions et la procédure d'élimination de ces biens meubles.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la procédure d'élimination des collections obsolètes de la Médiathèque les Carmes de Pertuis telle que décrite à l'annexe 1.

Article 2 :

Est approuvée la charte de régulation des collections de la Médiathèque les Carmes ci-annexée.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

CSGE 009-5947/19/BM

■ Approbation de la charte des dons de documents de particuliers à la Médiathèque les Carmes

MET 19/10642/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Depuis l'ouverture au public de la Médiathèque intercommunale Les Carmes à Pertuis, le 20 Janvier 2018, la direction de la Médiathèque est fréquemment sollicitée par des particuliers qui souhaitent faire don de livres à l'établissement.

Cependant, la médiathèque se doit d'assurer la cohérence et la qualité de son fonds documentaire afin de respecter son projet scientifique, éducatif, social et culturel. En outre, le traitement de ces dons à un coût en termes de temps de travail, d'équipement et de stockage. Il apparaît donc indispensable de fixer les modalités procédurales des dons et de leur acceptation.

Ainsi, la charte ci-annexée définit les règles portant sur la démarche de donation et sur les conditions et critères d'acceptation.

Le donateur devra lister les documents qu'il souhaite offrir à la médiathèque intercommunale Les Carmes. Le responsable des collections procédera à une sélection des ouvrages afin d'assurer la cohérence et la qualité du fonds documentaire. Cette sélection sera ultérieurement présentée au Bureau de la Métropole pour acceptation.

L'acquisition de ces documents impliquent la fixation de conditions par ladite charte, établies en fonction de la nature, du contenu voire de l'obsolescence de l'ouvrage au regard du projet scientifique, éducatif, social et culturel porté par la médiathèque mais aussi de son état physique.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;

- Le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Les sollicitations de la médiathèque par des particuliers souhaitant lui faire don d'ouvrages ou tout autre support culturel ;
- Le projet scientifique, éducatif, social et culturel porté par la médiathèque assurant la qualité et la cohérence du fonds documentaire ;
- La nécessité de définir en conséquence les règles encadrant la procédure de donation et les conditions et critères d'acceptation des dons .

Délibère

Article unique :

Est approuvée la charte des dons de documents de particuliers à la Médiathèque les Carmes.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

CSGE 010-5948/19/BM

■ Attribution de subventions en investissement à des associations culturelles du Pays d'Aix - Approbation de conventions MET 19/10612/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération n°2001_A101 du Conseil communautaire du 19 octobre 2001, la Communauté du Pays d'Aix décidait de la création d'un fonds d'intervention permettant d'apporter des subventions à des opérations culturelles de portée intercommunale développées par des associations. La Communauté du Pays d'Aix a voté ensuite sa propre politique culturelle le 16 mai 2003 (délibération 2003_A080). La politique culturelle de la CPA confirme les objectifs d'éducation, de création de lien social entre les habitants et de

contribution au développement économique du territoire. Elle adjoit dans sa politique culturelle spécifique les notions de renforcement de l'identité territoriale, de soutien à l'initiative locale de dimension intercommunale, de structuration du territoire du Pays d'Aix et de mise en réseau des équipements culturels.

Dans ce cadre, il est proposé que la Métropole Aix-Marseille-Provence prolonge cette politique culturelle et ce dispositif de subventionnement, devenant un partenaire privilégié des associations qui participent au rayonnement culturel du territoire et démontre ainsi sa volonté de soutenir la création, la diffusion artistique et l'action culturelle, avec des projets et des manifestations accessibles au plus grand nombre.

Un dispositif de soutien aux associations pour l'investissement (acquisition de matériel ou travaux liés à leur objet social) complète le fonds d'intervention en fonctionnement.

Les versements de la Métropole à l'« association » interviendront selon les modalités suivantes :

- versement d'un premier acompte représentant 50% du montant accordé sur productions des devis signés par le Président pour les acquisitions ou les travaux,

- versement du solde, après réalisation des acquisitions ou des travaux sur production des pièces suivantes : un décompte général des acquisitions certifié conforme et signé par le Président et le Trésorier accompagné des factures correspondantes.

L'aide de la Métropole en investissement n'est pas actualisable et ne saura, en aucun cas, excéder le montant fixé à l'article 2 de la convention d'investissement.

Si le montant des travaux varie à la baisse, le montant de l'aide versée est recalculé au prorata des dépenses effectivement réalisées, selon le pourcentage que la subvention de la Métropole représente dans le financement des acquisitions (Article 11.4.4 du Règlement Budgétaire et Financier approuvé par la délibération HN 021-040/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016).

La participation financière de la collectivité n'est pas soumise à un plafond.

La demande de subvention de 80 000 euros du Festival International d'Art Lyrique est adossée depuis plusieurs années à une convention multipartenariale actuellement en cours de renouvellement avec l'ensemble des partenaires publics.

Il est donc aujourd'hui proposé, sur la base du tableau ci-joint, de procéder à l'attribution de deux subventions en investissement pour un montant total de 130 000 euros dans le cadre du fonds d'intervention à destination des associations et

d'approuver les deux conventions respectives annexées.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- La délibération n°CSGE 005-5292/16/CM du 13 décembre 2018 approuvant la création et l'affectation de crédits à cette opération par la Fondation Vazarely ;
- La délibération n°FAG 021-5718/19/CM du Conseil de Métropole du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence-Territoire du Pays d'Aix est un partenaire privilégié des associations qui participent au rayonnement culturel du territoire démontrant ainsi sa volonté de soutenir la création, la diffusion artistique et l'action culturelle avec des opérations accessibles au plus grand nombre.

Délibère

Article 1 :

Sont attribuées deux subventions en investissement aux associations culturelles, « Fondation Vasarely » et « Association pour le festival international d'art lyrique et l'académie européenne de musique d'Aix-en-Provence », d'un montant respectif de 50 000 euros et de 80 000 euros, telles que présentées dans le tableau ci-joint, pour un montant total de 130 000 euros.

Article 2 :

Sont approuvées les conventions à conclure entre la Métropole et les associations.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer ces conventions et tout document y afférent.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget 06 Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix en section d'investissement.

Pour le FIAL : Subventions Grands opérateurs : 4581162445 – 4581- 311- DI445AP

Pour la Fondation Vasarely (création salle exposition et restauration œuvres) : 4581162457 – 4581-311 - DI457AP2

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

CSGE 011-5949/19/BM

**■ Renouvellement de l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'Association des Bibliothécaires de France pour l'année 2019 et paiement de la cotisation 2019
MET 19/10710/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

L'Association des Bibliothécaires de France (ABF) a pour objet de donner aux bibliothèques un rôle essentiel dans l'accès de tous à l'information, à l'éducation, à la culture, aux loisirs et dans la promotion de la lecture.

Pour atteindre ses objectifs, l'association propose notamment :

- de présenter un projet de promotion et de développement des bibliothèques ;
- de représenter les bibliothèques françaises auprès des institutions et organismes français, étrangers et internationaux ;
- de favoriser les échanges avec les bibliothécaires des autres pays ;
- de faire bénéficier de tarifs adhérent pour la participation aux journées d'étude et aux congrès pour deux représentants de la collectivité.

Cette association est donc une ressource importante et indispensable permettant la promotion et le développement de la médiathèque intercommunale à l'échelle nationale et internationale et permettant à ses représentants de participer à des journées d'étude et des congrès à des tarifs préférentiels.

La médiathèque intercommunale, située sur le Territoire Istres-Ouest Provence, est chargée de contribuer aux loisirs, à l'information, à la recherche documentaire, à l'éducation permanente et à l'activité culturelle de la population.

Elle contribue à la construction et au développement, sur le Territoire Istres-Ouest Provence, d'une politique active, dynamique et vivante en matière culturelle.

Par délibération n° CSGE 001-3580/18/BM du Bureau de la Métropole du 22 mai 2018, la Métropole Aix-Marseille-Provence a adhéré à l'ABF pour l'année 2018.

Pour permettre à la médiathèque intercommunale du Territoire Istres-Ouest Provence de continuer à bénéficier des actions mises en œuvre par l'ABF, la Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite renouveler son adhésion à cette association au titre de l'année 2019.

Le montant de la cotisation annuelle s'élève à 260 euros.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° CSGE 001-3580/18/CM du Bureau de la Métropole du 22 mai 2018 portant adhésion de la Métropole à l'ABF ;
- La délibération n°FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que pour permettre à la médiathèque intercommunale du Territoire Istres-Ouest Provence de continuer à bénéficier des actions mises en œuvre par l'ABF, la Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite

renouveler son adhésion à cette association pour l'année 2019.

- Qu'il convient d'approuver la cotisation annuelle, d'un montant de 260 euros, pour le renouvellement d'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à cette association au titre de l'année 2019.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvés le renouvellement de l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'Association des Bibliothécaires de France (ABF) pour l'année 2019 ainsi que le règlement de la cotisation afférente d'un montant de 260 euros.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits dans le Budget Principal - chapitre 011 - nature 6281.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

CSGE 012-5950/19/BM

■ Renouvellement de l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'Association pour la Coopération des Professionnels de l'Information Musicale (ACIM) et paiement de la cotisation 2019

MET 19/10711/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

L'Association pour la Coopération des Professionnels de l'Information Musicale (ACIM) a pour objet de promouvoir la diffusion de la documentation musicale en tous lieux et principalement dans les bibliothèques et institutions publiques et de participer à toute action de coopération entre les organismes assurant la collecte, le traitement, la conservation et la diffusion de la documentation musicale.

Pour atteindre ses objectifs, l'association propose notamment :

- de déployer son activité dans différents domaines pouvant comprendre, sans caractère limitatif, l'organisation des rencontres nationales des bibliothécaires musicaux, la gestion d'un portail et d'une liste de diffusion sur internet, la réalisation et la diffusion d'un bulletin d'informations et l'animation de groupes de travail internes ;
- d'organiser ou participer à des colloques, journées d'étude ou actions de formation ;
- de contribuer par tous les moyens à l'existence et aux activités des groupes territoriaux qu'elle a agréés ;
- de saisir si besoin les pouvoirs publics ou d'autres institutions sur toute question touchant au fonctionnement actuel ou futur des bibliothèques musicales et des discothèques

- de rechercher des partenariats avec les organismes du secteur des bibliothèques et de la documentation ainsi que du secteur des bibliothèques musicales et des discothèques ;
- d'adhérer elle-même à d'autres associations si la participation à leurs travaux contribue à l'accomplissement de ses missions.

Cette association est donc une ressource importante et indispensable permettant de promouvoir la diffusion de la documentation musicale au sein de la médiathèque intercommunale.

La médiathèque intercommunale, située sur le Territoire Istres-Ouest Provence, est chargée de contribuer aux loisirs, à l'information, à la recherche documentaire, à l'éducation permanente et à l'activité culturelle de la population.

Elle contribue à la construction et au développement, sur le Territoire Istres-Ouest Provence, d'une politique active, dynamique et vivante en matière culturelle.

Par délibération n° CSGE 002-3581/18/BM du Bureau de la Métropole du 22 mai 2018, la Métropole Aix-Marseille-Provence a adhéré à l'Association pour la Coopération des Professionnels de l'Information Musicale (ACIM) pour l'année 2018.

Pour permettre à la médiathèque intercommunale du Territoire Istres-Ouest Provence de continuer à bénéficier des actions mises en œuvre par l'ACIM, la Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite renouveler son adhésion à cette association au titre de l'année 2019.

Le montant de la cotisation annuelle s'élève à 60 euros.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° CSGE 002-3581/18/BM du Conseil de la Métropole du 22 mai 2018 portant adhésion de la Métropole à l'Association pour la Coopération des Professionnels de l'Information Musicale (ACIM) ;

- La délibération n°FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que pour permettre à la médiathèque intercommunale du Territoire Istres-Ouest Provence de continuer à bénéficier des actions mises en œuvre par l'ACIM, la Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite renouveler son adhésion à cette association pour l'année 2019 ;
- Qu'il convient d'approuver la cotisation annuelle, d'un montant de 60 euros, pour le renouvellement d'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à cette association au titre de l'année 2019.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvés le renouvellement de l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'Association pour la Coopération des Professionnels de l'Information Musicale (ACIM) pour l'année 2019 ainsi que le règlement de la cotisation afférente d'un montant de 60 euros.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits dans le Budget principal - Chapitre 011 - Nature 6281.

CSGE 013-5951/19/BM

■ Renouvellement de l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'Association des Professionnels de l'Information et de la Documentation et paiement de la cotisation 2019 MET 19/10714/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

L'Association des Professionnels de l'Information et de la Documentation (ADBS) a pour objet de contribuer à la promotion de la documentation et de favoriser l'exercice de la profession de documentaliste et de bibliothécaire.

Pour atteindre ses objectifs, l'association propose notamment :

- d'organiser des formations continues à des tarifs préférentiels : stage de découverte à l'expertise ;

- d'organiser une journée annuelle de l'ADBS laquelle est un rendez-vous incontournable pour les membres ;
- d'organiser des journées d'étude et des ateliers gratuitement : événements filmés sur les pratiques et tendances professionnelles ;
- d'offrir un accès à un observatoire et référentiel métiers : outil de représentation des métiers et identification des compétences ;
- de publier la revue I2D – Informations, Données et Documents à des tarifs préférentiels : sujets d'actualité et sur les pratiques, méthodes et outils ;
- de publier des ouvrages à des tarifs préférentiels : publications de réflexion, manuels, guides pratiques, référentiels, outils de travail ;
- offrir un accès à l'espace emploi gratuitement ou à des tarifs préférentiels : offre de services sur l'emploi, les métiers et les compétences (annonces, prestations, banque de CV, etc).

Cette association est donc une ressource importante et indispensable permettant aux agents de la médiathèque intercommunale de bénéficier de services pour parfaire leur parcours professionnel par des formations, des journées d'études, des ateliers et des publications d'ouvrages et de revues à des tarifs préférentiels.

La médiathèque intercommunale, située sur le Territoire Istres-Ouest Provence, est chargée de contribuer aux loisirs, à l'information, à la recherche documentaire, à l'éducation permanente et à l'activité culturelle de la population.

Elle contribue à la construction et au développement, sur le Territoire Istres-Ouest Provence, d'une politique active, dynamique et vivante en matière culturelle.

Par délibération n° CSGE 007-3511/18/BM du Conseil de la Métropole du 15 février 2018, la Métropole Aix-Marseille-Provence a adhéré à l'Association des Professionnels de l'Information et de la Documentation (ADBS) pour l'année 2018.

Pour permettre à la médiathèque intercommunale de continuer à bénéficier des actions mises en œuvre par l'ADBS, la Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite renouveler son adhésion à cette association.

Le montant de la cotisation annuelle s'élève à 264 euros.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique

Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;

- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° CSGE 007-3511/18/BM du Bureau de la Métropole du 15 février 2018 portant adhésion de la Métropole à l'Association des Professionnels de l'Information et de la Documentation (ADBS) ;
- La délibération N°FAG 21-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que pour permettre à la médiathèque intercommunale du Territoire Istres-Ouest Provence de continuer à bénéficier des actions mises en œuvre par l'ADBS, la Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite renouveler son adhésion à cette association pour l'année 2019 ;

Délibère

Article 1 :

Sont approuvés le renouvellement de l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'Association des Professionnels de l'Information et de la Documentation (ADBS) pour l'année 2019 ainsi que le règlement de la cotisation afférente, d'un montant de 264 euros.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget principal de la Métropole - Chapitre 011 - Nature 6281.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

CSGE 014-5952/19/BM

**■ Renouvellement de l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'Association des Directeurs de Bibliothèques des Grandes Villes de France et paiement de la cotisation 2019
MET 19/10717/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

L'Association des Directeurs de Bibliothèques des Grandes Villes de France (ADBGV) est une

association spécialisée, regroupant des bibliothèques confrontées aux mêmes problèmes et cherchant ensemble des solutions. Elle ne cherche pas à refaire ce que font déjà les partenaires institutionnels, associatifs ou privés mais veille au contraire à coopérer avec eux.

Pour atteindre ses objectifs, l'association propose notamment :

- d'échanger, de capitaliser et de diffuser des informations, des expériences et du savoir-faire ;
- de réaliser des études et des enquêtes ;
- de réaliser ou de référencer des outils répondant à des besoins communs ;
- de concevoir la prospective sur l'évolution des missions ;
- de représenter les directeurs des bibliothèques municipales et intercommunales des grandes villes de France auprès de tout partenaire institutionnel, public ou privé.

Cette association est donc une ressource importante et indispensable permettant l'échange d'expériences et de savoir-faire avec d'autres bibliothèques de grandes villes de France.

La médiathèque intercommunale, située sur le Territoire Istres-Ouest Provence, est chargée de contribuer aux loisirs, à l'information, à la recherche documentaire, à l'éducation permanente et à l'activité culturelle de la population.

Elle contribue à la construction et au développement, sur le Territoire Istres-Ouest Provence, d'une politique active, dynamique et vivante en matière culturelle.

Par délibération n° CSGE 005-3509/18/BM du Bureau de la Métropole du 15 février 2018, la Métropole Aix-Marseille-Provence a adhéré à l'Association des Directeurs de Bibliothèques des Grandes Villes de France (ADBGV) pour l'année 2018.

Pour permettre à la médiathèque intercommunale du Territoire Istres-Ouest Provence de continuer à bénéficier des actions mises en œuvre par l'ADBGV, la Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite renouveler son adhésion à cette association au titre de l'année 2019.

Le montant de la cotisation annuelle s'élève à 20 euros.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique

Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;

- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° CSGE 005-3509/18/BM du Bureau de la Métropole du 15 février 2018 portant adhésion de la Métropole à l'Association des Directeurs de Bibliothèques des Grandes Villes de France (ADBGV) ;
- La délibération n°FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole.

Où il le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que pour permettre à la médiathèque intercommunale du Territoire Istres-Ouest Provence de continuer à bénéficier des actions mises en œuvre par l'ADBGV, la Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite renouveler son adhésion à cette association pour l'année 2019 ;
- Qu'il convient d'approuver la cotisation annuelle d'un montant de 20 euros, pour l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à cette association au titre de l'année 2019.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvés le renouvellement de l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'Association des Directeurs de Bibliothèques des Grandes Villes de France (ADBGV) pour l'année 2019 ainsi que le règlement de la cotisation afférente d'un montant de 20 euros.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits dans le Budget Principal - chapitre 011 - nature 6281.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

CSGE 015-5953/19/BM

**■ Renouvellement de l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'association Collectif de bibliothécaires et intervenants en action culturelle et paiement de la cotisation 2019
MET 19/10723/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

L'association COBIAC a pour objet de développer et coordonner l'animation autour de la lecture publique et dans les faits, son objectif est la coopération régionale, nationale et internationale pour le développement de la lecture et des bibliothèques.

Pour atteindre ses objectifs, l'association propose notamment :

- de contribuer à la création de bibliothèques ;
- de participer à l'enrichissement des collections par l'achat et le don de livres dans le respect de la Charte du don de livres ;
- de permettre la formation de bibliothécaires in situ et/ou en région PACA ;
- et d'organiser des manifestations culturelles.

Cette association est donc une ressource importante et indispensable permettant de renforcer les compétences locales tout en favorisant le dialogue et la transmission des savoir-faire. Pour chacune des actions le COBIAC privilégie la construction de partenariats de long terme. Il s'agit dans le cadre de la coopération internationale de croiser les expertises, les expériences, de mutualiser les ressources pour un engagement réciproque et un développement durable de la culture.

La médiathèque intercommunale, située sur le Territoire Istres-Ouest Provence, est chargée de contribuer aux loisirs, à l'information, à la recherche documentaire, à l'éducation permanente et à l'activité culturelle de la population.

Elle contribue à la construction et au développement, sur le Territoire Istres-Ouest Provence, d'une politique active, dynamique et vivante en matière culturelle.

Par délibération n° CSGE 004-3508/18/BM du Bureau de la Métropole du 15 février 2018, la Métropole Aix-Marseille-Provence a adhéré à l'association COBIAC pour l'année 2018.

Pour permettre à la médiathèque intercommunale du Territoire Istres-Ouest Provence de continuer à bénéficier des actions mises en œuvre par le COBIAC, la Métropole Aix-Marseille Provence souhaite renouveler son adhésion à cette association au titre de l'année 2019.

Le montant de la cotisation annuelle, pour les collectivités de plus de 25 000 habitants, s'élève à 150 euros.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° CSGE 004-3508/18/BM du Conseil de la Métropole du 15 février 2018 portant adhésion de la Métropole à l'association COBIAC ;
- La délibération n°FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que pour permettre à la médiathèque intercommunale du Territoire Istres-Ouest Provence de continuer à bénéficier des actions mises en œuvre par l'association COBIAC, la Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite renouveler son adhésion à cette association pour l'année 2019 ;
- Qu'il convient d'approuver la cotisation annuelle d'un montant de 150 euros, pour l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à cette association au titre de l'année 2019.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvés le renouvellement de l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'association Collectif de bibliothécaires et intervenants en action culturelle (COBIAC) pour l'année 2019 ainsi que le règlement de la cotisation afférente d'un montant de 150 euros.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits dans le Budget Principal - chapitre 011 - nature 6281.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

CSGE 016-5954/19/BM

■ Renouvellement de l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'Association Internationale Francophone des Bibliothécaires et Documentalistes et paiement de la cotisation 2019

MET 19/10725/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

L'Association Internationale Francophone des Bibliothécaires et Documentalistes (AIFBD) a pour objet d'affirmer davantage la présence de la francophonie sur le plan international dans le monde des bibliothèques et des centres de documentation.

Pour atteindre ses objectifs, l'association propose notamment :

- de regrouper des professionnels reliés au monde des bibliothèques et de la documentation dans les états francophones ;
- de développer la coopération entre ses membres dans le domaine de la bibliothéconomie, de la documentation et des sciences de l'information ;
- de coopérer avec différents organismes ou associations ayant des objectifs et des activités semblables ou proche des siens au sein des pays francophones.

Cette association est donc une ressource importante et indispensable permettant la coopération de la médiathèque intercommunale avec d'autres bibliothèques francophones au niveau international.

La médiathèque intercommunale, située sur le Territoire Istres-Ouest Provence, est chargée de contribuer aux loisirs, à l'information, à la recherche documentaire, à l'éducation permanente et à l'activité culturelle de la population.

Elle contribue à la construction et au développement, sur le Territoire Istres-Ouest Provence, d'une politique active, dynamique et vivante en matière culturelle.

Par délibération n° CSGE 002-3663/18/CM du Conseil de la Métropole du 22 mai 2018, la Métropole Aix-Marseille-Provence a adhéré à l'Association Internationale Francophone des Bibliothécaires et Documentalistes (AIFBD) pour l'année 2018.

Pour permettre à la médiathèque intercommunale de continuer à bénéficier des actions mises en œuvre par l'AIFBD, la Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite renouveler son adhésion à cette association.

Le montant de la cotisation annuelle s'élève à 150 euros.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° CSGE 002-3663/18/CM du Conseil de la Métropole du 22 mai 2018 portant adhésion de la Métropole à l'Association Internationale Francophone des Bibliothécaires et Documentalistes (AIFBD) ;
- La délibération n°FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que pour permettre à la médiathèque intercommunale du Territoire Istres-Ouest Provence de continuer à bénéficier des actions mises en œuvre par l'AIFBD, la Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite renouveler son adhésion à cette association pour l'année 2019 ;
- Qu'il convient d'approuver la cotisation annuelle d'un montant de 150 euros, pour l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à cette association au titre de l'année 2019.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvés le renouvellement de l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'Association Internationale Francophone des Bibliothécaires et Documentalistes (AIFBD) pour l'année 2019 ainsi que le règlement de la cotisation afférente, d'un montant de 150 euros.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits dans le Budget Principal - chapitre 011 - nature 6281.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

CSGE 017-5955/19/BM

■ Renouvellement de l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'association Images en Bibliothèque et paiement de la cotisation 2019

MET 19/10730/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

L'association Images en Bibliothèques (IB) a pour objet de mettre en place des actions de coopération nationale pour la mise en valeur des collections audiovisuelles dans les bibliothèques.

Pour atteindre ses objectifs, l'association propose notamment :

- d'accompagner les pratiques des bibliothécaires pour la diffusion de films et la médiation auprès des publics ;
- d'encourager la réflexion sur l'évolution du métier ;
- de favoriser les échanges interprofessionnels ;
- de faciliter la mutualisation des expériences ;
- de représenter le réseau auprès des partenaires.

Cette association est donc une ressource importante et indispensable permettant la mise en valeur des ressources audiovisuelles de la médiathèque intercommunale.

La médiathèque intercommunale, située sur le Territoire Istres-Ouest Provence, est chargée de contribuer aux loisirs, à l'information, à la recherche documentaire, à l'éducation permanente et à l'activité culturelle de la population.

Elle contribue à la construction et au développement, sur le Territoire Istres-Ouest Provence, d'une politique active, dynamique et vivante en matière culturelle.

Par délibération n° CSGE 006-3510/18/BM du Bureau de la Métropole du 15 février 2018, la Métropole Aix-Marseille-Provence a adhéré à l'association Images en Bibliothèque (IB) pour l'année 2018.

Pour permettre à la médiathèque intercommunale de continuer à bénéficier des actions mises en œuvre par l'association, la Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite renouveler son adhésion à cette association au titre de l'année 2019.

Le montant de la cotisation annuelle s'élève à 480 euros.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;

- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° CSGE 006-3510/18/BM du Bureau de la Métropole du 15 février 2018 portant adhésion de la Métropole à l'association Images en Bibliothèque (IB) ;
- La délibération n°FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole.

Oùï le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que pour permettre à la médiathèque intercommunale du Territoire Istres-Ouest Provence de continuer à bénéficier des actions mises en œuvre par l'association IB, la Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite renouveler son adhésion à cette association pour l'année 2019 ;
- Qu'il convient d'approuver la cotisation annuelle d'un montant de 480 euros, pour l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à cette association au titre de l'année 2019.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvés le renouvellement de l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'association Images en Bibliothèque (IB) pour l'année 2019 ainsi que le règlement de la cotisation afférente d'un montant de 480 euros.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits dans le Budget Principal - chapitre 011 - nature 6281.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

CSGE 018-5956/19/BM

**■ Renouvellement de l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'association Centre Ressources Illettrisme et paiement de la cotisation 2019
MET 19/10735/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

L'association Centre Ressources Illettrisme (CRI) a pour objet de contribuer à la lutte contre l'illettrisme

par, entre autres, la mise à disposition de ressources documentaires et pédagogiques : veille pédagogique.

Pour atteindre ses objectifs, l'association propose notamment :

- de répondre aux besoins d'information du public : mise en place d'un numéro vert « Illettrisme Info Service », d'un répertoire des actions régionales, une liste de diffusion, l'accès à un Centre de Documentation sis à Marseille dont le fonds est également consultable en ligne ;
- de répondre aux besoins de professionnalisation des acteurs intervenant dans le champ de l'accès aux savoirs de base ou de la langue française (les partenaires institutionnels, les formateurs, les travailleurs sociaux, les acteurs culturels et les acteurs économiques) en organisant des journées d'informations pédagogiques, des journées de communication, des groupes de travail thématique et en mettant à leur disposition des malles pédagogiques dans les départements ;
- de répondre aux besoins d'ingénierie des acteurs en fournissant des études et diverses publications.

Cette association est donc une ressource importante et indispensable permettant à la médiathèque intercommunale de soutenir la lutte contre l'illettrisme.

La médiathèque intercommunale, située sur le Territoire Istres-Ouest Provence, est chargée de contribuer aux loisirs, à l'information, à la recherche documentaire, à l'éducation permanente et à l'activité culturelle de la population.

Elle contribue à la construction et au développement, sur le Territoire Istres-Ouest Provence, d'une politique active, dynamique et vivante en matière culturelle.

Par délibération n° CSGE 008-3512/18/BM du Bureau de la Métropole du 15 février 2018, la Métropole Aix-Marseille-Provence a adhéré à l'association Centre Ressources Illettrisme (CRI) pour l'année 2018.

Pour permettre à la médiathèque intercommunale du Territoire Istres-Ouest Provence de bénéficier des actions mises en œuvre par le CRI, la Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite renouveler son adhésion à cette association au titre de l'année 2019.

Le montant de la cotisation annuelle s'élève à 50 euros.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° CSGE 008-3512/18/BM du Conseil de la Métropole du 15 février 2018 portant adhésion de la Métropole à l'association Centre Ressources Illettrisme (CRI) ;
- La délibération n°FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que pour permettre à la médiathèque intercommunale du Territoire Istres-Ouest Provence de continuer à bénéficier des actions mises en œuvre par l'association CRI, la Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite renouveler son adhésion à cette association pour l'année 2019 ;
- Qu'il convient d'approuver la cotisation annuelle d'un montant de 50 euros, pour l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à cette association au titre de l'année 2019.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvés le renouvellement de l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'association Centre Ressources Illettrisme (CRI) pour l'année 2019 ainsi que le règlement de la cotisation afférente d'un montant de 50 euros.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget Principal de la Métropole - chapitre 011 - nature 6281.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

CSGE 019-5957/19/BM

**■ Renouvellement de l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'Association « Réseau Caryl » et paiement de la cotisation 2019
MET 19/10739/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

L'association « réseau Carel » (Coopération pour l'Accès aux Ressources numériques en bibliothèques) est un réseau national de compétences et d'échanges en matière de documentation électronique pour les bibliothèques publiques, structuré autour d'un outil collaboratif en ligne et a pour objet de contribuer à améliorer les offres éditoriales, les systèmes d'information, les modalités de tarification, l'ergonomie et l'accessibilité et développer les politiques d'acquisitions et de valorisation en matière de ressources numériques, ainsi que l'observation des usages.

Pour atteindre ses objectifs, l'association propose notamment :

- d'évaluer et faire évoluer des offres de ressources numériques, les services associés et les modalités d'accès à ces offres sans intervention de l'association dans la négociation avec les fournisseurs et les membres de l'association ;
- de contribuer à clarifier et à faire évoluer les relations contractuelles avec les fournisseurs ;
- de contribuer au développement d'une offre accessible aux personnes en situation de handicap ;
- de favoriser la coopération nationale, européenne et internationale dans le domaine de la documentation et des publications numériques à destination des bibliothèques de lecture publique.

Cette association est donc une ressource importante et indispensable permettant la promotion de la documentation électronique de la médiathèque intercommunale tout en bénéficiant de tarifs négociés.

La médiathèque intercommunale, située sur le Territoire Istres-Ouest Provence, est chargée de contribuer aux loisirs, à l'information, à la recherche documentaire, à l'éducation permanente et à l'activité culturelle de la population.

Elle contribue à la construction et au développement, sur le Territoire Istres-Ouest Provence, d'une politique active, dynamique et vivante en matière culturelle.

Par délibération n° CSGE 009-3513/18/BM du Bureau de la Métropole du 15 février 2018, la Métropole Aix-Marseille-Provence a adhéré au Réseau Carel pour l'année 2018.

Pour permettre à la médiathèque intercommunale du Territoire Istres-Ouest Provence de bénéficier des actions mises en œuvre par l'association Réseau Carel, la Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite renouveler son adhésion à cette association au titre de l'année 2019.

Le montant de la cotisation annuelle s'élève à 50 euros.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° CSGE 009-3513/18/BM du Conseil de la Métropole du 15 février 2017 portant adhésion de la Métropole à l'Association « Réseau Carel » ;
- La délibération n°FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que pour permettre à la médiathèque intercommunale du Territoire Istres-Ouest Provence de continuer à bénéficier des actions mises en œuvre par l'association Réseau Carel, la Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite renouveler son adhésion à cette association pour l'année 2019 ;
- Qu'il convient d'approuver la cotisation annuelle d'un montant de 50 euros, pour l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à cette association au titre de l'année 2019.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvés le renouvellement de l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'Association « Réseau Carel » pour l'année 2019 ainsi que le règlement de la cotisation afférente d'un montant de 50 euros.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits dans le Budget Principal - chapitre 011 - nature 6281.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

CSGE 020-5958/19/BM

■ Renouvellement de l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'association Kohala et paiement de la cotisation 2019 MET 19/10740/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

L'association Kohala a pour objet le développement, la protection, la promotion et la diffusion du logiciel libre de gestion de bibliothèque Koha.

Pour atteindre ses objectifs, l'association propose notamment :

- la libre utilisation du logiciel, pour quelque usage que ce soit ;
- la liberté d'étudier le fonctionnement du programme et de l'adapter à ses propres besoins ;
- la libre redistribution des copies de façon à pouvoir aider des collègues ;
- la liberté d'améliorer le programme et de diffuser les améliorations au public de façon à ce que l'ensemble de la communauté en tire avantage ;
- la promotion du développement du logiciel libre Koha sur le plan international ;
- la participation des membres de l'association à des congrès ou colloques professionnels.

Cette association est donc une ressource importante et indispensable permettant le développement du logiciel libre Koha utilisé au sein de la médiathèque intercommunale.

La médiathèque intercommunale, située sur le Territoire Istres-Ouest Provence, est chargée de contribuer aux loisirs, à l'information, à la recherche documentaire, à l'éducation permanente et à l'activité culturelle de la population.

Elle contribue à la construction et au développement, sur le Territoire Istres-Ouest Provence, d'une politique active, dynamique et vivante en matière culturelle.

Par délibération n° CSGE 010-3514/18/BM du Bureau de la Métropole du 15 février 2018, la Métropole Aix-Marseille-Provence a adhéré à l'association Kohala pour l'année 2018.

Pour permettre à la médiathèque intercommunale du Territoire Istres-Ouest Provence de continuer à bénéficier des actions mises en œuvre par l'association Kohala, la Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite renouveler son adhésion à cette association au titre de l'année 2019.

Le montant de la cotisation annuelle s'élève à 300 euros.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° CSGE 010-3514/18/BM du Bureau de la Métropole du 15 février 2018 portant adhésion de la Métropole à l'association Kohala ;
- La délibération n°FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole.

Où il rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que pour permettre à la médiathèque intercommunale du Territoire Istres-Ouest Provence de continuer à bénéficier des actions mises en œuvre par l'association Kohala, la Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite renouveler son adhésion à cette association pour l'année 2019 ;
- Qu'il convient d'approuver la cotisation annuelle d'un montant de 300 euros, pour l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à cette association au titre de l'année 2019.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvés le renouvellement de l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'association Kohala pour l'année 2019 ainsi que le règlement de la cotisation afférente d'un montant de 300 euros.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits dans le Budget Principal - Chapitre 011 - Nature 6281.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

CSGE 021-5959/19/BM

■ Adhésion à l'association "Les Petits Débrouillards PACA" et paiement de la cotisation 2019 MET 19/10821/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

L'association « Les Petits Débrouillards PACA » a pour objet de favoriser, dans la région Provence-Alpes-Côte d'Azur, auprès de tous, et plus particulièrement des enfants et des jeunes, l'intérêt pour les sciences et les techniques et à en permettre la connaissance, la pratique et la diffusion. Pour cela, elle fait appel à différents moyens pédagogiques en privilégiant la démarche participative, expérimentale et ludique.

Pour atteindre ses objectifs, l'association propose notamment :

- de mettre en place des cadres d'animation et de formation adéquates,
- de promouvoir et soutenir la création de Clubs Petits Débrouillards,
- de mettre en œuvre, de façon générale, les moyens susceptibles de favoriser son objet social.

La culture scientifique et technique apporte une contribution fondamentale à l'éducation et à la formation des citoyens. Cette culture ne peut s'acquérir que par la pratique, l'échange, le débat et ce à tout moment de la vie en étroite liaison avec le quotidien.

Cette association, qui est donc une ressource importante et indispensable, apporte également à ses membres un soutien en matière de veille professionnelle, de communication et de conseils.

En outre, elle coordonne, en région PACA, la manifestation « Fête de la science » à laquelle la médiathèque intercommunale, située sur le Territoire Istres-Ouest Provence, participe chaque année.

« Les Petits Débrouillards PACA » sont également prestataire de services pour l'organisation d'ateliers d'expérimentation, et l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à cette association lui permettra, le cas échéant, de bénéficier de tarifs préférentiels pour l'organisation de tels ateliers.

La médiathèque intercommunale, située sur le Territoire Istres-Ouest Provence, est chargée de contribuer aux loisirs, à l'information, à la recherche

documentaire, à l'éducation permanente et à l'activité culturelle de la population.

Elle contribue à la construction et au développement, sur le Territoire Istres-Ouest Provence, d'une politique active, dynamique et vivante en matière culturelle.

Aussi, pour permettre à la médiathèque intercommunale du Territoire Istres-Ouest Provence de bénéficier des actions mises en œuvre par l'association « Les Petits Débrouillards PACA », la Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite adhérer à cette association au titre de l'année 2019.

Le montant de la cotisation annuelle s'élève à 15 euros.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n°FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la culture scientifique et technique apporte une contribution fondamentale à l'éducation et à la formation des citoyens ;
- Que l'association « Les Petits Débrouillards PACA » a pour objet de favoriser, auprès de tous, et plus particulièrement des enfants et des jeunes, l'intérêt pour les sciences et les techniques et à en permettre la connaissance, la pratique et la diffusion par une démarche participative, expérimentale et ludique ;
- Que pour permettre à la médiathèque intercommunale du Territoire Istres-Ouest Provence de bénéficier des actions mises en œuvre par l'association « Les Petits Débrouillards PACA », la Métropole Aix-

Marseille-Provence souhaite adhérer à cette association au titre de l'année 2019 ;

- Qu'il convient d'approuver la cotisation annuelle, d'un montant de 15 euros, pour l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à cette association.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvés l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'association « Les Petits Débrouillards PACA » pour l'année 2019 et le paiement de la cotisation correspondante, d'un montant de 15 euros.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits dans le Budget Principal - chapitre 011 - nature 6281.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

LES DELIBERATIONS
CONSEIL DU 16 MAI 2019

METROPOLE AIX-MARSEILLE-PROVENCE

Conseil de Métropole

16 MAI 2019

Conformément aux dispositions légales en vigueur, le Procès-verbal de la Séance a été affiché aux portes du Siège de la Métropole Aix-Marseille-Provence Métropole et aux portes des Hôtel de Ville des Communes Membres à partir du 17 mai 2019 et ce, pour une durée de deux mois.



Etaient présents Mesdames et Messieurs :

Guy ALBERT - Béatrice ALIPHAT - Martial ALVAREZ - Christophe AMALRIC - Christian AMIRATY - Serge ANDREONI - Philippe ARDHUIN - Sophie ARTARIA-AMARANTINIS - Michel AZOULAI - René BACCINO - Mireille BALLETTI - Guy BARRET - Sylvia BARTHELEMY - Marie-Josée BATTISTA - Yves BEAUVAL - Moussa BENKACI - François BERNARDINI - Sabine BERNASCONI - Jean-Pierre BERTRAND - Jacques BESNAÏNOU - Roland BLUM - Patrick BORÉ - Valérie BOYER - Gérard BRAMOULLÉ - Christian BURLE - Marie-Christine CALATAYUD - Henri CAMBESSEDES - Jean-Louis CANAL - Christine CAPDEVILLE - Laure-Agnès CARADEC - Marie-Arlette CARLOTTI - Eric CASADO - Eugène CASELLI - Roland CAZZOLA - Martine CESARI - Philippe CHARRIN - Maurice CHAZEAU - Gérard CHENOZ - Jean-David CIOT - Auguste COLOMB - Monique CORDIER - Jean-François CORNO - Pierre COULOMB - Sandra DALBIN - Sandrine D'ANGIO - Michel DARY - Monique DAUBET-GRUNDLER - Philippe DE SAINTDO - Jean-Claude DELAGE - Christian DELAVET - Bernard DESTROST - Nouriati DJAMBAE - Pierre DJIANE - Frédéric DOURNAYAN - Marie-France DROPY-OURET - Sandra DUGUET - Michèle EMERY - Hervé FABRE-AUBRESPY - Nathalie FEDI - Jean-Claude FERAUD - Gilbert FERRARI - Céline FILIPPI - Richard FINDYKIAN - Olivier FREGEAC - Arlette FRUCTUS - Loïc GACHON - Daniel GAGNON - Alexandre GALLESE - Danièle GARCIA - Gérard GAZAY - Hélène GENTE-CEAGLIO - Jacky GERARD - Patrick GHIGONETTO - Roland GIBERTI - Philippe GINOUX - Jean-Pierre GIORGI - Georges GOMEZ - Jean-Pascal GOURNES - Philippe GRANGE - Albert GUIGUI - Olivier GUIROU - Daniel HERMANN - Garo HOVSEPIAN - Eliane ISIDORE - Nicolas ISNARD - Nicole JOULIA - André JULLIEN - Didier KHELFA - Dany LAMY - Albert LAPEYRE - Eric LE DISSÈS - Michel LEGIER - Gisèle LELOUIS - Gaëlle LENFANT - Hélène LHEN-ROUBAUD - Marie-Louise LOTA - Jean-Pierre MAGGI - Irène MALAUZAT - Richard MALLIÉ - Joël MANCEL - Bernard MARANDAT - Stéphane MARI - Jeanne MARTI - Régis MARTIN - Bernard MARTY - Marcel MAUNIER - Roger MEI -

Danielle MENET - Arnaud MERCIER - Xavier MERY - Marie-Claude MICHEL - Danielle MILON - André MOLINO - Jean-Claude MONDOLINI - Jean MONTAGNAC - Pascal MONTECOT - Yves MORAINÉ - Roland MOUREN - Marie MUSTACHIA - Lisette NARDUCCI - Jérôme ORGEAS - Patrick PADOVANI - Patrick PAPPALARDO - Didier PARAKIAN - Chrystiane PAUL - Christian PELLICANI - Serge PEROTTINO - Claude PICCIRILLO - Catherine PILA - Marc POGGIALE - Jean-Jacques POLITANO - Gérard POLIZZI - Henri PONS - Véronique PRADEL - Marine PUSTORINO-DURAND - Bernard RAMOND - Martine RENAUD - Maryvonne RIBIERE - Jean ROATTA - Georges ROSSO - Alain ROUSSET - Michel ROUX - Lionel ROYER-PERREAUT - Isabelle SAVON - Jean-Pierre SERRUS - Marie-Pierre SICARD-DESNUELLE - Emmanuelle SINOPOLI - Monique SLISSA - Marie-France SOURD GULINO - Jules SUSINI - Luc TALASSINOS - Francis TAULAN - Guy TEISSIER - Dominique TIAN - Jean-Louis TIXIER - Jocelyne TRANI - Claude VALLETTE - Martine VASSAL - Josette VENTRE - Frédéric VIGOUROUX - Patrick VILORIA - Yves WIGT - David YTIER - Didier ZANINI - Kheira ZENAFI.

Etaient absents et représentés Mesdames et Messieurs :

Loïc BARAT représenté par Gisèle LELOUIS - Solange BIAGGI représentée par Gérard CHENOZ - Jean-Louis BONAN représenté par Alain ROUSSET - Odile BONTHOUX représentée par Marie-Pierre SICARD-DESNUELLE - Jacques BOUDON représenté par Maurice CHAZEAU - Nadia BOULAINSEUR représentée par Roland CAZZOLA - Michel BOULAN représenté par Hélène LHEN-ROUBAUD - Frédéric BOUSQUET représenté par Michel AZOULAI - Bruno CHAIX représenté par Jean MONTAGNAC - Gaby CHARROUX représenté par Henri CAMBESSEDES - Frédéric COLLART représenté par Didier PARAKIAN - Georges CRISTIANI représenté par Jean-Claude FERAUD - Robert DAGORNE représenté par Hervé FABRE-AUBRESPY - Sophie DEGIOANNI représentée par Gaëlle LENFANT - Sylvaine DI CARO représentée par Francis TAULAN - Patricia FERNANDEZ-PEDINIELLI représentée par Marc POGGIALE - Dominique FLEURY-VLASTO représentée par Marie-France DROPY-OURET - Jean-Claude GAUDIN représenté par Yves MORAINÉ - Bruno GILLES représenté par Monique DAUBET-GRUNDLER - Frédéric GUINIERI représenté par Joël MANCEL - Jean HETSCH représenté par Loïc GACHON - Michel ILLAC représenté par André MOLINO - Bernard JACQUIER représenté par Roland BLUM - Maryse JOISSAINS MASINI représentée par Gérard BRAMOULLÉ - Mireille JOUVE représentée par Guy ALBERT - Nathalie LAINE représentée par Danielle MENET - Jean-Marie LEONARDIS représenté par Bernard DESTROST - Annie LEVY-MOZZICONACCI représentée par Stéphane MARI - Laurence LUCCIONI représentée par Marie-Christine CALATAYUD - Rémi MARCENGO représenté par Gérard GAZAY - Florence MASSE représentée par

Eugène CASELLI - Georges MAURY représenté par Yves BEAUVAL - Yves MESNARD représenté par Christine CAPDEVILLE - Michel MILLE représenté par Philippe GRANGE - Richard MIRON représenté par Daniel HERMANN - Virginie MONNET-CORTI représentée par Michèle EMERY - Pascale MORBELLI représentée par Jean-Claude MONDOLINI - Stéphane PAOLI représenté par Alexandre GALLESE - Roger PELLENC représenté par Arnaud MERCIER - Stéphane PICHON représenté par Isabelle SAVON - Patrick PIN représenté par André JULLIEN - Roger PIZOT représenté par Jean-David CIOT - Muriel PRISCO représentée par Marie-Arlette CARLOTTI - Julien RAVIER représenté par Frédéric DOURNAYAN - Marie-Laure ROCCA-SERRA représentée par Martine RENAUD - Maryse RODDE représentée par Frédéric VIGOUROUX - Maxime TOMMASINI représenté par Georges GOMEZ - Yves VIDAL représenté par Olivier GUIROU - Karima ZERKANI-RAYNAL représentée par Jules SUSINI.

Etaient absents et excusés Mesdames et Messieurs :
Patrick APPARICIO - Jean-Pierre BAUMANN - André BERTERO - Michel CATANEO - Anne CLAUDIUS-PETIT - Anne-Marie D'ESTIENNE D'ORVES - Claude FILIPPI - Josette FURACE - Samia GHALI - Noro ISSAN-HAMADY - Michel LAN - Stéphane LE RUDULIER - Antoine MAGGIO - Christophe MASSE - Patrick MENNUCCI - Elisabeth PHILIPPE - Nathalie PIGAMO - Roland POVINELLI - Stéphane RAVIER - Carine ROGER - Roger RUZE - Florian SALAZAR-MARTIN - Eric SCOTTO - Philippe VERAN - Karim ZERIBI.

Commission "Finances et Administration Générale"

FAG 001-5960/19/CM

■ **Souscription de capital de la Société Anonyme
Ouest Provence Habitat en numéraire
MET 19/11167/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est actionnaire de la Société Anonyme Ouest Provence Habitat dont le siège social est situé chemin du Rouquier 13800 Istres.

Dans ce cadre, la Métropole Aix-Marseille-Provence détient 25,73 % du capital social, soit 717 408 € sur un total de 2 788 000 € représentant 44 838 actions sur un total de 174 250 actions.

Pour permettre de répondre à la diversification engagée par Ouest Provence Habitat et à la prise de participation dans la filiale du pôle aéronautique, la

société a proposé de procéder à une augmentation de capital en numéraire de 1 500 060 euros.

Ces actions nouvelles seront émises au prix unitaire de 92 €, prime d'émission de 76 € incluse.

Ainsi, par délibération n° FAG 007-5484/19/CM du 28 février 2019, le Conseil de la Métropole a approuvé :

- d'une part, l'augmentation de capital en numéraire, par la création de 16 305 actions nouvelles émises à la valeur nominale de 16 € (seize euros), soit un montant de 260 880 € (deux cent soixante mille huit cent quatre-vingts euros) avec une prime d'émission de 76 € (soixante seize euros) par action soit un montant de 1 239 180 € (un million deux cent trente-neuf mille et cent quatre-vingts euros) ;
- d'autre part, la modification de l'article 6 des statuts de Ouest Provence Habitat relatif au capital social.

Dans cette même délibération, il était rappelé :

- qu'un droit de souscription serait attaché à chaque action ancienne.
- que la souscription serait réservée aux actionnaires actuels, tant à titre irréductible, qu'à titre réductible.
- que les actionnaires jouiraient en outre d'un droit de souscription à titre réductible. Les actions non souscrites à titre irréductible seraient attribuées aux titulaires de droits de souscription, qui auraient souscrit un nombre d'actions supérieur à celui qu'ils pourraient souscrire à titre irréductible et ce, proportionnellement au nombre de leurs droits de souscription, dans la limite toutefois de leurs demandes et des dispositions de l'article L. 1522-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, imposant aux collectivités territoriales et leurs groupements de détenir plus de la moitié, sans pouvoir excéder 85 % du capital social.

Aujourd'hui, il est proposé au Conseil de la Métropole de souscrire à l'augmentation de capital à hauteur de la totalité de ses droits irréductibles pour 67 136 euros, correspondant à 4 196 actions de 16 euros chacune avec le versement d'une prime d'émission égale à 318 896 euros, soit un versement total de 386 032 euros.

De plus, il est proposé de souscrire à l'augmentation de capital à titre réductible des actions qui ne seraient pas souscrites par les actionnaires actuels pour un montant de 193 744 euros correspondant à 12 109 actions avec le versement d'une prime d'émission de 920 284 euros soit un versement total de 1 114 028 euros.

Il est spécifié que les souscriptions et les versements sont reçus au siège social de Ouest Provence Habitat du 16 avril 2019 au 30 juin 2019.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de Commerce ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 007-5484/19/CM du 28 février 2019 du Conseil de la Métropole approuvant l'augmentation de capital de la Société Anonyme Ouest Provence Habitat en numéraire ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence du 13 mai 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la souscription de l'augmentation de capital à hauteur de la totalité de ses droits irréductibles pour 67 136 euros, correspondant à 4196 actions de 16 euros chacune avec le versement d'une prime d'émission égale à 318 896 euros, soit un versement total de 386 032 euros.

Article 2 :

Est approuvée la souscription de l'augmentation de capital à titre réductible des actions non souscrites par les actionnaires actuels pour un montant de 193 744 euros correspondant à 12 109 actions avec le versement d'une prime d'émission de 920 284 euros soit un versement total de 1 114 028 euros.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole, chapitre 26, nature 261.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 002-5961/19/CM

■ Reprise en régie directe de l'activité des aires d'accueil des gens du voyage de Saint-Menet et Mazargues-Eyraud et Transfert du personnel affecté à la Métropole Aix-Marseille-Provence MET 19/11040/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Depuis le 1er janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

En application de l'article L5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce de plein droit, en lieu et place des communes membres la compétence en matière de « Création, aménagement, entretien et gestion des aires d'accueil des gens du voyage et des terrains familiaux locatifs définis aux 1° à 3° du II de l'article 1er de la loi n° 2000-614 du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et à l'habitat des gens du voyage ».

L'exploitation des aires d'accueil de Saint-Menet et de Mazargues-Eyraud par la Ville de Marseille était réalisée dans le cadre d'une convention de Délégation de Service Public conclue avec la Société VAGO. Ce contrat a été transféré à la Métropole Aix-Marseille-Provence le 1er janvier 2016.

Le contrat arrivant à terme le 30 mars 2019, la Métropole a fait le choix d'une reprise en gestion directe de l'activité des deux aires au regard des aménagements à réaliser.

Dans ce cadre, la Métropole doit organiser le transfert des salariés affectés sur la gestion des deux aires. En application des articles L.1224-1 et L.1224-3 du Code de Travail, lorsque l'activité d'une entité économique employant des salariés de droit privé est, par transfert de cette entité, reprise par une personne publique dans le cadre d'un service public administratif, il appartient à cette personne publique de proposer à ces salariés un contrat de droit public, à durée déterminée ou indéterminée selon la nature du contrat dont ils sont titulaires".

Il est par ailleurs rappelé, que sauf disposition légale ou conditions générales de rémunération et d'emploi des agents non titulaires de la personne publique contrairement, le contrat qu'elle propose reprend les clauses substantielles du contrat dont les salariés sont titulaires, en particulier celles qui concernent la rémunération.

Néanmoins, en cas de refus des salariés d'accepter le contrat proposé, leur contrat prend fin de plein droit. La personne publique applique les dispositions relatives aux agents licenciés prévues par le droit du travail et par leur contrat.

Dans ce cadre, afin de garantir la continuité du service public, il est proposé de procéder d'une part, à la

reprise en régie directe de l'activité des aires d'accueil des gens du voyage de Saint-Menet et Mazargues-Eyraud d'autre part, le transfert du personnel affecté en totalité à l'exercice de cette activité.

Par ailleurs, la gestion des aires d'accueil nécessite une veille permanente afin de régler dans les meilleurs délais les problèmes survenus en dehors des horaires d'ouverture du local d'accueil et également les entrées et sorties des voyageurs en cas de circonstances exceptionnelles ou d'incident grave.

Effectif transféré :

Un responsable des aires d'accueil, sous contrat à durée indéterminée au grade d'agent de maîtrise.

Un agent d'accueil et d'information, sous contrat à durée indéterminée au grade d'adjoint administratif principal 2ème classe.

Deux agents d'accueil et d'entretien, sous contrat à durée indéterminée au grade d'adjoint technique territorial.

Un agent d'accueil et d'entretien, sous contrat d'accroissement temporaire d'activité au grade d'adjoint technique territorial.

Les agents transférés seront rattachés à la direction de l'Aménagement et de l'Habitat du Territoire de Marseille Provence.

A ce titre, suite au transfert de l'activité, l'avis du Comité Technique est requis concernant la reprise de l'activité des aires d'accueil des gens du voyage des sites de Saint-Mente et Mazargues-Eyraud, le transfert des personnels à la Métropole Aix-Marseille-Provence et les modalités des astreintes.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 84-53 du 26 janvier 1984, modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'avis du Comité Technique du 30 avril 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que sur la commune de Marseille, l'exploitation des aires d'accueil de Saint-Menet et de Mazargues-Eyraud était réalisée dans le cadre d'une convention de Délégation de Service Public conclue avec la Société VAGO, contrat a été transféré à la Métropole Aix-Marseille-Provence le 1er janvier 2016.
- Que le contrat est arrivé à terme le 30 mars 2019, la Métropole a fait le choix d'une reprise en gestion directe de l'activité des deux aires au regard des aménagements à réaliser et par conséquent de transférer le personnel totalement affecté à cette activité.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la reprise en régie directe de l'activité des aires d'accueil des gens du voyage de Saint-Menet et Mazargues-Eyraud.

Article 2 :

Est approuvé le transfert du personnel affecté en totalité à l'exercice de cette activité à savoir cinq agents.

Article 3 :

Est approuvé le maintien du cadre d'astreinte sus-mentionné.

Article 4 :

La nomenclature des emplois de la Métropole sera modifiée en conséquence pour tenir compte des transferts de personnel et des postes précités.

Article 5 :

Madame la Présidente ou son représentant est autorisé à signer tous les actes liés aux transferts et à la reprise en régie directe de l'activité.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 003-5962/19/CM

**■ Liste des fonctions portant attribution de logement par nécessité absolue de service sur le Domaine de la Font de Mai situé à Aubagne
MET 19/11075/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Depuis le 1er janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1er janvier 2016, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT).

Par ailleurs, il est rappelé au Conseil de la Métropole que l'encadrement juridique des attributions de logement de fonction résulte de l'article 21 de la loi n° 90-1067 du 28 novembre 1990, rendu applicable aux collectivités par la jurisprudence en vertu du principe de parité, et modifié par l'article 28 de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015.

Aussi, en modifiant la partie réglementaire du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques (CG3P), le décret n° 2012-752 du 9 mai 2012 a réformé le régime applicable aux logements de fonction et celui-ci a été complété par un arrêté du 22 janvier 2013 relatif aux concessions de logement accordées par nécessité absolue de service et aux conventions d'occupation précaire avec astreinte pris pour l'application des articles R. 2124-72 et R. 4121-3-1 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques.

Dès lors, conformément à l'article R.2124-65 du CG3P, « une concession de logement peut être accordée par nécessité absolue de service lorsque l'agent ne peut accomplir normalement son service, notamment pour des raisons de sûreté, de sécurité ou de responsabilité, sans être logé sur son lieu de travail ou à proximité immédiate ».

Dans ce cadre, compte tenu des compétences exercées par le Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile et notamment les actions de protection et de valorisation des espaces naturels et espaces agricoles d'interface, la prévention contre l'incendie du patrimoine foncier en zone ZAPEF est nécessaire. Il convient donc d'ajuster et de se prononcer sur la liste transmise en annexe des fonctions justifiant l'attribution de logement par nécessité absolue de service sur le Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- Le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques ;
- La loi n° 90-1067 du 28 novembre 1990 relative à la fonction publique territoriale, et notamment son article 2 ;
- Le décret n° 2012-752 du 9 mai 2012 modifiant le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques (articles R.2124-64 et suivants) ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'arrêté du 22 janvier 2013 relatif aux concessions de logement accordées par nécessité absolue de service et aux conventions d'occupation précaire avec astreinte pris pour l'application des articles R. 2124-72 et R. 4121-3-1 du Code Général de la Propriété ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile du 14 mai 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- La propriété métropolitaine du Domaine de la Font de Mai situé à Aubagne ;
- La compétence de prévention de risque incendie déléguée au conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile ;

- La nécessité absolue de service de veiller à la prévention incendie sur le domaine de La Font de Mai, situé en zone ZAPEF.

Délibère

Article unique :

Est approuvée la liste jointe en annexe des fonctions portant attribution de logement par nécessité absolue de service sur le Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 004-5963/19/CM

■ Création, définition et suppression d'emplois MET 19/10920/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Pour assurer l'adéquation des postes avec les besoins de fonctionnement de la Collectivité et permettre d'intégrer les compétences professionnelles nécessaires à l'accomplissement des missions métropolitaines, il est proposé de créer, définir et supprimer l'ensemble des postes mentionnés ci-après.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°88-145 du 15 février 1988, pris pour l'application de l'article 136 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et relatif aux agents contractuels de la fonction publique territoriale ;
- L'avis du comité technique du 12 mars 2019 ;
- L'avis du comité technique du 30 avril 2019 ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Afin de tenir compte des évolutions de carrières et de permettre les nominations concours, sont approuvées les créations d'emplois relevant des grades suivants :

- 1 rédacteur territorial à temps complet
- 1 technicien territorial à temps complet
- 6 techniciens principaux 2^{ème} classe à temps complet
- 1 adjoint technique principal 2^{ème} classe à temps complet
- 1 assistant territorial d'enseignement artistique principal 2^{ème} classe à temps complet

Suite à la promotion interne ou avancement de grade, les emplois relevant des grades suivants, anciennement occupés et laissés vacants sont supprimés :

- 18 adjoints techniques territoriaux principaux 2^{ème} classe
- 2 adjoints administratifs territoriaux principaux 2^{ème} classe
- 4 assistants d'enseignement artistique principaux 1^{ère} classe
- 5 adjoints techniques territoriaux
- 1 adjoint administratif territorial
- 1 technicien principal 2^{ème} classe
- 1 technicien
- 1 agent de maîtrise

Article 2 :

Afin d'ajuster le tableau des emplois aux besoins de la collectivité, sont approuvées les créations d'emplois permanents suivantes :

- 2 agents de maîtrise à temps complet
- 1 adjoint administratif principal 2^{ème} classe à temps complet
- 3 attachés territoriaux à temps complet
- 1 assistant de conservation à temps complet
- 1 assistant d'enseignement artistique à 14h30
- 1 assistant d'enseignement artistique à 2h00
- 5 rédacteurs territoriaux à temps complet
- 1 technicien principal 1^{ère} classe à temps complet
- 6 adjoints administratifs à temps complet
- 17 adjoints techniques à temps complet

Article 3 :

Afin de tenir compte des besoins de recrutement nécessaires au bon fonctionnement des services, il est proposé de créer et de définir les emplois suivants :

Pour la Direction Générale Adjointe Commande Publique et Affaires Juridiques :

- Un Directeur Adjoint Institutionnel et Juridique inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emploi des attachés territoriaux.
Description du poste : Sous l'autorité hiérarchique de la Directrice Institutionnel et Juridique, le directeur adjoint la seconde dans trois domaines : le conseil juridique, le management opérationnel et la gestion des ressources de la direction.
Il assiste la directrice dans le traitement de dossiers spécifiques et participe notamment au développement des politiques publiques globales et transverses, au développement de l'intercommunalité et des logiques de coopération ; il conseille les élus et les services dans le domaine juridique, anticipe et analyse l'impact des évolutions juridiques, met en place et anime un système de traitement des demandes de conseil, contrôle les actes juridiques de la collectivité.
Profil : Titulaire d'un BAC +3, spécialisation en droit.
- Trois Conseillers juridiques à la Direction Commande Publique inscrits à la nomenclature en référence au cadre d'emploi des attachés territoriaux.
Description du poste : Assister et encadrer par sa parfaite maîtrise des mécanismes du droit de la commande publique, la mise en œuvre des procédures de mise concurrence requises par la réglementation nationale et communautaire, conseiller et assister sur le plan juridique les directions sur le choix du montage contractuel approprié.
Profil : Contrôler la passation et l'exécution des marchés publics, connaître et appliquer la réglementation des marchés publics, capacité rédactionnelle. Titulaire d'un BAC +3.
- Un Juriste à la Direction Commande Publique inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emploi des attachés territoriaux.
Description du poste : Assurer la sécurité juridique des procédures de marchés publics, rédiger et animer des formations internes en matière de marchés publics, mettre en place des outils opérationnels : fiches pratiques des procédures, clausiers types.

Profil : Connaître la réglementation en matière de commande publique, aisance relationnelle, capacité d'analyse. Titulaire d'un BAC +3.

- Trois Acheteurs à la Direction Programmation et Performance Achats inscrits à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés et ingénieurs territoriaux.
Description du poste : Assurer en tant que référent sur son périmètre d'achat, la définition et l'animation de la stratégie d'achats, le pilotage de la démarche achats en mode projet pour la mise en place des marchés sur le périmètre des segments dont il/elle a la charge, le suivi des achats et le pilotage de la performance.
Profil : Mettre en œuvre des actions de gestion de projets, sens de la conviction, de la négociation. Expérience dans les achats publics ou privés. Titulaire d'un BAC +3 minimum.
- Un Contrôleur de gestion à la Direction Programmation et Performance Achats inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emploi des attachés territoriaux.
Description du poste : Assister le chef de service dans sa mission d'amélioration des processus achat, assurer l'expérimentation et généralisation de la carte achat.
Profil : Connaissances des finances publiques, connaissance de la comptabilité publique, intérêt pour le contrôle de gestion. Titulaire d'un BAC +3.
- Un Juriste à la Direction Juridique Schémas Grands Projets et Contentieux inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emploi des attachés territoriaux.
Description du poste : Conseiller et assister les directions opérationnelles afin de prévenir les litiges (précontentieux), gérer les données des contentieux en liaison avec des conseils extérieurs et lancer les procédures.
Profil : Rédiger des rapports et rendre compte à sa hiérarchie, connaître l'évolution réglementaire et législative du domaine d'activité, esprit de synthèse, rigueur, précision. Titulaire d'un BAC +3.

Pour la Direction Générale Adjointe Affaires Générales et Moyens Généraux :

- Un Responsable de division à la DGA Affaires Générales et Moyens Généraux inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emploi des attachés territoriaux.
Description du poste : Assister le chef de service Ressources dans l'élaboration du cadre de gestion de la DGA et dans le pilotage des ressources humaines, des

finances, des affaires juridiques et des marchés publics.

Profil : Concevoir des outils et des procédures, connaître la réglementation en matière de RH, réactivité, rigueur, précision. Titulaire d'un BAC +3.

- Un Responsable de division Logistique à la Direction Moyens Généraux et Logistique inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emploi des rédacteurs territoriaux.
Description du poste : Assister le chef de service Moyens Généraux et Logistique dans le domaine de la logistique nécessaire au fonctionnement de l'ensemble des Direction (mobilier, déménagement, nettoyage, fournitures de bureau, impression et duplication de documents administratifs...)
Profil : Aider à la décision, élaborer et gérer des indicateurs d'activité, connaître et veiller au respect de la réglementation, autonomie.
- Un Responsable territorial des Moyens Généraux inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emploi des attachés ou ingénieurs territoriaux.
Description du poste : assurer plusieurs missions de logistique et de moyens généraux dont la gestion de la flotte des agents du Pays d'Aix, le nettoyage des locaux, déménagement, approvisionnement en carburants, location de véhicule.
Profil : Aptitudes confirmées au management et à la gestion logistique. Titulaire d'un BAC +3.

Pour la Direction Générale Adjointe Innovation Numérique et Systèmes d'Information :

- Un Chargé des marchés publics à la Direction Ressources, inscrit à la nomenclature en référence aux cadres d'emplois des attachés territoriaux.
Description du poste : Concevoir et gérer les marchés publics de la DGA INSI (élaboration du Dossier de Consultation des Entreprises, assistance aux ingénieurs dans l'élaboration du Rapport d'Analyse des Offres), gérer les conventions et les délibérations de la DGA INSI et jouer le rôle de référent et porter conseil aux agents de la DGA concernant les procédures juridiques.
Profil : Evaluer les risques juridiques, Connaître et appliquer la réglementation des marchés publics et Capacité d'analyse. Titulaire d'un diplôme BAC+3.
- Un Expert en données SIG à la Direction du Système d'Information Géographique, inscrit à la nomenclature en référence aux cadres d'emplois des attachés territoriaux et des ingénieurs territoriaux.

Description du poste : Acquérir, transformer, modéliser et intégrer les données géographiques pour leur diffusion au travers des différents outils de consultation, d'exploitation du SIG et veiller à la bonne qualité de la base de données, modéliser les échanges et les droits d'accès à la SGBD.

Profil : Connaître les bases de données géographiques, concevoir des procédures pour l'utilisation des outils et savoir valoriser la donnée. Titulaire d'un diplôme BAC+3 minimum.

- Deux Chefs de projet informatique à la Direction du Développement et des Etudes du S.I, inscrit à la nomenclature en référence aux cadres d'emplois des attachés territoriaux et des ingénieurs territoriaux.
Description du poste : Piloter des projets informatiques à destination des maîtrises d'ouvrage dans les domaines relevant de la compétence du service en assurant la conduite des projets d'informatisation et produisant des indicateurs de pilotage, de suivi et d'évaluation.
Profil : Assurer la gestion et le suivi d'un projet, connaître et utiliser les outils de planification et Capacité d'analyse. Titulaire d'un diplôme BAC+3 minimum.
- Un Chef de projet data et innovations numériques à la Direction du Développement Numérique inscrit à la nomenclature en référence aux cadres d'emplois des attachés territoriaux et des ingénieurs territoriaux.
Description du poste : Organiser la Data au sein de la Métropole dans le cadre de son ouverture pour favoriser sa réutilisation en interne ou en externe (partenaires) et valoriser les jeux de données de la plateforme par la création de page thématique.
Profil : Mettre en œuvre des actions de gestion de projet, connaître et appliquer la réglementation des marchés publics et capacité d'analyse. Titulaire d'un diplôme BAC+3 minimum.
- Un Chef de service aménagement numérique à la Direction du Développement Numérique à la nomenclature en référence aux cadres d'emplois des attachés territoriaux et des ingénieurs territoriaux.
Description du poste : Développer la connectivité du territoire au niveau des infrastructures très haut débit fixe, mobile, wifi et objets connectés. Proposer les axes stratégiques de développement des compétences du service et les soumettre à la validation de la direction.
Organiser et mettre en œuvre les orientations et axes validés par la direction.

Profil : Mettre en œuvre des actions de gestion de projet, connaître et appliquer la réglementation des marchés publics et capacité d'analyse. Titulaire d'un diplôme BAC+3 minimum.

- Un Géomaticien à la Direction du Système d'Information Géographique inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des ingénieurs territoriaux.

Description du poste : Accompagner et gérer les projets liés à la politique de recensement, d'exploitation, de développement et de diffusion de l'information géographique au sein des services de la Métropole et des communes-membres. Accompagner en continu les utilisateurs. Assurer la mise en cohérence et le traitement des données Métiers. Enrichir, exploiter et mettre à jour les bases de données.

Profil : Titulaire d'un diplôme BAC +5.

- Un Chef de service Topographie à la Direction du Système d'Information Géographique inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des ingénieurs territoriaux.

Description du poste : Animer, piloter et contrôler l'activité du service "Topographie et 3D" et des agents en charge de la gestion des marchés de prestations topographiques et foncières, de l'acquisition et la gestion des données topographiques à grande et moyenne échelles et de la 3D sur le territoire métropolitain.

Profil : Titulaire d'un diplôme BAC +5.

Pour la Direction Générale Adjointe Mobilité Déplacement Transport Espace Public et Voirie

- Un Gestionnaire délégations de service public inscrits à la nomenclature des rédacteurs ou des attachés territoriaux

Description du poste : Le gestionnaire de délégations de service public assiste la mission de délégation de service liée à l'activité de stationnement.

Placé sous l'autorité de la Directrice Adjointe du Stationnement et gestion déléguée, Gares Routières et Parcs Relais et le gestionnaire de délégations service public assiste la mission DSP. Dans ce cadre il collabore en lien étroit avec la chargée de mission DSP et les divisions du service stationnement. Il assure le relais entre la Direction Adjointe et les autres services administratifs et techniques lors de l'exécution des contrats de DSP.

- Un Responsable secteur Nord entretien et maintenance bâtementaire des équipements de mobilité (parkings, gares routières et

parcs relais) inscrit à la nomenclature des techniciens territoriaux.

Description du poste : sous l'autorité du responsable du Service Entretien Maintenance Bâtementaire des Équipements de Mobilité, le responsable de secteur encadre la division, assure la gestion de l'entretien, de la maintenance et de la mise en sécurité des sites affectés. Il en assure dans certains cas la supervision notamment quand ces missions sont déléguées. Il assure la réalisation des travaux d'aménagement, d'équipement et de rénovation des ouvrages de mobilité conformément aux obligations réglementaires. Force de proposition, il anticipe la réalisation de travaux dans le cadre de la mise en œuvre des visites préventives et curatives. Il veille à la tenue (actualisation/création) des inventaires des ouvrages et équipements en lien avec les autres services opérationnels de la Direction Adjointe à laquelle il est rattaché. Dans le cadre de la mise en œuvre des contrats de délégation de service public, il contribue à l'élaboration des cahiers des charges en lien avec le chef de service auquel il est rattaché. Il intervient en interface et coordination permanente avec les services opérationnels d'exploitation de la direction Adjointe et avec les exploitants.

- Un Responsable gares routières et parcs relais mobilité inscrit à la nomenclature des techniciens principaux 1^{ère} ou 2^{ème} classe.

Description du poste : Dans le cadre du service Gares Routières et Parcs relais mobilité, le Responsable de division est le référent de la collectivité sur son secteur géographique. Il assure la gestion technique et opérationnelle des Pôles d'Échanges. Dans ce cadre et sous l'autorité de son chef de service, il assure la coordination de l'exploitation de l'ensemble des équipements placés sous sa responsabilité et sur sa division. Il anime le reporting des statistiques et ratios de l'activité des Gares Routières, des P+R, des Pôles d'échanges multimodaux (PEM), des *Relais Vélos* sur la division territoriale qui lui a été confiée. Il travaille en coordination avec les autres divisions et services de la Direction et veille à l'efficacité des actions conduites au sein de sa division. Titulaire d'une formation supérieure technique de 2 ans post-bac ou diplôme en ingénierie technique.

Pour la Direction Générale Adjointe Finances et Budget :

- Un Chargé de Mission suivi des recettes à la Direction Recettes Ingénierie Financière, Service Subventions, inscrit à la

nomenclature en référence aux cadres d'emplois des attachés territoriaux.

Description du poste : veiller, en relation avec les DGA et les Territoires, que les recettes (hors fiscalité, dette et subventions d'investissement) qui reviennent à la Métropole soient perçues et traitées selon les procédures métropolitaines.

Profil : Connaître le fonctionnement du budget d'une collectivité, les nomenclatures comptables, Elaborer, suivre et exécuter un budget. Titulaire d'un diplôme BAC+3.

Pour la Direction Générale Adjointe Ressources Humaines :

- Un Chargé de mission paye et ingénierie RH à la Direction Gestion Administrative du Personnel, service Ingénierie expertise, inscrit à la nomenclature en référence aux cadres d'emplois des attachés territoriaux.
Description du poste : Assurer des travaux d'expertise dans les domaines de la paie et de la comptabilité RH (études, pilotage de campagnes, procédures, veille réglementaire), et être en charge de sécuriser les actions du service en collaboration avec le chef de service et son adjoint.
Profil : Identifier le besoin au travers de la demande, connaître le statut de la FPT, la gestion et les outils RH. Maîtriser des méthodes et techniques de rémunération. Titulaire d'un diplôme BAC+3.

Pour la Direction Générale Adjointe Développement Urbain et Stratégie Territoriale :

- Un Chef de service mer et contrats de milieux à la Direction mer, milieux aquatiques et des ports et de l'énergie – Service mer et contrats de milieux aquatiques des ports et de l'énergie, inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des ingénieurs et des attachés territoriaux.
Description du poste : Optimiser les procédures, contrôler et évaluer l'activité du service. Mettre en œuvre les plans d'actions pour l'ensemble des thématiques relevant du service. Fédérer un esprit d'équipe autour de la mer et impulser une dynamique de groupe.
Profil : Connaître et appliquer les réglementations de commande publique et aux finances et mettre en œuvre le statut de la FPT. Titulaire d'un BAC+3 minimum.
- Un Chef de division ingénierie de projets à la Direction Habitat et Politique de la Ville, inscrit à la nomenclature en référence aux cadres d'emplois des ingénieurs/attachés territoriaux.

Description du poste : mettre en œuvre un cadre administratif et financier commun aux 21 projets de renouvellement urbain de la Métropole dans le cadre du NPNRU, en cohérence avec les attentes de l'ANRU, et partagé par les conseils de territoire et les communes concernées.

Profil : Connaître l'aménagement, l'habitat, connaître et pratiquer les dispositifs liés à la politique de la ville et à l'ANRU, être force de proposition. Titulaire d'un BAC+3 minimum.

- Un Chef de division énergie renouvelable et de récupération à la Direction Mer, Littoral, Milieux aquatiques, Ports et Energie, inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des ingénieurs territoriaux.
Description du poste : contribuer à accroître la production d'électricité et de gaz de source renouvelable sur le territoire, à travers le portage métropolitain de projets ainsi que l'accompagnement des projets d'autres acteurs du territoire.
Profil : savoir croiser des données pour produire des analyses globales, connaître et appliquer les réglementations de la commande publique et des finances, sens de la conviction. Titulaire d'un BAC+3 minimum.
- Un Chargé d'opération aménagement et habitat à la Direction Aménagement durable, inscrit à la nomenclature en référence aux cadres d'emplois des ingénieurs/attachés territoriaux.
Description du poste : piloter les opérations d'aménagement d'intérêt métropolitain (PUP, ZAC, aire d'accueil...) depuis l'élaboration du concept jusqu'à la mise en œuvre opérationnelle.
Profil : être capable de produire de l'information et mobiliser de la connaissance pour le projet, connaissance en droit de l'urbanisme réglementaire, opérationnel et foncier, être autonome. Titulaire d'un BAC+3 minimum.
- Un Chef de projet opérations aménagement à la Direction Aménagement durable, inscrit à la nomenclature en référence aux cadres d'emplois des ingénieurs/attachés territoriaux.
Description du poste : piloter les opérations d'aménagement d'intérêt métropolitain (PUP, ZAC, aire d'accueil...) depuis l'élaboration du concept jusqu'à la mise en œuvre opérationnelle.
Profil : être capable de produire de l'information et mobiliser de la connaissance pour le projet, connaissance en droit de l'urbanisme réglementaire, opérationnel et foncier, être autonome. Titulaire d'un BAC+3 minimum.

- Un Chargé de mission montage opérations à la Direction Aménagement durable, inscrit à la nomenclature en référence aux cadres d'emplois des ingénieurs/attachés territoriaux.

Description du poste : mettre en œuvre les opérations d'aménagement dans leurs dimension financière et juridique, organiser les appels d'offres de travaux et les marchés subséquents en lien avec les chargés d'opérations.

Profil : connaître la gestion multi-projets, connaître les modalités de financement d'une opération d'aménagement, être rigoureux. Titulaire d'un BAC+3 minimum.

- Un Chef de Division évaluation foncière à la Direction du foncier et du patrimoine, inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emploi des ingénieurs territoriaux et des attachés territoriaux.

Description du poste : Harmoniser les outils fonciers utilisés par les territoires, les procédures y afférentes et les délais d'instructions de chaque CT, Proposer une boîte à outil du foncier dans le cadre de projet d'aménagement métropolitain, Piloter les dossiers d'acquisition et cession complexes et apporter un soutien aux territoires en termes d'expertise immobilière.

Profil : Titulaire d'un diplôme BAC+3 minimum

- Deux Chargés d'études à la Direction de la Planification et de l'Urbanisme inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés ou ingénieurs territoriaux.

Description du poste : Piloter et sécuriser les étapes administratives des procédures d'urbanisme dans le cadre d'objectifs définis par la collectivité. Participer à la construction d'un urbanisme métropolitain.

Profil : Titulaire d'un diplôme BAC +3 minimum.

- Un Chargé d'études en urbanisme réglementaire à la Direction de la Stratégie et de la Cohérence Territoriale, Service Urbanisme Réglementaire initialement inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des rédacteurs territoriaux et élargi à la nomenclature en référence aux cadres d'emplois des attachés ou ingénieurs territoriaux.

Description du poste : Coordonner le suivi et l'archivage des procédures d'urbanisme élaborées par les Conseils de Territoires sur l'ensemble du territoire métropolitain.

Profil : Titulaire d'un diplôme BAC +3

minimum.

Pour la Direction Générale Adjointe Agriculture, Forêts, Paysages, Intérêt Métropolitain :

- Un Chargé de mission viticulture à la Direction Agriculture, inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emploi des ingénieurs territoriaux et des attachés territoriaux.

Description du poste : Accompagner et déployer des signes officiels de qualité et d'origine (SIQO) sur l'aire métropolitaine, Assurer le suivi et l'interface producteurs-collectivités-organisations professionnelles agricoles-INAO, Animer des groupes-projets sur ces thématiques.

Profil : Titulaire d'un diplôme BAC+3 minimum.

Pour la Direction Générale Adjointe Emploi Insertion Economique et Sociale :

- Un Chargé des relations entreprises et de l'animation des clauses sociales, inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emploi des attachés territoriaux.

Description du poste : développer l'intégration des clauses sociales dans la commande publique et les marchés privés du territoire et d'accompagner les entreprises attributaires à mettre en œuvre les actions d'insertion définies.

Profil : Titulaire d'un diplôme BAC+3 minimum.

Pour la Direction Générale Adjointe Développement Economique et Attractivité :

- Un Chef de projet industries maritimes et logistiques inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des ingénieurs territoriaux.

Description du poste : Assurer le pilotage de projets complexes et multi partenariaux. Assurer le rôle de responsable du suivi technique, budgétaire et calendaire des projets.

Profil : Titulaire d'un diplôme BAC +5.

Pour le pôle Infrastructure du Territoire, Marseille Provence

- Un Chef de projet à la Direction Métro Tramway inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des ingénieurs territoriaux.

Description du poste : Participer à toutes les missions afférentes au pilotage externe des entreprises ou concessionnaires intervenant dans le cadre des différentes opérations d'extension du réseau de tramway ainsi que celles afférentes au bon déroulement de ces opération (tenue des plannings, suivi budgétaire, suivi des marchés...). Assurer la

maîtrise d'ouvrage et la conduite d'opérations de projets d'extension du réseau de tramway par la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole. S'assurer du respect des programmes votés dans le cadre de ces projets.

Profil : Diplôme d'Ingénieur.

- Un Chef de service affaires générales et logistique à la Direction Ressources inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés territoriaux.
Description du poste : Assurer la sécurité juridique et la bonne gestion des ressources des directions opérationnelles composant la Direction de Pôle Infrastructures.
Gérer un service, chargé de l'achat public, des affaires juridiques, des ressources humaines et de la logistique pour l'ensemble de la Direction de Pôle.
Profil : Titulaire d'un diplôme BAC +3.
- Un Chargé de projets inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des ingénieurs territoriaux.
Description du poste : Conduire les opérations des grands projets d'infrastructures et aménagements urbains, connexes aux opérations d'extension du réseau de transports guidés, répondant aux grands axes de la politique de la communauté urbaine.
Profil : Titulaire d'un diplôme BAC +5.

Pour le Pôle Propreté, Cadre de Vie et Valorisation des Déchets du Territoire, Marseille Provence :

- Un Chef de service à la Direction Propreté et Cadre de Vie inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés territoriaux ou ingénieurs territoriaux.
Description du poste : Animer, piloter et contrôler l'activité d'une équipe
Profil : Encadrer et diriger une équipe.
Titulaire d'un diplôme BAC+3 minimum.
- Un Chef de service logistique à la Direction Propreté et Cadre de Vie inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés territoriaux ou ingénieurs territoriaux.
Description du poste : Animer, piloter et contrôler l'activité d'une équipe
Profil : Encadrer et diriger une équipe.
Titulaire d'un diplôme BAC+3 minimum.
- Un Responsable de Division Valorisation Energétique à la Direction de la Valorisation des Déchets inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des ingénieurs territoriaux.
Description du poste : Suivre techniquement et financièrement les contrats de DSP.

Consolider les tonnages entrants et traités afin de valider les factures. Assurer une expertise technique du fonctionnement des Centres de Stockage de Déchets en post-exploitation. Suivre la réglementation des ICPE et des procédures de traitement des déchets dans le cadre de la loi de Transition Energétique. Participer aux études sur la mise en œuvre d'une stratégie métropolitaine de traitement des déchets.

Profil : Connaître le fonctionnement du budget d'une collectivité et le règlement de la collecte des déchets et de leur traitement. Encadrer et diriger une équipe. Titulaire d'un diplôme BAC+5.

Pour le Pôle Voirie et Espaces Publics

- Un Conducteur d'opérations entretien de voirie inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des ingénieurs territoriaux.
Description du poste : Conduire des opérations pour les projets de renouvellement de voirie. Assurer l'assistance techniques aux autres directions et accompagnement des dossiers ZAC.
Profil : Titulaire d'un diplôme BAC +5.
- Un Chargé d'opérations aménagement Centre inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des ingénieurs territoriaux.
Description du poste : Assurer la conduite des opérations d'aménagement supérieures à 150 000€ faisant l'objet de passation de marchés ou l'utilisation par marchés subséquents, sur l'ensemble de la zone géographique du Territoire Marseille Provence, spécifiquement sur Marseille.
Profil : Titulaire d'un diplôme d'ingénieur.
- Un Chargé d'opérations aménagement Ouest inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des ingénieurs territoriaux.
Description du poste : Assurer la conduite des opérations d'aménagement supérieures à 150 000€ faisant l'objet de passation de marchés ou l'utilisation par marchés subséquents, sur l'ensemble de la zone géographique du Territoire Marseille Provence, spécifiquement sur les communes de l'Ouest.
Profil : Titulaire d'un diplôme d'ingénieur.
- Un Chargé d'opérations aménagement Marseille Provence inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des ingénieurs territoriaux.
Description du poste : Assurer la conduite des opérations d'aménagement supérieures à 150 000€ faisant l'objet de

passation de marchés subséquents, sur l'ensemble de la zone géographique du conseil de territoire Marseille Provence.
Profil : Titulaire d'un diplôme d'ingénieur.

- Un Chargé d'opérations aménagement Est inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des ingénieurs territoriaux.
Description du poste : Assurer la conduite des opérations d'aménagement supérieures à 150 000€ faisant l'objet de passation de marchés subséquents, sur l'ensemble de la zone géographique du conseil de territoire Marseille Provence, spécifiquement sur les communes de l'Ouest. Titulaire d'un diplôme d'ingénieur.
- Un Responsable de division SIG et marchés inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des ingénieurs territoriaux.
Description du poste : Exécuter l'ensemble des tâches liées à la mise en œuvre et au développement des données métier voirie dans le SIG. Procéder au contrôle des données métiers voirie et à leur intégration dans le SIG, ainsi que leur exploitation (requête, analyse, mise en place de routines...) notamment pour l'élaboration de programmes d'interventions. Assurer la veille technique en liaison avec les services du SIG et encadrer la Division Gestion des Données SIG et le travail des opérateurs SIG/Données de la Direction.
Profil : Titulaire d'un diplôme d'ingénieur.

Pour le territoire Istres Ouest Provence

- Un Directeur du conservatoire inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des Directeurs d'établissements culturels ou professeurs d'enseignement artistique.
Description du poste : assurer le développement de l'enseignement artistique, en pilotant le projet d'établissement dans le cadre des schémas pédagogiques nationaux, du schéma de politique culturelle local et des projets du réseau des conservatoires. Inscrire l'établissement dans la démarche de construction des classes préparatoires. Organiser et coordonner les actions pédagogiques, artistiques et administratives.
Profil : Titulaire d'un diplôme BAC+5 et être titulaire du CA ou d'un titre équivalent.
- Un Responsable des Projets ville lecture à la Direction de l'Action Culturelle, Service Médiathèque au cadre d'emplois des bibliothécaires.
Description du poste : Encadrer les actions contre l'illettrisme menées hors les murs par le service Ville Lecture, au sein de la

direction de la politique de l'action culturelle.
Titulaire d'un diplôme BAC+5.

- Un Directeur de l'aménagement inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des Ingénieurs et attachés.
Description du poste : Organiser les politiques d'aménagement du CT et des communes pour un développement durable du territoire, faciliter l'émergence des projets. Intégrer les projets du CT au contexte élargi de la Métropole, notamment grâce à la participation aux différents groupes de travail métropolitains relatifs à l'urbanisme et à la planification urbaine. Coordonner l'action des différents services de la Direction (Service Planification Urbaine, Service Urbanisme Opérationnel et service ADS), de la collectivité et des partenaires extérieurs pour réaliser l'aménagement du territoire.
Profil : Master en urbanisme aménagement du territoire et du développement durable et/ou une formation supérieure en droit public et/ou une expérience conséquente (au moins 5 ans) dans une fonction de responsable dans un métier de l'urbanisme ou de l'aménagement.
- Un Responsable du service Foncier gestion locative à la Direction des affaires immobilières du Pôle DUDD inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés territoriaux.
Description du poste : Instruire, gérer et expertiser les Affaires Foncières Communautaires : transactions du Conseil de Territoire avec les personnes physiques, morales, les collectivités locales et les établissements publics (EPAD, Office HLM).
Profil : Expérience significative en matière de gestion immobilière. Titulaire d'un diplôme BAC+3.

Pour le Pôle technique du Pays de Martigues à la Direction Régie des Eaux et Assainissement et Déchets :

- Un Chef de service support administratif inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés territoriaux.
Description du poste : assurer la gestion et l'organisation des services supports de la Régie des eaux et assainissement. Assurer le lien avec les différences DGA métropolitaines pour les dossiers relatifs aux services de l'eau et de l'assainissement du Pays de Martigues. Encadrer et animer d'une équipe pluridisciplinaire de 8 agents.
Profil : Maîtrise avancée de l'informatique et de logiciel métier spécifique. Maîtrise de la nomenclature comptable M49. Capacités de prospectives financières et d'analyse des

textes administratifs. Maîtrise des outils bureautiques. Titulaire d'un diplôme BAC+3.

- Un Chef de service exploitation inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des ingénieurs territoriaux.
Description du poste : organiser et mettre en œuvre la politique d'exploitation d'eau potable et d'assainissement. Gérer et exploiter les infrastructures de collecte, de transport, de distribution et de traitement.
Profil : connaissance des enjeux et évolutions de la réglementation environnementale et plus particulièrement celle relative au traitement de l'eau dans son ensemble. Maîtrise d'ouvrage publique. Connaissance des techniques d'économie et de recyclage de l'eau. Titulaire d'un diplôme BAC+5.
- Un Responsable du Service Traitement des déchets à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des ingénieurs territoriaux.
Description du poste : Piloter le Service du traitement des déchets et participer à l'élaboration à la mise en œuvre et au contrôle des projets et opérations de traitement des déchets en régie
Profil : Titulaire d'un diplôme BAC +5.
- Un Chef de service ingénierie inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés territoriaux ou des ingénieurs territoriaux.
Description du poste : Piloter et organiser les divisions études et logistiques. Mettre en œuvre la programmation des études préalables et de conception aux travaux et assurer un suivi précis de l'activité de ses divisions.
Profil : connaissance des enjeux et évolution de la réglementation environnementale et plus particulièrement celle relative au traitement de l'eau dans son ensemble. Maîtrise d'ouvrage publique. Technique de planification prospective de la ressource. Titulaire d'un diplôme BAC+3 minimum.

Pour le Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile

- Un Chef de service Collecte à la Direction de pôle proximité et services à l'usagers à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des ingénieurs et des attachés territoriaux.
Description du poste : S'assurer d'un service de qualité, optimiser les tournées de la collecte par une approche technique, économique et humaine.
Profil : Expériences sur poste similaire. Bac + 3 minimum.

Pour les services du Territoire d'Aix et du Pays d'Aix :

- Un Chef de service SPANC à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des ingénieurs territoriaux.
Description du poste : assurer l'application des dispositions réglementaires de contrôle relatives à l'assainissement non collectif visant à protéger l'environnement et la salubrité publique sur le territoire du pays d'Aix.
Profil : excellente connaissance de l'environnement institutionnel et administratif de l'état et des collectivités territoriales, des associations et de leur environnement juridique. Excellente connaissance des enjeux, missions et instruments d'intervention de la prévention de la délinquance et du contrat ville. Connaissance des finances publiques. Connaissance juridique. Aptitude à la conduite et à la gestion de projet et au travail en équipe. Titulaire d'un diplôme BAC+5.
- Un Responsable du Fablab à la Direction Médiathèque Les Carmes Pertuis à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des ingénieurs territoriaux.
Descriptif du poste : assurer le fonctionnement et la pérennité de l'atelier de création numérique dans le respect de la culture libre.
Profil : Titulaire d'un diplôme en Technologies de l'information et de la communication de niveau BAC+3.
- Un Responsable de division numérique et communication à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des ingénieurs territoriaux.
Descriptif du poste : Prendre la responsabilité du Pôle numérique – du Cowork – du Portail documentaire – de la Communication avec des missions d'accueil et de renseignements au public. Réaliser les supports de communication afin de mettre en scène l'image et l'information sous une forme écrite et graphique.
Profil : Expertise en matière de mise en page et de mise en valeur graphique. Maîtrise de logiciel de PAO. Titulaire d'un diplôme de niveau BAC+3 au minimum.
- Un Chargé de mission projets d'accompagnements aux communes en matière de risques à la nomenclature à la Direction des risques en référence au cadre d'emplois des attachés territoriaux.
Descriptif du poste : participe à l'exécution des tâches opérationnelles et administratives liés au fonctionnement du service. Organiser

et mettre en œuvre les orientations et axes validés par la direction.

Profil : 3 à 5 ans d'expérience et Bac + 5 en informatique.

- Un Chargé de mission et partenariats au Grand Site Sainte Victoire à la direction du Grand Site Sainte Victoire et Espaces Naturels à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés territoriaux.
Descriptif du poste : prend en charge la création, la conception, la fabrication et la réalisation de tous les supports de communication externe et interne.
Profil : Titulaire d'un diplôme en Technologies de l'information et de la communication de niveau BAC+3 minimum.
- Deux conducteurs d'opérations de voirie à la direction de la voirie à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des ingénieurs territoriaux.
Descriptif du poste : Piloter les opérations d'aménagement et de requalification de voirie en tant que maître d'ouvrage, depuis la phase de programmation jusqu'à la fin de la période de garantie de parfait achèvement. Etre amené à travailler sur des opérations complexes et assurer occasionnellement la maîtrise d'œuvre d'opérations.
Profil : Titulaire d'un diplôme en Technologies en lien avec la voirie et les réseaux divers de niveau BAC+3 minimum.

Pour le Pôle Aménagement et Urbanisme du Pays d'Aix à la Direction Politique de la Ville :

- Un Chargé de mission prévention à la délinquance à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés territoriaux.
Description du poste : mettre en œuvre de la politique de prévention de la délinquance sur le territoire du Pays d'Aix. Il suivra et coordonnera les autres dispositifs liés au contrat de ville tels que les ateliers santé ville, Programme Réussite Educative.
Profil : Excellente connaissance de l'environnement institutionnel et administratif de l'Etat et des collectivités territoriales, des associations et de leur environnement juridique. Excellente connaissance des enjeux, missions et instruments d'intervention de la prévention de la délinquance et du contrat de ville. Connaissance des finances publiques. Connaissances juridiques. Aptitude à la conduite et à la gestion de projet et au travail en équipe. Titulaire d'un diplôme BAC+3.

Article 4 :

Afin de tenir compte de l'évolution des postes de travail et des missions assurées, il est nécessaire de

redéfinir les emplois permanents à temps complet ci-après.

La rémunération de chacun des emplois sera plafonnée par référence au dernier échelon et au régime indemnitaire afférent au grade précisé dans chaque définition de poste.

Il est proposé de redéfinir les emplois suivants :

Pour la Direction Générale Adjointe Innovation Numérique et Systèmes d'Information :

- Un Ingénieur réseaux à la Direction Infrastructures informatiques et télécoms, inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des ingénieurs et attachés territoriaux.
Description du poste : Assurer l'exploitation des infrastructures et prendre en charge les incidents et demandes de modification. Assurer la relation avec les utilisateurs et la résolution des incidents. Piloter des interventions des prestataires de service. Apporter une expertise technique auprès des clients internes et assurer un soutien nécessaire à l'équipe.
Profil : Titulaire d'un diplôme BAC +5.
- Un Ingénieur télécom à la Direction des Infrastructures Informatiques et Télécoms, inscrit à la nomenclature au cadre d'emplois des ingénieurs territoriaux.
Description du poste : Définir l'architecture de télécommunications. Gérer les infrastructures de télécommunication de la collectivité. Garantir le bon fonctionnement et la fiabilité du réseau téléphonique de la collectivité. Assurer la gestion (lancement et exécution) des appels d'offre. Gérer les projets.
Profil : Titulaire d'un diplôme BAC +5.

Pour le Pôle Voirie Espace Public:

- Un Directeur Adjoint au Pôle voirie espace public circulation de la Direction Gestion de l'Espace Public inscrit à la nomenclature au cadre d'emplois des ingénieurs en chef territoriaux.
Description du poste : Assurer le pilotage de la programmation de travaux et la gestion de l'espace public réalisés par les 6 services territoriaux.
Profil : Titulaire d'un diplôme BAC + 5.

Article 5 :

En raison de l'accroissement de l'activité de certains services, il y a lieu de créer les emplois non permanents ci-dessous dans les conditions prévues à l'article 3 alinéa 1 de la loi n°84-53 (contrat d'une durée maximale de 12 mois compte-tenu des renouvellements pendant une même période de 18 mois consécutifs). Ces emplois non permanents sont

créés à temps complet. La rémunération de chacun des emplois sera plafonnée par référence au dernier échelon et au régime indemnitaire afférent du cadre d'emploi précisé pour chaque poste.

Il est proposé de créer les emplois non permanents suivants :

A la Direction Générale Adjointe Développement Urbain et Urbanisme

- Un poste de chargé d'opérations et aménagement inscrit à la nomenclature au cadre d'emplois des ingénieurs ou attachés territoriaux.

A la Direction de l'Aménagement et l'habitat du territoire de Marseille Provence

- Un poste d'agent d'accueil et d'entretien ouvert au grade d'adjoint technique territorial.

Pour le Territoire de Marseille Provence :

- Un chargé de mission auprès du DGS pour la direction Générale des services à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés territoriaux.
- Un agent d'accueil et d'entretien pour la Direction développement urbain et stratégies territoriales à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des adjoints techniques territoriaux.
- Deux grutiers pour la direction des Ports, Environnement et Ports de Plaisance à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des adjoints techniques territoriaux.
- Un aide-archiviste pour le pôle Eau et Assainissement à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des adjoints administratifs territoriaux.

Pour le Territoire du Pays d'Aix :

- Un Accroissement temporaire d'activité de 12 mois, responsable projet feuille de route DEA, direction fonctions support et développement - cadre d'emploi des attachés et des ingénieurs territoriaux.
- Un chargé de mission sur le projet européen EMbleMatiC, sur 17 h 30 hebdomadaires du 22 avril 2019 au 30 octobre 2019 sur un contrat de remplacement à 50 % à la hauteur de 741,23 €/mensuel (1^{er} échelon attaché, avec 306 € de RI).

Pour le territoire d'Istres Ouest Provence

- Un professeur d'accordéon inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des assistants territoriaux d'enseignement artistique

Article 6 :

Suite à la réorganisation de la Métropole, et afin de mettre en cohérence les postes pourvus, il est nécessaire de supprimer les emplois suivants :

A la Direction Générale Adjointe Commande Publique et Affaires Juridique

- Un Chef de service concession DSP inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés territoriaux.
- Un Chef de service CAO/CDSP inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés territoriaux.
- Un Chef de service juridique accompagnement des services publics inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés territoriaux.
- Un Chargé de mission contrôle de gestion inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés territoriaux.
- Un Responsable subventions inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés territoriaux.
- Un Chargé de projets inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés territoriaux.

A la Direction Générale Adjointe Mobilité Déplacement Transport Espace Public et Voirie

- Un Chargé de mission ZFE inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emploi des ingénieurs ou des attachés territoriaux.
- Un Chargé de projet travaux inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des ingénieurs territoriaux

Article 7 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole - chapitre 012.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 005-5964/19/CM

**■ Désignation des représentants de la Métropole Aix-Marseille-Provence au sein de divers organismes
MET 19/10814/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou par délégation, le Bureau de la Métropole, est le nouvel organe délibérant qui règle par ses délibérations, les affaires qui relèvent de sa compétence en application du principe de spécialité et d'exclusivité.

Par conséquent, il appartient à l'organe délibérant de la Métropole de désigner les représentants de la Métropole Aix-Marseille-Provence au sein des organismes extérieurs, notamment en lieu et place des représentants précédemment désignés par les assemblées délibérantes des six anciens EPCI.

Dans ce cadre, l'organe délibérant de la Métropole a désigné certains des représentants de la Métropole lors de ses séances précédentes.

Il est donc proposé aujourd'hui au Conseil de la Métropole de procéder à de nouvelles désignations au sein d'autres organismes et de modifier certaines d'entre elles conformément au tableau joint en annexe de la présente délibération.

En effet, des modifications doivent être apportées pour les raisons ci-après :

- Par délibération n°FAG 022-5719/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019, la Métropole Aix-Marseille-Provence a désigné son représentant à l'assemblée générale des actionnaires de la Société Coopérative d'Intérêt collectif (SCIC) « Terre Adonis ». Cette désignation est cependant prématurée, la Métropole Aix-Marseille-Provence n'ayant pas, à ce jour, approuvé sa prise de participation au sein de cette société. Il convient donc d'abroger sur ce point la délibération précitée ;
- Suite à la modification des statuts du Syndicat Mixte d'Aménagement du Bassin de l'Arc (SABA), il convient de modifier les désignations des représentants de la

Métropole Aix-Marseille-Provence au sein de ce syndicat, telles qu'approuvées par la délibération n°FAG 071-3090/17/CM du Conseil de la Métropole du 14 décembre 2017 modifiée ;

- Par délibération n°FAG 042-1043/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 octobre 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence a notamment désigné ses représentants permanents au Conseil d'administration de la SPL Nautisme Mer Développement Port-Saint-Louis-Provence (ex- SPL Pôle Nautisme), parmi lesquels figurent Monsieur Michel ROUX. Cependant, Monsieur ROUX n'étant pas un conseiller métropolitain du territoire Istres-Ouest Provence, il ne peut, en application des statuts de la SPL, être désigné pour représenter la Métropole au Conseil d'administration. Il convient donc de modifier sur ce point l'article 2 de la délibération précitée ;
- Par délibération n°DEA 009-1871/17/CM du Conseil de la Métropole du 30 mars 2017, la Métropole Aix-Marseille-Provence a, d'une part, approuvé les nouveaux statuts de la Régie Intercommunale de Collecte et de Valorisation des Déchets (RICVD) et, d'autre part, désigné les membres du Conseil d'exploitation de cette régie, parmi lesquels figurent 8 conseillers métropolitains, dont Monsieur René RAIMONDI. Compte tenu de la fin du mandat d' élu métropolitain de Monsieur René RAIMONDI, il convient de pourvoir à son remplacement au sein de cet organisme et de modifier notamment sur ce point l'article 3 de la délibération précitée ;
- Par délibération n°FAG 097-580/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence a désigné ses représentants, titulaires et suppléants, au sein de l'Institut Ecocitoyen pour la Connaissance des Pollutions. Cependant, compte tenu du nouveau mandat d' élu métropolitain de Monsieur Jean HETSCH, initialement désigné en qualité de représentant suppléant, il convient de le désigner en qualité de représentant titulaire et de modifier notamment sur ce point la délibération précitée ;
- Par délibération n°FAG 001-2001/17/CM du Conseil de la Métropole du 18 mai 2017, la Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé les nouveaux statuts de la Régie Action Sociale (RAS) et a désigné les membres du Conseil d'exploitation de cette régie, parmi lesquels figurent 10 conseillers métropolitains, 3 personnalités « ès-qualités » et 6 représentants du personnel. Compte tenu de la fin du mandat d' élu

métropolitain de Monsieur René RAIMONDI, il convient de pourvoir à son remplacement au sein de cet organisme. Par ailleurs, suite aux élections professionnelles, il convient, pour tenir compte des résultats de ces élections, de modifier les désignations des 6 membres du conseil d'exploitation représentants du personnel. Il convient donc de modifier notamment sur ces points l'article 3 de la délibération précitée ;

- Par délibération n°FAG 100-582/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 modifiée, la Métropole Aix-Marseille-Provence a désigné ses représentants au sein du conseil d'administration de la Régie des Transports Métropolitains (RTM), parmi lesquels figure Monsieur Maxime TOMMASINI. Cependant, suite à la démission de Monsieur Maxime TOMMASINI de ses fonctions d'administrateur de la RTM, il convient de pourvoir à son remplacement au sein de cet organisme et de modifier sur ce point la délibération précitée.

Enfin, par délibération n°10/1142/SOSP du Conseil municipal du 6 décembre 2010, la ville de Marseille a, d'une part, approuvé la concession d'aménagement de l'opération « Grand Centre-Ville » au profit de la SOLEAM, et d'autre part, institué un comité de pilotage de cette opération ayant pour rôle de donner les orientations prioritaires, de valider les modes d'interventions, et de déterminer les grands objectifs opérationnels, en contrôlant leurs atteintes et le cas échéant leur adaptation dans le temps. Par arrêté préfectoral du 28 décembre 2015, cette opération d'aménagement a été transférée à la Communauté urbaine Marseille-Provence-Métropole à compter du 31 décembre 2015. Aussi, depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, qui s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés, est devenue l'autorité concédante de cette opération. Il appartient donc aujourd'hui à la Métropole Aix-Marseille-Provence de fixer la composition du comité de pilotage de la concession d'aménagement de l'opération « Grand Centre-Ville » à Marseille.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou par délégation, le Bureau de la Métropole, est le nouvel organe délibérant qui règle par ses délibérations, les affaires qui relèvent de sa compétence en application du principe de spécialité et d'exclusivité ;
- Qu'il appartient ainsi à l'organe délibérant de la Métropole de désigner les représentants de la Métropole Aix-Marseille-Provence au sein des organismes extérieurs, notamment en lieu et place des représentants précédemment désignés par les assemblées délibérantes des six anciens EPCI ;
- Que dans ce cadre, l'organe délibérant de la Métropole a désigné certains des représentants de la Métropole lors de ses séances précédentes ;
- Qu'il convient de procéder à de nouvelles désignations au sein d'autres organismes et de modifier certaines d'entre elles .

Délibère

Article 1 :

Sont approuvées les désignations des représentants de la Métropole Aix-Marseille-Provence au sein de divers organismes telles qu'elles figurent dans le tableau joint à la présente.

Article 2 :

Est approuvée la composition du comité de pilotage de la concession d'aménagement de l'opération « Grand Centre-Ville » à Marseille, telle qu'elle figure dans le tableau joint à la présente.

Article 3 :

Sont abrogées les désignations des représentants de la Métropole Aix-Marseille-Provence au sein de la SCIC « Terre Adonis », du Syndicat Mixte d'Aménagement du Bassin de l'Arc (SABA), du Conseil d'exploitation de la Régie Action Sociale (RAS) et de l'Institut Ecocitoyen pour la Connaissance des Pollutions, telles qu'approuvées par la délibération n°FAG 022-5719/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019, la délibération n°FAG 071-3090/17/CM du Conseil de la Métropole du 14

décembre 2017 modifiée, l'article 3 de la délibération n°FAG 001-2001/17/CM du Conseil de la Métropole du 18 mai 2017 et la délibération n°FAG 097-580/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016.

Article 4 :

Sont modifiées les désignations des représentants de la Métropole Aix-Marseille-Provence au sein du Conseil d'administration de la SPL Nautisme Mer Développement Port-Saint-Louis-Provence (ex- SPL Pôle Nautisme), du Conseil d'exploitation de la Régie Intercommunale de Collecte et de Valorisation des Déchets (RICVD) et du conseil d'administration de la Régie des Transports Métropolitains (RTM), telles qu'approuvées par l'article 2 de la délibération n°FAG 042-1043/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 octobre 2016, par l'article 3 de la délibération n°DEA 009-1871/17/CM du Conseil de la Métropole du 30 mars 2017 et par la délibération n°FAG 100-582/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 modifiée.

FAG 006-5965/19/CM

■ Approbation d'une convention de gestion avec la commune de Saint-Victoret pour la gestion des espaces verts et de l'éclairage public de la Zone d'Activités Empallières MET 19/10569/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, à compter de sa création le 1^{er} janvier 2016, les compétences de la Communauté Urbaine MPM.

Sur la commune de Saint-Victoret la Métropole Aix-Marseille-Provence conduit l'aménagement du Parc d'activités d'Empallières, d'une surface totale de 28ha.

Sur le Territoire de Marseille Provence, la Communauté Urbaine et désormais la Métropole depuis sa création assure les compétences transférées par les communes sur la voirie, l'eau et l'assainissement.

Toutefois, la conception, la création et la gestion des Zones d'Activités Economique qui font partie des compétences de la Métropole depuis le 1^{er} janvier 2018 impliquent à l'intérieur des zones d'activités la prise en gestion outre des voies et réseaux, déjà dans le champ des compétences Métropolitaines, des espaces verts et de l'éclairage public.

La gestion de l'éclairage public et des espaces verts étant restée dans les compétences des Communes membres, ni la Communauté Urbaine, ni la Métropole ne se sont dotées des moyens humains et matériels

nécessaires à l'entretien et la gestion de ces équipements.

Aussi sur le périmètre de la ZAC Empallières, afin de garantir la continuité du service public jusqu'à la date à laquelle la Métropole sera en mesure d'assurer le plein exercice de ces compétences, il est nécessaire de pouvoir disposer du concours de commune concernée en lui confiant, par convention, conformément à l'article L.5215-27 du CGCT, la création ou la gestion de certains équipements ou services relevant des attributions de la Métropole.

La présente convention a pour objet, sur les fondements des articles L5217-7 et L5215-27, de remettre provisoirement en gestion à la commune de Saint-Victoret l'entretien des espaces verts sur l'ensemble de la ZAC Empallières, d'une surface globale de 28ha, ainsi que du réseau d'arrosage et de l'éclairage public, d'en fixer la durée et de définir les modalités budgétaires, comptables et financières liées.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'affirmation des Métropoles (MAPTAM) ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Les délibérations des 26 juin 2006 et 23 octobre 2015 FAG 5/519/CC et FCT 008-1420/15/CC de la communauté Urbaine Marseille Provence Métropole relatives à la définition de l'intérêt communautaire ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille-Provence du 14 mai 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que le Bureau de la Métropole envisage d'approuver une délibération portant sur

l'approbation de la convention de remise en gestion provisoire à la ville de Saint-Victoret des espaces verts de l'arrosage et de l'éclairage public de la ZAC Empallières.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention établie entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la ville de Saint-Victoret sur la remise en gestion des espaces verts, de l'arrosage et de l'éclairage public sur la ZAC Empallières.

Article 2 :

Est approuvé le remboursement par la Métropole à la Ville de Saint-Victoret des dépenses engagées pour assurer les missions et tâches qui lui sont confiées pour un montant annuel maximum de 80 000 euros HT.

Article 3 :

La présente convention est conclue pour une durée de 18 mois et pourra être reconduite par avenant.

Article 4 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention.

Article 5 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2019, sous politique C140-budget annexe opération aménagement ZAC Empallière – Service Gestionnaire 444 444.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 007-5966/19/CM

■ Approbation d'une convention de gestion avec la commune de La Ciotat pour la gestion des espaces verts et de l'éclairage public de la Zone d'Activités ATHELIA V MET 19/10570/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, à compter de sa création le 1er janvier 2016, les compétences de la Communauté Urbaine MPM.

Sur la commune de La Ciotat, la Métropole Aix-Marseille-Provence conduit l'aménagement de la zone d'activités Athélia V d'une surface totale de 63 hectares.

Sur le Territoire de Marseille Provence, la Communauté Urbaine et désormais la Métropole depuis sa création en 2016 assure les compétences transférées par les communes sur la voirie, l'eau et l'assainissement.

Toutefois, la conception, la création et la gestion des Zones d'Activité Economique font partie des compétences de la Métropole depuis le 1^{er} janvier 2018 impliquent à l'intérieur des zones d'activités la prise en gestion outre des voies et réseaux, déjà dans le champ des compétences Métropolitaines, des espaces verts et de l'éclairage public.

La gestion de l'éclairage public et des espaces verts étant restée dans les compétences des Communes membres, la Métropole ne s'est pas dotée des moyens humains et matériels nécessaires à l'entretien et la gestion de ces équipements.

Aussi sur le périmètre de la ZAC Athélia V, afin de garantir la continuité du service public jusqu'à la date à laquelle la Métropole sera en mesure d'assurer le plein exercice de ces compétences, il est nécessaire de pouvoir disposer du concours de la commune en lui confiant, par convention, conformément à l'article L.5215-27 du CGCT, la création ou la gestion de certains équipements ou services relevant des attributions de la Métropole.

La présente convention a pour objet, sur les fondements des articles L5217-7 et L5215-27, de remettre provisoirement en gestion à la commune de La Ciotat l'entretien des espaces verts sur l'ensemble de la ZAC Athélia V ainsi que du réseau d'arrosage et de l'éclairage public, d'en fixer la durée et de définir les modalités budgétaires, comptables et financières liées.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles (MAPTAM) ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Les délibérations des 26 juin 2006 et 23 octobre 2015 n° FAG 5/519/CC et FCT 008-1420/15/CC de la communauté Urbaine Marseille-Provence-Métropole relative à la définition de l'intérêt communautaire ;

- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 14 mai 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que le Bureau de la Métropole envisage d'approuver une délibération portant sur l'approbation de la convention de remise en gestion provisoire à la ville de La Ciotat des espaces verts de l'arrosage et de l'éclairage public de la ZAC Athélia V.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention établie entre la Métropole Aix Marseille Provence et la ville de La Ciotat sur la remise en gestion des espaces verts, de l'arrosage et de l'éclairage public sur la ZAC Athélia V.

Article 2 :

Est approuvé le remboursement par la Métropole à la Ville de La Ciotat les dépenses engagées pour assurer les missions et tâches qui lui sont confiées pour un montant annuel maximum de 124 100 euros HT.

Article 3 :

La présente convention est conclue pour une durée de 18 mois et pourra être reconduite par avenant.

Article 4 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signé cette convention.

Article 5 :

Les crédits nécessaires, soit 124 100 euros sont inscrits au budget 2019 - Sous Politique C140- Budget annexe opération aménagement ZAC Athélia V – Service Gestionnaire 555 555: Chapitre : 11; – Fonction : 515.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 008-5967/19/CM

■ Approbation d'une convention de gestion entre la Ville de Carry-le-Rouet et la Métropole Aix-Marseille-Provence pour la gestion de l'éclairage public sur le territoire de la commune de Carry-le-Rouet

MET 19/10861/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Lors de la création de la communauté urbaine Marseille Provence Métropole le 1^{er} janvier 2001, les communes membres dont la Ville de Carry-le-Rouet avaient délégué à la communauté la compétence relative à «la création, aménagement et entretien de voirie»

Toutefois, des interprétations juridiques différentes avaient conduit à ne pas transférer les missions relatives à la gestion de l'éclairage public qui sont donc demeurées dans le giron des communes de la communauté urbaine.

Cette situation a perduré lors de l'intégration de la communauté urbaine dans la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Mais, désormais, cette organisation doit évoluer, car le Préfet de Région, Préfet des Bouches-du-Rhône a indiqué, le 28 janvier 2019, dans le cadre du contrôle de légalité exercé sur un marché d'éclairage public de la ville de Marseille que : «la loi du 27 janvier 2014 dite loi MAPTAM prévoit la compétence exclusive de la Métropole en matière d'aménagement de l'espace métropolitain, ce qui inclut l'éclairage public, en tant qu'élément indissociable de la compétence voirie»

Le Préfet a réitéré cette position, le 14 mars 2019, à propos d'un marché d'éclairage public conclu par la commune de Cassis.

Il convient de prendre acte de cette analyse du représentant de l'Etat, et d'organiser sur les communes du Territoire de Marseille Provence, pour lesquelles la compétence voirie est métropolitaine, cette nouvelle répartition de mission.

La CLECT sera donc saisie pour réaliser le travail d'évaluation nécessaire.

Toutefois, la situation de la Ville de Carry-le-Rouet qui n'est plus en capacité de passer les marchés publics indispensables à la mise en œuvre de cette mission, doit faire l'objet d'un traitement spécifique.

Afin d'assurer la continuité de l'action publique, la Métropole, pouvoir adjudicateur déléguera la conduite opérationnelle des actions relatives à l'éclairage public, à la Ville Carry-le-Rouet qui détient toutes les ressources et toute l'expertise nécessaires.

La convention de gestion, ci annexée, qu'il vous est demandé d'approuver, fixe les modalités techniques, juridiques et financières, de cette délégation qui demeure provisoire, dans l'attente des travaux de la CLECT et dans la perspective d'éventuelles évolutions du cadre institutionnel.

Sur le plan financier, pour ne pas pénaliser la Métropole, le coût de l'exercice de la compétence, fixé dans la convention et versé par la Métropole à la Ville de Carry-le-Rouet sera déduit à due concurrence, de l'attribution de compensation de la commune et régularisé à l'achèvement des travaux de la CLECT.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Les courriers du 28 janvier 2019 et du 14 mars 2019 du Préfet de Région, Préfet des Bouches-du- Rhône ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille-Provence du 14 mai 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient d'assurer la continuité des missions relatives à l'éclairage public sur le territoire de la commune de Carry-le-Rouet.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention de gestion, ci-annexée, conclue avec la Ville de Carry-le-Rouet pour la gestion de l'éclairage public sur le territoire de la commune de Carry-le-Rouet.

Article 2 :

Dans le cadre de la présente convention de gestion, la Métropole Aix-Marseille-Provence sera substituée dans les contrats et marchés relevant de la commande publique nés ou à naître et précédemment instruits ou conclus par la commune.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention.

Article 4 :

Les crédits nécessaires seront inscrits au budget 2019 de la Métropole.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 009-5968/19/CM

**■ Approbation d'une convention de gestion entre la Ville de Cassis et la Métropole Aix-Marseille-Provence pour la gestion de l'éclairage public sur le territoire de la commune de Cassis
MET 19/10862/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Lors de la création de la communauté urbaine Marseille Provence Métropole le 1^{er} janvier 2001, les communes membres dont la Ville de Cassis avaient délégué à la communauté la compétence relative à «la création, aménagement et entretien de voirie»

Toutefois, des interprétations juridiques différentes avaient conduit à ne pas transférer les missions relatives à la gestion de l'éclairage public qui sont donc demeurées dans le giron des communes de la communauté urbaine.

Cette situation a perduré lors de l'intégration de la communauté urbaine dans la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Mais, désormais, cette organisation doit évoluer, car le Préfet de Région, Préfet des Bouches-du-Rhône a indiqué, le 28 janvier 2019, dans le cadre du contrôle de légalité exercé sur un marché d'éclairage public de la ville de Marseille que : «la loi du 27 janvier 2014 dite loi MAPTAM prévoit la compétence exclusive de la Métropole en matière d'aménagement de l'espace métropolitain, ce qui inclut l'éclairage public, en tant qu'élément indissociable de la compétence voirie»

Le Préfet a réitéré cette position, le 14 mars 2019, à propos d'un marché d'éclairage public conclu par la commune de Cassis.

Il convient de prendre acte de cette analyse du représentant de l'Etat, et d'organiser sur les communes du Territoire de Marseille Provence, pour lesquelles la compétence voirie est métropolitaine, cette nouvelle répartition de mission.

La CLECT sera donc saisie pour réaliser le travail d'évaluation nécessaire.

Toutefois, la situation de la Ville de Cassis qui n'est plus en capacité de passer les marchés publics indispensables à la mise en œuvre de cette mission, doit faire l'objet d'un traitement spécifique.

Afin d'assurer la continuité de l'action publique, la Métropole, pouvoir adjudicateur déléguera la conduite opérationnelle des actions relatives à l'éclairage public, à la Ville de Cassis qui détient toutes les ressources et toute l'expertise nécessaires.

La convention de gestion, ci annexée, qu'il vous est demandé d'approuver, fixe les modalités techniques, juridiques et financières, de cette délégation qui demeure provisoire, dans l'attente des travaux de la CLECT et dans la perspective d'éventuelles évolutions du cadre institutionnel.

Sur le plan financier, pour ne pas pénaliser la Métropole, le coût de l'exercice de la compétence, fixé dans la convention et versé par la Métropole à la Ville de Cassis sera déduit à due concurrence, de l'attribution de compensation de la commune et régularisé à l'achèvement des travaux de la CLECT.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Les courriers du 28 janvier 2019 et du 14 mars 2019 du Préfet de Région, Préfet des Bouches-du- Rhône ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille-Provence du 14 mai 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient d'assurer la continuité des missions relatives à l'éclairage public sur le territoire de la commune de Cassis.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention de gestion, ci-annexée, conclue avec la Ville de Cassis pour la gestion de l'éclairage public sur le territoire de la commune de Cassis.

Article 2 :

Dans le cadre de la présente convention de gestion, la Métropole Aix-Marseille Provence sera substituée dans les contrats et marchés relevant de la commande publique nés ou à naître et précédemment instruits ou conclus par la commune.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention.

Article 4 :

Les crédits nécessaires seront inscrits au budget 2019 de la Métropole.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 010-5969/19/CM

**■ Approbation d'une convention de gestion entre la Ville de Châteauneuf-les-Martigues et la Métropole Aix-Marseille-Provence pour la gestion de l'éclairage public sur le territoire de la commune de Châteauneuf-les-Martigues
MET 19/10867/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Lors de la création de la communauté urbaine Marseille Provence Métropole le 1^{er} janvier 2001, les communes membres dont la Ville de Châteauneuf-les-Martigues avaient délégué à la communauté la compétence relative à «la création, aménagement et entretien de voirie»

Toutefois, des interprétations juridiques différentes avaient conduit à ne pas transférer les missions relatives à la gestion de l'éclairage public qui sont donc demeurées dans le giron des communes de la communauté urbaine.

Cette situation a perduré lors de l'intégration de la communauté urbaine dans la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Mais, désormais, cette organisation doit évoluer, car le Préfet de Région, Préfet des Bouches-du-Rhône a indiqué, le 28 janvier 2019, dans le cadre du contrôle de légalité exercé sur un marché d'éclairage public de la ville de Marseille que : «la loi du 27 janvier 2014 dite loi MAPTAM prévoit la compétence exclusive de la Métropole en matière d'aménagement de l'espace métropolitain, ce qui inclut l'éclairage public, en tant qu'élément indissociable de la compétence voirie»

Le Préfet a réitéré cette position, le 14 mars 2019, à propos d'un marché d'éclairage public conclu par la commune de Cassis.

Il convient de prendre acte de cette analyse du représentant de l'Etat, et d'organiser sur les communes du Territoire de Marseille Provence, pour lesquelles la compétence voirie est métropolitaine, cette nouvelle répartition de mission.

La CLECT sera donc saisie pour réaliser le travail d'évaluation nécessaire.

Toutefois, la situation de la Ville de Châteauneuf-les-Martigues qui n'est plus en capacité de passer les marchés publics indispensables à la mise en œuvre de cette mission, doit faire l'objet d'un traitement spécifique.

Afin d'assurer la continuité de l'action publique, la Métropole, pouvoir adjudicateur déléguera la conduite opérationnelle des actions relatives à l'éclairage public, à la Ville de Châteauneuf-les-Martigues qui détient toutes les ressources et toute l'expertise nécessaires.

La convention de gestion, ci annexée, qu'il vous est demandé d'approuver, fixe les modalités techniques, juridiques et financières, de cette délégation qui demeure provisoire, dans l'attente des travaux de la CLECT et dans la perspective d'éventuelles évolutions du cadre institutionnel.

Sur le plan financier, pour ne pas pénaliser la Métropole, le coût de l'exercice de la compétence, fixé dans la convention et versé par la Métropole à la Ville de Châteauneuf-les-Martigues sera déduit à due concurrence, de l'attribution de compensation de la commune et régularisé à l'achèvement des travaux de la CLECT.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Les courriers du 28 janvier 2019 et du 14 mars 2019 du Préfet de Région, Préfet des Bouches-du-Rhône ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille-Provence du 14 mai 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient d'assurer la continuité des missions relatives à l'éclairage public sur le territoire de la commune de Châteauneuf-les-Martigues.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention de gestion, ci-annexée, conclue avec la Ville Châteauneuf-les-Martigues pour la gestion de l'éclairage public sur le territoire de la commune de Châteauneuf-les-Martigues.

Article 2 :

Dans le cadre de la présente convention de gestion, la Métropole Aix-Marseille Provence sera substituée dans les contrats et marchés relevant de la commande publique nés ou à naître et précédemment instruits ou conclus par la commune.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention.

Article 4 :

Les crédits nécessaires seront inscrits au budget 2019 de la Métropole.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 011-5970/19/CM

**■ Approbation d'une convention de gestion entre la Ville de Gémenos et la Métropole Aix-Marseille-Provence pour la gestion de l'éclairage public sur le territoire de la commune de Gémenos
MET 19/10872/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Lors de la création de la communauté urbaine Marseille Provence Métropole le 1^{er} janvier 2001, les communes membres dont la Ville de Gémenos avaient délégué à la communauté la compétence relative à «la création, aménagement et entretien de voirie»

Toutefois, des interprétations juridiques différentes avaient conduit à ne pas transférer les missions relatives à la gestion de l'éclairage public qui sont donc demeurées dans le giron des communes de la communauté urbaine.

Cette situation a perduré lors de l'intégration de la communauté urbaine dans la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Mais, désormais, cette organisation doit évoluer, car le Préfet de Région, Préfet des Bouches-du-Rhône a indiqué, le 28 janvier 2019, dans le cadre du contrôle de légalité exercé sur un marché d'éclairage public de la ville de Marseille que : «la loi du 27 janvier 2014 dite loi MAPTAM prévoit la compétence exclusive de la Métropole en matière d'aménagement de l'espace métropolitain, ce qui inclut l'éclairage public, en tant qu'élément indissociable de la compétence voirie»

Le Préfet a réitéré cette position, le 14 mars 2019, à propos d'un marché d'éclairage public conclu par la commune de Cassis.

Il convient de prendre acte de cette analyse du représentant de l'Etat, et d'organiser sur les communes du Territoire de Marseille Provence, pour lesquelles la compétence voirie est métropolitaine, cette nouvelle répartition de mission.

La CLECT sera donc saisie pour réaliser le travail d'évaluation nécessaire.

Toutefois, la situation de la Ville de Gémenos qui n'est plus en capacité de passer les marchés publics indispensables à la mise en œuvre de cette mission, doit faire l'objet d'un traitement spécifique.

Afin d'assurer la continuité de l'action publique, la Métropole, pouvoir adjudicateur déléguera la conduite opérationnelle des actions relatives à l'éclairage public, à la Ville de Gémenos qui détient toutes les ressources et toute l'expertise nécessaires.

La convention de gestion, ci annexée, qu'il vous est demandé d'approuver, fixe les modalités techniques, juridiques et financières, de cette délégation qui demeure provisoire, dans l'attente des travaux de la CLECT et dans la perspective d'éventuelles évolutions du cadre institutionnel.

Sur le plan financier, pour ne pas pénaliser la Métropole, le coût de l'exercice de la compétence, fixé dans la convention et versé par la Métropole à la Ville de Gémenos sera déduit à due concurrence, de l'attribution de compensation de la commune et régularisé à l'achèvement des travaux de la CLECT.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Les courriers du 28 janvier 2019 et du 14 mars 2019 du Préfet de Région, Préfet des Bouches-du-Rhône ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille-Provence du 14 mai 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient d'assurer la continuité des missions relatives à l'éclairage public sur le territoire de la commune de Gémenos.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention de gestion, ci-annexée, conclue avec la Ville de Gémenos pour la gestion de l'éclairage public sur le territoire de la commune de Gémenos.

Article 2 :

Dans le cadre de la présente convention de gestion, la Métropole Aix-Marseille Provence sera substituée dans les contrats et marchés relevant de la commande publique nés ou à naître et précédemment instruits ou conclus par la commune.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention.

Article 4 :

Les crédits nécessaires seront inscrits au budget 2019 de la Métropole.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 012-5971/19/CM

■ Approbation d'une convention de gestion entre la Ville de La Ciotat et la Métropole Aix-Marseille-Provence pour la gestion de l'éclairage public sur le territoire de la commune de La Ciotat MET 19/10875/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Lors de la création de la communauté urbaine Marseille Provence Métropole le 1^{er} janvier 2001, les communes membres dont la Ville de La Ciotat avaient délégué à la communauté la compétence relative à «la création, aménagement et entretien de voirie»

Toutefois, des interprétations juridiques différentes avaient conduit à ne pas transférer les missions relatives à la gestion de l'éclairage public qui sont donc demeurées dans le giron des communes de la communauté urbaine.

Cette situation a perduré lors de l'intégration de la communauté urbaine dans la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Mais, désormais, cette organisation doit évoluer, car le Préfet de Région, Préfet des Bouches-du-Rhône a indiqué, le 28 janvier 2019, dans le cadre du contrôle de légalité exercé sur un marché d'éclairage public de la ville de Marseille que : «la loi du 27 janvier 2014 dite loi MAPTAM prévoit la compétence exclusive de la Métropole en matière d'aménagement de l'espace métropolitain, ce qui inclut l'éclairage public, en tant qu'élément indissociable de la compétence voirie»

Le Préfet a réitéré cette position, le 14 mars 2019, à propos d'un marché d'éclairage public conclu par la commune de Cassis.

Il convient de prendre acte de cette analyse du représentant de l'Etat, et d'organiser sur les communes du Territoire de Marseille Provence, pour lesquelles la compétence voirie est métropolitaine, cette nouvelle répartition de mission.

La CLECT sera donc saisie pour réaliser le travail d'évaluation nécessaire.

Toutefois, la situation de la Ville de La Ciotat qui n'est plus en capacité de passer les marchés publics indispensables à la mise en œuvre de cette mission, doit faire l'objet d'un traitement spécifique.

Afin d'assurer la continuité de l'action publique, la Métropole, pouvoir adjudicateur déléguera la conduite opérationnelle des actions relatives à l'éclairage public, à la Ville de La Ciotat qui détient toutes les ressources et toute l'expertise nécessaires.

La convention de gestion, ci annexée, qu'il vous est demandé d'approuver, fixe les modalités techniques, juridiques et financières, de cette délégation qui demeure provisoire, dans l'attente des travaux de la CLECT et dans la perspective d'éventuelles évolutions du cadre institutionnel.

Sur le plan financier, pour ne pas pénaliser la Métropole, le coût de l'exercice de la compétence, fixé dans la convention et versé par la Métropole à la Ville de La Ciotat sera déduit à due concurrence, de l'attribution de compensation de la commune et régularisé à l'achèvement des travaux de la CLECT.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Les courriers du 28 janvier 2019 et du 14 mars 2019 du Préfet de Région, Préfet des Bouches-du-Rhône ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille-Provence du 14 mai 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient d'assurer la continuité des missions relatives à l'éclairage public sur le territoire de la commune La Ciotat.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention de gestion, ci-annexée, conclue avec la Ville de La Ciotat pour la gestion de l'éclairage public sur le territoire de la commune de La Ciotat.

Article 2 :

Dans le cadre de la présente convention de gestion, la Métropole Aix-Marseille Provence sera substituée dans les contrats et marchés relevant de la commande publique nés ou à naître et précédemment instruits ou conclus par la commune.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention.

Article 4 :

Les crédits nécessaires seront inscrits au budget 2019 de la Métropole.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 013-5972/19/CM

■ Approbation d'une convention de gestion entre la Ville de Plan-de-Cuques et la Métropole Aix-Marseille-Provence pour la gestion de l'éclairage public sur le territoire de la commune de Plan-de-Cuques

MET 19/10878/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Lors de la création de la communauté urbaine Marseille Provence Métropole le 1^{er} janvier 2001, les communes membres dont la Ville de Plan-de-Cuques avaient délégué à la communauté la compétence relative à «la création, aménagement et entretien de voirie»

Toutefois, des interprétations juridiques différentes avaient conduit à ne pas transférer les missions relatives à la gestion de l'éclairage public qui sont donc demeurées dans le giron des communes de la communauté urbaine.

Cette situation a perduré lors de l'intégration de la communauté urbaine dans la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Mais, désormais, cette organisation doit évoluer, car le Préfet de Région, Préfet des Bouches-du-Rhône a indiqué, le 28 janvier 2019, dans le cadre du contrôle de légalité exercé sur un marché d'éclairage public de la ville de Marseille que : «la loi du 27 janvier 2014 dite loi MAPTAM prévoit la compétence exclusive de la Métropole en matière d'aménagement de l'espace métropolitain, ce qui inclut l'éclairage public, en tant qu'élément indissociable de la compétence voirie»

Le Préfet a réitéré cette position, le 14 mars 2019, à propos d'un marché d'éclairage public conclu par la commune de Cassis.

Il convient de prendre acte de cette analyse du représentant de l'Etat, et d'organiser sur les communes du Territoire de Marseille Provence, pour lesquelles la compétence voirie est métropolitaine, cette nouvelle répartition de mission.

La CLECT sera donc saisie pour réaliser le travail d'évaluation nécessaire.

Toutefois, la situation de la Ville de Plan-de-Cuques qui n'est plus en capacité de passer les marchés publics indispensables à la mise en œuvre de cette mission, doit faire l'objet d'un traitement spécifique.

Afin d'assurer la continuité de l'action publique, la Métropole, pouvoir adjudicateur déléguera la conduite opérationnelle des actions relatives à l'éclairage public, à la Ville de Plan-de-Cuques qui détient toutes les ressources et toute l'expertise nécessaires.

La convention de gestion, ci annexée, qu'il vous est demandé d'approuver, fixe les modalités techniques, juridiques et financières, de cette délégation qui demeure provisoire, dans l'attente des travaux de la CLECT et dans la perspective d'éventuelles évolutions du cadre institutionnel.

Sur le plan financier, pour ne pas pénaliser la Métropole, le coût de l'exercice de la compétence, fixé dans la convention et versé par la Métropole à la Ville de Plan-de-Cuques sera déduit à due concurrence, de l'attribution de compensation de la commune et régularisé à l'achèvement des travaux de la CLECT.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Les courriers du 28 janvier 2019 et du 14 mars 2019 du Préfet de Région, Préfet des Bouches-du- Rhône ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille-Provence du 14 mai 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient d'assurer la continuité des missions relatives à l'éclairage public sur le territoire de la commune de Plan-de-Cuques.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention de gestion, ci-annexée, conclue avec la Ville de Plan-de-Cuques pour la gestion de l'éclairage public sur le territoire de la commune de Plan-de-Cuques.

Article 2 :

Dans le cadre de la présente convention de gestion, la Métropole Aix-Marseille Provence sera substituée dans les contrats et marchés relevant de la commande publique nés ou à naître et précédemment instruits ou conclus par la commune.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention.

Article 4 :

Les crédits nécessaires seront inscrits au budget 2019 de la Métropole.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 014-5973/19/CM

■ Approbation d'une convention de gestion entre la Ville de Saint-Victoret et la Métropole Aix-Marseille-Provence pour la gestion de l'éclairage public sur le territoire de la commune de Saint-Victoret

MET 19/10881/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Lors de la création de la communauté urbaine Marseille Provence Métropole le 1^{er} janvier 2001, les communes membres dont la Ville de Saint-Victoret avaient délégué à la communauté la compétence relative à «la création, aménagement et entretien de voirie»

Toutefois, des interprétations juridiques différentes avaient conduit à ne pas transférer les missions relatives à la gestion de l'éclairage public qui sont donc demeurées dans le giron des communes de la communauté urbaine.

Cette situation a perduré lors de l'intégration de la communauté urbaine dans la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Mais, désormais, cette organisation doit évoluer, car le Préfet de Région, Préfet des Bouches-du-Rhône a indiqué, le 28 janvier 2019, dans le cadre du contrôle de légalité exercé sur un marché d'éclairage public de la ville de Marseille que : «la loi du 27 janvier 2014 dite loi MAPTAM prévoit la compétence exclusive de la Métropole en matière d'aménagement de l'espace métropolitain, ce qui inclut l'éclairage public, en tant qu'élément indissociable de la compétence voirie»

Le Préfet a réitéré cette position, le 14 mars 2019, à propos d'un marché d'éclairage public conclu par la commune de Cassis.

Il convient de prendre acte de cette analyse du représentant de l'Etat, et d'organiser sur les communes du Territoire de Marseille Provence, pour lesquelles la compétence voirie est métropolitaine, cette nouvelle répartition de mission.

La CLECT sera donc saisie pour réaliser le travail d'évaluation nécessaire.

Toutefois, la situation de la Ville de Saint-Victoret qui n'est plus en capacité de passer les marchés publics indispensables à la mise en œuvre de cette mission, doit faire l'objet d'un traitement spécifique.

Afin d'assurer la continuité de l'action publique, la Métropole, pouvoir adjudicateur déléguera la conduite opérationnelle des actions relatives à l'éclairage public, à la Ville de Saint-Victoret qui détient toutes les ressources et toute l'expertise nécessaires.

La convention de gestion, ci annexée, qu'il vous est demandé d'approuver, fixe les modalités techniques, juridiques et financières, de cette délégation qui demeure provisoire, dans l'attente des travaux de la CLECT et dans la perspective d'éventuelles évolutions du cadre institutionnel.

Sur le plan financier, pour ne pas pénaliser la Métropole, le coût de l'exercice de la compétence, fixé dans la convention et versé par la Métropole à la Ville de Saint-Victoret sera déduit à due concurrence, de l'attribution de compensation de la commune et régularisé à l'achèvement des travaux de la CLECT.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Les courriers du 28 janvier 2019 et du 14 mars 2019 du Préfet de Région, Préfet des Bouches-du- Rhône ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille-Provence du 14 mai 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient d'assurer la continuité des missions relatives à l'éclairage public sur le territoire de la commune de Saint-Victoret.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention de gestion, ci-annexée, conclue avec la Ville de Saint-Victoret pour la gestion de l'éclairage public sur le territoire de la commune de Saint-Victoret.

Article 2 :

Dans le cadre de la présente convention de gestion, la Métropole Aix-Marseille Provence sera substituée dans les contrats et marchés relevant de la commande publique nés ou à naître et précédemment instruits ou conclus par la commune.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention.

Article 4 :

Les crédits nécessaires seront inscrits au budget 2019 de la Métropole.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 015-5974/19/CM

■ Approbation d'une convention de gestion entre la Ville de Sausset-les-Pins et la Métropole Aix-Marseille-Provence pour la gestion de l'éclairage public sur le territoire de la commune de Sausset-les-Pins

MET 19/10882/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Lors de la création de la communauté urbaine Marseille Provence Métropole le 1^{er} janvier 2001, les communes membres dont la Ville de Sausset-les-Pins avaient délégué à la communauté la compétence relative à «la création, aménagement et entretien de voirie»

Toutefois, des interprétations juridiques différentes avaient conduit à ne pas transférer les missions relatives à la gestion de l'éclairage public qui sont donc demeurées dans le giron des communes de la communauté urbaine.

Cette situation a perduré lors de l'intégration de la communauté urbaine dans la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Mais, désormais, cette organisation doit évoluer, car le Préfet de Région, Préfet des Bouches-du-Rhône a indiqué, le 28 janvier 2019, dans le cadre du contrôle de légalité exercé sur un marché d'éclairage public de la ville de Marseille que : «la loi du 27 janvier 2014 dite loi MAPTAM prévoit la compétence exclusive de la Métropole en matière d'aménagement de l'espace métropolitain, ce qui inclut l'éclairage public, en tant qu'élément indissociable de la compétence voirie»

Le Préfet a réitéré cette position, le 14 mars 2019, à propos d'un marché d'éclairage public conclu par la commune de Cassis.

Il convient de prendre acte de cette analyse du représentant de l'Etat, et d'organiser sur les communes du Territoire de Marseille Provence, pour lesquelles la compétence voirie est métropolitaine, cette nouvelle répartition de mission.

La CLECT sera donc saisie pour réaliser le travail d'évaluation nécessaire.

Toutefois, la situation de la Ville de Sausset-les-Pins qui n'est plus en capacité de passer les marchés publics indispensables à la mise en œuvre de cette mission, doit faire l'objet d'un traitement spécifique.

Afin d'assurer la continuité de l'action publique, la Métropole, pouvoir adjudicateur déléguera la conduite opérationnelle des actions relatives à l'éclairage public, à la Ville de Sausset-les-Pins qui détient toutes les ressources et toute l'expertise nécessaires.

La convention de gestion, ci annexée, qu'il vous est demandé d'approuver, fixe les modalités techniques, juridiques et financières, de cette délégation qui demeure provisoire, dans l'attente des travaux de la CLECT et dans la perspective d'éventuelles évolutions du cadre institutionnel.

Sur le plan financier, pour ne pas pénaliser la Métropole, le coût de l'exercice de la compétence, fixé dans la convention et versé par la Métropole à la Ville de Sausset-les-Pins sera déduit à due concurrence, de l'attribution de compensation de la commune et régularisé à l'achèvement des travaux de la CLECT.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Les courriers du 28 janvier 2019 et du 14 mars 2019 du Préfet de Région, Préfet des Bouches-du- Rhône ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille-Provence du 14 mai 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient d'assurer la continuité des missions relatives à l'éclairage public sur le territoire de la commune de Sausset-les-Pins.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention de gestion, ci-annexée, conclue avec la Ville de Sausset-les-Pins pour la gestion de l'éclairage public sur le territoire de la commune de Sausset-les-Pins.

Article 2 :

Dans le cadre de la présente convention de gestion, la Métropole Aix-Marseille Provence sera substituée dans les contrats et marchés relevant de la commande publique nés ou à naître et précédemment instruits ou conclus par la commune.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention.

Article 4 :

Les crédits nécessaires seront inscrits au budget 2019 de la Métropole.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 016-5975/19/CM

**■ Approbation d'une convention de gestion entre la Ville de Septèmes-les-Vallons et la Métropole Aix-Marseille-Provence pour la gestion de l'éclairage public sur le territoire de la commune de Septèmes-les-Vallons
MET 19/10883/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Lors de la création de la communauté urbaine Marseille Provence Métropole le 1^{er} janvier 2001, les communes membres dont la Ville de Septèmes-les-Vallons avaient délégué à la communauté la compétence relative à «la création, aménagement et entretien de voirie»

Toutefois, des interprétations juridiques différentes avaient conduit à ne pas transférer les missions relatives à la gestion de l'éclairage public qui sont

donc demeurées dans le giron des communes de la communauté urbaine.

Cette situation a perduré lors de l'intégration de la communauté urbaine dans la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Mais, désormais, cette organisation doit évoluer, car le Préfet de Région, Préfet des Bouches-du-Rhône a indiqué, le 28 janvier 2019, dans le cadre du contrôle de légalité exercé sur un marché d'éclairage public de la ville de Marseille que : «la loi du 27 janvier 2014 dite loi MAPTAM prévoit la compétence exclusive de la Métropole en matière d'aménagement de l'espace métropolitain, ce qui inclut l'éclairage public, en tant qu'élément indissociable de la compétence voirie»

Le Préfet a réitéré cette position, le 14 mars 2019, à propos d'un marché d'éclairage public conclu par la commune de Cassis.

Il convient de prendre acte de cette analyse du représentant de l'Etat, et d'organiser sur les communes du Territoire de Marseille Provence, pour lesquelles la compétence voirie est métropolitaine, cette nouvelle répartition de mission.

La CLECT sera donc saisie pour réaliser le travail d'évaluation nécessaire.

Toutefois, la situation de la Ville de Septèmes-les-Vallons qui n'est plus en capacité de passer les marchés publics indispensables à la mise en œuvre de cette mission, doit faire l'objet d'un traitement spécifique.

Afin d'assurer la continuité de l'action publique, la Métropole, pouvoir adjudicateur déléguera la conduite opérationnelle des actions relatives à l'éclairage public, à la Ville de Septèmes-les-Vallons qui détient toutes les ressources et toute l'expertise nécessaires.

La convention de gestion, ci annexée, qu'il vous est demandé d'approuver, fixe les modalités techniques, juridiques et financières, de cette délégation qui demeure provisoire, dans l'attente des travaux de la CLECT et dans la perspective d'éventuelles évolutions du cadre institutionnel.

Sur le plan financier, pour ne pas pénaliser la Métropole, le coût de l'exercice de la compétence, fixé dans la convention et versé par la Métropole à la Ville de Septèmes-les-Vallons sera déduit à due concurrence, de l'attribution de compensation de la commune et régularisé à l'achèvement des travaux de la CLECT.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Les courriers du 28 janvier 2019 et du 14 mars 2019 du Préfet de Région, Préfet des Bouches-du-Rhône ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille-Provence du 14 mai 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient d'assurer la continuité des missions relatives à l'éclairage public sur le territoire de la commune de Septèmes-les-Vallons.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention de gestion, ci-annexée, conclue avec la Ville de Septèmes-les-Vallons pour la gestion de l'éclairage public sur le territoire de la commune de Septèmes-les-Vallons.

Article 2 :

Dans le cadre de la présente convention de gestion, la Métropole Aix-Marseille Provence sera substituée dans les contrats et marchés relevant de la commande publique nés ou à naître et précédemment instruits ou conclus par la commune.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention.

Article 4 :

Les crédits nécessaires seront inscrits au budget 2019 de la Métropole.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 017-5976/19/CM

■ Approbation d'une convention de gestion entre la Ville de Marignane et la Métropole Aix-Marseille-Provence pour la gestion de l'éclairage public sur le territoire de la commune de Marignane MET 19/10877/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Lors de la création de la communauté urbaine Marseille Provence Métropole le 1^{er} janvier 2001, les communes membres dont la Ville de Marignane avaient délégué à la communauté la compétence relative à «la création, aménagement et entretien de voirie»

Toutefois, des interprétations juridiques différentes avaient conduit à ne pas transférer les missions relatives à la gestion de l'éclairage public qui sont donc demeurées dans le giron des communes de la communauté urbaine.

Cette situation a perduré lors de l'intégration de la communauté urbaine dans la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Mais, désormais, cette organisation doit évoluer, car le Préfet de Région, Préfet des Bouches-du-Rhône a indiqué, le 28 janvier 2019, dans le cadre du contrôle de légalité exercé sur un marché d'éclairage public de la ville de Marseille que : «la loi du 27 janvier 2014 dite loi MAPTAM prévoit la compétence exclusive de la Métropole en matière d'aménagement de l'espace métropolitain, ce qui inclut l'éclairage public, en tant qu'élément indissociable de la compétence voirie»

Le Préfet a réitéré cette position, le 14 mars 2019, à propos d'un marché d'éclairage public conclu par la commune de Cassis.

Il convient de prendre acte de cette analyse du représentant de l'Etat, et d'organiser sur les communes du Territoire de Marseille Provence, pour lesquelles la compétence voirie est métropolitaine, cette nouvelle répartition de mission.

La CLECT sera donc saisie pour réaliser le travail d'évaluation nécessaire.

Toutefois, la situation de la Ville de Marignane qui n'est plus en capacité de passer les marchés publics indispensables à la mise en œuvre de cette mission, doit faire l'objet d'un traitement spécifique.

Afin d'assurer la continuité de l'action publique, la Métropole, pouvoir adjudicateur déléguera la conduite opérationnelle des actions relatives à l'éclairage

public, à la Ville de Marignane qui détient toutes les ressources et toute l'expertise nécessaires.

La convention de gestion, ci annexée, qu'il vous est demandé d'approuver, fixe les modalités techniques, juridiques et financières, de cette délégation qui demeure provisoire, dans l'attente des travaux de la CLECT et dans la perspective d'éventuelles évolutions du cadre institutionnel.

Sur le plan financier, pour ne pas pénaliser la Métropole, le coût de l'exercice de la compétence, fixé dans la convention et versé par la Métropole à la Ville de Marignane sera déduit à due concurrence, de l'attribution de compensation de la commune et régularisé à l'achèvement des travaux de la CLECT.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Les courriers du 28 janvier 2019 et du 14 mars 2019 du Préfet de Région, Préfet des Bouches-du-Rhône ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille-Provence du 14 mai 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient d'assurer la continuité des missions relatives à l'éclairage public sur le territoire de la commune de Marignane.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention de gestion, ci-annexée, conclue avec la Ville de Marignane pour la gestion de

l'éclairage public sur le territoire de la commune de Marignane.

Article 2 :

Dans le cadre de la présente convention de gestion, la Métropole Aix-Marseille Provence sera substituée dans les contrats et marchés relevant de la commande publique nés ou à naître et précédemment instruits ou conclus par la commune.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention.

Article 4 :

Les crédits nécessaires seront inscrits au budget 2019 de la Métropole.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

Commission "Economie, Nouvelles Technologies, Enseignement Supérieur"

ECO 001-5977/19/CM

■ **Approbation de la Stratégie Métropolitaine de l'Immobilier de Bureaux
MET 19/10654/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre de sa stratégie en matière de développement économique, la Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé par délibération n° ECO 001-1775/17/CM du Conseil de la Métropole du 30 mars 2017 l'Agenda du Développement Economique, dont l'ambition est de répondre aux besoins des entreprises et ainsi contribuer au développement de l'emploi pour assurer l'attractivité de son territoire.

Pour permettre le développement des activités économiques et assurer une dynamique des projets de développement, la Métropole a souhaité engager un travail d'analyse sur le foncier et l'immobilier d'entreprises de son territoire. Deux dispositifs de travail ont été menés parallèlement en 2017 et 2018 pour permettre à la Métropole d'avoir une vision d'ensemble sur la gamme des produits immobiliers à destination des entreprises.

Par délibération n° ECO 001-5077/18/CM du 13 décembre 2018, la Métropole a adopté le dispositif de production de l'offre foncière et immobilière pour les

activités productives pour les quinze prochaines années avec pour objectif de produire 1 450 hectares de foncier pour les entreprises.

Le présent rapport a pour but de compléter ce dispositif en présentant le travail mené par les agences d'urbanisme de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur l'immobilier de bureaux, dont l'un des objectifs de l'Agenda du Développement Economique est, en effet, d'atteindre à moyen terme 200 000m² de transactions annuelles pour développer l'emploi tertiaire.

Par cette étude, la Métropole a souhaité analyser les mécanismes du marché de bureaux, déterminer les enjeux et définir les ambitions qui lui permettront d'accroître son attractivité à l'échelle des grands marchés nationaux et internationaux et ainsi contribuer à la croissance de l'emploi tertiaire.

• Constats soulevés par l'analyse de l'immobilier de bureaux sur la Métropole Aix-Marseille-Provence :

- Malgré les efforts en termes de production neuve d'immobilier de bureaux et de rattrapage engagés depuis vingt ans, la Métropole Aix-Marseille-Provence conserve un niveau annuel de commercialisation plus faible que d'autres métropoles françaises comparables : 130 000m² commercialisés en moyenne par an depuis 2010, contre 270 000m² pour la Métropole de Lyon par exemple.

Or, la dynamique du marché est un des principaux indicateurs d'attractivité sur les marchés nationaux et internationaux.

- Un marché en bipolarité concentré essentiellement sur les villes d'Aix-en-Provence et Marseille.

Sur les 5,5 millions de m² de bureaux, ces villes concentrent 90% du parc de la Métropole essentiellement sur deux pôles de rayonnement majeurs : Euroméditerranée et le Pôle d'Activités d'Aix-en-Provence.

Ce modèle de production, à savoir la bipolarité, perdure sur les programmes de bureaux engagés à court terme.

- Un niveau de production de bureaux neufs insuffisant et ne pouvant donc pas jouer ce rôle moteur et dynamisant pour le marché (40% des transactions annuelles sont faites dans le neuf en moyenne).

- Une profondeur de gamme du marché immobilier de bureaux insuffisante en raison de cette localisation préférentielle de la production. Il ressort une dominante de deux types de produits : le bureau-parc sur le pôle d'activité en périphérie et le bureau de type Quartier Central d'Affaires (QCA) sur des valeurs « primes ».

Or, la profondeur de gamme est également un moteur de la dynamique de

commercialisation et d'attractivité et une trop forte concentration de la production sur ces deux sites ne permet d'apporter qu'une réponse partielle à la demande.

- Une desserte en transports en communs insuffisante pour assurer la desserte des polarités tertiaires. Aujourd'hui seulement 50% de la production neuve de bureaux est bien desservie par une offre de transports en commun urbains et inter-urbains.

Or, la densification économique doit s'envisager sans augmentation de la saturation routière et dans le respect des objectifs de mobilité durable de la Métropole.

- **Enjeux et ambitions de la Métropole pour son territoire :**

Les objectifs et ambitions proposés dans la stratégie métropolitaine de l'immobilier de bureaux sont :

- **Produire plus** d'immobilier de bureaux sur le territoire pour passer de 130 000m² à 200 000m² de demande placée d'ici 2030.

Pour ce faire, augmenter la production neuve d'immobilier de bureaux et ainsi passer de 60 000m²/an à 80 000m²/an d'ici 2030 (40% des 200 000m² commercialisés par an le seront dans le neuf).

- **Produire différemment**

- Proposer une diversité dans la gamme de produits avec des prix plus variés.

Cette diversité passe également par une intervention sur la vacance du parc tertiaire de centre-ville des pôles urbains de la Métropole où le parc le plus ancien est très logiquement concentré.

- Privilégier des opérations de réhabilitation dans les centres-villes pour développer un segment de gamme différent et répondre à la demande dans toute sa diversité, tant sur la nature de l'offre que sur sa localisation.

Le retour sur le marché d'un parc immobilier de centre-ville devenu obsolète sur les pôles urbains de la Métropole doit être accompagné. Ces actions sont à rapprocher de la démarche Nationale et Métropolitaine engagée pour l'attractivité des centres villes dans l'ambition « Envie de Ville ». Le bureau de centre-ville est un facteur d'attractivité et de redynamisation économique, un axe structurant pour la revitalisation des centres urbains en favorisant une mixité des usages.

- Favoriser la production de bureaux neufs dans les zones de bonne desserte. Proposer plus de cohérence entre la production

neuve et l'accessibilité sur le territoire pour assurer une desserte plus efficace des pôles périphériques les plus attractifs.

Pour ce faire et en lien avec les ambitions de l'Agenda de la Mobilité, il convient d'améliorer la desserte des espaces périphériques attractifs, et d'éviter le développement de pôles tertiaires diffus sans cohérence avec la stratégie sur la mobilité.

- S'adapter à l'évolution des modes de travail et aux nouvelles activités et produits de bureaux qui forment la demande de demain (coworking, maker space...) pour mieux répondre à l'évolution des besoins des entreprises : utilisation croissante des outils numériques, le bureau devient plus nomade et éphémère.

L'évolution des usages et la demande des nouvelles générations doivent être pris en compte dans la programmation de l'immobilier de bureaux : développement de bureaux aux environnements plus flexibles avec des surfaces de travail plus réduites ou des espaces de bien être sont recherchés. Ces tiers lieux s'inscrivent dans la reconquête du centre-ville et peuvent s'intégrer dans une mixité des usages.

- **Produire sur d'autres sites / Elargissement des lieux de production de bureaux**

- Réorienter la production sur d'autres polarités existantes, bien desservies en transports en commun et intégrées au tissu urbain.

L'émergence ou le renforcement de nouveaux pôles tertiaires, bien connectés, sur les villes d'Aix-en-Provence et Marseille devra être conditionné à la réalisation d'équipements structurants en matière de transport.

- Rééquilibrer le territoire de la Métropole et renforcer son maillage en favorisant l'émergence et le développement de marchés secondaires dans des villes moyennes, par l'incitation à produire et commercialiser de l'immobilier de bureaux. L'action de développement économique devant être relayée et mise en cohérence avec les documents de planification et la politique de mobilité durable.

L'incitation à la production neuve dans les villes moyennes qui ont une fonction de « back office » ou d'économie présenteielle et de proximité, doit permettre d'atteindre un doublement de la production dans ces pôles secondaires.

Plan d'actions à initier par l'action publique pour atteindre ces ambitions :

- Intégrer ces dispositions dans les documents de planification à l'échelle de la Métropole et notamment dans le Schéma de Cohérence Territoriale en cours d'élaboration et le PDU, ainsi que dans les PLU, PLUI des territoires.

- Mobiliser les outils règlementaires existants pour faciliter la réalisation de ces dispositions.

- Proposer des actions innovantes en terme de politiques publiques et des dispositifs partenariaux.

- Mieux prendre en compte l'enjeu du tertiaire en intégrant une production de bureaux dans les opérations d'aménagements urbaines.

Il est donc proposé au Conseil de la Métropole d'approuver ces objectifs et ambitions proposés dans la stratégie métropolitaine de l'immobilier de bureaux. Cette dernière, synthétisée en annexe, est jointe au présent rapport et doit faire l'objet d'une approbation.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La délibération n° ECO 001-1775/17/CM du Conseil de la Métropole du 30 mars 2017, relative à l'approbation de l'Agenda du Développement Economique Métropolitain,
- La délibération n°TRA 001-1376/16/CM du Conseil de la Métropole du 15 décembre 2016, relative à l'approbation de l'Agenda de la Mobilité Métropolitaine,
- La délibération n° ECO 001-5077/18/CM du Conseil de la Métropole du 13 décembre 2018, relative à l'approbation du dispositif de Production de l'Offre Foncière et Immobilière à vocation économique sur le territoire de la Métropole (2018-2032) ;
- La délibération proposée au Conseil du 28 mars 2019, relative à l'approbation du programme « envie de ville »
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille-Provence du 14 mai 2019

- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 9 mai 2019
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays Salonais du 13 mai 2019
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile du 14 mai 2019
- L'avis du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence du 13 mai 2019
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays de Martigues du 13 mai 2019

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que l'Agenda du Développement Economique de la Métropole, approuvé par délibération n°ECO 001-1775 du Conseil de la Métropole du 30 mars 2017, a permis de définir les priorités stratégiques et un plan d'actions à mener pour répondre aux ambitions et accroître l'attractivité du territoire métropolitain ;
- Que la dynamique du marché de l'immobilier de bureaux est déterminante pour l'attractivité des investisseurs et entreprises tertiaires de services ;
- Que le développement de pôles secondaires au sein des villes moyennes, sur des fonctions présentes, permettra de compléter le maillage à l'échelle du territoire métropolitain ;
- Que les enjeux et ambitions en termes de production de l'immobilier de bureaux doivent s'accompagner d'actions publiques volontaristes ;
- Qu'il convient d'approuver ces objectifs et ambitions en terme de production de production de l'immobilier de bureaux sur le territoire de la Métropole ;
- Qu'il convient d'approuver la synthèse relative à la Stratégie Métropolitaine de l'Immobilier de bureaux ci-jointe ;
- Que ces dispositions devront s'intégrer dans les documents de planification à l'échelle de la Métropole et notamment dans le Schéma de Cohérence Territoriale en cours d'élaboration et le PDU, ainsi que dans les PLU, PLUI des territoires.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvés les objectifs et ambitions en matière de production de l'immobilier de bureaux sur le territoire de la Métropole.

Article 2 :

Est approuvée la Stratégie Métropolitaine de l'Immobilier de Bureaux, ci-jointe en synthèse.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ECO 002-5978/19/CM

■ Approbation d'un dispositif métropolitain d'aide à l'investissement immobilier des entreprises et du règlement d'attribution y afférent MET 19/10037/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Doté d'un tissu productif dynamique et diversifié, et bénéficiant de plusieurs filières d'excellence en expansion, le territoire métropolitain offre de réelles opportunités de développement pour ses entreprises. Dans ce contexte, l'Agenda du Développement Économique métropolitain, voté en 2017, prône le soutien à la création d'emplois et une politique volontariste de soutien à l'industrie, afin de conforter la capacité du territoire à créer de la valeur ajoutée. Par ailleurs, la Métropole tient à proposer une offre d'accompagnement à chaque étape de la vie d'une entreprise.

L'Agenda du Développement Économique prévoit ainsi la mise au point progressive d'un système d'aides homogène sur l'ensemble de son territoire. À ce jour, l'assemblée délibérante s'est prononcée en faveur de l'abondement de projets de R&D collaboratifs et de la création du dispositif Aix-Marseille-Provence Amorçage (AMPA). Une convention cadre avec la Région Sud est également en cours de signature, afin de permettre à la Métropole de cofinancer, le cas échéant, des projets économiques relevant de la compétence de la Région.

En complémentarité de l'action en matière de foncier économique, il est aujourd'hui proposé de déployer, à l'échelle de la Métropole, le dispositif d'aide à l'immobilier mis en œuvre jusqu'à présent sur le territoire du Pays d'Aix. Une politique de portée métropolitaine paraît d'autant plus justifiée que les aides à l'investissement immobilier s'inscrivent dans le cadre de la compétence propre de la Métropole, en complémentarité des dispositifs de soutien régionaux aux entreprises.

Point sur la réglementation en vigueur

La Loi NOTRe du 7 août 2015 a modifié la répartition des compétences entre les différents échelons

territoriaux, précisant notamment le cadre d'intervention complémentaire de la Région et des EPCI. Le soutien à l'investissement immobilier des entreprises représente désormais une compétence propre des EPCI. S'appuyant sur le décret n°2016-733 du 2 juin 2016 actualisant le régime des aides à l'investissement immobilier et à la location d'immeubles accordées aux entreprises par les collectivités territoriales et leurs groupements, le Code Général des Collectivités Territoriales a intégré ces nouvelles dispositions à travers son article L1511-3, qui souligne que l'aide a pour objet la création ou l'extension d'activités économiques, et R1511-4 et suivants. Par ailleurs, l'aide à l'investissement immobilier des entreprises s'inscrit dans le cadre du Schéma régional de développement économique, d'internationalisation et d'innovation (SRDEII), approuvé par la délibération métropolitaine ECO 002-1776/17/CM du 30 mars 2017, conformément aux dispositions de l'article L.4251-17 du CGCT.

Il convient de noter également que les articles R1511-10 à R1511-16 admettent, sous certaines conditions, le soutien aux projets immobiliers de grandes entreprises en zone AFR. Enfin, les taux réglementaires de l'aide à l'immobilier sont en adéquation avec le cadre réglementaire européen et plus particulièrement le Règlement (UE) n° 651/2014 de la Commission du 17 juin 2014.

Objectifs et fondement du dispositif d'aide à l'immobilier

D'importants efforts sont aujourd'hui consentis en faveur du développement des filières d'excellence et du soutien à l'innovation. Néanmoins, la compétitivité et le développement des entreprises passent aussi par l'amélioration du cadre et des conditions de travail. Nombreuses sont les TPE ou PME qui, à défaut de locaux appropriés, sont freinées dans leur développement mais aussi dans leur relation client avec les donneurs d'ordre. Par ailleurs, l'investissement immobilier tend à ancrer durablement sur le territoire les entreprises, notamment en permettant l'extension de leurs surfaces d'activités.

La Métropole Aix-Marseille-Provence propose ainsi de favoriser, moyennant un soutien financier, le développement et l'emploi des Petites entreprises (effectifs inférieurs à 50 salariés et chiffre d'affaires annuel ou dont le total du bilan annuel est inférieur à 10 millions d'euros), Moyennes entreprises (effectifs inférieurs à 250 salariés et chiffre d'affaires annuel inférieur à 50 millions d'euros ou dont le total du bilan annuel est inférieur à 43 millions d'euros) et des Grandes entreprises (effectifs supérieurs à 250 salariés et chiffre d'affaires annuel supérieur à 50 millions d'euros ou dont le total du bilan annuel est supérieur à 43 millions d'euros), seulement si elles se trouvent sur des zones d'Aide à Finalité Régionale, fixées par le décret n°2014-758 du 2 juillet 2014. Le versement de l'aide est soumis à certaines conditions réglementaires. Sont exclusivement concernées par

ce dispositif les entreprises industrielles ou de services à l'industrie, issues prioritairement des 6 filières d'excellence retenues dans le cadre de l'Agenda du Développement Économique (Santé, Maritime et logistique, Mécanique et aéronautique, Industries numériques et créatives, Environnement et énergie, Art de vivre et tourisme), sans oublier les entreprises de l'industrie agroalimentaire.

Quatre types de projets sont concernés par ce dispositif :

- achat d'un terrain et construction,
- acquisition de locaux professionnels,
- extension d'un bâtiment existant,
- réhabilitation d'un bâtiment existant.

Modalités de mise en œuvre

Le dispositif proposé se traduirait par l'attribution d'une subvention, faisant l'objet d'une convention d'application spécifique, fixant les engagements de chaque partie. La subvention est versée, selon le montage du projet, à la société exploitante, à la Société Civile Immobilière (SCI), ou à un crédit-bailleur. Il s'avère en effet que de très nombreuses entreprises choisissent le passage par une SCI, répondant ainsi notamment à une exigence de la part des banques, dans un souci de partage des risques. Dans ce cas, la subvention est versée à la SCI (titulaire du prêt bancaire), dans le cadre d'une convention tripartite entre la collectivité, la société exploitante et la SCI. La société exploitante s'acquittant d'un loyer auprès de la SCI, la subvention est répercutée sur le montant du loyer (en général durant les premières années).

Il est à noter que si l'opération fait intervenir une société à vocation immobilière de type SCI, le capital de celle-ci doit impérativement être détenu majoritairement par les actionnaires majoritaires de la société bénéficiaire de l'aide et exploitant les locaux. Une attention particulière sera portée à ce point au moment de l'instruction du dossier.

La subvention pourrait également être versée à une société de crédit-bail, dans le cadre d'une convention tripartite voire quadripartite (en cas de présence d'une SCI). Cette option est parfois issue des négociations entre la structure porteuse et les banques. La subvention est répercutée sur le montant des annuités du crédit-bail.

Dans le respect des dispositions réglementaires, l'aide de la Métropole Aix-Marseille-Provence ne peut dépasser un taux d'intervention de 20 % pour les Petites entreprises et de 10% pour les Moyennes entreprises. En zone AFR, ces proportions peuvent atteindre 30 % pour les Petites entreprises et 20 % pour les Moyennes entreprises. Dans le cas d'une grande entreprise située en zone AFR, et à titre exceptionnel, le taux maximal d'intervention est fixé à 10 %. Dans la limite de cette réglementation, les taux d'intensité de l'aide appliqués à chaque dossier apparaîtront dans les conventions d'application.

Compte-tenu du contexte budgétaire, il est proposé de plafonner l'aide à 200.000 euros par entreprise. Un déplaçonnement pourrait être envisagé à titre exceptionnel notamment si le projet assure la création de plus de 50 emplois. Ce déplaçonnement se fera dans le respect des taux réglementaires.

Ce dispositif d'aide est conditionné par la création d'emplois en CDI (augmentation des ETP au minimum de 10 % sur 3 ans). Dans certains cas, le simple maintien d'emplois pourrait être pris en compte. L'entreprise devra présenter un projet de développement visant l'augmentation du chiffre d'affaires et de l'activité de l'entreprise. Le choix de la Métropole tiendra compte également de l'éventuelle démarche de qualité environnementale, qu'il s'agisse d'une démarche globale sur la phase conception réalisation et fonctionnement du type Bâtiment Durable Méditerranée ou HQE ou, à défaut, de la réalisation d'investissements favorisant les économies d'énergies ou basés sur les énergies renouvelables. L'octroi de la subvention donnera lieu à une convention d'application.

L'enveloppe maximale allouée est limitée aux montants des autorisations de programme et des crédits de paiement votés.

Une proposition de règlement du dispositif est annexée au présent rapport.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et plus particulièrement l'article L1511-3 ;
- Le Règlement (UE) n°1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis ;
- Le Règlement (UE) n° 651/2014 de la Commission du 17 juin 2014 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2014-758 du 2 juillet 2014 relatif aux zones d'aide à finalité régionale et aux zones d'aide à l'investissement des petites et moyennes entreprises pour la période 2014-2020 ;
- La délibération n° HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016

adoptant le Règlement Budgétaire et Financier de la Métropole ;

- La délibération ECO 001-1775/17/CM du Conseil de la Métropole du 30 mars 2017 approuvant l'Agenda du développement économique métropolitain ;
- La délibération ECO 002-1776/17/CM du Conseil de la Métropole du 30 mars 2017 approuvant le SRDEII ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille-Provence du 14 mai 2019 ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 9 mai 2019.
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays Salonais du 13 mai 2019 ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Étoile du 18 juin 2019 ;
- L'avis du Conseil de Territoire Istres-Ouest-Provence du 13 mai 2019 ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays de Martigues du 13 mai 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la Métropole est compétente, sur le fondement de l'article L.1511-3 du CGCT, pour définir les aides ou les régimes d'aides et pour décider de l'octroi de ces aides sur son territoire en matière d'investissement immobilier des entreprises ;
- Que ces aides peuvent revêtir la forme d'une subvention et donnent lieu à l'établissement d'une convention avec l'entreprise bénéficiaire ;
- Que la Métropole a la volonté de mettre en œuvre une aide en matière d'investissement immobilier des entreprises sur l'ensemble de son territoire, sous forme de subvention ;
- Qu'il convient d'approuver la mise en place de ce dispositif d'aide sur l'ensemble du territoire métropolitain ;
- Qu'il convient d'approuver le règlement du dispositif joint en annexe ;

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la mise en place du dispositif d'aide en matière d'investissement immobilier des entreprises sur l'ensemble du territoire métropolitain, sous forme de subvention.

Article 2 :

Est approuvé le règlement du dispositif joint en annexe.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer tous les documents afférents.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits pour chaque Conseil de Territoire :

- Pour le CT – Marseille Provence:

200.000 euros - Budget Principal Métropolitain, en section d'Investissement sur l'Opération 2008114800 – Nature 20421 - Fonction 61.

- Pour le CT – Pays d'Aix:

500 000 euros – Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix, en section d'investissement sur l'Opération budgétaire 4581162378, nature 4581, fonction 61, autorisation de programme DI378AP.

- Pour le CT – Pays Salonais:

Non prévue dans l'Etat Spécial initial pour 2019, la dépense pourra faire l'objet de modifications en cours d'exercice.

- Pour le CT – Pays d'Aubagne et de l'Étoile:

150 000 euros - État Spécial de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Étoile, en section d'investissement sur l'Opération 20194001500 - code AP 194031BP – Nature: 20421 – Fonction 61.

- Pour le CT – Istres Ouest Provence:

120 000 euros - État Spécial de Territoire Istres Ouest Provence, en section d'Investissement sur l'Opération 2017502300 - Nature 20422 - Fonction 60.

- Pour le CT – Pays de Martigues:

Non prévue dans l'Etat Spécial initial pour 2019, la dépense pourra faire l'objet de modifications en cours d'exercice.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ECO 003-5979/19/CM

■ Approbation de la prise en charge des frais de mission des agents de la Métropole Aix-Marseille-Provence ainsi que des personnalités conviées à participer à la mission métropolitaine en Israël du 22 au 26 juillet 2019
MET 19/10724/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Une mission en Israël est programmée du 22 au 26 juillet 2019 afin d'affirmer le partenariat de la Métropole avec Israël. En effet, Israël fait partie des destinations dites « à fort potentiel » dans le cadre de la feuille de route internationale de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Israël représente pour la Métropole Aix-Marseille-Provence :

- D'un point de vue économique, un marché cible à part au Proche-Orient, qui a été identifié comme potentiellement intéressant pour les filières métropolitaines :
 - o « Numérique et Industries créatives » ;
 - o « Santé » ;
 - o « Tourisme et Art de Vivre »« Start up nation », Israël présente en particulier des opportunités de prospection d'investisseurs et de partenariat pour la Tech métropolitaine
- Un territoire du « jouer collectif » pour les Collectivités métropolitaines et la Région Sud. La Ville de Marseille comme le Département des Bouches-du-Rhône ont relancé depuis 2016 des coopérations étroites en particulier avec la Ville de Haïfa. La Région Sud a également mené de récents déplacements en Israël pour renforcer les liens économiques entre les deux territoires. La mission prévue en juillet 2019 s'inscrit dans le suivi des actions entreprises par les collectivités métropolitaine et régionale.

Au regard de la délibération HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole en date du 17 mars 2016, il appartient à la Présidente de la Métropole de décider les voyages et missions des conseillers métropolitains à l'étranger, dans la limite de 100 000 euros par an.

Dans ce cadre, la composition de la délégation politique, se déplaçant et agissant sous mandats spéciaux, sera fixée par décision de la Présidente.

Compte tenu de l'enjeu majeur pour la Métropole Aix-Marseille-Provence d'affirmer son partenariat économique avec Israël, des agents de la Métropole ont été chargés du suivi de ce dossier.

Ainsi, leur présence lors de ce déplacement en Israël est importante afin d'assurer ledit suivi et permettre, en terme administratif, sa concrétisation.

Il est rappelé que les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements des personnels territoriaux sont régies par le décret n°2001-654 du 19 juillet 2001 fixant les conditions et les modalités de règlements des frais occasionnés par les déplacements des personnels des collectivités locales

et établissements publics tel que modifié par le décret n°2007-23 du 5 janvier 2007, le décret n°2006-781 du 3 juillet 2006, l'arrêté du 3 juillet 2006 fixant les taux des indemnités de mission prévues à l'article 3 du décret n° 2006-781 du 3 juillet 2006 fixant les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements temporaires des personnels civils de l'État et la délibération n° FAG 076-3095/17/CM du 14 décembre 2017 approuvant le règlement des frais occasionnés par les déplacements de ses agents notamment pour des missions à l'étranger.

Néanmoins, les dispositions de l'article 7-1 du décret 2001-654 du 19 juillet 2001 fixant les conditions et modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements des personnels des collectivités locales et établissements publics, lequel renvoie aux dispositions réglementaires applicables aux agents de l'État définies au décret 2006-781 du 3 juillet 2006 notamment dans son article 7, permettent de déroger aux taux forfaitaire de remboursement maximum auquel ont droit les agents.

En conséquence, il est possible de déroger, par délibération et pour une durée déterminée, à ces règles de remboursement lorsque l'intérêt du service l'exige et pour tenir compte de situations particulières.

C'est pourquoi, pour la période du 22 au 26 juillet, la Métropole Aix-Marseille-Provence prendra en charge dans le cadre de cette dérogation, les frais de mission des 6 agents métropolitains, lesquels seront autorisés à se déplacer par ordre de mission nominatif, dûment signé par la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Cette prise en charge s'effectuera dans le cadre d'un marché actuellement en cours de passation. En conséquence de quoi les agents n'effectueront aucune avance ; l'ensemble des frais engagés pour exercer leur mission étant pris en charge dans le cadre de l'exécution dudit marché.

Enfin, afin d'assurer la représentation de la Métropole Aix-Marseille-Provence lors de cette mission métropolitaine, la délégation politique sera accompagnée de 7 personnalités invitées, choisies pour leurs compétences reconnues au regard de l'objet du déplacement et autorisées à se déplacer par lettre d'invitation nominatives dûment signée par la Présidente de la Métropole.

Compte tenu du fait que la présence de ces 7 personnalités est sollicitée par la Métropole afin d'assurer la représentation à l'étranger de l'institution, le remboursement de tous les frais occasionnés par ces dernières, s'effectuera également dans le cadre de l'exécution du marché en cours de passation.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2001-654 du 19 juillet 2001 fixant les conditions et les modalités de règlements des frais occasionnés par les déplacements des personnels des collectivités locales et établissements publics tel que modifié par le décret n°2007-23 du 5 janvier 2007 ;
- Le décret n°2006-781 du 3 juillet 2006 notamment son article 7 ;
- L'arrêté du 3 juillet 2006 fixant les taux des indemnités de mission prévues à l'article 3 du décret n° 2006-781 du 3 juillet 2006 fixant les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements temporaires des personnels civils de l'État ;
- La délibération n° FAG 076-3095/17/CM du 14 décembre 2017 approuvant le règlement des frais occasionnés par les déplacements de ses agents notamment pour des missions à l'étranger ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Considérant l'enjeu majeur pour la Métropole Aix-Marseille-Provence d'affirmer son partenariat économique avec Israël, et d'approuver, outre la délégation politique, la participation de 6 agents métropolitains et de 7 personnalités lors du déplacement en Israël ;

Délibère

Article 1 :

Pour la mission métropolitaine en Israël du 22 au 26 juillet 2019, la Métropole prendra en charge toutes les dépenses (frais de repas, nuitées, transports locaux et

internationaux, autres dépenses) liées au déplacement en Israël des 6 agents métropolitains et des 7 personnalités invitées, choisies pour leurs compétences reconnues au regard de l'objet du déplacement et autorisées à se déplacer par lettre d'invitation nominative dûment signée par la Présidente de la Métropole et ce, dans le cadre de l'exécution du marché en cours de passation.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget principal 2019 de la Métropole : sous-politique B330 – nature 6228 – Fonction 64.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

***Commission "Transports,
Déplacements et Accessibilité"***

TRA 001-5980/19/CM

**■ Modification unilatérale des contrats de Délégation de Service Public pour l'exploitation de certains parkings métropolitains du centre-ville de Marseille portant sur la gratuité du stationnement à l'occasion du lancement de l'opération Marseille Provence Gastronomie 2019
MET 19/11014/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La gastronomie constitue un véritable art de vivre en Provence. Les produits du terroir foisonnent dès les beaux jours dans notre département méditerranéen. Il s'agit de les faire connaître et de les partager avec l'ensemble des habitants du département. C'est dans ce contexte que la Métropole Aix-Marseille Provence et le Département des Bouches-du-Rhône, ont décidé d'organiser une manifestation d'envergure nommée « Marseille Provence Gastronomie 2019 » qui permettra de faire rayonner l'ensemble des artisans, cuisiniers et producteurs, tout au long de l'année.

Le 28 juin 2019, constituera un temps fort de cette manifestation où de nombreuses activités et spectacles se dérouleront autour du Vieux-Port de Marseille et plusieurs axes centraux de la ville. Il s'agit d'un rendez-vous à un repas géant et de qualité, où chaque convive devrait trouver un plat à son goût.

L'ensemble du périmètre sera libéré des voitures qui seront invitées à se rabattre au sein d'un parking relais ou d'un parking du centre ville avant 16h00.

Afin d'accompagner cet événement et dans le cadre de ses compétences « Stationnement » la Métropole a décidé d'offrir la gratuité du stationnement au sein

des parkings métropolitains concédés situés dans le périmètre du festival. Il s'agit des parkings Vieux-Port Hôtel de Ville, Estienne d'Orves, Monthyon gérés par la Société Qpark, et Charles de Gaulle, Vieux-Port Mucem et République, gérés par la Société INDIGO.

Il s'agit d'une décision unilatérale pour motif d'intérêt général qui s'appliquera du 28 juin 2019, 12 h00 au 29 juin 2019 2h00.

L'estimation de la compensation financière au profit des différents délégataires qui sera à la charge de la Métropole est d'environ 26 000 euros TTC. Elle impactera le budget de fonctionnement de l'EST du CT1.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le contrat de délégation de service public n° 91/343 (parkings Jaurès et De Gaulle confié à la Société Sogeparc – Groupe Vinci Park - INDIGO) ;
- Le contrat de délégation de service public n° 91/354 (parkings Timone, Baret, Monthyon, Julien, Gambetta, Phocéens, Corderie géré par la Société Qpark),
- Le contrat de délégation de service public n° 87/042 (parking Estienne d'Orves) confié à la société Q-PARK ;
- Le contrat de délégation de service public n° 07/143 (parking République) – Groupe Vinci Park - INDIGO),
- Le contrat de délégation de service public n° 14/005 (parking Vieux Port Hôtel de Ville - société Q-PARK)
- Le contrat de délégation de service public n° 09/149 (parking Vieux Port Fort Saint Jean – Groupe Indigo)
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire de Marseille Provence du 14 mai 2019;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'à l'occasion du lancement du festival Marseille Provence Gastronomie 2019, de nombreuses festivités seront organisées autour du Vieux Port les 28 juin et 29 juin 2019 ;
- Que le secteur sera interdit à la circulation des voitures à partir de 16h00 le 28 juin 2019 jusqu'au lendemain ;
- Que dans le cadre de sa compétence « Parcs de Stationnement » la Métropole souhaite accompagner ces festivités en offrant la gratuité du stationnement au sein de certains parkings métropolitains ;
- Que cette décision concerne les parkings concédés à la société INDIGO (Parkings Charles de Gaulle, République, Vieux Port Fort Saint Jean) et à la société Q-PARK (Parkings Estienne d'Orves, Monthyon, et Vieux Port Hôtel de Ville) ;
- Que cette modification des contrats de délégation de service public pour motif d'intérêt général est décidée unilatéralement par la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la mise en place de la gratuité du stationnement, le vendredi 28 juin 2019, 12h au 29 juin 2019, 2h00. Ces heures de stationnement gratuites complètent les grilles tarifaires actuellement en vigueur pour la période dans les parkings énoncés ci-dessous

Article 2 :

Cette mesure décidée unilatéralement par la Métropole Aix-Marseille-Provence, pour motif d'intérêt général, s'appliquera durant la période décrite dans l'article 1 de la présente, au sein des parkings métropolitains du centre-ville de Marseille concédés aux Sociétés INDIGO et QPARK.

Les parkings concernés par cette mesure sont les suivants :

Pour la Société INDIGO :

- Parking Charles de Gaulle DSP n°91/343
- Parking République DSP n°07/143
- Parking Vieux Port Fort Saint Jean DSP n°09/149

Pour la Société QPARK :

- Parking Estienne d'Orves - DSP n°87/042
- Parkings Monthyon, - DSP n°91/354
- Parking Vieux Port Hôtel de Ville - DSP n°14/005

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrit au Budget EST – CT1 sous politique C350 – Chapitre 011 - Article 6288 – Fonction 82000 – Montant de 26 000 euros TTC.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TRA 002-5981/19/CM

**■ Approbation du programme de l'opération de réparation de l'Ouvrage d'Art Saint-Pierre
MET 19/10670/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre de la création des lignes de Tramway à Marseille, le Bureau de la Communauté Urbaine approuvait, par délibération n° TRA 6/613/BC du 15 octobre 2004, le marché relatif à la réalisation d'un ouvrage d'art de franchissement des voies ferrées à Saint Pierre, de ses murs en retour et son mur de soutènement.

Au début de l'exploitation de la ligne en juillet 2007, l'exploitant RTM a constaté un affaissement au droit du remblai sud de l'ouvrage, puis une déformation des rails. Afin de garantir la sécurité de la circulation dans la zone considérée, ledit exploitant a imposé un ralentissement de la vitesse de circulation des rames de 60 à 20 Km/h.

La Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole a saisi le juge des référés du tribunal administratif de Marseille en janvier 2008 afin qu'il désigne un expert. Par ordonnance du 25 mars 2008, Mr Daniel Ginoux a été désigné expert-judiciaire en vue de décrire la nature et l'étendue des désordres affectant l'ouvrage d'art et d'indiquer les travaux à effectuer d'urgence en vue d'assurer la continuité de l'exploitation du tramway. L'expert a ainsi ordonné l'exécution de mesures conservatoires.

Pour ce faire, la Communauté Urbaine a conclu un marché de travaux ayant pour objet la remise en sécurité provisoire de la voie ferrée au droit de l'ouvrage d'art Saint Pierre. Ce marché a été approuvé par délibération du 19 décembre 2008 pour un montant total de 606 064.82 d'euros HT, soit 724 853.52 d'euros TTC.

En parallèle, en vue d'éviter un risque de dégradation supplémentaire de cet ouvrage et de ses abords, il a été convenu de prévoir la réparation définitive de cet ouvrage, à frais avancés.

Ainsi, par délibération n° DTUP/09/CC du 26 mars 2009, il a été affecté à cette opération, une autorisation de programme spécifique d'un montant de 1 000 000 d'euros TTC, porté à 1 500 000 euros TTC au budget primitif 2010.

Des missions et des frais, d'expertises complémentaires, d'assistance à maîtrise d'ouvrage, de maîtrise d'œuvre et des travaux ont été prévus. Pour le lancement des marchés correspondants, l'autorisation de programme initiale de 1 500 000 euros a été portée à 6 500 000 euros TTC, soit une augmentation d'autorisation de programme de 5 000 000 d'euros en 2011 entérinée par délibération n° DTUP/11/CC du 28 mars 2011.

L'expert judiciaire a rendu son rapport définitif en avril 2014 dans lequel il conclut que les désordres constatés sont bien de nature à compromettre la solidité de l'ouvrage et à le rendre impropre à sa destination.

Une requête en référé provision et indemnitaire a été déposée par la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole en juin 2016. Par une ordonnance en date du 3 octobre 2016, le juge des référés a rejeté la demande de provision considérant qu'elle était sérieusement contestable au sens de l'article R.541-1 du Code de Justice Administrative.

Par jugement du 19 juin 2018, le Tribunal Administratif de Marseille a rejeté la requête au titre de la garantie décennale tendant à obtenir réparation du préjudice causé par les désordres constatés.

La Métropole Aix-Marseille-Provence venant aux droits de la CUMPM a interjeté appel dudit jugement. L'instruction est actuellement pendante devant la Cour Administrative d'Appel de Marseille.

En parallèle, un marché public de mandat de maîtrise d'ouvrage n°Z17-129 relatif aux missions d'études et de réalisation des travaux de réparation de l'ouvrage a été conclu avec la RTM le 20 décembre 2017.

Ainsi, pour poursuivre l'opération, en qualité de maître d'ouvrage, il y a lieu d'approuver le programme pour les études et travaux de réparations définitives et pérennes de confortement des voies tramway et ouvrages connexes à proximité de l'ouvrage d'art Saint Pierre.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Loi n°85-704 du 12 juillet 1985, article 2 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille-Provence du 14 mai 2019 ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la mission d'expertise de l'expert judiciaire Mr Daniel Ginoux sur la constatation des désordres sur le site de l'ouvrage d'art Saint Pierre est achevée depuis le dépôt de son rapport final en avril 2014 ;
- Les conclusions de l'expert judiciaire sur l'évaluation du coût des travaux nécessaires à réparer les désordres ;
- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence a interjeté appel du jugement du tribunal administratif de Marseille du 19 juin 2018;
- Qu'un marché public de mandat de maîtrise d'ouvrage n°Z17-129 relatif aux missions d'études et de réalisation des travaux de réparation de l'ouvrage a été conclu avec la RTM le 20 décembre 2017 ;
- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence est maître d'ouvrage de l'opération ;
- Qu'il convient d'approuver le programme portant sur les études et travaux liés à cette opération en vue de procéder à la réparation définitive de l'ouvrage d'art Saint Pierre, à frais avancés, dans l'attente du versement des indemnités résultant de ladite procédure ;
- Que ces travaux feront l'objet d'un marché de conception-réalisation sous mandat de maîtrise d'ouvrage RTM.

Délibère

Article unique:

Est approuvé le programme de l'opération de réparation de l'ouvrage d'art Saint-Pierre.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TRA 003-5982/19/CM

**■ Actualisation des principes directeurs des règles d'accès et redevances des opérateurs aux gares routières de Marseille Saint-Charles, Aix en Provence et Krypton
MET 19/10856/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

L'Autorité de régulation des activités ferroviaires et routières (ARAFER) qui contrôle et régit les accès, la non-discrimination des transporteurs et les règles de gestion des Gares Routières a adopté le 15 juin 2016 la décision n°2016-101 relative à la structure-type des règles d'accès aux aménagements de transports. Celle-ci a été complétée le 4 octobre 2017 par la décision n°2017-116 relative aux règles tarifaires, à la procédure d'allocation des capacités et à la comptabilité propre des aménagements de transport routier.

De ce fait, l'ARAFER a demandé à la Métropole de mettre en conformité les règles d'accès aux gares routières dont elle est responsable et les redevances correspondantes en respectant les décisions et les prescriptions sus visées.

Les informations suivantes devront être renseignées, dès lors qu'elles sont applicables à de l'aménagement :

- Présentation de l'aménagement,
- Description des prestations d'accès et des services complémentaires,
- Conditions d'accès à l'aménagement,
- Tarification et facturation,
- Conditions d'utilisation de l'aménagement.

Il est précisé par ailleurs que par délibération TRA 018-1393/16/CM du 15 décembre 2016, la Métropole d'Aix-Marseille Provence a adopté des principes garantissant aux opérateurs de transport des règles d'accès transparentes objectives et non discriminatoires, conformément aux exigences réglementaires issues de l'ordonnance « gares routières ».

Ainsi et au vu des demandes de l'Autorité de Régulation, il est proposé d'adopter les règles d'accès annexées à la présente délibération à compter de septembre 2019 pour les sites suivants :

- Gare routière d'Aix en Provence
- Gare routière du Krypton (Aix en Provence)
- Gare routière de Marseille Saint Charles

Les redevances de touchers de quai proposées sont les suivants :

- Gare routière d'Aix en Provence

- 7.50€ HT forfaitaire par toucher (services conventionnés et librement organisés)
- 3,75 € HT forfaitaire par toucher pour les services de transports urbains
- Gare routière du Krypton (Aix en Provence)
 - 6.70 € HT forfaitaire par toucher (services conventionnés et librement organisés)
 - 3.35 € HT forfaitaire par toucher pour les services de transports urbains
- Gare routière de Marseille Saint Charles
 - 11.00 € HT forfaitaire par toucher (services conventionnés et librement organisés)
 - 5.50 € HT forfaitaire par toucher pour les services de transports urbains

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La loi n°2015-1085 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République
- La décision n°2016-101 de l'Autorité de régulation des activités ferroviaires et routières du 15 juin 2016 relative à la structure-type des règles d'accès aux aménagements de transports.
- La décision n°2017-116 du 4 octobre 2017 relative aux règles tarifaires, à la procédure d'allocation des capacités et à la comptabilité propre des aménagements de transport routier.
- La délibération n° TRA 018-1393/16/CM du Conseil de la Métropole du 15 décembre 2016 relative à l'approbation des principes directeurs sur les règles d'accès des opérateurs de transport aux gares routières et emplacements d'arrêts métropolitains.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- La nécessité d'amender les règles d'accès afin d'être en conformité avec les exigences réglementaires issues de l'Autorité Réglementaire des Activités Ferroviaires et Routières

Délibère

Article unique :

Sont approuvés les nouveaux principes directeurs des règles d'accès des opérateurs de transport aux gares routières et emplacements d'arrêt métropolitains et les redevances s'y appliquant, ci-annexées et concernant les gares routières d'Aix-en-Provence, Krypton (Aix-en-Provence) et Saint-Charles (Marseille). Ces nouvelles règles entreront en vigueur à compter de septembre 2019

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TRA 004-5983/19/CM

**■ Approbation de l'avenant n° 2 au contrat de Délégation de Service Public relatif à l'exploitation de service de transport de véhicules entre Marseille et l'archipel du Frioul
MET 19/10830/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Communauté Urbaine de Marseille Provence Métropole substituée au 1er janvier 2016 par la Métropole Aix-Marseille Provence, en date du 20 novembre 2013 notifiait le Délégation de Service Public n°130213DSP à la société ICARD MARITIME (SIREN 330 245 531 00026), mandataire du groupement solidaire ICARD MARITIME / MEDITERRANEENNE.

Or la société ICARD MARITIME, initialement immatriculée sous le numéro SIREN 330 245 531 00026, a changé de forme juridique et est désormais immatriculée sous le numéro SIREN 812 808 681 00017.

Le présent avenant a donc pour objet d'acter ce changement.

Cette modification n'a aucune incidence sur l'économie du contrat.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La délibération POR 001-687/13/CC du Conseil de Communauté du 31 octobre 2013 approuvant le choix du groupement Icard Maritime / Méditerranéenne des Services Maritimes pour l'exploitation du service de transport de véhicules entre Marseille et l'archipel du Frioul ;
- La délibération DPMOD 15/13748/CC du 25 septembre 2015 approuvant l'avenant n°1 au contrat

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- La délibération POR 001-687/13/CC du Conseil de Communauté du 31 octobre 2013 a approuvé le choix du groupement Icard Maritime / Méditerranéenne des Services Maritimes pour l'exploitation du service de transport de véhicules entre Marseille et l'archipel du Frioul ;
- Qu'il convient d'acter le changement de n° SIREN de la société ICARD MARITIME

Délibère

Article 1 :

Est approuvé l'avenant n° 2 ci-annexé à la convention de Délégation de Service Public n° 13/213 relatif au transfert du titulaire de la Délégation de Service Public.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer cet avenant

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TRA 005-5984/19/CM

**■ Délégation de Service Public pour l'exploitation du parking Estienne d'Orves à Marseille - Approbation du choix du délégataire - Approbation du contrat de Délégation de Service Public et de ses annexes
MET 19/10804/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération TRA 016-1804/17/CM du 30 mars 2017, le Conseil de la Métropole a approuvé le principe de la Délégation de Service Public, sous forme d'affermage d'une durée de 7 ans, comme mode de gestion du parking Estienne d'Orves, sis à Marseille.

Sur cette base, un avis d'appel public à la concurrence a été envoyé à la publication le 11 octobre 2017 dans les journaux la Provence, le Moniteur des Travaux Publics, au BOAMP et au JOUE. Les candidats devaient présenter leur candidature et leur offre au plus tard le 13 décembre 2017 à 16h30.

La Commission de Délégation de Service Public s'est réunie le 21 décembre 2017 et a procédé à l'ouverture des plis déposés par les cinq candidats suivants :

- **Transdev Stationnement ;**
- **Effia Stationnement ;**
- **Q-Park France ;**
- **Société d'Assistance et de Gestion du Stationnement (SAGS)**
- **Indigo Infra ;**

Par courrier en date du 16 janvier 2018, la Collectivité a envoyé une demande de pièces complémentaires aux cinq candidats, avec une date limite de remise fixée au 24 janvier 2018.

La commission s'est réunie le 1er février 2018 en vue de sélectionner les candidatures. L'analyse des candidatures a conclu que les cinq candidats offraient des garanties techniques, économiques et financières satisfaisantes rendant aptes à assurer la continuité du service public et l'égalité des usagers devant le service public. Lors de la même séance, la commission a procédé à l'ouverture et à l'enregistrement des plis des entreprises sélectionnées ayant remis une offre. Ces candidats sont les suivants :

- **Effia Stationnement ;**
- **Indigo Infra ;**

- **Q-Park France ;**
- **Société d'Assistance et de Gestion du Stationnement (SAGS) ;**
- **Transdev Stationnement.**

Suite à l'avis formulé par la Commission de délégation de service public, en date du 24 mai 2018, une phase de négociations a été engagée avec l'ensemble des candidats.

Le rapport joint en annexe, établi conformément aux dispositions de l'article L. 1411-5 du Code Général des Collectivités Territoriales, rend compte du déroulement de la procédure et en particulier de la phase de négociation.

Il présente les motifs de choix du candidat retenu par l'autorité habilitée à signer la convention, soit la société Indigo Infra. Celle-ci s'est engagée à créer, dans un délai de deux mois à compter de la notification du contrat, une société dédiée à l'exécution de la délégation, qui lui sera substituée dans ses droits et obligations en qualité de délégataire.

Ce rapport présente également les principales caractéristiques et l'économie générale du contrat de Délégation de Service Public qu'il est proposé de conclure avec le candidat retenu.

La durée du contrat d'affermage est fixée à 7 ans à compter de sa notification, pour tenir compte de l'amortissement des investissements demandés au délégataire. Le contrat de Délégation de Service Public confie à l'attributaire l'exploitation du parking Estienne d'Orves sis à Marseille, à ses risques et périls. Le délégataire se rémunérera à titre principal par la perception des tarifs sur les usagers.

Les tarifs sont listés en annexe 11 du contrat. Ils sont révisés chaque année selon une formule d'indexation prévue contractuellement. Au titre de la mise à disposition des équipements, le délégataire versera annuellement à La Métropole une redevance annuelle révisable, composée d'une part fixe et d'une part proportionnelle au chiffre d'affaires global hors taxe.

Au vu de l'exposé qui précède et du rapport annexé, il est proposé au Conseil de la Métropole :

- d'approuver le choix du délégataire pour l'exploitation du parking Estienne d'Orves, sis à Marseille ;
- d'approuver le contrat de Délégation de Service Public et ses annexes dont les principales caractéristiques et l'économie générale sont décrites dans ledit rapport.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- L'ordonnance n°2016-65 du 29 janvier 2016 relative aux contrats de concession ;
- Le décret 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n°2016-86 du 1^{er} février 2016 relatif aux contrats de concession ;
- La délibération TRA 016-1804/17/CM du 30 mars 2017 par laquelle le Conseil de la Métropole a approuvé le principe d'une Délégation de Service Public pour l'exploitation du parking Estienne d'Orves ;
- L'avis de la Commission Consultative des Services Publics Locaux du 8 mars 2017 ;
- Les Procès-verbaux de la Commission de délégation de service public ;
- Le rapport de présentation ci-après annexé de Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille Provence, établi en application de l'article L.1411-5 du Code Général des Collectivités Territoriales exposant le déroulement de la procédure, les motifs du choix du candidat retenu par l'exécutif et l'économie générale du contrat de délégation de service public ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire de Marseille Provence du 14 mai 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé le principe d'une Délégation de Service Public sous forme d'affermage en

vue de l'exploitation du parking Estienne d'Orves, sis à Marseille.

- Qu'il appartient au Conseil de la Métropole, au terme de la procédure de consultation et au vu du rapport présenté par Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, de se prononcer sur le choix du Déléataire de Service Public et d'approuver le contrat de délégation et ses annexes.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le choix de la société Indigo Infra en qualité de Déléataire de Service Public pour l'exploitation du parking Estienne d'Orves, sis à Marseille, à laquelle se substituera une société dédiée exclusivement à l'exécution de la Délégation de Service Public.

Article 2

Est approuvé le contrat de Délégation de Service Public sous forme d'affermage établi pour une durée de sept ans, ainsi que ses annexes, ci-joints.

Article 3

Les recettes seront constatées au Budget Principal de la Métropole Aix-Marseille Provence sur l'Etat Spécial du Territoire Marseille-Provence – Sous politique C350 – Nature 757

Article 4

Madame la Présidente de la Métropole, ou son représentant, est autorisé à signer ledit contrat de Délégation de Service Public et ses annexes.

Article 5

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou son représentant, est autorisé à signer tous les actes et à accomplir toutes les formalités nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TRA 006-5985/19/CM

**■ Concession pour la mise à disposition, le nettoyage, la maintenance et l'exploitation publicitaire d'abris voyageurs sur la commune d'Aix-en-Provence - Approbation du contrat de concession et de ses annexes
MET 19/10800/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Les abris-voyageurs qui équipent actuellement le réseau de bus desservant la commune d'Aix en Provence font l'objet d'un marché de fournitures et de services en cours d'exécution pour la mise à disposition, l'installation, la maintenance et le nettoyage d'abris voyageurs, qui viendra à son terme au 31 août 2019.

Par ailleurs, par voie d'avenant à la convention de gestion n°17/1033 relative à la compétence « Abris de Voyageurs » de la commune d'Aix-en-Provence, la Ville d'Aix-en-Provence et la Métropole Aix-Marseille-Provence ont approuvé la prolongation de 8 mois de la durée de ladite convention.

Ainsi, un avis d'appel public à la concurrence a été envoyé à la publication le 23 juillet 2018 dans le journal Moniteur des travaux publics, au BOAMP et au JOUE.

L'avis de publicité fixait au 26 septembre 2018, à 21h00, la date limite de réception des candidatures.

Par un avis publié au JOUE et BOAMP le 22 septembre 2018, et sur Le Moniteur le 28/09/2018, cette date a été reportée, au 05 octobre 2018, à 12h, puis au 07 novembre 2018 12h.

Un seul pli a été réceptionné dans les délais impartis émanant de la société JC Decaux France.

La Commission Concession s'est réunie le 17 janvier 2019 pour ouvrir le pli contenant la candidature.

Lors de sa séance du 7 février 2019, la Commission Concession a examiné la candidature unique reçue. Elle a retenu qu'elle respectait les obligations d'emploi des travailleurs handicapés et qu'ils offraient par ailleurs des garanties professionnelles et financières satisfaisantes les rendant aptes à assurer la concession d'abris voyageurs sur la commune d'Aix-en-Provence.

L'ouverture de l'offre a été effectuée le même jour.

Après analyse détaillée, la Commission Concession a rendu son avis sur l'offre lors de sa séance du 14 mars 2019 et a recommandé d'engager les discussions avec l'unique soumissionnaire.

Par courrier en date du 21 mars 2019, la Métropole Aix-Marseille-Provence a transmis au soumissionnaire une liste de questions et l'a invité à une réunion de négociation le 11 avril 2019 à 14h30.

Suite à la réunion de négociation, en date du 11 Avril 2019, la Métropole par un courrier en date du 12 avril 2019, a invité le soumissionnaire à remettre une offre finale pour le 19 avril 2019.

Le rapport joint en annexe, établi conformément aux dispositions de l'article L.1411-5 du Code Général des Collectivités Territoriales, rend compte du déroulement de la procédure et en particulier de la phase de négociation. Il présente les motifs du choix

du soumissionnaire retenu par l'autorité habilitée à signer la convention, soit la société JC DECAUX FRANCE. Ce rapport présente également les principales caractéristiques et l'économie générale du contrat de concession qu'il est proposé de conclure avec le soumissionnaire retenu.

Celle-ci s'est engagée à créer, dans un délai de six mois à compter de la notification du contrat, une société dédiée à l'exécution de la concession, qui lui sera substituée dans ses droits et obligations en qualité de concessionnaire.

La durée du contrat est fixée à 15 ans à compter de sa notification, pour tenir compte de l'amortissement des investissements demandés au concessionnaire. Le contrat de concession confie à l'attributaire l'exploitation des abris de voyageurs sur la commune d'Aix-en-Provence, à ses risques et périls, le concessionnaire se rémunérant par la perception des recettes générées par la location d'espace publicitaire.

La Métropole ne verse aucune subvention ou paiement au concessionnaire. Elle n'a pas à payer, par prix unitaires, des prestations de déplacement d'abris voyageurs, ou de mise à disposition d'abris voyageurs complémentaires. Le soumissionnaire doit cependant payer à la métropole, chaque année un intéressement correspondant à 32% du chiffre d'affaire, soit en prévisionnel, 16,9 millions d'euros sur la durée de la concession, avec un montant minimum garanti de 11.9 millions d'euros.

Les travaux d'installation et de pose des 64 abris voyageurs en stations BHNS doivent être achevés au plus tard 6 mois après la date de notification du présent contrat, et les travaux d'installation et de pose des 226 abris voyageurs des arrêts de bus doivent être achevés au plus tard 9 mois après la date de notification du présent contrat.

Le soumissionnaire s'engage à déployer 61 abris voyageurs équipés d'écrans digitaux, à savoir 13 écrans sur des abris voyageurs affectés à la ligne BHNS, et 48 écrans sur des abris voyageurs affectés au réseau Aix en Bus.

Au vu de l'exposé qui précède et du rapport annexé, il est proposé au Conseil de la Métropole :

- d'approuver le choix du concessionnaire pour l'exploitation des abris de voyageurs sur la commune d'Aix-en-Provence;
- d'approuver le contrat de concession et ses annexes, dont les principales caractéristiques et l'économie générale sont décrites dans ledit rapport.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'ordonnance n° 2016-65 du 29 janvier 2016 relative aux contrats de concession ;
- Le décret n° 2016-86 du 1er février 2016 relatif aux contrats de concession ;
- Le rapport de présentation ci-annexé de Monsieur le Président de la Métropole, établi en application de l'article L1411-5 du Code général des Collectivités Territoriales exposant le déroulement de la procédure, les motifs du choix du candidat retenu par l'exécutif et l'économie générale du contrat de concession ;
- Le contrat et ses annexes ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 9 mai 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il appartient au Conseil de la Métropole, au terme de la procédure de consultation et au vu du rapport présenté par Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence, de se prononcer sur le choix du concessionnaire et d'approuver le contrat de concession et ses annexes.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le choix de la société JC DECAUX FRANCE en qualité de concessionnaire pour la mise à disposition, le nettoyage, la maintenance et l'exploitation publicitaire d'abris voyageurs sur la commune d'Aix-en-Provence.

Article 2 :

Est approuvé le contrat de concession pour la mise à disposition, le nettoyage, la maintenance et l'exploitation publicitaire d'abris-voyageurs sur le commune d'Aix-en-Provence établi pour une durée de 15 ans, ainsi que ses annexes, ci-joints.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer ledit contrat de concession et ses annexes.

TRA 007-5986/19/CM

■ Délégation de Service Public pour l'exploitation du réseau de transport de voyageurs Aix en Bus - Approbation du choix du délégataire - Approbation du contrat de Délégation de Service Public et de ses annexes MET 19/10853/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

En application de l'article L5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT), la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce de plein droit, en lieu et place des communes situées sur son territoire, la compétence en matière d'organisation de la Mobilité et est à ce titre Autorité Organisatrice de la Mobilité Durable sur son ressort territorial.

La convention de Délégation de Service Public, relative à l'exploitation du service public de transport urbain de voyageurs du Réseau Aix-en-Bus est entrée le 1^{er} janvier 2019 dans sa huitième année d'exécution. L'entreprise Keolis approuvée en tant que délégataire, le 13 juillet 2011 par délibération N°2011A121 du Conseil de Communauté du Pays d'Aix, a reçu notification en novembre 2018 de la fin anticipée de la convention pour motif d'intérêt général à échéance du 3 novembre 2019.

Suite à la procédure de délégation de service public initiée par le vote du Conseil Métropolitain du 14 décembre 2017, TRA 011-14/12/17 CM pour l'exploitation du réseau de transport urbain Aix en bus, après l'organisation de la phase de négociation avec les deux entreprises admises à déposer une offre, il convient désormais d'autoriser madame la Présidente à signer la convention de délégation de service public (dite la concession) avec le concessionnaire (anciennement le délégataire) passée pour une durée d'exploitation de 9 ans qui démarre le 4 novembre 2019.

Sur cette base un avis d'appel public à la concurrence a été envoyé à la publication le 9 janvier 2018 au Journal Officiel de l'Union Européenne et au BOAMP, ainsi que dans la Revue spécialisée correspondant au

secteur économique concerné (Revue Ville, Rails et Transport).

L'avis de publicité fixait au 12 février 2018, 12h00, la date limite de réception des candidatures.

Cinq plis ont été réceptionnés dans les délais impartis émanant de : BK Transports Services, Transdev SA, SA Keolis, RATP Développement, Transdev SA (Copie de sauvegarde).

La commission d'ouverture des plis s'est réunie le 1er mars 2018 pour procéder à l'ouverture des candidatures reçues et enregistrer les différentes pièces relatives à la candidature telles que demandées par l'avis de concession et l'article 5.1 du règlement de candidatures.

A l'issue de cette réunion, l'autorité concédante a décidé de faire usage de la faculté offerte par les dispositions du I de l'article 23 du décret n°2016-86 du 1er février 2016 relatif aux contrats de concession :

- En invitant les candidats ayant remis des dossiers ne comportant pas l'ensemble des documents et informations exigés par l'avis de concession et l'article 5.1 du règlement de candidatures à compléter leur dossier ;

- En informant l'ensemble des candidats de la mise en œuvre de cette disposition.

Par courriers envoyés le 8 mars 2018 via le profil d'acheteur, il a été demandé à la société BK TRANSPORTS SERVICES, à la société TRANSDEV et à la société RATP DEVELOPPEMENT de compléter leur dossier de candidature.

La date limite de réception des compléments des dossiers de candidatures concernés a été fixée au 13 mars 2018 à 17 heures.

Par courrier envoyé parallèlement le 8 mars 2018 via le profil d'acheteur, la société KEOLIS a été informée du caractère complet de sa candidature.

La société TRANSDEV a complété son dossier de candidature par courriel du 13 mars 2018 en remettant l'ensemble des pièces et documents visés par le courrier du 8 mars 2018.

La société RATP DEVELOPPEMENT a complété son dossier de candidature par courriel du 13 mars 2018 en remettant certaines pièces et documents visés par le courrier du 8 mars 2018 à l'exception toutefois :

- D'une déclaration en bonne et due forme sur ses effectifs moyens annuels, l'importance de son personnel d'encadrement et ses moyens matériels sur les trois dernières années ;

- Du certificat délivré par l'AGEFIPH attestant de la régularité de sa situation, en qualité d'employeur, au regard de l'obligation d'emploi des travailleurs handicapés prévue aux articles L. 5212-2 à L. 5212-5 du code du travail à laquelle elle est soumise.

La société BK TRANSPORTS SERVICES n'a pas donné suite à la demande de régularisation formulée par le courrier du 8 mars 2018.

Lors de sa séance du 15 mars 2018, conformément aux dispositions de l'article L 1411-5 du code général des collectivités territoriales et des articles 21 et 23 du décret n°2016-86 du 29 janvier 2016 relatif aux contrats de concession, la commission d'ouverture des plis a décidé :

- De déclarer irrecevables les candidatures des sociétés BK TRANSPORTS SERVICES et RATP DEVELOPPEMENT.

Les candidats ont été informés du rejet de leur candidature par courrier du 4 avril 2018.

- De retenir que les deux candidats SA KEOLIS et TRANSDEV SA respectaient les obligations d'emploi des travailleurs handicapés et offraient par ailleurs des garanties professionnelles et financières satisfaisantes les rendant aptes à assurer la continuité du service public de transport de voyageurs pour l'exploitation du réseau Aix en Bus, ainsi que l'égalité des usagers devant ce service public.
- D'admettre les sociétés KEOLIS et TRANSDEV à présenter une offre.

En date du 18 avril 2018, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, a informé les deux candidats qu'ils étaient admis à remettre une offre, date à laquelle le dossier de consultation des entreprises leur a été Communiqué, (Le DCE était constitué du règlement de la consultation, du projet de concession et des documents définissant les caractéristiques qualitatives et quantitatives des prestations attendues).

La date limite de réception des offres était fixée au 4 septembre 2018, à 12 heures.

Une visite obligatoire du dépôt principal et du parking de la Route des Alpes, futur site d'implantation d'un dépôt secondaire était prévue la semaine du 23 au 27 avril selon les stipulations de l'article 8 du règlement de la consultation.

Les visites obligatoires étaient organisées le jeudi 26 avril 2018 à partir de 8H30 pour le candidat TRANSDEV SA et l'après-midi à partir de 14h30 pour le candidat SA KEOLIS.

Faisant suite à l'envoi du DCE et aux visites des équipements mis à leur disposition, les candidats ont posé de nombreuses questions auxquelles il a été répondu par voie électronique entre le 3 mai 2018 et le 3 août 2018.

Ayant apporté réponses et renseignements complémentaires à toutes les questions posées par les candidats, l'autorité concédante a informé les candidats du report de la date limite des offres au 12 septembre 2018, 16h00.

A l'issue de ce délai, deux plis ont été réceptionnés dans les délais impartis :

N° du pli	
1	SA KEOLIS réceptionné le 11 septembre 2018 par voie dématérialisée
1bis	COPIE DE SAUVEGARDE réceptionné le 11 septembre 2018 par voie dématérialisée
2	TRANSDEV SA, 5 exemplaires pli papier réceptionné le 12 septembre 2018

Lors de sa séance du 13 septembre 2018, la Commission de Délégation de Service Public s'est réunie pour procéder à l'ouverture des deux offres reçues et enregistrer les différentes pièces relatives à l'offre telles que demandées par l'article 5.1 du règlement de consultation.

La Commission a procédé à une analyse détaillée des offres au regard des critères de jugement des offres établis par le règlement de consultation.

Au vu de cette analyse, la commission de délégation des services publics réunie le 15 novembre 2018 a rendu son avis sur les offres et recommandé à l'autorité habilitée à signer la convention d'inviter les deux soumissionnaires sus-désignés à préciser

certain aspects de leurs offres et d'engager une négociation avec ces derniers.

Le rapport joint en annexe, établi conformément aux dispositions de l'article L. 1411-5 du Code Général des Collectivités Territoriales, rend compte du déroulement de la procédure et en particulier de la phase de négociation ayant permis d'obtenir après l'offre initiale, une offre intermédiaire dont l'analyse vous est communiquée puis une offre finale permettant de dégager l'avantage économique global le meilleur pour le service public concédé.

Le présent rapport présente ainsi les motifs de choix du candidat retenu par l'autorité habilitée à signer la convention de délégation de service public (dite la Concession) soit la société **SA KEOLIS**. Celle-ci présentant la société dédiée Keolis Pays d'Aix, qui lui sera substituée dans ses droits et obligations en

qualité de concessionnaire, au plus tard à la date de démarrage effectif des services pour exécution des services concédés.

Ce rapport présente également les principales caractéristiques et l'économie générale de la convention de Délégation de Service Public (dite la Concession) qu'il est proposé de conclure avec le candidat retenu.

La convention de Délégation de Service Public (dite la Concession) confie à l'attributaire l'exploitation du réseau de transport public de voyageurs Aix en Bus, hors ligne BHNS St Mitre-Krypton, à ses risques et périls, ainsi que celle des parkings relais et pôles d'échanges au sein d'un périmètre géographique comprenant les communes d'Aix en Provence, de Saint-Marc-Jaumegarde, du Tholonet et de Venelles.

Le concessionnaire fournit l'ensemble des moyens matériels et humains et assure également l'entretien et la maintenance des matériels et installations mis à sa disposition et nécessaires à l'exploitation des services concédés (dépôt, P+R, billettique, SAEIV, points d'arrêts, sanitaires de bout de lignes ...).

En contrepartie de la mise à disposition par l'autorité concédante de ces derniers biens, le concessionnaire verse une redevance de 1,5 millions d'euros par an.

La durée de l'exploitation est fixée à 9 ans à compter du démarrage effectif des services, pour tenir compte du temps escompté pour l'amortissement des investissements demandés au délégataire. Une clause de réexamen permet d'étendre le moment venu l'exploitation d'une année supplémentaire sans que la durée totale de la concession à compter de sa date de notification ne puisse excéder 10 ans.

Le concessionnaire supporte le risque d'exploitation, en contrepartie il se rémunérera à titre principal par la perception des recettes de trafic sur les usagers en ce compris des usagers du BHNS St Mitre-Krypton et des recettes d'exploitation des parkings relais et pôles d'échanges.

Les recettes sont perçues sur la base des tarifs arrêtés par la Métropole et les gratuités sociales sont compensées au concessionnaire sur la base des écarts entre chaque tarif de référence et chaque tarification sociale, plafonnées à hauteur de 100% du montant prévisionnel sur lequel le concessionnaire s'est engagé. La compensation tarifaire est assujettie à la TVA.

En raison des charges d'exploitation et sujétions de service public, inhérentes au service de transport public urbain de voyageurs, le concessionnaire perçoit une Contribution Financière Forfaitaire, révisée chaque année selon une formule d'indexation prévue contractuellement, laquelle s'applique également aux charges d'exploitation.

Le montant annuel de la Contribution Financière Forfaitaire (CFFn) résulte de la différence entre le montant des charges forfaitaires prévisionnelles indexées et le montant des recettes prévisionnelles forfaitaires selon la formule : $CFFn = Cn - R0$

Avec :

- Cn le montant de charges forfaitaires du service tel qu'indiqué au compte d'exploitation prévisionnel, après application de l'indexation telle que prévue ci-dessous, majoré du résultat non indexé, avant IS prévisionnel.
- $R0$ le montant de référence des recettes tel qu'indiqué au compte d'exploitation prévisionnel (toutes recettes hors Contribution Financière Forfaitaire), qui intègre une augmentation prévisionnelle contractuelle et ne fait donc pas l'objet d'indexation

Les montants prévisionnels non indexés de la Contribution Financière Forfaitaire sont contractualisés tel qu'il suit :

€ valeur 2018	2019 (du 4 nov.au 31 dec)	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028 (du 1er janv.au 3 nov.)
Recettes (R0)	1 648 399	10 701 196	11 043 573	11 833 121	11 182 653	11 364 107	11 491 099	11 711 027	11 922 845	9 984 016
Forfait de charges (C0)	6 615 034	42 536 429	44 994 964	47 718 161	46 536 113	47 768 475	47 901 516	48 222 191	48 599 970	41 167 376
Contribution Financière Forfaitaire (CFF0)	4 966 635	31 835 233	33 951 391	35 885 039	35 353 460	36 404 368	36 410 417	36 511 164	36 677 125	31 183 360

Les charges forfaitaires prévisionnelles, à partir desquelles est calculée la Contribution Financière Forfaitaire (CFF) par différence avec l'engagement de recettes, est révisé annuellement par application d'un coefficient d'indexation calculé selon une formule paramétrique représentative de la construction du Compte d'Exploitation Prévisionnel.

La formule d'indexation comporte une part fixe liée notamment aux investissements mis à la charge du concessionnaire et à une redevance supportée par le concessionnaire en contrepartie de la mise à disposition des équipements nécessaires à l'exploitation des services concédés. La redevance versée annuellement par le concessionnaire à la Métropole est assujettie à TVA.

$$Kn = 0,100 + 0,002 \frac{E_n}{E_0} + 0,060 \frac{G_n}{G_0} + 0,078 \frac{M_n}{M_0} + 0,123 \frac{P_n}{P_0} + 0,128 \frac{R_n}{R_0} + 0,353 \frac{S_{1n}}{S_{10}} \times \frac{(1 + Ch1_n)}{(1 + Ch1_0)} + 0,156 \frac{S_{2n}}{S_{20}} \times \frac{(1 + Ch2_n)}{(1 + Ch2_0)}$$

A partir de 2022 et jusqu'à la date d'échéance de la concession la formule est la suivante :

$$Kn = 0,100 + 0,007 \frac{E_n}{E_0} + 0,043 \frac{G_n}{G_0} + 0,118 \frac{M_n}{M_0} + 0,115 \frac{P_n}{P_0} + 0,127 \frac{R_n}{R_0} + 0,338 \frac{S_{1n}}{S_{10}} \times \frac{(1 + Ch1_n)}{(1 + Ch1_0)} + 0,152 \frac{S_{2n}}{S_{20}} \times \frac{(1 + Ch2_n)}{(1 + Ch2_0)}$$

Les modalités de versement de la CFF prévoient des versements par acomptes mensuels d'1/12^{ème} des montants prévisionnels.

Les valeurs retenues pour le calcul d'indexation chaque année sont celles de la période contractuelle écoulée :

- pour les indices mensuels : il s'agit de la moyenne des 12 valeurs de la période ;
- pour les indices trimestriels : la moyenne des 4 valeurs antérieures de la période considérée.

Pour 2019 :

- pour les indices mensuels : il s'agit de la moyenne des 4 valeurs de la période ;
- pour les indices trimestriels : la moyenne au prorata temporis des 2 valeurs antérieures de la période considérée.

Pour 2028 :

- pour les indices mensuels : il s'agit de la moyenne des 8 valeurs de la période ;
- pour les indices trimestriels : la moyenne au prorata temporis des 3 valeurs antérieures de la période considérée.

La formule d'indexation de la contribution est également utilisée, sauf disposition contraire, pour procéder en tant que de besoin à l'indexation des montants monétaires mentionnés dans la présente concession.

Au vu de l'exposé qui précède et du rapport annexé, il est proposé au Conseil de la Métropole :

- d'approuver le choix du délégataire pour l'exploitation du Réseau de transport Aix en

La part variable de la formule d'indexation est composée d'indices représentatifs, pondérés, selon la part proportionnelle de chacune des composantes des coûts d'exploitation des services concédés. La structure des charges de gasoil et d'électricité, notamment évoluant en fonction de la livraison des matériels roulants électriques, deux formules déclinent la part de ces indices de 2019 à 2021 puis à partir de 2022 et jusqu'à l'échéance de la convention, elles ont été contractualisées comme suit :

De 2019 à 2021 le coefficient K d'indexation résulte de la formule suivante :

bus et des parkings relais et pôles d'échanges associés ;

- d'approuver le contrat de Délégation de Service Public dit « la Concession » et ses annexes dont les principales caractéristiques et l'économie générale sont décrites dans le dit rapport.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'ordonnance n°2016-065 du 29 janvier 2016 relative aux contrats de concession
- Le décret 2016-86 du 1^{er} février 2016 relatifs aux contrats de concession ;
- Le décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la

commande publique et codifiant le décret n° 2016-86 du 1er février 2016 relatif aux contrats de concession;

- La délibération N° TRA 011-14/12/17/CM du 14 décembre 2017 approuvant le principe de la délégation de l'exploitation du réseau de transport urbain Aix en bus et le lancement de la procédure de délégation de service public devant conduire à la désignation du délégataire ;
- L'avis de la Commission Consultative des Services Publics Locaux du 29 novembre 2017 ;
- Les procès-verbaux de la Commission de délégation de service public des 1^{er} mars 2018, 13 avril 2018, 13 septembre 2018 et 15 novembre 2018,
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- Le rapport de présentation ci-après annexé de Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille Provence, établi en application de l'article L.1411-5 du Code Général des Collectivités Territoriales exposant le déroulement de la procédure, les motifs du choix du candidat retenu par l'exécutif et l'économie générale du contrat de délégation de service public ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 9 mai 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé le principe d'une Concession de service Public sous forme de délégation de service public en vue de l'exploitation du Réseau de transport Aix en bus et des parkings-relais et pôles d'échanges situé dans les limites de son périmètre géographique.
- Qu'il appartient au Conseil de la Métropole, au terme de la procédure de consultation et au vu du rapport présenté par Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, de se prononcer sur le choix du Délégataire de Service Public et d'approuver le contrat de délégation de service public dit « la Concession » et ses annexes.

Délibère

Article 1

Est approuvé le choix de la société KEOLIS en qualité de Délégataire de Service Public pour l'exploitation du Réseau de transport Aix en bus et des parkings-relais et pôles d'échanges situé dans les limites de son périmètre géographique, à laquelle se substituera la Sarl Keolis Pays d'Aix société dédiée exclusivement à l'exécution de la Délégation de Service Public.

Article 2

Est approuvé le contrat de Délégation de Service Public dit « la Concession » établi pour une durée de neuf ans à compter du 4 novembre 2019, ainsi que ses annexes, ci-jointes.

Article 3

Madame la Présidente de la Métropole, ou son représentant, est autorisé à signer la dite, Concession et ses annexes.

Article 4

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou son représentant, est autorisé à signer tous les actes et à accomplir toutes les formalités nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TRA 008-5987/19/CM

■ Approbation du Schéma d'Accessibilité Programmée des Transports des communes de Martigues, Port-de-Bouc, Saint-Mitre-les-Remparts, Port-Saint-Louis-du-Rhône, Fos-sur-Mer, Istres, Miramas, Grans, Cornillon-Confoux (réseau urbain « Ulysse »)
MET 19/10860/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La loi N°2005-102 du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées imposait la mise en accessibilité des réseaux de transport pour 2015.

Devant la difficulté de l'ensemble des Autorités Organisatrices de Mobilité (AOM) à tenir cette échéance et compte tenu des difficultés de mise en œuvre de cette loi, une ordonnance puis plusieurs décrets (les derniers datés du 4 novembre 2014) ont précisé les priorités, la méthode et les contenus du Schéma d'Accessibilité Programmé (Sd'AP).

La Métropole doit de se mettre en conformité avec la réglementation. À cette fin le Schéma d'Accessibilité Programmée (Sd'AP) des Transports correspondant

aux communes du réseau urbain « Ulysse » (Martigues, Port-de-Bouc, Saint-Mitre-les-Remparts, Port-Saint-Louis-du-Rhône, Fos-sur-Mer, Istres, Miramas, Grans, Cornillon-Confoux) a été rédigé et est soumis à l'approbation du Conseil Métropolitain.

En conséquence, ces documents seront remis après approbation du Conseil Métropolitain aux services concernés de l'État.

La rédaction du Sd'AP des communes du réseau de transport urbain « Ulysse » a été l'occasion d'établir une véritable programmation dans la mise en accessibilité des points d'arrêt, année par année sur les 3 prochaines années.

A l'issue de l'audit des points d'arrêt du réseau urbain « Ulysse », le budget théorique total estimé en investissement pour répondre exhaustivement aux exigences de la loi serait de 7.7 millions d'Euros pour les points d'arrêt à répartir sur 3 ans. Ce montant prend en compte l'ensemble des arrêts du réseau et non pas uniquement les arrêts prioritaires.

Or compte tenu des caractéristiques de son territoire faible en densité et construit autour de pôles attractifs forts, les fréquentations des services de transports en commun sont fortement concentrées sur un nombre réduit de points d'arrêt.

La Métropole a donc défini les critères suivants pour la mise en accessibilité sur 3 ans des 574 points d'arrêts stratégiques au sens de la desserte équilibrée du territoire :

Il a été retenu que les travaux seront hiérarchisés suivant les critères suivants :

- dessertes des lignes structurantes/BHNS
- dessertes des pôles d'échanges
- fréquentation des arrêts
- estimation financière des mises en accessibilité
- arrêts situés proche d'un ERP (générateur de déplacements) ou d'une structure de personnes âgées

Le cout global de la mise en accessibilité de l'ensemble des arrêts de la liste d'arrêts prioritaires du réseau Ulysse s'élève à 4 182 295€ (Hors taxes et hors frais de maîtrise d'œuvre)

Le coût moyen de la mise en accessibilité par arrêt est de 7 286 € (Hors taxes et hors frais de maîtrise d'œuvre).

Scénario retenu à partir de la notification d'approbation par les services de l'Etat :

1 - L'aménagement de l'accessibilité des points d'arrêt

	Année 1	Année 2	Année 3
Nombre d'arrêts	152	203	219
Montant prévisionnel à engager	1 397 615 € HT	1 389 950 € HT	1 394 730 € HT

2 - L'aménagement de l'accessibilité des points de vente

	Année 1	Année 2	Année 3
Nombre de point de vente	2	3	1
Montant prévisionnel à engager	3 500 € HT	5 280 € HT	6 710 € HT

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

- La loi n° 2005-102 du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées ;
- L'ordonnance n° 2014-1090 du 26 septembre 2014 relative à la mise en accessibilité des établissements recevant du public, des transports publics, des bâtiments d'habitation et de la voirie pour les personnes handicapées, et notamment son chapitre II relatif aux obligations en matière de transports publics ;
- Le décret n° 2014-1321 du 4 novembre 2014 relatif au Schéma directeur d'accessibilité – Agenda d'accessibilité programmée pour la mise en accessibilité des services de transport public de voyageurs, qui définit le

contenu du SDA-ADAP ainsi que les conditions de son approbation par l'autorité administrative;

- Le décret n° 2014-1323 du 4 novembre 2014 relatif aux points d'arrêt des services de transport public à rendre accessibles de façon prioritaire aux personnes handicapées et précisant la notion d'impossibilité technique avérée, qui définit les conditions de détermination des points d'arrêts à rendre accessibles de manière prioritaire ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de territoire d'Ouest Provence du 13 mai 2019 ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays de Martigues du 13 mai 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- l'obligation d'accessibilité des services de transport et la mise en accessibilité de points d'arrêt de façon prioritaire ;
- Qu'il appartient à la Métropole de se prononcer et d'approuver le Schéma d'Accessibilité Programmée des Transports des communes de Martigues, Port-de-Bouc, Saint-Mitre-les-Remparts, Port-Saint-Louis-du-Rhône, Fos-sur-Mer, Istres, Miramas, Grans, Cornillon-Confoux (réseau urbain « Ulysse »).

Délibère

Article 1 :

Est adopté le Schéma d'Accessibilité Programmée des Transports des communes de Martigues, Port-de-Bouc, Saint-Mitre-les-Remparts, Port-Saint-Louis-du-Rhône, Fos-sur-Mer, Istres, Miramas, Grans, Cornillon-Confoux (réseau urbain « Ulysse ») ci-annexé.

Article 2 :

Est décidé du dépôt et de la mise en œuvre du Schéma d'Accessibilité Programmée des Transports susmentionné.

Article 3 :

Est approuvée la liste des points d'arrêt prioritaires des communes du réseau urbain « Ulysse » telle qu'annexée à la présente.

Article 4:

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer le Schéma d'Accessibilité Programmée des Transports correspondant, et toutes pièces s'y rattachant ainsi qu'à réaliser toutes les formalités nécessaires à leur mise en œuvre.

Article 5 :

Les crédits sont inscrits au Budget Annexe des Transports de la Métropole Aix-Marseille Provence - Section Investissement – opération 2019001500 – Sous politique C 240 – Nature 2315.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TRA 009-5988/19/CM

**■ Approbation du Schéma d'Accessibilité Programmée des Transports des communes des Pennes Mirabeau et Vitrolles (réseau urbain "Bus de l'Etang")
MET 19/10863/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La loi N°2005-102 du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées imposait la mise en accessibilité des réseaux de transport pour 2015.

Devant la difficulté de l'ensemble des Autorités Organisatrices de Mobilité (AOM) à tenir cette échéance et compte tenu des difficultés de mise en œuvre de cette loi, une ordonnance puis plusieurs décrets (les derniers datés du 4 novembre 2014) ont précisé les priorités, la méthode et les contenus du Schéma d'Accessibilité Programmé (Sd'AP).

La Métropole doit de se mettre en conformité avec la réglementation. À cette fin le Schéma d'Accessibilité Programmée (Sd'AP) des Transports correspondant aux communes du réseau urbain des « Bus de l'Etang » (Les Pennes Mirabeau et Vitrolles) a été rédigé et est soumis à l'approbation du Conseil Métropolitain. Les autres communes composant le réseau urbain des « Bus de l'Etang » ont été intégrées dans le Sd'AP de la Communauté Urbaine de Marseille (pour les communes de Marignane Gignac-La-Nerthe et Saint Victoret) et le Sd'AP de la Communauté d'Agglomération Salon - Etang de Berre - Durance (pour les communes de Berre l'Etang, Velaux et Rognac).

En conséquence, ces documents seront remis après approbation du Conseil Métropolitain aux services concernés de l'État.

La rédaction du Sd'AP des communes des Pennes Mirabeau et Vitrolles (du réseau de transport urbain

« Bus de l'Etang ») a été l'occasion d'établir une véritable programmation dans la mise en accessibilité des points d'arrêt, année par année sur les 3 prochaines années.

Ces deux communes, comptabilisent 391 points d'arrêt, dont 258 ont été identifiés comme prioritaires conformément aux caractéristiques établies par le décret en vigueur N°2014-1323.

Sur les 258 arrêts identifiés comme prioritaires 74 arrêts répondent aux conditions légales d'une

	Année 1	Année 2	Année 3
Nombre d'arrêts sur la commune des Pennes Mirabeau	11	3	24
Nombre d'arrêts sur la commune de Vitrolles	11	13	46
Montant prévisionnel à engager	138 600 € HT	100 800 € HT	441 000 € HT

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- Le décret 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole-Aix-Marseille-Provence
- La loi n° 2005-102 du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées
- L'ordonnance n° 2014-1090 du 26 septembre 2014 relative à la mise en accessibilité des établissements recevant du public, des transports publics, des bâtiments d'habitation et de la voirie pour les personnes handicapées, et notamment son chapitre II relatif aux obligations en matière de transports publics ;
- Le décret n° 2014-1321 du 4 novembre 2014 relatif au Schéma directeur d'accessibilité – Agenda d'accessibilité programmée pour la mise en accessibilité des services de transport public de voyageurs, qui définit le contenu du SDA-ADAP ainsi que les

Impossibilité Technique Avérée (ITA) et 76 sont considérés comme accessibles.

La Métropole doit programmer sur les trois prochaines années les travaux de mise en accessibilité correspondant aux 108 arrêts restants non accessibles sur ces deux communes pour un montant prévisionnel total de 680 400 € HT.

Scénario retenu à partir de la notification d'approbation par les services de l'Etat :

conditions de son approbation par l'autorité administrative ;

- Le décret n° 2014-1323 du 4 novembre 2014 relatif aux points d'arrêt des services de transport public à rendre accessibles de façon prioritaire aux personnes handicapées et précisant la notion d'impossibilité technique avérée, qui définit les conditions de détermination des points d'arrêts à rendre accessibles de manière prioritaire ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 14 mai 2019 ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 9 mai 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- l'obligation d'accessibilité des services de transport et la mise en accessibilité de points d'arrêt de façon prioritaire ;
- Qu'il appartient au Conseil de Métropole au terme de la réglementation susvisée de se prononcer et approuver le Schéma d'Accessibilité Programmée des Transports des communes des Pennes Mirabeau et Vitrolles (réseau urbain « Bus de l'Etang ») .

Délibère

Article 1 :

Est adopté le Schéma d'Accessibilité Programmée des Transports pour les communes des Pennes Mirabeau et de Vitrolles (réseau urbain des « Bus de l'Etang ») ci-annexé.

Article 2 :

Est décidé du dépôt et de la mise en œuvre du Schéma d'Accessibilité Programmée des Transports susmentionné.

Article 3 :

Est approuvé la liste des points d'arrêts prioritaires des communes des Pennes Mirabeau et Vitrolles du réseau urbain « Bus de l'Etang » telle qu'annexée à la présente.

Article 4 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer le Schéma d'Accessibilité Programmée des Transports correspondant, et toutes pièces s'y rattachant ainsi qu'à réaliser toutes les formalités nécessaires à leur mise en œuvre.

Article 5 :

Les crédits sont inscrits au Budget Annexe des Transports de la Métropole Aix-Marseille Provence – Section Investissement – opération 2019001500 – Sous politique C 240 – Nature 2315.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TRA 010-5989/19/CM

**■ Approbation de l'avenant 2 à la convention conclue avec le Département des Bouches-du-Rhône pour l'octroi de l'aide aux transports sur les réseaux métropolitains à destination des bénéficiaires du RSA soumis à l'obligation de contractualisation et titulaires d'un contrat d'engagement réciproque résidant sur le territoire de la Métropole Aix-Marseille-Provence
MET 19/10820/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles (dite loi « MAPTAM ») et la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation du territoire de la République (dite loi « NOTRe ») organisent une nouvelle répartition des compétences en matière de transport public, ayant pour conséquence un transfert des compétences du Département des Bouches-du-Rhône :

- A la Métropole Aix-Marseille-Provence :
 - Au 1^{er} janvier 2017, pour les services de transport routier de personnes demeurant interurbains intégralement inclus dans le ressort territorial de la Métropole
 - Pour les services de transport routier ou guidé de personnes, urbains au sens de la nouvelle définition donnée par l'article L. 1231-2 du code des transports.
 - Au 1^{er} septembre 2017, pour le transport scolaire.
- A la Région Provence- Alpes-Côte d'Azur :
 - Au 1^{er} janvier 2017, pour les services de transport routier non urbains et scolaires non inclus dans le ressort territorial de la Métropole Aix-Marseille Provence

Dans ce cadre, le Département des Bouches-du-Rhône et la Métropole Aix-Marseille-Provence ont convenu de modifier par avenant n°2 la convention pour l'octroi de l'aide aux transports sur les réseaux métropolitains à destination des bénéficiaires du RSA pour le prolonger d'un an, jusqu'au 30 juin 2020. De plus, cet avenant modifie le service et le pôle du Conseil Départemental destinataires des éléments à transmettre.

La convention prévoit une prise en charge à cinquante pour cent du tarif en vigueur de l'abonnement mensuel grand public de chaque réseau.

L'annexe 4 est également revue pour intégrer les évolutions du point de vue des exploitants des réseaux Ulysse pour « Istres Ouest Provence » et le « Pays de Martigues ».

Cet avenant 2 à la convention entrera en vigueur le 1^{er} juillet 2019.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.

- La délibération TRA 001-597/16/CM du 30 juin 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence approuvant la convention conclue avec le département des Bouches-du-Rhône pour l'octroi de l'aide aux transports sur les réseaux métropolitains à destination des bénéficiaires du RSA soumis à l'obligation de contractualisation et titulaires d'un contrat d'engagement réciproque résidant sur le territoire de la métropole d'Aix-Marseille-Provence

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Considérant

- La délibération TRA 001-597/16/CM du 30 juin 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence approuvant la convention conclue avec le département des Bouches-du-Rhône pour l'octroi de l'aide aux transports sur les réseaux métropolitains à destination des bénéficiaires du RSA soumis à l'obligation de contractualisation et titulaires d'un contrat d'engagement réciproque résidant sur le territoire de la métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Qu'il convient de prolonger cette convention pour une durée de 1 an ;
- Qu'il convient d'intégrer les changements d'exploitant opérés sur le réseau Ulysse ;

Délibère

Article 1 :

Est approuvé l'avenant n°2 de la convention pour l'octroi de l'aide aux transports sur les réseaux métropolitains à destination des bénéficiaires du RSA.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cet avenant et tout document y afférent.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TRA 011-5990/19/CM

■ Approbation du règlement des transports scolaires applicable pour l'année scolaire 2019-2020

MET 19/10909/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du

Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé par délibération du 15 décembre 2016 le transfert de compétence de transport interurbain du Département des Bouches-du-Rhône, à compter du 1^{er} janvier 2017.

La Métropole devient donc sur son ressort territorial Autorité Organisatrice de la mobilité et à ce titre organise les services de transport suivants:

- Transport routier de personnes non urbain;
- Transport routier de personnes, urbain au sens de la nouvelle définition donnée par l'article L 1231-2 du Code des transports et dans les conditions réglées par son décret;
- Transport scolaire au titre de l'article 1.31 1-8 du Code des Transports.

75 000 élèves pourront être pris en charge par la Métropole.

Un règlement des transports scolaires métropolitain pour la rentrée scolaire 2019-2020 est applicable à tous les scolaires de la Métropole Aix Marseille Provence. Il définit les ayants droit et les conditions à remplir pour bénéficier du transport scolaire organisé par la Métropole Aix Marseille Provence, il définit aussi les modalités d'inscription et le rôle des différents acteurs, enfin il précise aussi les ayants droits et les conditions à remplir pour bénéficier d'une participation financière aux frais de transport engagés par la famille en l'absence de transport public.

Ce règlement est joint en annexe.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code des Transports et notamment l'article 1.31 1-8 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il est nécessaire d'approuver le règlement des transports scolaires applicable pour l'année scolaire.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le Règlement des transports scolaires métropolitain applicable pour l'année 2019-2020. Il annule et remplace tous les précédents.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget annexe des Transports 2019 de la Métropole Aix-Marseille Provence : Sous-Politique C220 - Nature 6287

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

***Commission "Urbanisme et
Aménagement"***

URB 001-5991/19/CM

■ **Approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement relative à l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal du Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile**
MET 19/10616/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Depuis le 1^{er} janvier 2018, la Métropole exerce la compétence en matière de PLU et documents en tenant lieu sur le périmètre de chacun de ses Conseils de Territoire.

La loi portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République (NOTRe) donne à la Métropole, en matière d'urbanisme, un statut particulier en fixant des compétences propres au Conseil de la Métropole et aux Conseils de Territoire et en donnant la possibilité de déléguer certaines compétences aux Conseils de Territoire.

En vertu de l'article L. 134-12 du Code de l'Urbanisme et par dérogation à l'obligation de couverture intégrale du territoire intercommunal, la Métropole Aix-Marseille-Provence élabore dans le cadre de ses

Conseils de Territoire plusieurs Plans Locaux d'Urbanisme intercommunaux (PLUi).

Le Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile a souhaité prescrire l'élaboration de son PLUi, et a saisi le Conseil de la Métropole qui, par une délibération en date du 28 février 2019 a approuvé le rapport relatif à la prescription et à la définition des objectifs poursuivis et des modalités de la concertation du Plan Local d'Urbanisme intercommunal du Pays d'Aubagne et de l'Etoile.

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile prépare donc l'élaboration de son PLUi, et vise un démarrage des premières études en 2019, faisant suite à des travaux d'élaboration par les élus locaux d'un « projet de territoire » mené entre 2017 et 2018.

Aussi, pour assurer ces missions, il convient de créer une opération d'investissement permettant de faire appel à des bureaux d'études et de leur confier la réalisation de certaines études et prestations intellectuelles relatives à l'élaboration du document d'urbanisme intercommunal du Pays d'Aubagne et de l'Etoile (PLUi).

L'opération d'investissement n°2019400500 relative aux études d'élaboration du PLUi du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, inscrite à l'état spécial de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, enregistrée dans l'autorisation de programme 194064BP du programme 06 de la Métropole doit être affectée.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile du 14 mai 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'est prescrite l'élaboration du PLUi du Pays d'Aubagne et de l'Etoile ;
- Qu'il convient de procéder à l'affectation pour un montant total de 400 000 euros T.T.C de l'opération d'investissement afin de permettre sa réalisation ;
- Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés d'inscrire les crédits de paiement y afférents.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvées la création et l'affectation de l'opération d'investissement n° 2019400500 relative aux études d'élaboration du PLUi du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, pour un montant 400 000 euros T.T.C rattachée au programme 06 « urbanisme et foncier » Code AP 194064BP.

L'échéancier prévisionnel des Crédits de Paiement s'établit comme suit :

CP 2019 : 300 000 euros T.T.C
CP 2020 : 50 000 euros T.T.C
CP 2021 : 50 000 euros T.T.C

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits dans le budget Etat spécial du Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile en dépenses d'investissement au chapitre 45, sous politique C120.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 002-5992/19/CM

■ Approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement relative à la révision générale du Règlement Local de Publicité (RLP) de la ville d'Aubagne MET 19/10617/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence exerce en principe les compétences des métropoles de droit commun, et notamment la compétence en matière de Plan Local d'Urbanisme et documents en tenant lieu, notamment le RLP, en application de l'article L. 5217-2, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

A titre transitoire, l'article L. 5218-2, I du Code Général des Collectivités Territoriales a prévu toutefois que jusqu'au 1^{er} janvier 2018, les compétences prévues à l'article L. 5217-2, I du même code qui n'avaient pas été transférées par les communes membres aux Etablissements Publics de Coopération Intercommunale (EPCI) fusionnés continueraient d'être exercées par les communes.

Depuis le 1^{er} janvier 2018, cette situation transitoire a pris fin et la Métropole exerce la compétence en matière de PLU et documents en tenant lieu sur le périmètre de chacun de ses Conseils de Territoire.

A ce titre, la Métropole peut achever toute procédure d'élaboration ou d'évolution d'un Plan Local d'Urbanisme ou d'un document en tenant lieu, engagée avant le 1^{er} janvier 2018, y compris lorsqu'elle est issue d'une fusion ou du transfert de cette compétence, avec l'accord de la commune concernée (art. L. 153-9, I du Code de l'Urbanisme).

La loi portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République (NOTRe) donne à la Métropole, en matière d'urbanisme, un statut particulier en fixant des compétences propres au Conseil de la Métropole et aux Conseils de Territoire et en donnant la possibilité de déléguer certaines compétences aux Conseils de Territoire.

Le Conseil de Territoire assure la préparation et le suivi de l'élaboration et de toute procédure d'évolution du Plan Local d'Urbanisme et des documents en tenant lieu. De plus, le législateur a prévu l'instauration d'un régime transitoire de délégation automatique de compétences, jusqu'au 31 décembre 2019, du Conseil de la Métropole aux Conseils de Territoire, dans le respect des objectifs et des règles qu'il fixe.

La ville d'Aubagne a prescrit la révision générale de son Règlement Local de Publicité (RLP) par une délibération n° 004-260917, en date du 26 septembre 2017 et a donné son accord pour que la Métropole Aix-Marseille-Provence poursuive ladite procédure par une délibération n° 002-131217 du Conseil Municipal en date du 13 décembre 2017 à compter du transfert de la compétence au 1^{er} janvier 2018.

Afin d'assurer la conduite de cette procédure de révision, il convient de créer une opération d'investissement permettant de confier à des entreprises, la réalisation des études et des prestations relatives à la procédure d'évolution du RLP de la ville d'Aubagne.

L'opération d'investissement n° 2019400600 relative à la révision du Règlement Local de Publicité de la Ville d'Aubagne, inscrite à l'état spécial de territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, enregistrée dans l'autorisation de programme 194064BP du programme 06 de la Métropole doit être affectée.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile du 14 mai 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la commune d'Aubagne a prescrit par une délibération en date du 26 septembre 2017 la révision de son Règlement Local de Publicité ;
- Que la Métropole a acté la poursuite de cette procédure depuis le 1er janvier 2018 au moment du transfert de la compétence « Plans Locaux d'Urbanisme et documents en tenant lieu » ;
- Qu'il convient de procéder à l'affectation pour un montant total de 80 000 euros T.T.C de l'opération d'investissement afin de permettre sa réalisation ;
- Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés d'inscrire les crédits de paiement y afférents.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvées la création et l'affectation de l'opération d'investissement n° 2019400600 relative à la révision du Règlement Local de Publicité de la Ville d'Aubagne, pour un montant de 80 000 euros T.T.C

rattachée au programme 06 « urbanisme et foncier » Code AP 194064BP.

L'échéancier prévisionnel des Crédits de Paiement s'établit comme suit : CP 2019 : 80 000 euros T.T.C

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits dans le budget Etat spécial du Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile en dépenses d'investissement au chapitre 45, sous politique C120.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 003-5993/19/CM

**■ Constitution d'une Société Civile de Construction Vente entre la SEM Façonéo et Pitch Promotion pour les lots B1 et B2 de la ZAC des Vigneaux à Cuges-les-Pins
MET 19/10807/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Le projet d'aménagement de la ZAC des Vigneaux est une extension du village de Cuges, localisée en entrée de ville Ouest, qui s'inscrit dans la continuité immédiate du centre village sur une emprise de près de 5 ha avec une programmation mixte en termes d'usages et de fonctions : logements, commerces, services de proximité. L'offre de logements présente une grande diversité : locatif social, accession, résidence services...

Le projet de la ZAC des Vigneaux répond aux principaux objectifs poursuivis par le territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile et par la Commune de Cuges-les-Pins :

- étendre l'urbanisation en s'inscrivant en continuité urbaine avec le village et promouvoir ainsi une gestion économe de l'espace,
- développer une organisation spatiale qui vise à assurer le lien urbain avec le village,
- proposer un programme global de construction répondant aux besoins de la population,
- offrir une mixité fonctionnelle,
- développer une structure de services destinée en partie aux personnes âgées.

Ce projet urbain répond aux orientations générales de la DTA (décret n°2007-779 du 10 mai 2007) notamment en termes de mise en œuvre d'une politique foncière, de développement d'une politique de l'habitat favorisant un meilleur équilibre social et spatial, et, un objectif de préservation des milieux naturels en évitant le mitage.

Il est en cohérence avec les objectifs de cohésion sociale et territoriale et de renforcement du réseau de villes et villages inscrits dans le projet de territoire du pays d'Aubagne et de l'Etoile et le contrat de territoire.

Ce projet répond par ailleurs aux objectifs du PLH métropolitains et aux objectifs du contrat de mixité sociale signé entre la Ville et l'Etat, la commune de Cuges étant carencée, qui sont de développer une offre répondant aux besoins des ménages en produisant davantage de logements sociaux et en favorisant l'accession à la propriété maîtrisée tout cela dans une dynamique de développement durable assurant qualité, mixité, accessibilité.

La SEM FAÇONÉO est devenue concessionnaire de la ZAC au travers d'une concession d'aménagement signée le 3 Juin 2009. Les études pré-opérationnelles ont permis l'établissement du dossier de réalisation de la ZAC, conformément aux dispositions de l'article R311-7 du Code de l'Urbanisme, approuvé par délibération 2015/15 du 2 mars 2015, qui comporte :

- 13 717 m² dédiés à du logement (soit environ 180 logements) de SDP dont 40% de logements sociaux,
- une résidence-services de 4 500 m² de SDP
- des activités et services en pieds d'immeubles pour une surface de 1 500 m²
- 2400m² dédiés à un équipement de tourisme.

Dans le cadre de cette opération, le promoteur Pitch a manifesté son intérêt pour le lot B1 de la Zac. La Sem Façonéo étudiait alors la possibilité de réaliser un programme de logements sociaux sur l'ilot voisin B2.

La perspective d'immeubles mitoyens avec des délais de construction décalés conjugués au retard accumulé par l'opération en raison de fouilles archéologiques et des recours exercés par des tiers sur la constitution de la ZAC ont amené les deux sociétés à envisager une co-promotion.

Ainsi les deux ilots seraient jumelés pour assurer une conception cohérente avec un seul architecte.

Le permis de construire obtenu en octobre 2018 est purgé de tous recours.

Le programme est composé de 60 logements, dont 31 en accession et 29 qui feront l'objet d'une vente en bloc à un organisme de logement social.

La partie en accession sera commercialisée au prix de vente moyen de 3 500 € du m² de Surface Habitable, et le logement social à 2 255 € du m² de Shab (TVA 10%).

Cette co-promotion trouvera sa matérialisation par la création d'une société dédiée à cette opération, une société civile de construction vente (SCCV).

La création d'une SCCV dédiée présente l'avantage de répartir la prise de risque du portage de l'opération entre les différents actionnaires. De plus, elle permet de gérer cette opération d'envergure indépendamment des opérations courantes.

La SEM Façonéo envisage d'y participer à hauteur de 40%, soit une souscription de 40 parts à 10€.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- le traité de concession de la ZAC des Vigneaux ;
- les projets de statut et de convention de gestion de ladite Société Civile de Construction Vente ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile du 14 mai 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que toute prise de participation d'une société d'économie mixte locale dans le capital d'une société commerciale fait préalablement l'objet d'un accord exprès de la ou des collectivités territoriales et de leurs groupements actionnaires disposant d'un siège au conseil d'administration ;
- L'intérêt de favoriser la réalisation de logements au sein de la ZAC des Vigneaux tout en maîtrisant les risques techniques et financiers.

Délibère

Article 1 :

La Société d'Economie Mixte Façonéo est autorisée à créer une Société Civile de Construction Vente dédiée à l'opération de co-promotion des lots B1-B2 de la ZAC des Vigneaux, avec l'opérateur Pitch Promotion.

Article 2 :

Est autorisée la prise de participation de la SEM Façonéo à hauteur de 40% du capital dans cette SCCV.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 004-5994/19/CM

■ Définition des objectifs et des modalités de la concertation préalable pour le projet - "Parc d'activité de Camp de Sarlier" à Aubagne MET 19/10892/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence, dans son Agenda du développement économique a fixé comme objectif la production de 1450 hectares de foncier économique d'ici à 2030.

Sur le territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile et la Commune d'Aubagne ont été identifiés des secteurs pouvant contribuer à la production de foncier à vocation économique.

Parmi ces sites, dans le Plan Local d'Urbanisme de la commune d'Aubagne, est inscrit une zone à urbaniser à vocation économique, dit de « Camp de Sarlier ». Cette zone AU est située entre le centre-ville d'Aubagne et les zones d'activités de la Martelle et des Paluds, bénéficie d'une bonne desserte en matière d'infrastructure et se situe sur l'axe de projets de transport en commun en site propre structurant (Chronobus et Valtram).

Ce secteur, dit de Camp de Sarlier, a fait l'objet d'un premier projet qui a permis la construction d'un centre d'Affaire « Alta Rocca » constitué de 17 600m² de surface de plancher dédiés à de l'activité tertiaire et de services.

Dans la continuité de ce projet, sur un périmètre d'environ huit hectares, il est envisagé la mise en œuvre d'un projet d'aménagement permettant de produire à court terme environ 45 000 m² de surface de plancher dédiée à de l'activité sous forme de « Parc d'activité ».

Il s'agit, en cohérence avec l'agenda du développement économique et au dispositif d'offre foncière pour l'immobilier d'entreprise, d'accueillir des activités productives (petit artisanat, atelier propre) et un village d'entreprise.

Sur ce site est présent un cours d'eau « le Fauge/Maire », aujourd'hui peu valorisé et dégradé. L'enjeu étant de s'appuyer sur ce cours d'eau pour donner une identité au projet de parc d'activité.

Il pourra s'agir notamment de mettre en œuvre une gestion innovante des eaux de pluies s'appuyant sur le cours d'eau traversant le site :

- Mise en place de systèmes végétalisés pour gérer les eaux de pluies ; participant également à l'amélioration du cadre de vie des futurs salariés de la zone ;
- Création de paysage et de biodiversité par la gestion des eaux ;
- Création de sols vivants ;
- Valoriser le cours d'eau en le rendant exutoire naturel des eaux pluviales régulées.

Au vu des enjeux et de la nature de cette opération, il convient conformément à l'article L103-2 du Code de l'Urbanisme, d'organiser une concertation associant la population, pendant la durée de l'élaboration du projet.

Ainsi, il convient d'en fixer les objectifs poursuivis et les modalités.

Les principaux objectifs poursuivis dans le cadre de la mise en œuvre de l'opération « Parc d'activité de Camp de Sarlier à Aubagne » sont les suivants :

- Elaborer un projet urbain pour le Parc d'activité « Camp de Sarlier »
 - Développer de l'emploi
 - Créer des espaces publics de qualité en appui à la création du Parc d'activité
 - Créer les voiries nécessaires pour mailler le site
 - Aménager des cheminements doux
 - Se réapproprier le cours d'eau traversant le site, « Le Fauge/Maire ».
- Mettre en œuvre d'une qualité urbaine et environnementale au service du cadre de vie :
 - Minimiser l'impact environnemental du projet
 - Intégrer l'eau dans le projet: utilisation et gestion innovante des eaux de pluies
 - Développer une approche bioclimatique dans la conception du projet urbain

Il est proposé que la concertation soit organisée selon les modalités suivantes :

- Organisation d'une réunion publique
- Mise à disposition d'un dossier de présentation du projet de Parc d'activités et d'un registre consultables :

- aux services techniques de la Mairie d'Aubagne, 180 Traverse de la Vallée 13400 Aubagne, aux heures habituelles d'ouverture au public
- au siège de la Métropole, 58 Boulevard Charles Livon, 13007 Marseille, aux heures habituelles d'ouverture au public
- au siège du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, 932 Avenue de la Fleuride, 13400 Aubagne, aux heures habituelles d'ouverture au public.

La population sera informée du début de la concertation et de ses différentes modalités via un avis administratif affiché à la Mairie d'Aubagne, au siège de la Métropole et du Conseil de Territoire, ainsi que sur les médias municipaux et métropolitains dédiés (site internet, bulletin municipal), 15 jours au moins avant le début de la date effective d'ouverture de la concertation.

Le bilan de la concertation sera présenté, pour approbation, au Conseil de la Métropole.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme, et notamment les articles L103-2 et L103-3 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile du 14 mai 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de lancer et de définir les modalités de la concertation, au titre du L103-2 du Code de l'Urbanisme, liée à

l'opération « Parc d'activité Camp de Sarlier » à Aubagne.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvés les objectifs poursuivis pour la mise en œuvre de l'opération « Parc d'activité Camp de Sarlier » à Aubagne, ci-avant définis.

Article 2 :

Sont approuvées les modalités de la concertation publique, organisée au titre du L103-2 du Code de l'Urbanisme, telles que précisées dans le présent rapport.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 005-5995/19/CM

■ Plan Local d'Urbanisme de la commune de Bouc-Bel-Air - Engagement de la modification n°4 MET 19/10663/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Le 1er janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence (AMP) a été créée par fusion de six intercommunalités : les Communautés d'Agglomération du Pays d'Aix, d'Agglopolo Provence, du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, d'Ouest Provence, du Pays de Martigues, et de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole.

Depuis le 1er janvier 2018, la Métropole exerce la compétence en matière de Plan Local d'Urbanisme (PLU) et documents en tenant lieu sur le périmètre de tous ses territoires.

Par délibération cadre n°URB 001-3559/18/CM en date du 15 février 2018, le Conseil de la Métropole Aix-Marseille Provence a défini la répartition des compétences relatives à la modification des Plans Locaux d'Urbanisme et des Plans d'Occupation des Sols entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs présidents respectifs.

Le PLU de la commune de Bouc-Bel-Air a été approuvé par délibération en date du 20 décembre 2012 et a subi des évolutions successives :

- Modification n°1 approuvée par délibération du Conseil Municipal en date du 14 octobre 2013,
- Révision partielle n°1 approuvée par délibération du Conseil Municipal en date du 19 février 2014,
- Modification n°2 approuvée par délibération du Conseil Municipal en date du 26 janvier 2015,
- Modification n°3 approuvée par délibération du Conseil Municipal en date du 19 octobre 2015,
- Révision générale approuvée par délibération du Conseil Municipal en date du 13 juillet 2016.

Par délibération n°19.02.07 en date du 25 février 2019, la commune de Bouc-Bel-Air a sollicité l'engagement d'une procédure de modification n°4 de son PLU afin de, notamment :

- Corriger des erreurs matérielles,
- Apporter des ajustements réglementaires,
- Faire évoluer le périmètre de protection lié à la Bastide de Montfinal.

Les adaptations du PLU envisagées remplissent les conditions définies par le Code de l'Urbanisme pour y procéder par voie d'une procédure de modification.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n°2010-788 du 12 juillet 2010 portant Engagement National pour l'Environnement ;
- La loi n°2014-366 du 24 mars 2014 pour l'Accès au Logement et un Urbanisme Renoué ;
- La loi n°2014-1545 du 20 décembre 2014 de Simplification de la Vie des Entreprises et portant dispositions diverses de simplification et de clarification du droit et des procédures administratives ;
- La délibération cadre n°URB 001-3569/18/CM du Conseil de la Métropole du 15 février 2018 portant répartition des compétences relatives à la modification des documents d'urbanisme (Plan Local d'Urbanisme et Plan d'Occupation des Sols) entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs présidents respectifs ;
- La délibération n°19.02.07 du 25 février 2019 de la commune de Bouc-Bel-Air sollicitant l'engagement de la procédure de modification N°4 de son PLU ;
- Le PLU et ses évolutions successives approuvées de la commune de Bouc-Bel-Air en vigueur ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;

- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 9 mai 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la commune de Bouc-Bel-Air a sollicité l'engagement d'une procédure de modification n°4 de son PLU pour notamment :
 - Corriger des erreurs matérielles,
 - Apporter des ajustements réglementaires,
 - Faire évoluer le périmètre de protection lié à la Bastide de Montfinal.
- Que les adaptations du PLU envisagées remplissent les conditions définies par le Code de l'Urbanisme pour y procéder par voie d'une procédure de modification.

Délibère

Article unique :

Le Conseil de la Métropole sollicite de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence l'engagement de la procédure de modification n°4 du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Bouc-Bel-Air.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 006-5996/19/CM

■ Plan Local d'Urbanisme de la commune des Pennes-Mirabeau - Engagement de la modification simplifiée n°1 MET 19/10665/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence (AMP) a été créée par fusion de six intercommunalités : les Communautés d'Agglomération du Pays d'Aix, d'Agglopoie Provence, du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, d'Ouest Provence, du Pays de Martigues, et de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole.

Depuis le 1^{er} janvier 2018 la Métropole exerce la compétence en matière de Plans Locaux d'Urbanisme (PLU) et documents en tenant lieu sur le périmètre de tous ses territoires.

Par délibération cadre n° URB 002-3560/18/CM du 15 février 2018 le Conseil de la Métropole a défini la répartition des compétences relatives à la modification simplifiée des Plans Locaux d'Urbanisme et des Plans d'Occupation des Sols entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs présidents respectifs.

Il est rappelé que le Plan Local d'Urbanisme (PLU) des Pennes-Mirabeau a fait l'objet : d'une modification n°1 approuvée le 30 juin 2013, d'une modification n°2 approuvée le 25 septembre 2015, puis d'une modification n°3 approuvée le 22 décembre 2016 ainsi qu'une modification n°4 approuvée le 30 novembre 2017 et d'une révision allégée n°1 approuvée à la même date. Le Plan Local d'Urbanisme (PLU) a également fait l'objet d'une déclaration de projet approuvée le 21 décembre 2017, d'une modification n°5 approuvée à la même date.

Enfin, par délibérations du Conseil de la Métropole n°URB 007-4166/18/CM, n°008-4167/18/CM, et n°009-4168/18/CM du 28 juin 2018, les procédures de révision allégée n°2, 3 et 4 ont été engagées.

La commune des Pennes Mirabeau a sollicité l'engagement d'une procédure de modification simplifiée n°1 de son Plan Local d'Urbanisme, notamment pour des modifications d'erreurs matérielles.

Les adaptations du PLU envisagées remplissent les conditions définies par le Code de l'Urbanisme pour y procéder par voie d'une procédure de modification simplifiée.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n°2010-788 du 12 juillet 2010 portant Engagement National pour l'Environnement ;
- La loi n°2014-366 du 24 mars 2014 pour l'Accès au Logement et un Urbanisme Renové ;
- La loi n°2014-1545 du 20 décembre 2014 de Simplification de la Vie des Entreprises et portant dispositions diverses de simplification

et de clarification du droit et des procédures administratives;

- La délibération cadre n° URB 002-3560/18/CM du Conseil de la Métropole du 15 février 2018 portant répartition des compétences relatives à la modification simplifiée des documents d'urbanisme (Plan d'Occupation des Sols et Plan Local d'Urbanisme) entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs présidents respectifs ;
- Le PLU approuvé de la commune des Pennes Mirabeau et ses évolutions successives en vigueur ;
- La sollicitation de la commune pour l'engagement de la procédure de modification simplifiée n°1 du PLU ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 9 mai 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la commune des Pennes-Mirabeau a sollicité l'engagement d'une procédure de modification simplifiée n°1 du Plan Local d'Urbanisme notamment pour modifications d'erreurs matérielles.
- Que les adaptations du Plan Local d'Urbanisme envisagées remplissent les conditions définies par le Code de l'Urbanisme pour y procéder par voie d'une procédure de modification simplifiée.

Délibère

Article 1 :

Le Conseil de la Métropole sollicite de Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence l'engagement de la procédure de modification simplifiée n°1 du Plan Local d'Urbanisme de la commune des Pennes-Mirabeau.

Article 2 :

Les modalités de la mise à disposition seront précisées par délibération du Conseil de Territoire du Pays d'Aix.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 008-5998/19/CM

■ Plan Local d'Urbanisme de la commune de Ventabren - Révision allégée n°2 - Bilan de la concertation et arrêt du projet MET 19/10669/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Le 1er janvier 2016 la Métropole Aix-Marseille-Provence a été créée par fusion de six intercommunalités : les Communautés d'Agglomération du Pays d'Aix, d'Agglopolice Provence, du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, d'Ouest Provence, du Pays de Martigues, et de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole.

Depuis le 1er janvier 2018 la Métropole exerce la compétence en matière de PLU et documents en tenant lieu sur le périmètre de tous ses territoires.

Par délibération cadre n°URB 004-3562/18/CM du 15 février 2018, le Conseil de la Métropole a défini la répartition des compétences relatives à la procédure de révision allégée des documents d'urbanisme (Plans Locaux d'Urbanisme et des Plans d'Occupation des Sols) entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs présidents respectifs.

Par délibération n°75 du 11 décembre 2017, la commune de Ventabren a approuvé son Plan Local d'Urbanisme.

Par courrier de la commune de Ventabren du 28 juin 2018, le Conseil de Territoire du Pays d'Aix a été sollicité afin de saisir le Conseil de la Métropole pour l'engagement d'une procédure de Révision Allégée n°2 du PLU de la commune de Ventabren afin, notamment, de déplacer une zone AUP destinée à l'installation d'un parc photovoltaïque.

Par délibération n°URB 007-5138/18/CM du 13 décembre 2018, le Conseil de Métropole Aix-Marseille-Provence a prescrit la procédure de révision allégée n°2 du PLU de la commune de Ventabren.

Lors de la délibération de prescription de la révision allégée susmentionnée et conformément à l'article L103-2 du Code de l'Urbanisme, il a été défini les modalités de concertation suivantes :

- Publication d'un avis d'ouverture de la phase de concertation dès l'approbation de la présente délibération sur le site internet du Territoire du Pays d'Aix, et dans un journal diffusé dans le département ;
- Mise à disposition au service urbanisme de la commune, situé 17 Grand Rue 13122 Ventabren, d'un registre destiné à recueillir les observations du public. Ce registre sera mis à disposition pendant une période d'au

moins un mois conformément aux dates de mise à disposition définies dans l'avis de concertation ;

- Mise à disposition d'une adresse électronique destinée à recueillir les observations du public ;
- Mise à disposition au service urbanisme de la commune, situé 17 Grand Rue 13122 Ventabren, et sur le site internet du Territoire du Pays d'Aix d'un dossier des études en cours, complété au fur et à mesure de l'évolution de ces études, jusqu'à ce que le Conseil de la Métropole tire le bilan de la concertation.

En complément de ces modalités, un registre numérique et un site internet dédiés ont également été mis en place (<https://www.registre-numerique.fr/ventabren-plu-RA2-concertation>).

Bilan de la concertation

Entre le 28 janvier 2019 et le 6 mars 2019, un dispositif d'information et d'échanges reposant sur les outils suivants a été mis en œuvre :

- Mise à disposition en Mairie de la commune de Ventabren d'un registre papier destiné à recueillir toutes les observations du public et sur d'un registre dématérialisé accessible à l'adresse suivante : <https://www.registre-numerique.fr/ventabren-plu-RA2-concertation>
- Mise à disposition des documents d'études en mairie, sur le site internet <https://www.registre-numerique.fr/ventabren-plu-RA2-concertation>, du 28 janvier 2019 au 6 mars 2019 ;
- Mise à disposition d'une adresse électronique destinée à recueillir les observations du public : ventabren-plu-ra2-concertation@mail.registre-numerique.fr

- les moyens d'information

La commune de Ventabren et la Métropole ont mobilisé les moyens suivants afin de communiquer sur le projet de Révision allégée N°2 PLU.

- Annonce dans le journal « La Provence » : le 25 février 2019 un avis d'ouverture de la phase de concertation avec le public a été publié dans la rubrique « Annonces légales. »
- Des avis d'ouverture de la phase de concertation avec le public ont été affichés en Mairie de Ventabren (17 Grand Rue, 13122 VENTABREN) ainsi qu'au siège du Territoire du Pays d'Aix, (Hôtel de Boades, 8 place Jeanne d'Arc 13626 AIX EN PROVENCE)
- Une publication sur le site internet du Territoire du Pays d'Aix (<http://www.agglo-paysdaix.fr/>) a permis aux habitants de

- prendre connaissance de l'ouverture de la phase de concertation avec le public.
- Une publication le site internet (<https://www.registre-numerique.fr/ventabren-plu-RA2-concertation>) a permis aux habitants de prendre connaissance du dossier de révision allégée.

Le dossier de révision allégée a également été mis à disposition en Mairie de Ventabren, et était disponible au site dédié <https://www.registre-numerique.fr/ventabren-plu-RA2-concertation>.

- les moyens d'expression

La commune de Ventabren et la Métropole ont recueilli deux observations sur le registre dématérialisé, une remarque sur le registre papier. Deux courriers ont également été annexés à ce dernier.

- synthèse thématique des remarques formulées et analyse au regard du projet de révision allégée n°2 du PLU

Les observations et les courriers formulés sont étrangers au projet de Révision Allégée N°2 du PLU de Ventabren.

D'une part, il a été émis deux remarques sur le registre numérique (<https://www.registre-numerique.fr/ventabren-plu-RA2-concertation>), une concernant la création d'un réseau assainissement sur le chemin du « Vieux Château » et l'autre concernant le règlement de la zone UD2.

D'autre part, sur le registre papier, il a été émis une remarque qui rappelle l'existence de pipelines transéthylène sur la commune. Deux courriers sollicitant la modification de l'emprise d'EBC y ont également été annexés.

- bilan de la concertation

Les moyens de concertation et d'information déclinés ont permis d'informer les habitants et les acteurs du territoire et ont garanti la transparence de la démarche d'élaboration du projet.

Toutes les observations sont étrangères au projet de Révision Allégée N°2 du PLU de Ventabren. Ainsi il convient donc de dresser un bilan favorable de la concertation.

Le Conseil de la Métropole est appelé à arrêter le projet de révision allégée n°2 du PLU de Ventabren, tel qu'il est présenté à l'Assemblée délibérante.

Ce projet arrêté sera, par la suite, soumis à une enquête publique.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n°2010-788 du 12 juillet 2010 portant Engagement National pour l'Environnement ;
- La loi n°2014-366 du 24 mars 2014 pour l'Accès au Logement et un Urbanisme Rénové ;
- La loi n°2014-1545 du 20 décembre 2014 de Simplification de la Vie des Entreprises et portant dispositions diverses de simplification et de clarification du droit et des procédures administratives ;
- La délibération cadre n°URB 004-3562/18/CM du Conseil de la Métropole du 15 février 2018 de répartition des compétences relatives à la procédure de révision allégée des documents d'urbanisme (Plan d'Occupation des Sols et Plan Local d'Urbanisme) entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs présidents respectifs ;
- La délibération n° 2018_CT2_530 du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 29 novembre 2018 arrêtant les modalités de la collaboration ;
- Le courrier de la commune de Ventabren du 28 juin 2018, sollicitant l'engagement d'une procédure de Révision Allégée n°2 de son PLU ;
- La délibération n°2018_CT2_531 du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 29 novembre 2018, donnant avis sur l'engagement de la procédure de révision allégée n°2 ;
- La délibération n°URB 007-5138/18/CM du Conseil de la Métropole du 13 décembre 2018 prescrivant la procédure de révision allégée n°2 du PLU de la commune de Ventabren ;
- Le PLU de la commune de Ventabren en vigueur ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 9 mai 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Le bilan de la concertation.
- Le projet de révision allégée n°2 annexé.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le bilan de la concertation tel que présenté ci dessus.

Article 2 :

Est arrêté le projet de révision allégée n°2 du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Ventabren tel qu'annexé à la présente délibération.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 009-5999/19/CM

**■ Plan Local d'Urbanisme de la commune de Sénas - Engagement de la procédure de modification n° 3
MET 19/10761/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence (AMP) a été créée par fusion de six intercommunalités des Bouches-du-Rhône : les Communautés d'Agglomération du Pays d'Aix, d'Agglopolice Provence, du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, d'Ouest Provence, du Pays de Martigues, et de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole.

Depuis le 1^{er} janvier 2018, la Métropole exerce la compétence en matière de Plan Local d'Urbanisme et documents en tenant lieu sur le périmètre de tous ses territoires.

Par délibération cadre en date du 15 février 2018, le Conseil de la Métropole a défini la répartition des compétences relatives à la modification des Plans Locaux d'Urbanisme et des Plans d'Occupation des Sols entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs Présidents respectifs.

Le Plan Local d'Urbanisme de la Commune de Sénas a fait l'objet des procédures suivantes :

- Approbation du Plan Local d'Urbanisme, par délibération du Conseil Municipal en date du 20 septembre 2016 ;
- Approbation des modifications de droit commun n° 1 et 2 du Plan Local

d'Urbanisme, par le Conseil de la Métropole, en date du 22 mars 2018 ;

- Engagement de la procédure de déclaration de projet de centrale photovoltaïque dénommée « La Sablière du Grand Vallon » emportant mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme, par délibération du Conseil Municipal en date du 28 juillet 2017 ;
- Poursuite de la procédure de déclaration de projet de centrale photovoltaïque dénommée « La Sablière du Grand Vallon » emportant mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme, par délibération du Conseil de la Métropole en date du 15 février 2018 ;

Par courrier du 24 janvier 2019, au regard de la compétence dont dispose désormais la Métropole, la Commune de Sénas a sollicité le Conseil de Territoire du Pays Salonais afin qu'il saisisse la Métropole pour la prise en compte de nouvelles adaptations nécessaires de son Plan Local d'Urbanisme.

Ainsi, l'engagement de la procédure de modification n° 3 doit permettre les adaptations du Plan Local d'Urbanisme suivantes :

- Classement en zone 1AU du secteur du Pont de l'Auture (actuellement situé en zone 2AU au Plan Local d'Urbanisme), afin de permettre l'urbanisation de ce secteur (création de 150 à 200 logements) ;
- Dérogation supplémentaire à l'Amendement Dupont relatif à la Loi Barnier (règle d'inconstructibilité dans la bande des 75 mètres de part et d'autre d'une voie classée à grande circulation) en réduisant la bande d'inconstructibilité de 35 mètres à 15 mètres le long de la Route Départementale 7n, afin de permettre l'aménagement de l'entrée de ville « Ouest » dans le secteur du Pont de l'Auture ;
- Modification de l'Orientement d'Aménagement et de Programmation des Saurins Sud, notamment de son schéma viaire avec la création de deux carrefours à sens giratoire.

Par délibération du Conseil de Territoire du Pays Salonais en date du 13 mai 2019, le Conseil de Territoire a saisi le Conseil de la Métropole afin qu'il sollicite de la Présidente l'engagement de la procédure de modification n° 3 du Plan Local d'Urbanisme de la Commune de Sénas.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n° 2010-788 du 12 juillet 2010 portant Engagement National pour l'Environnement (ENE) ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles (MAPTAM) ;
- La loi n°2014-366 du 24 mars 2014 pour l'Accès au Logement et un Urbanisme Rénové (ALUR) ;
- La loi n° 2014-1545 du 20 décembre 2014 de Simplification de la Vie des Entreprises et portant dispositions diverses de simplification et de clarification du droit et des procédures administratives (SVE) ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République (NOTRE) ;
- La délibération du Conseil de la Métropole n° HN 108-239/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole aux Conseils de Territoire ;
- La délibération cadre du Conseil de la Métropole, n° URB 001-3559/18/CM du 15 février 2018 portant répartition des compétences relatives à la modification des documents d'urbanisme (Plan Local d'Urbanisme) entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs Présidents respectifs ;
- La délibération du Conseil Municipal, du 20 septembre 2016, approuvant le Plan Local d'Urbanisme ;
- La délibération du Conseil de la Métropole n° URB 002-3636/18/CM, du 22 mars 2018, approuvant la modification de droit commun n° 1 du Plan Local d'Urbanisme de la Commune de Sénas ;
- La délibération du Conseil de la Métropole n° URB 003-3637/18/CM, du 22 mars 2018, approuvant la modification de droit commun n° 2 du Plan Local d'Urbanisme de la Commune de Sénas ;
- La délibération du Conseil Municipal en date du 28 juillet 2017 engageant la procédure de déclaration de projet dénommée « La Sablière du Grand Vallon » emportant mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme de la Commune de Sénas ;
- La délibération du Conseil de la Métropole n° URB 019-3577/18/CM, en date du 15 février 2018, décidant de la poursuite par la Métropole Aix-Marseille-Provence de la procédure de déclaration de projet de centrale photovoltaïque dénommée « La Sablière du Grand Vallon » emportant mise en

compatibilité du Plan Local d'Urbanisme de la Commune de Sénas ;

- Le courrier de la Commune de Sénas en date du 24 janvier 2019 sollicitant du Conseil de Territoire du Pays Salonais qu'il saisisse le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence—pour la prise en compte de modifications supplémentaires dans le cadre de la procédure de modification du PLU ;
- La délibération du Conseil de Territoire du Pays Salonais du 13 mai 2019 saisissant le Conseil de la Métropole afin qu'il sollicite de la Présidente l'engagement de la procédure de modification n° 3 du Plan Local d'Urbanisme de la Commune de Sénas ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays Salonais du 13 mai 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que le Conseil Municipal a approuvé, par délibération en date du 20 septembre 2016, le Plan Local d'Urbanisme ;
- Que le Conseil de la Métropole a approuvé, par délibérations en date du 22 mars 2018, les modifications de droit commun n° 1 et 2 du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Sénas ;
- Que le Conseil Municipal a approuvé, par délibération en date du 28 juillet 2017, l'engagement de la procédure de déclaration de projet de centrale photovoltaïque dénommée « La Sablière du Grand Vallon » emportant mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme ;
- Que le Conseil de la Métropole a approuvé, par délibération en date du 15 février 2018, la poursuite de la procédure de la déclaration de projet de centrale photovoltaïque dénommée « La Sablière du Grand Vallon » emportant mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme ;
- Que la Commune de Sénas a sollicité le Conseil de Territoire en date du 24 janvier 2019 afin qu'il saisisse le Conseil de la Métropole pour la prise en compte de modifications supplémentaires du Plan Local d'Urbanisme ;
- Que l'engagement d'une nouvelle procédure de modification du Plan Local d'Urbanisme de la Commune de Sénas est nécessaire afin de répondre à ces nouveaux objectifs ;

- Que, conformément à la délibération cadre du Conseil de la Métropole du 15 février 2018 relative à la répartition des compétences entre le Conseil de la Métropole et le Conseil de Territoire, il convient que le Conseil Territoire saisisse le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Que le Conseil de Territoire en date du 13 mai 2019 a saisi le Conseil de la Métropole pour qu'il sollicite de la Présidente l'engagement de la procédure de modification n° 3 du Plan Local d'Urbanisme de la Commune de Sénas.

Délibère

Article 1 :

Le Conseil de la Métropole sollicite de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence l'engagement de la procédure de modification n° 3 du Plan Local d'Urbanisme de la Commune de Sénas.

Article 2 :

Cette délibération fera l'objet des mesures de publicité à savoir :

- Affichage pendant un mois au siège de la Métropole et en Mairie de Sénas.

Article 3 :

Les crédits issus sont inscrits au budget 2019 de l'Etat Spécial du Territoire du Pays Salonais au Chapitre 011 – fonction 510.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 010-6000/19/CM

■ Plan Local d'Urbanisme de la commune de Sénas - Approbation de la déclaration de projet de centrale photovoltaïque dénommée "la Sablière du Grand Vallon" emportant mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme MET 19/10762/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence a été créée par fusion de six intercommunalités des Bouches-du-Rhône : les Communautés d'Agglomération du Pays d'Aix, d'Agglopolo Provence, du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, d'Ouest Provence, du Pays de Martigues, et de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole.
Depuis le 1^{er} janvier 2018, la Métropole exerce la compétence en matière de Plan Local d'Urbanisme et

documents en tenant lieu sur le périmètre de tous ses territoires.

Par délibération cadre du 15 février 2018, le Conseil de la Métropole a défini la répartition des compétences relatives à la déclaration de projet emportant mise en compatibilité des Plans Locaux d'Urbanisme et des Plans d'Occupation des Sols entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs Présidents respectifs.

Le Plan Local d'Urbanisme de la Commune de Sénas a fait l'objet des procédures suivantes :

- Approbation du Plan Local d'Urbanisme, par délibération du Conseil Municipal du 20 septembre 2016 ;
- Approbation des modifications de droit commun n° 1 et 2 du Plan Local d'Urbanisme, par le Conseil de la Métropole du 22 mars 2018 ;
- Engagement de la procédure de déclaration de projet de centrale photovoltaïque dénommée « La Sablière du Grand Vallon » emportant mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme, par délibération du Conseil Municipal du 28 juillet 2017 ;
- Poursuite de la procédure de déclaration de projet de centrale photovoltaïque dénommée « La Sablière du Grand Vallon » emportant mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme, par délibération du Conseil de la Métropole du 15 février 2018 ;
- Engagement de la procédure de modification de droit commun n° 3 par le Conseil de la Métropole du 16 mai 2019.

Cette déclaration de projet emportant mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme a pour objet de permettre l'implantation d'une centrale photovoltaïque au sol dans le secteur « La Sablière – Le Grand Vallon ».

Le site du projet couvre une superficie de 12,1 hectares et correspond au site de l'ancienne carrière exploitée par la société Lafarge Granulats France. Les parcelles concernées étant situées en zone naturelle Nc dans laquelle seuls les affouillements, exhaussements, constructions, et installations classées pour la protection de l'environnement nécessaires à l'activité de carrière peuvent être autorisés, il s'avère qu'une mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme doit être mise en œuvre afin de permettre la réalisation de ce projet de centrale photovoltaïque.

Ces adaptations relèvent du champ d'application de la procédure de mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme avec une déclaration de projet.

La réunion d'examen conjoint des personnes Publiques Associées s'est déroulée le 11 janvier 2019 et a fait l'objet d'un procès-verbal, dont les a

vis sont synthétisés dans le tableau suivant :

DDTM 13 – MM. VETTORI et COLOMBIER	Ne se prononce pas en l'absence d'avis de la DREAL et de la MRAe
SDIS 13 – M. GAILLARD	Aucun avis, rappel sur les Obligations Légales de Débroussaillage.
Chambre d'Agriculture 13 – M. BERTRAND	Avis défavorable.
Parc Naturel Régional des Alpilles – M. FILIPOZZI et Mme PRIVAT-MADELIN	Ne se prononce pas, dans l'attente de la présentation du dossier en bureau. L'avis sera rendu durant l'enquête publique.

Par décision n° E19000015/13 du 30 janvier 2019, le Président du Tribunal Administratif de Marseille a désigné Monsieur Jacques RETUR, Enseignant économie et gestion, en tant que commissaire enquêteur pour l'enquête publique relative à cette déclaration de projet emportant mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Sénas.

Par arrêté n° 02/19 du 07 février 2019, Monsieur le Président du Conseil de Territoire du Pays Salonais en sa qualité de Vice-Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence a prescrit l'organisation de l'enquête publique.

Un avis au public faisant connaître l'ouverture de l'enquête a été publié, en caractères apparents, en date des 08 février 2019 et 28 février 2019 sur le journal La Provence et en date des 09 février 2019 et 1^{er} mars 2019 sur le journal La Marseillaise.

Il a été également publié sur les sites Internet du Conseil de Territoire du Pays Salonais et de la Commune de Sénas aux adresses suivantes :

<https://www.agglopol-provence.fr> et <https://www.senas.fr>

Quinze jours au moins avant le début de l'enquête et pendant toute la durée de celle-ci, cet avis a également été publié, par voie d'affichage au siège du Conseil de Territoire du Pays Salonais et en Mairie de Sénas.

L'absence d'observation de l'Autorité environnementale émise dans le délai imparti de 3 mois sur le dossier de mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme de Sénas lié à une déclaration de projet photovoltaïque a été publiée le 20 février 2019 sur le site de ladite autorité.

L'enquête publique s'est déroulée du lundi 25 février 2019 au mercredi 27 mars 2019 inclus aux adresses suivantes :

- Mairie de Sénas, Place Victor Hugo, 13560 Sénas, du lundi au jeudi de 08h30 à 12h00 et

de 13h30 à 17h30 (sauf les lundi et jeudi après-midi) et le vendredi de 08h30 à 12h00 et de 13h30 à 16h00 ;

- Conseil de Territoire du Pays Salonais, Direction de l'Aménagement du Territoire, 190 rue du Commandant Sibour, 13300 Salon de Provence, du lundi au vendredi de 8h30 à 12h30 et de 13h30 à 17h00.

Le contenu du dossier d'enquête publique était le suivant :

- Un dossier administratif (actes officiels, mention des textes régissant l'enquête publique, avis des Personnes Publiques Associées, avis de la MRAe, publicités) ;
- Un dossier technique et ses annexes ;
- Deux registres d'enquête publique (un au sein de la Mairie de Sénas, l'autre au sein de la Direction de l'Aménagement du Territoire du Conseil de Territoire du Pays Salonais).

Le public a pu prendre connaissance du dossier et consigner ses observations, propositions et contre-propositions, sur deux registres ouverts à cet effet sur les lieux précités.

Un registre a été également mis à disposition sous format numérique sur le site web suivant :

<https://www.registre-numerique.fr/Projet-centrale-photovoltaïque-PLU-Senas>

Le public a pu également prendre connaissance du dossier et consigner ses observations, propositions et contre-propositions sur ce registre dématérialisé ou par email à l'adresse suivante :

Projet-centrale-photovoltaïque-PLU-Senas@mail.registre-numerique.fr

Le dossier a été également consultable sur les sites internet de la commune de Sénas et du Conseil de Territoire du Pays Salonais durant la même période.

Le commissaire enquêteur a assuré des permanences, alternativement en Mairie de Sénas et au Conseil de Territoire du Pays Salonais, pendant la durée de l'enquête publique, afin de recevoir les observations écrites ou orales du public, aux lieux, dates et heures suivantes :

- ✓ En Mairie de Sénas :
- Le lundi 25 février 2019, de 08h30 à 12h00,
- Le jeudi 14 mars 2019, de 08h30 à 12h00,
- Le mercredi 27 mars 2019, de 13h30 à 17h30.

- Le mardi 05 mars 2019, de 13h30 à 17h00,
- Le vendredi 22 mars 2019, de 13h30 à 17h00.

L'ensemble des observations ou avis émis durant l'enquête ont été répertoriés dans le tableau ci-dessous :

- ✓ Au Conseil de Territoire du Pays Salonais (Direction Aménagement du Territoire) :

Nom	Date et lieu du dépôt	Avis/Réponse
Isabelle VIGUIER	26/02/2019 – Mairie de Sénas	Je suis tout à fait en accord avec ce projet.
Ana TULLOH	28/02/2019 – Mairie de Sénas	Pourvu qu'on respecte les recommandations proposées par l'association des écolos.
Michel FABRE	05/03/2019 – Mairie de Sénas	L'installation de panneaux photovoltaïques est particulièrement adaptée dans notre région compte tenu de l'ensoleillement annuel (environ 2800 heures en moyenne par an). L'énergie solaire fait partie des énergies renouvelables permettant de produire de l'électricité sans matière première et sans impact sur l'environnement. Le photovoltaïque ne rejette pas de CO2 et ne participe pas au réchauffement climatique.
Association Sénassaise pour la défense de l'environnement	14/03/2019 – Mairie de Sénas	<p>Dépôt d'un dossier de 4 pages (« Positionnement de France Nature Environnement Provence Alpes Côte d'Azur sur l'énergie photovoltaïque au sol ») dont les préconisations à portée générale ont été surlignées :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Mettre en œuvre une véritable concertation dès l'amont du projet avec les associations et les citoyens - Eviter les zones naturelles et agricoles pour implanter un parc photovoltaïque au sol - Privilégier l'implantation sur des sites et sols pollués - La préservation de la biodiversité doit faire l'objet d'une considération particulière - la multifonctionnalité doit être favorisée - La réversabilité doit être recherchée <p>Ce dossier est accompagné d'un courrier en 3 exemplaires adressé au commissaire-enquêteur, au maire de Sénas et à la société ENGIE indiquant que l'association est partisane des énergies renouvelables mais qu'elle souhaite ajouter des recommandations. Elle aurait préféré toutefois que ces terrains soient réservés à l'agriculture ou, au moins, qu'une compensation en terres agricoles soit prévue sur le territoire de la commune. / L'ensemble de ces recommandations a été suivie.</p>
Parc Naturel Régional des Alpilles	25/03/2019 – Mairie de Sénas	<p>Réception d'un courrier accompagnant la délibération n° CS-2019-17 du 04/03/2019 décidant :</p> <ul style="list-style-type: none"> - De donner un avis favorable au projet d'implantation d'une centrale photovoltaïque sur le site de la Sablière du Grand Vallon sur la Commune de Sénas - De demander qu'à l'occasion de la révision du PLU , le règlement proposé de cette zone puisse mieux encadrer les aménagements et constructions inhérentes au projet, d'une part en faisant se rapprocher l'architecture des bâtiments techniques de celle des bâtiments agricoles locaux de type cabanons (couleurs de ton pierre, toitures

		<p>considérées comme une cinquième façade) et d'autre part de remplacer les murs pleins de clôtures par des clôtures « transparentes » pour la faune, l'écoulement des eaux et d'impact paysager le plus neutre possible, y compris au moyen du doublement par une haie végétale composée d'essences locales. / L'étude d'impact répond à cette demande.</p> <ul style="list-style-type: none"> - S'agissant de la gestion du site, de demander, selon les recommandations du Conseil Scientifique et Technique du Parc, le maintien du bosquet central favorable au rolhier d'Europe, la faible perturbation des talus de nidification du guêpier d'Europe, et le maintien de mares pour les batraciens ainsi que dans toute la mesure du possible, les garrigues à thym susceptibles d'être utilisées notamment par l'aigle de Bonelli. / L'étude d'impact répond à cette demande. - De demander à l'exploitant que celui-ci s'engage formellement à procéder à une réhabilitation écologique du site en fin d'exploitation pour aller au-delà de la remise en état qui est actuellement prévue. / L'étude d'impact répond à cette demande. - De donner pouvoir au Président de prendre toute mesure nécessaire à la bonne exécution de la présente décision et de veiller notamment à la bonne prise en compte du dispositif de compensation issu des incidences prévisibles de ce projet sur l'environnement, en particulier au regard de la présence de l'aigle de Bonelli.
Jean-Louis RENAUD	Date ? – Mairie de Sénas	Bravo pour ce projet, faire de l'électricité avec du soleil Il n'y a pas plus écologique ... Et en plus, les panneaux ne se verront pratiquement pas au fond des carrières !!
Jean André	25/02/2019 – registre numérique d'enquête publique	Excellente initiative, l'énergie solaire, énergie de l'avenir est un atout majeur pour notre région qui bénéficie de 300 jours d'ensoleillement par an en moyenne. Ce site est tout destiné pour ce projet. La cicatrice laissée par l'exploitation des carrières de sable sera pansée et utilisée pour le bien commun. De par sa situation les panneaux solaires ne dégraderont pas le paysage et ne seront pas exposés aux fortes rafales de notre vent dominant en Provence le Mistral. Je ne vois que des avantages et aucun inconvénient à la réalisation de ce dernier.

La clôture de l'enquête publique a eu lieu à l'issue de la permanence du 27 mars 2019.

Le Commissaire enquêteur a rendu son rapport et ses conclusions le 20 avril 2019.
L'avis formulé est favorable.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n° 2010-788 du 12 juillet 2010 portant Engagement National pour l'Environnement (ENE) ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles (MAPTAM) ;
- La loi n°2014-366 du 24 mars 2014 pour l'Accès au Logement et un Urbanisme Rénové (ALUR) ;
- La loi n° 2014-1545 du 20 décembre 2014 de Simplification de la Vie des Entreprises et portant dispositions diverses de simplification

et de clarification du droit et des procédures administratives (SVE) ;

- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République (NOTRE) ;
- La délibération du Conseil de la Métropole n° HN 108-239/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole aux Conseils de Territoire ;
- La délibération cadre du Conseil de la Métropole, n° URB 001-3559/18/CM du 15 février 2018 portant répartition des compétences relatives à la modification des documents d'urbanisme (Plan Local d'Urbanisme) entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs Présidents respectifs ;
- La délibération du Conseil Municipal, du 20 septembre 2016, approuvant le Plan Local d'Urbanisme ;
- La délibération du Conseil de la Métropole n° URB 002-3636/18/CM du 22 mars 2018, approuvant la modification de droit commun n° 1 du Plan Local d'Urbanisme de la Commune de Sénas ;
- La délibération du Conseil de la Métropole n° URB 003-3637/18/CM du 22 mars 2018, approuvant la modification de droit commun n° 2 du Plan Local d'Urbanisme de la Commune de Sénas ;
- La délibération du Conseil Municipal du 28 juillet 2017 engageant la procédure de déclaration de projet dénommée « La Sablière du Grand Vallon » emportant mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme de la Commune de Sénas ;
- La délibération du Conseil de la Métropole n° URB 019-3577/18/CM du 15 février 2018, décidant de la poursuite par la Métropole Aix-Marseille-Provence de la procédure de déclaration de projet de centrale photovoltaïque dénommée « La Sablière du Grand Vallon » emportant mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme de la Commune de Sénas ;
- L'arrêté n° 02/19 du Président du Conseil de Territoire du Pays Salonais du 7 février 2019 prescrivant l'organisation de l'enquête publique relative à la déclaration de projet de centrale photovoltaïque dénommée « La Sablière du Grand Vallon » emportant mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Sénas ;
- L'absence d'observation de l'Autorité environnementale émise dans le délai imparti de 3 mois sur le dossier de mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme de Sénas lié à une déclaration de projet photovoltaïque, publiée le 20 février 2019 sur le site de ladite autorité ;

- Le procès-verbal de la réunion d'examen conjoint des Personnes Publiques Associées qui s'est déroulée le 11 janvier 2019 ;
- L'avis du Commissaire Enquêteur du 20 avril 2019 portant sur l'enquête publique relative à la déclaration de projet de centrale photovoltaïque dénommée « La Sablière du Grand Vallon » emportant mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Sénas ;
- La délibération du Conseil Municipal du 6 mai 2019 (?) donnant un avis favorable à l'approbation de la déclaration de projet de centrale photovoltaïque dénommée « La Sablière du Grand Vallon » emportant mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Sénas ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays Salonais du 13 mai 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Les enjeux du projet justifient l'intérêt général de l'opération,
- La nécessité de mettre en compatibilité le Plan Local d'Urbanisme de la commune de Sénas afin de permettre la réalisation du projet de centrale photovoltaïque.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme dans le cadre de la procédure de déclaration de projet de centrale photovoltaïque dénommée « La Sablière du Grand Vallon ».

Article 2 :

Cette délibération :

- Sera transmise à Monsieur le Préfet de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur, Préfet des Bouches-du-Rhône,
- Sera notifiée à Monsieur le Maire de la commune de Sénas,
- Fera l'objet des mesures de publicité prévues aux articles R153-20 et R153-21 du Code de l'Urbanisme.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget 2019 de la Métropole. Les dépenses correspondantes sont inscrites au budget Etat Spécial du Territoire au Chapitre 011 – Compte 6236 - Fonction 510.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 011-6001/19/CM

■ Plan Local d'Urbanisme de la commune de Salon de Provence - Engagement de la procédure de modification simplifiée n° 3 MET 19/10763/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence (AMP) a été créée par fusion de six intercommunalités des Bouches-du-Rhône : les Communautés d'Agglomération du Pays d'Aix, d'Agglopolo Provence, du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, d'Ouest Provence, du Pays de Martigues, et de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole.

Depuis le 1^{er} janvier 2018, la Métropole exerce la compétence en matière de PLU et documents en tenant lieu sur le périmètre de tous ses territoires.

Par délibération cadre en date du 15 février 2018, le Conseil de la Métropole a défini la répartition des compétences relatives à la modification simplifiée des Plans Locaux d'Urbanisme et des Plans d'Occupation des Sols entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs présidents respectifs.

Le Plan Local d'Urbanisme de la Commune de Salon de Provence a été approuvé le 24 mars 2015 et révisé le 31 mars 2016. Il a fait l'objet d'une modification simplifiée approuvée le 12 juillet 2017. En outre, une procédure de révision allégée a été lancée par délibération du Conseil Municipal en date des 19 octobre 2017 et 12 décembre 2017. Elle concerne le développement d'activités économiques génératrices d'emplois aux abords de la RDn113 Sud, sur le quartier des Broquetiers et l'implantation du nouveau centre hospitalier, quartier des Gabins Ouest. Une procédure de modification simplifiée n°2 a été également engagée par délibération du Conseil de la Métropole en date du 28 février 2019 afin de permettre l'aménagement d'un site « gelé » par le PLU en vigueur et mettre à jour par ailleurs la liste des emplacements réservés.

Par courrier de la commune de Salon de Provence en date du 1^{er} mars 2019, puis par délibération du Conseil de Territoire du Pays Salonais en date du 13 mai 2019, le Conseil de la Métropole a été saisi afin de solliciter de la Présidente, l'engagement d'une

procédure de modification simplifiée du Plan Local d'Urbanisme (PLU) afin de permettre la réalisation d'un nouveau projet de centrale photovoltaïque sur le territoire communal.

La commune a été sollicitée par EDF Energie Renouvelable, qui a étudié le possible développement d'un équipement photovoltaïque sur un foncier propriété d'EDF, contigu au canal usinier EDF. Les parcelles constitutives de ce foncier ne peuvent être destinées à un usage résidentiel ou d'activités car elles sont trop proches du canal et de la chute d'eau. L'optimisation de ces terrains par l'intermédiaire d'un zonage identique pour ce projet paraît donc une opportunité.

L'évolution du PLU demandée concerne le changement d'une partie du terrain d'assiette du projet. Actuellement classées en zone urbaine à vocation économique, ces propriétés d'EDF doivent accueillir un des équipements de la future centrale. Il est nécessaire, pour une meilleure sécurité juridique du projet, de les classer à l'identique du principal tènement, soit en zone US, autorisant expressément les équipements d'intérêt collectif.

Ainsi, cette adaptation du PLU envisagée remplit les conditions définies par le Code de l'Urbanisme pour y procéder par voie d'une procédure de modification simplifiée.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n°2010-788 du 12 juillet 2010 portant Engagement National pour l'Environnement (ENE) ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles (MAPTAM) ;
- La loi n°2014-366 du 24 mars 2014 pour l'Accès au Logement et un Urbanisme Renoué (ALUR) ;
- La loi n°2014-1545 du 20 décembre 2014 de Simplification de la Vie des Entreprises et portant dispositions diverses de simplification et de clarification du droit et des procédures administratives (SVE) ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République (NOTRE) ;

- La délibération du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 de délégation de compétences du Conseil de la Métropole aux Conseils de Territoire ;
- La délibération cadre du Conseil de la Métropole du 15 février 2018 portant répartition des compétences relatives à la modification simplifiée des documents d'urbanisme (Plan d'Occupation des Sols et Plan Local d'Urbanisme) entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs présidents respectifs ;
- Le courrier de la commune de Salon de Provence du 1^{er} mars 2019 sollicitant du Conseil de Territoire du Pays Salonais qu'il saisisse le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour l'engagement de la procédure de modification simplifiée n°3 du PLU de Salon de Provence ;
- La délibération du Conseil de Territoire du Pays Salonais du 13 mai 2019 saisissant le Conseil de la Métropole afin qu'il sollicite de la Présidente l'engagement de la modification simplifiée n°3 du PLU de la Commune de Salon de Provence et définissant les modalités de la mise à disposition du public ;
- Le Plan Local d'Urbanisme de la commune de Salon de Provence en vigueur ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays Salonais du 13 mai 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la commune de Salon de Provence a sollicité le Conseil de Territoire par courrier en date du 1^{er} mars 2019 afin qu'il saisisse le Conseil de la Métropole pour l'engagement d'une procédure de modification simplifiée n°3 du PLU pour permettre la réalisation d'un nouveau projet de centrale photovoltaïque sur le territoire communal ;
- Que, conformément à la délibération cadre du Conseil de la Métropole du 15 février 2018 relative à la répartition des compétences entre le Conseil de la Métropole et le Conseil de Territoire, il convient que le Conseil de Territoire saisisse le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Que les adaptations du PLU envisagées remplissent les conditions définies par le

Code de l'Urbanisme pour y procéder par voie d'une procédure de modification simplifiée.

Délibère

Article 1 :

Le Conseil de la Métropole sollicite de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence l'engagement de la procédure de modification simplifiée n°3 du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Salon de Provence.

Article 2 :

Les crédits issus sont inscrits au budget 2019 de l'Etat Spécial du Territoire du Pays Salonais au Chapitre 011 – fonction 510.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 012-6002/19/CM

■ Plan Local d'Urbanisme de la commune d'Istres - Engagement de la procédure de modification n° 2 MET 19/10819/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence (AMP) a été créée par fusion de six intercommunalités des Bouches-du-Rhône : les Communautés d'Agglomération du Pays d'Aix, de l'Agglopolo Provence, du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, d'Ouest Provence, du Pays de Martigues, et Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole.

Depuis le 1^{er} janvier 2018, la Métropole exerce la compétence en matière de Plan Local d'Urbanisme (PLU) et documents en tenant lieu sur le périmètre de tous ses territoires.

Par la délibération cadre n° URB 002-3560/18/CM du 15 février 2018, le Conseil de la Métropole a défini la répartition des compétences relatives à la modification simplifiée des documents d'urbanisme (Plans Locaux d'Urbanisme et des Plans d'Occupation des Sols) entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs Présidents respectifs.

Le Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la Ville d'Istres a été approuvé par délibération du Conseil municipal n° 231/13 du 26 juin 2013, et, a fait l'objet d'une annulation partielle, de trois mises à jour approuvées par arrêtés n° 877/15 du 15 juillet 2015, n° 1610/2016 du 9 novembre 2016 et n° 5/18 du 15 octobre 2018, de deux modifications simplifiées approuvées par délibérations du Conseil municipal n° 36/15 du 20 février 2015 et n° 189/2016 du 10 février 2016 et d'une modification approuvée par délibération du

Conseil municipal n° 39/16 du 2 mars 2016. Une modification simplifiée n° 3 est en phase d'approbation.

Par courrier de la commune d'Istres, puis par délibération du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence en date du 15 mai 2019, le Conseil de la Métropole a été saisi afin de solliciter de la Présidente, l'engagement d'une procédure de modification du Plan Local d'Urbanisme concerné afin d'autoriser la réduction de l'emplacement réservé n° 1, l'ajout d'un article dans les dispositions générales du règlement permettant le changement de destination de certains bâtiments agricoles strictement identifiés au sein de leur parcelle, et la modification du règlement du secteur UEr pour permettre l'implantation d'établissements nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n° 2010-788 du 12 juillet 2010 portant Engagement National pour l'Environnement (ENE) ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles (MAPTAM) ;
- La loi n° 2014-366 du 24 mars 2014 pour l'Accès au Logement et un Urbanisme Rénové (ALUR) ;
- La loi n° 2014-1545 du 20 décembre 2014 de Simplification de la Vie des Entreprises et portant dispositions diverses de simplification et de clarification du droit et des procédures administratives ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 de délégation de compétences du Conseil de la Métropole aux Conseils de Territoire ;
- La délibération cadre n° URB 002-3560/18/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 15 février 2018 portant répartition des compétences relatives à la modification simplifiée des documents d'urbanisme (Plans Locaux d'Urbanisme et des Plans d'Occupation des Sols) entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs présidents respectifs ;

- Le Plan Local d'Urbanisme de la commune d'Istres en vigueur ;
- Le courrier de la commune d'Istres sollicitant du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence qu'il saisisse le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour l'engagement de la procédure de modification du Plan Local d'Urbanisme ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'avis du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence du 13 mai 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la commune d'Istres a sollicité le Conseil de Territoire en date du 20 mars 2019 afin qu'il saisisse le Conseil de la Métropole pour l'engagement d'une procédure de modification n° 2 du Plan Local d'Urbanisme pour permettre la réduction de l'emplacement réservé n° 1, l'ajout d'un article dans les dispositions générales du règlement permettant le changement de destination de certains bâtiments agricoles strictement identifiés au sein de leur parcelle, et la modification du règlement du secteur UEr pour permettre l'implantation d'établissements nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif ;
- Que conformément à la délibération cadre du Conseil de la Métropole du 15 février 2018 relative à la répartition des compétences entre le Conseil de la Métropole et les Conseils de Territoire, il convient que le Conseil Territoire Istres-Ouest Provence saisisse le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Que les adaptations du Plan Local d'Urbanisme envisagées remplissent les conditions définies par le Code de l'Urbanisme pour y procéder par voie d'une procédure de modification.

Délibère

Article unique :

Est sollicité de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence l'engagement de la procédure de modification n° 2 du Plan Local d'Urbanisme d'Istres.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 013-6003/19/CM

**■ Plan Local d'Urbanisme de la commune d'Istres
- Approbation de la modification simplifiée n°3
MET 19/10907/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence est créée par fusion des six intercommunalités des Bouches-du-Rhône : Communautés d'Agglomération du Pays d'Aix, de l'Agglopolo Provence, du Pays d'Aubagne et de l'Étoile, du Pays de Martigues, du Syndicat d'Agglomération Nouvelle Ouest Provence et Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole.

Depuis le 1^{er} janvier 2018 la Métropole exerce la compétence en matière de Plan Local d'Urbanisme (PLU) et documents en tenant lieu sur le périmètre de tous ses territoires.

Par délibération cadre en du 15 février 2018, le Conseil de la Métropole a défini la répartition des compétences relatives à la procédure de modification des documents d'urbanisme (Plans Locaux d'Urbanisme et des Plans d'Occupation des Sols) entre le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire et leurs présidents respectifs.

Par courrier de la commune d'Istres, puis par délibération n° 80/18 du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence du 17 octobre 2018, le Conseil de la Métropole a été saisi afin de solliciter de la Présidente, l'engagement de la procédure de modification simplifiée n° 3 du PLU ayant pour objet d'autoriser l'implantation de photovoltaïque en zone UEI et la création d'un secteur à plan masse au sein du secteur Uab pour la réalisation d'un établissement de résidence seniors.

La modification simplifiée n° 3 du PLU de la commune d'Istres a été prescrite par l'arrêté de la Présidente n° 18/280/CM du 12 novembre 2018.

Conformément à l'article L. 153-47 du Code de l'Urbanisme, le projet de modification, l'exposé de ses motifs et, le cas échéant, les avis émis par les personnes associées mentionnées aux articles L. 132-7 et L. 132-9 du Code de l'Urbanisme doivent être mis à disposition du public pendant un mois, dans des conditions lui permettant de formuler ses observations.

Par la délibération n° 124/18 du 29 novembre 2018, le Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence a approuvé ces modalités de mise à disposition.

Le projet a été notifié aux personnes publiques associées qui n'ont apporté aucune observation.

La mise à disposition s'est déroulée du lundi 4 février 2019 au vendredi 8 mars 2019, soit pendant 33 jours consécutifs.

Durant cette mise à disposition du public, deux observations sous la forme de lettres annexées au registre ont été déposées.

Le premier courrier aborde la modification des règles d'urbanisme du PLU pour la création d'un plan masse permettant la réalisation de la résidence senior. Il y est plus précisément question :

- de l'augmentation de la surface de plancher qui serait incompatible avec la procédure actuellement engagée :

Il y a confusion entre l'augmentation de 41,45 % de la constructibilité du secteur (passant de 5488 m² autorisés par les documents d'urbanisme avant la modification, à 7763 m² suite à la création du secteur UApm2) et celle de la zone.

L'article L. 153-45 du Code de l'Urbanisme précise que, pour une augmentation de densité allant jusqu'à 20 %, appréciée sur l'intégralité de la zone concernée, soit ici l'intégralité de la zone UA, la procédure de modification simplifiée est adaptée. Au cas présent, cette augmentation est de 0,95 % pour la zone UA.

- du bien-fondé de la création d'un secteur plan de masse :

Le plan de masse est mentionné à l'article R. 151-40. « Dans les zones U, AU... le règlement peut définir des secteurs de plan masse coté en trois dimensions ».

Le plan de masse a pour objet de fixer, pour un secteur donné, les règles spéciales applicables aux constructions au moyen d'une représentation graphique volumétrique en trois dimensions.

Les plans de masse font donc partie des documents graphiques des Plans Locaux d'Urbanisme.

Le recours à ce mode d'expression spécial est justifié par la nécessité d'imposer dans un secteur spécifique des règles plus précises correspondant à des objectifs d'urbanisme particuliers. Il est donc tout à fait adapté au projet suscité, correspondant à une demande sur le territoire de la commune et participant à son aménagement.

- de la suppression de l'obligation de réaliser des places de stationnement :

L'article UA12 du règlement du PLU / stationnement pour le secteur UApm2 précise : non réglementé.

Tout d'abord, il est tout à fait admis de ne pas réglementer le stationnement en zone UA, caractérisée par une densité importante de constructions situées en continu et en alignement des voies en centre ville. Par ailleurs, cet article ne fait pas obstacle à la réalisation de places de stationnement que le pétitionnaire du projet estime nécessaire sur son emprise ou, comme le prévoit l'article L. 151-33 du Code de l'Urbanisme, dans son environnement immédiat par recours à une concession à long terme dans un parc public ou privé de stationnement existant.

De plus, conformément à l'article R. 151-44 du Code de l'Urbanisme, les obligations de stationnement tiennent compte de la qualité de la desserte en transport collectif, de la densité urbaine et des besoins propres au projet au regard des capacités de stationnement ouvertes au public à proximité. Le projet visé se situe en effet à proximité du parking souterrain, de la gare routière et de la gare SNCF.

Par ailleurs, la revitalisation souhaitée au niveau national des centres urbains en zone UA, nécessite d'y concentrer des équipements tel une résidence seniors en allégeant les obligations en matière de stationnement dans un environnement urbain dense.

- la procédure de déclassement du domaine public routier :

La délibération 110-18 du 12 avril 2018 du Conseil municipal procède à la désaffectation et au déclassement du domaine public communal d'une emprise de 54 m² de la Rue Joseph Tournon. Concernant les aspects financiers évoqués, le dossier de modification simplifiée concerne uniquement les règles urbanistiques en application stricte du Code de l'Urbanisme.

Le second courrier, outre la question du déclassement à laquelle il a été répondu précédemment, ne concerne pas les règles urbanistiques encadrant la procédure et ne la remet pas en cause.

Deux observations ont été portées sur le registre déposé en mairie d'Istres. Les observations portent également sur le stationnement. Est également abordé mais sans remettre en cause le bien-fondé du projet, les questions d'harmonisation avec la typologie urbaine et notamment la hauteur du projet.

Par ailleurs, il s'est avéré que des études complémentaires sont nécessaires à la réalisation du projet d'implantation de parc photovoltaïque, qui conduisent à extraire ce projet de la procédure en cours, pour être envisagé ultérieurement.

Le bien-fondé de l'établissement de la modification simplifiée n° 3 du Plan Local d'Urbanisme de la commune d'Istres n'a donc pas été remis en cause au cours de cette mise à disposition. Cette modification simplifiée portera en conséquence uniquement sur la création du secteur plan masse au sein du secteur UAb.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- Le Code de l'Environnement ;

- La loi Engagement National pour l'Environnement (ENE) n° 2011-12 du 5 janvier 2011 portant diverses dispositions réglementaires d'adaptation à la législation au droit de l'Union Européenne ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2014-366 du 24 mars 2014 pour l'Accès au Logement et un Urbanisme Rénové (ALUR) ;
- La loi n° 2020-1545 du 20 décembre 2014 de Simplification de la Vie des Entreprises et portant dispositions diverses de simplification et de clarification du droit et des procédures administratives ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République (NOTRe) ;
- La délibération n° 143-274/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence ;
- La délibération cadre n° URB 001-3559/18/CM du 15 février 2018 du Conseil de la Métropole de répartition des compétences relatives à la modification des documents d'urbanisme (Plan d'Occupation des Sols et Plan Local d'Urbanisme) entre le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire et leurs présidents respectifs ;
- L'arrêté n° 18/280/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 12 novembre 2018 prescrivant la modification simplifiée n° 3 du PLU de la commune d'Istres ;
- La délibération n° 124/18 du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence du 29 novembre 2018 approuvant les modalités de mise à disposition ;
- La délibération du Conseil Municipal d'Istres du 3 avril 2019 donnant un avis favorable à l'approbation du projet de modification simplifiée n° 3 de son Plan Local d'Urbanisme par le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence du 13 mai 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la notification du projet n'a suscité aucune observation de la part des personnes publiques associées ;
- Que la mise à disposition du public de ladite modification simplifiée a suscité des observations qui ne font pas obstacle à la poursuite de la procédure.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la modification simplifiée n° 3 du Plan Local d'Urbanisme de la commune d'Istres sur la création du secteur plan masse au sein du secteur UAb.

Article 2 :

Cette délibération fera l'objet des mesures de publicité définies à l'article R. 153-21 du Code de l'Urbanisme à savoir :

- affichage pendant un mois au siège de la Métropole, à la Direction de l'Aménagement du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence allée de la passe pierre, 13800 Istres et à la Mairie d'Istres,
- mention de cet affichage sera insérée dans un journal diffusé dans le département.

Article 3 :

Le dossier de modification simplifiée n° 3 du Plan Local d'Urbanisme d'Istres est tenu à la disposition du public à la Direction de l'Aménagement du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence allée de la passe pierre, 13800 Istres et à la Mairie d'Istres.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 014-6004/19/CM

■ Approbation du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Port-Saint-Louis-du-Rhône MET 19/11181/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération n° 2015/015 du 7 avril 2015, le Conseil municipal de la Ville de Port-Saint-Louis-du-Rhône a décidé d'engager la révision générale de son Plan d'Occupation des Sols (POS) en Plan Local d'Urbanisme (PLU) et a également fixé les modalités de la concertation publique.

Cette procédure s'intègre dans le cadre des évolutions législatives des lois du 12 juillet 2010 dite Grenelle 2 et Alur n° 2014-366 du 24 mars 2014 notamment, qui sont venues modifier le Code de l'Urbanisme.

Ces modifications portent notamment sur la prise en compte de l'environnement, la suppression des règles portant sur la taille des terrains et les coefficients

d'emprise au sol afin de favoriser la densification, la modification des pièces composant les Plan Locaux d'Urbanisme comme le rapport de présentation, le Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD), les Orientations d'aménagement et de programmation (OAP)...

Le POS de Port-Saint-Louis-du-Rhône est ainsi révisé en forme de PLU afin d'intégrer ces nouvelles obligations et de permettre d'atteindre les objectifs suivants :

- Mettre en œuvre le schéma d'aménagement urbain notamment sur le bassin central et de part et d'autre du canal Saint-Louis,
- Définir les secteurs à urbaniser et de renouvellement urbain au vu des évolutions socio-démographiques et économiques,
- Diversifier le parc de logement pour renforcer la mixité de l'habitat,
- Diversifier le développement économique avec la mise en place d'un pôle nautisme et mer,
- Intégrer la Zone Industriale-Portuaire de Fos et la Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) du Malebargé 2,
- Prendre en compte les risques naturels et industriels dans l'aménagement du territoire,
- Définir les formes urbaines des espaces à aménager ou à réaménager,
- Protéger et mettre en valeur le paysage naturel, culturel, industriel et urbain du territoire communal.

Depuis la mise en révision, un ensemble d'études, de concertation avec la population, d'association, de consultation, d'échanges et de débats sur les options d'urbanisme de la commune ont permis d'aboutir à la définition progressive du diagnostic territorial et du PADD, et ainsi qu'à la mise en forme des pièces composant le PLU.

Le PADD qui a été présenté aux Personnes Publiques Associées lors de la réunion du 14 septembre 2016 et mis au débat par délibération n° 2016/072 du Conseil municipal du 4 octobre 2016, définit les grandes orientations suivantes du futur PLU :

- Développer l'attractivité de la commune,
- Encourager la diversification des activités économiques,
- Améliorer le fonctionnement urbain,
- Préserver et valoriser les espaces naturels,
- Prendre en compte les risques majeurs et les nuisances.

L'état des lieux et le diagnostic faisant apparaître les enjeux et les objectifs de développement de la Ville ont été présentés à la population dans le cadre d'une réunion publique qui s'est déroulée le 9 novembre 2016.

Les OAP, le zonage et le règlement ont été présentés aux Personnes Publiques Associées lors de la réunion du 19 juin 2017 et à la population lors de la seconde réunion publique qui s'est déroulée le 21 juin 2017. Les Personnes Publiques Associées ont été réunies plusieurs fois tout au long de la procédure.

L'accomplissement de ces travaux a permis d'approuver l'arrêt de projet du PLU par délibération du Conseil municipal n° 2017/098 du 18 décembre 2017 qui a tiré le bilan détaillé des étapes réglementaires de la procédure ainsi que le bilan de la concertation.

La Commission Départementale de la Nature, des Paysages et des Sites (CDNPS) consultée le 19 décembre 2017, afin d'examiner le dossier avant l'arrêt de projet s'est prononcée successivement sur les points suivants :

I - Elle a émis un avis favorable sur la délimitation des espaces proches du rivages (EPR), telle que proposée dans le PLU,

II - Elle a émis un avis favorable sur les extensions limitées de l'urbanisation dans les EPR, concernant notamment :

- la zone 1AUP correspondant à une urbanisation future à vocation d'activités liées à la mer,
- les zones N (naturelles et forestières), NI (secteur littoral), et Nh (secteur des hameaux existants de la plage Nord et de Carteau.

Il a été rappelé que les projets devront respecter le règlement du Plan de Prévention des Risques Inondation (PPRI) approuvé le 26 juin 2016, quelle que soit la zone du PLU.

III - Elle a émis un avis favorable sur le classement en espaces boisés classés (EBC) des parcs et ensembles boisés existants les plus significatifs de la commune, au titre de l'article L. 121-27 du Code de l'Urbanisme.

L'Autorité environnementale a été consultée au titre des articles R. 104-8 et R. 104-23 du Code de l'Urbanisme, pour la prise en compte de l'environnement par le projet. L'Autorité environnementale, par avis rendu le 27 mars 2018, a donné seize recommandations dont les principales sont les suivantes :

- Justifier le choix des secteurs ouverts à l'urbanisation après avoir analysé des solutions de substitution, en particulier pour le site « Caban » (zone 2AUE) et les extensions « Distriport » (zones 1AUEa),
- Décliner les mesures d'évitement et de réduction des incidences sur les espaces naturels de grande valeur écologique dans les secteurs Distriport, Canal St-Louis et Caban (optimisation du foncier mobilisé, OAP, traduction des protections de la biodiversité dans le règlement du PLU),
- Du fait de l'incomplétude de l'analyse Natura 2000, la conclusion d'absence d'effets significatifs dommageables n'est pas recevable. Par conséquent l'analyse doit être complétée et la conclusion réaffirmée ou infirmée sur cette base,
- Évaluer les incidences du PLU sur les risques sanitaires liés à la pollution de l'air et appliquer la séquence « éviter – réduire » aux impacts décelés,

- Démontrer la compatibilité du projet de PLU avec le SCOT Ouest-Étang de Berre.

Dans le cadre d'un examen au cas par cas concernant l'éligibilité à l'évaluation environnementale du projet de révision du zonage d'assainissement d'eaux pluviales de la commune, au titre des articles L. 122-4, R. 122-17 à R. 122-24 du Code de l'Environnement, l'Autorité environnementale, par décision rendue le 9 février 2018, a précisé que le projet n'était pas soumis à l'évaluation environnementale.

Dans le cadre d'un examen au cas par cas concernant l'éligibilité à l'évaluation environnementale du projet de révision du zonage d'assainissement d'eaux usées de la commune, au titre des articles L. 122-4, R. 122-17 à R. 122-24 du code de l'environnement, l'Autorité environnementale, par décision rendue le 4 avril 2018, a précisé que le projet n'était pas soumis à l'évaluation environnementale.

La Commission Départementale de la Préservation des Espaces Naturels, Agricoles et Forestiers (CDPENAF) a été consultée le 12 juin 2018 afin d'examiner le dossier avant enquête publique. Elle a exprimé un avis favorable au projet assorti des réserves suivantes :

- Sur les zones U non construites et 1AU (non couvertes par une OAP), compléter l'état initial de l'environnement, l'incidence du PLU, ainsi que l'évaluation des incidences Natura 2000. A défaut, reclasser ces zones 2AU,
- Dans le règlement écrit des zones agricoles et naturelles, supprimer la disposition concernant les affouillements et exhaussements,
- Dans le règlement de la zone agricole, autoriser l'habitation de l'exploitant ou le logement des ouvriers agricoles lorsque le besoin d'une présence permanente et rapprochée peut être démontrée, sous réserve de la prise en compte des risques naturels,
- Supprimer la disposition autorisant les constructions nécessaires aux exploitations forestières en zone agricole,
- Autoriser en zone agricole les constructions nécessaires au stockage et à l'entretien de matériel agricole par les coopératives d'utilisation de matériel agricole (CUMA) agréées au titre de l'article L. 525-1 du Code Rural et de la Pêche Maritime,
- Dans les dispositions générales, supprimer toute référence aux parcs photovoltaïques en zone agricole.

Le projet du PLU arrêté a été notifié par courrier de la ville du 21 décembre 2017 aux Personnes Publiques Associées et aux organismes qui ont demandé à être consultés au titre de l'article L. 153-16 du Code de l'Urbanisme qui ont fait part de leur observations.

Par ailleurs et à compter du 1^{er} janvier 2018, la Métropole Aix-Marseille-Provence est devenue compétente en matière de Plan Local d'Urbanisme et documents en tenant lieu sur le périmètre de l'ensemble de ses Territoires, en application des

articles l'article L. 5217-2, I et L. 5218-2, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

L'article L. 153-9 du Code de l'Urbanisme prévoit que la Métropole peut achever toute procédure d'élaboration ou d'évolution d'un Plan Local d'Urbanisme encore en cours au moment du transfert de compétence, avec l'accord de la commune concernée. La Métropole s'est substituée de plein droit à la commune dans tous ses actes et délibérations afférents à la procédure poursuivie. Ces dispositions valent également pour les procédures d'évolution des Plans d'Occupation des Sols demeurés en vigueur après le 31 décembre 2015, auxquels s'applique le régime juridique des Plans Locaux d'Urbanisme (art. L. 174-4 CU).

En conséquence, et par délibération n° 2017/086 du 5 décembre 2017 le Conseil municipal de la commune de Port-Saint-Louis-du-Rhône a donné son accord à poursuite et l'achèvement par la Métropole Aix-Marseille-Provence de la procédure en cours de révision du Plan d'Occupation des Sols sous la forme du Plan Local d'Urbanisme à compter du 1^{er} janvier 2018.

A ce titre, l'enquête publique a été organisée par la Métropole Aix-Marseille-Provence – Service Planification Urbaine du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence.

Le Président du Tribunal Administratif de Marseille a désigné, par décision n° E18000054/13 du 25 avril 2018, Monsieur Alain GIAVARINI, gestionnaire public, en qualité de Commissaire Enquêteur. Par arrêté n° 4/18 du 31 juillet 2018, le Président du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence a prescrit l'ouverture de l'enquête publique sur l'élaboration du PLU de la commune. L'arrêté n° 4/18 a fait l'objet des publications réglementaires prévues par le Code de l'Environnement.

L'enquête publique s'est déroulée du 7 septembre 2018 au 10 octobre 2018, dans les locaux du Service Urbanisme de la mairie de Port-Saint-Louis-du-Rhône, 3 avenue du Port et dans les locaux de la Direction de l'Aménagement du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence, Trigrance IV, Allée de la Passe Pierre à Istres.

Durant cette enquête, **26** observations ont été faites. Il y a eu **17** visites, **12** documents déposés ou/et envoyés dont **5** courriers, **3** mails et **4** notes.

L'enquête publique a permis à la population de Port-Saint-Louis-du-Rhône de prendre connaissance du projet de PLU de façon approfondie ainsi que des avis des Personnes Publiques Associées, recueillis lorsque le projet de PLU arrêté leur a été notifié, joints au « Tome 0 » du dossier soumis à enquête publique, et complétés par un mémoire en réponse élaboré par la collectivité.

Le rapport et les conclusions du Commissaire Enquêteur sont parvenus à la collectivité le 14 novembre 2018. Ils font état d'un avis favorable assorti de 9 recommandations sans restriction à l'avis favorable, au regard des avis du public formulés au cours de l'enquête publique.

Ces documents ont été mis à la disposition du public, conformément à l'article 10 de l'arrêté prescrivant l'enquête publique, ainsi qu'à celle des membres de l'assemblée délibérante.

1 - Prise en compte des avis des personnes publiques associées et des organismes qui ont demandé à être consultés

Les avis des Personnes Publiques Associées et des organismes qui ont demandé à être consultés, recueillis lorsque le projet de PLU arrêté leur a été notifié, ont été joints au dossier soumis à enquête publique, et complétés par un mémoire en réponse élaboré par la collectivité qui indique de quelle façon ces avis pourraient être pris en compte, lors de l'approbation du PLU.

Les modifications portaient pour l'essentiel sur les thématiques suivantes :

- 1.1** Biodiversité, démarche environnementale et loi littoral,
- 1.2** Ressource en eau potable et assainissement,
- 1.3** Patrimoine et architecture,
- 1.4** Règlement écrit et planches de zonage,
- 1.5** Servitudes d'Utilité Publique et annexes diverses.

qui ont eu pour impact des informations complémentaires à insérer dans les différents documents qui composent le projet de PLU, par la rédaction de détails et de précisions, par des modifications et rajouts d'éléments textes et cartographiques, détaillées ci-après :

1. Biodiversité, démarche environnementale et loi littoral

1.1 Les espaces naturels remarquables

L'espace boisé classé significatif du secteur « Bois François » est assorti d'une protection au titre de l'article L. 151-19 du Code de l'Urbanisme. Il convient donc de supprimer la protection « V1 - Espace naturel du bois François » dans le tome 2 du rapport de présentation au chapitre « Patrimoine remarquable, historique et archéologique ».

Le règlement écrit Titre I article DG-5.4.2 et le règlement graphique planche 5.2 seront mis en cohérence.

1.2 Le SRCE et le SCOT

Les orientations stratégiques du SRCE seront reprises dans le PLU.

Un paragraphe de conclusion-synthèse sera ajouté à l'analyse TVB. Une cartographie d'illustration des

zones A, N et NI, des EBC, des éléments de paysage, du Rhône et de la mer sera jointe au rapport de présentation, supports des continuités écologiques. Pour une meilleure appréhension de l'impact par le PLU des zones "sensibles" ou de périmètres à statut sur la commune, un tableau de synthèse des enjeux croisant périmètres à statut et zonage sera joint au dossier de PLU illustré par une cartographie. Il sera précisé dans le rapport de présentation que l'avis de Monsieur le Préfet ne constate pas d'incohérence avec le SCOT.

1.3 Natura 2000 : quelques précisions doivent être apportées pour une meilleure prise en compte du réseau Natura 2000.

L'EIN 2000 sera complétée à l'échelle de la commune par l'ajout d'un paragraphe relatif aux "fonctionnalités écologiques du territoire communal" dans le tome 2 du rapport de présentation. L'analyse des incidences Natura 2000 fera l'objet d'une conclusion spécifique pour les OAP avec le développement des commentaires des tableaux au chapitre 14.3.2.

L'analyse sera complétée, dans le tome 3 du rapport de présentation, par une cartographie superposant le bâti existant en 2005 et celui construit entre 2005 et 2015. Cette carte confirme que, hors ZIP, la consommation d'espaces est restée limitée et circonscrite au tissu urbain existant ou dans sa continuité immédiate. C'est l'aménagement de la plateforme de Distriport en 2005 qui constitue la principale source de consommation d'espaces (30 ha sur les 35 ha consommés). Une carte et un tableau de la consommation d'espaces seront joints à l'analyse.

Un tableau de synthèse des enjeux croisant les périmètres à statut et le zonage viendra compléter l'analyse avec une cartographie illustrative et sera ajouté au Tome 2 du rapport de présentation.

Plusieurs outils réglementaires permettent de préserver les continuités écologiques dans le projet de PLU. Les zones naturelles N et agricoles A qui ont été maintenues et augmentées respectivement de 329 ha et 45 ha par rapport au POS, la zone naturelle loi littoral (NI) au Sud du territoire communal et le long des berges du Rhône. Des EBC ont été créés au titre de la loi Littoral qui n'existait pas au POS, soit 225 ha contre 2 ha d'EBC au POS. 14 éléments de paysage, au titre l'article L. 151-19 du Code de l'Urbanisme ont été créés en vue de préserver le patrimoine végétal d'intérêt écologique ou environnemental, 1 a été retiré. En effet, le secteur « Bois François » est déjà classé en espaces boisés significatifs. La façade littorale de la commune, bordée à la fois par la mer Méditerranée et le Rhône, dont la protection a été renforcée par le zonage NL sur la bande des 100 m favorisent également le maintien des continuités écologiques. La carte de zonage sera ajustée au vu des éléments de paysage dans le tome 2 du rapport de présentation.

Concernant l'OAP 1 "Centre-ville - bassin central - Nord canal St-Louis", le Nord du canal est classé en zone à urbaniser dont la majeure partie est classée en secteur 2AUE. Pour ces secteurs les mesures ERC

seront définies au moment de leur ouverture à l'urbanisation, dans le cadre d'une procédure d'évolution du PLU, à l'occasion de laquelle les études environnementales seront conduites. En revanche pour le seul secteur 1AU1 qui peut être aménagé sans procédure d'évolution du document d'urbanisme et engendrer des impacts négatifs sur ces espaces, les incidences et mesures ERC seront précisées. Concernant l'OAP 2 "Le Mazet", les incidences et mesures ERC seront précisées. Les zones à urbaniser sur ce périmètre d'OAP sont classées en 1AU, et peuvent ainsi être aménagées sans procédure d'évolution du document d'urbanisme et engendrer des impacts négatifs sur ces espaces.

Un tableau de synthèse des enjeux croisant les périmètres à statut et le zonage viendra compléter l'analyse avec une cartographie illustrative et sera ajouté au Tome 2 du rapport de présentation.

1.4 L'évaluation environnementale

Un scénario au fil de l'eau complètera l'EIE et permettra d'évaluer les impacts sur l'environnement en l'absence de PLU. Un tableau de synthèse des zones de conflits croisant périmètres à statut et zonage viendra compléter l'analyse au tome 2 du rapport de présentation.

1.5 Le site « Caban » (zone 2AUE) et les extensions « Distriport » (zones 1AUEa)

La zone 2AUE du Caban est reconnue par Monsieur le Préfet comme un soutien à l'économie portuaire existante, néanmoins dans son avis il indique que pour être aménagées, ces zones nécessitent une procédure d'évolution du PLU, à l'occasion de laquelle les études environnementales sur les secteurs à enjeux pourront être conduites. Ainsi la mise en œuvre du PLU n'engendre pas d'effets directs sur ces espaces. Pour une meilleure appréhension de l'impact du PLU sur les zones "sensibles" ou les périmètres à statut sur la commune, un tableau synthèse des enjeux croisant périmètres à statut et zonage sera joint au tome 2 du rapport de présentation du dossier de PLU et illustré par une cartographie.

Pour une meilleure compréhension, les cartes actuellement pages 280 et suivantes du tome 2 du rapport de présentation (superposition périmètres protection et zonage) seront déplacées au chapitre "Compatibilité du PLU avec les périmètres d'intérêt écologique".

Seront également indiquées au rapport de présentation les mesures compensatoires et d'évitement positives prises par le PGEN (plan de gestion des espaces naturels) du GPM.

Dans le PLU les zones 2AU sont aménageables uniquement dans le cadre d'une procédure d'évolution du PLU avec une évaluation environnementale préalable et l'application de la séquence ERC. Leur ouverture à l'urbanisation sera progressive (phasage) et le règlement écrit précisera que toute ouverture nécessitera la réalisation d'une OAP.

Les extensions de Distriport (1AUEa) et de Malebarga (1AUEb) dont l'intérêt économique nécessite de les maintenir en zone à urbaniser à vocation économique soit AUE.

- Le secteur 1AUEa « extension Distriport Ouest » doit accueillir un des projets centraux du plan stratégique de développement du GPMM, pour le développement logistique et multimodal en continuité du terminal Fos 2XL, soutenus par des investissements de l'Etat, du GPMM et de la Région notamment. Distriport est identifié par la Métropole comme un enjeu majeur d'attractivité du territoire, en cohérence avec la DTA 13, qui l'identifie comme une zone de développement de la logistique.

- Le secteur 1AUEa « extension Distriport Sud » doit accueillir à l'horizon du prochain projet stratégique la création de terrepleins reliés au poste RoRo du quai brûle-Tabac (limite Fos-sur-Mer), afin de faire face à l'augmentation du trafic de VL et libérer du terreplein sur Graveleau pour le trafic conteneur.

Si l'intérêt économique de ces secteurs est avéré, et par conséquent leur classement en AUE, l'état des lieux diagnostic naturaliste y est à réaliser pour l'extension de Malebarga, l'extension de Distriport Sud et reste à actualiser, car ancienne, pour Distriport Ouest (2009). Par ailleurs, le niveau de précision des projets actuels ne permettrait pas une analyse des impacts sur l'environnement et la définition de mesures compensatoires. **En conséquence, il est donc proposé de classer ces secteurs en zone 2AUE.** Ce zonage permet de maintenir la vocation économique, la zone pour être aménagée nécessitera une procédure d'évolution du PLU modification, révision, déclaration de projet avec OAP, à l'occasion de laquelle les études environnementales sur les secteurs à enjeux pourront être menées, ainsi la mise en oeuvre du PLU n'engendre pas d'effets directs sur ces espaces. Le règlement écrit des zones 1AUE et 2AUE, le règlement graphique (planches 5.1, 5.4, 5.5 et 5.8) ainsi que le tome 3 du rapport de présentation (5ème et 6ème parties) seront mis en cohérence.

1.6 Les objectifs de modération de consommation de l'espace, et la définition des zones ouvertes à l'urbanisation

Le projet de PLU s'inscrit dans une démarche d'optimisation foncière que ce soit pour les extensions urbaines à vocation résidentielle (objectifs de consommation 7 ha sur 10 ans) comme économique comme l'explique le PADD et le rapport de présentation.

Pour rappel, dans le POS, la ZIP était entièrement et immédiatement ouverte à l'urbanisation. Le projet de PLU circonscrit les zones urbaines à vocation d'activités économiques aux zones d'activités de Distriport et de Malebarga dont l'urbanisation est en cours de finalisation. Les zones de la ZIP concernées par une extension future sont classées en 2AUE (reclassement des secteurs 1AUEa extension de

Distriport et 1AUEb extension de Malebarga en 2AUE, ce qui permet de conditionner leur mise en oeuvre à la réalisation d'études environnementales complémentaires, et de prévoir ainsi une urbanisation progressive et maîtrisée dans le temps.

Au sein de la Zone industrielle portuaire (ZIP), environ 300 ha sont par ailleurs classés en zone naturelle N.

Un tableau d'évolution du zonage de la ZIP avant et après PLU sera joint au rapport de présentation. Sur le Mazet, à l'issue de plusieurs études et en relation avec les besoins des activités existantes, il est projeté le développement d'activités liées au nautisme, à la mer et au tourisme avec la préservation d'espaces naturels au cœur du Mazet et à l'Est dans un souci de gestion optimisée du foncier.

En outre, le DOO du SCOT OEB :

- n'identifie pas la ZIP comme une extension d'urbanisation mais comme un secteur à vocation économique existant, pour lequel le SCOT préconise une densification,

- identifie le Mazet comme un secteur à vocation économique existant pour ses parties Nord -Est et Sud et comme un secteur d'extension d'urbanisation à vocation économique pour sa partie central, le nord étant quant à lui considéré comme urbanisé.

Les cartes extraites du DOO sont annexées et seront intégrées dans le tome 3 du rapport de présentation.

1.7 La densité des zones AU et les éléments méthodologiques ayant servi à l'étude de densification

Les densités retenues pour les zones 1AU (1AU1) du Nord canal Saint-Louis correspondent au projet du tour du bassin central, validé par le conseil municipal en 2012, antérieurement à l'approbation du SCOT OEB en 2015. Elles sont en adéquation avec l'objectif de population ambitieux retenu dans le PADD, qui fixe un rythme de croissance 4 fois supérieur à celui d'aujourd'hui à 0,4 % par an. En matière de méthode, les données prises en compte pour l'analyse de la consommation d'espaces sont issues de la base de données Sitadel sur les constructions neuves. L'unité de mesure prise en compte est l'emprise au sol bâtie.

Ces données seront illustrées à l'aide d'une cartographie superposant les fonds cadastre de 2005 et 2015. Cette carte permettra une meilleure lisibilité des espaces consommés sur cette période. Par ailleurs, un tableau d'évolution du zonage POS/PLU détaillant les zones NC et ND au POS basculées en zones U ou AU est également joint à l'analyse et sera intégré au tome 3 du rapport de présentation.

1.8 L'analyse des incidences paysagères des zones d'urbanisation et la traduction réglementaire des mesures d'évitement et de réduction des impacts paysagers

L'OAP n° 2 en pièce 4 du PLU indique que les incidences paysagères des zones d'urbanisation sont réduites, l'urbanisation étant limitée aux friches industrielles et aux espaces bâtis, dans le cadre d'un

processus de requalification de la presqu'île. Les espaces résiduels sont classés en zone N ou NI, notamment au Sud. La hauteur est limitée à 12 m, alors que les anciennes neufs pouvaient atteindre des hauteurs de 16 à 20 m. Il sera également précisé que les impacts sur le paysage dans le cadre de l'application de la loi Littoral ont été validés par la CDNPS qui a émis un avis favorable sans réserve en date du 26 janvier 2018.

Le contenu du dossier CDNPS, et notamment la préservation des éléments de paysage des faubourgs, sera rappelé au rapport de présentation tome 3.

2 - Ressource en eau potable et assainissement

Le tome 2 du rapport de présentation chapitre « La gestion des ressources-L'eau » et les annexes sanitaires pièce 7 « annexes » seront complétées par les informations relatives à la sécurisation de la ressource en eau et par la démarche entreprise par la Métropole visant à l'établissement d'un schéma directeur d'alimentation en eau potable métropolitain.

Le tome 2 du rapport de présentation chapitre « La gestion des ressources-assainissement des eaux usées » intégrera les préconisations de l'ARS concernant les secteurs 2AUEb et 2AUEa Nord du canal Saint-Louis.

Le secteur 2AUEb, bien que situé sur des terrains du GPMM, sera basculé en zone d'assainissement futur collectif car ce sont de petites entreprises qui s'installeront sur ce secteur. Il n'y a pas de réseau d'eaux usées actuellement, et les constructions seront desservies par les réseaux de la commune après extension de ces derniers.

La zone 2AUEa au nord du canal peut être localement assainie de manière collective par des systèmes d'assainissement qui ne relèvent pas du domaine public, mais de l'aménageur car elle est située sur les terrains de la ZIP sous gestion du GPMM et qu'elle est destinée à accueillir des industries lourdes qui ne pourront pas être raccordées au réseau public d'eaux usées.

Le règlement écrit sera mis en cohérence à l'article DG7.2 des dispositions générales.

Les hameaux OLGA et CARTEAU (plages nord et Carreau) seront en zone d'assainissement futur collectif regroupé : le dossier de Zonage d'Assainissement précisera que l'option 2 de l'annexe 8 a été choisie par les élus et la métropole. Cette dernière sera en charge de la gestion de cet équipement

La zone 2AUEa au nord du canal va basculer en zone d'assainissement autonome car elle est située sur les terrains du GPMM et qu'elle est destinée à accueillir des industries lourdes qui ne pourront pas être raccordées au réseau public d'eaux usées communal.

La page 18 du dossier du zonage d'assainissement sera modifiée afin de supprimer la phrase qui indique que « seule l'étude à la parcelle permettra de définir et de confirmer la faisabilité technique et réglementaire d'une filière de traitement non collectif et de la

dimensionner ».

Les pages 19 et 21 du dossier de ZA seront modifiées afin d'indiquer que les secteurs 4 et 5/ ZI du Mazet sont inaptes à l'ANC. Il n'y a pas de conséquence sur l'urbanisation de ces secteurs qui sont en futur collectif dans la carte de zonage d'assainissement.

La carte d'aptitude des sols sera mise à jour en tenant compte des éléments précédents.

3 - Patrimoine et architecture

Un sous-secteur UPd sera créé autour de la Tour Saint-Louis.

Le règlement du PLU sera repris pour être adapté à l'existant : hauteur limitée, toiture..., pour ne pas altérer les abords du monument en n'autorisant pas la création d'hébergement hôtelier, d'industrie ou d'artisanat liés à l'activité portuaire.

Le patrimoine local repéré au titre de l'article L. 151-19 du Code de l'Urbanisme sera identifié sur les planches de zonage par la lettre V + un numéro.

4 - Règlement écrit et planches de zonage

4.1 Les PPRT DEULEP et FOS-OUEST

Il est nécessaire de modifier les limites d'emprises du plan de zonage n° 5-7 conformément au zonage réglementaire officiel du PPRT DEULEP. Dans le règlement écrit du PLU, il apparaît dans les dispositions générales (pages 24 à 27) une partie du règlement du PPRT DEULEP. Ce PPRT étant une servitude d'utilité publique à part entière, il doit être annexé au PLU de façon complète : règlement dans son intégralité, plan de zonage, cahier de recommandations.

Il convient aussi d'indiquer au règlement écrit du PLU que le règlement complet est consultable en annexe du dossier.

Le règlement graphique (plan de zonage n° 5-7) sera modifié conformément au zonage réglementaire officiel du PPRT DEULEP. Le règlement complet du PPRT DEULEP sera joint en pièce 7 « Annexes » du PLU.

Un renvoi aux annexes du PLU, pièce 7, sera indiqué au règlement écrit au titre I article DG-3.

Il sera indiqué au règlement écrit du PLU que le règlement complet est consultable en pièce 7 « Annexes » du dossier de PLU.

Le règlement écrit sera complété et mentionnera, au titre I article DG-3, l'arrêté de prorogation du 14 décembre 2017 prorogeant l'élaboration du PPRT Fos-Ouest jusqu'au 31 décembre 2018. Le tome 2 du rapport de présentation sera mis en cohérence.

4.2 La servitude CGA Logistics

Les emprises des zonages générées par le risque CGA Logistics Fos devaient être reportées au règlement graphique (plan de zonage) du PLU au vu du mémoire en réponse. Cependant, la DREAL n'a

pas validé les périmètres proposés par le Conseil de Territoire compte tenu du manque de données officielles.

L'arrêté préfectoral du 22 juillet 2015 instituant des servitudes d'utilité publique autour du site sera annexé à la liste des servitudes d'utilité publique. Il sera indiqué au règlement écrit du PLU que le règlement complet sera consultable en pièce 7 « Annexes » du dossier de PLU.

4.3 Les risques naturels – mouvements de terrains

Il sera ajouté, Titre I article DG-3.1.1 du règlement écrit, que « Si toutefois des projets devaient être réalisés à proximité de ces secteurs sensibles (secteurs situés aux abords des érosions de berges), ils devraient démontrer leur compatibilité avec ces mouvements de terrain (réalisation d'une étude géotechnique afin de s'assurer de sa faisabilité et si nécessaire de définir les travaux de protection à mettre en oeuvre pour garantir la sécurité des personnes et des biens) ». Le tome 2 du rapport de présentation sera mis en cohérence.

4.4 Les risques naturels – séisme

Il sera précisé dans le règlement écrit Titre I article DG-3.1.2 et dans le tome 2 du rapport de présentation que :

- en zone de sismicité 2, pour les bâtiments de catégorie d'importance I et II aucune exigence n'est requise en matière de construction parasismique au titre de la réglementation nationale (une protection parasismique « volontaire » peut toutefois être mise en oeuvre),
- en zone de sismicité 2, l'évaluation du risque de liquéfaction n'est pas obligatoire. Une annexe "risques naturels" sera créée, en pièce 7 « Annexes », dans laquelle sera insérée une pièce supplémentaire dénommée " Risque sismique ".

Le règlement écrit fera référence à l'article DG 3.1.3 au Porter à Connaissance spécifique retrait-gonflement des argiles transmis à la commune par courrier préfectoral en date du 27 avril 2015.

Le tome 2 du rapport de présentation sera mis en cohérence.

Un paragraphe supplémentaire sera créé au règlement écrit dans toutes les introductions de zonage dès lors que des nuisances les grèvent.

Dans le règlement écrit, le terme « mais non liées à la mer » sera reformulé dans la zone UE en « qui ne sont pas liées au nautisme », et repris également au rapport de présentation afin de ne pas créer de confusion avec la zone UEA.

Le secteur Nj étant couvert en quasi-totalité par le zonage RH du PPRI, la construction d'abris de jardin ne sera pas autorisée. L'article N-2 du règlement écrit sera modifié en conséquence.

4.5 Le projet de PLU arrêté, a retenu comme périmètre de la zone 1AUEa le même périmètre que celui de l'Espace Stratégique en Mutation du PPRI de

Port-Saint-Louis-du-Rhône alors que ces deux réglementations sont distinctes et que le règlement du PPRI y autorise dès aujourd'hui la création d'activités liées à l'économie maritime.

Ce zonage réduit le potentiel d'extension de Distriport. A la demande du GPMM, cette zone sera étendue jusqu'à la future route de contournement du pôle conteneur, conformément aux principes décrits dans le plan ci-dessus « Projet d'OAP pôle conteneur et interface ville port » : zone teinte en jaune en bordure de la future voie. Cependant, dans l'attente des études environnementales à mener par le GPMM, la zone 1AUEa est reclassée en zone 2AUEa, maintenant ainsi sa vocation économique.

5. Servitudes et annexes diverses

La servitude radioélectrique de protection contre les obstacles le long du faisceau hertzien de la Sainte-Baume Pic-de-Bertagne Géménos (13) au sémaphore de l'Espiguette (30) intégrée à l'arrêt de projet de décembre 2017 sera reportée sur le plan des servitudes d'utilité publique.

Les voies concernées par l'arrêté préfectoral du 19 mai 2016 portant classement des infrastructures terrestres du département des Bouches-du-Rhône seront repérées au règlement graphique.

Le Plan d'Exposition au Bruit de la base aérienne d'Istres sera supprimé dans le règlement car il ne concerne pas le territoire de Port-Saint-Louis-du-Rhône.

Les règlements des PPRT seront repris dans leur intégralité et les emprises seront précisées sur les planches de zonage au regard du risque technologique.

Dans le cadre du projet de réouverture de la gare voyageurs, il sera précisé au rapport de présentation tome 1 que des précautions seront prises dans les secteurs d'aléa toxique moyen à faible, notamment si des travaux doivent être faits sur les bâtiments.

La phrase du Tome 2 du rapport de présentation page 214 : « De plus, l'inventaire départemental des cavités souterraines (mines et carrières) réalisé en 2000 par la DRIRE et le BRGM indique la présence du phénomène érosion des berges le long des berges du Rhône au Nord et au Sud de la commune » sera modifiée comme suit : " De plus, l'inventaire départemental des cavités souterraines (mines et carrières) réalisé en 2000 par la DRIRE et le BRGM n'indique pas la présence du phénomène érosion des berges le long des berges du Rhône au Nord et au Sud de la commune ".

Il sera créé une annexe pour le « Plan anti-dissémination du chikungunya et de la dengue par le moustique Aedes albopictus BDR » dans laquelle sera joint l'arrêté préfectoral du 2 mai 2017, en pièce 7 « Annexes ».

Le détail de ces corrections figure dans le document intitulé « Mémoire en réponse à l'avis des Personnes Publiques Associées sur le projet de PLU arrêté du 18 décembre 2017 » joint au dossier de PLU soumis à approbation.

2- Observations formulées durant l'enquête publique et reprises en intégralité par le commissaire enquêteur

Le commissaire enquêteur émet un avis favorable au projet du Plan Local d'Urbanisme de la commune et souhaite que quelques points soient reconsidérés. Le tableau ci-après précise la suite donnée à ces observations :

Rapport/Conclusions motivées du commissaire enquêteur	Réponse apportée dans le cadre du l'approbation du PLU
Emplacement réservé (ER)	
Demande la suppression de l'ER n° 4 « Elargissement de la voie Joseph Gallas à 18 m »	Cette demande de suppression de l'ER n° 4 est prise en compte. Le schéma directeur du tour du bassin central a déterminé l'organisation du bâti et la structuration de la trame viaire. Le règlement graphique n° 5.10 indique outre le règlement écrit, les règles qui s'imposent sur le tour du bassin central et traduit le projet d'ensemble. Le plan masse approuvé par la commune le 10 mai 2012 est opposable, l'aménagement du tour du bassin central s'appuiera dessus. Cet ER n° 4 sera supprimé.
Hameaux OLGA et CARTEAU	
Emet un avis favorable aux préconisations de l'ARS en faveur d'un assainissement autonome regroupé géré par la Métropole	Les hameaux OLGA et CARTEAU seront classées en zone d'assainissement futur collectif regroupé conformément aux préconisations de l'ARS
Recommande de réétudier une possibilité d'extension des habitations soumises à un aléa faible ou modéré du risque inondation, au-delà de la notion de refuge en zone Nh	Il sera précisé dans le Rapport de Présentation et dans le règlement que la zone Nh se situe dans la ZIP est qu'à ce titre elle est soumise à un « Assainissement futur collectif » Il sera précisé dans l'Annexe Sanitaire les différents types d'assainissement dans la ZIP En 2AUa = « Assainissement Autonome Regroupé » (traitement des eaux industrielles) En 2AUb = « Assainissement futur collectif » (traitement des eaux liées aux activités artisanales) En Nh = « Assainissement futur collectif regroupé » Le Rapport de Présentation précisera également que la zone Nh (située en EPR et PPRI) est soumise à la loi Littoral et que la zone refuge est la seule construction possible autorisée par dérogation au titre de la mise en sécurité des personnes, bien qu'une partie de la zone Nh soit exposée à un aléa faible ou modéré du risque inondation
Patrimoine	
Recommande de compléter l'inventaire du patrimoine bâti en rajoutant certains îlots d'habitations du bassin central et du centre-ville présentant un intérêt architectural	Il n'est pas donné suite à cette recommandation pour laquelle une localisation de ce patrimoine n'a pas été suffisamment précisée
Règlement et documents graphiques	
Valide la proposition de plusieurs propriétaires au faubourg italien/Foch de réduire la hauteur maximale des constructions de 9 m à 7 m en zone UAa2 et souligne l'insuffisance de la protection du caractère patrimonial du quartier, compte tenu de précédents fâcheux	Le faubourg italien/Foch sera classé en zone UAa3, dans lequel la hauteur est limitée à 7 m. De plus, il est rappelé que le faubourg italien/Foch fait l'objet d'une protection au titre des éléments remarquables du paysage (article L. 151-19 CU)
Valide la proposition de plusieurs propriétaire du lotissement du Bois François d'étendre le zonage UD au détriment de la zone UC, pour les parcelles situées avenue Gabriel Péri en entrée de ville, le long et en continuité du domaine Saint-Louis	Le reclassement en zone UD sera géré. Il permettra l'extension de l'habitat existant en modifiant sensiblement les prescriptions urbanistiques notamment en ce qui concerne l'emprise au sol qui passe de 50 % en UC à 40 % en UD

<p>A l'appui de la remarque de l'association Au Fil du Rhône, le commissaire enquêteur observe que les projets de parcs photovoltaïques du Bois François en zone A négligent les espaces naturels et font l'impasse sur des solutions alternatives</p>	<p>La Chambre d'Agriculture et la CDPENAF ont demandé à supprimer toute référence aux parcs photovoltaïques en zone agricole. Pour tous les autres zonages, à l'exception de la zone UAa soumise à prescriptions particulières, les dispositions générales du règlement écrit précisent les conditions d'insertion architecturale et paysagère des dispositifs liés à la performance énergétique et à la maîtrise ou production d'énergies renouvelables. L'implantation d'unités de production photovoltaïque sur des structures existantes (toiture, ombrière, abris, etc.) sont aussi autorisées dans les secteurs impactés par le PPRI en zone RH sous certaines conditions</p>
<p>Suite à une demande de classement des parcelles C 588-589-590 en zone 1AU au détriment de la 2AU, le commissaire enquêteur observe que les initiatives privées devraient pouvoir s'appuyer sur une planification de la réalisation des conditions de l'urbanisation (réalisation des réseaux, analyses diligentées par l'administration, élaboration de la servitude)</p>	<p>Les parcelles insuffisamment équipées seront ouvertes à l'urbanisation lorsque les réseaux seront réalisés et dans le cadre d'une modification ou révision du PLU. Des précisions seront apportées sur les zones à «urbanisation future» dans le Rapport de Présentation : Zone AU : peu équipée - possibilité d'une urbanisation immédiate ou à court terme Zone 1AU : insuffisamment équipée - possibilité d'une urbanisation à moyen terme Zone 2AU : très insuffisamment équipée - possibilité d'une urbanisation à long terme</p>
<p>Demande de clarifier la situation de la zone UF</p>	<p>La diversité et la mixité fonctionnelle de la zone UF située sur la Presqu'île du Mazet sont prévues autour des activités économiques de loisirs et touristiques. Les secteurs limitrophes ont vocation à accueillir de l'habitat, des commerces et des services. Le Rapport de Présentation sera complété en conséquence</p>
<p>Suite à une demande de classement en 1AUP de la parcelle D0638 (à cheval sur les zones 1AUP et N) située sur la Presqu'île du Mazet, le commissaire enquêteur demande de classer entièrement en zone 1AUP</p>	<p>La demande est prise en compte. La parcelle D0638 de petite taille sera intégralement classée en zone 1AUP</p>
<p>Suite à une demande de la Compagnie Nationale du Rhône, le commissaire enquêteur valide l'insertion dans les articles UP2, N-2-5 et 1AUP2 du règlement l'autorisation des « constructions et installations y compris ICPE, nécessaires à l'entretien, à l'exploitation et aux renouvellements des ouvrages hydrauliques et hydroélectriques »</p>	<p>Cette demande est prise en compte</p>
<p>Demande de rajouter une planche de zonage permettant de lire sur un seul feuillet l'ensemble du découpage de la commune</p>	<p>Cette demande est prise en compte</p>
<p>Demande que soit précisé dans le règlement écrit, aux chapitres consacrés à chacune des zones, les règles issues du PPRI en particulier lorsqu'elles font échec à la constructibilité</p>	<p>Cette demande n'est pas retenue. Les prescriptions du PPRI sont déjà précisées dans le Rapport de Présentation et le PPRI est inséré dans les « Annexes » Pièce 7.1.2</p>

<p>Demande que soit rédigé à l'attention du Conseil de la Métropole une note de présentation synthétisant les principales modifications projetées après avis des PPA</p>	<p>Une notice de présentation à destination des membres de l'assemblée délibérante sera rédigée conformément à l'article L. 2121-12 du CGCT qui relatera les principales modifications apporté au PLU soumis à l'approbation</p>
Requête hors délai	
<p>Demande que le courrier de la Compagnie des Salins du Midi reçu après la clôture de l'enquête publique, qui conteste le classement en zone A d'un délaissé de voie ferrée pour permettre une future exploitation industrielle, ne soit pas prise en considération dans le cadre de l'enquête publique</p>	<p>La requête de la Compagnie des Salins du Midi ne sera pas prise en compte</p>
Servitudes d'Utilité Publique (SUP)	
<p>Prend acte de la demande de la société KEM ONE d'être informée de toutes modifications pouvant concerner son saumoduc</p>	<p>Toutes les procédures d'évolution du PLU sont soumises à information du public, dans leur cadre réglementaire</p>
<p>Prend acte de la demande de la Sté Total d'intégrer dans les SUP une canalisation de transport de propylène accompagnée de ses servitudes qui fait l'objet d'un arrêté préfectoral en cours d'élaboration</p>	<p>Cette demande sera prise en compte à réception de l'arrêté préfectoral instaurant la servitude actée, soit à l'approbation du PLU ou par voie de mise à jour ultérieurement</p>
ZAC du Caban	
<p>Difficulté de conjuguer le percement éventuel de la darse 2 avec la préservation des richesses écologiques de la ZAC du Caban</p>	<p>Le projet de darse 2 est mentionné dans le rapport de présentation – évaluation environnementale - à titre indicatif, en relation avec le projet stratégique du GPMM (long terme). Dans ce laps de temps, la ZAC du Caban d'initiative Etat à vocation économique est classée en zone 2AUE pour maintenir cette vocation économique. La zone, pour être aménagée, nécessitera une procédure d'évolution du PLU par Modification, Révision, ou Déclaration de Projet avec OAP, à l'occasion de laquelle les études environnementales sur les secteurs à enjeux seront menées</p>
Zone Industriale-Portuaire (ZIP)	
<p>Observe que l'extension du zonage 2AU dans la ZIP soumet des territoires visés par les projets de développement du GPMM à une modification ou révision du PLU qui induit un ralentissement possible de l'extension des installations de Distriport</p>	<p>L'OAP fournie par le GPMM sans évaluation environnementale ni projet de règlement associé ne peut pas être exploitée. Le zonage 2AU dans la ZIP se substituera donc au zonage 1AUEa conformément à l'avis du Préfet et de la MRAe. Le rapport de présentation sera toutefois complété par la proposition du GPMM dans le cadre d'une réflexion en cours de leur part sous l'intitulé « Schéma d'aménagement projeté »</p>
<p>Observe que compte tenu de l'insuffisance de la desserte routière, seules des actions fortes en faveur du transport ferroviaire pourront faire face au développement de la</p>	<p>Le PADD inscrit dans son Axe 1 « Développer l'attractivité du territoire », la thématique de l'accessibilité comme un enjeu fort avec notamment le développement</p>

fonction logistique

d'une offre de transport multimodal pour les marchandises

En résumé, pour ce qui concerne les zonages du PLU, il en résulte les modifications suivantes :

*** Hors ZIP**

Secteur Bois François : extension de la zone UD au détriment de la zone UC,
Secteur du Bassin central : Création du zonage UPd au détriment de la zone Upa,
Secteur de la Presqu'île du Mazet : extension de la zone 1AUP au détriment de la zone N.

*** Dans la ZIP**

Secteur Distriport : substitution de la zone 1AUEa en zone 2AUEa,
Secteur Malebargé : substitution de la zonage 1AUEb en zone 2AUEb.

*** Zac du Caban**

substitution de la zone 1AUEc en zone 2AUEc

3 - Rectification d'erreurs matérielles

Les articles 14 dans le règlement écrit indiqueront « Sans objet ».

Les périmètres SEVESO (futur PPRT Fos-Ouest) impactant la ZAC du Caban seront rajoutés sur le règlement graphique du zonage.

4 - Précisions complémentaires

- Le contenu de l'annexe 7.5 « Périmètre de D.P.U. - Zones de préemption » sera retiré dans l'attente de la délibération inhérente et remplacé par une note informative.

- Par courrier du 17 décembre 2018, le Préfet a adressé l'arrêté préfectoral du 13 décembre 2018 instituant les SUP de maîtrise des risques autour des canalisations de transport dans le département des Bouches-du-Rhône, impactant le territoire de Port-Saint-Louis-du-Rhône.

L'annexe 7.1 est complétée en conséquence. Le report des tracés correspondants sur la planche des Servitudes d'Utilité Publique - pièce 7.1.1. - s'effectuera après l'approbation de la convention précisant les modalités de mise à disposition des données « sensibles » SUP1 par la DDTM des Bouches-du-Rhône et les conditions d'utilisation de ces données par la Métropole. Le document d'urbanisme sera alors actualisé par voie de mise à jour.

- Les arrêtés préfectoraux et les documents graphiques des servitudes qui les accompagnent résultant des périmètres délimités autour des installations classées (PM2) qui impactent le territoire de la commune, sont annexés à la liste des servitudes en pièce 7 :

- site anciennement exploité par la société Gerland,

- terrains anciennement exploités par la société LBC,
- plateforme logistique de la société GCA Logistics Fos,
- site de Total ACS,
- site anciennement exploité par la société Frahuil.

Les planches de servitudes d'utilité publique ne peuvent pas être actualisées au regard de ces dernières, les services compétents ne disposent pas des données numérisées correspondantes.

Compte tenu de l'avis favorable, et des recommandations du Commissaire Enquêteur, de la prise en compte des observations du public et des corrections apportées pour suivre les avis des Personnes Publiques Associées, il est désormais possible pour le Conseil de la Métropole d'approuver le Plan Local d'Urbanisme de la commune de Port-Saint-Louis-du-Rhône, conformément à l'article L. 153-21 du Code de l'Urbanisme.

La délibération, une fois adoptée, sera affichée au siège de la Métropole Aix-Marseille-Provence, à la Direction de l'Aménagement du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence de la Métropole Aix-Marseille-Provence, à l'Hôtel de Ville de la commune de Port-Saint-Louis-du-Rhône durant un mois, ainsi que sur le site internet du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence

<http://www.ouestprovence.fr/index.php?id=1968>. Elle fera l'objet d'un avis au public qui sera inséré dans la presse locale.

Le dossier du PLU approuvé sera tenu à la disposition du public à la Direction de l'Aménagement du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence de la Métropole Aix-Marseille-Provence Trigance 4 allée de la Passe Pierre 13800 Istres et à l'Hôtel de Ville de la commune de Port-Saint-Louis-du-Rhône, 3 avenue du Port à Port-Saint-Louis-du-Rhône.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment ses articles L. 153-1 et suivants, R. 153-1 et suivants ;
- La loi n° 2010-788 du 12 Juillet 2010 portant Engagement National pour l'Environnement, dite « loi Grenelle II » ;
- La loi n° 2014-366 du 24 mars 2014 pour un Accès au Logement et à un Urbanisme Rénové, dite « loi ALUR » ;

- La loi n° 2014-1170 du 13 octobre 2014 d'Avenir pour l'Agriculture, l'Alimentation et la Forêt, dite « loi LAAF » ;
- La délibération du Comité syndical du syndicat mixte du SCOT Ouest Etang de Berre du 22 octobre 2015 ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence du 13 mai 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la commune de Port-Saint-Louis-du-Rhône a, par délibération du 7 avril 2015, engagé la procédure de révision générale de son Plan d'Occupation des Sols valant élaboration du Plan Local d'Urbanisme ;
- La réponse du Préfet des Bouches-du-Rhône au courrier du 7 novembre 2017 du Maire de Port-Saint-Louis-du-Rhône au titre des articles L. 153-18 et R. 153-7 du Code de l'Urbanisme ;
- Que la commune de Port-Saint-Louis-du-Rhône a, par délibération du 18 décembre 2017, arrêté le projet de Plan Local d'Urbanisme ;
- Que depuis le 1^{er} janvier 2018, la compétence en matière de Plans Locaux d'Urbanisme et documents en tenant lieu a été transférée à la Métropole Aix-Marseille-Provence sur le périmètre de l'ensemble des Territoires ;
- Que la commune de Port-Saint-Louis-du-Rhône a exprimé son accord pour que la Métropole Aix-Marseille-Provence achève la procédure de révision engagée avant le transfert de compétence et toujours en cours au 1^{er} janvier 2018 ;
- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence peut poursuivre la procédure susvisée ;
- Qu'il convient de s'inscrire dans le respect de la délibération Cadre relative à la répartition des compétences entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs Présidents respectifs pour la procédure de révision des documents d'urbanisme (Plan d'Occupation des Sols et Plan Local d'Urbanisme) ;
- Que les avis des Personnes Publiques Associées et consultées ont bien été pris en compte ;
- Que le Président du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence a prescrit l'ouverture de l'enquête publique sur la révision générale

du PLU de Port-Saint-Louis-du Rhône par arrêté n° 4/18 du 31 juillet 2018 ;

- Le rapport et les conclusions du Commissaire Enquêteur remis le 14 novembre 2018 ;
- L'avis favorable du Commissaire Enquêteur assorti de 9 recommandations sans restriction à l'avis favorable, au regard des avis du public formulés au cours de l'enquête publique ;
- Le projet de PLU de la commune de Port-Saint-Louis-du-Rhône rectifié en fonction des demandes des Personnes Publiques Associées, et des organismes qui ont demandé à être consultés, des observations formulées durant l'enquête publique et l'avis favorable avec les 9 recommandations du Commissaire Enquêteur ;
- Qu'aucune modification n'a été apportée au projet remettant en cause l'économie générale du PLU.

Délibère

Article Unique :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence approuve le Plan Local d'Urbanisme de la commune de Port-Saint-Louis-du-Rhône annexé à la présente délibération.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 015-6005/19/CM

**■ Approbation des modalités de mise à disposition de la modification simplifiée n° 1 du dossier de réalisation de la ZAC de Lavalduc à Fos-sur-Mer
MET 19/10904/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La modification simplifiée n° 1 du dossier de réalisation de la ZAC de Lavalduc de la commune de Fos-sur-Mer a été prescrite par arrêté n° 19/089/CC du 4 avril 2019 de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence conformément aux articles L. 311-7 et L. 153-45 du Code de l'Urbanisme.

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence rappelle au Conseil de la Métropole que la création de la ZAC de Lavalduc sur la commune de Fos-sur-Mer est intervenue par arrêté préfectoral en date du 21 juin 1990 à l'initiative de l'Epareb dans le cadre de sa mission d'aménageur de la Ville Nouvelle des Rives de l'Etang de Berre.

Le Dossier de réalisation, comprenant le Programme des Équipements Publics et le Plan d'aménagement de Zone, a été approuvé par arrêté préfectoral en date du 11 octobre 1991.

Suivant le décret n° 2000-1383 du 31 décembre 2001, l'Epareb a été dissout et suivant l'arrêté préfectoral en date du 12 mars 2002, le périmètre de l'Opération d'Intérêt National de la Ville Nouvelle des Rives de l'Etang de Berre a été supprimé conférant ainsi l'initiative et la compétence de la ZAC au SAN Ouest Provence, désormais intégré à la Métropole Aix-Marseille-Provence depuis le 1^{er} janvier 2016.

Par délibération en date du 26 février 2002, le SAN a décidé de confier la poursuite de la réalisation de la ZAC de Lavalduc à l'Epad Ouest Provence par le biais d'une convention publique d'aménagement. Cette convention a été transférée à la SPL-ADOP devenue SPL Sens Urbain.

Le programme des équipements publics donne la liste des équipements publics de voirie, d'espace public et de réseaux à créer ou à aménager, permettant la viabilisation des lots.

L'opération a vu ses principaux équipements réalisés et la majeure partie des terrains commercialisée. L'avancement de l'opération et de son contexte amènent à réviser le programme des équipements en supprimant une réservation pour équipement public destiné à la réalisation d'une voirie, objet de la présente modification simplifiée n° 1 du dossier de réalisation. Cette modification aura pour conséquence de rendre disponible un reliquat foncier tombé en désuétude et l'intégrer au plan des lots à bâtir, sans modifier les conditions de circulation actuelles.

La modification simplifiée n° 1 envisagée a pour objet de supprimer une réservation pour équipement public destinée à la création d'une voirie.

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence précise que dans le cadre de la mise en œuvre de la procédure de modification du dossier de réalisation dans sa forme simplifiée, le projet de modification, l'exposé de ses motifs et, le cas échéant, les avis émis par les personnes publiques associées mentionnés aux articles L.132-7 et L.132-9 sont mis à disposition du public pendant un mois, dans des conditions lui permettant formuler ses observations. Ces observations sont alors enregistrées et conservées.

Les modalités de la mise à disposition sont précisées, par l'organe délibérant compétent en matière de ZAC et portées à la connaissance du public au moins huit jours avant le début de cette mise à disposition.

A l'issue de la mise à disposition, la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence en présente le bilan devant le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence, qui en délibère et adopte le projet éventuellement modifié pour tenir compte des avis émis et des observations du public par délibération motivée.

Dans ces conditions, il y a lieu pour le Conseil de la Métropole de délibérer sur les modalités de la mise à disposition du public, du dossier de modification simplifiée n° 1 du dossier de réalisation de la ZAC de Lavalduc.

De telles modalités, adaptées à l'importance des modifications projetées, consisteront en :

- l'affichage de la présente délibération au moins huit jours avant le début de cette mise à disposition du public et pendant toute la durée de la mise à disposition du public à la Direction de l'Aménagement de la Métropole Aix-Marseille-Provence, Trigance 4 allée de la Passe Pierre 13800 Istres et à l'hôtel de Ville de la commune de Fos-sur-Mer, rue René Cassin 13270 Fos-sur-Mer, et dans la ZAC de Lavalduc.

- la mise à disposition à la Direction de l'Aménagement de la Métropole Aix-Marseille-Provence, Conseil de Territoire Istres-Ouest-Provence, Trigance 4 allée de la Passe Pierre 13800 Istres et à l'hôtel de Ville de la commune de Fos-sur-Mer rue René Cassin 13270 Fos-sur-Mer, d'un dossier comportant le projet de modification envisagé, le cas échéant les avis émis par les personnes publiques associées ainsi qu'un registre permettant au public de formuler des observations durant 35 jours consécutifs, du 24 juin 2019 au 29 juillet 2019 aux jours et horaires usuels d'ouverture,

- la mise en ligne du dossier sur le site internet officiel du Conseil de Territoire Istres-Ouest-Provence,

- l'insertion d'un avis au public dans la presse locale.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment ses articles L. 101-1, L. 101-2, L. 311-7, L. 153-37, L. 153-37, L. 153-45, L. 153-47, L. 153-48, R. 153-20 et R. 153-21 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La loi n° 2014-366 du 24 mars 2014, pour l'Accès au logement et un urbanisme Rénové, chapitre IV, section 7, article 161 ;
- Le dossier de réalisation de la ZAC de Lavalduc de la commune de Fos-sur-Mer approuvé le 21 juin 1990 ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence du 13 mai 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article unique :

Sont fixées les modalités de la mise à disposition de la modification simplifiée du dossier de réalisation de la Zone d'Aménagement Concerté de Lavalduc de la commune de Fos-sur-Mer comme précisées ci-après :

- Affichage de la présente délibération au moins huit jours avant le début de cette mise à disposition du public et pendant toute la durée de la mise à disposition du public à la Direction de l'Aménagement de la Métropole Aix-Marseille-Provence, Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence Trigance 4 allée de la Passe Pierre 13800 Istres, à l'hôtel de Ville de Fos-sur-Mer, rue René Cassin 13270 Fos-sur-Mer et dans la ZAC de Lavalduc.

- Mise à disposition à la Direction de l'Aménagement de la Métropole Aix-Marseille-Provence, Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence, Trigance 4 allée de la Passe Pierre 13800 Istres et à l'Hôtel de Ville de la commune de Fos-sur-Mer, rue René Cassin 13270 Fos-sur-Mer, d'un dossier comportant le projet de modification envisagé, le cas échéant les avis émis par les personnes publiques associées, ainsi qu'un registre permettant au public de formuler des observations durant 35 jours consécutifs, du 24 juin 2019 au 29 juillet 2019 aux jours et horaires usuels d'ouverture.

- Mise en ligne du dossier sur le site internet du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence.

- Insertion d'un avis au public dans la presse locale.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

***Commission "Développement
territorial, logement, centres
anciens, contrat de ville"***

DEVT 002-6007/19/CM

■ Délégation de compétence en matière d'attribution des aides publiques en faveur de l'habitat - Approbation de l'avenant n° 3 à la convention Etat-Métropole 2017-2022 et de l'avenant n° 3 à la convention ANAH-Métropole 2017-2022.

MET 19/10678/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

L'Etat a délégué à la Métropole Aix-Marseille-Provence, pour une durée de 6 ans (2017-2022), la compétence pour décider de l'attribution des aides publiques en faveur du logement locatif social (à l'exception des aides de l'Agence nationale pour la rénovation urbaine ANRU) et de la réhabilitation de l'habitat privé dans le cadre de l'Agence nationale de l'habitat (ANAH).

Trois conventions fixent les conditions de cette délégation : la convention cadre avec l'Etat, une convention de gestion avec l'Agence nationale de l'habitat (ANAH) et une convention de mise à disposition du personnel de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer pour 3 ans (2017-2019).

Les aides publiques déléguées concernent donc principalement la construction et l'acquisition de logements locatifs sociaux, ainsi que l'amélioration de l'habitat privé relevant des aides de l'ANAH.

Concernant le logement social, la Métropole assure elle-même l'engagement et le paiement des aides. Pour l'habitat privé, l'ANAH continue, sous l'autorité de la Métropole, d'assurer l'engagement et le paiement des subventions.

1. Bilan 2018 de la délégation de compétence

1.1. Concernant le développement, l'amélioration et la diversification de l'offre de logements sociaux, les objectifs 2018 étaient les suivants :

4 800 logements locatifs sociaux en objectif de base, et une tranche complémentaire de 1 413 logements.

L'objectif de base se décomposait comme suit :

- 2 100 logements PLUS
- 1 500 logements PLAI
- 1 200 logements PLS

Les financements et agréments 2018 représentent 3 544 logements sociaux financés, dont 1 223 logements PLUS, 1 152 logements PLAI, 827 logements PLS et 342 logements réhabilités en PALULOS.

Dans le détail, les 3 544 logements locatifs sociaux financés et agréés se répartissent de la manière suivante :

- 1 223 PLUS, dont 1 158 PLUS familiaux et 65 PLUS en logements-foyers destinés aux personnes âgées,
- 1 152 PLAI, dont 623 PLAI familiaux, 409 PLAI en résidences sociales et 120 logements en produit spécifique hébergement (Unité d'Hébergement d'Urgence, Marseille 15^e),

- 827 PLS, dont 602 PLS familiaux et 225 PLS en logements-foyers destinées à des personnes âgées,
- 342 logements réhabilités en PALULOS par le bailleur social ADOMA (résidence Pierre Leca Marseille 3^e).

L'Etat a notifié des droits à engagement à hauteur de 14 008 891 euros. 13 275 095,70 euros ont été engagés par la Métropole. Le solde des droits à engagement est de 733 795,30 euros.

1.2. Concernant la requalification du parc privé, les objectifs 2018 étaient les suivants :

- 875 logements occupés par leurs propriétaires, dont :
 - 79 logements concernés par l'éradication de l'habitat indigne ou très dégradés
 - 597 logements au titre de la précarité énergétique
 - 199 logements au titre de l'autonomie
- 119 logements de propriétaires bailleurs
- 286 logements en copropriétés fragiles (aide aux syndicats de copropriétaires)

soit un total de 1 280 logements.

Des objectifs complémentaires étaient également fixés, qui étaient pris en compte dans le cadre d'une dotation en réserve régionale :

- 8 logements de propriétaires bailleurs en maîtrise d'ouvrage d'insertion
- 531 logements en copropriétés en difficulté (aide aux syndicats de copropriétaires)

Ce qui portait le total de logements à 1 819.

Pour 2018, ont été subventionnés :

- 721 logements occupés par leurs propriétaires, dont :
 - 38 logements concernés par l'éradication de l'habitat indigne ou très dégradés
 - 385 logements au titre de la précarité énergétique
 - 298 logements au titre de l'autonomie
- 90 logements de propriétaires bailleurs, dont
 - 8 logements à loyer conventionné très social
 - 64 logements à loyer conventionné social
 - 18 logements à loyer intermédiaire
- 51 logements en copropriétés fragiles (aide aux syndicats de copropriétaires)
- 286 logements en copropriétés dégradées (aide aux syndicats de copropriétaires)

soit un total de 1 148 logements subventionnés.

Etait prévue une enveloppe de droits à engagement de 10 711 852 euros. Ont été engagées des subventions à hauteur de 10 522 980 euros.

2. Objectifs 2019 de la délégation de compétence

2.1. Concernant le développement, l'amélioration et la diversification de l'offre de logements sociaux, les objectifs 2019 sont les suivants :

Un objectif de base de 5 000 logements locatifs sociaux, et une tranche complémentaire de 1 210 logements locatifs sociaux.

L'objectif de base se décompose comme suit :

- 2 304 logements PLUS,
- 1 673 logements PLAI, dont 72 PLAI adaptés,
- 1 023 logements PLS.

Les droits à engagements que l'Etat délègue à la Métropole Aix-Marseille-Provence s'élèvent à 17 251 666 euros (16 395 400 euros pour les PLAI et 856 260 euros pour les PLAI adaptés).

Une enveloppe régionale complémentaire de 2 000 000 euros, spécifique aux opérations d'acquisition-amélioration, peut également être mobilisée par la Métropole Aix-Marseille-Provence.

2.2. Concernant la requalification du parc privé, les objectifs 2019 sont les suivants :

- 903 logements occupés par leurs propriétaires, dont :
 - 168 logements concernés par l'éradication de l'habitat indigne ou très dégradés
 - 380 logements au titre de la précarité énergétique
 - 355 logements au titre de l'autonomie
- 177 logements de propriétaires bailleurs dont 2 propriétaires bailleurs en maîtrise d'ouvrage d'insertion
- 47 logements en copropriétés fragiles (aide aux syndicats de copropriétaires)
- 456 logements en copropriétés dégradées (aide aux syndicats de copropriétaires)

soit un total de 1 583 logements.

A cet effet, une enveloppe de droits à engagements est prévue à hauteur de 12 960 140 euros.

Cette enveloppe pourra, le cas échéant, être abondée, dans la limite de :

- la réserve nationale de 1 400 000 euros dédiée au Copropriétés d'intérêt national du Plan Initiative Copropriétés concernant les copropriétés de Bel Horizon (2 copropriétés), Maison Blanche (1 copropriété), Bellevue (3 copropriétés), Parc Corot (6 copropriétés) et Parc Kalliste (7 copropriétés).

- et la réserve nationale de 3 000 000 euros dédiée à la lutte contre l'Habitat Indigne.

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'appuie sur ses différents dispositifs, tels que les Programmes d'Intérêt Général, Opérations Programmées d'Amélioration de l'Habitat et dispositifs de traitement des copropriétés pour atteindre ces objectifs.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment l'article L. 5218-2 pour la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code de la Construction et de l'Habitation, et ses articles L.301-3, L.301-5-1, L.301-5-2, L.321-1-1 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n°2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et aux responsabilités locales, et notamment le XIII de l'article 61 ;
- La loi n°2009-323 du 25 mars 2009 de mobilisation pour le logement et la lutte contre l'exclusion notamment son article 28 ;
- La loi n°2014-366 du 24 mars 2014 pour l'accès au logement et un urbanisme rénové, notamment son article 122 ;
- La loi n°2015-990 du 6 août 2015 pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques, notamment son article 72 ;
- Le plan local d'action pour l'hébergement et le logement des personnes défavorisées (PDHALPD) approuvé le 17 juin 2016 ;
- La délibération DEVT 001-672/16/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence engageant le lancement de la démarche du Programme Local de l'Habitat (PLH) métropolitain en date du 30 juin 2016 ;
- La délibération DEVT 008-1843/17/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 30 mars 2017 approuvant les conventions de délégation de compétence en matière d'attribution des aides publiques à l'habitat 2017-2022 ;
- La convention de délégation de compétence entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et l'Etat 2017-2022 en date du 20 juillet 2017 et ses avenants ;

- La convention pour la gestion des aides à l'habitat privé entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et l'agence nationale de l'habitat ANAH 2017-2022 en date du 20 juillet 2017 et ses avenants ;
- La convention de mise à disposition des services de l'Etat pour l'exercice de la compétence en matière d'attribution des aides publiques au logement 2017-2019 en date du 20 juillet 2017 ;
- L'avis du Comité régional de l'habitat et de l'hébergement (CRHH) du 27 février 2019 ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 14 mai 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que les conventions de délégation de compétence en matière d'aides publiques en faveur de l'habitat ont été signées pour 6 ans (2017 – 2022) ;
- Qu'il est nécessaire de réajuster les objectifs et les moyens de ces conventions pour l'année 2019 et d'adapter celles-ci aux dernières évolutions réglementaires ;

Délibère

Article 1 :

Sont approuvées les 2 avenants aux conventions, ci-annexés :

- l'avenant n°3 à la convention de délégation de compétence entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et l'Etat 2017-2022,
- l'avenant n°3 à la convention pour la gestion des aides à l'habitat privé entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et l'agence nationale de l'habitat ANAH 2017-2022.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole, ou son représentant, est autorisé à signer ces avenants et tout document y afférent.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits aux budgets 2019 et suivants de la Métropole : Sous-politique D210 – opération 2016104500 – chapitre 20 – fonction 552.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEVT 003-6008/19/CM

■ Approbation de la tarification forfaitaire d'occupation, du dépôt de garantie et des tarifs en cas de dégradation ou de non restitution du matériel sur l'Aire d'Accueil des Gens du Voyage à Miramas MET 19/10914/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Conformément à l'article L. 5218-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, la compétence métropolitaine de création, aménagement, entretien et gestion des aires d'accueil des gens du voyage est déléguée au Conseil de territoire Istres-Ouest Provence par délibération n° HN 143-274/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016.

Cette compétence implique notamment la mise en œuvre des dispositions du Schéma départemental d'accueil des gens du voyage prévu par la loi n° 2000-614 du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et à l'habitat des gens du voyage.

Celui-ci prescrit la constitution d'une aire d'accueil conjointe pour les communes de Miramas et de Saint-Chamas devant disposer d'une capacité de 47 places se basant sur l'aire existante de Miramas dite Les Molières, d'une capacité de 38 places, et de son extension de 9 places.

A ce titre, la Métropole Aix-Marseille-Provence – Territoire Istres-Ouest Provence met à disposition des gens du voyage l'aire d'accueil Les Molières, située à l'adresse suivante : ZI Les Molières, rue d'Irlande, 13140 Miramas.

En application des articles L. 2125-1 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques, toute occupation ou utilisation du domaine public d'une personne publique donne lieu au paiement d'une redevance.

Conformément à l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, il revient au Conseil de la Métropole de fixer le montant des redevances propres à l'équipement.

Au regard de l'article L. 2125-3 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques, la redevance tient compte des avantages de toute nature procurés au titulaire de l'autorisation.

Dans une optique de meilleure valorisation du patrimoine public et compte tenu de l'augmentation des charges afférentes à l'extension, à la gestion et à l'entretien de l'aire d'accueil Les Molières, il apparaît opportun de réviser la redevance d'occupation, par

rapport aux tarifs antérieurs, fixés par délibération n° 39-2017 du 30 mars 2017 de la commune de Miramas, alors compétente en application de l'article L. 5218-2 du Code Général des Collectivités Territoriales. En effet, jusqu'au 1^{er} janvier 2018, la compétence relative à l'aménagement, l'entretien et la gestion des aires d'accueil n'ayant pas été transférée par la commune de Miramas au SAN Ouest Provence, désormais fusionné au sein de la Métropole, continuait d'être exercée par la commune dans les mêmes conditions. En l'absence de tarification instituée par la Métropole, la délibération précitée de la commune de Miramas continue à s'appliquer.

Compte tenu du transfert de la compétence à la Métropole, il est proposé de fixer la tarification de l'aire d'accueil, le dépôt de garantie et les tarifs en cas de dégradations ou de non restitution du matériel, et d'abroger la délibération précitée de la commune de Miramas en tant qu'elle fixe les tarifs pour l'aire d'accueil des gens du voyage Les Molières.

A compter de la prise d'effet de la présente délibération, les tarifs proposés de séjour sur l'équipement sont les suivants :

Tarification de l'aire d'accueil:

Cette redevance forfaitaire se fixe à 9,00 euros TTC, par jour et par place occupée qui correspond :

- au droit de stationner sur la place,
- à l'accès aux services de gestion dispensés sur l'Aire d'Accueil,
- à la mise à disposition des bâtiments sanitaires,
- à la collecte des ordures ménagères,
- à l'accès aux réseaux d'assainissement et d'évacuation des eaux usées,
- aux frais liés à la consommation de fluides (eau, électricité ...),
- aux frais de maintenance et d'entretien général de l'aire d'accueil.

Le règlement du tarif forfaitaire de la place s'effectue à l'avance auprès du gestionnaire. Dès lors, des reçus de perception numérotés seront délivrés par le gestionnaire après chaque règlement.

Le montant du tarif forfaitaire est révisable annuellement.

Les journées payées et non utilisées sont remboursées au moment du départ.

Dépôt de garantie:

Lors de l'admission sur l'aire d'accueil, un dépôt de garantie d'un montant de 100,00 euros TTC par place est versé. Il est restitué à la fin du séjour lorsque les occupants libèrent leur place sans dégradation ni dette de leur part.

Lors du départ de l'aire d'accueil, en cas de dégradations et/ou d'impayés, le montant de la dette est prélevé sur le dépôt de garantie.

Tarification en cas de dégradations et de non restitution du matériel:

Le bordereau des tarifs applicables pour les dégradations et en cas de non restitution du matériel est annexé à la présente délibération (annexe 1).

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques ;
- La loi n° 2000-614 du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et à l'habitat des gens du voyage ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° 39-2017 du 30 mars 2017 de la commune de Miramas actualisant les tarifs des services publics de la ville de Miramas ;
- La décision n° 18/008/D du Président de la Métropole du 17 janvier 2018 instituant la régie de recettes pour l'aire d'accueil des gens du voyage de Miramas ;
- La décision n° 18/288/D du Président de la Métropole du 30 mai 2018 désignant un lieu d'encaissement supplémentaire ;
- L'arrêté n° REG/18/10011/CM du Président de la Métropole du 13 juin 2018 portant nomination du régisseur de l'aire d'accueil des gens du voyage de Miramas.

**Où il le rapport ci-dessus,
Entendues les conclusions du Commissaire
Rapporteur,**

Considérant

- Que conformément au Schéma départemental d'accueil des gens du voyage, la Métropole Aix-Marseille-Provence – Territoire Istres-Ouest Provence met à disposition des gens du voyage l'aire d'accueil Les Molières, située à l'adresse suivante : ZI Les Molières, rue d'Irlande, 13140 Miramas ;

- Que les tarifs antérieurs relatifs à l'occupation de l'aire ont été fixés par délibération n° 39-2017 du 30 mars 2017 de la commune de Miramas, alors compétente en application de l'article L. 5218-2 du Code Général des Collectivités Territoriales. En effet, jusqu'au 1^{er} janvier 2018, la compétence relative à l'aménagement, l'entretien et la gestion des aires d'accueil n'ayant pas été transférée par la commune de Miramas au SAN Ouest Provence, désormais fusionné au sein de la Métropole, continuait d'être exercée par la commune dans les mêmes conditions ;
- Qu'en l'absence de tarification instituée par la Métropole, la délibération précitée de la commune de Miramas continue à s'appliquer ;
- Que dans une optique de meilleure valorisation du patrimoine public et compte tenu de l'augmentation des charges afférentes à l'extension, à la gestion et à l'entretien de l'aire d'accueil Les Molières, il apparaît opportun de réviser les tarifs relatifs à l'occupation, par rapport aux tarifs antérieurs ;
- Qu'il revient au Conseil de la Métropole d'approuver les tarifications de séjour, de dégradations ainsi que le dépôt de garantie sur ledit équipement ;
- Qu'il convient par conséquent d'abroger la délibération n° 39-2017 du 30 mars 2017 de la commune de Miramas, alors compétente en matière d'aménagement, entretien et gestion des aires d'accueil des gens du voyage, en tant qu'elle fixe les tarifs pour l'aire d'accueil des gens du voyage les Molières.

Délibère

Article 1 :

Est abrogée la délibération n° 39-2017 du 30 mars 2017 de la commune de Miramas en tant qu'elle fixe les tarifs pour l'aire d'accueil des gens du voyage Les Molières.

Article 2 :

Est approuvée la fixation de la redevance forfaitaire d'occupation de l'aire d'accueil à 9,00 euros TTC par jour et par place occupée.

Article 3 :

Est approuvée la fixation du dépôt de garantie à 100,00 euros TTC par place occupée.

Article 4 :

Sont approuvés les tarifs ci-annexés en cas de dégradations ou de non restitution du matériel.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEVT 004-6009/19/CM

■ Délégation de service public pour la gestion, l'entretien et l'animation des Aires d'Accueil des Gens du Voyage et des Terrains de Grands Passages de la Métropole Aix-Marseille Provence - Approbation du choix du délégataire - Approbation du contrat de délégation de service public et de ses annexes

MET 19/11100/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération n° DEVT 004-3297/17/CM du 14 décembre 2017, le Conseil de la Métropole a approuvé le principe de la délégation de service public pour la gestion, l'entretien et l'animation des Aires d'Accueil des gens du Voyage et des Terrains de Grands passages de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Un avis d'appel public à la concurrence a été publié le 11 mars 2018 au JOUE, le 13 mars 2018 au BOAMP, le 23 mars 2018 au Moniteur, le 27 mars 2018 à la Provence.

L'avis de publicité fixait au 12 avril 2018, 12 heures, la date limite de réception des offres.

Six plis ont été réceptionnés dans les délais impartis émanant des sociétés suivantes :

- GDV
- LVD Environnement
- VAGO
- ALOTRA
- ACGV Services
- SAINT NABOR Services

La Commission de Délégation de Service Public s'est réunie le 13 avril 2018 pour ouvrir les plis contenant les candidatures.

Après vérification des différents documents composant les dossiers de candidature, il a été constaté que les dossiers étaient incomplets. L'autorité délégante a sollicité les renseignements et documents manquants, par courriers en date du 16 avril 2018 et du 17 mai 2018.

Suite aux demandes de régularisation, les candidats ont tous répondu sauf SAINT NABOR Services. Par ailleurs, LVD Environnement n'a produit, concernant les obligations au titre de l'emploi des travailleurs handicapés, que le bordereau de transmission de sa contribution 2016. Or, ce document permet seulement de vérifier que la société a rempli ses obligations déclaratives en matière d'emploi de travailleurs handicapés mais ne permet pas de s'assurer que celle-ci est effectivement en situation régulière vis à

vis de son obligation d'acquittement de ladite contribution.

Aussi, les candidatures des sociétés SAINT NABOR Services et LVD Environnement étaient incomplètes au regard des interdictions de soumissionner visées aux articles 39 et 42 de l'ordonnance n°2016-65 du 29 janvier 2016 en dépit de la mise en œuvre de la faculté prévue au I de l'article 23 du décret n°2016-86 du 1er février 2016 relatif aux contrats de concession.

Après examen de la recevabilité de leur candidature par la Commission de Délégation de Service Public du 24 mai 2018, quatre sociétés candidates ont été admises à présenter une offre :

- GDV
- VAGO
- ALOTRA
- ACGV Services

Le dossier de consultation a été adressé aux candidats le 26 juin 2018.

Après plusieurs modifications du dossier de consultation ayant principalement pour objet d'intégrer les conséquences du décalage du calendrier, il a été convenu de fixer la date de remise des offres au 16 octobre 2018.

Lors de la Commission de Délégation de Service Public du 25 octobre 2018, il est apparu que seule l'association ALOTRA a remis une offre.

La Commission de Délégation de Service Public a rendu son avis sur l'offre lors de sa séance du 29 novembre 2018 et a recommandé d'engager les discussions avec le candidat sus-désigné.

Il a ainsi été envoyé au candidat ALOTRA, un courrier le 29 novembre 2018, lui demandant de préciser son offre. L'association a répondu dans le délai imparti (14 décembre 2018). Un courrier de négociation du 17 janvier 2019 été adressé au candidat lui demandant d'optimiser son offre dans le délai indiqué (28 janvier 2019) et l'invitant à participer à une séance de négociation orale qui s'est tenue le 6 février 2019.

A l'issue de cette première séance, le candidat a été invité à approfondir son offre avant le 18 février 2019 à laquelle il a répondu et a été invité à une seconde séance de négociation qui s'est organisée le 21 février 2019.

Suite à ces discussions, le candidat a été invité, par courrier du 26 février 2019 à remettre une proposition finale au plus tard le 11 mars 2019 à 16h30. Le candidat a remis son offre dans le délai imparti.

Un courrier d'approfondissement de l'offre a été adressé au candidat le 21 mars 2019 avec date limite de réponse fixée le lundi 25 mars 16h, le candidat ayant respecté cette échéance.

Le rapport joint en annexe à la présente délibération du Conseil de la Métropole, établi conformément aux dispositions de l'article L.1411-5 du Code général des collectivités territoriales, rend compte du déroulement de la procédure et en particulier de la phase de négociation. Il présente les motifs du choix du candidat retenu par l'autorité habilitée à signer la convention, soit ALOTRA.

Ce rapport présente également les principales caractéristiques et l'économie générale du contrat de Délégation de Service Public qu'il est proposé de conclure avec le candidat retenu.

La durée du contrat d'affermage est fixée à 7 ans à compter de sa notification, pour tenir compte de l'amortissement des investissements demandés au délégataire. Le contrat de Délégation de Service Public confie à l'attributaire, la gestion, l'entretien et l'animation de quatre Aires d'Accueil métropolitaines sur les territoires du Pays d'Aix et du Pays Salonais : Le Realtor à Aix en Provence, La Malle à Bouc Bel Air, Rives Hautes à Fuveau et La Garenne à Salon de Provence représentant un total de 316 places caravanes.

Dans la perspective d'unifier le mode de gestion de ce service public, la Métropole pose comme principe que, sauf exception, l'ensemble des Aires d'Accueil et des Terrains de Grands Passages pourraient intégrer le périmètre de cette Convention, dès lors que leurs caractéristiques techniques le permettent.

Cette intégration serait systématique pour les futures Aires d'Accueil à construire et se réaliserait sous la forme d'une levée d'option pour les Aires existantes, au sens de l'article 36 du Décret n°2016-86 relatif aux contrats de Concession.

Le Délégataire sera chargé d'incorporer les Aires d'Accueil et les Terrains de Grands Passages dans cette Convention, globale et évolutive, au fur et à mesure de l'exécution de la Délégation.

Le contrat est géré à ses risques et périls, le délégataire se rémunérant notamment par la perception des tarifs sur les usagers, de la Contribution Forfaitaire financière de la Métropole, des subventions de l'Etat dans le cadre de l'AGAA.

La Contribution Financière forfaitaire est révisée chaque année au 1^{er} juin, selon une formule d'indexation prévue contractuellement. Cette contribution financière forfaitaire est due au titre des contraintes de fonctionnement du service public imposées par la Métropole, notamment la définition de tarifs qui ne permettent pas de couvrir les charges d'exploitation afin d'éviter une hausse significative des tarifs actuels de stationnement des Aires d'Accueil et des Terrains de Grands Passages. Le montant de cette Contribution Financière forfaitaire sur l'ensemble de la durée du contrat, au titre des quatre Aires

d'Accueil intégrées lors de sa prise d'effet, s'élève à 3.746.909,18 euros TTC

Une formule d'ajustement de la Contribution Financière forfaitaire de la Métropole permet d'intégrer les Aires d'Accueil nouvellement construites et les Aires existantes relevant d'une levée d'option, dès que leurs caractéristiques techniques sont compatibles avec cette intégration.

Le délégataire verse annuellement à la Métropole une redevance d'occupation du Domaine Public proportionnelle au chiffre d'affaires global.

L'imputation budgétaire de la Contribution Financière forfaitaire se fera au prorata du nombre d'Aires d'Accueil relevant de chaque Territoire, sur chaque Etat Spécial de Territoire concerné.

Au vu de l'exposé qui précède et du rapport annexé, il est proposé au Conseil de la Métropole :

- d'approuver le choix du délégataire pour la gestion, l'entretien et l'animation des Aires d'Accueil des gens du Voyage et des Terrains de Grands passages de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- d'approuver le contrat de délégation de service public et ses annexes dont les principales caractéristiques et l'économie générale sont décrites dans ledit rapport.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code général des collectivités territoriales ;
- La Loi n°2000-614 du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et à l'habitat des gens du voyage ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des Territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'ordonnance n° 2016-65 du 29 janvier 2016 relative aux contrats de concession ;
- Le décret n° 2016-86 du 1er février 2016 relatif aux contrats de concession ;

- La délibération du Conseil de la Métropole n° DEVT 004-3297/17/CM du 14 décembre 2017 approuvant le principe de la délégation de service public pour la gestion, l'entretien et l'animation des Aires d'Accueil des gens du Voyage et des Terrains de Grands passages de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Les Avis des Commissions de Délégation de Service Public du 13 avril 2018, du 23 mai 2018, 25 octobre 2018 et du 29 novembre 2018 ;
- Le rapport de présentation ci-annexé de Madame la Présidente de la Métropole, établi en application de l'article L1411-5 du Code Général des Collectivités Territoriales exposant le déroulement de la procédure, les motifs du choix du candidat retenu par l'exécutif et l'économie générale du contrat de délégation de service public ;
- Le contrat et ses annexes ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé le principe d'une délégation de service public sous forme d'affermage pour la gestion, l'entretien et l'animation des Aires d'Accueil des Gens du Voyage et des Terrains de Grands passages de la Métropole Aix-Marseille-Provence
- Qu'il appartient au Conseil de la Métropole, au terme de la procédure de consultation et au vu du rapport présenté par Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, de se prononcer sur le choix du délégataire de service public et d'approuver le contrat de délégation et ses annexes.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le choix de ALOTRA en qualité de délégataire de service public pour la gestion, l'entretien et l'animation des Aires d'Accueil des Gens du Voyage de la Métropole Aix-Marseille-Provence incluses dans le périmètre de la Délégation de Service Public.

Article 2 :

Est approuvé le contrat de Délégation de Service Public sous forme d'affermage établi pour une durée de sept ans, ainsi que ses annexes, ci-joints.

Article 3 :

Est approuvé le versement d'une contribution forfaitaire d'exploitation à la charge de la Métropole d'un montant annuel suivant :

- Année 1 du 1^{er} juin au 31 décembre 2019 : 301 583,00 euros TTC
- Année 2 du 1^{er} janvier au 31 décembre 2020: 517 000,00 euros TTC
- Année 3 du 1^{er} janvier au 31 décembre 2021: 517 000,00 euros TTC
- Année 4 du 1^{er} janvier au 31 décembre 2022: 527 340,00 euros TTC
- Année 5 du 1^{er} janvier au 31 décembre 2023: 537 886,80 euros TTC
- Année 6 du 1^{er} janvier au 31 décembre 2024: 548 644,54 euros TTC
- Année 7 du 1^{er} janvier au 31 décembre 2025: 559 617,43 euros TTC
- Année 8 du 1^{er} janvier au 31 mai 2026 : 237.837,40 euros TTC

Total sur 7 ans : 3.746.909,18 euros TTC

Article 4 :

Dépenses :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur les budgets suivants :

Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix, en section de Fonctionnement : chapitre 011, nature 611, fonction 554.

Etat Spécial de Territoire du Pays Salonais, en section de Fonctionnement : chapitre 011, nature 611, fonction 554.

Recettes :

Les recettes seront constatées sur les budgets suivants :

Etat Spécial de Territoire, en section de Fonctionnement : chapitre 75, nature 755, fonction 554.

Etat Spécial de Territoire du Pays Salonais, en section de Fonctionnement : chapitre 75, nature 755, fonction 554.

Article 5 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer ledit contrat de Délégation de Service Public et ses annexes

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**Commission "Cadre de vie,
traitement des déchets, eau et
assainissement"**

DEA 001-6010/19/CM

■ Revalorisation et affectation de l'opération
relative aux interventions urgentes CT1 2018-2019
pour le Conseil de Territoire Marseille Provence

MET 19/8853/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Il est proposé de revaloriser le montant de l'opération budgétaire « interventions urgentes CT1 2018-2019 » et d'affecter cette revalorisation, conformément aux dispositions suivantes afin de permettre le lancement de procédures de commandes ou d'appels d'offres.

Sous politique	Code opération	Commune	Libellé d'opération	AP initiale	Ajustement d'AP	AP globale
F180	2018101900	CT	INTERVENTIONS URGENTES CT1 2018-2019	450 000	+ 200 000	650 000
TOTAL F180				450 000	200 000	650 000

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération DEA 033-3341/17/CM du 14 décembre 2017 portant sur l'approbation de la création et de l'affectation d'une opération d'investissement destinée aux travaux d'interventions urgentes sur les réseaux pluviaux du territoire Marseille Provence ;
- L'information au Conseil de Territoire Marseille Provence du 11 décembre 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de procéder à la revalorisation et à l'affectation de la revalorisation de l'opération d'investissement destinée aux travaux d'interventions urgentes sur les réseaux pluviaux du territoire Marseille Provence.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvées la revalorisation et l'affectation de l'opération budgétaire suivante :

Sous politique	Code opération	Commune	Libellé d'opération	AP initiale	Ajustement d'AP	AP globale
F180	2018101900	CT	INTERVENTIONS URGENTES CT1 2018-2019	450 000	+ 200 000	650 000
TOTAL F180				450 000	200 000	650 000

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget du Conseil de Territoire Marseille Provence 2019 CT1 – Fonction 734 - Chapitre 4581 - Sous Politique F180.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

Commission "Mer, Littoral et Ports, protection et mise en valeur des espaces maritimes et naturels"

MER 001-6011/19/CM

■ Approbation d'une exemption temporaire de paiement des redevances à venir et remise exceptionnelle des redevances déjà versées en faveur des plaisanciers du port des Goudes affectés par l'incendie de janvier 2019

MET 19/11244/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est compétente en matière de création, aménagement et gestion de zones d'activité portuaire. Dans ce cadre, elle gère 28 ports de plaisance représentant 9 200 postes à flot et perçoit les redevances des usagers, des sociétés nautiques et des délégataires qui occupent les plans d'eau et les terrepleins du domaine public maritime.

L'incendie qui s'est déclaré dans la nuit du 5 au 6 janvier 2019 sur le port des Goudes (13008 Marseille) a entraîné la destruction de 23 navires : 12 navires postés sur le plan d'eau occupé par l'Union Nautique des Goudes, 8 navires pour la société nautique la Rascasse des Goudes et 3 navires de pêcheurs professionnels.

Au niveau des équipements, cet incendie a occasionné la destruction d'une surface de 95 m2 de ponton central qui représente 8 éléments à changer (4 pour l'union Nautique et 4 pour la Rascasse), la remise en place des mouillages, le nettoyage des fonds du plan d'eau et la reprise des réseaux d'eau et d'électricité.

Les usagers de ces sociétés nautiques n'ayant pas pu disposer des installations et de leurs navires sur une longue période, il est proposé d'une part, une exemption temporaire de paiement pour les redevances à venir d'autre part, une remise exceptionnelle pour les redevances déjà versées par ceux-ci. Ces exemptions et remises couvrent la période d'immobilisation de leurs navires jusqu'à la réfection et la mise à disposition des pannes

incendiés, dont la date prévisionnelle a été estimée au 14 Juin 2019.

Il est précisé que concernant les pêcheurs professionnels, l'exemption temporaire de paiement de redevances, telle que prévue par la présente délibération, constitue une aide directe à une entreprise. Or, celles-ci ne relève pas des compétences de la Métropole, la Région étant chef de file en la matière. C'est pourquoi Madame la Présidente de la Métropole a sollicité, par courrier en date du 03 Avril dernier, la présente Collectivité, pour un accompagnement financier en application de l'article L1511-2 du CGCT relatif à l'octroi des aides aux entreprises par les collectivités.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code des transports ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° MER 005-5521/19/CM du 28 février 2019 portant Approbation des Redevances d'Occupation du Domaine Public Maritime Portuaire et Prestations Annexes pour l'année 2019 - Territoire Marseille-Provence.

Où il le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence gère 28 ports de plaisance au sein de son territoire ;
- Que la gestion et l'animation des ports de plaisance font partie intégrante du service public d'exploitation d'un port.
- Que dans la nuit du 5 au 6 janvier, le port des Goudes a été touché par un important incendie à la suite duquel 23 navires ont été sinistrés, dont 3 appartenant à des pêcheurs professionnels.
- Que le plan d'eau a été immobilisé à compter du 6 janvier 2019 jusqu'à la remise en état des installations prévues pour le 14 juin 2019.

Délibère

Article 1 :

Est décidée l'exemption temporaire du paiement des redevances à venir correspondant à la surface des bateaux sinistrés des sociétés nautiques, l'Union Nautique des Goudes et la Rascasse des Goudes pendant la durée de l'immobilisation des plans d'eau (de l'incendie jusqu'à la réfection des pannes).

Article 2 :

Est approuvée une remise exceptionnelle pour les redevances déjà versées par les sociétés nautiques de l'Union Nautique des Goudes et de la Rascasse des Goudes suite à l'incendie du port qui s'est déclaré dans la nuit du 5 janvier 2019.

Article 3 :

Est précisé que le mode de calcul des remises exceptionnelles s'effectue par référence à la délibération tarifaire approuvée au Conseil de Métropole du 28 février 2019 qui tient compte de la surface occupée par place et du tarif appliqué au m2 de surface occupé à compter de la date du 6 janvier 2019 jusqu'à la mise en service des installations prévues au 14 juin 2019.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

MER 002-6012/19/CM

■ Approbation de l'avenant n°1 de prolongation de la Délégation de Service Public pour l'avitaillement consentie à la société Nouvelle Aire au sein du Port de la Pointe Rouge situé à Marseille MET 19/10677/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence compétente, en création, aménagement et gestion de zones d'activité portuaire, gère 28 ports de plaisance représentant 9 200 postes à flot. Ainsi, le 1er janvier 2016, elle a intégré les 24 ports de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole, aujourd'hui Territoire Marseille Provence ; en outre, le 1er janvier 2018, 4 ports communaux sont devenus métropolitains ; 2 situés sur le Territoire d'Istres Ouest Provence et 2 sur celui du Pays Salonais.

Parmi ses missions, la Métropole Aix-Marseille-Provence a ainsi la responsabilité d'organiser le service public d'avitaillement des bateaux des usagers des ports.

Dans le cadre de la modernisation des modes de gestion des ports, amorcée par la Communauté Urbaine et poursuivie par la Métropole, il a été décidé de diversifier les outils de gestion afin de

s'adapter au mieux au contexte de chaque port et d'en permettre la meilleure exploitation et le développement.

Par délibération n° POR 002-493/11/CC du 08 juillet 2011, la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole avait décidé de déléguer la gestion de l'avitaillement du port de la Pointe Rouge. Ce mode de gestion ayant donné satisfaction en termes de qualité du service, le Conseil de la Métropole a adopté par délibération n° MER 002-5518/19/CM du 28 février 2019, le principe de la reconduction de ce mode de gestion.

Suite à cette délibération, une procédure de mise en concurrence a été lancée et actuellement en cours afin de choisir le nouveau délégataire de service public.

Cependant, compte tenu des délais incompressibles de la procédure de mise en concurrence, la Métropole n'est pas en mesure d'attribuer le futur contrat de délégation de service public au 31 juillet 2019, date d'échéance du contrat en cours. Ainsi, afin de garantir la continuité du service public, il est proposé par avenant, de prolonger le contrat de délégation de service public pour une période d'un an, temps strictement nécessaire pour mener à bien la procédure de passation.

En application des articles L3135-1 et R3135-7, cette prolongation ne change pas la nature globale du contrat en cours et ne revêt pas un caractère substantiel dans la mesure où elle ne modifie pas substantiellement l'économie de ce contrat.

La Commission de Délégation de Service Public a été saisie pour avis, conformément aux dispositions de l'article L1411-6 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de la Commande Publique ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- L'avis de la Commission de Délégation de Service Public ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 14 mai 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Considérant

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence gère 28 ports de plaisance au sein de son territoire, celle-ci s'est notamment substituée à la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole dans la gestion des 24 ports de plaisance situés sur le territoire Marseille-Provence ;
- Que le service d'avitaillement fait partie intégrante du service public d'exploitation d'un port.
- La nécessité d'assurer dans de bonnes conditions le service d'avitaillement des usagers du port de La Pointe Rouge ;
- Que les délais incompressibles de la procédure de mise en concurrence ne permettent pas d'attribuer le futur contrat de délégation de service public à la date d'échéance du contrat en cours ;

Délibère

Article 1 :

Est approuvé l'avenant n°1 de prolongation de la Délégation de Service Public pour l'avitaillement consentie à la société Nouvelle Aire au sein du Port de la Pointe Rouge situé à Marseille ci-annexé.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cet avenant et tout document y afférent.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

MER 003-6013/19/CM

**■ Approbation de l'avenant n°1 de la Délégation de Service Public pour la gestion et l'animation portuaire du port de la Pointe Rouge de Marseille - périmètre 3 consentie au Yachting Club de la Pointe Rouge
MET 19/10692/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence compétente, en création, aménagement et gestion de zones d'activité portuaire, gère 28 ports de plaisance représentant 9 200 postes à flot. Ainsi, le 1er janvier 2016, elle a intégré les 24 ports de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole, aujourd'hui Territoire Marseille Provence ; en outre, le 1er janvier 2018, 4 ports communaux sont devenus

métropolitains ; 2 situés sur le Territoire d'Istres Ouest Provence et 2 sur celui du Pays Salonais.

Parmi ses missions, la Métropole Aix-Marseille-Provence a ainsi la responsabilité d'organiser la gestion de ses ports.

Par délibération n° MER 003-4236/18/CM du 28 juin 2018, le Conseil de la Métropole a décidé de déléguer la gestion et l'animation d'une partie du Port de la Pointe Rouge à Marseille au Yachting Club de la Pointe Rouge (YCPR). Ledit contrat de délégation de service public a pris effet au 1^{er} septembre 2018 pour une durée de 10 ans.

Dans un souci d'ajustement des conditions d'exécution techniques et financières du contrat, de simplification des relations entre délégant et délégataire, et dans l'objectif de permettre au délégataire de commencer la réalisation des aménagements nécessaires à la bonne prise en charge des épreuves de voile pour les Jeux Olympiques 2024, il est nécessaire de procéder par voie d'avenant pour une modification des conditions du contrat.

Ces modifications interviennent dans le cadre de l'article 41 du contrat de DSP qui prévoit le réexamen des conditions financières dans les cas où, des aménagements aux conditions d'organisation, de gestion et d'animation des plans d'eau et terre-pleins du périmètre, au programme d'investissements ou au plan stratégique seraient arrêtés (notamment déplacements de bateaux, acquisition de matériel, sécurité des plans d'eau, utilisation de terre-pleins, etc.) pour la période de préparation des Jeux Olympiques 2024 et la tenue des épreuves.

Ainsi, il est prévu de réaliser une extension du périmètre géré par le délégataire jusqu'à la zone de stationnement mitoyenne de l'actuel périmètre et comportant une zone de mise à l'eau. Ladite zone ne faisant pas l'objet à ce jour d'un entretien suffisant, génère des troubles quant à l'accès à la mer et à la bonne gestion du port. Le projet a ici pour objet de restaurer l'espace et d'y adjoindre une gestion afin de favoriser l'arrivée et la mise à l'eau de plaisanciers. Ce même espace, du fait de sa restauration, constituera un point d'accès à la mer au cœur de la préparation des épreuves olympiques et dont l'espace serait à même d'accueillir plusieurs équipes, c'est pourquoi la gestion de celui-ci apparaît aujourd'hui centrale.

Cet avenant a également pour objet l'ajustement de délais de transmission de documents entre le délégataire et le délégant et l'intégration de la possibilité d'une variation de 20% des tarifs pour les activités économiques, permettant d'utiliser les tarifs comme critères pour les mises en concurrence au sein du périmètre délégué.

Le projet de restauration de l'espace ainsi que sa gestion représentent une variation des recettes d'exploitation de 5,25% sur la durée de la délégation de service public.

Conformément à l'article R3135-8 du Code de la Commande Publique, la modification étant inférieure à 10 % ne peut être qualifiée de substantielle. Le présent avenant peut être régulièrement approuvé.

La Commission de Délégation de Service Public a été saisie pour avis, conformément aux dispositions de l'article L 1411-6 Code Général des Collectivités Territoriales.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code des transports ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- L'ordonnance n° 2018-1074 du 26 novembre 2018 portant partie législative du Code de la Commande Publique ;
- Le décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du Code de la Commande Publique ;
- Le projet d'avenant n° 1 de la Délégation de Service Public pour la gestion et l'animation d'une partie du port de la Pointe-Rouge de Marseille – périmètre 3 ;
- L'avis de la Commission de Délégation de Service Public ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 14 mai 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence gère 28 ports de plaisance au sein de son territoire, celle-ci s'est notamment substituée à la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole dans la gestion des 24 ports de plaisance situés sur le territoire Marseille-Provence ;

- Que la gestion et l'animation du port font partie intégrante du service public d'exploitation d'un port.
- Que l'actuel contrat de délégation de service public consenti à l'YCPR nécessite d'être modifié par voie d'avenant pour permettre la bonne réalisation des missions de service public ;

Délibère

Article 1 :

Est approuvé l'avenant n°1 de la Délégation de Service Public pour la gestion et l'animation portuaire du port de la Pointe Rouge de Marseille – périmètre 3 consentie au Yachting Club de la Pointe Rouge ci-annexé.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cet avenant et tout document y afférent.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

MER 004-6014/19/CM

**■ Approbation de l'avenant n°1 de la Délégation de Service Public pour la gestion et l'animation portuaire du Vieux-Port de Marseille - périmètre 2 consentie à la Société Nautique de Marseille
MET 19/10694/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence compétente, en création, aménagement et gestion de zones d'activité portuaire, gère 28 ports de plaisance représentant 9 200 postes à flot. Ainsi, le 1er janvier 2016, elle a intégré les 24 ports de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole, aujourd'hui Territoire Marseille Provence ; en outre, le 1er janvier 2018, 4 ports communaux sont devenus métropolitains ; 2 situés sur le Territoire d'Istres Ouest Provence et 2 sur celui du Pays Salonais.

Parmi ses missions, la Métropole Aix-Marseille-Provence a ainsi la responsabilité d'organiser la gestion de ses ports.

Par délibération n° MER 002-4235/18/CM du 28 juin 2018, le Conseil de la Métropole a décidé de déléguer la gestion et l'animation d'une partie du Vieux-Port de Marseille à la Société Nautique de Marseille (SNM). Ledit contrat de délégation de service public a pris effet au 1^{er} septembre 2018 pour une durée de 10 ans.

Dans un souci d'ajustement des conditions d'exécution techniques et financières du contrat, de simplification des relations entre délégant et délégataire, il est nécessaire de procéder par voie

d'avenant à une modification des conditions du contrat. En effet, cet avenant a pour objet :

- L'ajustement de délais de transmission de documents entre le délégataire et le délégant,
- L'intégration de la possibilité d'une variation de 20% des tarifs pour les activités économiques, permettant d'utiliser les tarifs comme critère pour les mises en concurrence au sein du périmètre délégué,
- La possibilité d'une dérogation à l'utilisation des espaces de grutage et de carénage dans le cas de problèmes techniques ou fonctionnels au sein des autres espaces du Vieux-Port,
- Repréciser les tarifs au sein de la grille tarifaire en y intégrant le tarif des frais d'inscription sur liste d'attente.

L'avenant entraîne une augmentation du montant initial du contrat de +0,18 %.

Conformément à l'article R3135-8 du Code de la Commande Publique, la modification étant inférieure à 10 % ne peut être qualifiée de substantielle. Le présent avenant peut être régulièrement approuvé.

Conformément aux dispositions du Code Général des Collectivités Territoriales ce projet d'avenant peut être conclu après avoir été soumis à l'information de la commission de délégation de service public.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code des transports ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- L'ordonnance n° 2018-1074 du 26 novembre 2018 portant partie législative du code de la commande publique ;
- Le décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique ;
- Le projet d'avenant n° 1 de la Délégation de Service Public pour la gestion et l'animation d'une partie du Vieux-Port de Marseille – périmètre 2 ;
- L'information de la Commission de Délégation de Service Public ;

- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 14 mai 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence gère 28 ports de plaisance au sein de son territoire, celle-ci s'est notamment substituée à la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole dans la gestion des 24 ports de plaisance situés sur le territoire Marseille-Provence ;
- Que la gestion et l'animation du port font partie intégrante du service public d'exploitation d'un port ;
- Que l'actuel contrat de délégation de service public consentie à la SNM nécessite d'être modifié par voie d'avenant pour permettre la bonne réalisation des missions de service public, sans que cela ne modifie substantiellement le contrat.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé l'avenant n°1 de la Délégation de Service Public pour la gestion et l'animation portuaire du Vieux-Port de Marseille – périmètre 2 consentie à la Société Nautique de Marseille ci-annexé.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cet avenant et tout document y afférent.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

MER 005-6015/19/CM

■ Approbation de l'avenant n°3 de prolongation de la Délégation de Service Public pour l'avitaillement et le carénage consentie à la société DG Services au sein du Port de Carry-le-Rouet

MET 19/10688/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence compétente, en création, aménagement et gestion de zones d'activité portuaire, gère 28 ports de plaisance

représentant 9 200 postes à flot. Ainsi, le 1er janvier 2016, elle a intégré les 24 ports de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole, aujourd'hui Territoire Marseille Provence ; en outre, le 1er janvier 2018, 4 ports communaux sont devenus métropolitains ; 2 situés sur le Territoire d'Istres Ouest Provence et 2 sur celui du Pays Salonais.

Parmi ses missions, la Métropole Aix-Marseille-Provence a ainsi la responsabilité d'organiser le service public d'avitaillement des bateaux des usagers des ports.

Dans le cadre de la modernisation des modes de gestion des ports, amorcée par la Communauté Urbaine et poursuivie par la Métropole, il a été décidé de diversifier les outils de gestion afin de s'adapter au mieux au contexte de chaque port et d'en permettre la meilleure exploitation et le développement.

Par délibération n° POR 002-690/11/CC du 21 octobre 2011, la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole avait décidé de déléguer la gestion des services d'avitaillement et de carénage du port de plaisance de Carry-le-Rouet. Ce mode de gestion ayant donné satisfaction en termes de qualité du service, le Conseil de la Métropole a adopté par délibération n° MER 003-5519/19/CM du 28 février 2019, le principe de la reconduction de ce mode de gestion.

Suite à cette délibération, une procédure de mise en concurrence a été lancée et est actuellement en cours afin de choisir le nouveau délégataire de service public.

Cependant, compte tenu des délais incompressibles de la procédure de mise en concurrence, la Métropole n'est pas en mesure d'attribuer le futur contrat de délégation de service public au 29 juillet 2019, date d'échéance du contrat en cours. Ainsi, afin de garantir la continuité du service public, il est proposé par avenant, de prolonger le contrat de délégation de service public pour une période d'un an, temps strictement nécessaire pour mener à bien la procédure de passation.

En application des articles L3135-1 et R3135-7 du Code de la Commande Publique, cette prolongation ne change pas la nature globale du contrat en cours et ne revêt pas un caractère substantiel dans la mesure où elle ne modifie pas substantiellement l'économie de ce contrat.

La Commission de Délégation de Service Public a été saisie pour avis, conformément aux dispositions de l'article L1411-6 du Code Général des Collectivités Territoriales

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de la Commande Publique ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- L'avis de la Commission de Délégation de Service Public ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 14 mai 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence gère 28 ports de plaisance au sein de son territoire, celle-ci s'est notamment substituée à la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole dans la gestion des 24 ports de plaisance situés sur le territoire Marseille-Provence ;
- Que les services d'avitaillement et de carénage font partie intégrante du service public d'exploitation d'un port.
- La nécessité d'assurer la continuité des services d'avitaillement et de carénage pour les usagers du port de Carry-le-Rouet ;
- Que les délais incompressibles de la procédure de mise en concurrence ne permettent pas d'attribuer le futur contrat de délégation de service public à la date d'échéance du contrat en cours ;

Délibère

Article 1 :

Est approuvé l'avenant n°3 de prolongation de la Délégation de Service Public pour l'avitaillement et le carénage, consentie à la société DG Service au sein du Port de Carry-le-Rouet ci-annexé.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cet avenant et tout document y afférent.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

MER 006-6016/19/CM

**■ Adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence au Syndicat Mixte Provence Fluviale - Adoption des statuts et désignation des représentants
MET 19/10684/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Le Département des Bouches-du-Rhône s'est engagé dans un projet de développement du tourisme fluvial sur son territoire, dont le potentiel a été confirmé. Ce projet s'inscrit dans une démarche partenariale permettant la mise en place d'un plan d'actions commun, en vue de la création d'escales de qualité sur le Rhône provençal, et notamment sur les communes de Tarascon, Arles, Port-Saint-Louis-du-Rhône et Martigues.

La constitution d'un opérateur unique est indispensable à la mise en œuvre du projet au regard de la diversité des acteurs et des situations. La création d'un syndicat mixte ouvert apparaît comme la solution la plus adaptée pour conduire efficacement le projet, la réalisation des travaux, la gestion des équipements et la promotion de la destination.

Par délibération de la commission permanente du 8 février 2019, l'Assemblée Départementale a validé l'adhésion du Département des Bouches-du-Rhône au Syndicat Mixte Provence fluviale, l'adoption de ses statuts et procédé à la désignation de ses représentants.

Les membres fondateurs de ce syndicat sont les collectivités territoriales et établissements publics de coopération intercommunale concernés :

- Le Département des Bouches-du-Rhône ;
- La métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La communauté d'agglomération Arles-Crau-Camargue-Montagne ;
- La commune de Tarascon ;
- La commune d'Arles ;
- La commune de Port-Saint-Louis-du-Rhône ;
- La commune de Martigues.

Le Département des Bouches-du-Rhône a saisi les collectivités partenaires aux fins d'adhésion au Syndicat Mixte et à l'adoption de ses statuts.

Le syndicat a pour objet général de mener ou de coordonner les actions nécessaires au développement touristique de la croisière fluviale sur le Rhône provençal et plus particulièrement sur les communes de Tarascon, Arles, Port Saint Louis du Rhône et Martigues.

L'objectif principal est de créer et de gérer des zones d'accueil touristique constituées par les zones à quai reliées aux appontements fluviaux pour paquebots de croisière, proposant accueil et

services à destination des passagers et des bateaux.

Le représentant désigné par la Métropole Aix-Marseille-Provence dispose d'une voix sur un ensemble de quinze voix.

Le Département participe de manière significative au budget de fonctionnement, à hauteur de 60%, le reste des membres se partageant les 40% restant selon une clé de répartition basée pour moitié sur la population et pour moitié sur le potentiel financier.

La Métropole Aix Marseille Provence participe pour sa part à 12,5% du budget.

L'objectif est que le budget de fonctionnement soit le plus limité possible, par le biais de la mise à disposition de moyens humains et matériels des membres.

Concernant l'investissement, chaque projet fera l'objet de conventions partenariales spécifiques.

Les délibérations du Comité Syndical sont prises à la majorité simple des suffrages exprimés, sauf dans les cas de modifications statutaires où une majorité qualifiée des deux tiers est retenue. Pour une demande d'adhésion ou de retrait, l'acceptation se fera à la majorité des trois quart des droits de vote.

Ce rapport est sans incidence financière ; la participation de la Métropole Aix-Marseille-Provence fera l'objet d'un vote ultérieur lors d'une future délibération.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 Août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le procès-verbal n°FAG 001-4256/18 CM du 20 septembre 2018 portant élection de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n°55 du 8 février 2019 du Département des Bouches-du-Rhône portant sur la création du Syndicat Mixte Provence fluviale ainsi que l'adhésion, l'adoption des statuts et la désignation des représentants au sein du Comité Syndical.

- La délibération n°19-020 du 1^{er} février 2019 de la Ville de Martigues portant sur la création du Syndicat Mixte Provence fluviale ainsi que l'adhésion, l'approbation des statuts et la désignation d'un représentant titulaire et d'un représentant suppléant au sein du Comité Syndical.
- La délibération n° 2019-013 du 26 février 2019 de la Ville de Port-Saint-Louis-du-Rhône portant sur la création du Syndicat Mixte Provence fluviale ainsi que l'adhésion, l'approbation des statuts et la désignation d'un représentant titulaire et d'un représentant suppléant au sein du Comité Syndical.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient d'approuver la création du Syndicat Mixte Provence Fluviale dans le cadre d'une action ou politique métropolitaine.
- Qu'il convient d'autoriser l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence au Syndicat Mixte Provence Fluviale.
- Qu'il convient d'adopter les statuts dudit Syndicat joint au rapport.
- Qu'il convient de désigner un titulaire et un suppléant pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la création du Syndicat Mixte Provence Fluviale, ses orientations, sa composition ses actions ainsi que son fonctionnement.

Article 2 :

Sont approuvées l'adhésion et l'adoption des statuts du Syndicat Mixte Provence Fluviale par la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 3 :

Sont désignés pour représenter la Métropole au sein du Syndicat :

- Martial Alvarez en qualité de titulaire
- Florian Salazar-Martin en qualité de suppléant.

Article 4 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à solliciter une adhésion au Syndicat Mixte Provence Fluviale et à signer les statuts et tous les documents nécessaires.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

***** **Commission "Voirie, Espaces Publics et Grands équipements métropolitains"** *****

VOI 001-6017/19/CM

**■ Approbation de l'actualisation de la redevance relative à la diffusion de programmes FM dans les tunnels hors concession de la Métropole Aix Marseille-Provence
MET 19/10850/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Le décret n° 2006-165 du 10 février 2006 relatif aux « communications radioélectriques des services de secours en opération dans les ouvrages routiers, ferroviaires ou fluviaux ou dans certaines catégories d'établissements recevant du public et modifiant le code de la construction et de l'habitation » mentionne en son article 2 que :

« ... Les exploitants des ouvrages routiers, ferroviaires ou fluviaux doivent garantir aux services publics qui concourent aux missions de sécurité civile la continuité des communications radioélectriques avec les moyens propres à ces services en tout point de l'infrastructure.

Ces dispositions sont applicables :

- a) Pour le domaine routier, à tout ouvrage au stade des études dont le projet d'ouvrage d'art, pour le réseau routier national non concédé, ou dont l'avant-projet d'ouvrage d'art, pour les autoroutes concédées, n'a pas été approuvé à la date de publication du présent décret ;

(...)

Les ouvrages routiers, ferroviaires ou fluviaux qui ne relèvent pas des catégories mentionnées ci-dessus doivent se conformer à cette obligation dans un délai de trois ans à compter de la même date.»

Les tunnels Vieux-Port, Major et Saint-Charles sont dotés des équipements nécessaires à la diffusion de onze programmes de radios FM pour les véhicules qui les empruntent. Ces installations donnent aussi la possibilité d'insérer des messages d'urgence sur les programmes ainsi diffusés, depuis le Poste Central des Tunnels situé au Parvis Saint Laurent (Marseille, 13002).

Par délibération n° VOI 6/705/B du 15 septembre 2006, la Communauté urbaine Marseille Provence, a adopté une première convention cadre avec les radios désireuses d'utiliser le matériel communautaire pour retransmettre leurs programmes dans les tunnels gérés par la Communauté urbaine (tunnels du Vieux-Port, de la Major, et Saint Charles uniquement).

Suite à la mise en service du tunnel Joliette, les équipements de radiodiffusion ont été remis à

niveau et permettent désormais la retransmission de 24 programmes radio dans chacun des ouvrages ainsi que la possibilité d'insérer des messages d'urgence sur les programmes ainsi diffusés, depuis le Poste Central des tunnels. En conséquence, la convention cadre a évolué et a été de nouveau adoptée par délibération VOI 021-028/11/BC le 11 février 2011. La redevance applicable à l'émission de radios dans ces tunnels a été actualisée en conséquence (délibération n°VOI 003-055/11/CC du 11 février 2011).

Les tunnels gérés hors concession sur le territoire Marseille Provence de la métropole génèrent un fort trafic automobile. Le tunnel du Vieux-Port accueille chaque jour environ 50 000 véhicules, celui de la Major environ 34 000, celui de Saint-Charles jusqu'à 20 000 et pour le tunnel Joliette, 42 000 véhicules transitent par cet ouvrage.

Outre l'aspect réglementaire lié à la sécurité, constitué par la possibilité pour le Poste de Contrôle des tunnels de substituer aux fréquences retransmises un message de sécurité à l'attention des usagers, la continuité d'écoute d'un programme radio est aussi un gage de qualité et de confort.

Il est proposé au Conseil de la Métropole, d'approuver par la présente, l'actualisation de la redevance applicable à l'émission de radios FM dans tous les tunnels hors concession de la Métropole Aix Marseille Provence (tunnels du Vieux-Port, de la Major, Saint-Charles, Joliette et autres ouvrages si nécessaire).

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2006-165 du 10 février 2006 relatif aux communications radioélectriques des services de secours en opération dans les ouvrages routiers, ferroviaires ou fluviaux ou dans certaines catégories d'établissements recevant du public et modifiant le code de la construction et de l'habitation ;
- La délibération VOI 021-208/11/BC approuvée le 11 février 2011 portant approbation d'une convention cadre relative à la diffusion de radios FM dans les tunnels exploités par Marseille Provence Métropole ;

- La délibération VOI 003-055/11/CC portant actualisation de la redevance relative à l'émission de radios dans les tunnels gérés par la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 14 mai 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient d'approuver l'actualisation de la redevance applicable à la diffusion de programmes FM dans les tunnels hors concession de la Métropole Aix Marseille Provence sur le périmètre du Territoire Marseille Provence ;

Délibère

Article 1 :

Est abrogée la délibération n° VOI 003-055/11/CC du 11 février 2011 sur l'actualisation de la redevance relative à l'émission de radios dans les tunnels gérés par la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole.

Article 2 :

Est approuvé un montant de redevance de 2 200 euros par radio et par an. La mise à jour de la redevance interviendra annuellement conformément à la clause de révision de la convention liant l'opérateur radio, à la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer cette convention.

Article 4 :

Ces redevances seront constatées sur le budget principal EST (101) fonction 847-sous politique C360-nature 70323.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**Commission "Culture et sport,
grands événements
métropolitains"**

CSGE 001-6018/19/CM

**■ Approbation d'ajustements tarifaires pour les
piscines du Pays d'Aix et le Lac de Peyrolles
MET 19/10639/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

1) Proposition d'évolution tarifaire pour le Lac de Peyrolles

Accueillant plus de 200 000 personnes par an, le Lac de Peyrolles est un véritable « lieux de vie » pour les habitants du Pays d'Aix et les départements voisins. En effet, en plus des multiples activités déjà présentes sur le site (tables de ping-pong, terrain de pétanque, terrains de beach volley, de soccer beach, 3 aires de jeux pour enfants) la base de loisirs s'est dotée depuis 2017 d'une aire de jeux d'eau de 600 m². Toutes ces activités sont en accès libre toute l'année.

Afin de contribuer à l'entretien du site, seul le stationnement est payant en juillet et en août.

En 2016, le Conseil Métropolitain avait validé l'augmentation des tarifs de la base de loisirs comme suit (délibération 2016_CT2_222 du 12/10/16) :

- 3 € la journée pour une voiture ;
- 6 € la journée pour un bus et un mini-bus ;
- 2 € les 2 roues ;
- Centres aérés avec bus : forfait parking + accès baignade à un espace réservé et surveillé : 60 € la journée (sur réservation et facture).

A ce jour, ces tarifs restent en dessous des tarifs pratiqués par les autres bases de loisirs de même nature. A titre d'exemple voici les tarifs du parking pour un VL :

- Lac des sapins (65 km au nord de Lyon) 5 € ;
- Lac de Saint Quentin en Yvelines 5 € ;
- Lac de Vouglans (Juras) 8 € ;
- Ile de loisirs Cergy – Pontoise 6€.

Aussi il est proposé une augmentation des tarifs pour 2019 :

- 4 € la journée pour une voiture ;
- 8 € la journée pour un bus et un mini-bus ;
- 3 € les 2 roues ;
- Centre aérés avec bus : forfait parking + accès baignade à un espace réservé et surveillé : 60 € la journée (sur réservation et facture).

Cependant, afin de ne pas trop pénaliser les usagers réguliers de la base de loisirs, il est

proposé également de créer un abonnement à 30 euros les 20 passages.

2) Proposition de facturer le support autorisant l'accès dans nos piscines

Depuis le mois de mai 2018, suite au changement de logiciel caisse, chaque entrée dans les établissements exige un badgeage au contrôle d'accès ou sur un lecteur déporté. Toutes les catégories de public sont impactées : l'utilisateur individuel, l'adhérent à une activité aquatique encadrée, l'enseignant accompagnant sa classe et enfin l'adhérent club.

En conséquence, 30 000 supports (environ) seront distribués chaque année et représenteront un réel coût pour la collectivité, il est donc proposé de facturer ces supports au tarif de 1,00€, à l'exception des supports scolaires qui resteront gratuits.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°2003_A082 du Conseil communautaire de la CPA du 16 mai 2003 relative aux équipements sportifs d'intérêt communautaire et au transfert des piscines ;
- La délibération n°2003_A083 du Conseil communautaire de la CPA du 16 mai 2003 relative à la modification des statuts de la communauté et à la politique d'apprentissage de la natation ;
- La délibération n° 2014_A277 du Conseil communautaire de la CPA du 11 décembre 2014 relative à une modification substantielle de la grille tarifaire des piscines du Pays d'Aix ;
- La délibération n°HN 021-049/16 CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 relative à l'approbation du Règlement Budgétaire et Financier de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la proposition d'évolution tarifaire pour le parking du Lac de Peyrolles.

Article 2 :

Est approuvée la proposition de facturer les supports autorisant l'accès aux établissements aquatiques.

Article 3 :

L'entrée en vigueur de ces nouvelles dispositions tarifaires est prévue dès leur validation.

Article 4 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer les documents y afférents.

Article 5 :

Les recettes seront perçues par la Régie centrale de la Direction des Équipements Aquatiques et Bases de loisirs du Territoire du Pays d'Aix.

Article 6 :

La recette correspondant à la tarification des supports autorisant l'accès aux établissements aquatiques sera constatée sur le budget 06 – Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix, en section de Fonctionnement : chapitre 70, nature 70631, fonction 323.

La recette correspondant à la tarification du parking du Lac de Peyrolles sera constatée sur le budget 06 – Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix, en section de Fonctionnement : chapitre 70, nature 70328, fonction 633.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.